

THÉORIE DE L'IMPOT

OU

LA DIME SOCIALE

PAR

M^{lle} CLÉMENCE-AUGUSTE ROYER

Ouvrage couronné par le Conseil d'État du Canton de Vaud

Ne quid nimis

TOME PREMIER

PARIS

GUILLAUMIN ET Cie, LIBRAIRES

Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

RUE DE RICHELIEU, 14

1862

TYPOGRAPHIE ERNEST MEYER, RUE DE VERNEUIL, 22, A PARIS.

AUX HOMMES LIBRES

J'ai voulu écrire dans ce livre le système fiscal de la liberté : c'est pourquoi je le dédie aux HOMMES LIBRES. Mais cet instrument d'émancipation, de justice et de progrès ne serait entre les mains d'un despote, maître héréditaire d'un peuple servile, qu'un instrument d'oppression, d'iniquité et de décadence.

CLÉMENTCE-AUGUSTE ROYER.

INTRODUCTION

SOMMAIRE. — Importance actuelle des questions économiques. — Le concours dans le canton de Vaud — Réforme prudente. — Considérer le problème au point de vue général. — Le but de la science fiscale. — Fatalités de temps et de lieu. — La question de droit et la question de fait. — La philosophie de l'impôt et la science fiscale.

Un des plus importants problèmes dont l'économie politique ait à chercher la solution, c'est celui de l'impôt. Dans notre époque la question fiscale est le nœud gordien de la politique. Aussi longtemps que les gouvernements ne l'ont pas dénoué habilement ou tranché par force, et quelquefois brutalement, ils ne peuvent se considérer comme établis. Pour nos sociétés financières, industrielles, mercantiles, l'argent ou plutôt la *valeur*, le *capital*, tient lieu en quelque sorte de fluide vital. Les préoccupations du lucre tendent malheureusement à dominer toutes les autres, voire même les idées de morale, de droit, de justice, d'art ou de vérité. La science des richesses enfin l'emporte

sur toutes les plus nobles facultés de l'esprit humain qu'elle semble condamner à l'inactivité, non-seulement comme inutiles, mais quelquefois même comme coupables, ou du moins comme nuisibles. C'est un mal ; mais ce mal doit avoir sa cause et son but dans le développement providentiel des sociétés. Il faut obéir à ce vent qui pousse invinciblement les intelligences à poursuivre les équations les plus ardues de la science économique. Surtout lorsque la majorité des hommes ne visent qu'à augmenter ou à conserver leur fortune particulière, il est indispensable que des esprits moins égoïstes s'occupent d'accroître et de conserver la fortune publique.

Une fois que la formule suprême et absolue d'équité et d'utilité sera trouvée, l'activité humaine sera plus libre de se tourner vers quelque'autre côté plus brillant de son horizon scientifique. L'ardeur de la poursuite se ralentira d'autant que la distance au but deviendra moindre, que la solution trouvée sera plus certaine, parce qu'alors le besoin de l'atteindre se fera sentir moins vivement. Si les questions d'économie sociale occasionnent des luttes si vives, si elles saisissent si ardemment les masses, c'est sans doute qu'elles ont été trop longtemps et trop complètement négligées dans le passé.

Le Conseil d'État du canton de Vaud a fait appel à toutes les lumières ; il a invité toutes les idées et tous les systèmes à se produire et à se présenter à sa barre ; nous

sommes entré dans la lice croyant avoir à exposer, non pas seulement des choses nouvelles, mais des choses justes, utiles, raisonnables, et surtout des solutions conciliantes et pratiques sur ces questions si complexes que soulève le problème fiscal.

Du reste, le Conseil d'État de Vaud était dans le vrai lorsque, défiant de toutes réformes trop brusques, de tous systèmes trop absolus, il faisait dans un rapport au grand Conseil du 20 novembre 1850 la déclaration suivante :

« La découverte de l'impôt le mieux assis et le plus rationnel qui, tout en froissant le moins possible les contribuables, procurerait cependant au fisc les ressources qui lui sont absolument nécessaires, est un problème à plusieurs inconnues, susceptible de solutions diverses. Il n'a pas jusqu'à présent été résolu, bien qu'il ait occupé et occupe encore les économistes et les administrateurs voués à l'examen de cette matière difficile. »

Cependant sans se laisser décourager par l'impossibilité d'atteindre à la perfection fiscale, il faut sans relâche étudier, méditer les réformes les plus urgentes ou les plus utiles que l'on puisse faire, et se guider pour l'avenir sur les expériences du passé. Chaque siècle ajoutant ainsi à ce fonds de science expérimentale, les tentatives qu'il a vu faire, fructueuses ou malheureuses qu'elles aient été, pourront servir à reconnaître du moins si la voie dans laquelle on s'est engagé est bonne.

Quand un peuple demeure constamment libre de faire ou de corriger les lois qu'il se donne, il court de moins grands risques qu'un autre à se montrer hardi. La volonté d'une génération ne liant pas les mains de la génération suivante, celle-ci peut toujours aisément défaire le mal qui a été fait et même arrêter le mal commencé. Cependant, disons-le de suite, lors même que la théorie de l'impôt serait achevée, et prouvée parfaite par l'expérience d'une nation dans le passé ; une nation chez laquelle l'assiette fiscale différerait beaucoup de cette théorie, ne pourrait pas sans danger se l'appliquer subitement. Tout est lié dans le monde économique ; tous les rouages de la machine sociale s'engrenant les uns dans les autres et ne pouvant cesser un seul instant de fonctionner, tout changer à la fois serait vouloir la briser, tuer la nation et dissoudre la communauté elle-même. Chaque organe, chaque rouage doit donc en être réparé sur place ou changé avec précaution afin qu'il n'y ait aucun temps d'arrêt dans le tout. Il faudrait du temps enfin, et un long temps, pour achever une transformation totale ; autrement il se produirait des chocs, des soubresauts, des convulsions, des perturbations locales dont tout l'engrenage souffrirait : il vaudrait mieux n'avoir rien fait. La nature dans son œuvre de perpétuelle transition, de continuel accroissement, de changements sans fin, d'état normal de révolution, ne fait point de sauts ; la société humaine, que les mêmes lois régissent, ne saurait en faire sans se fouler

quelque membre. Il faut qu'elle se contente de croître comme un corps, de se développer comme un organisme : sa conservation est à ce prix. Presser le moment des crises, c'est risquer qu'elles soient dangereuses. Les rendre courtes, c'est les rendre plus violentes, c'est exposer l'organisme à la mort. Mais s'opposer à ces crises, les retarder au delà de leur époque naturelle, c'est courir aux mêmes périls. Les empêcher complètement, c'est atrophier le corps social, c'est vouloir en faire un nain ou un cadavre. Enfin la longueur de ces crises est en quelque chose proportionnelle à la grandeur du corps social qui les traverse ; et c'est en cela qu'un petit État est plus heureux qu'un grand : il transforme plus aisément ses institutions ; le mouvement lui est plus facile ; il est moins entravé par sa propre force, ou plutôt par son propre poids.

Bien que notre travail soit exécuté à l'occasion de la réforme fiscale du canton de Vaud, cependant il ne restera pas exclusif. Nous embrasserons la théorie générale de l'impôt, de même que ses applications particulières, et nous nous placerons au point de vue d'un cosmopolitisme absolu.

La théorie générale doit toujours ouvrir, éclairer la route et marcher hardiment en avant ; la pratique, prudente et réservée, doit suivre avec plus de lenteur. La science fiscale ne fait que de naître. Elle bégaye ses premières formules. Il faut donc s'attendre à ce que bien des essais

infructueux soient encore tentés avant d'arriver à un idéal satisfaisant qui permette, non le repos absolu, mais seulement une marche sûre, constamment progressive et sans retour en arrière. Jusque-là de grands écarts entre les faits et la théorie devront nécessairement se manifester à l'expérience.

Le but de la science fiscale, cet idéal de l'impôt que chaque théoricien poursuit ou rêve et croit atteindre à chaque instant, mais dont tout financier praticien reconnaît bien vite les côtés faibles, pourra-t-il un jour se formuler ? Nous le croyons. Mais pourra-t-il se réaliser ? Vainement on en caresserait l'espérance. Cet absolu, comme tous les autres, est infiniment éloigné de nous peut-être. Nous ne pouvons qu'en approcher sans cesse ; mais nous pouvons nous en approcher plus ou moins vite et d'une quantité plus ou moins grande. C'est sans doute un point géométrique d'équilibre, un centre théorique de gravité avec lequel le point de suspension de la balance sociale ne coïncidera jamais ; mais l'on pourra sans cesse diminuer l'écart qui l'en sépare.

Pendant longtemps, loin de poursuivre ce point d'équilibre unique et impossible, les gouvernements ne se sont nullement inquiétés comment et dans quelle direction le chercher. Le fisc n'avait qu'une règle : tirer le plus d'argent possible de la poche des peuples avec le plus de sécurité possible pour l'État, c'est-à-dire en excitant le moins de

murmures qu'il se pouvait : le reste ne lui importait point.

Les peuples s'en sont douté. Ils l'ont senti plutôt : ils l'ont senti à leurs souffrances. De là leur haine de toute mesure fiscale, de toute taxe, de tout agent préposé à la collecte publique. Cette haine, légitime dans sa cause, est devenue de nos jours le principal obstacle aux réformes que l'on voudrait tenter dans l'intérêt de tous. Par une réaction assez naturelle, mais regrettable, chacun déteste toute contribution même juste et légitime, et ne songe qu'à s'y soustraire. Il en résulte que les gouvernements, les législateurs sont obligés de prendre l'argent du peuple, autant que possible, sans qu'il s'en aperçoive, de le lui dérober habilement, subtilement, par surprise, au lieu de le lui réclamer franchement et loyalement, lors même que cette manière de le lui prendre exige qu'on lui en prenne davantage.

Il faudra quelques siècles d'éducation civique et d'une vie politique large et libre, il faudra, avec l'expérience de la démocratie, un changement presque total dans les mœurs et dans la religion de la patrie pour que ce triste mais inévitable effet des anciens despotismes fasse place à une intelligence moins étroite du devoir de l'homme et du citoyen et à un antagonisme moins violent de l'intérêt général et de l'intérêt individuel, de ces deux termes qui pourtant ne devraient en faire qu'un, puisque l'un est le tout dont l'autre est la partie. La loi de conciliation n'est pas aisée à

formuler. La nécessité de la suivre avec loyauté ne sera pas de sitôt reconnue par tous. Il y a ici, comme en tout changement, en tout mouvement, une de ces fatalités de temps et d'espace dont on peut faire abstraction dans la théorie, mais non pas dans la pratique. Le présent est gros de l'avenir; mais le présent lui-même, fils du passé, a toujours plus ou moins de peine à se dégager de ses étreintes maternelles souvent un peu violentes.

En théorie générale, nous prendrons pour maxime fondamentale de faire primer la question de droit sur la question de fait, la justice sur l'utilité, l'utilité et la justice sur les considérations plus étroites de la politique, n'accordant à celle-ci qu'une valeur températive, une sorte de pouvoir d'ajournement, pour réaliser successivement, lentement, prudemment, l'idéal tracé par la théorie, dans toute l'étendue de ce possible qui dépend des circonstances locales.

Faire primer la question de droit sur la question de fait, c'est mettre la spéculation au-dessus de la tradition, c'est donner la préférence à l'école juridique contre l'école historique. L'histoire cependant, ce sont les archives expérimentales du passé, et, comme telle, elle doit être consultée. C'est de la masse des expériences enregistrées par l'histoire qu'il faut partir, sinon pour fonder spéculativement la théorie, du moins pour la confirmer. L'histoire a prouvé que certaines institutions condamnables au point de vue

du droit, qui ne relève que de lui-même et du jugement de la raison, étaient de même condamnables, nuisibles, désastreuses au point de vue de l'économie sociale. Partout donc où ces deux témoignages s'accordent, on peut prononcer sans crainte d'erreur, et marcher hardiment à cette lumière. Partout, au contraire, où la théorie n'a pas encore reçu la sanction des faits, il est bon d'avancer avec plus de circonspection.

Si par impossible la justice semblait en désaccord avec l'utilité, nous disons que la justice est préférable. Mais en aucun cas, le précédent historique ne nous semble devoir à lui seul trancher la question, soit contre le droit, soit contre l'économie. Le passé peut influencer sur le présent, le retarder dans sa marche, mais non l'arrêter. En aucun cas, il ne saurait donner des ordres à l'avenir et l'enchaîner d'autorité. Parce qu'une chose a été, enfin, il n'en résulte pas qu'elle soit bonne.

Pourtant, lorsqu'on interroge bien le mouvement historique, on s'aperçoit que rien d'absolument mauvais n'a pu exister, se produire et surtout durer. Au fond de tout ce qui a subsisté un certain temps, il y a eu quelque part de bien : c'est comme la raison suffisante, qui lui a permis de s'établir et de se maintenir.

Dans toutes les institutions humaines, et dans les institutions fiscales en particulier comme dans toutes les autres, il s'est toujours trouvé quelque chose d'instinctivement ra-

tionnel ; quelque chose comme une révélation spontanée de la nature de l'homme et de la société ; une sorte d'ordre nécessaire plus ou moins altéré, plus ou moins troublé par le jeu libre des passions et des intérêts antagonistes. Poursuivre à travers les temps cette part d'instinct, de spontanéité, de raison ; la distinguer sous toutes les formes si multiples qu'elle a revêtues ; en faire la base de ce qui doit être et le fondement de la théorie : voilà la part de l'histoire. Développer ces principes dans toutes leurs conséquences et jusqu'à l'absolu, si possible ; indiquer le point où ils semblent d'abord se contredire, mais où en réalité ils se limitent et se déterminent seulement l'un l'autre : voilà la part de la spéculation et l'objet d'une philosophie de l'impôt. Enfin, des hauteurs générales de la théorie descendre dans le détail des applications particulières et pratiques, selon les temps, selon les lieux, selon les choses et leurs fatalités : voilà le domaine de la science fiscale appliquée.

C'est ce programme que nous essaierons de remplir.

PREMIÈRE PARTIE



THÉORIE DE L'IMPOT



I^{re} SECTION



DE L'IMPOT EN GÉNÉRAL

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE DE L'IMPOT

CHAPITRE I^{er}

De l'origine de l'impôt.

SOMMAIRE. — L'impôt, condition de la société. — Enfance sociale. — Le butin de la guerre tient lieu d'impôt. — État pastoral et agricole. — Premières injustices légales. — Les sacerdores les consacrent. — Ils se constituent en gouvernements supérieurs. — Les nobles leur paient un tribut. — Fiscalité primitive. — La dime ecclésiastique. — Les classes intermédiaires paraissent. — La dime retombe sur elles. — Progrès de la justice par l'injustice. — L'impôt militaire. — La corvée et l'esclavage. — La dime en nature, impôt foncier. — Les impôts indirects sur le commerce. — De l'impôt chez les peuples libres de l'antiquité. — Du contrat social. — L'impôt, institution spontanée.

L'impôt, de sa nature, est une chose juste et bienfaisante ; mais jusqu'ici il a toujours été appliqué avec iniquité, il n'a été qu'une cause de ruine : voilà le mal. Il sera lent à réparer. Par essence, l'impôt est la condition même de toute société politique : aussi le voit-on apparaître dès l'origine de ces sociétés, se développer et progresser avec elles, se transformer comme elles et se rapprocher enfin peu à peu de cet idéal de justice et d'utilité, vers lequel convergent toutes les institutions.

Dans la période d'enfance sociale, les familles, les in-

dividus ne peuvent être réunis que par le lien d'une commune défense ou d'une agression commune. A peine y a-t-il quelques échanges de services entre les membres de cette communauté toute guerrière. Les rapports de personne à personne y naissent seulement de cet instinct qui fait que l'homme recherche son semblable par plaisir autant au moins que par utilité.

Il n'existe alors d'autres inégalités que celles qui proviennent d'une force, d'une ruse ou d'une habileté plus grande, soit dans les travaux de la guerre, c'est-à-dire de la destruction, soit dans ceux de la paix, c'est-à-dire de la conservation personnelle et de la production. Ces inégalités n'ont d'autre source que l'ascendant naturel des êtres supérieurs par l'esprit, le caractère ou l'organisme physique sur les êtres moins bien doués. Ce sont là les droits des chefs au commandement : droits légitimes, incontestables, car ils sont consacrés par l'utilité de tous.

Les honneurs, les profits dont ces individus privilégiés jouissent, sont compensés par les services qu'ils rendent à la tribu et par les dangers plus imminents auxquels ils sont exposés. Les premiers ils affrontent la mort dans le combat : tous sont soldats, mais le général plus que les autres. Pour un chef de horde sauvage il n'est guère de milieu entre vaincre ou mourir : la défaite pour lui, c'est non-seulement le déshonneur, l'infamie, mais c'est la mort de la main des siens, s'il ne la reçoit de la main des ennemis. L'homme qui brise son fétiche pour le punir d'une défaite ou d'une famine qu'il éprouve, ne respectera pas davantage son chef ou son législateur. Ce législateur, ce chef rend donc des services, il court des risques, il en est payé : son salaire est légitime.

Seulement, la concurrence étant restreinte par suite de

l'inégalité des facultés naturelles, les services de ce chef de sauvages doivent tendre à être payés d'un prix de monopole. De moins intelligents, de moins forts ne pourraient également en être chargés : ils n'inspirent pas au peuple assez de confiance, cette confiance qui s'impose d'elle-même, mais n'obéit pas à l'ordre des volontés.

C'est ainsi que l'on voit partout les fatalités des lois économiques de l'offre et de la demande, régler les institutions et présider au développement de l'humanité, aussi bien que toutes les lois les plus fixes et les plus générales de la physiologie et de la logique, bien des mille ans avant d'avoir été connues et formulées en règles scientifiques.

Les vainqueurs s'emparent des richesses, c'est-à-dire du capital accumulé des tribus vaincues, et se le partagent entre eux. Les chefs en reçoivent une part plus grande : c'est là le budget de cet État naissant. Les individus qui le composent ne savent pas encore se cotiser entre eux pour subvenir aux dépenses de la communauté. Aussi, quand le fonds social est épuisé, la guerre est-elle leur unique ressource. Les chefs, qui surtout en profitent, trop souvent y poussent la tribu : c'est leur moyen de lever l'impôt, en apparence sur les hordes ennemies, en réalité sur leurs propres hordes dont ils reçoivent ainsi la contribution de sang. Ils deviennent agresseurs dans le seul but de conquérir du butin sur des voisins, sur des rivaux qui à leur tour, le cas échéant, agiront de même : tel dut être le commencement de tout système fiscal, la première origine de l'impôt et de ses abus.

Dans le principe toute tribu vaincue était exterminée. Beaucoup plus tard seulement, lors de la période plus avancée de l'état pastoral et agricole, elle fut réduite en servitude : les individus eux-mêmes devinrent part de

butin, fonds social, contribution de guerre et en somme, matière fiscale.

Dans l'état primitif des choses, l'égalité des charges publiques était assez rigoureuse. Les intérêts égoïstes et ennemis étant en lutte, le droit, l'équilibre s'établissait comme une résultante de forces opposées : la plus puissante l'emportait. Mais aucune loi ne permettait, ne protégeait entre les mains des faibles l'accumulation de biens qu'ils ne pouvaient pas défendre. Les inégalités devaient alors se compenser rapidement dans la suite des générations, c'est-à-dire qu'elles ne pouvaient dépasser les limites de celles qui provenaient de la nature elle-même, mais leur demeuraient assez exactement proportionnelles. Chose étrange ! C'est avec le développement des idées morales de justice que l'injustice commencera à s'introduire dans les sociétés. Elle y demeurera jusqu'à ce que la théorie, d'abord purement abstraite, de la liberté qui se limite elle-même dans la mesure marquée par les bornes du droit d'autrui, ait atteint sa perfection, et remplacé complètement dans la pratique l'équilibre matériel, brutal, inconscient, fatal établi sur la force pure, se déployant dans toute son étendue sans aucune contrainte morale et limitée seulement par l'antagonisme d'autres forces.

Il est donc vrai de dire que l'infraction dans le principe est venu de la loi : car la première loi, en troublant l'équilibre établi sur les fatalités naturelles, en mêlant à ces fatalités un élément moral et libre, a presque partout consacré les premières de toutes les injustices légales. Elle a mis entrave au rétablissement d'une équitable répartition des biens à travers les générations.

Ainsi le chef audacieux, entreprenant et heureux qui commandait avec légitimité, et pour le plus grand avantage

de tous, en vertu de ses facultés supérieures, venant à instituer l'hérédité du commandement en faveur de ses descendants souvent faibles et inférieurs, a fait pencher la balance à leur avantage. Sans cela ils seraient redescendus au rang qu'ils méritaient parmi la foule, rang que leur capacité leur permettait d'occuper utilement, tandis que le poids de l'autorité était souvent trop lourd pour leurs mains débiles. La plus grande richesse, de même que le plus grand pouvoir, cessa d'appartenir à celui qui pouvait le mieux la défendre et le mieux en tirer parti, pour son profit comme pour celui de la nation.

C'était une époque de transition qui commençait. Elle dure encore. Elle durera jusqu'à ce qu'un nouvel équilibre soit établi sur la base de la justice libre. Il faut du temps pour faire d'une espèce brutale à forme humaine l'homme tel que le siècle actuel le comprend. Espérons pourtant que ce chef-d'œuvre de la nature terrestre approche, sinon de son achèvement peut-être indéfini, du moins d'un état satisfaisant.

Dans la société pastorale et agricole l'hérédité patriarcale est établie. Le chef de la tribu ou du clan possède seul : il ne saurait donc exister d'impôts, à moins que le patriarche ne s'imposât lui-même. Mais c'est encore un impôt, et le plus lourd de tous, que de ne pouvoir rien posséder ; or, la tribu, le clan tout entier est dépouillé au profit de son chef. A la charge de ce dernier vivent ses enfants, sa descendance, ses collatéraux même, quand le droit d'aînesse est établi au détriment des branches cadettes, puis ses esclaves, descendants d'anciennes tribus vaincues qui ont passé de main en main, se succédant de génération en génération dans la servitude, naissant et mourant asservis sans savoir pourquoi. Dans ce long abaissement hé-

réitaire, comme le bœuf sous le joug, ils ont perdu le sentiment moral de leur droit, celui de leur pouvoir pour le défendre et de leur devoir de le revendiquer. La force ne constitue point par elle-même un droit à la liberté, tant que le sentiment de ce droit sommeille. Il faut, de plus, que l'être dégradé retrouve la conscience, l'opinion, la conviction de sa dignité qui seule peut lui donner le désir, la volonté, le courage de la recouvrer et la capacité morale de la faire respecter à l'avenir.

Mais c'est alors que les superstitions religieuses, les décrets des divinités mythologiques, les malédictions originelles imposées aux races asservies servirent à les retenir dans leur dépendance. Cependant, tout en étouffant en elles, au moyen d'une justice imaginaire, le sentiment de leur égalité, cette discipline morale développa chez ces races *domestiquées* le respect, la vénération, la liberté morale. Elles eurent dès lors la volonté de ne pas user de leur force contre des dominateurs qu'elles étaient accoutumées à croire leurs maîtres légitimes et contre des institutions qu'elles croyaient sacrées. Par un décret providentiel ce qui semblait devoir les abaisser, les élevait dans l'échelle générale des êtres : c'est en vertu de ce même respect, de cette vénération pour le droit, pour le juste qui leur fut inculquée injustement, que les classes asservies, dès qu'elles ont été éclairées, ont réclamé, au nom de la justice, leur légitime liberté, leur participation aux pouvoirs civils et politiques, leur égalité devant la loi pendant si longtemps méconnue.

Les institutions sacerdotales, seules capables d'opérer cette transformation chez les peuplades vaincues et de les dominer par ce moyen au profit des castes souveraines, durent donc prendre naissance aussitôt que la horde sau-

vage, sans lois, sans règlements, devint barbare, c'est-à-dire dès qu'elle s'adonna aux premiers arts de la paix, à l'élevage du bétail et à l'agriculture. Dès lors, il y avait nécessairement travail en commun, échange de services dans la production et la consommation, création de richesse, accumulation de capital, matière imposable enfin : et l'impôt ne devait pas manquer d'apparaître bientôt sous sa forme la plus nettement accusée. Mais celui qui possède peut seul payer : il fallait donc qu'une autorité supérieure à celle du patriarche s'élevât ; autrement la raison de l'impôt ne subsistait pas. L'État n'était encore qu'une famille, une grande exploitation agricole sous un patron ; c'était une unité et non une collection de familles et d'unités particulières. Ce fut seulement quand les chefs de tribus devinrent rivaux que cette autorité supérieure put se fonder. Les patriarches, désormais assurés par le travail de leurs esclaves et le produit de leurs troupeaux d'une subsistance suffisante pour eux et pour leur clan, n'avaient plus le même intérêt à la guerre et à la destruction de leurs voisins ; ayant beaucoup à perdre, ils devaient même la redouter. De là vint la nécessité pour eux de reconnaître une autorité supérieure, un corps législatif, et comme un germe de notre moderne diplomatie, chargé de conclure les traités entre les tribus ennemies, de les sanctionner, de veiller à leur observation, d'épouvanter de la crainte des dieux ceux qui oseraient les violer. Ce furent de nouvelles attributions conférées à ceux qui déjà veillaient au maintien des premières lois civiles et morales. Ce fut une extension politique du corps sacerdotal qui ne commença qu'alors à se constituer et à faire caste. Les prêtres, demeurés jusqu'à cette époque les serviteurs salariés ou tout ou plus les égaux des patriarches et des individus de leur race, devinrent leurs supérieurs.

L'histoire, en effet, nous montre presque toujours les confédérations de tribus barbares prenant naissance sous l'égide d'un sacerdoce nouvellement institué et dès lors élevé en dignité au-dessus de tous les autres membres de la nation.

La division du travail se poursuivait de siècle en siècle, et gagnait tous les rangs de la société. Les prêtres législateurs, gardiens de la foi jurée, conservateurs des lois, avaient besoin d'aptitudes et de connaissances spéciales. Ils ne pouvaient labourer ni veiller au soin des troupeaux. Les services importants qu'ils rendaient, méritaient un salaire : ils réclamèrent un tribut. A qui pouvaient-ils le demander ? A ceux qui possédaient, à ceux auxquels ils étaient nécessaires : or les patriarches et leur descendance, la race libre, représentée par les chefs de famille, pouvait seule et devait seule l'acquitter ; puisqu'elle possédait seule jusqu'à la personne de ses esclaves, et que c'était contre ces derniers et non en leur faveur que le pontificat avait été institué. Plus tard les choses changeront un peu de face.

Le salaire, le tribut payé au sacerdoce devait encore nécessairement être un salaire de monopole, c'est-à-dire plus considérable que celui auquel a droit un travail que chacun peut faire. Le prêtre, instruit par les aînés de sa caste, héritait de la science vraie ou fausse de deux ou trois générations de pontifes. En un temps où toute science ne pouvait se communiquer que par la tradition orale, il se trouvait ainsi privilégié : la concurrence ne pouvait agir librement pour réduire à leur valeur les services qu'il rendait à la société. Tous prenaient grand soin de ne rien perdre de ce privilège. Ils enveloppaient leur capital d'expériences ou de croyances, de recettes empiriques ou de formules magiques d'un impénétrable mystère ; ils déro-

baient leurs actes et même leurs personnes aux yeux de la foule : c'étaient d'heureux charlatans, sacrés aux yeux du vulgaire. Toutes leurs paroles étaient des oracles ; ils rendaient la justice au nom de la divinité : on ne pouvait trop payer ces favoris du ciel qui commerçaient avec les dieux. Médecins, ils possédaient la guérison du corps, et prêtres le moyen de purifier l'âme : tout cela se payait au prix des choses rares et précieuses : on le conçoit. Le prêtre possédait donc dans sa science ou son habileté héréditaire un capital, une richesse intellectuelle qu'il dispensait aux tribus de son obédience contre un équivalent en richesse matérielle. De là provenait la vénalité des actes de justice et des actes civils. On payait un tribut, le plus souvent en nature, pour chaque événement important de la vie civile : à la naissance d'un enfant, au mariage, à la mort, lorsqu'on concluait un contrat de vente ou d'achat, quand on avait besoin d'être guéri ou pardonné, qu'on désirait connaître l'avenir ou qu'on était inquiet d'un songe : tout avait son prix réglé et tarifé. Ce n'était pas tout encore. Il fallait, outre ce casuel, un revenu fixe au sacerdoce pour l'entretien du culte, pour le service des dieux et de leurs prêtres : de là l'institution de la dîme ecclésiastique, dont l'origine se perd dans les siècles antéhistoriques.

C'était un germe qui ne pouvait manquer de se développer. Le prêtre, législateur et souvent roi, débarrassé du souci de la vie matérielle, pouvait consacrer ses loisirs à accroître encore son capital traditionnel et à le faire valoir par tous les moyens. Ce fut le temps des premières spéculations religieuses et philosophiques et de l'élaboration lente de lois qui tendaient le plus souvent à s'éloigner du droit naturel et à consacrer les droits factices de quelques-uns au détriment des droits sacrifiés de la majorité. Cepen-

dant, l'intérêt même de ces légistes les entraînait à faire un peu de bien : dans leurs rivalités avec la noblesse libre, il leur était bon d'avoir l'appui des esclaves ; cet appui, ils se l'assuraient par quelques règlements protecteurs. Leur science fiscale n'était pas toujours inintelligente non plus : un plus grand nombre de possesseurs pouvaient payer un plus grand tribut ; des travailleurs libres pouvaient être taxés d'une contribution, tandis que l'esclave, qui n'avait rien, pas même son temps, ne leur rapportait rien. Il en résulta des lois en faveur des cadets, et une plus grande division de la propriété, des affranchissements, une classe intermédiaire de travailleurs libres, moyennant redevance et presque toujours adonnés à quelque métier d'artisan. Mais ceux-ci, pressés entre la caste sacerdotale qui leur faisait payer sa protection et la classe noble qui voyait avec regret ce tiers-état naissant croître autour d'elle et lui ravir les profits qu'elle faisait autrefois sur son travail, n'avaient que le choix de se faire tailler, imposer, pressurer par la première ou de redevenir esclaves de la seconde. La classe noble, au contraire, quand elle consentait à payer un tribut, c'était parce qu'elle croyait y trouver son avantage : c'était en vertu d'un contrat de mutuels services librement conclu : elle ne pouvait être forcée de payer au delà de ce qu'elle croyait devoir. Aussi, quand le sacerdoce eût créé la classe inférieure des affranchis, refusa-t-elle presque partout de contribuer aux charges sociales, qui retombèrent de tout leur poids sur les plus faibles. Le sacerdoce dut se résigner. Il prit le seul parti que son intérêt pût lui conseiller : il fit alliance avec ceux qui possédaient la force. D'accord avec eux, il pressura ses anciens protégés, sanctionna les tailles et les redevances que la noblesse voulut établir sur les vaisyas, cananéens, gentils, vilains,

roturiers, manants ou serfs, à condition qu'elle lui garantît en retour le paiement de la dîme.

Au milieu de tous ces maux, de toutes ces injustices, pourtant le progrès ne s'arrêtait pas : la société avançait d'une marche lente, tortueuse, inégale, vers la législation moderne, vers l'équité fondée sur la liberté morale et le respect du droit d'autrui. C'était dans les basses classes surtout, dans les couches inférieures de cette antique pyramide que ce travail intérieur s'accomplissait. Obligées d'en supporter tout le poids, elles sentaient combien il était lourd. La justice plus ouvertement violée leur faisait aimer d'autant plus la justice. Elles l'appelaient à grands cris : c'était le remède à leurs longues souffrances héréditaires. Les prêtres leur disaient de l'espérer au ciel, assurant qu'elle était à jamais impossible sur la terre : c'était le seul moyen de les décourager s'ils avaient été tentés de l'obtenir par force.

Ces premiers jongleurs, sacerdotes, devins, mages, brahmes, lévites, pontifes ou moines ont donc fait beaucoup de mal, et par ce mal même servi l'humanité. Ils étaient nécessaires à son développement, nous dirons plus, à sa création comme espèce morale : tout est bon en son lieu et à son heure, même dans les institutions les plus injustes que le temps produit, et le mal apparent que nous condamnons a souvent causé sa part de bien. Les castes privilégiées avaient réellement un but à remplir : elles ont conservé de siècle en siècle les traditions du passé. Sans ce livre perpétuel, sans cette mémoire héréditaire que se transmettaient les peuples et qui formait comme le cerveau immortel de l'humanité, les nations mourantes n'auraient pu léguer leurs croyances et leurs institutions aux nations qui leur succédaient ; jamais un fonds d'erreurs ou de vérités n'eût

été accumulé en nombre suffisant pour rendre possible les commencements de la science. Il fallait des loisirs que nul ne pouvait s'accorder quand tout homme était sans cesse occupé, soit par les soucis de la guerre, soit par les labeurs du travail. Les services que ces chefs privilégiés nous ont rendus sont donc de toute évidence ; seulement leurs services ont été rétribués d'abord à un haut prix. Ce n'est pas sans de longues luttes qu'ils ont renoncé à un monopole que sa perpétuité héréditaire avait rendu si puissant entre leurs mains. Du reste, c'est ce que nous verrons en toutes choses et dans toutes les questions économiques : l'hérédité prochaine, celle qui se perpétue durant un petit nombre de générations seulement, celle enfin qui se borne en général à la ligne directe, le plus souvent bientôt éteinte, est féconde en résultats utiles, elle exerce une heureuse influence sur les institutions ; l'hérédité perpétuelle, transmise sans fin à l'aide des substitutions, des majorats et de la ligne collatérale, l'hérédité de caste surtout, et plus encore les accumulations perpétuelles de la main-morte, se sont toujours montrées pernicieuses et contraires aux vrais intérêts sociaux. Trop d'absolu ne vaut jamais rien dans les choses humaines toutes relatives. Trop d'éternité est inconciliable avec la loi d'éternel changement.

D'ailleurs, quel qu'ait toujours été le soin des législateurs pour assurer cette hérédité perpétuelle, elle a disparu en presque toute chose avec le temps comme le reste de leurs institutions.

Dès que la majorité des hommes a commencé de participer par l'écriture au capital de science accumulé traditionnellement par les sacerdoces privilégiés, dès que ces traditions ainsi fixées sont devenues la propriété commune de tous, et que la critique de tous a pu les examiner, les

castes qui avaient été providentiellement commises à leur garde ont dû disparaître. Elles subsistent encore où elles sont un besoin, c'est-à-dire où la majorité du peuple ne sait ni lire ni penser; elles s'affaiblissent où elles commencent de devenir inutiles; elles ont disparu à jamais où elles ne pouvaient plus à l'avenir qu'être nuisibles au développement libre et à la réalisation rapide de l'idéal social. Elles emporteront avec elles dans leur immense hécatombe ces traditions mêmes qu'elles ont imposées à la vénération des peuples, et que maintenant une science éclairée trouve entachée d'erreurs nombreuses, comme vérité, comme utilité et comme justice.

Le premier de tous les impôts fut donc l'impôt militaire : il remonte jusqu'à la constitution de la horde, jusqu'à la ligue des forces brutales. Cet impôt pesait assez également sur tous, et tous étant alors à peu près égaux, il répartissait ainsi avec équité, sur tous les membres de l'association, les frais de la dépense commune. La guerre tenait lieu alors de ce système mercantile, non moins odieux par son égoïsme, qui consiste parmi nous, comme autrefois parmi les sauvages, à prendre aux nations voisines plus qu'on ne leur donne en échange. Ce n'est de nos jours encore qu'une machine de guerre, mais de guerre pacifique, guerre de famine qui ne décime pas les populations par le glaive et la mort violente, mais par les entraves à une vie toujours mourante.

Le second impôt, aussi personnel, fut l'esclavage dont la corvée était un reste. L'esclavage du prisonnier de guerre était dans le droit de la guerre. Le vaincu pouvait stipuler pour lui avec son vainqueur, et consentir à le servir pour prix de sa vie qui lui était laissée : c'était un rachat, un contrat libre. Mais l'esclavage héréditaire fut encore une

des premières illégalités du système des lois primitives. Ce n'était du reste qu'une conséquence très-logique du principe de l'hérédité lui-même : si les biens se transmettaient, les maux devaient aussi se transmettre. La tribu vaincue fut donc condamnée par le droit commun à une contribution de guerre perpétuelle, montant à la totalité de ce qu'elle possédait, y compris même le sang, la sueur, le travail et la chair des générations à naître. Sans espoir de réhabilitation, de vengeance, de rédemption, elles étaient obligées par les lois, par la crainte des châtiments, ou par les terreurs superstitieuses de respecter, d'adorer le joug qui pesait sur elles, et de payer l'éternel tribut de servitude que leur avait légué la lâcheté de leurs pères. Honneur à ces quelques tribus barbares, mais fières et généreuses, qui préféraient la mort à un tel contrat, et qui, pour quelques années d'une vie sans liberté, refusaient d'escompter l'avenir de leur race.

Le troisième impôt fut l'impôt sacerdotal, comprenant, avec la dîme, le casuel, qui renfermait tout ce qui depuis a été développé avec tant d'art par les gouvernements modernes sous les titres de frais judiciaires, de droits de timbre, d'enregistrement, de mutation, de frais de contrats civils, d'impôts de production, de circulation, de consommation.

Enfin, chaque conquête, chaque guerre, chaque invention d'un nouveau Dieu ou chaque exaltation d'un nouveau prince donnait lieu, sous la forme d'une capitation et sous des noms divers, aux plus barbares extorsions fiscales.

C'était donc déjà des impôts directs ou indirects, selon les cas et des plus variés, si bien que la fiscalité moderne ou celle du moyen âge n'ont pu rien inventer de nouveau, mais ressusciter seulement le passé.

La dîme était un impôt direct sur le sol : c'était l'impôt foncier d'alors. Il s'est perpétué jusqu'à nos jours en Chine et même dans l'Inde sous cette forme primitive. Il était payé, comme à présent, pour les services d'une administration publique, de la seule administration qui existât avant l'institution des royautes, ou de concert avec elles. C'était le revenu de la force sociale chargée, comme de nos jours, de protéger les personnes et leurs biens, selon les droits que les lois du temps reconnaissaient : c'est-à-dire que cette force, cette administration publique, ce gouvernement primitif, veillait à ce que la justice fut observée entre égaux, et à ce que les injustices légales continuassent de se perpétuer entre les classes réputées inégales. C'est bien encore un peu ce qui se passe aujourd'hui, peut-être par l'effet d'une vieille habitude difficile à perdre. Mais du moins on a déjà gagné que la justice soit proclamée en principe, quitte à ne la mettre en pratique que lentement et du mieux qu'on peut. Ce n'est pas toujours facile à un gouvernement d'être juste, il faut l'avouer : tant de gens ont intérêt à ce qu'il ne le soit pas, ne serait-ce que pour avoir un prétexte de le renverser ! tant d'autres, hélas ! qui ont une très-haute opinion de leur jugement, s'opposent en l'honneur d'une fausse justice à l'équité vraie, et cela, en toute conscience, par ignorance, ou ce qui est pis, au nom d'une science de mauvais titre toute mêlée d'alliage, c'est-à-dire d'erreurs et de préjugés !

Quand des sociétés plus stables eurent bâti des villes ; que l'échange, que le commerce commença entre les tribus voisines ; que l'industrie eut fait assez de progrès pour nécessiter une classe d'intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs pour le transport et la distribution des produits ; alors parurent les douanes, les péages, les patentes,

les droits protecteurs : c'est-à-dire toutes les entraves qu'il ait été possible d'imaginer à la circulation et à l'accroissement de la richesse. Il fallait bien que le commerce et l'industrie apportassent à la royauté, au sacerdoce, à l'État enfin, que ces deux pouvoirs représentaient alors, l'équivalent de la dîme agricole et des redevances des artisans. C'était juste en principe, juste par rapport aux chefs de l'État qui prétendaient par là mieux répartir les charges sociales, juste encore parce que ces charges se trouvaient augmentées : une nouvelle classe de citoyens ayant besoin d'un nouveau genre de protection et de nouveaux services en routes, ports, frais d'administration et de législation. Seulement, l'assiette de ces impôts, comme celle de tous les autres, était injuste : ils étaient mal répartis, ils blessaient l'équité par des inégalités choquantes, ils étaient inintelligemment conçus par rapport aux intérêts du fisc lui-même.

Chez les peuples où tous les citoyens libres prenaient part à la législation, ces impôts ne paraissent avoir été plus équitables qu'en raison d'un état social plus avancé : la science économique n'était pas faite. La multitude pouvait encore moins l'inventer, la créer spontanément, que ses chefs, toujours choisis parmi les plus habiles. La justice sociale même était encore vague, imparfaite, contradictoire. Il a fallu des siècles d'élaboration lente, il a fallu une révolution dans les sciences, dans la manière de connaître et d'interroger la nature et les faits, pour asseoir la théorie du système fiscal sur des bases rationnelles à peu près inattaquables. Il faudra une révolution correspondante dans les mœurs, les habitudes et les convictions pour la rendre applicable. C'est par une étrange loi que les idées les plus fécondes n'ont de force dans la pratique de la vie, que lorsqu'elles ont passé à l'état de préjugés, et que ceux qui

les défendent alors le plus fort ne savent même plus ou n'ont jamais su pourquoi elles sont préférables à d'autres. Faut-il donc que l'intelligence se soit fait instinct, habitude, pli pris, bêtise même pour qu'elle exerce sur les actions humaines une influence universelle, perpétuelle et invincible ?

Voilà pourquoi tout ce lent développement, cette marche progressive des institutions sociales et économiques dont nous venons d'esquisser le rapide tableau, ne s'est point faite au moyen d'un contrat social, conclu *ex abrupto*, comme le voulait J.-J. Rousseau, mais peu à peu, par degrés, avec des instants d'arrêts et des moments de recul suivis de sauts en avant. L'homme sortant des mains de la nature n'était point un être doué de toutes les perfections, comme le pensait le philosophe genevois : c'est au contraire le jeu régulier et fatal de ses vices autant que de ses vertus qui, d'une brute bipède et bimane qu'il était et qu'il aurait pu rester, l'a fait devenir ce qu'il est et le fera sans doute devenir meilleur encore. Le contrat social a été l'œuvre des nations et des siècles : chaque race et chaque époque sont venues y ajouter leur paragraphe. Il a été le produit de l'instinct plutôt que celui de la réflexion ; le fruit de la révolte, de l'opposition, de la violence, de l'injustice en lutte avec d'autres violences et d'autres prétentions injustes, autant que de la soumission générale à une convention délibérée et consentie par tous. Il est enfin le résidu vivant d'une foule de choses mortes dont il a tiré ses éléments. Il est le résultat du jeu des fatalités providentielles de la nature, agissant sans trêve durant des siècles de siècles ; et non celui des libertés humaines déterminées par la prévoyance de leurs fins.

L'impôt, le système fiscal tout entier a surgi ainsi comme

un germe concret, en même temps que toutes les autres institutions, du besoin, du commandement absolu de la nécessité, de la lutte des intérêts froissés se débattant contre les intérêts ennemis, et surtout de la volonté des plus forts. Au principe les divers éléments en paraissent indistincts : c'est un tout complexe, en apparence amorphe, dont le temps fera apparaître successivement tous les membres, ainsi que le plan général. De même que dans la série animale, les organes, d'abord rudimentaires et confondus chez les espèces inférieures, se localisent à mesure qu'elles s'élèvent dans les rameaux supérieurs de l'arbre de la vie ; de même dans les sociétés primitives, tous les membres du corps de l'État, tous les appareils organiques existent, on pourrait dire, à l'état embryonnaire et latent. Ils tendent plus tard à se développer suivant certains types ; mais à travers leurs formes diverses, ils semblent toujours converger vers un idéal partout identique.

Ce sont les conditions de cet idéal qu'il faut élucider, c'est sa formule qu'il faut trouver, c'est sa réalisation qu'il faut poursuivre et atteindre dans la mesure du possible.

CHAPITRE II

Des Principes généraux de l'impôt.

SOMMAIRE. — L'impôt consacré par l'histoire et par la raison. — Définitions de l'impôt. — Montesquieu. — L'impôt, lien social. — L'impôt doit être personnel et non réel. — Smith, Say et Mill. — Turgot, Mirabeau et Chauvet. — MM. Émile de Girardin et Pascal Duprat. — Définition complète de l'impôt. — Répartition et distribution de l'impôt. — Du budget des recettes et du budget des dépenses.

De ce que nous venons de voir il résulte que l'impôt, comme institution sociale, a reçu l'universelle consécration de l'histoire, qu'il a toujours existé, qu'il est aussi vieux que l'homme social lui-même. Ce ne serait cependant pas une raison suffisante de le maintenir, s'il était injustifiable devant la raison ; mais, bien loin qu'il en soit ainsi, rien au contraire ne se justifie plus complètement, au point de vue de la logique rigoureuse des faits et de leurs conséquences.

La justice et l'utilité de l'impôt ressortent en principe des définitions qu'on en a données.

« Les revenus de l'État, dit Montesquieu, sont une portion » que chaque citoyen donne de son bien pour avoir la sû- » reté de l'autre, et pour en jouir agréablement ⁽¹⁾. »

L'impôt, d'après cela, est fondé dans l'intérêt du contri-

(1) *Esprit des Lois*, liv. XIII, ch. 1

buable, ou du moins il doit en être ainsi. Il faut convenir malheureusement que dans les siècles passés il en a été tout autrement : les chefs des nations, sans se soucier du bien-être de leurs sujets, de la prospérité et de la sécurité publique, n'ont songé qu'à pressurer à leur profit les peuples qui leur étaient assujettis et qui les subissaient comme une fatalité vénérée contre laquelle ils n'osaient se rebeller.

Pourtant il n'a point manqué d'écrivains dans tous les temps qui se sont plaints de ces exactions; mais les rois les craignaient peu : les peuples ne savaient pas lire, les chevaliers non plus, en leur qualité de gentilshommes. Les princes n'avaient pas grand'chose à redouter des scribes et des clercs, gens de plume souvent bavards, mais assez rarement gens d'action. Aussi n'est-ce que vers une époque toute moderne, que les plaintes de quelques gens instruits ont éveillé de profonds échos parmi les populations, et que les rois ont commencé à écouter les conseils de leurs ministres. Montesquieu fut l'une de ces grandes voix qui formulèrent les premières les vrais principes de la fiscalité et décidèrent à quelles conditions l'impôt est juste et social.

« Il n'y a rien, dit-il, que la sagesse et la prudence doivent plus régler que cette portion qu'on ôte et qu'on laisse aux sujets ⁽¹⁾. »

Cette règle fiscale est certainement l'une des plus belles qui aient été posées dans la science : nous tâcherons d'y rester fidèle dans nos théories.

En effet, elle règle en principe la quotité totale de la contribution. Un peuple ne saurait avoir besoin de revenus pu-

(1) Ce n'est point à ce que le peuple peut donner qu'il faut mesurer les revenus publics, mais à ce qu'il *doit* donner. Et si on les mesure à ce qu'il doit donner, il faut que ce soit du moins à ce qu'il peut toujours donner. — MONTESQUIEU, *Esprit des Lois*, liv. XIII, ch. 1.

blics si forts, qu'ils absorberaient tous les revenus particuliers, de sorte que l'État, seul enrichi au milieu de la ruine générale, se verrait par là mis en demeure de subvenir à toutes les misères qu'il aurait causées.

« Pour bien fixer ces revenus, dit encore Montesquieu, il faut avoir égard aux nécessités de l'État et aux nécessités des citoyens. Il ne faut pas prendre au peuple sur ses besoins réels pour les besoins imaginaires de l'État. »

« Les besoins imaginaires de l'État, sont ce que demandent les passions et les faiblesses de ceux qui gouvernent, le charme d'un projet extraordinaire, l'envie malade d'une vaine gloire et une certaine impuissance d'esprit contre les fantaisies. Souvent ceux qui, avec un esprit inquiet, étaient sous le prince à la tête des affaires, ont pensé que les besoins de l'État étaient les besoins de leurs petites âmes ⁽¹⁾. »

Tels furent les reproches bien mérités, en effet, qu'on pouvait adresser à la fiscalité des derniers siècles, et que le nôtre trop souvent encore peut encourir.

L'impôt est quelque chose de plus qu'un simple échange économique entre l'État, qui rend des services, et les contribuables qui les paient : c'est le lien social même entre les membres de la communauté, c'est le tribut du citoyen à ses égaux, c'est son apport, c'est ce qui constate son droit de participation à la cité, c'est ce qui le fait homme.

Nous ne sommes rien que par la société : si quelque jour l'organisation politique cessait d'exister, non telle qu'elle est, ce serait mal comprendre notre pensée que de croire que nous la trouvons sans reproche, mais cessait d'exister absolument, de sorte que chacun de nous perdant la pa-

(¹) *Esprit des Lois*, liv. XIII, ch. 1.

role, et tout autre moyen de communiquer sa pensée à ses semblables, tombât dans un isolement sauvage, c'en serait fait de l'humanité qui rétrograderait vers la brute. Un lien d'étroite solidarité nous unit les uns aux autres et unit de même les générations entre elles : si bien que tout ce que nous sommes, nous le sommes grâce à l'action sociale de nos aïeux sur nous; tout ce que nous possédons, nous le possédons en vertu des facultés et des biens de toute nature qu'ils nous ont transmis. De même que chaque génération a fait fructifier cet héritage perpétuel de l'humanité, nous devons le faire fructifier à notre tour pour le livrer, augmenté encore, aux générations qui nous suivront. Nous devons les instruire plus que nous n'avons été instruits, les protéger plus que nous n'avons été protégés, les laisser plus riches en mourant que nous ne l'étions à notre naissance, soit des richesses de l'esprit, soit de celles qui appartiennent à la nature physique.

Cette perpétuité de l'action sociale, cette solidarité universelle ne peut exister qu'à l'aide de l'impôt, c'est-à-dire de la contribution de tous au bien de tous. Le produit de l'impôt, c'est le fonds social, c'est le revenu commun qui seul rend possible les merveilles qui résultent de l'emploi des forces collectives.

Nous devons donc tous l'impôt; nous le devons sur tout ce que nous possédons; nous devons contribuer de nos personnes, de nos facultés intellectuelles et de nos forces physiques, comme de cette extension extérieure de notre être que nous appelons nos biens, nos propriétés. Les Anglais appellent les richesses d'un homme ses facultés. Rien n'est plus exact : ce sont des forces extérieures ajoutées à des forces intérieures, des membres qui rallongent ou complètent nos membres, des organes qui achèvent nos

organes ou les suppléent, c'est une augmentation de nos virtualités, de nos pouvoirs d'action. Nous devons donc l'impôt de nos biens au même titre que nous le devons de nos personnes; mais nous le devons personnellement, quoique ce soient seulement nos biens, nos forces, nos facultés qui l'acquittent.

Nous tranchons tout d'abord ici une question vivement débattue : l'impôt doit être personnel en principe et non réel. L'État ne doit connaître que ses membres, eux seuls sont responsables dans leur personne, et leurs biens ne sont que la caution saisissable de leur responsabilité.

Il s'agit donc de chercher une définition de l'impôt. Celle de Montesquieu en principe est bonne; c'est la meilleure qui ait été donnée; elle est cependant incomplète; elle devrait être plus explicite. Essayons d'en trouver une qui exprime à la fois le droit de l'État et le devoir du citoyen, le but de l'impôt et les principes généraux de son application.

D'après Smith ⁽¹⁾, « l'impôt forme le revenu public que » le peuple contribue à composer au souverain ou à l'État » au moyen de ses propres revenus particuliers. »

C'est ce que la logique de Port-Royal appellerait une définition de chose, mais non d'idée. Smith, fidèle à sa méthode expérimentale, exprime seulement un fait sans en rechercher les raisons.

Say ne va pas plus loin ⁽²⁾. « L'impôt, dit-il, est » cette portion des produits d'une nation, qui passe des » mains des particuliers aux mains du gouvernement pour » subvenir aux consommations publiques.

« Quel que soit le nom qu'on lui donne, qu'on l'appelle

(¹) *Richesse des nations*, liv. V, ch. II, p. 495, t. II.

(²) *Traité d'Économie politique*, liv. III, ch. IX, p. 502.

» contribution, taxe, droit, subside, ou bien don gratuit,
 » c'est une charge *imposée* aux particuliers, ou à des réu-
 » nions de particuliers par le souverain, peuple ou prince,
 » pour fournir aux consommations qu'il juge à propos de
 » faire à leurs dépens : c'est donc un impôt. »

Mill se dispense de toute définition, en général, et entre de suite dans la recherche des règles qui doivent être observées dans la répartition ou l'assiette de la contribution.

Turgot, ne sachant trop non plus ce que devait être l'impôt, mais seulement ce qu'il était de son temps, disait :
 « c'est une charge imposée par la force à la faiblesse ⁽¹⁾. »

Mirabeau, au contraire, cherchant ce qu'il devait devenir l'appelait « une avance pour obtenir la protection de l'ordre social, une condition imposée à chacun par tous ⁽²⁾. »

Déjà, dans cette formule, la question de droit se dégage de la question de fait. C'est que Mirabeau vivait à l'aurore de notre grande époque qui a commencé par concevoir la théorie du juste et qui ne se terminera pas sans avoir vu son enfantement dans la pratique.

Le député Chauvet donnait de l'impôt une idée plus étroite, plus égoïste et se rapprochant déjà du système proposé depuis par M. de Girardin :

« La contribution est une mise que fait chaque individu
 » dans l'espérance légitime de retirer de son emploi une
 » utilité proportionnelle. D'où il suit que la société doit en
 » avantages et en puissance, à chaque contribuable, un
 » dividende proportionnel à sa contribution ⁽³⁾. »

⁽¹⁾ *De l'Impôt*, par M. ÉMILE DE GIRARDIN. Paris, in-8°, 1850, p. 193.

⁽²⁾ *Adresse aux Français sur la contribution patriotique*.

⁽³⁾ *V. de l'Impôt*, par E. DE GIRARDIN.

M. de Girardin cherche le but de l'impôt dans l'une des conséquences qu'il aurait, suivant son système.

« L'impôt, dit-il, doit être la mesure de la richesse⁽¹⁾. »

M. Pascal Duprat a donné de l'impôt une définition plus large et plus juste qui résume toutes les précédentes, et qui réunit déjà le droit au fait.

« L'impôt, dit-il, est cette quote-part de prestations personnelles et de contributions de toute nature, que chaque citoyen doit fournir à la communauté en échange des services qu'il en reçoit⁽²⁾. »

Cependant cette formule ne nous satisfait pas encore, nous la compléterons en la modifiant en ces termes :

L'impôt est la quote-part de puissance productrice, sous forme de services personnels ou de contributions de toute nature, que chaque citoyen doit à la communauté, en échange des services qu'il en a reçus, en reçoit et en recevra par le fait de sa participation sociale, et à titre de restitution des avances faites par les générations passées au profit des générations futures.

Cette contribution est obligatoire et personnelle pour chacun dans la mesure actuelle de ses facultés. Elle doit être suffisante pour maintenir l'État social au degré de civilisation qu'il a atteint, et pour lui permettre de progresser encore.

D'après cette définition, rien n'est plus juste que l'impôt : c'est un service qu'on paie, un devoir qu'on remplit, une dette qu'on acquitte. Rien n'est donc plus nécessaire. Nulle dépense ne serait plus profitable à chacun, si les charges, comme les avantages, en étaient équitablement

(¹) V. de l'Impôt. par E. DE GIRARDIN.

(²) Conférences sur l'Impôt. Lausanne, 1860.

réparties, c'est-à-dire si la distribution de l'impôt et son emploi étaient irréprochables.

C'est seulement dans cette distribution plus ou moins équitable des taxes et dans la répartition de leur produit en services rendus, c'est enfin dans l'assiette du budget des recettes d'abord et dans l'assiette du budget des dépenses ensuite que peuvent résider les vices du système financier d'une nation. Mais les vices du second peuvent être tels qu'ils suffisent à rendre inutiles toutes les qualités les plus incontestables du premier.

Il ne faudrait donc pas conclure contre un système fiscal en usage chez un peuple, uniquement parce que ce peuple y serait malheureux : les abus de la fiscalité ne causent que la moitié du malheur des empires ; l'autre moitié provient du mauvais emploi et de la dilapidation des revenus publics. Le but et les bornes de cet ouvrage ne nous permettront d'entrer sur le terrain de la seconde question que lorsque l'examen de la première l'exigera.

C'est donc à chercher les règles d'équité, d'utilité d'économie de l'assiette fiscale, c'est à trouver le moyen de les appliquer aussi exactement que possible aux diverses nations modernes que nous devons nous borner.

II^e SECTION

DE L'ASSIETTE DE L'IMPOT

1^{re} SOUS-DIVISION :

RÈGLE D'ÉQUITÉ

CHAPITRE III

§ I. — De l'Impôt égal ou proportionnel.

SOMMAIRE. — La première maxime de Smith comparée avec Say et Mill. — Recherche du principe de répartition de l'impôt. — Égalité absolue de l'impôt. — Mill. — Si l'impôt exige l'égalité de sacrifice. — Si l'impôt est dû proportionnellement aux services actuels. — Risques des riches et des pauvres. — L'impôt se compense entre les générations. — Le présent reçoit du passé et donne à l'avenir. — Du cens électoral. — L'égalité absolue de l'impôt serait injuste. — L'impôt doit être proportionnel ou progressif.

Quelques principes sont devenus classiques dans la science fiscale : formulés pour la première fois par Adam Smith, ils ont été adoptés par tous les économistes qui lui ont succédé, sauf quelques changements dans la forme plutôt que dans le fond de la pensée.

Ces maximes sont au nombre de quatre. Nous les donnerons dans leur ordre, et nous les discuterons en les comparant avec d'autres formules qui en diffèrent à quelques égards, ou qui les expliquent et les complètent.

1^o « Les sujets d'un État doivent contribuer au soutien
 » du gouvernement, chacun, le plus possible, en propor-
 » tion de ses facultés, c'est-à-dire en proportion du re-
 » venu dont il jouit sous la protection de l'État... Observer
 » cette maxime ou s'en écarter, constitue ce qu'on appelle
 » *égalité* ou *inégalité* dans la répartition de l'impôt. Qu'il

» soit une fois pour toutes observé que tout impôt qui
 » tombe en définitive sur une des trois sortes de revenus
 » seulement, c'est-à-dire qui n'atteint pas également la
 » rente, les profits et les salaires, est nécessairement iné-
 » gal en tant qu'il n'affecte pas les deux autres. » Smith
 ajoute que l'impôt peut encore donner lieu à une autre
 sorte d'inégalité, c'est lorsqu'il frappe d'une manière iné-
 gale, même le genre particulier de revenu sur lequel il
 porte ⁽¹⁾.

Cette première maxime est fondamentale. Comme c'est
 la base de tout le système, il est nécessaire de l'éprouver
 et de l'établir par la discussion.

Say propose une formule de justice plus générale, mais
 plus indéterminée. Selon lui : « les impôts les meilleurs
 sont ceux dont le fardeau se répartit équitablement ⁽²⁾. »
 L'équité, telle qu'il la conçoit, conclut non pas à la pro-
 portionnalité simple entre les charges et les facultés, mais
 à la progressivité.

Du reste, Smith lui-même ne répugne nullement à cette
 idée ; il dit quelque part qu'il est juste que les riches con-
 tribuent aux charges sociales en raison de leurs facultés et
 même pour quelque chose de plus ⁽³⁾.

Mill, au contraire, s'élève avec force contre la répar-
 tion progressive. Il va même jusqu'à mettre en doute
 si l'égalité absolue des taxes, sans considération des fa-
 cultés, ne serait pas plus équitable que leur proportion-
 nalité ⁽⁴⁾.

(¹) *Rich. des nat*, T. II, p. 496, liv. V, ch. II.

(²) *Traité d'Économie politique*, liv. III, ch. IX, p. 513.

(³) *Rich. des nat.*, liv. V, ch. II. — Montesquieu dit de même : la pro-
 portion injuste serait celle qui suivrait exactement la proportion des
 biens. *Esprit des Lois*, liv. XIII, ch. VII.

(⁴) *Principes d'Écon. pol. De la consommation de la rich.*

Nous voici donc conduits à résoudre dès à présent un des plus importants problèmes de la science fiscale, c'est-à-dire à discuter la question du principe général de répartition de l'impôt.

L'égalité, dit Mill, doit être la règle en toute matière de gouvernement : pourquoi donc alors chacun devrait-il payer en proportion de ses facultés, c'est-à-dire les uns plus, les autres moins, et non pas selon la loi d'une égalité absolue ? Il répond à cette objection que l'État exige une égalité de sacrifice et non de valeur réelle : c'est-à-dire que l'impôt doit être réglé de façon à ce que personne ne souffre plus qu'un autre de l'obligation de contribuer aux dépenses communes ⁽¹⁾.

Cet argument a quelque force ; mais on pourrait lui opposer que la mesure de ce sacrifice ne saurait être établie d'une façon absolument vénale. La même somme n'a pas la même valeur pour un prodigue que pour un avare : celui-ci paiera moins avec plus de peine, même s'il est plus riche. La mesure du sacrifice dépend donc de causes très-complexes : elle dépend des sentiments, des passions, des caractères individuels, autant que de la richesse des individus. Tel homme accoutumé au luxe, par exemple, et qui se trouvera réduit accidentellement au modique salaire de l'ouvrier ou même du bureaucrate, trouvera le petit sacrifice que l'impôt exige de lui, beaucoup plus lourd que s'il eût toujours été accoutumé à l'économie. Il n'importe donc pas positivement que tous se sentent également chargés ; mais qu'ils le soient également en réalité.

En outre, cet argument de Mill, poussé dans ses conséquences, conclut à l'impôt progressif dont il ne veut pas :

(1) *Principes d'Économie politique*, T. II, liv. V, ch. II, § 3.

c'est une contradiction dans sa doctrine économique. Il en est un meilleur. N'est-ce pas ici l'occasion d'appliquer le principe de Montesquieu, et de demander au citoyen ce qu'il doit et non ce qu'il peut payer : car il s'agit avant tout de savoir si la contribution est un don volontaire, gratuit, ou si c'est le paiement d'une dette réelle et sacrée.

D'après ces considérations d'autres avancent que chacun doit rendre à l'État en raison des services qu'il en reçoit. Ils soutiennent que le gouvernement a pour but unique la protection des personnes et des propriétés : ceux, par conséquent, qui possèdent plus, ayant plus besoin de cette protection, tant pour leurs biens plus considérables, que pour leur personne plus exposée à l'envie, doivent payer plus. Tout cela n'est pas absolument exact.

Que de plus grands biens demandent plus de protection ; c'est évident. Que ceux qui les possèdent soient plus souvent en butte à des tentatives criminelles ; c'est déjà un fait contestable : on attaque leurs richesses plutôt que leurs personnes, et le nombre proportionnel des meurtres accomplis contre des gens riches, n'est pas plus grand que celui des assassinats perpétrés entre égaux. La seule chose avérée, c'est seulement que les gens haut placés par la puissance ou la fortune sont plus en butte à l'envie. Mais d'où vient justement cette envie qu'ils inspirent, si ce n'est de ce que, en général, ils ont accumulé durant plus longtemps sur leur tête les fruits de la protection sociale, au détriment d'un grand nombre d'individus qui se sont trouvés insuffisamment protégés ? Il est certain que nul ne s'enrichit que par la ruine de quelques autres, au moins proportionnellement : le capital social augmentant de siècle en siècle, chacun, si toutes choses avaient été équitablement réparties, aurait dû s'enrichir également ; il n'en a pas été ainsi.

Nous avons vu que certaines inégalités sociales, provenant d'inégalités naturelles, étaient parfaitement légitimes, et qu'elles étaient utiles à la société dont elles divisaient ainsi le travail et les charges entre des individus plus capables de remplir certaines fonctions spéciales exigeant diverses capacités plus ou moins rares. Mais l'hérédité a eu pour effet d'accumuler ces inégalités dans les races; d'une part, parce que les richesses, les avantages matériels s'y sont transmis de main en main, donnant par suite aux races privilégiées de plus puissants moyens d'action sur les races dépourvues; de l'autre, parce que les facultés naturelles, elles-mêmes, ont une tendance à se transmettre par voie d'inhérence, quand les conditions de la vie restent les mêmes, sinon toujours de père en fils, de mâle en mâle, de degré en degré, du moins certainement dans la descendance générale et surtout par les femmes.

L'équilibre primitif, supposé qu'il ait existé, ou du moins l'équilibre naturel, l'équilibre désirable au point de vue de la justice, ne peut donc manquer de se trouver profondément troublé : toute la protection sociale dans le passé ayant pesé comme un frein restrictif sur les races dénuées, au profit exclusif des races déjà puissantes, c'est-à-dire mieux pourvues naturellement et économiquement, il en résulte que celles-ci se trouvent de beaucoup les plus fortes, et que les plus faibles n'ont pas un moindre besoin de protection contre elles. Si elles ont moins peur, c'est seulement qu'au fond elles ont moins à perdre. Elles n'ont pas besoin d'être protégées, il est vrai, contre les voleurs et les assassins coupe-jarrets et vide-bourse, seuls dangers qui menacent les autres; mais elles ont besoin de protection contre les suites de leur dénûment héréditaire, contre leur ignorance, contre leurs passions demeurées plus bru-

tales, contre leur infériorité morale et intellectuelle qui les empêche de se relever. Elles ont besoin de défense contre les abus de l'influence, si ce n'est de la puissance, que donne la richesse et la supériorité de l'esprit, même sur des être supérieurs en force physique, mais faciles à éblouir, à étonner et à tromper.

Il est vrai que beaucoup de lois sont faites en faveur des hautes classes de la société ; mais il en est bon nombre aussi qui ont pour objet la protection des classes inférieures ; et ce nombre augmente tous les jours. Ce ne sont pas des lois répressives de la violence, ce ne sont pas des dispositions pénales ; ce sont des lois essentiellement tutélaires qui sauvegardent, non pas seulement la vie de la personne, mais ses droits, ses libertés ; non ses biens, mais les moyens d'en acquérir ou de s'en passer.

Comme le dit Mill, en l'absence de tout gouvernement, les forts, les riches seraient obligés de se protéger eux-mêmes entre eux ; mais les faibles, les pauvres ne sauraient échapper à la condition d'esclaves. En tout procès, en toute contestation, en toute juste plainte se produisant en l'absence d'un pouvoir judiciaire appuyé d'une force exécutive et jouissant d'une autorité morale, l'homme bien pourvu et influent par sa supériorité personnelle ou par le nombre de ses serviteurs l'emporterait toujours, même en dépit du droit, sur l'homme isolé et pauvre, sur la femme et l'enfant sans protecteurs naturels qu'il lui aurait plu d'opprimer ⁽¹⁾.

Si l'on faisait contribuer tout citoyen en raison des services actuels que lui rend l'État, et dont il a besoin pour n'être pas chaque jour accablé par des forces ennemies su-

(1) *Principes d'Econ.*

périeures, non-seulement le pauvre devrait payer autant que le riche, mais peut-être même il devrait payer plus.

Il y a un argument bien puissant contre cette conclusion si étrange, si paradoxale, et qui invinciblement frappe l'esprit du sentiment d'une injustice : c'est qu'elle est pratiquement impossible. On ne peut demander qu'à celui qui a, et en raison de ce qu'il a : or il répugne à la raison que ce qui est juste soit impraticable, et ici il faut retourner le principe de Montesquieu, et dire qu'il faut exiger du citoyen non pas autant ce qu'il doit que ce qu'il peut.

Il faut donc que le raisonnement précédent soit incomplet ou que nous n'ayions entrevu qu'un de ses membres. Nous avons vu le passif social du pauvre s'élever au-dessus de celui du riche ; cherchons maintenant son actif : peut-être que l'une balancera l'autre.

Toute richesse ou même toute faculté naturelle que possède un individu vivant dans une société pourvue de lois, où la liberté individuelle est renfermée dans des limites obligatoires par les droits consacrés d'autrui à des libertés supérieures, égales ou inférieures, doit être considérée, non pas comme acquise, en vertu des lois d'un antagonisme illimité, mais en vertu de règlements sociaux qui bornent cet antagonisme, c'est-à-dire, grâce à la protection de l'état social et à ses services dans le passé : c'est donc une dette dont est chargé celui qui possède, celui qui jouit d'une supériorité quelconque, et cette dette est en raison de cette supériorité.

Cette règle serait vraie, lors même que les législations du passé auraient reposé sur les principes de la plus rigoureuse justice. Elle serait vraie si les droits de tous ayant toujours été proclamés égaux, la loi n'avait fait qu'assurer le jeu naturel des forces libres dans une même mesure pour

chacun. Dans un pareil état de choses longtemps continué et où le principe d'hérédité aurait été reconnu à tous les degrés, tout avantage social pourrait avec certitude être regardé comme le fruit d'une accumulation héréditaire de richesses et de facultés se suppléant, se complétant les unes les autres dans la suite des générations.

Et en effet, il est une chose que nous héritons de nos aïeux plus sûrement encore que de leurs biens : ce sont nos passions, nos tendances, notre caractère, nos habitudes. Ce que nous ne recevons pas d'eux, nous le tenons des circonstances de notre vie et de la pression de nos contemporains sur nous : c'est-à-dire encore de l'action sociale. De plus, la loi protégeant entre les mains d'un enfant, d'un être faible les biens qu'il a reçus souvent d'une longue série d'êtres forts, et qu'il transmettra peut-être, en vertu d'une alliance avec quelque forte race, à d'autres êtres mieux doués encore, l'accumulation des biens ne peut donc que tendre à se perpétuer suivant un mode d'accroissement constant et progressif qui rend d'autant plus difficile aux familles dénuées depuis plusieurs générations d'acquérir quelques biens, ou même des capacités naturelles.

Sans la loi, cette accumulation des inégalités en plus ou en moins aurait été impossible. La richesse acquise eût été dissipée entre les mains de celui de ses possesseurs héréditaires qui se serait trouvé incapable de la défendre. C'est grâce à la protection de la loi qu'elle s'est transmise à ses descendants et qu'à l'une des générations suivantes elle a pu continuer de se multiplier à leur profit. Ainsi, aucun rétablissement d'équilibre n'est possible entre les races que par une sorte d'éludation du principe de la loi, toujours possible aux forts ou aux habiles contre les faibles, les inintelligents et les inactifs.

On peut dire, d'après cela, que toute possession, toute faculté économique ou naturelle provient en partie du jeu des forces libres ; mais en plus grande part encore de la protection légale.

Un fait prouve la vérité de cette loi sociale. Dans toutes les tribus humaines découvertes jusqu'à ce jour à l'état voisin de la sauvagerie, il n'y a point de possession appropriée ; mais il n'y a point non plus de capital accumulé. Toute la richesse consiste en quelques ustensiles, quelques armes ; la condition de la propriété de ces valeurs économiques rudimentaires, c'est de pouvoir les défendre. Point d'État, point de sécurité, point de richesses : ce sont trois effets corrélatifs.

Il résulte clairement de tout cela que le passif des classes riches est encore infiniment plus grand que celui des classes pauvres : pour celles-ci c'est seulement une dette actuelle qui naît chaque jour du besoin de services quotidiens ; pour les autres, outre la dette actuelle, il y a une dette accumulée et capitalisée. La société tout entière a le droit de se considérer comme ayant hypothèque sur leurs biens. Dès qu'un individu possède, il devient son créancier. Nous arrivons donc à conclure avec toute certitude de justice que l'égalité des contributions fiscales entre les citoyens d'un État, serait un vice, une iniquité révoltante, une inégalité véritable ; et nous sommes conduits à poser en règle, comme Adam Smith, que chaque citoyen doit contribuer aux dépenses de la communauté en raison de ses facultés.

Ainsi les classes supérieures acquitteront leur dette, ou du moins en paieront l'intérêt. Ceux qui n'ont que peu ne contribueront que peu. Ceux qui n'ont rien, ne devant rien, ne paieront rien : c'est qu'alors la protection de l'État

a été inefficace à les défendre contre les fatalités endémiques et héréditaires, qu'elle est demeurée impuissante à réparer en leur faveur les inégalités naturelles accumulées pendant des siècles, inégalités qui, d'une part, les ont faits pauvres, et, de l'autre, les ont rendus moins capables de sortir de leur pauvreté.

D'une partie du produit total des contributions ainsi obtenues, l'État, protégeant leur faiblesse, les mettra à même de lutter avec plus d'avantage à l'avenir. Il assurera au moins par là le libre jeu des supériorités qu'ils reçoivent de la nature, de l'action sociale ou du libre emploi de leur volonté ; de sorte qu'ils pourront se relever de leur abaissement dans le cours de quelques générations. A mesure qu'ils s'enrichiront et progresseront dans l'échelle intellectuelle et morale de l'humanité, ils paieront une part plus grande à la société pour les services effectifs qu'ils en ont reçus, et s'acquitteront envers elle.

L'État peut être ainsi considéré comme un banquier qui prête aux générations pauvres ce qui lui est remboursé par les générations riches, en accordant aux unes et aux autres la nature de protection et de services dont elles ont besoin dans leur condition actuelle.

Cette déduction du principe de répartition de l'impôt en raison des facultés est le seul moyen de parer à une objection que l'on pourrait lui faire dans les pays d'institutions démocratiques. En effet, on pourrait les accuser d'inconséquence : car si chaque citoyen ne contribue aux charges de l'État qu'en raison de ses facultés, si le pauvre paie moins et le riche plus, parce que celui-ci a plus besoin de protection ; alors, par la même raison, le riche doit avoir une plus grande part dans la confection des lois protectrices et dans l'administration de cette fortune qu'il fournit

en plus grande proportion : le cens électoral, à raison considéré comme odieux, paraîtrait justifiable.

Smith compare la dépense du gouvernement aux frais de régie d'un grand domaine. Chaque copropriétaire est obligé d'y contribuer en raison de la part qu'il possède. Si cette analogie est juste, si l'État est une propriété domaniale indivise, ceux qui touchent une part de rente doivent en effet seuls participer à ses charges. Au-dessous d'eux il y a des fermiers, des régisseurs ; il y a des prolétaires, des ouvriers dont les profits et les salaires ne sauraient être imposés, puisqu'ils constituent les frais de régie eux-mêmes, c'est-à-dire les frais de production de la rente. Une pareille argumentation conclurait donc au régime des castes ou au cens électoral tout au moins ; mais il est vrai que la caste supérieure, celle des électeurs éligibles, paierait seule et supporterait seule, avec le fardeau de l'impôt, la responsabilité gouvernementale, en un mot la souveraineté : tel était du reste le système fiscal de l'école des Physiocrates.

On comparerait l'État à une société en commandite, il serait juste encore que, dans le conseil d'administration, chaque membre eût droit à un nombre de voix proportionnel au nombre de ses actions ou au montant de ses capitaux engagés dans l'entreprise : ce serait encore un cens électoral d'un nouveau mode, selon lequel chaque voix vaudrait plus ou moins que sa valeur numérique d'unité.

Tous ces exemples sont faux : l'État n'est comparable qu'à lui-même, c'est-à-dire à un autre État humain. Une société factice se formant d'après les principes du *Contrat social*, c'est-à-dire sans passé, pourrait s'établir pendant un certain temps sur de telles bases ; mais un État tel qu'il jaillit spontanément de la nature humaine essentiellement

sociale, un État qui n'embrasse pas seulement une part des intérêts des citoyens, mais les entoure, les enlace par tout leur être et influe sur toutes leurs destinées, n'est plus régi par les mêmes lois. Le renouvellement incessant des générations, les fluctuations permanentes des intérêts, le mouvement de bascule des inégalités héréditaires, le progrès constant des idées font que la société humaine est quelque chose de particulier qui a ses règles toutes spéciales.

Chaque citoyen doit donc contribuer aux ressources économiques de l'État, en raison de ses facultés économiques ; de même qu'il doit contribuer à son administration, à sa direction intellectuelle et morale et à sa puissance matérielle, en raison de ses facultés intellectuelles, morales et physiques. Ce serait ici qu'il y aurait réellement lieu à un cens électoral ; mais la force même des choses suffit le plus souvent à l'établir sans qu'il soit écrit dans les lois. C'est ce qu'on voit dans les pays démocratiques où les droits politiques sont reconnus également à tous les citoyens : il n'en est cependant qu'un petit nombre qui les exercent en toute réalité. Chaque individu influe autour de lui en raison de sa puissance sur les esprits qu'il entraîne et dirige en plus ou moins grand nombre : c'est une voix qui se multiplie par d'autres voix unies à elles pour en augmenter la force. L'on peut dire enfin qu'en un pareil gouvernement, la participation de chacun n'est pas seulement proportionnelle aux facultés, elle est progressive et dans la mesure d'une progression énorme. C'est justice : la propagation de l'esprit ne peut suivre une loi moindre que celle de la lumière qui rayonne dans l'espace en raison géométrique.

Pourquoi n'en serait-il pas de même de la participation économique, ou de la répartition des charges fiscales ? Les biens d'un homme, le capital qu'il possède augmente cer-

tainement ses forces productrices dans un rapport plus grand que la simple proportionnalité : celui qui n'a rien ne peut rien, celui qui a quelque chose peut beaucoup, celui qui a beaucoup peut tout ou presque tout. La question n'est donc plus posée seulement entre l'égalité absolue et l'égalité relative, mais entre la raison proportionnelle ou la raison progressive de la série des taxes fiscales imposées aux citoyens.

CHAPITRE IV

§ II. — De l'impôt proportionnel ou progressif.

SOMMAIRE. — État de la question. — Les économistes et la philosophie. — Les institutions sociales basées sur le privilège dans le passé. — Compensation nécessaire dans le présent. — L'impôt progressif au point de vue de la justice. — L'égalité du sacrifice exige l'impôt progressif. — Chacun peut être requis de payer ce qu'il doit. — Minimum non imposable. — C'est dégrever la brute et imposer l'homme. — Limite indéterminée du nécessaire et du superflu. — Tout impôt qui admet un minimum non imposable est progressif. — Les impôts à catégories sont progressifs.

Cette question de l'impôt proportionnel et de l'impôt progressif a été vivement débattue dans ces derniers temps. Elle a passionné tous les esprits. On ne semble pas encore arrivé à une solution définitive. Elle semble cependant ressortir tout naturellement du mouvement de l'histoire. Mais il faut avouer que jusqu'ici les économistes ont un peu trop dédaigné la philosophie, et n'ont pas assez tenu compte dans leurs théories du passé de l'humanité. Ils ont trop cherché l'utilité immédiate, actuelle, et pas assez l'éternelle et indiscutable justice.

Nous avons vu que dans la supposition où toutes les lois dans le passé eussent été fondées sur le principe d'une équité rigoureuse, assurant l'égalité des droits et le jeu des

libertés de chacun, tout en admettant pour légitime l'accumulation héréditaire des inégalités et des avantages acquis, il faudrait conclure en principe général, pour le présent comme pour l'avenir, à une répartition proportionnelle des charges fiscales.

Mais il est loin d'en avoir été ainsi : toutes les institutions sociales, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, ont été plus ou moins basées sur le privilège. Il y a eu des hommes libres et des castes serviles, des castes propriétaires et des castes qui ne pouvaient posséder. Des inégalités établies d'abord par la force ont été sanctionnées ensuite par la religion et les lois. Enfin, le principe d'hérédité a reçu une application absolue, extrême, étendue jusqu'aux plus lointains degrés de consanguinité. Où le droit du sang faisait défaut, les adoptions, les substitutions l'ont remplacé. Les propriétés, les forces économiques ont été éternisées entre les mains de certaines races dont les individus n'avaient pas même le pouvoir d'aliéner leurs possessions ; et cela, le plus souvent, aux dépens de créanciers qui se trouvaient ainsi frustrés de ce qui leur était dû légitimement pour prix d'un travail.

L'interdiction des inter-mariages entre castes diverses a de même protégé l'accumulation des facultés naturelles ; le droit d'aînesse, l'exhérédation des cadets et des filles a établi l'inégalité jusqu'au foyer de la famille, perpétuant la race privilégiée suivant une ligne droite, unique, raide, éternelle, au détriment même des rameaux latéraux qui devaient en sortir avec une force égale et se ramifier à l'infini, si les seules lois de la nature eussent été suivies.

Les privilégiés enfin se sont réservés par la force le droit de faire les lois ; ils les ont constamment faites à leur avan-

tage et seulement pour leur propre sécurité ; mais il arrive un de ces instants d'universelle colère où les dominateurs des nations sentent les flots populaires qui les portent, s'agiter sous eux, menaçant de les engloutir. Alors, il se fait un grand bruit de tempête, qui submerge tout à la fois, puis le calme se rétablit avec un nouvel équilibre bientôt détruit encore par l'injustice.

Au moment donc où l'un de ces vieux édifices d'iniquité vient à peine de s'écrouler sous l'indignation de la conscience publique, les effets qu'il a dû produire subsistent encore entièrement. L'accumulation de la misère et de la richesse est extrême dans les races. Les unes ont un besoin immense de protection, de réhabilitation, de régénération sociale ; les autres ont une dette sociale immense. Celles-ci ne doivent toujours qu'en raison de ce qu'elles possèdent ; c'est bien évident. Mais elles doivent depuis si longtemps, n'ayant jamais rien payé, que l'intérêt de leur dette s'est ajouté au principal, à mesure que celui-ci s'est augmenté, et a contribué à l'augmenter encore. De ce crédit perpétuel que la société leur a fait, presque depuis qu'elle existe, il résulte que la contribution qu'elles doivent aujourd'hui n'est plus seulement en raison proportionnelle, mais progressive de leur fortune.

Il est urgent de rétablir aussi vite que possible, l'équilibre si longtemps rompu entre les différentes classes de la société, dont tous les avantages sont pour les unes et tous les fardeaux pour les autres. La raison progressive tendant à faire décroître d'autant plus rapidement les fortunes que celles-ci sont plus grandes, à frapper les accumulations héréditaires d'autant qu'elles se sont continuées durant un plus grand nombre de générations, est un expédient rationnel, utile et juste, mais un expédient momentané, qui ne

saurait se continuer longtemps sans porter atteinte à la justice et à la prospérité sociale.

Cependant comme mesure permanente, l'impôt progressif a été défendu même au point de vue de la justice.

On a mis en avant cette égalité de sacrifice que Mill invoque seulement en faveur de l'impôt proportionnel. Or il est certain qu'en général, plus la fortune est considérable, moins la quote-part proportionnelle de contribution doit être pénible à acquitter, non pas si l'on considère les sentiments, les passions purement humaines, le sacrifice moral, mais si l'on tient compte seulement des besoins réels et généraux de l'animalité. Ainsi dans la répartition actuelle de la richesse, certains individus ont à peine de quoi suffire à ces derniers besoins. Réduits à l'état de brutes quant à l'hygiène, si l'État ne vient à leur aide par des mesures fiscales, il n'a pas le droit de leur dénier les passions, les instincts de la brute : ils doivent être autorisés à la rapine, au vol, à la violence, au meurtre même pour se procurer leur subsistance. Contre le droit social insuffisant, ils peuvent invoquer le droit vital, d'autant plus que d'autres, au contraire, peuvent satisfaire à satiété tous leurs désirs, et succombent même à l'ennui de ne savoir ni quoi désirer, ni comment inventer de nouvelles jouissances. Voilà ce que M. James Mill aurait pu dire contre l'égalité de l'impôt, en faveur de la proportionnalité ; mais, comme nous l'avons remarqué, l'argument va au delà de sa conclusion jusqu'à la progressivité de l'impôt, la proportionnalité ne suffisant à aucune des compensations réclamées par le passé de nos sociétés, et n'établissant même pas l'égalité du sacrifice actuel. Cette conclusion ne peut être cependant solidement fondée que sur des considérations de

justice, de droit pour les pauvres, de devoir pour les riches : les autres seraient sans force et sans généralité. De ce que certaines gens ont une grande fortune, il n'en résulte pas qu'ils se voient privés d'une part de leurs revenus avec plus de plaisir, et surtout qu'ils soient disposés à en donner une part proportionnellement plus grande. La mesure morale du sacrifice fiscal que la société leur impose, dépend, comme nous l'avons dit, du caractère individuel qui fait les gens plus ou moins justes. Mais ce sacrifice peut être exigé d'eux sans considération de leurs répugnances plus ou moins grandes à l'accepter. Il ne s'agit pas enfin de savoir ce que les gens veulent ou même peuvent payer à l'État, après déduction faite de toutes leurs fantaisies, mais ce qu'ils lui doivent. Or, aussi longtemps que les extrêmes opposés de la richesse et de la misère existeront chez une nation, nous disons que l'impôt progressif est, non pas seulement juste, mais que dans une certaine mesure il est inévitable.

Néanmoins il doit être appliqué avec sagesse, avec prudence. Il doit être appliqué de manière à décharger aussi complètement que possible, non pas ceux qui n'ont rien : un homme possède toujours quelque chose quand il a sa vigueur et ses bras, mais ceux qui n'ont que ces bras et cette vigueur dont l'emploi suffit à peine à leurs besoins. Il doit s'appesantir au contraire sur ces quelques fortunes principales qui sont en général immobilisées et mal administrées entre les mains d'oisifs ou d'incapables, fortunes qui, par suite, ne rapportent presque rien à l'État ni à la société en général, et que la société a plus d'intérêt à détruire qu'à conserver. Avec des possessions moitié moindres, mais rendues productives par une gestion plus intelligente, leurs possesseurs seraient aussi riches à tous égards : ils peuvent

donc être frappés par l'impôt au moins jusque dans la proportion des revenus qu'ils perdent.

Même la plupart des économistes qui se sont montrés le plus attachés en principe général à la proportionnalité de l'impôt, demeurent d'accord que, dans l'état actuel des sociétés, il y a un certain *minimum* de revenu que le fisc ne peut frapper. Ce *minimum* est fixé pour tout pays à la somme nécessaire à un citoyen laborieux et économe pour vivre lui et sa famille : c'est-à-dire pour acquérir le strict nécessaire qui suffit à l'animal, mais qui prive encore l'homme tel que nos sociétés l'ont fait, de sorte que par une conséquence inverse, il tend à redevenir d'autant plus voisin de la brute qu'il demeure plus longtemps soumis à ce régime de privations.

Lorsque M. Mill, par exemple, propose de dégrever de toute charge ce revenu nécessaire, et d'imposer ensuite proportionnellement ce qu'il appelle le superflu, il exempte de charge les bêtes de somme à forme humaine, et trouve seulement dignes de participer aux contributions de la communauté, à ses besoins comme à ses avantages, ceux qui peuvent se procurer, en une mesure quelconque, les satisfactions morales et intellectuelles autant que physiques, les jouissances esthétiques enfin, qui constituent ce qu'on appelle le luxe, et qui seules distinguent essentiellement et spécifiquement l'humanité.

Mais où commence le superflu ? où finit le nécessaire ? quelle borne bien tranchée sépare l'un de l'autre ? quels aliments, quels vêtements, quelles habitations conviennent si essentiellement à la catégorie des imposables, que la privation n'en soit pas douloureuse et même nuisible à la catégorie des non imposés ? Say, qui s'étend longuement sur cette distinction, reconnaît que les limites du luxe et de l'in-

dispensable sont impossibles à fixer ; qu'elles sont relatives aux temps, aux lieux, à l'état des personnes ; et que si l'on voulait asseoir l'impôt seulement sur le superflu, en exemptant de toute taxe ce qui est indispensable à chaque famille pour lui procurer le nécessaire qui lui convient, on ne saurait quelle base prendre, ni où s'arrêter.

« Tout ce qu'on sait ⁽¹⁾, ajoute-t-il, c'est que les revenus d'un homme ou d'une famille peuvent être modiques au point de ne pas suffire à leur existence, et que depuis ce point jusqu'à celui où ils peuvent satisfaire à toutes les jouissances du luxe et de la vanité, il y a dans les revenus une progression imperceptible, et telle qu'à chaque degré une famille peut se procurer une satisfaction tous les jours un peu moins nécessaire, jusqu'aux plus futiles qu'on puisse imaginer. Tellement que si l'on voulait asseoir l'impôt, de manière qu'il fût d'autant plus léger à mesure qu'il porterait sur un revenu plus nécessaire, il faudrait qu'il diminuât non pas proportionnellement, mais progressivement. »

C'est en effet la conséquence logique de tout impôt qui a l'intention de ne porter que sur le superflu, et non sur le nécessaire. Tout système d'impôt qui admet un premier terme égal à zéro, un *minimum* de revenu au-dessous duquel on ne paye rien, doit, pour être juste, continuer de progresser indéfiniment : autrement il porterait d'un poids très-lourd sur les premiers revenus imposés ; il serait au contraire un avantage, un privilège, constitué en faveur de ceux qui approchent de ce *minimum* sans l'atteindre, avantage qui irait en décroissant comme ces revenus, mais qui serait surtout énorme en faveur des grandes fortunes, et

(¹) Say, *Traité d'Économ. polit.*, liv. III, ch. ix, p. 313.

d'autant qu'elles seraient plus grandes. Cet inconvénient est celui de tous les impôts à catégories, qui sont progressifs mais d'une façon injuste, parce que tous les termes de la progression ne sont pas rigoureusement égaux, ni remplis, et qu'elle s'arrête devant les revenus les plus considérables, qui ne sont plus frappés que proportionnellement.

CHAPITRE V

§ III. — Examen de l'impôt progressif.

SOMMAIRE. — En quel cas l'impôt progressif est nécessaire. — Erreur de Say. — Celui qui n'a rien ne doit rien. — De l'impôt exigé par le prince ou voté par le peuple. — L'impôt progressif, conséquence de l'aristocratie. — Le pauvre a plus besoin des services actuels de l'impôt que le riche. — Le luxe public. — Tout homme a droit à un superflu. — Le minimum non imposable ne peut exister qu'en cas d'injustices sociales antérieures. — Nécessité de soutenir le niveau moral. — Le moyen, c'est l'impôt légèrement progressif. — Influence des classes moyennes. — J.-J. Rousseau. — Sa haine pour la civilisation. — L'apprentissage du luxe est lent. — Un impôt à progression trop rapide ruinerait le goût et découragerait le travail honnête. — Ce serait la décadence du beau, du vrai, du juste. — Logique de J.-J. Rousseau. — Le progrès, loi physiologique universelle. — L'état de nature de l'homme. — Des diverses séries progressives. — L'impôt progressif se détruit lui-même à mesure que son utilité diminue. — C'est un instrument régulateur. — La mesure de l'écart maximum des fortunes, limite scientifique supérieure de la progression. — Nécessité absolue des mesures compensatrices. — Les injustices du passé ont coopéré à la transformation morale de l'homme. — Différences individuelles nécessaires, identité désastreuse. — Inégalité entre les races, nuisible autant qu'injuste. — Séparer l'humanité en races : telle a été l'action sociale dans le passé. — Le régime des castes a peut-être été nécessaire à la création de l'homme moderne. — L'humanité aspire à l'unité spécifique. — Il faut mobiliser la richesse pour créer de grandes individualités. — Évolution rapide des races.

On peut donc affirmer qu'aussi longtemps qu'il y a dans une société une classe d'individus qui, ne possédant rien, vivent d'un salaire qui tombe fatalement au niveau de ce qui leur est indispensable pour vivre, et qui ne peuvent conséquemment être soumis à l'impôt, dans cette société, l'impôt rigoureusement progressif, sans catégories et sans limite supérieure, est seul juste. La progression peut même être forte d'abord : elle diminuera naturellement à me-

sure que les extrêmes de la richesse se rapprocheront. Lorsqu'enfin tout citoyen possédera, si peu que ce soit, et que par cette possession du capital il sera placé au-dessus des fatalités économiques propres au prolétariat, l'impôt devra redevenir rigoureusement proportionnel, car toute progression tomberait alors, non sur l'hérédité, mais sur le travail et découragerait l'épargne.

A ce point de vue, Say, qui ne voyait que son siècle et parlait surtout pour ses contemporains, avait donc tout droit de déclarer que l'impôt progressif était le seul équitable ; seulement, il ne nous paraît pas l'avoir appuyé sur une déduction bien solide. Comme M. Mill, il se laisse préoccuper par l'idée de sacrifice plus ou moins facultatif, plus ou moins volontaire ; il oublie que l'impôt se doit, et que sa qualité est déterminée par l'état actuel de la société. Mais comme il se doit à la société, et non à telle ou telle famille qui s'en est emparée pour l'exploiter comme un domaine, Say, qui avait devant les yeux la France du droit divin, était excusable de ne pas adorer trop les exigences fiscales de son temps.

« L'impôt, dit-il, est un sacrifice que l'on fait à la so-
 » ciété, à l'ordre public. L'ordre public ne peut exiger le
 » sacrifice des familles. Or, c'est les sacrifier que de leur
 » ôter le nécessaire. Qui osera soutenir qu'un père doit re-
 » trancher un morceau de pain, un vêtement chaud à ses
 » enfants, pour fournir son contingent au faste d'une cour,
 » ou bien au luxe des monuments publics ? De quel avan-
 » tage serait pour lui l'état social, s'il lui ravissait un bien
 » qui est le sien, qui est indispensable à son existence, pour
 » lui offrir en échange sa part d'une satisfaction incertaine,
 » éloignée, qu'il repousserait dès lors avec horreur ? ⁽¹⁾ »

(1) *Traité d'Écon.*, liv. III, ch. ix.

Say a raison en ceci qu'on ne peut rien demander à celui qui n'a que le nécessaire et ne vit que d'un salaire : parce que, de deux choses l'une, ou ne pouvant plus vivre le contribuable disparaîtrait avec la contribution ; ou son salaire augmenterait et ferait augmenter proportionnellement le prix des objets qu'il produit, augmentation qui retomberait en grande part sur le producteur salarié lui-même, ce qui reviendrait toujours au même et le mettrait encore dans l'impossibilité, soit de vivre, soit de payer l'impôt. C'est un vieux principe fiscal d'une vérité irréfragable : où il n'y a rien, le roi même perd ses droits.

Mais au lieu de s'en tenir à l'impossibilité de faire payer celui qui n'a rien, Say s'engage dans des considérations d'un tout autre ordre, qui dépendait de sa manière générale d'envisager et de définir l'impôt. C'est pour lui, ainsi que nous l'avons vu autre part, une charge *imposée* par le souverain pour subvenir aux dépenses qu'il juge à propos de faire aux dépens des particuliers. Or, il y a quelque chose de partiellement faux dans cette définition qui ne convient pas à tous les cas. Elle convient à des impôts établis arbitrairement par le prince, mais non pas à des contributions librement consenties par le peuple. Say déclare qu'il n'entre point dans le plan de son ouvrage de rechercher à qui appartient le droit de voter l'impôt. Cependant quand un peuple souverain s'impose lui-même et s'administre par les mains d'agents qu'il choisit, l'impôt n'est plus sujet à la même définition que lorsqu'il est décrété par un prince héréditaire, imposé lui-même à la nation, ou par une caste dominatrice, qui décide de son sort sans la consulter. En général, dans l'un et l'autre cas, il n'a plus le même but : ce n'est plus une même chose. Établi par le peuple, il est imposé, mais au nom du droit : il a pour objet le bien

de tous, le bien du peuple lui-même, et le nom de contribution lui convient. Imposé au nom du caprice ou des besoins du prince, il n'est guère levé qu'au profit d'une famille ou d'une classe privilégiée. Il devrait s'appeler un tribut : tout caractère de réciprocité, de mutualité, de solidarité lui manque. Dans les gouvernements mixtes, l'impôt participe des deux natures, et, selon le point de vue auquel on l'envisage, il est susceptible des deux dénominations.

Dans toutes les pensées de Say sur l'impôt, on sent qu'il était blessé du spectacle des abus qu'il avait sous les yeux, abus qui dérivait d'une administration monarchique et de l'influence d'une féodalité dont les restes, au moment d'expirer, se débattaient encore et essayaient de ressaisir leurs privilèges abolis.

Quand un peuple s'impose lui-même, ou par ses fondés de pouvoir, il n'est plus vrai de dire que le souverain impose les particuliers pour fournir aux consommations qu'il juge à propos de faire à leurs dépens. Ce sont les particuliers qui constituent alors le souverain chacun pour sa part ; et ce que ce souverain, ainsi constitué, juge à propos de dépenser, c'est son bien propre. Il ne peut plus être question alors du faste d'une cour, auquel effectivement les citoyens, même les plus riches, ne peuvent guère se croire obligés de contribuer, à moins qu'ils n'en soient assez près pour en tirer quelque profit ou quelque jouissance. Chez les nations qui croient que ce faste leur est utile, ou qui se trouvent assez riches pour le payer, nous serions du reste d'avis, comme Say, de défrayer entièrement les travailleurs avant d'y pourvoir : c'est pourquoi, dans tout pays monarchique ou aristocratique, l'impôt, à plus forte raison que partout ailleurs, doit être progressif pour être juste. L'impôt progressif c'est la conséquence logique de

l'aristocratie : il ne doit disparaître qu'avec elle, comme elle avec lui.

Say a donc raison en ce qui concerne les frais de la royauté ; mais il n'en est pas de même des autres charges de l'État. Le pauvre plus que le riche souffrirait de l'absence de voies de communication, de l'absence de justice civile, du défaut d'instruction publique. Ce ne sont point là des satisfactions éloignées, incertaines que le père de famille doit repousser avec horreur. Elles offrent, au contraire, à lui et aux siens, moyennant une faible cotisation, des avantages immédiats, prochains, permanents, certains, dont il jouit à chaque heure, qui assurent et fécondent son travail et qu'il ne pourrait se procurer autrement, parce que l'industrie privée les mettrait à un trop haut prix.

Même le luxe des monuments publics n'est point inutile au peuple, surtout dans les pays de démocratie où l'égalité des fortunes empêche le luxe particulier de rien produire de vraiment grandiose. C'est le seul luxe dont les plus pauvres citoyens jouissent comme les plus riches : les bibliothèques, les écoles, les musées, les temples, les palais nationaux sont les seuls sanctuaires de la science et de l'art où chacun puisse aller réveiller son goût du beau faussé, endormi, étioilé dans la laideur de la misère ou même de la petite médiocrité bourgeoise. C'est pourquoi dans une république, le luxe de l'État doit augmenter à mesure que le luxe particulier diminue, ou au moins se maintenir à une hauteur convenable et en rapport avec les instincts esthétiques du temps. Autrement le niveau moral, le sentiment du beau et le goût du vrai, si utiles au développement des intelligences, ne tarderaient pas à y baisser. Le luxe des temples et des palais est peut-être ce qui a maintenu l'Italie un peu vivante pendant les longs

siècles d'abaissement qu'elle a traversés. Chaque statue, chaque tableau est non-seulement pour le peuple un objet de contemplation, mais une leçon sensible d'histoire ou de morale, selon le sujet qu'il représente.

Nous arrivons à conclure que tout homme a droit, non-seulement à ce qu'on nomme le nécessaire, mais à la part de superflu qui est un besoin non moins impérieux de sa nature morale, nature qui varie en raison de certaines facultés, de certaines tendances ou de certaines habitudes fort souvent héréditaires ou du moins prises dès le jeune âge. Ces habitudes sont bonnes ; ces tendances sont élevées ; ces besoins sont légitimes ; et de plus, l'homme a le devoir de ne pas les sacrifier complètement à des besoins inférieurs, mais doit, au contraire, en revendiquer avec énergie la satisfaction modérée, comme nécessaire à sa dignité. Tout n'aurait pas été mauvais dans ce cri du peuple de Rome : *Panem et circenses*, si les spectacles offerts par les empereurs n'avaient pas été de ceux qui pouvaient plaire à des bêtes féroces, mais avaient gardé le caractère patriotique et sacré du théâtre d'Athènes ou de l'arène de Sparte.

Il ne devrait donc point y avoir un *minimum* de ressources au-dessous duquel l'individu soit exempt de participer aux charges sociales, qui ont pour but de subvenir au luxe public. Mais ce *minimum* peut être établi avec justice pour dispenser de tout fardeau fiscal, cette catégorie de non imposables qui ne peut résulter du jeu des institutions sociales qu'autant que les individus qui la composent ont été exhérédés antérieurement dans la personne de leurs aïeux, et lésés en général dans la répartition des avantages divers de la société, dont ils peuvent se dire ainsi les créanciers. Autrement, nous l'avons déjà établi, dans une république, où une grande partie des dépenses de

l'État sont en faveur des classes dénuées, le pauvre devrait payer autant que le riche, ou même plus. S'il paie moins ou rien, c'est justement parce qu'il est privé de cette part de jouissances, si essentiellement humaines, auxquelles il a droit. Comme il importe à la société entière qu'en aucun de ses membres le niveau moyen des facultés morales, de la délicatesse du sentiment, de la pureté du goût ne s'abaisse, mais, au contraire, s'élève sans cesse, il faut que cet état de choses dure le moins possible.

Il faut donc y remédier par des moyens prompts, un peu violents même, et cependant justes : économiquement parlant, le premier de tous ces moyens, celui qui concilie dans le moment actuel la justice et l'utilité, c'est l'impôt légèrement progressif. Les nations les plus morales, les plus éclairées, les plus libres, sont celles où la classe moyenne a la majorité numérique, et où les deux extrêmes de la pauvreté et de la richesse ne présentent qu'un écart modéré et ne renferment que des exceptions ; les peuples les plus arriérés, les plus immoraux, les plus aisés à asservir, sont composés de deux classes extrêmes, présentant entre elles un vide immense que les rangs éclaircis des parias des deux castes ne remplissent qu'imparfaitement. Que ces nations malheureuses s'appliquent courageusement le remède d'un impôt hardiment, rapidement progressif, elles verront bientôt sortir des rangs du peuple la classe moyenne qui leur manque et qui leur rendra la vie et le mouvement : tel serait, par exemple, le cas des provinces danubiennes, et plus encore de la Russie une fois délivrée de ses serfs.

Rousseau, lui aussi, voulait l'impôt progressif, mais par des raisons bien différentes des nôtres. Fidèle à sa haine pour tout ce qui était civilisation, arts, sciences, progrès, humanité réelle, il voulait rendre toute supériorité impos-

sible et absorber par l'impôt tout le superflu pour le répartir, avec une violence peu sage, entre des mains mal préparées par leurs tendances endémiques à en jouir humainement et non brutalement.

Ce n'est pas un court apprentissage que celui du luxe : les parvenus ne nous montrent que trop combien il est différent de dépenser beaucoup et de dépenser bien. Il ne faut que passer en revue la série extravagante des formes qui se sont succédées dans les vêtements des femmes, avec tous les extrêmes possibles de la laideur, du ridicule et de la disproportion depuis l'abaissement de la noblesse sous Louis XIV et l'abolition ou le relâchement des lois somptuaires, pour reconnaître que nos bourgeoises émancipées se sont crues trop aisément métamorphosées en grandes dames : voilà ce que ferait un impôt progressif comme le voulait Rousseau, un impôt qui suivrait la série des multiples des nombres. Pareil impôt, à la seconde génération, aurait retourné du haut en bas l'échelle sociale : il nous donnerait des pauvres dont les mains blanches seraient incapables de travail, des riches qui logeraient au milieu d'une splendeur de mauvais goût des instincts de commis-voyageur, d'épicier ou de tascheron, et des habitudes endémiques de cabaret sous l'habit noir et dans le salon de l'homme du monde : serait-ce un progrès ? mais ce n'est pas tout : le juste en souffrirait autant que le beau. Pareil impôt absorberait des fortunes lentement acquises, découragerait le travail patient, les profits honnêtes et modérés. Il ne laisserait se former et subsister que ces fortunes rapides, fruit de spéculations plus ou moins illicites, ou du moins toujours hasardeuses, qui trouveraient seules les moyens de réparer incessamment les brèches que leur ferait l'impôt, et qui, dans la ruine ou l'appauvrissement général, s'empareraient

acilement du monopole de l'industrie. On verrait disparaître ces fortunes moyennes, tranquilles, stables, qui, donnant du loisir à la pensée, permettent à quelques hommes de cultiver la science dans le calme et la sérénité qui lui est indispensable : la décadence du vrai ne tarderait pas à suivre celle du beau et du juste.

Rousseau était logique. Il voulait ramener l'homme à l'état sauvage, qu'il appelait l'état de nature et qu'il croyait l'état parfait. Mais l'humanité heureusement a protesté : la science moderne a depuis longtemps renoncé à cette hypothèse de la dégénérescence : elle a proclamé que la loi du progrès est non-seulement la loi de l'homme, mais celle du monde organisé tout entier. On sait que le progrès est la condition même de l'existence des espèces, puisque celles qui ne progressent pas sont condamnées à disparaître rapidement devant d'autres espèces perfectibles. On sait enfin que l'état de nature pour l'homme, n'est pas l'état dans lequel il a vécu à telle époque plutôt qu'à telle autre dans le passé ; mais à toute époque celui que lui révèlent ses instincts, celui qu'il aspire à réaliser.

Aux premiers âges de son existence, comme espèce distincte, il n'a guère fait que continuer l'animal. Depuis il s'est constamment humanisé, son âme est devenue de plus en plus esprit, avec des besoins, des exigences de plus en plus immatérielles : son état de nature s'est transformé. Le ramener à ce qu'il était à l'origine, ce serait vouloir lui imposer un état de nature qui n'est plus le sien, qui répugnerait souverainement à ses instincts, qui le ferait disparaître avant peu de temps peut-être de la série des êtres vivants, au profit des autres races qui, ayant continué de progresser, prendraient sa place. L'espèce humaine est accoutumée à habiter des maisons, Rousseau aurait voulu la remettre

dans une étable ; mais elle n'aurait pu y vivre. Elle en serait sortie et aurait recommencé à bâtir des chaumières et des palais, ou bien elle se serait éteinte. Les espèces rétrogradent difficilement : plutôt que de déchoir elles meurent et font place à d'autres. Une amélioration de fortune pour un homme lui semble chose heureuse, mais naturelle ; il semble que cela lui soit dû ; il se fait vite à sa situation nouvelle et s'y trouve plus heureux sinon meilleur. Qu'on mette en regard les tristes lambeaux de ces familles ruinées, qui, incapables de se relever par le travail, traînent dans une misère indolente et le plus souvent vicieuse les désirs de leurs jouissances perdues, et leurs instincts non satisfaits. S'il faut trois générations pour faire des nobles avec des enfants de laquais ; il en faut six et plus pour faire des descendants d'un prince un laquais honnête : les ambitions intérieures le pousseront encore à redevenir grand seigneur *per fas aut nefas*.

S'il est vrai que la série des multiples, prise pour base de la progression de l'impôt, ait des effets désastreux ; il n'en est pas de même de toute raison progressive. Quelques-uns ont proposé la série logarithmique : ce serait, en effet, une progression extrêmement modérée, et de plus elle simplifierait extrêmement les calculs. Elle n'absorberait la totalité des revenus que dans le cas de ces fortunes immenses qui ne peuvent être qu'un danger pour la société, qu'il est bon de détruire si elles existent, et d'empêcher de se former si elles n'existent pas. Une telle série continuerait dispenserait d'établir des catégories toujours iniques ; chaque fortune trouverait son *quantum* d'impôt dans le logarithme correspondant. Une fois les tables faites, il n'y aurait plus lieu à l'erreur, sauf dans l'évaluation même de la fortune. Mais nous reviendrons sur ce sujet autre part.

Il suffit d'établir ici qu'en principe l'impôt progressif est juste dans une époque comme la nôtre ; et que par ses propres résultats pratiques il tend à se détruire lui-même et à se réduire au néant dès qu'il devient inutile.

En effet, à mesure que les fortunes s'égalisent, les termes de la progression, tendant à se rapprocher toujours, mais toujours de plus en plus lentement, de l'exakte proportionnalité, finiraient par se confondre enfin avec elle dans un terme unique le jour idéal où l'égalité des fortunes serait atteinte : c'est donc un instrument régulateur qui agit de lui-même pour empêcher les écarts trop grands hors de cette égalité, et qui reste sans action quand il est inutile. La mesure de l'écart *maximum* qu'il peut permettre, restant toujours à la volonté du législateur et formant la limite scientifique de l'impôt, peut être élargie ou diminuée à volonté, selon les temps et les besoins des peuples. On pourrait décider, par exemple, que nul particulier ne pourrait posséder un revenu supérieur à celui que l'État demande à ses membres. Alors la progression serait établie sur cette base, de manière à absorber par l'impôt la totalité des revenus qui dépasseraient cette limite, et qui, dans l'hypothèse qu'ils existassent, paieraient ainsi à eux seuls la totalité de la contribution d'une année. Cette base aurait cependant des inconvénients pour les petits États où elle rendrait la progression peut-être trop rapide. Mais je ne vois pas quel danger il y aurait pour la France à fixer à 2 milliards le revenu *maximum* qu'un particulier puisse posséder ; la progression se jouant ainsi entre 100 % et 0 % pour la série des taxes, et entre 0 et 2 milliards pour celle des revenus, ne frapperait pas lourdement sur les fortunes moyennes, ni même sur toutes celles qui ne dépasseraient pas 1 million de revenu. Or, au delà, le nombre de ceux

qui ont à redouter l'absorption totale n'est pas grand. Il serait à craindre seulement qu'un tel impôt ne produisît pas assez; il suffirait alors de baisser le chiffre du revenu *maximum* qui est l'aiguille régulatrice du système.

L'idéal de la justice distributive, dit M. Mill, consiste à réparer les inégalités et les torts de la nature. Au contraire, dans le passé, la légalité, si souvent contraire à la justice, a toujours aggravé ces inégalités et ces torts. Il faut maintenant compenser avec lenteur et prudence ce que cette action de la loi a eu de funeste dans le passé, et ne conserver que les fruits heureux qu'elle a produits. Ils sont certains : l'injustice, le mal même entre les mains de la nature ne reste jamais infécond. Ces injustices de la justice ont coopéré à la transformation de l'humanité brutale en humanité libre. Peut-être que cette transformation n'aurait pu s'opérer aussi vite sur tous les individus de l'espèce à la fois. Les progrès accomplis s'accumulant d'abord dans quelques races, celles-ci sont devenues les types, et comme les étalons, sur lesquels le reste doit plus lentement se modeler. Tout a sa raison dans la nature ou du moins la nature donne de bons effets à toutes les mauvaises causes engendrées de notre liberté. Si nous eussions été autres dans le passé, peut-être ne serions-nous pas ce que nous sommes. Nous serions peut-être mieux; mais nous n'en savons rien; et il faut, de peur d'ingratitude envers notre passé, garder un peu de respect à nos causes. Mieux vaut donc ne pas réparer trop brusquement ces inégalités antiques qui nous ont été utiles en une certaine mesure, avant d'avoir prudemment expérimenté les effets de l'équité. Il faut avouer que jusqu'ici les expériences encore bien courtes qui en ont été faites lui sont entièrement favorables; les faits sociaux qu'elle a produits sont merveilleux : c'est ce qui donne

courage à continuer. Mais l'expérience aussi démontre qu'il faut se garder d'entraver les différences, sinon les inégalités, entre individus, pour réaliser une identité parfaite qui serait désastreuse. Cette identité, ce manque d'individualisme est déjà la plaie de notre époque ; et l'on se demande si c'est grâce à Rousseau, malgré son *Émile*, ou à cause de lui, que nous devenons de plus en plus semblables à des troupeaux de moutons, qui, sans la marque rouge de leur dos, seraient méconnaissables aux yeux de leurs propriétaires eux-mêmes.

S'il faut atténuer, prévenir les inégalités, c'est seulement entre les familles, les races. Il faut empêcher cette accumulation des biens et des maux sur deux lignes continuellement divergentes, dont l'écart finirait, d'après les lois physiologiques de l'hérédité, par causer une scission complète dans l'humanité, de manière à la séparer en castes, si ce n'est en espèces distinctes : telle a été l'action sociale de presque toutes les civilisations antiques. La science qui s'en étonne, attribue peut-être à tort à la conquête ce qui n'a été que l'effet longtemps continué d'une législation vicieuse dans le principe, et qui a exagéré encore ses vices de siècle en siècle.

La conscience moderne s'en indigne ; elle appelle mal ce qui était alors considéré comme un bien, ce qui en était un peut-être dans l'ordre providentiel. Qui sait si le régime des castes n'était pas nécessaire à la création de l'homme actuel, à sa séparation spécifique d'avec une humanité inférieure aujourd'hui disparue ; et si le vide enfin qui la distingue de l'animalité, n'est pas comblé dans le passé par une série de castes détruites par des castes supérieures, qui n'ont conservé leur supériorité que parce qu'elles se sont maintenues sans mélange ? Mais nous, les héritiers des

avantages de ces injustices, nous, les descendants des Hindous conquérants, des Parsis aristocratiques, jetons un regard en Amérique sur cette race noire qui, tenue à l'écart de l'humanité, y donne lieu à tant de querelles et à tant de cruautés ; et prenons garde de créer parmi les blancs une autre caste de nègres.

L'humanité maintenant n'a plus peur de se confondre avec ce qui n'est pas elle. Elle a besoin d'unité, elle y aspire. Les iniquités justifiables dans le passé, ne le sont plus de nos jours : notre conscience nous en avertit. D'autres temps amènent d'autres mœurs et rendent nuisibles des tendances utiles à leur origine, mais dont l'action ne saurait être impunément prolongée au delà des nécessités qui les ont fait naître.

Il faut désormais que des inégalités et surtout des différences individuelles subsistent, afin de rendre possibles la division du travail social, afin surtout de prévenir la monotonie et l'abâtardissement qui résulterait du régime de l'égalité absolue. Or, pour que les individualités soient grandes, tranchées, distinctes, il faut que la richesse sociale, mobilisée autant que possible, cède aisément à leurs efforts, qu'elle soit plus fluide et susceptible de grandes vagues vite soulevées, vite abaissées. Il faut que ces vagues se meuvent naturellement, aisément, sans secousses, sur une plage unie, et non entre des falaises rocheuses, des récifs, des digues élevées par les lois. Il faut que l'individualité grandisse, et que l'esprit de caste diminue, emportant avec soi les privilèges héréditaires à perpétuité. Il faut enfin que l'évolution des races, riches et puissantes économiquement, se fasse comme la nature le veut, et non comme le prétendaient les anciens faiseurs de codes : c'est-à-dire qu'elles naissent, croissent, grandissent, dimi-

nuent et disparaissent, dans un cycle de génération aussi court que celui de l'hérédité des facultés naturelles, et seulement en ligne directe.

Dans cette société ainsi plus souvent remuée et plus remuante, la vie pénétrerait partout plus également; et les couches sociales se superposeraient plus aisément selon ce qu'on pourrait nommer par analogie leur poids spécifique.

Nous croyons avoir justifié en principe l'impôt progressif. Quand nous traiterons des questions pratiques, nous montrerons qu'il est susceptible d'applications très-diverses.

II^e SECTION

DE L'ASSIETTE DE L'IMPOT

2^e SOUS-DIVISION :

RÈGLES D'UTILITÉ

CHAPITRE V

§ I. — Quotité de l'impôt.

SOMMAIRE. — Principe de Say. — La valeur de l'impôt est-elle remboursée aux contribuables? — Paradoxe de Montesquieu. — L'impôt doit être suffisant plutôt que modéré; bien administré plutôt que minime. — L'impôt est remboursé quand les services rendus par l'État leur sont équivalents. — De lourds impôts peuvent être momentanément avantageux. — Parfois l'impôt se dévore lui-même. — Tout impôt diminue pour un moment la richesse nationale. — Ce déficit doit être également réparti entre toutes les industries.

Nous venons d'élaborer le principe fondamental de la théorie fiscale, le principe de droit, de justice, d'équité dans la distribution de l'impôt. Nous entrerons maintenant dans la discussion des règles économiques qu'on doit observer dans sa répartition, demeurant toujours dans les limites de la théorie, sans entrer dans aucune application particulière et sans tenir compte des difficultés pratiques. Nous dirons ce qu'il se devrait, non ce qui se pourrait. Il faut d'abord indiquer le but aussi parfaitement que possible; ensuite on en cherche la route: autrement on marche à l'aventure au risque d'être obligé de revenir sur ses pas.

Say pose d'abord comme règle fondamentale que l'impôt le meilleur est le plus modéré quant à sa quotité⁽¹⁾. Cela

(1) *Traité d'Écon. pol.*, liv. III, ch. ix.

semble à première vue d'une parfaite évidence. Cependant ce principe a été contesté, et à certains égards il est contestable, si on entend lui donner une portée absolue.

On a prétendu que les sommes levées par l'État sur la masse du peuple, étant ensuite reversées dans la société, ne pouvaient l'appauvrir. Cet argument est captieux.

Say prouve que du moment où la valeur de l'impôt est payée par le contribuable, sur lequel il tombe en définitive et sans répercussion possible de sa part, cette valeur est perdue pour lui; que du moment où elle est consommée par le gouvernement ou par ses agents, elle est perdue pour tout le monde. On verra que cette dernière conclusion est trop absolue, en ce qu'elle semble n'accorder aucun prix aux services rendus par le gouvernement en échange de l'impôt. Mais il est vrai que l'argent des contributions a beau être reversé dans la société, la valeur de ces contributions est absorbée par les agents de l'État qui ne rendent au peuple l'argent qu'il a fourni gratuitement sous forme de taxe, que contre une valeur consommable égale, reçue en échange et qu'ils détruisent définitivement. Il y a donc perte et perte totale pour la société. Cependant si ces agents qui sont ainsi entretenus à ses dépens, au lieu d'être des parasites inutiles lui rendent des services égaux à la valeur de ce qu'ils absorbent, cette valeur devient alors le juste salaire d'un travail productif. Chaque contribuable a bien en réalité payé l'impôt, mais une part lui en est revenue : la société en réalité n'a rien perdu.

Quelques-uns avancent que si les contributions levées par l'État, au lieu d'être employées à solder des agents, sont consacrées à des travaux d'utilité publique, il n'y a point de perte pour le peuple qui retrouve en salaires ce

qu'on lui a pris en revenus. Cette distinction est sans fondement.

Il faut convenir au moins que l'impôt dans ce cas change la valeur de mains, et qu'il ne rend pas toujours précisément à celui auquel il a pris et en juste proportion de ce qu'il lui a pris : il est donc payé sans retour.

Une part ou la totalité en reviendrait au contribuable, que l'impôt n'en aurait pas moins commencé par le priver d'une portion de son revenu dont il pouvait retirer immédiatement une jouissance ou un profit. S'il en est remboursé, ce n'est que plus tard et par portions infiniment petites. Il en a perdu pendant ce temps l'intérêt, la jouissance et tous les avantages que procure une épargne faite, une somme disponible ; et il a de nouveau les soucis, les privations qu'exige une nouvelle épargne à faire, un capital équivalent à constituer, chose d'autant plus difficile que le contribuable est plus pauvre. Enfin, lorsque ce capital revient à celui qui l'a fourni originairement, ce n'est qu'en échange de nouveaux services ou de nouvelles valeurs marchandes. Il est fort improbable qu'un accroissement dans les dépenses publiques, si considérable qu'il soit, puisse faire augmenter les salaires juste dans la mesure nécessaire pour restituer la valeur de l'impôt à ceux qui l'ont payé ; car cet impôt a été pris à la nation ; il eût été dépensé par les particuliers au lieu de l'être par le gouvernement : il ne saurait donc y avoir en résultat une augmentation dans la demande du travail. Et s'il n'y a pas hausse dans les salaires, alors l'ouvrier, le producteur travaille deux fois pour le même profit : c'est évidemment pour lui une perte nette de la valeur de l'impôt.

Que le produit des taxes soit employé à rétribuer des agents de l'État qui dépensent ensuite leurs émoluments,

ou qu'il serve à payer des travaux publics, le résultat est absolument le même. Ce qui constitue pour la société une différence réelle, un gain ou une perte, c'est que les agents qu'elle paie la servent en juste proportion de ce qu'ils lui coûtent, c'est que les travaux entrepris à ses frais soient d'une utilité générale incontestable. Alors l'impôt retourne réellement, sous forme de services, d'avantages ayant une véritable valeur vénale, à ceux qui l'ont fourni et les rembourse avec profit. Autrement, si ce produit est dilapidé en gratifications imméritées, s'il est dissipé en constructions inutiles ou en solennités fastueuses, il est irrévocablement perdu pour tous. Tout au plus un gouvernement peut-il recourir à ce moyen pour faire circuler le capital dans un des moments de crise où il se cache : c'est alors une exaction au détriment des contribuables et une subvention accordée au prolétariat, subvention toujours insuffisante à remplacer les miracles de la circulation naturelle produite par l'industrie privée.

Pour réfuter cet étrange paradoxe avec lequel on prétend justifier les lourds impôts, quel qu'en soit l'emploi, il suffit de le traiter par la réduction à l'absurde. S'il était vrai que l'impôt fût directement une source de richesses pour une nation et surtout pour les classes laborieuses, les peuples les plus surchargés seraient les plus heureux et les plus riches. Il n'y aurait point de gens ruinés par le fisc, mais au contraire des individus d'autant plus opulents qu'ils seraient pressurés davantage. Or l'expérience prouve que tels ne sont pas les effets de l'impôt. On n'a point vu de gens ni de peuples faire fortune à payer de lourdes contributions, des amendes, et tous les frais des exactions fiscales. Il est possible que les lourds impôts soient favorables à une certaine classe de citoyens qui en profitent et en vi-

vent; mais toutes les autres en pâtissent d'autant plus, et il n'est pas vrai, il ne sera jamais vrai que ce soit un bien pour la majorité du peuple.

Les nations les plus florissantes ne sont pas celles qui paient les impôts les moins considérables, relativement au chiffre de leur population; mais ce sont celles qui paient le moins, relativement au chiffre de leur richesse plus difficile à connaître exactement. Ce sont celles surtout où les impôts sont le plus équitablement répartis, plus économiquement employés, plus sagement établis,

Montesquieu, sur ce point, est d'un avis qui semble d'abord étrange.

« Règle générale, dit-il, on peut lever des tributs plus forts » à proportion de la liberté des sujets; et l'on est forcé de les » modérer à mesure que la servitude augmente. Cela a toujours été et sera toujours... Un Suisse paie quatre fois plus » d'impôts à la nature qu'un Turc n'en paie au sultan ⁽¹⁾. »

Montesquieu a raison, son observation est juste à un point de vue, bien qu'elle soit fausse à tous les autres. Plus un pays est libre, plus il s'enrichit; plus il est riche, plus il peut payer d'impôts sans en être appauvri et surchargé. Relativement à la richesse nationale, un Suisse du temps de Montesquieu payait donc moins même à la nation, qu'un sujet du sultan à son maître. De nos jours, il est vrai qu'un Suisse républicain paie moins d'impôt que les sujets des princes plus ou moins despotes, ou plus ou moins libéraux qui règnent dans les autres États de l'Europe, et que le budget de la confédération helvétique, augmenté de celui des cantons, est le moins lourd de tous les budgets contemporains ⁽²⁾.

(1) *Esprit des Loix*, liv. XIII, ch. XII.

(2) Ce sont les États-Unis qui viennent au second rang.

Montesquieu écrivait sous cette ancienne monarchie des Bourbons qui levait peu d'impôts, cela peut s'accorder, si l'on compare son budget avec celui de la France impériale ou constitutionnelle; mais elle les levait exclusivement sur les pauvres. Il pouvait donc dire que dans les États modérés il y a un dédommagement à la pesanteur des tributs: c'est la liberté, qui assure et garantit au moins dans un certain degré l'égalité fiscale. Dans les États despotiques, s'il est, comme il le dit, un équivalent à la liberté dans la modicité des tributs, il aurait été nécessaire d'ajouter que ce sont seulement quelques classes privilégiées qui en profitent à double titre: elles ne paient point et elles reçoivent. De plus, les libertés dont elles jouissent, tant sous la garantie de leurs privilèges particuliers que par le bon plaisir du souverain qui les redoute, sont assez larges. Quant au reste du peuple, il paie beaucoup, ne reçoit rien, et a encore la liberté en moins. Dans les États libres ce sont les plus riches qui paient le plus, bien qu'ils n'aient que des droits politiques égaux, et que chacun jouisse également des services rendus par l'État. On conçoit donc aisément que des gens de la classe de Montesquieu trouvent dans le despotisme un équivalent à la liberté, mais que par contre les gens de moindre fortune et de moindre naissance ne trouvent pas cet équivalent suffisant et donnent la préférence à la liberté, même avec un gros budget.

L'illustre auteur de l'*Esprit des Lois*, dit encore: « On peut augmenter les tributs dans la plupart des républiques, parce que le citoyen qui croit les payer à lui-même, a la volonté de les payer et en a ordinairement le pouvoir par l'effet de la nature du gouvernement ⁽¹⁾. »

(1) iv. XIII, ch. xiii.

Cet effet, c'est justement l'accroissement général de la richesse qui rend des impôts plus considérables relativement moins pesants. Ce dernier trait nous fait penser que Montesquieu n'a pas été ici tout à fait franc, et qu'il faut chercher l'esprit de ses paroles sous la lettre qui le voile, comme il a cherché sous la lettre des lois l'esprit qui les a inspirées. Il faut se souvenir qu'au temps où Montesquieu écrivait, il y avait une Bastille qui s'ouvrait volontiers devant tous ceux qui vantaient trop les républiques. C'était assez déjà d'oser avouer ainsi tout haut que dans les républiques, si l'on demandait de lourds impôts, du moins on pouvait les payer, qu'on les payait volontiers, parce que l'on s'y imposait soi-même, et cela dans un temps et dans un État où, depuis les revers de la fin du règne de Louis XIV, le roi était appauvri de la pauvreté du peuple, et où l'on inventait de nouvelles taxes, parce que les anciennes ne se payaient plus, même à l'aide des menaces et de la rigueur.

Il faut donc que l'impôt soit aussi modéré que possible ; mais, en outre, il faut que le produit en soit affecté à des services réels dont toute la communauté profite et dont il n'est plus alors que le juste prix. Toute portion du revenu public qui est dilapidée, est une perte totale pour la nation, et lui fait un tort que ne peut en aucune façon réparer l'excellence du système de prélèvement. C'est pourquoi une nation serait plus florissante avec de lourds impôts et un gouvernement actif, prévoyant, protecteur, qu'avec des impôts légers, mais entièrement absorbés par les superfluités vaniteuses d'un prince et de sa cour. Les divers budgets de la France, de l'Angleterre, de la Suisse, d'un côté, ceux des États-Romains, des royaumes de Naples et d'Espagne, de l'empire russe ou de l'empire ottoman, comparés entre eux et à la prospérité relative de ces diverses nations, suf-

flissent à prouver que des éléments très-complexes entrent dans le résultat produit par tel système financier donné. La formule mathématique de l'idéal à atteindre serait celle qui établirait l'égalité parfaite entre la somme totale des contributions payées par le peuple, et la somme totale des services évalués de l'État.

L'impôt est ainsi évidemment, pour celui qui en supporte le poids en dernier lieu, une perte, ou tout au moins une dépense dont il ne peut espérer d'être remboursé. Seulement, lorsque le produit de l'impôt est employé par l'État en services effectifs, distribués avec justice, économie et discernement entre toutes les classes de la société selon leurs besoins, il rentre dans la somme des frais de production ou d'entretien des citoyens qui travaillent. Il équivaut pour eux à un capital circulant dont ils ne possèdent pas le fonds, mais qui, moyennant intérêt, leur rapporte des profits. Il n'est une dépense improductive que pour les oisifs : et ce n'est pas un mal. Encore pour ces derniers est-il une dépense qui leur procure de la sûreté, de la commodité, des jouissances, des plaisirs mêmes, et surtout des plaisirs de luxe qu'ils ne pourraient se procurer sans lui, si grande que soit leur fortune particulière. C'est donc pour eux un argent bien placé : au moyen d'une faible souscription, ils jouissent d'une façon permanente de tout le travail accumulé dans une cité, un empire par les soins de l'État ou de l'édilité. A combien évaluer cette immense fortune, qui est la fortune de tous ? qui ne préférerait la position de petit employé à trois mille francs d'appointements, avec la jouissance du fonds social, à celle de colon dans un nouveau monde où l'on obtiendrait pour rien des terres suffisantes en étendue à la nourriture d'une commune, mais avec charge d'y habiter et de les cultiver soi-même ? Quel grand

seigneur pourrait s'accorder à ses frais un chemin de fer ou même une grande route, de son château à la capitale, un temple, des palais nationaux, des musées, tels que ceux qui sont construits au moyen de l'impôt? Ce sont là des dépenses publiques dont l'utilité est incontestable. C'est un emploi équitable et économique de la fortune publique : car il offre à tous des avantages de la nature qui convient à chacun selon sa position sociale ; il produit à chacun utilité et économie.

Mais comme tout producteur tend à diminuer ses frais de production, que tout consommateur veut payer ses jouissances le moins cher possible, la société, comme consommatrice de ses propres produits, cherche à les obtenir au moindre prix possible, et l'État, son commis, son régisseur, doit lui fournir la plus grande somme de services avec la plus petite somme d'impôts.

Il n'est donc pas rigoureusement vrai, comme le dit Say, que les impôts les meilleurs soient les plus modérés par leur quotité, si l'on prend le terme de *modéré* dans l'acception de *moindre*, de *minime*. Mais les impôts les meilleurs, ce sont les impôts les mieux employés par une administration habile et économe. Ce qui ruine un peuple ce sont plutôt les abus qui se glissent dans la gestion de son revenu que le poids même des contributions qu'il supporte. Ce n'est pas en ne dépensant rien qu'un particulier s'enrichit, c'est en dépensant bien et productivement. Les petits budgets ne valent mieux absolument que parce qu'il est plus aisé d'y mettre de l'ordre, que les moindres abus y paraissent plus frappants ; mais un gros budget qui pourrait être aussi bien administré, aussi minutieusement surveillé, vaudrait mieux, nous ne craignons pas de le dire, pourvu qu'il ne s'alimente qu'aux sources abondantes et ne ta-

risse pas complètement celles qui sont près d'être épuisées : ce serait un levier plus puissant.

Dans la définition que nous avons donnée de l'impôt, nous avons dit que son produit doit suffire, non-seulement aux services publics actuellement nécessaires, mais encore à maintenir le degré de civilisation atteint par la nation, et à lui permettre de progresser encore. L'impôt, c'est en effet, entre les mains d'un souverain intègre et intelligent, le plus actif des moyens de progrès. Une nation fort arriérée, et même toute nation en général, aurait avantage à supporter des impôts un peu lourds, à condition que son gouvernement lui imprimât un mouvement ascensionnel aussi rapide que les lois évolutives de la nature le peuvent permettre. Cette vitesse a des limites qu'il est impossible de dépasser : elle dépend des circonstances de lieu, de temps et de race.

L'impôt ne doit donc pas être absolument *modéré, minime*, mais toujours en rapport exact avec les besoins de l'État et la plus grande utilité de la nation. Ce sont ces besoins et cette utilité dont le *quantum* et les bornes sont difficiles à déterminer. Le mieux est de consulter en cela l'instinct des peuples, toujours essentiellement pratique, quelquefois même jusqu'à la routine et au préjugé, et qu'on peut toujours pousser sans danger, tandis qu'il est fatal de le retenir et de le retarder.

Une nation, par exemple, qui s'imposerait extraordinairement pour élever le niveau de l'instruction publique, pour mettre en valeur ses terres incultes, pour ouvrir de grandes voies de communication, serait semblable à un homme qui se prive de quelque partie de son revenu annuel pour faire un placement avantageux, ou même qui expose une partie de son capital dans une entreprise qui

promet des bénéfices. Mais alors il deviendrait encore beaucoup plus important que l'assiette de l'impôt levé pour subvenir à ces frais de mise en valeur du fonds social fût irréprochable : pareille tentative chez une nation dont le système social serait trop défectueux, la ruinerait au lieu de l'enrichir.

Il ne faudrait pas non plus que le sacrifice fût trop grand, et qu'il allât jusqu'à détruire ou immobiliser en certains emplois spéciaux, tels que routes, canaux, écoles, etc., une telle part de la richesse accumulée que le peuple n'eût plus entre les mains un capital suffisant pour profiter des services que lui rendrait le fisc. Ce serait comme si un industriel dépensait toutes ses ressources en moyens secondaires de productions, et négligeait de satisfaire aux principaux, comme par exemple à l'achat des matières premières : il ne pourrait rien produire. On le voit, la maxime de l'impôt peut être celle de la sagesse antique : *Ne quid nimis*. RIEN DE TROP.

Il y a des cas aussi où un impôt inconsidérément établi ou mal à propos augmenté se dévore lui-même au lieu de produire davantage. Selon l'expression du docteur Swift, bien souvent, en matière fiscale, *deux et deux ne font pas quatre* et quelquefois ne font qu'un. L'impôt enfin peut détruire une part de la richesse du pays, en réduisant à néant certaines industries qui, dès lors, ne peuvent plus produire même le peu qu'elles rapportaient à l'État, quand elles étaient légèrement frappées ou complètement franches de taxe. Car il ne faut pas croire que les industries, ou les richesses sur lesquelles l'impôt tombe directement, soient celles qui enrichissent le plus l'État. Toute richesse mise en circulation passe de mains en mains, jusqu'à un certain moment où elle est atteinte par le fisc d'une manière ou

d'une autre, et sous l'une quelconque de ses formes. L'État doit donc encore moins songer à atteindre la matière imposable qu'à la multiplier. Il peut être certain qu'une fois produite elle viendra d'elle-même se placer dans le classique bâton fendu de la taille. Il peut bien y avoir quelques particuliers dégrevés qui ne s'en plaignent pas ; la richesse elle-même ne peut l'être, au moins pendant plusieurs exercices successifs ; sauf le cas où la répartition des charges fiscales serait absolument mauvaise, où elle serait capricieuse surtout, et, par de continuels changements, ne laisserait pas à l'équilibre, à chaque instant troublé, le temps de se rétablir. C'est pourquoi le système fiscal le plus nuisible serait peut-être celui qu'on réformerait trop souvent, sans que les réformes qu'il subirait eussent lieu dans une direction systématique.

Du reste, l'effet de tout impôt est fatalement, mais dans une mesure plus ou moins restreinte, de mettre entrave à l'industrie et de diminuer annuellement de quelque chose l'accroissement de la richesse. Cela ne peut être autrement : les ressources économiques de tout contribuable, qu'elles se composent de rentes, de profits ou de salaires, offrent toujours la mesure de sa capacité de consommation, comme de sa puissance de production. On ne peut donc lui prendre une part de ses ressources sans réduire proportionnellement l'une et l'autre. Il en résulte une diminution dans la demande des objets que l'on ne consomme plus et dans l'offre des objets qui ne sont pas produits faute de capital. C'est donc un amoindrissement général des affaires de la nation, qui aurait pour résultat d'abaisser, soit le niveau moyen du bien-être des classes pauvres, soit le chiffre de la population, et peut-être l'un et l'autre par portions complémentaires de la totalité du déficit national.

Mais le moyen que ce déficit soit insensible et que cette diminution générale des affaires ne cause d'entraves dans aucune branche d'industrie spéciale, c'est qu'elle porte également sur toutes en proportion du capital que chacune d'elles représente, c'est que l'impôt tombe sur tous les genres de revenus entre les mains de tous. Dans un bon système fiscal, il faudrait que la richesse fût atteinte une fois chaque année, tant sous la forme de revenu que sous celle de capital, mais qu'elle ne le fût qu'une fois et aussi légèrement que possible.

Alors aucun rouage particulier ne souffrirait dans l'organisme social, lors même que la quote-part supportée par chacun serait assez lourde. Si même le produit d'un impôt ainsi établi était bien administré, les services qu'il rendrait à la communauté augmenteraient le chiffre général des affaires de la nation au lieu de le diminuer; il relèverait celui de la population ou le niveau du bien-être au lieu de l'abaisser. Il en serait alors comme en une maison de commerce bien ordonnée où toute dépense est profitable.

CHAPITRE VII

Perception économique de l'impôt.

SOMMAIRE. — Les trois dernières maximes de Smith. — Principe de Say. — Principe général d'économie. — L'incertitude et la défiance aggravent l'impôt. — Facilité de paiement. — Les frais de perception sont une perte nette. — Tous frais d'administration ne comptent qu'en proportion de leur utilité. — Économies financières réalisées. — Confiscations et amendes. — Perquisitions. — Règlements restrictifs. — Jours de chômage. Perte de l'avance de l'impôt. — Entre les mains des collecteurs. — Entre les mains d'intermédiaires de commerce. — Les physiocrates. — En fait d'impôts les plus directs sont les meilleurs. — Entraves à certaines industries. — Impôts-amendes. — Tout besoin nouveau est du travail pour une certaine classe de producteurs. — Et un accroissement de population et de richesse. — Impôt indirect sur l'industrie. — La demande d'un objet imposé diminue en raison inverse et progressive de la taxe qui le frappe. — Répartition égale de l'impôt sur toutes les industries. — Droits protecteurs. — Taxes de consommation.

Les trois dernières maximes formulées par Adam Smith se rattachent aussi aux règles économiques de la théorie fiscale. Elles sont d'une évidence indiscutable. Cependant après les avoir reproduites chacune textuellement, nous les mettrons en regard de celles de Say qui les confirment.

Selon la deuxième maxime de Smith ⁽¹⁾, « la taxe ou » portion d'impôt réclamée de chaque individu doit être » certaine et non arbitraire. L'époque et le mode du paie-

(¹) *Richesse des nations*, T. II, liv. V, chap. II.

» ment, la quantité à payer, tout cela doit être clair et
» précis pour le contribuable et pour tout le monde. Au-
» trement, toute personne sujette à l'impôt se trouve plus
» ou moins mise à la discrétion du collecteur, qui peut
» alors aggraver la taxe du contribuable pour lequel il
» est mal disposé, ou extorquer de lui, par la crainte de
» cette aggravation, quelque présent ou quelque autre chose
» qu'il désire. L'incertitude de la taxe autorise l'insolence
» et favorise la corruption d'une classe de gens qui est
» naturellement odieuse au peuple, même quand elle n'est
» ni insolente ni corrompue. En matière d'impôt il importe
» tellement que chacun ait à payer une somme fixe que,
» d'après l'expérience de toutes les nations, un degré
» d'inégalité, même très-considérable, n'est pas, à beau-
» coup près, un aussi grand mal qu'un petit degré d'in-
» certitude. »

Nous dirons plus : il faut, non-seulement que le contribuable sache annuellement et d'avance le montant de la somme qu'il doit payer, mais encore qu'il connaisse en vertu de quelle loi il la paie, et sur quels principes cette loi repose. Il peut ainsi comparer les éléments de son rôle de contribuable à la lettre et à l'esprit de la loi, et se rendre un compte exact de la justice avec laquelle l'application de cette loi a été faite par rapport à lui. Un certain délai doit ensuite lui être accordé pour faire ses réclamations, s'il pense être inéquitablement ou plutôt illégalement frappé ; après quoi, s'il n'a pas rempli les formalités voulues, le montant de sa taxe peut être exigé.

D'après la troisième maxime de Smith ⁽¹⁾, « tout impôt
» doit être perçu à l'époque et de la manière que l'on peut

⁽¹⁾ *Richesse des nations*, T. II, liv. V, chap. II.

» présumer les plus commodes pour le contribuable. »
Un impôt sur les fermages des terres et sur les loyers des maisons, ajoute-t-il, payable à l'époque où se paient ordinairement ces fermages et ces loyers, est perçu à l'époque où, selon toutes les probabilités, le contribuable peut plus aisément l'acquitter.

Nous objecterons que la méthode française selon laquelle tous les impôts directs sont exigibles par douzième, est préférable à celle que propose Adam Smith. Car on peut supposer au contraire qu'à l'époque où se paient les loyers, les ressources des contribuables qui vivent d'un travail ou de profits journaliers se trouvent plus ou moins épuisées par ces paiements. De même au moment où se paient les fermages, les fermiers sont gênés fort généralement. Dans le cas où c'est le propriétaire qui paie l'impôt de ses terres affermées, il peut être à cette même époque absent du lieu où il doit faire son versement. Enfin ce ne sont pas toujours les contractants qui fixent librement ces époques ; elles sont presque toujours désignées, sinon par la loi, du moins par les coutumes locales, et ces coutumes ont été établies plutôt à la convenance des propriétaires que des locataires ou fermiers. Un impôt qui prendrait ces époques pour règle et ferait coïncider ses levées avec ces usages, aurait, d'une part, le tort d'aggraver la position des contribuables, au moment où ils sont le plus chargés ; de l'autre, celui de n'avoir point une règle unique et partout la même dans toute l'étendue du territoire soumis à l'impôt et dans les diverses provinces qu'il comprend. Il se pourrait aussi qu'un contribuable changeant de domicile fût astreint à payer deux annuités à des termes assez rapprochés, et qu'un autre se trouvât au contraire dispensé de tout paiement.

Il est donc utile, au contraire, que l'impôt ne soit pas

exigible en totalité à une époque absolument fixe, mais qu'il soit accordé quelque latitude au contribuable. C'est une sage mesure que de permettre les paiements par parties assez minimales et d'offrir toute facilité pour acquitter à la fois plusieurs de ces parties, pourvu que ce soit par avance ou que le retard n'excède pas un trimestre. Un tel mode de paiement est celui qui se prête le mieux à toutes les circonstances où peuvent se trouver les citoyens. Aussi est-ce un système analogue qui est adopté par les nations les plus avancées dans la pratique sociale.

Ces deux maximes de Smith, que nous venons d'examiner, ne sont que des conséquences de la quatrième ainsi formulée ⁽¹⁾ :

« Tout impôt doit être combiné de manière à demander » au peuple le moins d'argent possible au delà de ce qu'il » en entre dans le trésor public. »

Say a exprimé le même principe dans des termes plus généraux et qui conviennent mieux à tous les cas ⁽²⁾, selon lui :

Les meilleurs impôts sont ceux qui entraînent le moins possible de ces charges qui pèsent sur le contribuable sans profiter au trésor public.

Ce principe peut être regardé comme le fondement de la théorie fiscale, et nous n'aurons qu'à en rechercher les principales applications. C'est une sorte de criterium général applicable à tous les impôts et qui permet de les juger tous, non pas au point de vue de la justice, non pas au point de vue de la morale ou de la politique, mais au seul point de vue de l'utilité ou de l'économie, c'est-à-dire au point de vue uniquement fiscal.

⁽¹⁾ *Richesse des nations*, T. II, liv. V, chap. II.

⁽²⁾ *Traité d'Économie politique*, liv. III, chap. IX.

Ainsi l'incertitude de ce qu'on doit payer est une de ces charges qui aggravent le poids des taxes sans profiter à l'État. Elle tient en inquiétude; elle déconcerte la prévoyance; elle expose à ne pouvoir acquitter ce qu'il plaira aux collecteurs d'exiger et dans le temps où ils l'exigeront; ou bien elle immobilise la part de richesse que le contribuable tient en réserve pour pouvoir satisfaire à ces réquisitions imprévues. La crainte de l'arbitraire est encore une perte, même lorsqu'elle est sans fondement. La défiance qu'elle établit entre l'État et le contribuable diminue en quelque chose le revenu de l'un en suscitant l'idée de la fraude et de la résistance; elle aggrave le fardeau de l'autre; en somme elle nuit à tout le monde, en entraînant parfois des poursuites qui, nous le verrons plus loin, ne profitent à personne.

De même, obliger le contribuable à s'acquitter en un lieu éloigné de sa demeure, à une époque invariable, et d'une certaine manière déterminée, en nature, par exemple, ou en une monnaie particulière plutôt qu'en tout autre ayant cours, c'est le charger quelquefois de frais de transport et de déplacement considérables, c'est le forcer de recourir au crédit ou tout au moins au change, c'est augmenter ses taxes d'un intérêt ou d'un escompte : toutes charges qui ne profitent point au fisc, et dont il eût été dégrevé s'il avait eu plus de facilité pour s'acquitter.

Smith, développant sa quatrième maxime, trouve encore qu'un impôt peut prendre au peuple plus d'argent que ne l'exigent les besoins du trésor public de quatre autres manières, et nous verrons qu'il en est encore un beaucoup plus grand nombre.

D'abord la perception de l'impôt peut nécessiter l'emploi d'un grand nombre d'agents dont les salaires absorbent la

plus grande partie du produit ou dont les concussions personnelles équivalent à un impôt additionnel.

Say combat vivement l'opinion suivant laquelle les frais de recouvrement ne seraient pas un grand mal, parce qu'ils sont reversés dans la société. Il prouve que ces frais ne sont pas plus recouvrés par les contribuables que le produit même des taxes. Encore ce produit rend-il au peuple des services effectifs, qu'il est destiné à rétribuer, tandis que tout ce qui est absorbé par les collecteurs est une perte nette pour le contribuable et pour l'État. C'est une perte qui ne profite pas même à ceux qui la causent : car ces collecteurs, s'ils n'eussent été employés à leur travail, sinon destructif, du moins inutile d'échange intermédiaire, eussent sans doute participé de quelque manière à la prospérité publique par un travail productif.

En somme, et il est bon de revenir à satiété sur ce sujet, tous les frais de production, d'administration, de dispensation des services rendus au public au moyen des impôts, y compris leur perception même, doivent être réduits et simplifiés le plus possible, parce qu'ils ne comptent dans la richesse nationale qu'en proportion de leur utilité efficace, déduction faite de leur prix de revient.

« Jusqu'à présent, fait observer avec raison Say, les besoins des princes, plus que l'amour des peuples, ont été le principal mobile de toutes les économies administratives réalisées par les gouvernements⁽¹⁾. » C'est grâce à ce mobile peu généreux que depuis deux siècles la plupart des États de l'Europe ont vu mettre plus d'ordre dans leurs finances. « Comme on fait toujours peser sur le peuple, ajoute l'économiste français, à peu près tout le

(1) *Traité d'Econ. pol.*, liv. III, chap. IX.

» fardeau qu'il peut endurer sans se fâcher, toutes les éco-
» nomies faites sur les frais de recouvrement ont été un
» gain, non pour la nation, mais pour le fisc. »

Il importerait peu cependant que les bénéfices réalisés par les anciens fermiers de l'impôt eussent été retirés de leurs mains avides, ou que les salaires des collecteurs de tous degrés fussent diminués, si une valeur égale à celle de ces bénéfices et de ces économies continuait, comme on le voit encore en certains empires, à être exigée du peuple dans le seul but de créer une nouvelle noblesse, de distribuer des donations, de fonder des majorats, de payer un sénat d'autant plus servile qu'il est plus élevé en dignité et en appointements, enfin d'instituer au sommet de la nation et sur ses épaules de grands organes parasites qui se nourrissent de sa sève et ne lui rendent en retour que des illégalités, des tyrannies, et le spectacle désolant de leurs privilèges. Cette valeur, entre les mains des anciens traitants, avait au moins l'avantage d'être, en général, capitalisée, et, par suite, rendue à la production qu'elle activait, au lieu d'être dépensée follement en prodigalités insolentes, propres tout au plus à exciter l'indignation légitime des gens de bien.

Smith fait observer encore que les confiscations, les amendes et autres peines fiscales, encourues par ceux qui succombent dans les tentatives qu'ils ont faites pour éluder l'impôt, peuvent les ruiner et anéantir ainsi le bénéfice que la société eût recueilli de leur industrie. « Un impôt incon-
» sidérément établi, dit-il, offre un grand appât aux mal-
» versations. Il faut accroître les peines du délit, à propor-
» tion qu'augmente le bénéfice qu'il peut y avoir à le com-
» mettre. La loi, qui commence ainsi par violer les
» principes de la justice, en mettant entrave au libre déve-

» loppement et aux transactions naturelles de l'industrie,
» fait naître le désir de l'éluder et punit ensuite ceux qui y
» succombent : c'est-à-dire qu'elle renchérit sur le châti-
» ment à mesure qu'elle excite au crime, et qu'il semble
» plus légitime de le commettre, à mesure que les occasions
» en deviennent plus attrayantes et que le besoin sollicite
» davantage à les saisir, en raison enfin de toutes les cir-
» constances qui devraient au contraire l'excuser⁽¹⁾. » Des
impôts qui ont de pareilles conséquences sont donc oppo-
sés aux règles d'une sage économie ; ils sont mauvais au
point de vue de l'utilité comme à celui de la justice, au
point de vue surtout de la moralité publique, puisqu'ils
sollicitent toujours plus ou moins au mépris des lois, et
que les frais de la fraude, même lorsqu'elle réussit avec
impunité, s'ajoutent, au détriment du peuple, à la valeur de
la taxe sans profiter à l'État. Mais quant à la question de
pénalité elle-même, nous la réservons : elle est en dehors de
la question fiscale et ne repose pas sur les mêmes principes.

L'impôt peut encore, dit le même auteur, charger inu-
tilement les contribuables en les assujettissant aux per-
quisitions réitérées des collecteurs, en les exposant à des
vexations, à des oppressions de leur part. Quoique, rigou-
reusement parlant, les vexations ne soient pas une dépense,
elles équivalent cependant au prix que l'on consentirait à
payer pour s'en affranchir. Elles équivalent au moins au
temps qu'elles font perdre, et qui est une richesse, et à tous
les autres torts qu'elles causent. M. Mill ajoute que les rè-
glements restrictifs auxquels les métiers et les fabriques
sont souvent assujettis par le fait de l'impôt ont, non-seu-
lement l'inconvénient d'être désagréables et dispendieux,

(¹) *Rich. des nat.*, T. II, liv. V, chap. II.

mais encore celui d'opposer parfois au progrès des obstacles insurmontables ⁽¹⁾.

Say ⁽²⁾ critique avec beaucoup de raison les jours de chômage imposés par l'État ou par des usages que l'on n'ose enfreindre et que l'État protège. C'est pour la société une perte nette dont le fisc ne profite en aucune façon. Non-seulement c'est pour le pauvre un déficit dans ses recettes, mais presque toujours une occasion de dépenses improductives et d'habitudes funestes. Ce tribut est de plus hors de toute proportionnalité; car il pèse lourdement sur les salaires quotidiens du prolétaire; tandis que les salaires de monopole, étant presque tous rétribués au mois, à l'année ou gagnés par des travaux qui se font dans la famille, échappent à la perte du chômage. Pour la classe d'individus qui en vit, l'impôt devient alors volontaire; il n'est forcé que pour les plus pauvres. Cependant un chômage imposé individuellement et dans un but déterminé, comme le service militaire, par exemple, ne cause pas à beaucoup près une aussi grande perte à la nation que les jours de chômage général, tels que le repos du dimanche et la suspension totale des affaires qui en résulte. Car le travailleur ne peut employer ce temps à vaquer à des affaires personnelles en dehors de son travail quotidien, puisque toutes les affaires sans exception sont suspendues; et il est forcément conduit par son oisiveté dans les lieux publics et les cabarets où il dépense parfois une partie de son salaire de la semaine : le dimanche est la véritable plaie du prolétariat. Si, au contraire, chaque ouvrier prenait un jour de repos quand il en a besoin, ou à tour de rôle dans

(1) *Principes d'Écon. pol.*, T. II, liv. V, chap. II.

(2) *Traité d'Écon. pol.*, liv. III, chap. IX.

chaque fabrique ou chaque atelier, il n'y aurait plus les mêmes entraînements mutuels de l'habitude et de l'exemple entre camarades d'atelier; et toute la vie sociale ne serait pas ainsi suspendue à la fois, ce qui certainement cause une perte annuelle égale, sinon au septième du revenu de la nation, certainement à un dixième, si l'on compte toutes les fêtes nationales et religieuses.

Le contribuable supporte encore des charges qui ne profitent point à l'État, quand l'argent qu'il paie reste longtemps hors de ses mains avant d'arriver dans le Trésor; car il perd pendant ce temps l'intérêt et le profit de cet argent sans que le fisc le gagne. Ce profit ou cet intérêt reste entre les mains de l'intermédiaire qui en a gardé la dispensation et l'usage, s'il est autorisé à le faire valoir; sinon, c'est une valeur perdue pour la société tout entière. Le premier cas a eu des exemples lorsque l'impôt était exploité par des fermiers ou traitants, ce qui, de toutes les manières de percevoir l'impôt, est la pire. Le second peut se présenter si l'argent de l'impôt reste trop longtemps consigné dans les caisses de perception. Mais les gouvernements savent obvier à ce défaut avec assez de soin en chargeant les receveurs de pourvoir aux paiements qu'ils ont à effectuer dans la localité et en faisant verser le surplus dans les banques nationales que ces capitaux alimentent tout en fructifiant entre leurs mains. De nos jours, les gouvernements ne thésaurisent plus, n'enfouissent plus; ils sont plus souvent réduits aux expédients pour trouver de l'argent, qu'à la recherche d'une manière de l'entasser.

Par une raison analogue, l'impôt demande encore plus aux contribuables qu'il ne rapporte au Trésor public, quand il frappe les produits de l'industrie, soit entre les mains des premiers producteurs, soit entre les mains d'intermédiaires

de commerce, qui, les uns comme les autres, doivent se faire rembourser par les consommateurs. Smith était donc de toutes les façons fort mal fondé à louer cette manière de lever les taxes comme étant très-avantageuse et très-commode pour le contribuable.

Le consommateur d'un objet imposé, en payant la taxe en même temps que le prix de la marchandise, paie toujours plus qu'il ne doit ; c'est-à-dire qu'il supporte une augmentation de prix plus grande que la valeur prélevée par le fisc. La raison en est bien simple : le producteur ou le marchand qui a avancé la taxe la compte parmi ses frais de production. Il exige sur cette part de ses déboursés le même intérêt et le même profit que sur le reste du prix de revient de ses produits, de sorte que plus la taxe est levée près du premier producteur et loin du consommateur, plus elle devient considérable et pesante pour celui-ci. Ce n'est donc pas payer très-commodément et très-librement que d'être obligé de payer beaucoup plus qu'on ne paierait d'une autre manière.

Dans ce cas, l'État, il est vrai, gagne l'intérêt du montant de la taxe durant tout le temps que la valeur imposée circule dans le commerce ; c'est-à-dire depuis l'instant où elle a été versée d'avance entre ses mains par le producteur ou l'intermédiaire jusqu'à ce qu'elle soit définitivement payée par le consommateur. Le profit demeure à celui qui fait l'avance, c'est justice : c'est une sorte d'escompte en raison des risques qu'il court, car il peut arriver qu'il ne puisse se faire rembourser en totalité. Dans le cas où le cours de la marchandise taxée s'abaisse entre le moment où il a payé l'impôt et celui où il la vend, il perd une part de la taxe comme de ses autres avances, et son bénéfice au moins en est diminué. Sur toute marchandise qu'il perd, il perd,

outre la valeur qu'elle représente, la valeur de la taxe, principal et intérêts. Il faut qu'il se fasse couvrir de toutes ces chances contraires par les consommateurs, autrement il se ruinerait. Enfin, quand il parvient à se faire rembourser intégralement, l'augmentation du prix des produits est non pas seulement en raison de la taxe qu'ils supportent, mais de toutes les avances et des pertes que cette taxe a occasionnées aux divers intermédiaires, plus l'intérêt et les profits que cette part de leur fonds de roulement doit leur rapporter. L'impôt se résume ainsi en une augmentation considérable des frais de production dont le montant est absolument perdu pour la société. C'est un mouvement inutile de la valeur, des risques courus sans nécessité, et un capital engagé qui serait plus fructueux autre part.

Selon le système des économistes physiocrates, qui établissait toutes les taxes sur les matières brutes entre les mains du premier producteur, cette perte serait aussi grande que possible. Elle serait équivalente à la somme des intérêts et des profits successifs réalisés sur le montant de la taxe primitive par chaque intermédiaire qui aurait dû en faire l'avance et se couvrir de ses risques : c'est-à-dire qu'elle serait peut-être égale à la taxe ou même à l'un de ses multiples.

Tels sont cependant les effets des douanes, des octrois, des péages, des droits de transit et en général de tous les impôts sur la production, la circulation ou la consommation des produits, et dès l'abord il ressort de ce que nous venons de voir cette loi générale, qu'en fait d'impôts, *les plus directs sont les meilleurs*. On sait au moins ce qu'ils coûtent ; rien de ce qu'ils coûtent n'est perdu : c'est profit pour tout le monde. Nous verrons la vérité de cet axiome fiscal confirmée à chaque pas.

L'impôt grève aussi la société sans utilité pour le fisc, et, qui plus est, avec perte pour lui, quand il entrave l'industrie en détournant les individus de certaines branches de commerce et de travail qui fourniraient des moyens de subsistance à un grand nombre de citoyens. Ces derniers sont alors forcés de s'adonner à des emplois moins productifs, et les avilissent encore par une offre du travail qui croît plus que la demande. Ainsi, d'un côté, de pareils impôts obligent le peuple à payer; de l'autre, ils anéantissent ou tout au moins diminuent quelques-uns des moyens qui pourraient le mettre plus aisément en état de le faire.

Say est d'accord avec Smith et avec M. Mill ⁽¹⁾, pour reconnaître qu'un grand nombre d'impôts agissent à la manière des amendes, en punissant certaines productions et certaines consommations. Tels sont les patentes, les licences ou concessions, les impôts de luxe, les monopoles réservés par l'État, certaines taxes douanières ou indirectes. Bien loin d'atténuer les besoins des classes riches, ou seulement aisées, en les frappant d'une sorte de peine fiscale, il faudrait, au contraire, les multiplier. Car tout besoin nouveau à satisfaire dans la société, c'est du travail pour quelques-uns de ses membres : travail rétribué d'abord par un salaire de monopole en faveur des inventeurs; et plus tard, quand le besoin se généralise, c'est une augmentation générale des salaires, un accroissement de population, et par suite de la richesse foncière et de toute la fortune publique. Que prétendent donc les défenseurs des impôts de luxe?

L'industrie, la production est surtout frappée par des impôts qui ne lui sont pas directement demandés, puisqu'ils semblent vouloir peser seulement sur les consom-

(1) Ouvrages et chapitres déjà cités

mations dont elle fait usage. Tels sont les impôts sur les substances alimentaires des ouvriers, dont l'élévation de prix cause une élévation correspondante des salaires, ce qui revient à augmenter les frais de production de l'industriel et son fonds de roulement, comme si l'impôt atteignait les matières premières qu'il met en usage.

Enfin, tout impôt qui frappe un produit, manufacturé ou non, et en élève ainsi le prix, frappe l'industrie qui concourt à le produire; parce qu'il en restreint la demande, et que cette diminution de la demande croît avec les taxes, non pas en raison proportionnelle, mais en raison progressive. De sorte que non-seulement un pareil impôt arrête l'industrie qu'il atteint, mais de plus il se détruit lui-même et tarit sa propre source.

Say paraît s'inquiéter autant de l'égalité de répartition des charges fiscales, entre les diverses branches de l'industrie qu'entre les diverses classes de citoyens, et les individus qui les composent. Il a raison, autant au point de vue de l'utilité qu'à celui de l'équité.

« L'impôt est un fardeau, dit-il; l'un des moyens qu'il » pèse le moins possible sur chacun, c'est qu'il porte égale- » ment sur tous. L'impôt n'est pas seulement une sur- » charge directe pour l'individu, ou la branche d'industrie » qui en porte plus que sa part; il est encore pour eux une » surcharge indirecte : il ne leur permet pas de soutenir » avec un avantage égal la concurrence des autres produc- » teurs. On a vu en maintes occasions tomber plusieurs » manufactures par une exemption accordée à une seule » d'entre elles. Une faveur particulière est presque toujours » une injustice générale ⁽¹⁾. »

(1) *Traité d'Écon. pol.*, liv. III, chap. ix.

Tels sont les effets des droits protecteurs. En favorisant une industrie ils nuisent à celles qui lui sont voisines. Les droits de douanes et les impôts de consommation en général, qui ne pèsent que sur une ou plusieurs branches de la richesse ont un effet contraire. Ils profitent aux autres, mais toujours moins que la valeur qu'ils font perdre ou empêchent de naître dans l'industrie qu'ils atteignent.

L'inégalité de la loi pèse alors comme une injustice sur ceux, qui, par leurs aptitudes, sont spécialement propres au genre de travail que comportent ces industries imposées. Elle les décourage dans les progrès qu'ils eussent été capables de leur faire faire, et les prive du gain qu'ils eussent tiré de ces perfectionnements. Nous verrons plus tard si l'État, à défaut d'intérêt économique, a vraiment quelque autre bonne raison pour décourager ainsi certaines activités dans leurs tendances naturelles, ou pour frapper certains produits par des mesures fiscales qui tiennent de la prévention ou de la répression, et qui sont en un mot une véritable peine. Nous verrons enfin s'il atteint, même en cela, le but qu'il se propose. Bornons-nous à constater ici qu'au point de vue purement économique et surtout fiscal, au point de vue de l'utilité et de la richesse générale ou particulière, toute faveur ou défaveur qui tombe sur une industrie cause une perturbation fâcheuse dans l'équilibre général des échanges, tarit quelques-unes des sources de la matière imposable, et par conséquent oblige le fisc à demander davantage aux autres.

CHAPITRE VIII

Conservation du capital.

SOMMAIRE. — Si l'État pouvait faire crédit. — Tout impôt nuit. — Il doit frapper de préférence le capital improductif. — Les fortunes passives. — Tous les revenus ne peuvent être imposés au même taux. — L'impôt qui absorbe le capital en relève le prix vénal — Il le réveille et par un effet contraire il abaisse ce prix. — C'est un moyen d'exercer une action directrice. — Le revenu d'un capital prêté comprend l'intérêt et les profits. — Du capital et du revenu. — Propriété et possession. — Le possesseur seul doit l'impôt. — Le capital absorbé par l'État est seulement divisé. — Richesse réelle et richesse fictive. — Trois formes de possession. — Trois sortes de capitaux. — Identité du capital accumulé et accumulable. — Calcul analytique de la richesse sociale. — De la matière imposable et du pouvoir producteur national. — Impôt sur la dépense. — Ses conséquences. — De la dépense naît le profit. — C'est la valeur qui doit servir de base à l'impôt.

Say établit comme Smith que les meilleurs impôts sont ceux qui nuisent le moins à la reproduction ; mais il considère surtout la question par rapport à la formation ou à la conservation du capital. En effet le fisc peut encore de cette manière appauvrir la communauté sans s'enrichir lui-même. Tout impôt qui tend à diminuer la richesse générale, le capital accumulé et disponible, épuise les sources mêmes d'où la valeur imposable peut s'écouler. En prenant le capital des particuliers pour s'en faire un revenu, l'État agit comme un homme qui attaque sa propre fortune et la dissipe sans prévoyance. Il retire aux citoyens, avec la contribution actuelle qui seule lui profite, les moyens de con-

tribuer en une proportion égale ou plus forte l'année suivante. Il voit ainsi d'année en année diminuer son revenu : c'est donc nuire à lui-même et à tous.

Cependant il faut observer que tel est au fond l'effet de tout impôt. Nous avons déjà vu que le revenu public, de quelque façon qu'il soit perçu, enlève toujours aux particuliers une part de leurs ressources qui sans cela aurait pu être employée reproductivement et capitalisée. Un impôt qui donnerait lieu à cette seule objection serait donc ce qu'on peut appeler un bon impôt. Say, du reste, reconnaît lui-même que toute valeur ravie par le fisc aux particuliers, aurait au moins été employée par eux à la satisfaction de leurs besoins et de leurs jouissances, si elle leur eût été laissée. Elle aurait ainsi augmenté la production par suite d'un accroissement de consommation. Sous forme de salaire, de profit ou de rente, entre les mains de quelqu'un, elle fût devenue une matière imposable plus abondante dans l'avenir. Mais il aurait fallu pour que ces heureux effets pussent se réaliser, que, sans impôts, les services publics eussent continué d'être rendus.

Il n'est pas douteux que si l'État pouvait, durant dix ans, faire crédit au peuple, n'exiger aucune taxe et cependant pourvoir aux mêmes fonctions, aux mêmes besoins, il pourrait, après ce laps de temps, prélever une somme presque double qui ne pèserait pas plus sur le peuple que celle qu'il en exigeait auparavant. Cependant, cet accroissement aurait son terme : il serait plus rapide durant les premières années et deviendrait de plus en plus lent, jusqu'au moment où, par un accroissement parallèle de la population, l'équilibre étant rétabli, le mouvement cesserait. L'État ne devrait pas attendre ce moment pour recommencer ses levées fiscales. Cependant, même alors, la somme qu'il pour-

rait percevoir sans pressurer davantage le peuple serait plus forte que l'ancienne contribution dans une proportion égale à l'accroissement de population, tandis que les frais des services publics n'auraient augmenté que dans une proportion relativement moindre.

Il se pourrait pourtant que deux changements si brusques dans l'équilibre de la richesse publique amenassent des perturbations économiques, des injustices, des inégalités de répartitions pires que si l'impôt avait été perçu annuellement; mais elles n'atteindraient que certaines catégories d'individus, un certain nombre de particuliers; la richesse générale aurait infailliblement augmenté. Elle serait suffisante pour solder par annuité dans le cours des dix années suivantes, l'arriéré de ces dix années de mise en valeur sociale, et pour permettre à l'État de fermer son règlement avec un bénéfice réel. Malheureusement au lieu de prêter à la nation, le fisc lui emprunte presque toujours : ce qui change considérablement les résultats.

Tout impôt nuit donc à la production en nuisant à l'accumulation des capitaux. Le moyen qu'il nuise le moins possible, c'est, comme le demande Say, qu'il frappe également sur toutes les industries. Mais il n'est pas rigoureusement vrai, comme il le prétend, que l'impôt nuise plus à la richesse quand il tombe sur le capital accumulé que lorsqu'il tombe sur celui qui est en voie d'accumulation. Il vaudrait même mieux frapper le capital accumulé entre des mains improductives que de frapper celui qui, sous la forme de profits, est en voie d'accumulation entre des mains industrieuses; car celui-ci, pendant son accumulation même, est fécond, tandis que l'autre demeure stérile.

On sait enfin que le premier capital à épargner est le plus pénible, celui qui exige le plus de travail et de privations.

Un homme qui possède un fonds de 10,000 fr. pourrait payer un impôt annuel de 100 fr., et lors même qu'il prendrait sur le fonds pour l'acquitter, le profit qu'il pourrait faire dans l'année avec les 9,900 qui lui resteraient, couvrirait aisément cette perte. S'il préfère la supporter plutôt que de faire valoir son capital, il en est libre ; mais l'État ne pourrait que gagner à voir passer successivement cette fortune entre des mains qui la feraient produire. Chacun enfin a le droit de se ruiner, mais non de ruiner l'État. Celui qui au contraire n'a que 500 francs de revenu annuel, représentant la rente d'un capital de 10,000 fr., s'il ne possède pas ce capital, se trouvera beaucoup plus gêné par ce même sacrifice de 100 fr. qui lui ôtera une part de ce qui lui est nécessaire pour vivre, part qu'il pourrait regagner seulement par un travail assidu, fécondé par quelque capital emprunté. Et s'il vient à perdre ce capital d'emprunt, non-seulement il n'aura plus rien ; mais il aura une fortune en moins, une fortune au-dessous de zéro, égale à son passif, et que nul actif ne contrebalancera : multiplier de pareilles fortunes, c'est avant tout ce que le fisc doit éviter. Un homme sain et valide est toujours riche, s'il ne doit rien. Dès qu'il doit, il est pauvre, presque irrémédiablement pauvre. En effet, en pareil risque, aucun capitaliste ne veut lui confier son argent. Pour se couvrir de ses dettes, pour payer la taxe annuelle de 100 fr. prise sur ce revenu de 500 fr. que nous lui attribuons comme fruit annuel de son travail, il n'aura que ce travail même. Et l'on sait qu'à toute époque donnée les salaires, à moins qu'ils ne rentrent dans la catégorie des salaires de monopole, sont fixés presque fatalement à la limite extrême des besoins de la vie.

Voilà pourquoi tous les revenus ne peuvent être imposés

au même tarif; que les salaires ne sont imposables que dans de très-étroites limites et en raison seulement d'un certain capital professionnel qu'ils représentent comme nous le verrons plus tard; que les salaires de monopole peuvent l'être en même mesure que les profits; et que la rente perpétuelle, mobilière ou immobilière, offre seule une matière fiscale saisissable sans dommage en une proportion assez forte.

Lors même que l'impôt, en certains cas, absorberait une partie du capital, il aurait pour effet d'en relever d'autant le prix vénal, c'est-à-dire l'intérêt qui tend toujours à descendre à mesure que la richesse s'accroît. Si enfin, il atteignait un capital dormant, il le forcerait de se réveiller ou le changerait de mains, s'il refusait absolument de se mouvoir dans celles qui le possèdent, malgré le coup d'éperon annuel de l'impôt.

Ce capital ainsi jeté sur le marché aurait sur le taux de l'intérêt un effet contraire à celui que nous signalions tout à l'heure : il le ferait baisser. L'État possède donc ici un moyen d'exercer une action directrice sur le cours de la rente. S'il est trop bas, il faut absorber le capital par une des formes de l'impôt, et l'impôt sur les successions est merveilleusement propre à jouer ce rôle; s'il est trop élevé, il faut frapper le capital immobile, c'est-à-dire le capital mobilier,

Qu'on nous pardonne cette contradiction étymologique. Ce n'est pas notre faute si l'on a donné le nom de meuble à ce qui ne se meut que lorsqu'on le porte, et le nom d'immeuble à ce qui est vivant et se meut de soi-même comme la force productrice du sol. Il y a là une vieillesse, un préjugé de la routine qui sera long à détruire.

Enfin quand l'intérêt de l'argent est à un taux convenable,

et c'est presque toujours le cas lorsqu'il s'est établi par l'effet du libre jeu des forces économiques, l'impôt peut frapper d'une part le capital immobile ou meublant, et absorber annuellement, au moyen du droit de succession, une part du capital social équivalente à son accroissement sur le marché.

Le capital accumulé donne seul une rente perpétuelle sous le nom d'intérêt, et, de plus, des profits qu'il produit à l'aide du travail. Le capital accumulable consiste seulement dans cette rente et ces profits auxquels donnent lieu la jouissance du capital accumulé. Dans notre temps, la rente et les profits, qui constituent le revenu total du capital, sont rarement dans les mêmes mains. C'est pourquoi, pour que l'impôt soit équitablement et économiquement réparti, il doit frapper la richesse en proportion juste sous chacune de ces deux formes du revenu.

Tout capital est revenu pour quelqu'un, comme rente, profit ou jouissance sensible; mais il est vrai aussi que tout revenu est capital pour quelqu'autre. La somme que Pierre dépense aujourd'hui pour son entretien entre par le même fait dans le fonds de roulement de Paul qui fait un commerce, et remplace entre ses mains la marchandise qu'il lui a cédée en échange. Cette marchandise, si Pierre la détruit, se change pour lui en forces productrices qui ont une valeur vénale, qu'il en use ou n'en use pas. S'il n'en use pas, elles sont entre ses mains un capital inutile, et qui réellement se consomme : cette perte est la seule réelle pour lui et pour la société qui aurait le droit de lui en demander compte. Si, au contraire, il garde cette marchandise à l'état de capital meublant, la jouissance sensible de ce capital constitue encore pour lui une véritable dépense d'entretien; mais cette dépense peut être moralement productive, si elle

influe sur son esprit et le développe, si elle favorise son industrie, son commerce, comme fait le luxe actuel de nos magasins ; et seulement s'il ne fait aucun usage productif de cet avantage, de ce revenu moral, alors il y a perte nette de ce revenu pour la société. Mais l'individu, à titre de revenu, en a toujours eu la jouissance sensible totale. Enfin le reste du revenu de chacun étant épargné et jeté dans la circulation, est aussitôt capital entre les mains qui le font mouvoir : il produit un profit pour elles et un intérêt pour le propriétaire. Si les mains motrices sont celles du propriétaire lui-même, le profit et l'intérêt lui reviennent à la fois, ainsi que les pertes, s'il y en a.

On peut donc dire que toute richesse a en réalité un possesseur et un propriétaire. Si elle était frappée une fois entre les mains du propriétaire, une fois entre les mains du possesseur, elle serait atteinte doublement : ce qui serait injuste. Mais le propriétaire est une abstraction, comme la propriété ; celui qui jouit c'est le possesseur : c'est donc le possesseur qui doit payer l'impôt. Il doit le payer en raison, soit de la jouissance qu'il en retire, soit même de celle qu'il lui serait possible d'en retirer. Dans le premier cas, l'impôt serait proportionnel au revenu, c'est-à-dire aux effets produits. Dans le second cas, il serait proportionnel au capital, c'est-à-dire à la valeur vénale de la richesse, à sa véritable force productrice. Tel est le véritable état de la question dans la querelle de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur le capital ⁽¹⁾.

(1) Ainsi une personne qui prêterait son capital gratuitement ne devrait point en payer l'impôt ; mais la personne à laquelle elle l'aurait prêté devrait cet impôt en totalité, jouissant à elle seule de la possession totale des revenus réels ou possibles de ce capital, c'est-à-dire de ses virtualités productrices.

D'après cette théorie, le capital lui-même est indestructible comme fonds. Si, comme fonds, il semble décroître, si l'État s'en empare sous forme d'impôt pour le rejeter dans la circulation, en réalité il n'a fait que changer de possesseur et de propriétaire, et, comme possession et propriété, il s'est seulement divisé entre beaucoup d'individus, au lieu d'être à la disposition d'un seul. Enfin, la richesse une fois créée ne se détruit que par l'action de forces naturelles et sous sa forme naturelle et sensible. Quant à la richesse fictive qui représente la valeur de cette richesse réelle, sa destruction entraîne un changement d'équilibre dans les fortunes entre les membres de la communauté, mais la communauté elle-même n'est pas appauvrie. On brûlerait demain le grand-livre de la dette française que beaucoup de gens seraient sans pain ; mais la France elle-même n'en serait appauvrie qu'indirectement ; parce que toutes ces misères, succédant à l'opulence, arrêteraient la consommation et par conséquent la production. La société ne serait donc plus pauvre que parce qu'elle cesserait de s'enrichir ; elle souffrirait seulement parce que son équilibre serait troublé ; mais aucune partie de sa richesse produite et accumulée ne lui serait enlevée. Elle serait aussi riche en forces productrices virtuelles ; mais comme, pour un temps, une grande part de ces forces, devenues inutiles, cesseraient de fonctionner ; la nation, sans être moins riche d'un seul atome de valeur réelle, serait exposée à voir sa population mourir de faim par suite de cette rupture violente de l'engrenage social. Ce ne serait pas son capital qui serait diminué, mais seulement son revenu.

C'est donc la possession qu'il faut imposer et non la propriété ; c'est la richesse réelle, naturelle, seule so-

lide, c'est-à-dire enfin le revenu en argent ou en nature qui constitue la jouissance du capital. Et cette jouissance du capital ou ce revenu a trois formes : la rente ou intérêt, le profit, la jouissance sensible. Les trois sortes de capitaux : c'est-à-dire la terre, la valeur produite, le capital accumulé dans les personnes, peuvent donner les trois sortes de revenus à la fois, mais en proportions diverses et souvent à différents individus. C'est-à-dire, enfin, que le même revenu se partage entre plusieurs possesseurs, qui tous doivent payer leur part d'impôt : celui-ci pour la rente ou intérêt qu'il reçoit, celui-là pour les profits qu'il retire, cet autre pour la jouissance sensible dont il garde le privilège. De plus ceux qui veulent établir l'impôt sur le capital, en raison de sa force virtuelle, demandent que chacun paye l'impôt non-seulement de la part de rente, de profits ou de jouissance qu'il en retire, mais de celle qu'il laisse perdre. Et la société a ce droit, on ne peut le nier.

On voit donc d'après cela qu'il n'y a en réalité aucune différence naturelle entre le capital accumulé et le capital accumulable ; que cette différence est toute d'institution humaine, qu'elle n'est qu'une fiction de l'état social. La richesse passe de l'état de revenu à celui de capital sans changer de main, sans changer de puissance et de nature. Seulement lorsqu'elle change de main, et que le possesseur se sépare du propriétaire, celui-ci garde un titre abstrait. La somme de ces titres constitue la richesse fictive de la nation, richesse qui n'est point égale à la richesse réelle et ne peut servir à l'évaluer, parce que toute la valeur qui reste entre les mains des propriétaires-possesseurs n'y est pas comprise, et que cette valeur est infiniment considérable.

Cette valeur, augmentée du chiffre de la richesse fictive, qui a sa représentation quelque part en richesse réelle accu-

mulée, sous la forme de travaux publics, tels que routes, ponts, chemins de fer, bâtiments, navires, terres défrichées et amendées, constitue la richesse totale d'un peuple. Sur cette richesse totale, si l'on défalque tout ce qui appartient à l'État, comme ayant été produit au moyen des impôts prélevés précédemment, avec déduction de la dette publique hypothéquée en réalité sur ces propriétés évaluables, on obtient pour résultat de ce problème si complexe la valeur de la matière imposable actuelle. Cette matière imposable, ajoutée aux forces productrices de la population, c'est-à-dire au capital matériel et moral accumulé dans les personnes, donnerait, si l'on pouvait trouver sa mesure, la valeur vénale des virtualités productrices de la nation, de ses richesses et de son territoire, et par conséquent, si l'on voulait, une base encore plus large à l'impôt.

Des adorateurs du capital qui ne peuvent souffrir qu'on touche à leur idole née ou à naître, et M. Mill, ainsi que beaucoup d'autres économistes, semble de ce nombre, il faut l'avouer, veulent qu'on n'impose que cette part du revenu que chaque possesseur de la richesse juge à propos de dépenser; et qu'on respecte la part qu'il épargne, afin qu'aucune parcelle de la valeur destinée à l'accumulation ne puisse être détournée de son but. Comme moyen, ils proposent d'imposer tous les objets de consommation. De cette façon la somme de la matière fiscale se trouvant de beaucoup réduite, le taux de l'impôt proportionnel qu'elle supporterait devrait être beaucoup plus élevé; puisque, d'une façon ou d'une autre, il faut que l'État se procure un revenu suffisant; et que la portion de richesse destinée par chaque contribuable à sa dépense annuelle devrait seule fournir le montant des taxes qui, autrement, eussent été réparties sur la totalité de la fortune na-

tionale. Or, deux cas peuvent se présenter. Le contribuable ne restreindra point ses dépenses et par conséquent payera l'impôt sur la part de son revenu destinée à être accumulée : le résultat sera absolument le même que si cette part eût été comprise dans la somme de la matière fiscale et imposée directement. Ou bien, le contribuable, devant l'augmentation de prix de tous les objets de consommation, restreindra sa dépense, et se privera en proportion de la taxe que ces objets acquittent : de sorte que la consommation sera restreinte, et que la production ne trouvant plus de débouchés, ce capital tant ménagé deviendra inutile et perdra sa valeur vénale, ne trouvant plus d'emploi dans l'industrie. L'intérêt baissera, les profits diminueront, et, par conséquent, la dépense de chacun, ainsi que la possibilité d'accumuler de nouveaux capitaux. La richesse, en un mot, frappée de stagnation, cessera de s'accroître par suite des mesures mêmes prises pour favoriser son accroissement. Si l'on continuait ainsi, la population diminuerait, l'impôt avec elle, et il ne resterait à la fin sur la terre, changée en vaste nécropole, que du capital sans capitalistes, et des richesses stériles qui n'auraient pas plus de valeur que l'or n'en avait pour les Mexicains, quand nous avons été leur apprendre le bien et le mal qu'il pouvait faire.

Imposer seulement la dépense comme le propose M. Mill serait donc un fort mauvais expédient. La pire chose serait, qu'étant appliqué, il atteignît son but, c'est-à-dire qu'il organisât la privation universelle. Mais la population riche ne se laisse pas priver ainsi ; et la classe moyenne seulement serait atteinte dans ses plaisirs ; tandis que la classe pauvre verrait tarir ses ressources vitales. L'effet d'un pareil système tournerait surtout au détriment des familles nombreuses, qui, avec le travail d'un seul, doivent parfois

suffire à la dépense de tous. L'impôt s'aggraverait donc contre elles en raison de leurs besoins et non de leurs revenus.

C'est de la dépense que naît le profit : ceci doit faire axiome. La production sans consommateur est un levier qui agit dans le vide, des richesses jetées dans l'Océan. Sans la dépense point de revenu, point de possibilité d'accumuler de nouveaux fonds et de former de nouvelles rentes. Imposer la dépense, imposer la production : ce sont deux termes corrélatifs. Frapper l'une, c'est en même temps atteindre l'autre. Frapper l'une et l'autre, c'est tarir de deux façons les sources de la richesse, c'est faire décroître doublement la population, c'est abaisser doublement le niveau du bien-être. Peut-être que cette double action produirait des effets qui, croissant en raison géométrique, réduiraient au quart la richesse dont un peuple jouirait si son industrie était libre.

C'est donc la richesse, la valeur, la force productrice qui doit servir de base à l'impôt, qui doit le payer, et elle doit le payer sous toutes ses formes, et annuellement une seule fois. Elle doit être atteinte comme rente, comme profit, comme capital personnel. Le moyen que ces trois formes de la richesse ne soient pas frappées injustement, c'est qu'elles le soient toutes, mais que chacune le soit moins. Chercher à l'impôt la base la plus large qu'il soit possible de lui trouver, ce sera le rendre plus léger sur chacun de ses points.

On vient de voir de combien de façons différentes les impôts peuvent être onéreux au peuple et même à l'État, dans une proportion infiniment plus grande qu'ils ne sont avantageux, soit à l'un, soit à l'autre.

Outre l'équité de répartition des taxes levées, outre leur

bonne administration et leur juste dispensation sous forme de services, il faut encore que leur assiette soit intelligente, économique, aussi peu destructive de la richesse et du bien-être qu'il est possible, c'est-à-dire favorable autant qu'il se peut au libre développement des forces reproductrices.

CHAPITRE IX

Des règles de morale, d'hygiène et de politique.

SOMMAIRE. — Règle morale de l'impôt formulée d'abord par Say. — L'impôt mauvais protecteur de la morale. — Inconvénient des mesures fiscales. — Impôt sur les crimes et les abus. — Règle d'hygiène. — L'impôt doit respecter les droits des citoyens. — Principe de liberté civile. — Principe de liberté politique.

Aux principales règles économiques que nous venons de discuter, Say en ajoute une autre qui lui est propre ou que, du moins, il a le premier formulée. Elle pourrait être appelée la règle morale de la théorie fiscale. Il l'exprime ainsi :

« Les impôts les meilleurs sont ceux qui sont plutôt favorables que contraires à la morale, c'est-à-dire aux habitudes utiles à la société. »

Cette règle est bonne en principe, mais elle nous semble toujours avoir été mal comprise et surtout mal appliquée.

Disons tout d'abord que, si l'impôt ne doit pas être contraire à la morale publique, comme a été, par exemple, durant si longtemps l'institution des loteries nationales, il ne nous semble pas non plus qu'il ait pour objet et pour but de s'en faire le gardien, c'est-à-dire d'empiéter sur les attributions de la police.

Toutes les fois qu'il essaie d'assumer ce rôle, il s'en ac-

quitte mal ; il est impuissant ou tyrannique, injuste et arbitraire, ou sans influence réelle pour empêcher le mal qu'il poursuit.

Les dispositions fiscales qui tendent à entraver certains actes qu'on pourrait qualifier de délit, ont le tort immense de frapper l'usage autant que l'abus. De plus, elles ont toujours un caractère préventif en désaccord avec des institutions libérales, et nous ne nous chargerons pas de faire de l'économie politique à l'usage du despotisme.

Des dispositions de police, au contraire, sont purement répressives, et elles sont toujours accompagnées d'un certain pouvoir de tolérance qui empêche que la modération soit atteinte comme l'excès. Elles s'adressent à l'exception vicieuse et non à la généralité qu'on doit présumer honnête. Elles atteignent le mal où il se montre, et elles n'atteignent que le mal. Elles le punissent sous forme d'amendes et, de plus, y ajoutent des peines infamantes ou afflictives ; mais, jusque dans les limites où il commence, elles respectent la liberté.

En général des impôts sur les crimes et même sur les abus ont quelque chose d'étrange et d'anormal. Ils semblent les prévoir, sans avoir pour effet de les prévenir. Ils les consacrent, au contraire, en les tolérant et leur donnent en quelque sorte un caractère légal au lieu de les réprimer. Un État qui trafique ainsi du vice ne saurait imposer ce respect auquel il doit prétendre. Il se déconsidère dans ce marché, dans ces transactions presque honteuses avec la conscience publique. C'est une chose révoltante que l'histoire de ces impôts. On y voit de quelles sources impures les orgueilleux maîtres des nations n'ont point dédaigné parfois de tirer leurs richesses. Cela rappelle cette favorite de Vespasien qui lui faisait sentir l'argent des taxes sur les

immondices de Rome, pour lui prouver qu'il n'avait aucune mauvaise odeur, de quelque source qu'il fût provenu. Lorsque l'usage d'une chose est coupable, il faut le défendre, il ne faut pas le taxer; quand un commerce est nuisible à la moralité publique, quand une profession est honteuse, il faut l'interdire, il ne faut pas l'imposer. Autrement, il semble que, moyennant certain prix, on puisse acheter le droit d'enfreindre impunément une règle morale. L'immoralité se trouve ainsi tout simplement placée au rang des jouissances de luxe, de ces jouissances qui, au contraire, ont pour objet d'ennoblir l'esprit humain, de l'élever et de le grandir.

Les principes de la théorie fiscale ne sont pas épuisés.

La règle d'hygiène ou principe de physiologie veut que nulle taxe ne soit établie de manière à nuire à la santé des citoyens, à abaisser le niveau moyen du bien-être, et à diminuer la force et la beauté physique de la race.

Tels sont les effets, par exemple, des impôts de consommation sur les substances alimentaires de qualité supérieure, qui forcent le peuple à recourir à une nourriture moins saine; les impôts sur certains objets nécessaires, sur les vêtements ou l'ameublement, et même sur certains objets de propreté, sinon de luxe, qui abaissent la condition physique des classes pauvres; enfin les taxes sur les loyers et sur les portes et fenêtres qui les privent d'espace et d'air, c'est-à-dire de cette richesse qui appartient à tous, et nullement à l'État. De même les octrois à l'entrée des villes, les douanes et surtout les droits protecteurs sont presque toujours contraires à cette règle. Il n'en est point du reste de plus utile ni de plus importante dans la science fiscale et pourtant il n'en est point qui ait été plus généralement violée jusqu'à présent.

L'impôt doit respecter dans leur intégrité les droits naturels des citoyens et leurs libertés : c'est ce qu'on peut appeler le principe de liberté civile.

Ainsi des impôts sur les consommations, de quelque nature qu'elles soient, sont contraires à ce principe. De même les impôts sur les moyens de transport des individus et des choses, sur les communications entre personnes au moyen de la parole ou de l'écriture, sur les plaisirs intellectuels, tels que ceux du théâtre ou des sociétés privées ou publiques, contreviennent à cette règle. Des impôts sur la liberté de l'enseignement, tels que Bonaparte I^{er} en avait établi au profit de l'Université, des impôts sur la presse, un prix trop élevé pour le postage des lettres et des écrits périodiques ou des livres : tout cela est condamnable au point de vue du droit public.

Il en est de même de tous les actes civils qui ont rapport aux familles et aux personnes, exclusion faite de leurs biens ; c'est-à-dire que les formalités légales à accomplir lors de la naissance, du mariage ou de la mort doivent être entièrement gratuites.

Aucun impôt ne doit peser sur l'accroissement naturel de la population : ce serait le plus injuste, le plus barbare, le plus immoral de tous les impôts. C'est le seul peut-être qui n'ait jamais été mis en usage, même par les tyrans. C'est que presque toujours ils ont eu besoin de beaucoup d'hommes pour leurs guerres, et que les guerres elles-mêmes suffisaient amplement à en diminuer le nombre. Si par suite d'un régime politique, libéral et doux, la population tendait à s'accroître au delà des moyens de subsistance, ce serait par d'autres moyens que des mesures fiscales qu'il faudrait arriver à ralentir sa multiplication trop rapide. Dans notre temps, il faudrait plutôt se plaindre

de ce que les théories de Malthus sont prises à la lettre. Plus d'enfants feraient moins de mal que tant de célibataires inutiles et égoïstes, qui dépensent plus à eux seuls que toute une famille ; et la terre n'est pas encore près de manquer aux charrues pour les nourrir. Pourtant, faudrait-il ressusciter les impôts contre le célibat qui signalèrent le règne d'Auguste et toute la décadence romaine ? De tels impôts seraient contraires à la liberté, s'ils avaient un but pénal ; mais au point de vue purement fiscal, l'équité n'est pas satisfaite de ce que le revenu du célibataire, qu'il consomme et dont il jouit seul, n'est pas frappé de plus fortes charges que celui du chef de famille qui doit suffire à l'entretien d'une femme et de plusieurs enfants. L'impôt étant personnel, doit atteindre chaque personne en raison du revenu dont elle jouit personnellement. Dans le cas de l'impôt seulement proportionnel à la richesse, la somme des taxes due par tous les membres d'une même famille est égale à la taxe levée sur le total du revenu qui les nourrit ; mais dans le cas de l'impôt progressif il n'en est plus de même. La progression doit s'établir sur le revenu de chaque membre de la famille, et non sur celui de la famille entière ; encore sous ce rapport l'impôt progressif est plus juste, parce qu'il dégrève les familles nombreuses et charge les riches égoïstes qui mangent leur bien à l'écart, sans participer aux charges paternelles ou maternelles, et sans rendre à des enfants la vie et la richesse qu'ils ont reçus de leurs ancêtres.

Nous ajouterons une dernière règle : c'est un principe de liberté politique. Il faut que l'impôt soit libre. Il faut qu'il soit donné librement par le contribuable et non pris par l'État. Le paiement de l'impôt est en quelque sorte l'acte annuel d'adhésion du citoyen au contrat social, aux

devoirs qu'il impose, aux droits qu'il proclame. A ce point de vue n'y aurait-il pas toujours une minorité dissidente qui devrait être dispensée de le payer ? Peut-être quelque jour trouvera-t-on un moyen de résoudre cette grande objection. L'existence d'une minorité dissidente est la condition normale de toute société, car c'est à cette minorité d'aujourd'hui que sont toujours dus les progrès dont profitera la majorité de demain. Ce qu'il faudrait dans une société bien faite, c'est que cette minorité existât, non-seulement de fait, mais de droit, qu'elle fût loyalement reconnue et constituée, qu'elle pût avoir son gouvernement propre, son tribunal indépendamment organisé, son budget, tous ses organes d'action enfin. Ce serait un État dans l'État ; mais loin d'être un mal, ce serait un bien. Puisque cette scission perpétuelle est une fatalité sociale à laquelle aucun gouvernement n'échappe, le mieux serait d'en régler l'action pour la rendre tranquille et constante. Ce serait organiser la gestation perpétuelle des sociétés humaines, et rendre plus facile leurs crises de renouvellement et d'enfantement. Mais ce sujet comporterait de longs développements qui ne sauraient avoir place ici.

CHAPITRE X

Récapitulation.

Récapitulons donc en finissant les lois fiscales que nous venons d'élucider.

On voit que les deux séries de règles qui ont été posées par les maîtres de la science économique, rentrent l'une dans l'autre. Incomplètes toutes deux, on peut les concilier, les simplifier, et, ajoutant ce qu'elles omettent, formuler les principes suivants :

I

PRINCIPE D'ÉQUITÉ. — 1° L'impôt doit être réparti proportionnellement aux facultés des citoyens.

2° Dans le cas où le présent doit réparer un héritage d'injustice que lui a légué le passé, la proportion doit être plus ou moins progressive.

II

PRINCIPE D'UTILITÉ. — 1° L'impôt doit suffire avec économie aux besoins actuels de l'État et lui permettre de progresser.

2° L'impôt ne doit entraîner aucune charge qui pèse sur le peuple sans profiter au trésor public.

De ce principe ressortent un grand nombre de règles particulières.

(a) L'impôt doit être fixé annuellement en vertu d'une loi, afin d'être certain dans son assiette et de ne laisser aucune place à l'arbitraire.

(b) La perception doit en être commode et économique pour le contribuable.

(c) Cette perception doit être aussi peu coûteuse que possible pour l'État.

(d) L'impôt ne doit pas donner lieu à la fraude.

(e) La fraude doit être réprimée par des mesures pénales et non par des mesures fiscales.

(f) La peine du défaut de paiement sans fraude ne doit pas être une aggravation de la taxe. Elle ne doit pas ruiner l'industrie du contribuable.

(g) Le produit de l'impôt doit demeurer le moins possible hors des mains de celui qui le doit et qui le paie en réalité avant d'entrer dans le trésor public.

(h) Les taxes doivent être réclamées aussi directement que possible de ceux qu'elles doivent atteindre en définitive, c'est-à-dire ne pas donner lieu à des répercussions.

(i) L'impôt ne doit favoriser aucune industrie aux dépens des autres, ou en frapper quelques-unes exceptionnellement ; mais autant que possible peser également sur toutes ou mieux encore sur aucune.

(j) L'impôt ne doit entraver ni la production, ni la circulation, ni la consommation de la richesse réelle ; ni la formation, ni la conservation, ni le mouvement de la richesse fictive.

III

PRINCIPE DE MORALE. — L'impôt ne doit pas être contraire à la morale ; mais il ne doit la protéger par aucune mesure fiscale préventive, ou qui, étant répressive, rentre dans les attributions de la justice pénale.

Il doit enfin la respecter, la favoriser plutôt que la défendre ou la venger, et faire naître la dignité humaine dans l'avenir au moyen du travail et de la jouissance légitime plutôt que d'imposer la privation et de punir l'abus dans le présent.

IV

PRINCIPE D'HYGIÈNE. — L'impôt ne doit pas être contraire à l'hygiène. Il ne doit pas tendre à abaisser le niveau moyen du bien-être, la longueur de la vie moyenne, et les qualités physiques de la race.

V

PRINCIPE DE POLITIQUE. — L'impôt doit respecter tous les droits naturels de l'homme dans la famille et dans la cité, c'est-à-dire sa liberté civile individuelle.

VI

PRINCIPE DE LIBERTÉ. — Le paiement de l'impôt doit être un acte de libre adhésion au contrat social. C'est pourquoi il doit être personnel et direct.

DEUXIÈME PARTIE



EXAMEN DES DIVERS IMPOTS

INTRODUCTION

A LA DEUXIÈME PARTIE

CLASSIFICATION DES IMPOTS

Un système d'impôt qui ne contreviendrait à aucune des règles que nous venons d'énoncer, serait un système parfait. Ce serait l'idéal de la fiscalité. Le moyen d'atteindre d'aussi près que possible cet idéal, c'est d'éliminer successivement tous les impôts qui s'éloignent le plus des principes théoriques et de combiner ensemble ceux qui leur sont le moins contraires.

Il s'agit donc de passer au critère des maximes fiscales qui précèdent, les divers impôts qui ont été établis et expérimentés jusqu'à ce jour, ainsi que ceux qui sont demeurés jusqu'ici dans le domaine de la théorie pure.

Pour cela il est nécessaire de les diviser par groupes.

Jusqu'ici on a classé les impôts en impôts directs et en impôts indirects. Cette méthode est plus systématique que naturelle. Il n'y a en réalité que deux sortes d'impôts ; les impôts personnels et les impôts impersonnels ou réels, ceux-ci portant sur les biens plutôt que sur leurs propriétaires. Les divers impôts indirects se partagent entre les

uns et les autres. Cependant les impôts sur les biens ou même sur les personnes peuvent se diviser avec assez de raison en directs ou indirects ; selon qu'ils sont demandés à la personne en raison de sa chose, ou à la chose elle-même sans aucune considération de la personne, ou selon qu'ils donnent ou ne donnent pas lieu à répercussion.

Cette classification donnerait le tableau suivant :

IMPOTS	Imp proportionnels	sans à réper- cussion	répercussion	L'impôt militaire.	
PERSONNELS				Les corvées et prestations personnelles	
				La capitation.	
				Les patentes, licences et concessions.	
				Les amendes et confiscations.	
IMPOTS RÉELS	Imp proportionnels	à répercussion	répercussion	Les prestations en nature.	
				Les impôts de consommation.	
				Les douanes et octrois.	
				Les impôts de luxe.	
				Les monopoles.	
	Proportionnels				Les impôts de mutation { à titre onéreux. à titre gratuit.
					La dîme.
					Les tailles.
					L'impôt foncier.
					L'impôt sur le capital.
IMPOT PERSON- NEL-RÉEL.	Proportionnels			L'impôt sur les dépenses.	
				L'impôt sur le revenu.	
				L'impôt sur la fortune. <i>Capital-revenu.</i>	

Définissons les termes de ce tableau.

I

L'impôt personnel est celui qui est réclamé de la personne, des facultés ou capacités qui lui sont inhérentes et dont elle est douée par suite des fatalités endémiques, c'est-à-dire sur son capital naturel. Cet impôt considère donc la personne dans son unité numérique. Payé en nature, c'est-à-dire en prestation de service, il est proportionnel au capital naturel du contribuable, à ses capacités ; payé en argent, il donne lieu à la capitation. La capitation est d'une égalité absolue quand toute unité contribuable est considérée comme égale à une autre unité : c'est le cas des capitations de guerre, où les conquérants considèrent les vaincus comme des troupeaux.

Elle peut revêtir une proportionnalité parallèle à celle des capacités des contribuables considérés alors comme unités de valeurs diverses. Ce serait une capitation rationnelle, qui en résultat serait identique à un impôt réel-personnel sur le revenu, ou à une patente proportionnelle au profit de la profession du contribuable.

II

L'impôt réel se lève sur la chose du contribuable, sur les biens, sur le capital social, extérieur aux personnes et échangeable entre elles. Il peut être de deux sortes, selon le mode de perception qu'il revêt.

A. — *Il est indirect et proportionnel aux choses ou impersonnel et improportionnel quant aux personnes* lorsqu'il

se lève directement sur les biens, sur la chose des contribuables, sur le capital social extérieur aux personnes, sans considérer celles-ci.

Alors encore il peut être de deux natures.

1° Il peut être sujet à répercussion : c'est-à-dire ne pas tomber en définitive sur celui qui le paie à l'État, mais être seulement avancé par lui à condition de s'en faire rembourser par quelqu'autre qui peut-être s'en fera rembourser à son tour, jusqu'à un dernier contribuable sur lequel il tombe en dernier ressort, après avoir subi plusieurs divisions et subdivisions de sa somme totale, d'où résulte une augmentation définitive de cette somme. C'est l'ancien impôt indirect. Quelques-unes des patentes que nous avons comptées dans le nombre des impôts personnels sont sujettes à répercussion, ainsi que certaines amendes et confiscations pour fraude ou contrebande.

2° Il peut ne pas donner lieu à répercussion. Ainsi les monopoles des postes et des chemins de fer, tombent directement sur ceux qui paient le prix réclamé par l'État pour le service rendu ; sauf pourtant dans le cas de la circulation des lettres, des voyageurs de commerce et des marchandises. Ces monopoles ont donc un certain caractère mixte. Mais les frais judiciaires, quelques impôts somptuaires et les droits de mutation ne peuvent se répercuter : ils n'atteignent que celui qui les paie. Les droits sur les mutations à titre onéreux se partagent, selon les cas, entre les vendeurs et les acheteurs ; les droits sur les mutations à titre gratuit tombent sur celui qui reçoit le bien.

B. *L'impôt réel* est direct et proportionnel quant aux personnes ; il peut être indirect et improportionnel quant aux choses, lorsqu'il se réclame directement de la personne ou indirectement de la chose considérée comme extension de la

personne, sur les facultés ou capacités extérieures du contribuable, et non sur les facultés ou capacités qui lui sont inhérentes, sur le montant de ses héritages ou acquisitions, sur le fruit de son travail, de ses épargnes, de ses aubaines, sur les épargnes, le travail et les aubaines de ses aïeux et donateurs.

Cet impôt est sans répercussion sensible.

La Dîme était en réalité un impôt indirect et non un impôt direct, puisqu'elle se levait proportionnellement aux choses sans considération des profits de la personne et sans proportionnalité avec leur produit net. L'impôt foncier au contraire, étant généralement proportionnel au produit net, est un impôt réel, personnel et direct. La taille affectait de même une certaine proportionnalité avec le revenu net, soit de la terre, soit de ceux qui la cultivaient, soit des autres industriels.

III

L'impôt personnel-réel, direct et proportionnel, est un impôt qui serait levé directement à la fois sur la personne et sur ses biens, proportionnellement à ses facultés et capacités internes et externes, c'est-à-dire à la résultante de ces facultés ou à la valeur sociale résultante du contribuable : un tel impôt serait l'impôt idéal.

Du reste on sait que toute classification est plutôt une méthode scientifique d'exposition, qu'une réalité donnée par les faits, et que tout dans la nature et dans l'humanité se refuse à des divisions exactes et tranchées. L'impôt surtout, cet édifice bâti par l'empirisme politique, beaucoup plus que par la spéculation philosophique, a toujours manqué dans ses dé-

nominations, comme dans ses règles, de cette unité rationnelle de caractère qui permet de définir et de classer. L'impôt dans le passé n'a guère été qu'un immense mensonge, une perpétuelle escroquerie des gouvernements qui essayaient de pressurer les peuples, et des peuples qui essayaient d'être moins pressurés. C'est pourquoi des impôts personnels dans l'intention première des gouvernements sont devenus en réalité des impôts réels indirects : ceux qui étaient requis de les payer essayant ensuite de se faire rembourser par une suite indéfinie de ricochets. Les garanties les plus libérales de la part des gouvernements, une meilleure éducation politique des peuples, moins de fourberie d'un côté, moins d'ignorance de l'autre, chez tous un sentiment plus profond et plus religieux des devoirs sociaux : voilà ce qu'il faut obtenir avant de pouvoir réaliser une réforme fiscale complète, dont la justice et l'économie, le droit et la raison sanctionnent également toutes les parties.

DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN DES DIVERS IMPOTS

I^{re} SECTION

DES IMPOTS PERSONNELS

DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN DES DIVERS IMPOTS

CHAPITRE XI

De l'impôt militaire.

SOMMAIRE. — L'impôt militaire a été le premier établi. — Ce qu'il doit durer. — Inégalité de cet impôt. — Remède à cette inégalité. — La conscription. — Le rachat. — Armées de volontaires. — Armées permanentes. — De la guerre. — Des armées civiles. — Comparaison entre elles. — Mouvements des armées permanentes au point de vue politique, économique, moral, hygiénique. — Inconvénients des armées civiles au point de vue de l'équité fiscale. — Taxe militaire compensatrice. — Logement militaire. — Les femmes doivent payer l'impôt militaire. — La taxe militaire doit être personnelle et progressive.

On a vu que l'impôt militaire a été le premier de tous les impôts établis, et qu'il doit subsister aussi longtemps que la force du droit, entre les nations comme entre les individus, ne sera pas substituée au droit de la force ; aussi longtemps que la justice internationale continuera de reposer sur l'antagonisme, la rivalité, l'égoïsme illimité, au lieu d'être basée sur les principes de la justice générale et de la liberté.

Si quelque jour, selon le vœu de Sully et de l'abbé de

Saint-Pierre, une grande confédération des États européens était formée sous l'autorité d'un tribunal suprême établi pour connaître de tous les conflits et juger toutes les contestations en dernier ressort, alors la force publique en chaque État pourrait se borner à n'être plus que le bras armé d'une simple police intérieure. La guerre, et tous les désastres qu'elle entraîne, les craintes et les inquiétudes que sa seule possibilité entretient et qui arrêtent si souvent les plus hardis spéculateurs dans leurs tentatives d'amélioration, les moments de crise violente qui mettent entrave aux progrès de toute nature, cesseraient de retarder le développement de la raison dans les sociétés humaines.

Mais quand verrons-nous se réaliser ce rêve, encore aujourd'hui considéré par beaucoup de bons esprits comme une utopie ? Des siècles s'écouleront peut-être avant que ce soit possible. Et cependant le cours général des esprits y tend avec force. Cette espérance universelle doit-elle être trompée ? Nous ne voulons pas le croire : cela nous semblerait une injure à la providence de Dieu et à la sagesse des lois qu'il a établies.

Jusqu'à ce moment tant souhaité et peut-être si lointain, tout homme, tout membre d'une société politique, devra être requis de la défendre en cas d'attaque ; il devra être appelé sous les armes pour revendiquer ses droits violés ou même pour prendre parti entre deux nations voisines, en faveur de la cause la plus juste. Malheureusement on le verra aussi parfois marcher contre la justice, pour la cause la plus utile. C'est ainsi qu'un désordre en produit un autre : la négation de l'équité dans la politique internationale, peut amener une nation à s'unir à une autre nation faible qui a tort, contre une nation forte qui a raison, par cela seulement qu'elle ne peut laisser celle-ci augmenter démesurément

une puissance déjà trop redoutable pour elle, et que rien ne pourrait refréner, si quelque jour elle en était opprimée.

Dans notre époque donc, et encore longtemps peut-être, tout citoyen est de droit né soldat. L'indépendance nationale est à ce prix, et même les libertés politiques intérieures ne peuvent sans cela être assurées.

Cependant, à moins qu'une égalité parfaite de rang et de fortune, une égalité impossible et même nuisible, ne règne entre tous les individus d'une même nation, un pareil impôt personnel est inique. Il blesse la proportionnalité, c'est-à-dire le principe que nous avons reconnu pour le seul qui soit sanctionné par la justice dans toute société formée de races différentes où l'hérédité a accumulé les inégalités. En effet, un pareil impôt réclame de tous, avec une part de services personnels, une part de contribution sous forme d'équipement, de frais de déplacement et d'entretien pendant le service, et occasionne à chaque famille un tort, une perte en raison de l'absence de ses principaux soutiens. Si cette contribution est égale pour tous, d'une façon absolue, elle pèse beaucoup plus lourdement sur les pauvres et d'autant plus qu'ils sont plus pauvres ; elle est progressive en raison de la misère. Elle accable l'homme qui vit d'un salaire ou de profits ; elle est insignifiante pour celui qui vit d'une rente. Elle frappe le citoyen laborieux, occupé, utile, plus que l'oisif. Elle ruine le père de famille et laisse sa femme et ses enfants le plus souvent dans une position précaire ; tandis qu'elle ne fait guère que changer l'état du célibataire avec le lieu de sa résidence. Un tel impôt est donc de toute façon désastreux, inique.

On a essayé de remédier chez les diverses nations anciennes et modernes aux inconvénients de toute nature qu'il présente. Voyons comment on y a réussi.

En France, l'on se fait un grand honneur d'avoir inventé la conscription. Il n'y a pas là cependant matière à grande gloire ni à grande réjouissance. Le sort est substitué à la justice; et qui voudrait en toute autre chose s'en rapporter à la justice du sort? Tout homme de vingt ans, physiquement propre au service, est ainsi arraché à sa famille, à son travail, à sa profession, et sans consulter ni son goût, ni ses intérêts, sur la décision du hasard, il est placé pour huit ans dans les hordes mâtées à l'obéissance disciplinaire des camps, des casernes et des garnisons et livré à l'oisiveté, aux vices dont ce séjour lui fera contracter l'habitude. Il y perdra l'instruction qu'il possède, son habileté pratique d'ouvrier, enfin les plus belles années de sa force : sa vie entière est brisée par le milieu, et trop souvent il lui sera impossible d'en renouer les deux bouts. De retour dans sa famille, la mort, la ruine aura tout changé autour de lui. Ses appuis naturels lui auront été enlevés. Il sera incapable de s'aider lui-même. Un nouvel engagement sera souvent sa seule ressource contre le vagabondage et la misère.

La faculté est donnée aux riches de se racheter; mais aux riches seulement, c'est-à-dire à ceux auxquels le service est le moins nuisible, à ceux mêmes auxquels il servirait de leçon, en les arrachant à la mollesse de leur éducation première. C'est donc une inégalité ajoutée encore à tant d'autres. Tout au plus le rachat devrait-il être permis aux hommes de profession utile, dont les travaux ne peuvent subir une interruption si longue au moment où les études sont le plus fécondes, et au début même de leur carrière. Mais comment poser les limites de ces exceptions et en déterminer les cas? Ce serait une porte ouverte à l'arbitraire, au favoritisme, à la corruption : rien de plus. La justice y perdrait plus qu'elle n'y gagnerait.

Chez d'autres peuples la valeur de l'impôt est perçue en monnaie et avec son produit le gouvernement fait des levées de mercenaires, les rétribue et les entretient, soit dans le pays même, soit au loin. Si les taxes prélevées pour subvenir à ces dépenses sont exactement proportionnelles aux facultés de chacun, alors le principe d'équité est satisfait.

Les armées de volontaires valent donc mieux. Elles respectent du moins l'équité et la liberté; tandis que le système français, assurément le plus mauvais de tous, outre les défauts que nous venons de signaler, a tous les inconvénients attachés aux grandes armées permanentes.

Il est certain que si on les envisage sous le rapport de la guerre, les armées permanentes, mieux exercées, mieux ployées au service et aux habitudes si diverses de la vie militaire, à ses extrêmes de licence et de discipline, remplissent mieux leur rôle de fléau. Le métier d'un soldat perpétuel, c'est de mourir ou de tuer, sinon de vivre de la vie monotone et oisive des garnisons. S'il vit, une retraite lui est assurée; s'il meurt, rien ne l'attache à la vie : il a rarement une famille. Enfin la guerre vaut mieux pour lui que la paix : il est tué ou il monte en grade. Aussi voit-on dans toute armée les bruits de guerre toujours accueillis avec enthousiasme. La paix, c'est la morte-saison des casernes : on y vit, mais sans profit et sans gain.

De plus, le reste de la nation qui n'a pas à redouter pour elle-même les pertes de la guerre, ne la regarde plus du même œil; elle ne voit que la gloire militaire d'une victoire dont elle a l'honneur, sans y avoir participé de son sang. Elle la paie cher, en impôts de toutes sortes; mais ces impôts pèsent sur des petits, qui ne peuvent s'en plaindre, qui les paient même, sans le savoir, après avoir déjà donné leurs fils, leurs frères, morts sur le champ de bataille, ou

revenus blessés et impotents à leur charge. Les rangs inférieurs de l'administration se remplissent de ces invalides mal préparés à leur emploi, qui exécutent leur service avec la rigueur et l'inintelligence qu'ils mettaient à observer leur ancienne consigne militaire. Ceux qui chantent *alleluia*, ce sont les petits bourgeois chauvins, ceux qui ont racheté leurs fils de la conscription; ce sont les employés de tous degrés, les marchands de toute sorte, qui parfois ont vu leurs profits augmentés par les fournitures de la guerre et le mouvement des capitaux qu'elle entraîne. Il y a eu des destructions, des consommations de produits extraordinaires; la production s'en trouve activée durant un moment; il y a des hommes tués et les salaires augmentent: les ignorants qui voient cela battent des mains. Avec quoi toute cette dépense est-elle faite? Avec des emprunts négociés par l'État. Le capital de ces emprunts a été reversé dans la nation, sous forme de salaires et d'achats de marchandises qui ont été détruites en quantité égale à la valeur de l'emprunt. Cette valeur est donc une perte nette et totale pour la nation. Que lui rend-t-on en place? Des obligations de l'État, des coupons de rente, une valeur toute fictive répandue sur le marché, mais dont la réalité n'existe nulle part, et qui, pour être couverte un jour ou l'autre par l'amortissement, doit être redemandée au peuple sous forme d'impôt. Mais les journaux des banquiers qui ont négocié l'emprunt et joué sur les oscillations des cours, applaudissent et chantent les louanges du gouvernement: toute la nation enfin ressemble à un individu qui, après avoir jeté quelques-uns de ses enfants avec une part de son mobilier et de son argent par la fenêtre, sauterait ensuite de joie croyant avoir fait une excellente spéculation.

On conçoit cependant une guerre défensive, malgré tous

les sacrifices qu'elle entraîne. On conçoit même au point de vue de l'utilité, sinon toujours de la justice, une guerre au loin contre des peuples barbares hostiles au progrès de la civilisation; une guerre dans le but de fonder des colonies, d'ouvrir des débouchés au commerce national, et de propager par toute la terre la diffusion générale des lumières supérieures dont jouit la race conquérante. Alors, même l'intérêt de la nation cède et disparaît devant l'intérêt de l'humanité et de son développement providentiel : partout et toujours, à tous les degrés de l'animalité, les races supérieures semblent destinées à supplanter et à faire disparaître les races inférieures ou à se les assimiler lentement.

Mais en général toute guerre agressive est un tort que la nation se fait à elle-même et dont aucune conquête même ne saurait la dédommager. Toute conquête sur des races inférieures n'est pour elle qu'une augmentation de dépenses, qu'une nouvelle charge qui lui incombe, une cause de retardement dans le niveau croissant de sa prospérité. A bien plus forte raison encore toute conquête tentée contre des peuples de races supérieures, contre des nations éclairées, dont les institutions sont justes, équitables et dont l'état est prospère, est-elle un crime que rien ne pallie aux yeux de la philosophie et de la raison. C'est une dépense toujours plus grande par suite de l'énergique résistance de ces peuples attachés par tous leurs intérêts à leur nationalité, dépense que la victoire même ne saurait couvrir. Durant des générations entières, ces nouveaux sujets, vaincus mais non soumis, deviennent pour la nation agressive une source perpétuelle de troubles intérieurs, de désordres dont se servent les partis, et qui la font rapidement redescendre au-dessous du degré de bien être et de supériorité qu'elle avait atteint.

Voilà ce que des armées permanentes ne se disent jamais ; voilà ce que les chefs despotiques, que leur existence même impose à la nation, se disent moins encore ; voilà ce que ne sait pas toujours le peuple qui les paie et qui supporte tous les maux qu'elles causent, parce qu'on l'abuse par des cris de victoire, et qu'on le maintient dans l'ignorance de ses véritables intérêts.

Mais il en est bien autrement dans le cas d'une armée civique. Alors la défense de la patrie est confiée à la nation elle-même ; et elle y regarde de plus près quand il s'agit de faire la guerre. Nous arrivons donc à examiner en principe le système suisse, qui, malgré ses imperfections, est néanmoins le plus parfait de tous ceux qui ont été et qui sont encore en vigueur parmi les États européens.

Tout soldat étant citoyen, il en résulte que le premier ne peut vouloir une guerre qui serait contre les intérêts du second. Chaque citoyen étant soldat, toute guerre que le citoyen a jugé bon d'entreprendre le soldat la conduit de son mieux. Il n'est plus stimulé alors par l'ambition d'un grade, du salaire, du pillage, mais par le sentiment de sa propre défense, de la défense de la patrie, du chez soi, des siens, de son bien, de ses libertés nationales et politiques. Ce n'est plus un gladiateur qui veut seulement mourir avec insouciance ou vaincre avec honneur et profit sous les yeux de maîtres qui le paient ; c'est un être libre et conscient de son droit, qui le défend avec courage, intelligence, persistance et opiniâtreté.

Un pareil système n'est bon qu'à des guerres défensives ; mais il ne saurait non plus, sauf des cas bien rares, en occasionner d'autres. Bien plus, il serait adopté dans toute l'Europe, que ne pouvant donner lieu à aucune agression, le système défensif deviendrait, pour le plus grand bien de

tous, une pure virtualité d'action qui demeurerait sans exercice, une sorte de luxe national et une distraction pour la jeunesse virile.

Les armées permanentes ne connaissent au contraire que leurs chefs, que ceux qui les commandent et les paient. Ce sont des cohortes d'esclaves enrôlés qui perdent dans les camps tout sentiment civique, et jusqu'au sentiment de la dignité humaine. Ce sont des instruments de force, des machines de guerre inconscientes de leur but qu'elles n'ont pas la permission de discuter. Cette force agit où on la place, et contre qui on la dirige, sans choix, pour le bien ou pour le mal, pour le juste ou l'injuste indifféremment. Tout ce que veut le soldat, c'est de n'être pas vaincu, c'est de remplir la consigne, c'est d'exécuter le mouvement qu'on lui imprime. C'est enfin un bras dont toute la religion est d'obéir servilement à la tête qui lui commande, et dont toute la morale consiste à réussir dans l'accomplissement de l'ordre qui lui est donné. Or une pareille machine vivante entre les mains d'un gouvernement suffit à l'appuyer dans toutes ses tentatives de despotisme. Elle est incompatible avec la liberté politique; elle ne peut du moins coexister longtemps avec elle : l'histoire est là pour le prouver.

Les armées permanentes, créées en Europe à la fin du moyen âge, ont commencé par détruire les libertés aristocratiques de la féodalité française, anglaise, allemande, espagnole; elles ont détruit les libertés des républiques oligarchiques d'Italie. Elles ont continué leur œuvre en diminuant peu à peu les libertés des communes; elles l'ont achevée en écrasant à leur naissance les libertés politiques proclamées par le droit moderne.

Si les révolutionnaires de 89 avaient adopté le système suisse pour la France au lieu de la conscription, la répu-

blique ne se serait pas défendue avec moins de succès contre les coalitions européennes, seulement elle se serait défendue chez elle, à ses frontières. Bonaparte serait resté simple général, il n'aurait point été perdre des légions en Égypte; il n'aurait point couru de Marengo à Austerlitz, d'Austerlitz à Iéna, de Iéna à Moscou, à Leipsig et à Waterloo; mais la monarchie, le despotisme en général, eût été définitivement anéanti en France. Aussi longtemps que le système de la conscription y durera, les libertés politiques ne pourront y naître et s'y conserver, la justice ne pourra s'y établir et y régner.

Cependant il est fâcheux d'avoir à dire qu'un peuple, qui a seul adopté le principe des armées civiques, au milieu de nations qui conservent encore et accroissent chaque jour le fléau de leurs armées permanentes, est exposé à tout de leur part, et constitué en un état d'infériorité relative, même pour la défense. La prudence de ses soldats citoyens est un danger de plus pour lui; car, au moment d'être attaqué, il est quelquefois utile de prendre l'avantage de l'attaque. Mais, si ce pays est trop petit, comparativement aux nations qui l'entourent, pour pouvoir leur résister en aucun cas, l'armée civique est encore mieux pour lui qu'une armée permanente qui pourrait l'entraîner à une attaque inconsidérée sous la direction d'un chef imprudent. Cette nation, d'ailleurs, sera toujours plus forte dans la défense intérieure de son territoire, s'il est défendu par ceux qui le possèdent, que s'il est protégé par des mercenaires. Chaque légion disputera son sol pied à pied devant la conquête et l'envahissement. Quels ne seraient donc pas les avantages d'un tel système pour les nations puissantes!

Seulement ces vastes empires ne subsisteraient peut-être

pas longtemps dans leur unité et leur centralisation écrasante. Une force armée, toujours dépaysée, toujours étrangère au lieu où elle est destinée à agir, est le meilleur appui d'un gouvernement unitaire pour prévenir les scissions, pour triompher des velléités d'indépendance, pour étouffer les libertés provinciales et communales. Sans armées permanentes il y aurait des fédérations de peuples libres, monarchiques ou républicains, il n'y aurait pas de despotes possibles : ne serait-ce pas le plus grand bien qui pût arriver au monde?...

S'il s'agissait par exemple de longues guerres et surtout de guerres lointaines, de ces guerres qui ne sont en réalité que le rayonnement des races civilisées vers les races sauvages, on concevrait qu'on adoptât exceptionnellement le système des armées permanentes enrôlées volontairement.

D'abord ce serait le meilleur moyen de débarrasser les nations mères de la grande majorité de leurs plus mauvais citoyens. En tant que métier, la guerre est au fond un métier brutal qui ne saurait convenir à un homme dont les instincts sont élevés au point de vue de la moralité ; aussi a-t-on vu les armées mercenaires rassembler en tous les temps le rebut de toutes les nations, les gens sans aveu de tous les pays, les parias de toutes les castes.

C'est pourquoi un peuple ou une fédération de peuples devrait avoir bien soin d'inscrire au premier rang, parmi les garanties de ses libertés, qu'une armée permanente ne peut, même accidentellement, entrer sur son territoire, sans être par le même fait licenciée. Déjà tout esclave qui met le pied sur la terre d'Europe est déclaré libre ; nous voudrions de même voir le jour où tout soldat ne pourrait la fouler sans aussitôt cesser de l'être pour redevenir un homme.

Le système des armées permanentes est condamnable à tous les points de vue économiques. Il est contraire à tous les principes de la théorie fiscale : outre qu'il blesse le principe d'équité, s'il est basé sur la conscription par le sort, il blesse les principes d'utilité en enlevant au travail un grand nombre de citoyens valides au moment où leur activité pouvait être le plus utile à la société, au moment où, leurs études professionnelles étant achevées, leurs talents acquis étaient pour eux un capital à faire valoir. Ces talents ne pouvant manquer de décroître faute d'exercice, le capital qu'ils représentent, et qui ne peut rien rapporter qu'entre les mains de ses possesseurs, se trouve perdu pour tous, fonds, profit et intérêts. Dans le cas où le rachat est permis, le prix qu'il coûte est encore une perte pour la société. Cet argent est presque toujours retiré à des mains actives pour être dissipé improductivement par ces hommes vendus qui, jusqu'à deux et trois fois dans leur vie, font un marché de leur sang et de leur liberté, pour aller opprimer la liberté d'autres hommes et souvent verser le sang de leurs propres concitoyens. A ce point de vue, les armées complètement mercenaires vaudraient encore mieux : elles seraient plus économiques. Il n'y aurait point parmi elles de talents perdus, parce qu'en général ceux qui les composent n'en ont point à perdre. Elles seraient engagées moyennant salaire et non par une aliénation du capital. Ce salaire du sang et de la destruction enfin tendrait à baisser d'autant que le nombre des contingents étant plus réduit, la demande d'hommes serait moins grande. Les plus improductifs, les plus ignobles des services seraient enfin payés à leur plus juste valeur.

Le service militaire n'est honorable que lorsqu'il est, autant que possible, gratuit et volontaire ; lorsqu'il est un

libre sacrifice fait à la patrie par le citoyen lui-même, qui croit de son devoir de défendre ses droits menacés, et ceux de ses compatriotes. Il faut qu'une armée civique sente sa solidarité avec tout le reste du peuple au milieu duquel elle est choisie par des lois justes et pour tous égales.

Le système des armées permanentes n'est pas moins contraire au principe de morale de la théorie fiscale ; car, en général, partout où elles existent, elles entraînent la démoralisation, une plus grande part d'oisiveté, de débauches et de vices de toute espèce. Or nous avons vu que si l'impôt, de quelque nature qu'il soit, n'a pas pour but essentiel de protéger la morale publique, il ne doit pas lui être contraire, il ne doit pas tendre à la détruire, à l'exposer à des risques et à en abaisser le niveau moyen. Ce système ne blesse pas moins le principe de droit politique. En effet, rien ne s'est jamais montré plus contraire aux libertés politiques, aux droits naturels de l'homme et du citoyen que l'existence de grandes armées. Partout où elles apparaissent, la liberté s'enfuit ; la liberté ne réside et ne s'établit d'une façon durable qu'où elles n'existent pas. Quels sont les pays où les libertés politiques sont le plus étendues ? C'est la Suisse, la Belgique et l'Angleterre. Ce sont aussi les pays qui ont les moins grandes armées permanentes.

C'est encore au point de vue de la règle d'hygiène que nous les critiquerons. Surtout lorsqu'elles sont recrutées par la voie du sort dans la nation même, elles lui enlèvent sa population virile la plus jeune et la plus forte au moment où elle serait le plus propre à perpétuer la race avec vigueur. Elles enlèvent à la famille les jeunes hommes de vingt à trente ans, et les condamnant à un célibat contre nature au milieu des villes, elles les jettent à tout ce que la prostitu-

tion et la débauche ont de plus ignoble. Quand ils rentrent au foyer, ils y rapportent parfois le germe indélébile d'infirmités précoces. Exposés dans leur vie de garnison aux miasmes des casernes, à ceux des climats lointains, c'est parfois après avoir passé par le typhus ou d'autres contagions qu'ils reviennent donner des enfants à la patrie et participer à l'abâtardissement de la population.

Dans le système des armées permanentes, le principe de liberté est respecté. Mais sous le régime de la conscription, la prison, le bagne même est là pour contraindre le réfractaire qui refuse le tribut de son temps, de ses facultés et de son sang.

Nous venons de voir les inconvénients des armées permanentes ; nous avons vu par contre les avantages des armées civiques. Examinons maintenant les inconvénients de celles-ci : elles en ont ; mais nous croyons facile d'y porter remède.

L'impôt militaire, ainsi exigé de tous personnellement et également, est d'accord avec les principes d'utilité, de morale, de droit et d'hygiène, et c'est beaucoup ; mais il est contraire au principe d'équité : nous l'avons vu. En effet il blesse profondément la proportionnalité. L'impôt militaire se compose d'une part de services personnels, nécessairement égale pour tous, et d'autre part de sacrifices pécuniaires. Ne serait-il pas possible d'établir entre ces deux parties de l'impôt une compensation proportionnelle ?

Certes nous n'engagerons jamais un gouvernement à dispenser qui que ce soit du service militaire personnel moyennant paiement. Les seules exemptions qui nous semblent légitimes, ne peuvent avoir lieu qu'en faveur de citoyens qui se trouvent momentanément réclamés par d'autres ser-

vices d'utilité publique, dans lesquels ils ne peuvent être remplacés, et qu'ils ne peuvent négliger sans que l'État en souffre. Telles sont, par exemple, les fonctions judiciaires ou administratives et celles de police intérieure. Encore, toutes les fois qu'un remplacement ou un congé temporaire est possible, le service militaire doit être exigé. Mais pendant que l'administrateur, le juge, l'employé est sous les armes, ses émoluments continuent de courir. Si l'avocat et le médecin sont obligés de se faire remplacer dans leurs fonctions et perdent une part de leurs profits, ces profits peuvent supporter une diminution sans les priver du nécessaire : leurs salaires sont des salaires de monopole qui peuvent être momentanément abaissés sans blesser l'équité, du moment qu'il en est de même pour tous, puisque la perte qui en résulte étant toujours en raison de la qualité de ces salaires ou profits, l'impôt se trouve rigoureusement proportionnel aux facultés de chacun. Mais il n'en est pas de même du prolétaire, dont le salaire est toujours équivalent au strict nécessaire, et suffit seulement à lui procurer le niveau moyen de bien-être propre aux classes ouvrières à tel moment donné. La perte de plusieurs jours de travail peut faire baisser ce niveau au point de faire tomber dans la misère une famille qui s'est soutenue jusque-là avec ordre et économie. L'impôt militaire, en ce cas, a l'effet des jours de chômage qui, ainsi que nous l'avons vu, pèsent proportionnellement beaucoup plus sur les salaires quotidiens que sur les salaires de monopole ou les profits.

Le défaut de proportionnalité est donc déjà évident, si l'on ne considère que la part de l'impôt qui se paie en services personnels ; mais si on y ajoute encore la part qui s'acquitte en argent ou en valeur, il devient une véritable capitation des plus injustes. En effet, il faut au soldat un

équipement coûteux, et le plus souvent fort au-dessus de ses moyens. La forme en est fixée, il ne peut en diminuer le prix en quoi que ce soit. Parmi les prolétaires des grandes nations de l'Europe, il ne s'en trouverait pas un cinquième qui fussent en état de faire une telle dépense et de se procurer seulement leur habit. Qu'est-ce ~~donc~~ quand il y a dans une même famille plusieurs fils à ~~équiper~~ à peu d'années d'intervalle ! L'impôt militaire devient alors une contribution écrasante pour le pauvre, mais qui pèse peu sur le riche, et surtout sur le riche oisif, qui alors ne paie pas plus et ne perd rien.

Il faudrait donc, pour que tout citoyen pût remplir son devoir civique avec égalité de sacrifices et de charges, qu'une taxe militaire fût levée sur tous les individus de la nation, taxe proportionnelle à leurs facultés comme toutes les autres, et qui serait ajoutée, sous la forme de centimes additionnels, à la somme totale qu'ils paient en impôts directs. Le produit de cette taxe servirait à procurer le fourniment complet à ceux qui n'ont pour tout revenu qu'un salaire. De plus elle permettrait de payer une gratification à ceux qui sont imposés au-dessous du chiffre de fortune jugé nécessaire pour couvrir, sans gêne, les frais d'équipement, gratification dont le montant diminuerait en raison inverse de la somme annuelle de leurs impôts, et par conséquent en raison inverse des centimes additionnels de leur contribution militaire : de cette sorte ils paieraient d'un côté en plus, de l'autre en moins. Il devrait être tenu compte du nombre de fils à équiper. Dans le cas, par exemple, où deux jumeaux seraient requis de service la même année, la gratification devrait être double. Du reste, si l'impôt atteignait directement et personnellement les recrues, ce serait d'après leur taxe individuelle que serait

fixé le montant de leur taxe militaire et leur gratification. Un certain nombre de jours de service pour les revues, ou autres cas ordinaires, pourrait être requis chaque année gratuitement de tous, et autant que possible des jours déjà chômés pour d'autres solennités. Mais au delà de ce nombre, une part du produit de la taxe militaire devrait servir encore à payer, pour chaque jour de service, une compensation égale à la moyenne des salaires du prolétariat pour le lieu et l'époque. Cette compensation pourrait n'être pas payée à tous les citoyens requis, mais seulement aux individus compris dans les trois catégories suivantes : 1° aux chefs de famille n'ayant que des enfants au-dessous de quinze ans ; 2° aux fils aînés de veuves, chargées d'enfants plus jeunes, infirmes ou ayant plus de soixante ans ; 3° aux fils aînés de pères infirmes ou ayant plus de soixante ans.

Un surplus de taxe pourrait être exigé afin de procurer au gouvernement les moyens de bâtir des casernes et de faire les frais de campement suffisants pour dispenser autant que possible les citoyens du logement militaire, si onéreux, surtout dans les villes, et qui doit le devenir de plus en plus : la densité croissante des populations urbaines entraînant la cherté des loyers et l'étroitesse toujours plus exiguë des logements.

Une armée civique, qui n'a que rarement l'occasion de goûter de la vie de campagne, ne peut s'accoutumer à en supporter les rigueurs qu'en s'y essayant au sein de la paix. Il faudrait donc mieux faire voyager les troupes avec armes et bagages, tentes et munitions de bouche, que de les mettre à la charge des habitants pour le logement et la nourriture.

Ceux-ci paieraient avec plaisir une augmentation fixe d'impôt, proportionnelle à leur fortune, pour ne pas se voir à chaque instant requérir des services et des prestations

qui leur causent souvent la plus grande gêne. La moralité même parfois en est blessée dans certaines familles où il n'y a que des femmes dont le logement étroit n'est point disposé de manière à recevoir des étrangers. Il faut donc dans ce cas recourir aux auberges ; et comme le plus grand nombre des contribuables n'ont que cette ressource, la demande du service en fait hausser le prix dans une proportion exorbitante.

Les femmes doivent-elles payer l'impôt militaire ? Elles sont intéressées à l'ordre public, aux libertés, à l'indépendance, à la prospérité nationales comme les hommes, elles en profitent comme eux. Elles perdent comme eux dans le cas où ces avantages sont compromis. Dispensées du service personnel, elles ne peuvent l'être de la taxe pécuniaire. Faire participer personnellement les femmes à l'impôt et surtout à l'impôt militaire, c'est relever leur dignité sociale, en général trop abaissée. Mais il faut toujours en cette matière prendre en considération la position exceptionnelle qui leur est faite par nos mœurs, position qui, leur interdisant presque toute activité, les met dans l'impossibilité de se suffire à elles-mêmes, et à plus forte raison de payer l'impôt. Aussi une taxe personnelle qui atteindrait les femmes comme les hommes, sans proportionnalité avec le revenu, serait-elle souverainement injuste. Elle pèserait d'un poids plus lourd justement sur les familles les plus chargées, où le travail d'un seul homme doit suffire à plusieurs et parfois à un grand nombre de femmes, filles, sœurs, tantes ou aïeules. Il est donc de toute importance que la taxe totale de la famille soit divisée par personne, afin que la taxe supportée par chacun de ses membres croisse en raison progressive et non pas seulement proportionnelle de sa part individuelle de revenu. De cette ma-

nière un célibataire homme ou femme paiera avec justice une taxe militaire beaucoup plus forte qu'un père de famille ayant une femme et deux enfants à nourrir avec un revenu égal.

La taxe militaire est essentiellement personnelle comme la nature des services qu'elle a pour objet de rendre ou de remplacer; seulement elle doit être mise d'accord avec le principe de l'équité. La taxe militaire doit être dans notre époque légèrement progressive en ce qui concerne les sacrifices pécuniaires, pour compenser la progressivité en raison inverse des charges du service personnel, qui pèse plus lourdement sur les classes pauvres et moyennes. De cette façon les riches oisifs qui ne perdent absolument rien à s'acquitter de ce service seront atteints avec justice.

En cas de guerre, la taxe militaire pourrait soudain être augmentée sur les mêmes bases, afin de rendre possible l'entretien permanent de l'armée. La raison de la progression aurait seule besoin d'être changée pour produire aussitôt beaucoup plus en demeurant toujours équitable.

CHAPITRE XII

De la corvée.

SOMMAIRE. — La corvée est juste dans les sociétés naissantes. — Les castes supérieures s'en affranchissent, elle devient injuste. — La corvée féodale. — Ses iniquités. — Diverses prestations féodales.

Du moment que l'impôt est personnel et que le citoyen doit le tribut de toutes ses forces économiques, c'est-à-dire de ses facultés individuelles comme de ses biens, la corvée, en principe, n'a rien d'injuste; son application historique seule blesse souverainement les règles de l'équité et de l'économie.

La corvée est une prestation de services personnels, comme l'impôt militaire; elle est d'une utilité, d'une nécessité aussi grande dans un État naissant où tous les échanges ont encore lieu en nature; elle est d'une justice aussi parfaite à une époque où les inégalités sociales n'ont pas eu le temps de s'accumuler et sont encore limitées aux seules inégalités naturelles; parce qu'alors chacun, requis personnellement du même service, le rend en raison de ses facultés personnellement inégales. Mais tous ces rapports changent dans une société ancienne et constituée comme

la nôtre. Ce qui était juste ne l'est plus ; ce qui était proportionnel dans le sens de la richesse devient progressif dans le sens de la misère ; ce qui était utile devient nuisible. Enfin la corvée arrive au comble de l'iniquité, lorsqu'une caste, se substituant à la société et s'en appropriant les droits, s'exempte elle-même de la charge qu'elle impose au reste de la nation. Telle fut réellement la corvée comme nous la montre l'histoire.

La *corvée* n'a jamais pesé que sur les classes inférieures salariées, dénuées, qui dans notre époque ne peuvent guère être imposées sans nuire économiquement à la nation tout entière.

La corvée était comprise dans ces droits seigneuriaux auxquels les rois s'arrogèrent le droit de succéder lors de l'abaissement de la féodalité, ou qu'ils s'attribuèrent concurremment avec elle. Il y eut ainsi la corvée seigneuriale, la corvée royale, et parfois la corvée communale, lors de l'établissement des municipalités. En France, il en a été conservé quelques restes sous cette dernière forme, c'est-à-dire seulement au profit des communes, pour le percement et entretien des chemins vicinaux. Mais cet impôt n'est pas exigé avec beaucoup de rigueur, et les communes peuvent s'en affranchir au moyen de centimes additionnels aux quatre principales taxes directes. Elles votent elles-mêmes cette charge fiscale : c'est en France les derniers débris des libertés des communes, encore doivent-elles attendre une autorisation du pouvoir central pour se permettre d'en user.

Les grands défauts de la corvée provenaient de ce qu'elle causait au contribuable une perte beaucoup plus grande que le produit qu'elle rapportait à l'État, et qu'elle était sans aucune proportionnalité avec les facultés. Le nombre de journées de travail dues par chaque corvéable était égal

pour tous les individus de classe serve ou roturière, d'abord dans la même seigneurie, et plus tard dans chaque généralité au profit du roi. Cette égalité était donc contraire au principe de l'équité, et pesait surtout sur les plus pauvres. Cependant les services des véhicules et des bêtes de trait ou de somme des corvéables étant également requis, cette part de la corvée était en quelque chose proportionnelle, puisque celui qui ne possédait que sa personne ne pouvait devoir le service d'un attelage qu'il n'avait pas; mais celui qui avait plusieurs paires de bœufs, ou plusieurs chevaux, ne devait pas toujours un plus grand nombre de journées que celui qui n'en possédait qu'un seul. Ici finissait donc cette ombre de justice dans la répartition des charges d'un pareil impôt.

Le corvéable devait fournir ses journées à l'époque où il en était requis. On comprend que, d'après les exigences diverses de l'agriculture, il pouvait être appelé à fournir ainsi un service qui, bien que d'une même valeur absolue, équivalait à une valeur vénale variable, d'autant plus forte que la demande du travail en faisait augmenter davantage la rétribution dans les saisons favorables. Cette contribution pouvait donc, selon les cas, porter un préjudice plus ou moins grand à ses intérêts.

Enfin le travail réclamé des corvéables n'était point dans leurs habitudes; ils le faisaient moins habilement, moins rapidement que des ouvriers *ad hoc*, salariés par des entrepreneurs, dont l'intérêt eût consisté à le faire exécuter plus économiquement. Aussi quand Turgot fit évaluer la dépense qu'exigeraient, année commune, les travaux publics qui jusque-là avaient été le produit de la corvée, les ingénieurs, établissant leur devis au *maximum*, portèrent cette dépense à 10 millions pour tout le royaume, tandis que la

valeur des journées fournies par les corvéables se montait au moins à 20 millions. Turgot, prenant en considération toutes les surcharges que la corvée faisait peser sur le peuple, sans profiter à l'État, portait à 40 millions la perte totale qu'un tel impôt occasionnait à la nation.

Pourtant, lorsque, voulant épargner à la France ce fardeau inutile, il proposa au roi d'abolir la corvée et de la remplacer par une contribution territoriale de 10 millions sur toutes les classes de la nation, la proposition souleva l'indignation de ceux qui se disaient alors les conservateurs de l'ordre public. « Une telle contribution, disaient-ils par » l'organe de l'avocat du roi, confondrait la noblesse qui est » le plus ferme appui du trône, et le clergé, ministre sacré » des autels, avec le reste du peuple. »

Turgot fut chassé du ministère, mais quinze années après les corvéables chassaient du royaume, devenu république; roi, noblesse et clergé.

La corvée fut la dernière de ces prestations de services de toute nature dont la noblesse féodale avait accablé les serfs. Aussi, comme la capitation et la taille, était-elle odieuse au peuple, autant parce qu'elle froissait le droit moral, l'égalité sociale, que parce qu'elle était contraire aux intérêts économiques de la nation et à l'équité fiscale. Depuis longtemps avaient en partie disparu d'autres impôts de même nature, plus révoltants, plus injustes, plus arbitraires encore. Tels étaient *le brenage*, autrement dit *le past des chiens* et celui des chevaux, *le droit de fête*, *le droit de prise*, *le droit de crédit* au moyen desquels le plus petit seigneur, à l'exemple des empereurs romains, et comme le roi le fit après eux, se faisait héberger lui et ses gens par ses vassaux.

CHAPITRE XIII

De la capitation.

SOMMAIRE. — Les prestations de services et les prestations en nature, formes primitives de l'impôt. — Les prestations de services prennent la forme d'une capitation. — Deux sortes de capitations. — De la capitation absolue — Impossible sauf chez les sauvages. — Sous le régime communautaire. — L'égalité est impossible. — Une capitation ne peut être établie que sur le minimum de la richesse. — Contribution de guerre. — Capitation signe de servitude. — Capitation supportable. — La taxe personnelle en France ne serait admissible que si tout impôt indirect était aboli. — De la capitation proportionnelle dans le passé. — Assise conjecturalement, soit sur le rang, soit sur la richesse. — En France. — En Angleterre. — La capitation servile en France. — Le fouage. — La contribution mobilière en France. — Le loyer base de l'impôt. — Les patentes. — De la fausse capitation. — Beaucoup d'impôts qui ne portent pas le titre de capitation ne sont pas autre chose. — Fausses capitations. — L'obroc. — L'impôt sur les esclaves. — Sur les domestiques. — Sur les animaux. — De la capitation rationnelle. — Elle ne peut être qu'un impôt volontaire. — J.-B. Say. — L'impôt volontaire actuellement impossible. — Exemples de cet impôt dans l'histoire. — Cet impôt devrait absorber tous les autres. — Répartition par personne. — L'impôt réel, proportionnel; l'impôt personnel, progressif. — Il faut que la vérification soit possible. — La capitation, forme primitive de l'impôt, doit redevenir sa forme définitive. — D'une égalité absolue au principe, elle doit devenir proportionnelle ou progressive.

La corvée, et plus généralement les prestations de services, ont été la forme primitive de l'impôt personnel; de même que nous verrons la dîme, payée en nature, être la première forme de l'impôt réel sur les choses. L'un et l'autre impôt étaient économiques, sinon parfaitement justes, à l'époque où aucun signe représentatif de la valeur n'était encore employé dans les échanges industriels. Mais à me-

sure que la monnaie devint d'un usage plus général et plus commun, toute prestation de services personnels, y compris même le service militaire, dut tendre à se transformer en un impôt équivalent, c'est-à-dire à prendre la forme d'une capitation. Les progrès de la justice sociale, au moins aussi lents que ceux de la science économique, devaient de même peu à peu changer le caractère d'égalité absolue que cet impôt avait revêtu à l'origine, en une égalité proportionnelle plus conforme à l'équité. Mais ce mouvement évolutif fut irrégulier comme celui de toutes les institutions humaines. Il fut le résultat des circonstances, de la force des choses, de l'instinct social, plutôt que l'effet d'un plan combiné par la raison.

Il y a deux sortes de capitations :

1° La capitation absolue, la vraie capitation, c'est-à-dire le tant par tête de sujet, l'impôt le plus primitif, le plus barbare et le plus impossible dans une vieille société, où les inégalités se sont accumulées par l'hérédité;

2° La capitation proportionnelle, qui n'est qu'une forme mal définie de l'impôt sur le revenu, et qui pourrait, par des perfectionnements successifs, devenir sa forme définitive la plus parfaite.

Nous étudierons la capitation sous ces deux aspects.

Sauf dans les sociétés sauvages, où tous sont égaux en misère, en dénûment, en ignorance, où tous ont à peu près la même habileté, la même adresse ou la même ruse pour échapper à leurs ennemis et pourvoir à leur subsistance toujours précaire, faute de quoi ils meurent, laissant la place à de plus heureux, la capitation proprement dite est d'une souveraine injustice. A peine serait-elle possible dans ces colombiers ou dans ces ruches, que certains philosophes modernes, suivant les errements de Platon et autres

idéologues, voudraient organiser pour la race humaine. A moins de faire disparaître toute hérédité, toute société conjugale, à moins d'entraver, comme le font certaines sectes, jusqu'au choix libre de l'amour qui porte certains êtres à se rapprocher suivant leurs affinités naturelles, inconnues et mystérieuses, une égalité complète et persistante entre tous les membres de la société, et plus généralement entre tous les individus d'une espèce, est impossible. Tout ce que peut la loi, c'est d'établir des compensations. C'est ce principe de compensation que la capitation absolue ne respecte et ne suit pas.

Pour pouvoir être acquitté par tous les membres d'une communauté, où il n'y aurait que le plus petit degré possible d'inégalité sociale, le taux devrait en être fixé d'après les ressources des moins riches. Un tel impôt ne rendrait donc à l'État que le minimum de tout ce qu'il pourrait produire, et cependant pèserait autant sur la dernière classe, que si toutes étaient chargées suivant leurs ressources.

Aussi, la capitation proprement dite, telle que nous la comprenons ici, n'a-t-elle jamais ou presque jamais été appliquée complètement. Le plus souvent elle a été une sorte de contribution de guerre payée par une nation vaincue, au moment de la conquête. Encore, dans ce cas, la totalité du peuple était taxée à tant par tête ; mais les divers cantons ou districts, qui devaient tous rapporter une somme proportionnelle à leur population, pouvaient répartir cette somme comme il leur plaisait entre les diverses familles, avec un certain degré approché de proportionnalité qui laissait toujours beaucoup de place à l'arbitraire. C'est du reste d'après ce système de perception, que la taille personnelle et la capitation furent levées dans l'ancienne monarchie française et jusqu'à la Révolution.

D'autres fois la capitation était seulement réclamée des non imposables, de ceux qui, n'ayant rien, ne pouvaient rien payer d'après la loi de proportionnalité; et qui, par conséquent, égaux dans la misère, étaient assez également frappés.

C'est pourquoi la capitation a presque toujours été considérée comme un signe de servitude et d'infériorité sociale, et qu'elle a partout été rejetée par l'instinct des peuples modernes, plutôt comme incompatible avec l'égalité politique qu'avec l'égalité fiscale.

On pourrait concevoir pourtant une capitation qui serait supportable. Celle par exemple qui, étant extrêmement faible, et basée sur le minimum des ressources de la classe pauvre, serait également exigée de tous les autres membres de la communauté, sans préjudice d'autres impôts proportionnels ou progressifs sur les différents revenus de ceux qui possèdent plus que ce minimum. Ce serait alors comme une sorte de droit général de vivre qui aurait son bon côté, en ce que, frappant également tout individu au même titre et également, il établirait entre eux tous une sorte d'égalité morale. En vertu de cette capitation enfin, même le plus pauvre ne serait plus compté dans les non imposables; il participerait ainsi de sa personne et de son travail aux charges de l'État; il ferait acte de citoyen. Une telle capitation serait essentiellement dans l'esprit des institutions démocratiques, mais elle rapporterait peu, parce qu'elle ne devrait jamais dépasser le prix d'une à trois journées de travail comptées au minimum des salaires. Les femmes elles-mêmes devraient y être soumises.

Si un tel impôt avait le défaut de rapporter peu, aussi il coûterait peu de perception; il serait fixe, certain, sans prise pour l'arbitraire, direct et ne donnerait lieu à aucune vexation.

La taxe personnelle qui se perçoit aujourd'hui en France est encore une capitation de ce genre. C'est une capitation directe dans l'acception la plus rigoureuse du terme, pour la forme et pour le fond. Elle est levée sur les personnes presque sans distinction de rang ou de fortune. Fixée à trois journées de travail, sa quotité ne peut varier qu'entre un minimum de 1 fr. 50 cent. et un maximum de 4 fr. 50 cent. pour chaque journée, non pas d'après les ressources de chaque individu, mais d'après le taux des salaires dans la province ou le département.

La contribution personnelle est due par chaque habitant français et par chaque étranger de l'un ou l'autre sexe, jouissant de ses droits et non réputé indigent.

Les veuves, les femmes séparées de leurs maris, les garçons et les filles majeurs ou mineurs ayant des moyens suffisants d'existence, soit par leur fortune personnelle, soit par la profession qu'ils exercent, lors même qu'ils habitent avec leur père, mère, tuteur ou curateur, sont passibles de la taxe.

En outre des indigents, la loi déclare en être exempté, les soldats des armées de terre et de mer, en tous temps, et même les chefs de tous grades, à moins qu'ils n'occupent d'une manière permanente des logements particuliers hors des lieux de garnison; les gendarmes et leurs officiers; les douaniers en service actif; les séminaristes et étudiants, quoique majeurs; les personnes vouées exclusivement et gratuitement à des œuvres de charité, c'est-à-dire certaines congrégations religieuses; les employés et commis domiciliés chez leur patron, mais sans appartements; les enfants et neveux de laboureurs dont le travail est indispensable à leurs parents; les valets de ferme et les domestiques exclusivement logés dans la famille qui les nourrit.

Ces exceptions ne paraissent pas encore suffire. Le versement de cette cotisation, si faible qu'elle soit, est impossible pour un grand nombre de familles ouvrières. Il faut dire aussi que la clause concernant les enfants majeurs ou mineurs qui exercent une profession sous le toit paternel, est de nature à augmenter la taxe des familles les plus pauvres, tandis qu'elle atteint fort rarement les riches. On a remédié à cette facheuse disposition de la loi à Paris en exemptant généralement de l'impôt personnel les familles qui n'ont qu'un loyer au-dessous de 200 fr. De même les conseils municipaux de quelques grandes villes ont été autorisés à rembourser à l'État le produit des plus faibles cotes par un prélèvement sur les produits de leurs octrois. C'est avec raison, car en pareil cas l'octroi est déjà une capitation assez forte qui tombe de tout son poids sur les familles pauvres.

Un pareil impôt personnel ne pourrait avec justice être établi que dans le cas où tout le reste du système fiscal serait si bien combiné, qu'aucun impôt ne pèserait plus en aucune façon sur les classes pauvres, c'est-à-dire à condition que tous droits de douanes ou d'octrois, que toute taxe de consommation et tout monopole fussent abolis sur les objets de première nécessité. Aussi longtemps qu'ils subsistent, la capitation telle que nous venons de la définir est souverainement injuste, parce qu'elle se trouve plus que doublée indirectement sans que le peuple s'en aperçoive.

Presque toujours la capitation a revêtu dans le passé un caractère plus ou moins proportionnel aux facultés. Le but des législateurs a même été d'atteindre à cette proportion; mais leurs essais ont été plus ou moins malheureux, et leur but d'équité atteint de plus ou moins près.

En effet, une capitation pour être proportionnelle doit être basée sur la totalité des ressources de chaque contribuable, sur sa fortune, capital et revenu, et doit tenir compte même de la proportion selon laquelle ces revenus proviennent de salaires, de profits ou de rentes. Dès lors il est facile qu'un tel impôt devienne arbitraire, l'état de la fortune d'un particulier étant difficile à évaluer.

On a essayé à diverses reprises et de diverses façons de l'asseoir conjecturalement, soit sur la fortune, soit sur le rang, soit sur l'état des personnes.

La capitation levée en France durant presque tout le cours du XVIII^e siècle fut basée d'une façon mixte, à la fois sur le rang et sur la richesse. Les classes les plus élevées furent taxées d'après leur titre sur un tarif invariable, les dernières sur leur fortune présumée. Les officiers de la maison du roi, les juges et autres officiers des cours supérieures de justice, les officiers militaires, etc., furent taxés selon le premier mode. Les classes inférieures du peuple dans les provinces furent imposées d'après le second. « En » France, ajoute Adam Smith qui n'a jamais manqué une » occasion de blâmer ce qui se faisait de son temps outre- » Manche et de préconiser ce qu'il voyait dans son île, les » grands se soumettent sans peine à un certain degré d'iné- » galité qui, à leur égard n'est pas fort lourd ; mais ils ne » pourraient pas supporter d'être imposés arbitrairement » par un intendant. Dans ce pays les classes inférieures » du peuple sont bien obligées de souffrir patiemment les » formes que leurs supérieurs jugent à propos de leur pres- » crire. » Les choses ont un peu changé depuis qu'il écrivait ces mots ; et le reproche ironique qu'il adressait alors à la France s'appliquerait maintenant avec autant de justice à l'Angleterre où les hautes classes ont encore con-

servé tant de privilèges et d'exemptions aristocratiques.

Au rapport de Smith lui-même, les choses n'allaient pas beaucoup mieux chez les Anglais du temps de Guillaume III. Une capitation était alors levée ; et les contribuables étaient taxés selon leur titre, comme ducs, marquis, comtes, vicomtes, barons, écuyers et simples gentilshommes, aînés ou cadets des pairs, etc. Or Smith convient qu'un tel impôt est toujours fort inégal, les degrés de fortune étant souvent fort inégaux à égalité de rang. Par le même principe, « tous
» les marchands en boutique et gens de métier ayant plus
» de 300 livres sterling de bien, c'est-à-dire les plus distingués de leur classe, furent soumis à une même taxe,
» quelque grande que pût être la différence de leurs facultés. On regarda plus à leur état qu'à leur fortune.
» Plusieurs de ceux qui, dans le premier impôt de ce genre, avaient été taxés selon leur fortune présumée, furent taxés ensuite selon leur état. Les avocats, procureurs et mandataires de justice, imposés d'abord à 3 schelling par livre de leur revenu présumé, c'est-à-dire au taux énorme de 12 p. %, le furent ensuite comme simples gentilshommes ou gens vivant noblement. »

En France, l'ancienne capitation imposée aux classes inférieures fut levée à tant par livre de ce qu'elles devaient payer pour la taille. C'était donc en réalité une double capitation qui pesait sur les pauvres. La noblesse, la haute bourgeoisie, la magistrature, étant exemptées de la taille, n'en payaient qu'une seule, et même assez rarement et seulement par suite des boutades temporaires des rois contre elles.

Le droit de *fouage* n'était encore qu'une espèce de capitation, non plus répartie par tête, mais par feu ou par famille. Plus tard il fut remplacé par la taille, sorte de patente sur les profits agricoles ou industriels.

La contribution mobilière, qui s'ajoute en France à l'impôt personnel, est un véritable droit de fouage, une taille qui cette fois a l'intention d'être assez exactement proportionnelle et même progressive en raison des facultés, intention qu'elle ne remplit pas toujours.

Elle est basée sur les loyers selon une échelle de progression assez rapide, ce qui ne fait qu'augmenter les inconvénients de ses vices de répartition où ils existent. Le taux de cet impôt varie du quarantième au dix-huitième pour les loyers, entre 200 fr. et 1,000 fr. Au-dessus de ce chiffre, il cesse de s'élever et redevient exactement proportionnel. De toutes parts donc il y a inégalité ; et c'est sur les fortunes moyennes, sur ces fortunes en général accumulées par le travail ou même en voie d'accumulation, qu'un pareil impôt tombe le plus lourdement. Il est insignifiant pour les grandes fortunes. On a beaucoup parlé pour et contre cette base du loyer prise pour point de départ de la répartition des impôts qu'on souhaitait faire tomber sur les revenus. Tous les arguments présentés de part et d'autres étant bien considérés, elle nous paraît vicieuse.

Le célibataire, quoique riche, se loge mieux et à moins de frais que le père de famille chargé d'enfants. Les industriels, les commerçants, les gens d'affaires, les ouvriers même sont contraints parfois d'habiter les quartiers les plus populeux d'une ville, ceux où les logements, étant le plus recherchés, sont aussi le plus chers, à égalité d'étendue et de commodités locales ; quelquefois cette augmentation de prix se fait sentir en des proportions énormes. Les familles riches et oisives, au contraire, se logent avec luxe mais à bon compte en des quartiers plus retirés, ou même elles n'ont à la ville qu'un pied à terre et habitent, à la campagne

ou dans la province, quelque propriété qui leur appartient en propre. Or, on sait que ces habitations de luxe, châteaux ou palais, sont toujours taxés au-dessous de leur valeur vénale, parce que, dit-on, si le propriétaire ne les habitait pas, il ne trouverait pas à les louer, même pour un prix modique, vu les énormes frais d'entretien et les fortunes colossales que ces habitations nécessitent.

L'industriel, l'homme d'affaires, au contraire, est obligé par la concurrence, qui a son luxe aussi de nos jours, à des frais, qu'on pourrait appeler avec raison frais de représentation, et qui sont quelquefois considérables. Il lui faut un grand local, bien situé, au rez-de-chaussée ou au premier étage; puis, en outre, le logement de son nombreux personnel qui dépasse souvent celui des plus fastueux châteaux. Et tout cela doit être pris, non sur des revenus fixes, mais sur des profits variables et limités par cette même concurrence qui l'oblige à tant de dépenses. Il en résulte donc, le plus souvent, que le contribuable qui a le plus de loyer, est celui qui a le moins de revenus imposables.

Aussi, même ceux qui ont soutenu avec le plus de persistance, que le loyer est la meilleure base de l'impôt mobilier, n'ont jamais défendu cette règle fiscale que comme un pis aller, auquel on recourt, faute de trouver quelque chose de mieux pour servir de mesure à la proportion des cotes.

C'est alors une capitation selon le rang, c'est un impôt de luxe sur une certaine catégorie de dépenses, la dépense du loyer entraînant toujours d'autres avec elle qui lui sont assez exactement proportionnelles; mais ce n'est pas une capitation en rapport exact avec le revenu, ce n'est pas une capitation équitable.

En réalité, un tel impôt est une taxe de consommation,

et comme les autres impôts indirects, elle se répercute lorsqu'elle frappe un industriel dont elle augmente les frais de production et qui s'en fait rembourser avec intérêt en élevant le prix de ses produits.

L'impôt des *patentes*, et en général toute taxe établie sur l'exercice d'une profession quelconque, est encore une espèce de capitation, fixée non pas selon la fortune, mais selon le rang ou plutôt l'état des personnes. Sans aucune proportionnalité entre les individus de la même profession, un tel impôt établit une sorte de proportionnalité approximative et arbitraire entre les industriels de diverses catégories, à peu près en raison de leurs profits présumés. On le voit, de pareilles taxes sont la plupart du temps contraires à l'équité ; elles pèsent inégalement sur les individus et inégalement sur les diverses branches de commerce. Mais l'impôt des *patentes*, comme l'impôt sur le loyer de l'industriel, se répercute, c'est-à-dire que celui qui le paie ne le supporte pas en réalité, mais se le fait rembourser par les consommateurs de ses produits qui se trouvent grevés par le fait d'une sorte de contribution indirecte. Sous ce point de vue, c'est donc parmi les impôts indirects que l'impôt des *patentes* devrait être classé.

Beaucoup d'impôts qui ne portent pas le titre officiel de capitation, ne sont pas autre chose en réalité, soit dans le fond, soit même dans la forme. Toutes ces taxes qui ont porté des noms si divers, depuis que la fiscalité existe et s'accroît, ne sont toujours en réalité que des contributions personnelles, directes ou indirectes, réparties par tête plus ou moins arbitrairement, depuis l'égalité absolue jusqu'à la progressivité, soit dans le sens de la richesse, soit dans le sens de la misère, mais qui n'ont jamais, si ce n'est par hasard, atteint ou même approché la pro-

portionnalité la moins rigoureuse. Il est par contre des impôts qui ont porté le nom de capitation et qui en réalité sont des taxes sur la richesse, taxes assez justes, assez équitables et véritablement proportionnelles.

Telle est, par exemple, l'impôt qui fut appelé capitation en Amérique dans les États à esclaves.

C'était une taxe de tant par tête de nègres qui était payée annuellement par les planteurs. Comme le fait observer Smith, c'était à proprement parler un impôt sur les profits d'une certaine espèce de capital employé en agriculture. Comme ceux qui le payaient étaient à la fois fermiers et propriétaires, le paiement de l'impôt retombait sur eux en définitive, soit comme propriétaire du fonds producteur dont les profits étaient amoindris par l'impôt, soit comme consommateurs des denrées produites dont l'impôt faisait hausser le prix. Ils ne pouvaient venir à répétition que pour la part de produits consommés par d'autres classes de la nation, ou pour celle qui s'exportait et qui, à dire le vrai, dans le genre de culture auquel ils s'adonnent, a toujours été considérable. L'Europe était ainsi en quelque chose leur tributaire, c'est-à-dire payait une portion de leurs charges fiscales.

De même les impôts à tant par tête de serfs employés à la culture, ont été communs dans toute l'Europe. L'obroc perçu en Russie est un impôt de ce genre. De pareils impôts sont donc bien différents de la capitation établie sur celui qui la paie. Celle-ci est le signe du lien civique, lorsqu'elle est payée directement à l'État; c'est un signe de servage, seulement lorsqu'elle est payée à un seigneur ou même à un roi de par le droit divin. Dans l'autre cas elle est un signe d'esclavage pour ceux à cause desquelles elle est payée, sur lesquelles elle est assise, et un signe de liberté

ou même de domination, de propriété et de souveraineté pour ceux qui l'acquittent. On voit donc que, sous le même nom, ont été désignés des impôts de natures complètement différentes et qu'il faut bien distinguer entre eux par leurs effets tout opposés sur l'économie sociale et sur la répartition de la richesse et des charges publiques.

Au même point de vue, l'impôt sur les domestiques pourrait être appelé une capitation, et du genre le plus servile, du caractère le plus féodal et le plus aristocratique. Il y aurait de même une capitation des chiens, des chevaux, une capitation à tant par tête de bétail, et il en a existé, il en existe encore : ce sont des impôts de luxe, des impôts sur une certaine nature de produits, de profits et de revenus, ou enfin sur un certain signe saisissable de la richesse ; ils se rapprochent plus ou moins de ce que devrait être une capitation pour être rationnelle, équitable, c'est-à-dire pour devenir proportionnelle aux facultés.

Cherchons maintenant quelle forme une telle capitation, pourrait revêtir pour demeurer conforme, autant que possible, aux principes de la théorie fiscale, pour produire beaucoup à l'État en chargeant les contribuables le moins possible, enfin pour réaliser, autant qu'il se peut, avec unité et simplicité, un système idéal et parfait.

Depuis longtemps déjà les économistes ont résolu ce problème, mais au moyen de conditions sociales qui n'existent malheureusement pas. Pour atteindre à cet idéal, à cette perfection de l'impôt, il faudrait que pour tous la patrie, la société fut un culte et une religion ; il faudrait que tout individu acquittât l'impôt librement, volontairement comme une dette d'honneur, comme une dette sacrée ; et que le niveau moral fut assez élevé pour que chacun fût chargé de se taxer, soi-même et les siens, à raison du

revenu total de la famille divisé ensuite à tant par tête. Le taux proportionnel ou progressif de l'impôt serait seul déterminé par la loi pour fournir à chacun la donnée générale du problème, c'est-à-dire le rapport en raison duquel ses facultés personnelles, ou celles qu'il partage avec les autres membres d'une famille, devraient être imposées. Alors la capitation serait véritablement l'idéal de l'impôt; mais elle ne saurait l'être que dans ce cas. Jusqu'à ce qu'elle soit applicable de cette manière, elle ne peut être que plus ou moins arbitraire, plus ou moins juste, selon que l'État aura plus ou moins de moyens pour connaître sûrement, et sans recourir à des vexations désagréables ou onéreuses, les ressources personnelles de chacun. Jusque-là l'impôt principal doit porter directement sur les biens saisissables et connus, tout en s'adressant à la personne entre les mains desquelles ils se trouvent; c'est cette difficulté de prendre en juste considération la personne du contribuable et la somme totale de ces revenus qui rend toute taxe progressive extrêmement difficile à établir, parce que l'impôt progressif étant basé, non pas sur la quotité absolue de la richesse, mais sur son agglomération entre les mêmes mains, est nécessairement personnel.

« Si l'on pouvait compter sur la bonne foi du contribuable, dit J.-B. Say, un seul moyen suffirait, ce serait de lui demander quels sont ses profits annuels, quel est son revenu. Il ne faudrait point d'autre base pour la fixation de son contingent, il n'y aurait qu'un seul impôt, et jamais impôt n'aurait été plus équitable et n'aurait moins coûté de perception. »

Du reste, des systèmes d'impositions analogues ont déjà reçu la sanction de l'expérience chez plusieurs peuples qui s'en sont bien trouvés. En général on peut dire qu'une

nation s'applaudira de les avoir établis dès qu'il sera possible de les établir chez elle, c'est-à-dire dès qu'ils pourront y fonctionner. Ils n'ont d'obstacle véritable que dans l'immoralité du peuple, dans son ignorance, dans son incapacité politique pour les institutions libérales et dans la haine que des injustices, des extorsions ou des vexations fiscales antérieures lui ont inspirées pour tout impôt. C'est pourquoi il ne serait guère possible de l'introduire chez une nation nouvellement née à la liberté, mal instruite de ses devoirs, inaccoutumée à user de ses droits, de même que chez un peuple apauvri ou accoutumé à l'arbitraire. C'est une réforme qui ne peut venir qu'après beaucoup de réformes, un progrès, couronnement d'autres progrès, qui ne peut se maintenir dès que commence la décadence. Aussi en trouvons-nous seulement des exemples dans de petites républiques ou des villes libres, parvenues à un état florissant ou déjà depuis longtemps sagement administrées. A Hambourg, durant quelque temps, chaque habitant était tenu de payer à l'État $1/4$ % de tout ce qu'il possédait. C'était donc un impôt sur les capitaux de toute nature. Chacun se taxait soi-même et mettait annuellement en présence du magistrat sa cotisation dans la caisse publique, affirmant par serment qu'elle était dans le rapport légal avec sa fortune. Mais il n'était pas tenu de déclarer le montant de sa contribution. On a toujours affirmé que jamais impôt n'a été acquitté avec une plus grande exactitude.

En Hollande, sous le stathoudérat du prince d'Orange, on établit sur la totalité de la fortune de chaque citoyen un impôt de 2 % qui fut payé de la même manière qu'à Hambourg, et avec la même fidélité. Il est vrai que c'était une contribution extraordinaire qui ne devait se lever qu'une seule fois, une sorte d'appel au patriotisme dans

un besoin pressant. Peut-être une taxe permanente n'eût pas été payée avec le même zèle.

De même, en Suisse, on a vu des cas analogues dans les cantons d'Unterwald, de Zurich, de Bâle, où plusieurs impôts directs ou de consommation ont été à plusieurs reprises basés sur les déclarations des citoyens. Cet usage n'a pas persisté : c'est d'un mauvais augure pour le progrès moral des États qui ont été obligés d'y renoncer. Il serait à souhaiter que bientôt, et d'une manière permanente, ils y pussent revenir.

Cependant, encore aujourd'hui dans plusieurs cantons, des impôts sont établis et perçus d'une manière analogue. Seulement des peines assez sévères, telles qu'une amende de 5 p. % de la valeur de l'impôt, sont portées contre la fraude et les fausses déclarations. Ces peines sont appliquées en vertu d'un jugement prononcé contre le coupable convaincu de malversation.

Il ne manquerait à ces impôts pour atteindre à l'idéal que d'être étendus, de manière à remplacer tous les autres, ou du moins tous les plus mauvais d'entre ceux qui subsistent encore ; et d'être établis, non-seulement à proportion des ressources de chaque famille, mais encore du nombre d'individus entre lesquels ces ressources sont réparties. Car il peut arriver fort souvent qu'un revenu soit suffisant et au delà pour une ou deux personnes, tandis que quatre ou un plus grand nombre n'en peuvent vivre qu'avec une gêne extrême. Si l'impôt ne portait que sur la rente, c'est-à-dire sur les revenus de capitaux constitués, cette répartition par personne ne serait pas aussi indispensable. On sait d'avance que toute famille de capitaliste possède au-dessus du strict nécessaire, en y joignant, bien entendu, les salaires et les profits du travail de divers

membres ; car si elle ne parvenait annuellement à se procurer ce nécessaire , elle absorberait son capital , et par conséquent ne paierait plus l'impôt. Quant à ceux qui se ruinent à ne rien faire , on ne saurait les plaindre. Ce serait un bien que leurs capitaux passassent en d'autres mains plus actives. La misère du moins les forcerait à un travail que la prévoyance n'a pas suffi à leur faire accepter. La répartition par personne d'une taxe embrassant aussi toutes sortes de revenus , inutile dans le cas d'un impôt proportionnel , est absolument indispensable à la répartition équitable d'un impôt en raison progressive. Comme , en pareil cas , il faut toujours qu'un certain minimum égal au produit moyen annuel des salaires soit dispensé de l'impôt , cette exemption est le premier terme de la progression qui doit se continuer sur tous les autres revenus , mais aussi lentement que possible.

Nous arrivons donc déjà à cette conclusion que , dans un bon système fiscal , toute la part des taxes qui atteint la rente du capital doit être proportionnelle et universelle , sans minimum exempté ; toute celle qui atteint le revenu doit admettre ce *minimum* , et être légèrement progressive.

Sur ces principes une capitation très-équitable pourrait être assise.

Il ne s'agit que de trouver les moyens d'en répartir la quotité avec justice et ce n'est pas le plus aisé.

S'en rapporter trop entièrement aux déclarations des contribuables , si l'on n'est pas assuré de leur moralité , ce serait s'exposer à donner aux uns des primes proportionnelles à leur déloyauté , à peser de même proportionnellement sur la plus grande loyauté des autres ; ce serait le plus intolérable des abus. Il faut donc que des peines sévères , et non-seulement fiscales , mais afflictives et mêmes infamantes ,

soient portées contre les délinquants : et, pour assurer leur application, il est nécessaire au moins que les vérifications soient possibles, faciles même, sans admettre la délation, sans exposer les contribuables à des perquisitions et à des vexations de la part des répartiteurs ou vérificateurs des taxes.

Nous chercherons autre part, à propos de l'impôt sur chaque espèce de revenus, quels peuvent être ces moyens.

Il demeure ainsi établi, ce nous semble, que la capitation, cette forme primitive et barbare de l'impôt, qui a jailli spontanément de l'instinct de l'homme à l'origine des sociétés, et s'est perpétué en se manifestant sous diverses formes à travers les âges historiques, est aussi celle à laquelle il faudra revenir avec raison et liberté après une évolution plus ou moins longue. Mais égale pour tous au point de départ, lorsque tous étaient égaux, elle doit, par suite des institutions héréditaires, si profondément humaines qu'il serait impossible et inhumain de les abolir, devenir proportionnelle aux inégalités accumulées dans les races. Enfin elle doit être progressive seulement dans le cas où l'effet de longues injustices légales doit être détruit, réparé, ramené aussi vite que possible à l'équité compensatrice. Ainsi se trouve justifiée cette parole de Kant : « Toute sagesse consiste à revenir par la science à la nature. »

CHAPITRE XIV

Des amendes et confiscations.

SOMMAIRE. — Des amendes et confiscations dans le passé. — Say les condamne. — Smith. — Ce n'est pas nécessairement une destruction du capital. — Acceptables au point de vue économique, elles sont condamnables au point de vue de la justice comme pénalités criminelles. — Comme pénalités fiscales, elles sont répréhensibles à tous égards. — Frais de poursuite et de contrainte occasionnés par l'impôt direct. — La saisie et ses effets. — C'est une spoliation par l'État. — Turgot. — Hérité des dettes fiscales.

Nous plaçons les amendes et confiscations dans la catégorie des impôts personnels, parce que c'est une somme de richesse réclamée directement de la personne, une sorte d'impôt sur ses vices ou ses actes, qui n'affecte aucune proportionnalité avec la totalité de ses biens. C'est donc un impôt personnel, mais extraordinaire et exceptionnel.

Anciennement les amendes jouaient un grand rôle dans la pénalité, ainsi que la composition du sang réclamée des meurtriers au profit des héritiers du mort; au point que les amendes et les compositions judiciaires se donnaient à ferme ⁽¹⁾.

¹⁾ Girardin, p. 13.

De même, rien de plus commun dans l'époque féodale que les cas de confiscations. C'était encore un droit qui avait passé des empereurs romains aux rois francs, et de ceux-ci aux seigneurs qui en usèrent largement. Il fut confirmé par ordonnance royale en faveur des hauts justiciers de la couronne de France.

Say condamne en principe les confiscations comme un impôt ou une mesure fiscale qui tend à détruire le capital. Smith attaque toute amende comme ruineuse pour certaines industries. Ils ont raison, au point de vue purement économique ; mais lorsque une amende ou une confiscation est la suite d'un délit prévu par la loi, lorsqu'elle en est la juste peine, il y a alors en jeu quelque chose de plus que la question fiscale, il y a la question de pénalité.

Toute confiscation, toute amende n'est pas nécessairement une destruction de capitaux accumulés ; c'est seulement un capital qui cesse d'être la possession d'un particulier et devient celle de l'État. Or, l'État est malhabile à le faire valoir, sous quelque forme que ce soit, par conséquent il ne peut que le diviser, le disséminer dans la nation, ce qui n'est pas l'absorber, ou l'immobiliser en perdant en grande partie les profits et la rente que ce capital pourrait rapporter sous la gestion individuelle plus intelligente. La dissémination vaudrait donc encore mieux ; on peut dire en général que les propriétés d'État sont un luxe auquel les gouvernements sages, économes et libéraux renonceront bientôt. Un roi absolu seul a besoin de domaine, ne serait-ce que pour en faire argent dans un moment où ses sujets révoltés lui refusent d'autres ressources ; mais un gouvernement libéral vit des impôts consentis librement par ses commettants. Que le produit des amendes ou des confiscations soit des valeurs mobilières ou des terres, l'État ne

peut donc que s'en débarrasser par la vente. Il faut qu'il en réalise la valeur en monnaie courante. Mais dans l'époque actuelle il se présente toujours un emploi utile pour des capitaux ainsi obtenus ; c'est l'amortissement de la dette publique ; c'est le rachat des grandes concessions faites à des compagnies anonymes ; ce sont des entreprises d'utilité publique, telles que la construction des ponts, des chemins de fer et autres voies de communication ; ce sont des institutions de crédit, de finance, de bienfaisance ou d'instruction publique, et des fondations de toute sorte pour lesquelles un État jamais n'est assez riche.

Dans ce cas il n'y aurait vraiment aucun capital détruit : il aurait seulement changé de mains. Il aurait passé de mains déloyales, antipatriotiques ou même criminelles aux mains d'individus qui en font un emploi légal sous peine de se le voir confisquer de nouveau. Il n'y aurait en tout cela aucune perte pour la société en général, qui ne peut gagner à ce que des citoyens déshonnêtes possèdent de grands moyens d'action, puisque ces moyens sont le plus souvent employés par eux à faire le mal. Tout au plus résulterait-il de la dissémination d'une certaine portion du capital social accumulé, une diminution de valeurs fictives sur le marché et une faible hausse de leur prix vénal. Toutes les fois donc que la confiscation ou les amendes sont encourues à titre de pénalités criminelles, ce sont des pénalités acceptables, au point de vue économique ; c'est seulement au point de vue même de la justice et du droit moral qu'elles peuvent être attaquées et blâmées sérieusement. Les confiscations sont des peines iniques parce qu'elles n'atteignent pas seulement le coupable, mais sa famille, ses héritiers, ses enfants innocents ; les amendes, de même, blessent l'équité parce qu'elles ne sont pas proportionnelles au délit,

mais croissent en raison inverse de la fortune du coupable. Elles le punissent à peine s'il est riche, et moyennant paiement il peut se permettre le crime ; s'il est pauvre elles le frappent avec une sévérité parfois imméritée et excessive par rapport au délit qu'elles ont pour objet de punir.

Mais les amendes et confiscations ne sont pas seulement des pénalités criminelles ; ce sont encore plus souvent des pénalités fiscales, et comme telles, elles sont de même répréhensibles au point de vue de l'équité ; et de plus elles sont condamnables au point de vue de l'économie.

Autant l'État a d'intérêt à protéger la liberté, à respecter l'immunité des transactions loyales, autant il a le droit et le devoir de poursuivre la fraude partout où elle paraît, où elle se glisse, à son détriment comme à celui des particuliers. Mais ce n'est pas seulement de peines fiscales qu'il faut la punir, c'est surtout de peines afflictives plus efficaces, plus personnelles, plus justes. C'est l'homme qui est coupable et non ses biens ; c'est la personne et non les biens qu'il faut atteindre. Aucune amende, aucune confiscation ne devrait du moins être imposée que par l'arrêt public d'un tribunal, et jamais sans qu'il y soit joint une peine personnelle.

Un commerçant déloyal peut avoir intérêt à payer une fois une amende, à se laisser confisquer quelque part de son capital industriel, si dans d'autres cas plus nombreux il échappe à la pénalité et voit réussir sa fraude au point de couvrir cette perte pécuniaire qu'il compte dès lors au nombre de ses risques prévus. Les assurances sur la contrebande, auxquelles le système douanier actuel donne lieu en beaucoup de pays, ne reposent pas sur un autre calcul. Mais si quelques jours de prison, si une certaine publicité donnée au délit et à la condamnation s'ajoutaient à la peine

fiscale et désignaient le fraudeur à la méfiance publique, la crainte de voir diminuer son crédit ou sa clientèle l'arrêterait. La fraude envers l'État est un vol comme envers les particuliers. C'est un vol public essentiellement punissable, mais seulement, il est vrai, lorsque l'État lui-même n'y donne pas occasion, et ne le justifie pas au point de vue de la raison, de la justice et du droit ; lorsqu'enfin toutes les institutions sociales, dans l'ordre fiscal comme en tout autre, reposent sur la plus étroite équité et sur l'incontestable utilité de tous. En un cas pareil, malheureusement trop rare, on verrait l'opinion publique condamner la fraude qu'aujourd'hui on excuse, et flétrir la contrebande avec autant de rigueur qu'on prend aujourd'hui de plaisir à la protéger.

L'impôt indirect surtout a dans tous les temps donné lieu à des malversations. L'impôt direct lui-même peut-être payé avec répugnance ; on cherche souvent à l'éluder. Il faut donc qu'un gouvernement soit armé pour contraindre la mauvaise volonté des récalcitrants. Smith met sur le même rang que les amendes et confiscations, les frais de poursuite et de contrainte auxquels donnent lieu la perception des divers impôts directs. C'est, selon lui, encore une aggravation de charge qui ne rapporte rien à l'État, qui n'en augmente pas les recettes, qui les diminuerait plutôt, et qui accroît au contraire les dépenses par la multiplicité des actes administratifs qu'ils nécessitent. Ces frais sont donc en effet équivalents à une perte nette, soit pour l'État, soit pour le contribuable, selon la part que l'un ou l'autre en supporte. De plus Smith fait observer avec raison que cette perte tombe surtout et presque exclusivement sur les contribuables les plus malheureux, c'est-à-dire sur ceux qu'il faudrait épargner. Comme le dit Say, toute ces poursuites

se résument à demander douze francs à celui qui est incapable d'en payer dix. Mais Say a-t-il raison de prétendre qu'en pareil cas la saisie soit un meilleur moyen de faire rentrer l'impôt? ne pourrait-on pas lui rétorquer que c'est tout prendre à celui qui est incapable de rien payer, et que c'est lui prendre même les moyens de s'acquitter plus tard?

Si les amendes sont une peine injuste, en matière fiscale, lorsqu'il ne s'agit pas de fraude, mais seulement d'un retard, d'un défaut de paiement, la saisie est encore bien plus inique : c'est un désastre. L'État doit à tout prix l'éviter. Non-seulement la saisie ruine le contribuable, mais elle le déconsidère ; elle publie l'insolvabilité de celui qu'elle atteint ; elle le tue économiquement et moralement ; elle le jette dans la classe des gens à fortune en moins, dans la classe des impuissants, des membres nécessiteux, souffrants, brisés, exhérédés de la société. Ce nombre sera toujours assez grand sans que l'État contribue à l'accroître. Ce sont autant de nouvelles charges qu'il se donne, puisque ce sont de nouveaux individus, de nouvelles familles à protéger, à relever, à réhabiliter.

Après la saisie opérée, quand même elle n'a pas couvert la dette, le débiteur ne doit plus rien. Et combien la fraude n'est-elle pas facile ! chacun s'entend contre le fisc en faveur d'une famille d'expropriés. Les meubles, les objets de valeur disparaissent. A la vente, des compères rachètent à vil prix. L'État en est pour ses frais.

Un malheureux, si pauvre qu'il soit, ne laisse pas vendre ce qu'il possède quand il peut payer. Et s'il ne peut réellement payer cette année courante qu'on lui réclame, que fait la saisie? Elle le met dans l'impossibilité de payer les années suivantes. Le fisc se fait donc tort à lui-même, comme

un homme qui couperait ses jeunes arbres par le pied, parce que la récolte d'une saison a été détruite par la gelée.

Quand le fisc fait exécuter un contribuable, le produit de la saisie couvre peut-être le montant des taxes réclamées ; mais de deux choses l'une : il sera suffisant pour couvrir aussi les frais qu'entraînent un tel acte judiciaire, et comme ils sont à peu près les mêmes pour toute action intentée, ou du moins ne diminuent pas proportionnellement avec la valeur saisie, l'exécuté paie beaucoup plus qu'il ne doit, parce qu'il ne peut payer ce qu'il doit, et d'autant plus à proportion qu'il est plus pauvre et que sa dette était plus minime ; ou bien, les frais ne sont couverts qu'en partie, le reste retombe à la charge de l'État qui perd ainsi plus qu'il ne gagne. Il y aurait de l'avantage à faire tout simplement une croix sur la créance, à la passer à la colonne des pertes irrécouvrables, comme tout commerçant est exposé à le faire en cas analogue.

Que l'occurrence se présente, si toutefois elle était possible, où toute la nation, refusant l'impôt, se laissât exproprier, le produit total des contributions ainsi obtenues ne suffirait pas à payer les frais de perception.

Il y a plus encore. Presque toujours celui qui se laisse exécuter par le fisc est chargé d'autres dettes. Comme le fisc est toujours privilégié, il ruine définitivement et à son seul profit, un homme auquel ses autres créanciers accordaient peut-être du temps dans l'espérance d'en être payés plus tard. C'est-à-dire que l'État leur fait plus de tort qu'à son débiteur lui-même qu'il libère en le poursuivant. Il exerce donc à leur égard une véritable spoliation. Au moins dans le produit de la saisie, toute créance devrait être admise à participer *au prorata* de sa valeur, sans privilège

pour l'État qui est généralement en meilleure position pour supporter une perte que les créanciers d'un homme assez pauvre pour ne pas trouver dans les ressources de son crédit de quoi payer ses contributions : la loi en décide tout autrement.

En pareil cas trop d'indulgence est donc préférable à trop de sévérité. Un bon système de dégrèvement, selon des règles fixes, sages, élastiques et se prêtant avec aisance à tous les cas particuliers et aux variations annuelles du revenu des contribuables ou des pertes qui peuvent affecter leurs ressources, serait une chose aussi utile pour tous qu'un bon système de répartition générale.

Say rapporte qu'avant le ministère de Turgot en France, les fermiers ou régisseurs des droits faisaient décider en leur faveur toutes les obscurités fiscales. Le ministre fit adopter une marche contraire : il décida tous les cas douteux en faveur du redevable. Une perception plus douce favorisa à tel point la richesse publique que les profits des traitants qui n'avaient été que de 10,550,000 livres sur le bail précédent, s'élevèrent à 60 millions.

On objectera la mauvaise volonté des contribuables et la résistance calculée de certains individus aux réclamations du fisc qui serait encouragée par trop d'indulgence. On peut recourir à des peines afflictives envers celui qui ne pourrait prouver aucune perte, aucun désastre, qui serait enfin dans l'impossibilité d'établir, soit la trop haute quotité annuelle de la taxe qu'on lui réclame en raison de ses ressources, soit son incapacité réelle de la payer cette année-là ; ou plutôt, comme des preuves négatives ne suffisent pas en bonne justice, le contribuable serait passible de la loi, si on pouvait prouver contre lui que la quotité de sa contribution est équitable et qu'il est capable de la payer.

Mais cela semble une raillerie d'imposer des peines fiscales à celui qui n'est coupable que de ne pouvoir payer ce qu'on lui demande ; le Code pénal n'a jamais décrété qu'on couperait le poignet droit à un manchot de la main gauche, ni qu'on créverait les yeux d'un borgne. L'inquisition seule a fait brûler des gens déjà morts ou ceux qu'elle avait commencé par pendre. Si le contribuable était rebelle à l'impôt plutôt qu'incapable de le solder, les peines fiscales se comprendraient mieux ; et cependant, encore dans ce cas, la peine afflictive serait plus efficace, surtout contre des gens vraiment riches, obstinés peut-être à ne pas payer par esprit d'opposition politique plutôt que par avarice. Les amendes au contraire auraient plus d'effet sur les plus pauvres qui, pour les éviter, s'ingénieraient de mille manières afin de s'acquitter sans frais. Mais d'autres moyens, s'il en était, vaudraient mieux que ceux que l'on emploie.

Dans le cas où l'incapacité d'un individu pour payer sa dette serait reconnue, même sans pertes subies, mais par suite d'une mauvaise gestion, de paresse, de prodigalités, de vice enfin, ne pourrait-on l'atteindre dans l'avenir, et empêcher par là que son exemple ne fût trop suivi ? Il suffirait, ce nous semble, que sa dette ne pût s'éteindre, qu'elle se perpétuât et donnât même lieu à un intérêt pour dédommager le fisc. L'État peut toujours attendre, quand c'est par exception que les citoyens refusent de le payer ; et lorsque la majorité se montre rebelle, c'est que l'impôt est mal assis, ou le gouvernement mauvais et antipathique au peuple. Il y a dans la rentrée des revenus public une sorte de mètre de l'opinion dont les chefs de l'État ne devraient jamais négliger les avertissements. Un gouvernement bien consolidé et sûr de l'appui populaire n'étant jamais réduit à compter sur de

faibles rentrées pour exister, et pouvant toujours supporter quelques non-valeurs exceptionnelles, peut se faire de ces non-valeurs actuelles des ressources pour l'avenir. Il possède toute la suite des générations pour se faire rembourser les taxes arriérées. Il peut toujours compter qu'un jour viendra, sa protection aidant, où les fils des pauvres deviendront riches, par suite du mouvement de bascule d'une société où l'action compensatrice des lois joue librement; alors il les atteindra. Du moment que l'hérédité est reconnue, sanctionnée, garantie en principe, tout doit s'hériter, les maux comme les biens, et dans la même mesure, avec les mêmes limites que nous avons indiquées, c'est-à-dire autant que possible dans la ligne directe : la justice le veut ainsi. Le moment de l'héritage serait le moment propice à la liquidation d'un débiteur de l'État, ou au moins, dans une certaine proportion, avec cet héritage, afin de ne jamais l'absorber tout entier et de ne pas consommer la ruine complète des enfants innocents, après avoir ménagé le père coupable. Dans le cas où la saisie eût été opérée du vivant de celui-ci, les enfants, comme le père, n'eussent-ils pas d'ailleurs été frappés ?

Admettons que la famille du débiteur émigre : si elle est dénuée, insolvable, c'est un gain pour l'État, qui se trouve débarrassé d'une charge. Si elle devient riche à l'étranger, rien n'empêche que, par des traités internationaux, les gouvernements n'aient un recours réciproque contre leurs débiteurs, comme les particuliers peuvent recourir les uns contre les autres pour les dettes privées. Parfois la somme de contribution accumulée pourrait devenir considérable; on la laisserait grossir, si la dénationalisation était un moyen d'échapper au paiement de cette dette des aïeux; mais si le changement de nationalité n'acquittait pas, la dé-

loyauté n'aurait pas ce refuge. Les traités internationaux pourraient décider en principe général de ne pas accorder le changement de nationalité à des étrangers chargés d'une dette fiscale envers leur pays, et donner aux divers États de mutuelles garanties pour atteindre ces transfuges les uns chez les autres.

On voit donc que, par le perfectionnement des institutions sociales, la paix et l'union internationale aidant, on peut arriver à trouver des mesures répressives efficaces contre la rébellion à l'impôt, sans recourir aux peines fiscales ou même afflictives; mais en attendant, s'il faut opter entre les unes et les autres, les peines afflictives valent mieux.

II^e SECTION

—

DES IMPOTS RÉELS INDIRECTS

CHAPITRE XV

Des prestations en nature

SOMMAIRE : — De l'impôt en nature. — Opinion de Say. — De Smith. — Système socialiste de l'échange en nature.

De même que dans l'origine l'impôt personnel était levé sous la forme d'une prestation de services, l'impôt réel fut perçu sous la forme de prestations en nature.

Que penser de l'impôt en nature en général?

L'impôt en nature demande à l'industriel une part de ses produits, ou prélève sur le terrain même une part de la récolte de l'agriculteur au profit du trésor public. « Il a cela » de bon, dit Say, qu'il ne demande au contribuable qu'une » valeur qu'il a et sous la forme même où il la possède. »

» La Belgique, ajoute-t-il, s'est trouvée, à certaines époques, hors d'État de payer ses contributions, quoiqu'elle » eût de belles récoltes. La guerre et les défenses d'ex- » porter l'empêchaient de vendre, et le fisc voulait qu'elle » vendît, puisqu'il demandait de l'argent. Elle aurait faci-

» lement supporté les charges publiques si le gouvernement
» avait levé en nature les produits qu'il lui demandait. »

Mais qu'aurait fait le gouvernement de ces produits? Les aurait-il vendus? Il aurait été dans le même embarras que les contribuables; il aurait supporté au lieu d'eux la perte provenant de l'encombrement du marché, c'est-à-dire une diminution dans le produit des taxes, ce qui ne faisait pas son compte. Aurait-il payé en nature les services et les employés de l'État? Alors des gens fort inaccoutumés au commerce auraient dû se mettre marchands de denrées agricoles, ou proposer l'échange contre les produits qui leur étaient nécessaires; avec une perte sans doute considérable. C'est ainsi que pendant les plus terribles années de la Révolution française, des fonctionnaires se virent payés en drap et en chandelles et se trouvèrent fort embarrassés pour vivre à côté de ces valeurs qui leur étaient inutiles.

Pour remédier à l'embarras où peuvent se trouver les agriculteurs et industriels obligés de se procurer de l'argent quand ils ont des valeurs marchandes entre les mains, mais que l'état du marché ne leur permet pas de les vendre sans perte, de bonnes institutions de crédit et l'usage généralisé des *warrants* serait un meilleur expédient que le paiement de l'impôt en nature.

Say accorde encore à cet impôt l'avantage d'intéresser le gouvernement aux progrès de l'agriculture; il pense que l'impôt en nature perçu à la Chine est peut-être l'origine de la protection spéciale que l'on accorde en ce pays au premier des arts industriels. Mais tous les revenus, s'objecte-t-il ensuite à lui-même, ne méritent-ils pas la même protection? ne sont-ils pas tous des sources où les gouvernements puisent leurs subsides?

En effet, si l'impôt foncier devait être perçu en nature,

on ne voit pas la raison pourquoi il n'en serait pas de même de tous les autres impôts, pourquoi l'impôt sur les mutations ne s'acquitterait pas avec une portion du sol, pourquoi le commerçant ne paierait pas sa patente avec les produits de son industrie : la féodalité, les anciens gouvernements, en général, n'agissaient pas autrement, et en cela ils étaient très-logiques. C'est que sur la terre d'un petit seigneur, il y avait tout au plus un bottier, un chapelier, un forgeron, etc. ; et que le suzerain avait besoin de chaussures, de chapeaux, d'habits, de fers de chevaux pour lui et pour sa maison. Mais si chaque commerçant acquittait aujourd'hui sa patente et ses autres impôts avec les produits de son industrie, que feraient nos gouvernements de ces marchandises de toutes sortes dont ils ne sauraient comment répartir la distribution, et qui ne cadreraient nullement avec leurs besoins ?

Un gouvernement est d'ailleurs tout aussi intéressé à la prospérité de l'agriculture et de l'industrie en général, quand l'impôt se paie en argent ; car ce que veut le fisc, c'est le recouvrement facile et intégral de ses taxes ; or plus l'industrie est prospère, plus ce recouvrement est assuré ; et dans tous les cas, il est plus assuré en argent qu'en nature.

Say avance que la perception en nature n'admet rien d'arbitraire ni d'injuste ; que le particulier, une fois sa récolte faite, sait ce qu'il est tenu de payer, le fisc, ce qu'il est tenu de réclamer. Say se laissait absorber ici par l'idée de la dîme, qui en soi est un impôt injuste ; et, s'il est vrai que la dîme seulement pourrait plus exactement être évaluée en nature qu'en argent, pour tout autre impôt ce serait impossible. La répartition en fût-elle juste au moment de la perception, la quantité des produits que l'État serait obligé

de jeter ensuite sur les marchés feraient baisser les prix à son détriment. Dans notre société enfin on peut dire qu'un tel mode de perception serait absolument impraticable. C'est un mode essentiellement primitif qui n'a jamais pu survivre à l'état pastoral des nations.

Say, du reste, finit par reconnaître que les inconvénients, les difficultés, les frais qu'il entraînerait sont loin d'équivaloir aux avantages qu'il lui prête. Que d'agents à employer ! dit-il ; que de dilapidations à craindre ! Le gouvernement peut être trompé sur le montant de la contribution, trompé dans la conversion en argent qu'il en faut faire, trompé sur les denrées avariées, sur les frais d'emmagasinement, de transport. Si l'impôt est affermé, que de fermiers, que de traitants dont les profits sont faits sur le public ! Les poursuites seules qu'il faudrait diriger contre les fermiers de l'impôt, exigeraient une administration étendue. » Il songe enfin quel serait sur les cours l'effet de cette masse de denrées mises en vente par les préposés du fisc, aussi mauvais vendeurs que mauvais acheteurs ; il pense à la nécessité de vider les magasins pour faire place à de nouvelles contributions ou pour subvenir aux besoins impérieux du trésor. Ces besoins forceraient à vendre les produits de l'impôt au-dessous du taux où le fermage des terres, le salaire des ouvriers et l'intérêt des fonds employés par l'agriculture devraient naturellement fixer leur prix : concurrence impossible à soutenir. Un tel impôt, non-seulement ôterait aux cultivateurs une partie de leurs produits mais les empêcherait de tirer parti de la portion qu'il ne leur ôterait pas.

Smith est sur ce point encore plus sévère. « Un ministre de paroisse, dit-il, ou un propriétaire peu riche qui vit

» sur sa terre, peut trouver quelquefois certain avantage à
» recevoir en nature, l'un sa dîme, l'autre ses fermages.
» La quantité à recueillir est si petite et le terrain sur
» lequel ils ont à recueillir est si borné, qu'ils peuvent
» bien surveiller, l'un et l'autre, par leurs yeux et dans
» leurs détails. Mais un grand et riche propriétaire, vivant
» dans la capitale, courrait risque d'avoir beaucoup à souffrir de la négligence et encore plus des malversations de
» ses agents et préposés, si on lui payait de cette manière
» les fermages de domaines situés dans des provinces éloignées. La perte que le souverain aurait à essuyer par les
» abus et les déprédations des percepteurs de l'impôt serait
» encore nécessairement bien plus grande. Les domestiques
» du particulier le plus insouciant sont encore beaucoup
» plus sous les yeux de leur maître que les agents du prince
» le plus soigneux ne sont sous les siens. Un revenu public,
» payable en nature, aurait tellement à souffrir de la mauvaise administration des collecteurs et régisseurs, qu'il
» n'arriverait jamais jusque dans le trésor du prince qu'une
» très-faible partie de ce qui aurait été levé sur le peuple.
» On dit qu'à la Chine, une portion du revenu public se
» perçoit de cette manière. Les mandarins et autres employés à la levée de l'impôt ne peuvent manquer de
» trouver leur intérêt à laisser continuer une méthode de
» perception qui a tant d'avantage sur toute espèce de paiement en argent pour faciliter et couvrir les abus. »

Smith nous paraît avoir ici touché du doigt la seule raison qui peut avoir perpétué jusqu'à nos jours, même en Chine, une forme de perception essentiellement barbare et qui peut être tolérable seulement dans l'enfance des sociétés, dans la tribu ou dans la horde.

Ces quelques mots sur l'impôt en nature, suffisent à

montrer le néant de certains systèmes socialistes qui veulent supprimer la monnaie et la propriété particulière, système absolument incompatible avec l'état de nos sociétés modernes, et qui en amènerait infailliblement la ruine, si par malheur il leur était appliqué.

CHAPITRE XVI

Des impôts indirects dans l'histoire.

SOMMAIRE. — La conversion des prestations en nature donne lieu à deux sortes d'impôts.
— Caractère féodal et non social de l'impôt dans le passé. — Les impôts indirects sous les Romains. — Sous la féodalité. — Sous la monarchie. — Tous ces impôts n'étaient qu'une capitation sans franchise.

La conversion des prestations en nature en contributions payées en monnaie, donna naissance à deux ordres d'impôts : d'une part aux impôts indirects de consommation, de l'autre à la dîme, aux tailles, aux patentes industrielles, enfin aux divers genres d'impôts connus. Nous avons donc à entrer ici dans la partie la plus inextricable du labyrinthe fiscal que nous nous sommes donné la tâche d'explorer.

Mais disons tout d'abord que tous ces impôts qui succédèrent aux prestations en nature, ou même qui les laissèrent subsister en s'ajoutant à leur poids, eurent tous un caractère plus ou moins féodal. Le caractère vraiment social de l'impôt n'y apparaît jamais. Partout c'est un droit de suzeraineté exercé par le seigneur, le roi, le noble, l'homme de caste privilégiée sur le sujet, le serf, l'esclave, le manant, et étendu, au delà de sa personne, jusque sur ses biens et

son industrie, comme une extension de sa personnalité servile.

Il serait difficile et long d'aller rechercher dans les vieilles monarchies de l'Asie, dans les cités de Tyr et de Carthage ou dans les républiques grecques les premières origines de l'impôt sur les biens. Il existait certainement dès lors, sous plusieurs de ses formes directes ou indirectes. Il était probablement perçu en nature ou en argent selon l'état plus ou moins avancé des civilisations locales.

Mais les Romains, aussi ingénieux en fiscalité qu'habiles en politique, ont pris le soin d'enregistrer toutes les exactions de leurs prêteurs envers l'univers vaincu, et leurs auteurs nous ont transmis à ce sujet d'amples détails.

Des redevances en grains, en vêtements et en ustensiles de tous genres étaient demandées en nature à l'industrie et à l'agriculture. Des corvées fréquentes d'hommes, de bêtes de somme ou de chars étaient imposées aux habitants pour le transport des denrées destinées aux troupes, pour la construction des édifices publics, des ponts, des grandes routes et pour le service des postes. Des octrois étaient concédés aux villes, des péages établis à tous les passages des forêts ou des montagnes. Des lignes de douanes, extérieures et intérieures, arrêtaient à chaque instant la circulation des marchandises qui supportaient un droit du quarantième de la valeur et du huitième sur certains objets. Les bêtes féroces ne payaient que le cinquantième : c'était un objet de nécessité pour le peuple romain. Enfin toutes les marchandises en passant d'une province à une autre acquittaient un droit d'exportation⁽¹⁾.

Ces exactions ne firent que s'accroître sous les empe-

(1) M. de Girardin, *Questions de mon temps*, T. XI, de l'Impôt, p. 6.

reurs. Un impôt appelé *chrysargyre*, établi par Constantin, se prélevait, tous les cinq ans, sur les petits marchands et artisans, sur tous les genres de commerce, quels qu'ils fussent, même sur le commerce de la prostitution, et sur les pauvres, les répudiées, les esclaves, les affranchis. Zozime, écrivain du iv^e siècle, fait une peinture saisissante de la détresse qu'il causait aux populations de l'empire.

« Au retour de la quatrième année, à l'approche du
» terme fatal où le tribut devait être payé, on n'entendait
» par toutes les villes que des gémissements et des plaintes.
» Quand l'époque était venue, les fouets et les tortures
» étaient employés contre ceux qui ne pouvaient, dans leur
» extrême pauvreté, payer le *chrysargyre*. Les mères ven-
» daient leurs enfants et les pères prostituaient leurs filles
» pour se procurer, par ce détestable trafic, l'argent que
» demandaient les impitoyables exacteurs de cet impôt ⁽¹⁾. »

Les salines, l'exploitation des carrières et plusieurs autres monopoles étaient réservés par les empereurs, comme elles le furent plus tard par les rois leurs successeurs.

La féodalité ne laissa tomber aucun de ces précédents. Elle imita et outra encore chacune des inventions fiscales dont les maîtres du monde et du droit lui avaient léguées les exemples. Elle en imagina qui semblent lui avoir été propres. Elle en multiplia les formes. Elle en varia les noms.

Outre les gabelles, ou droit de sallage, impôt éternel que partout on rencontre dans l'histoire, outre nombre d'autres impôts sur les denrées les plus nécessaires, établis sous divers prétextes, outre les prestations en nature, les redevances qui frappaient toutes les industries, il y eut sur le seul commerce des vins entre autres un luxe incroyable de

(1) M. de Girardin, p. 4.

taxes successives. Des droits de *pertuisage*, de *cellerage*, d'*afforage*, de *chantelage*, de *liage* et de *roage* poursuivaient ce produit sous toutes ses formes, depuis le pressoir jusqu'à sa sortie des mains du producteur, et n'exemptaient pas même la lie.

La circulation des denrées et le commerce auquel elles donnaient lieu, n'étaient pas moins frappés que leur production ou leur fabrication. Des péages multipliés arrêtaient les marchandises à chaque rivière, à chaque passage, à l'entrée de chaque province, de chaque seigneurie, de chaque bailliage, de chaque commune. Chacun d'eux équivalait à une ligne de douane. Il fallait payer des droits de *pontenage*, de *barrage*, de *cauciage*, de *timonage*, de *truage*, sous prétexte d'entretenir des voies de communication que, d'autre part, les corvées devaient faire et réparer.

En outre, des droits de *foire et de marchés* étaient réclamés dans les villes ; puis des droits de *louage*, de *colmage*, d'*hostelage*, de *tonlieu* devaient être acquittés, selon les cas, pour obtenir l'autorisation de vendre ; l'*estellage*, le *plassage*, le *hallage*, le *fenestrage* étaient réclamés selon que la vente avait lieu dans une rue, une place, une halle, ou que la marchandise était étalée à une fenêtre.

Sous le titre de *banalités* le seigneur se réservait encore d'autres droits, qui retombaient sur ses serfs. Il les obligeait à faire moudre leurs grains à son moulin, à cuire leur pain à son four, à pressurer leurs raisins à ses pressoirs, à aiguiser leurs instruments de labour à sa forge, à s'approvisionner de viande à sa boucherie : c'étaient autant de monopoles dont chacun payait une part à peu près égale ou du moins proportionnelle à ses besoins, à ses dépenses, mais non à sa richesse. Il fallait payer l'impôt, beaucoup d'impôt, tout l'impôt, ou laisser dépérir ses denrées sans

les consommer et finalement mourir de faim. C'était enfin un impôt proportionnel à la quantité de vie possible pour chacun : d'autant moins on pouvait payer, d'autant plus on mourait.

L'on peut dire, sans exagération, que toutes les combinaisons possibles ont été épuisées pour trouver de nouvelles manières d'extorquer de l'argent aux faibles au profit des forts, ou de nouveaux noms à de vieilles inventions fiscales pour les rendre moins odieuses à ceux sur lesquels elles pesaient. Tous les moyens ont été mis en œuvre pour accabler exclusivement les classes laborieuses, utiles et pauvres de la société, qui devraient être le plus épargnées en raison même de leur utilité, de leurs labeurs et de leur pauvreté, au profit des classes oisives et riches qui peuvent toujours être frappées sans nuire à personne, qu'à elles-mêmes, en raison de leurs richesses et surtout de leur oisiveté.

Cette nomenclature féodale si étrange et si variée, ces droits de toutes sortes n'étaient donc pour les seigneurs qu'autant de manières de pressurer leurs serfs et d'atteindre parfois jusqu'à la classe intermédiaire des artisans et des bourgeois libres des villes, nouveaux émancipés des communes, en élevant le prix des approvisionnements à leur profit. Ils se procuraient ainsi un revenu, non-seulement sur leurs propres tenanciers mais sur des populations affranchies de leurs suzeraineté et relevant directement du roi.

S'il se fût agi seulement de constituer un revenu national à ce dernier, ou à l'État en sa personne, tous ces impôts eussent été aussi inintelligents que possible, car tous se dévoreraient eux-mêmes par leur énormité ou par leur mode de perception qui tendait à réduire, soit la quantité de la matière imposable, soit le nombre des imposés. Aussi l'expé-

rience a-t-elle suffi pour les faire abandonner en partie à mesure que le gouvernement central prenant plus d'influence, a remplacé peu à peu l'autorité des seigneurs. Pourtant ces impôts ne disparurent encore que bien lentement, et continuèrent de subsister, mais en se simplifiant toujours de plus en plus sous le gouvernement monarchique.

Ainsi les aides royales se substituèrent aux impôts indirects établis dans chaque seigneurie; mais ce ne fut pas sans peine. L'on sait que ce fut l'établissement définitif et perpétuel des aides, et un impôt sur les herbes en particulier, qui causa à Paris la sanglante révolte des *Mailloins* sous Charles VI. De même les douanes provinciales et nationales au profit de l'État, remplacèrent ou même s'ajoutèrent aux péages féodaux. A côté du *champart* et des redevances, et avant de les remplacer, s'établit la taille perpétuelle. La royauté fut donc une charge de plus pour le peuple; et, comme le dit M. de Girardin : « Porter à la fois la féodalité et la royauté, c'était trop du double. »

Les impôts indirects sur les objets nécessaires à une existence honnête, ne sont en réalité autre chose qu'une sorte d'escroquerie fiscale. Tous ces impôts, bien qu'avec différents noms, n'étaient au fond qu'une capitation immense et multiple, sous la forme la plus inique et la plus barbare, levée denier par denier, soutirée de la main du peuple, tandis que d'autres impôts lui étaient pris à force ouverte. C'était une capitation sans franchise et sans justice, qui pesait sans proportionnalité, et même progressivement, sur les classes pauvres. Les consommateurs étaient obligés de payer un tel impôt à tant par tête, puisque une quantité presque égale des produits imposés était indispensable à chacun pour vivre.

Telles furent, par exemple, les taxes sur le blé et la

farine, qui ont existé si longtemps et en tant de lieux, et qui même existent encore sous le nom de primes, de droit protecteur ou d'échelle mobile ; tels encore les impôts sur le sel, sur le savon, sur la chandelle et enfin sur tous les objets d'un usage journalier, qui ne sont pourtant pas placés parmi les choses nécessaires à la vie par certains économistes, sous prétexte qu'elles ne se mangent pas.

Ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que, malgré tant d'heureuses réformes déjà faites, malgré le besoin si pressant d'en faire encore, malgré les vices théoriquement et pratiquement démontrés d'un pareil système fiscal, la plupart de ces impôts injustes et onéreux continuent de subsister presque partout sous l'une quelconque de leurs formes si multiples.

Si la capitation ne se lève plus comme autrefois à quatre deniers par tête servile, elle est toujours perçue, et toujours avec improporționalité, seulement elle frappe sur la presque totalité de la nation. C'est-à-dire que partout où les impôts de consommation, les douanes, les octrois figurent encore dans les budgets pour une somme considérable, l'impôt qui en résulte tombe à tant par tête sur le peuple, mais avec une progression marquée sur la misère, au lieu d'être en raison des facultés.

CHAPITRE XVII

Théorie des impôts de consommation en général.

SOMMAIRE. — Vices de ces impôts. — Ils ont le même effet qu'un sol ingrat. — Ils marquent la limite de la vie possible et l'abaissent. — Ils relèvent les salaires et déciment la population. — Répercussions multiples de ces impôts. — Impôts sur le combustible. — Sur le pain. — Attaques de M. de Girardin contre ces impôts. — Noms des économistes et des hommes d'État qui les ont critiqués. — L'impôt de consommation est un impôt contre la consommation et contre la richesse. — La vie à bon marché résultant de leur abolition. — Loi de la population. — M. Thiers — Impôt sur les vins en France. — Improportionnalité de ces impôts. — L'ouvrier qui ne peut changer de profession languit et meurt. — La civilisation doit porter remède à un tel état des choses.

Déjà on a pu voir, d'après notre exposition des principes de la théorie fiscale, à combien de points de vue l'impôt indirect ou de consommation est condamnable, combien il est contraire à l'équité, à l'économie dont il blesse presque toutes les règles, à la moralité publique, au droit naturel et à l'hygiène. Nous n'aurons ici qu'à développer ces arguments généraux d'une manière plus spéciale, et à les appuyer sur des faits, sur des nombres, en même temps que sur le témoignage universel des économistes qui, tous, les ont critiqués et condamnés. Si de pareils impôts ont trouvé des défenseurs, ce n'est que dans les rangs de ces hommes

d'État et de ces profonds politiques que Smith appelle
» des êtres insidieux et rusés ⁽¹⁾. »

» Les impôts sur les choses nécessaires à la vie, dit Smith,
» ont sur le sort du peuple à peu près le même effet qu'un
» sol ingrat ou un mauvais climat. Ces impôts renchérissent
» les denrées de la même manière que si elles coûtaient plus
» de travail et de dépenses qu'à l'ordinaire pour être pro-
» duites. »

Le même auteur reconnaît, du reste, que de tels impôts n'ont été inventés que pour suppléer à une capitation impossible à établir autrement dans des proportions aussi fortes, parce qu'elle se lève, non sur ce que le contribuable peut épargner, mais sur ses besoins avant même qu'ils soient satisfaits ; de sorte qu'elle est exactement proportionnelle à sa dépense indispensable ou superflue, et en marque la limite, même au-dessous du nécessaire, sans grâce ni merci pour personne. Il faut ainsi que l'impôt soit payé avant de vivre.

Comme partout, ajoute Smith ⁽²⁾, le salaire du travail se règle en partie par la demande du travail et en partie par le prix moyen des choses nécessaires à la subsistance du travailleur, un impôt sur ces subsistances doit nécessairement faire monter les salaires et même en une proportion plus grande que l'accroissement d'impôt qui cause le renchérissement factice. C'est ainsi qu'un impôt sur les choses nécessaires à la vie opère exactement de même qu'un impôt direct levé sur les salaires et levé avec la plus inflexible rigueur. Si la demande du travail diminue quelque peu, par suite du renchérissement des produits, ce qui ne peut

(1) Smith, *Richesse des Nations*, T. II, p. 51, 55 et 56.

(2) Id. *Richesse des Nations*.

manquer d'arriver, les salaires s'abaissent au lieu de monter et un certain nombre de travailleurs, ou du moins leurs enfants, meurent pour que le reste puisse vivre : c'est une loi fatale.

Aussi à combien de justes plaintes donnent lieu de pareils impôts ! « Chaque fois que je m'assieds à table avec » mes enfants, disait, en Angleterre, une femme du peuple, » je vois la main du fisc saisir une part de tout ce qu'ils » mangent. »

Sir Mathieu Decker⁽¹⁾ a fait observer avec raison qu'il y a des impôts répétés et accumulés cinq à six fois dans le prix de certaines marchandises. Par exemple, de son temps, dans le prix du cuir en Angleterre, il fallait payer, non-seulement l'impôt sur la matière première de la chaussure que l'on portait, mais encore une partie de l'impôt sur les souliers que portaient le cordonnier ou le tanneur. Il fallait payer, de plus, l'impôt sur le sel, sur le savon et sur la chandelle que consumaient ces ouvriers, et puis encore l'impôt sur le cuir usé par les fabricants, de ce sel, de ce savon et de cette chandelle.

En beaucoup de pays, il y a des lourds impôts sur le combustible, et plus généralement dans les pays froids où il est plus nécessaire de se chauffer, parce que seulement dans de tels pays de tels impôts rapportent suffisamment au fisc pour valoir la peine d'être établis et perçus. Le montant de ces impôts doit donc être payé deux fois par les contribuables, d'abord directement sur ce qu'ils consomment pour se chauffer, et indirectement sur le chauffage de tous les producteurs des denrées qu'ils achètent.

En Hollande⁽²⁾, au milieu du siècle dernier, le prix en

(1) Smith, T. II, p. 566.

(2) Smith, T. II, p. 569.

argent du pain qui se consommait dans les villes était doublé par les *droits de mouture et de four*. Dans les campagnes, au lieu de ces impôts on payait tant par tête, selon l'espèce de pain que l'on était censé consommer. Dans le même pays, sorte de terre promise de la fiscalité, où les taxes aujourd'hui encore sont plus lourdes que partout ailleurs, on payait à tant par tête la permission de boire du thé.

Des impôts sur la farine et le pain existaient à la même époque dans le Milanais, l'État de Gênes, les duchés de Modène, de Parme, de Plaisance et Guastalla. Ils ont existé dans l'État de l'Église, où du reste le pape actuel a rétabli en 1850 *le droit de mouture*, tant il est ami des pauvres, mais seulement des pauvres d'esprit, et ennemi de l'esprit de progrès qui menace sa triple couronne.

Nul n'a attaqué l'impôt de consommation avec plus de vigueur que M. de Girardin, nul n'a résumé avec plus de brièveté et de force les objections qu'on peut lui faire. Il les a souvent mises sous formes de paradoxes ; mais ces paradoxes sont réellement autant d'axiomes.

« S'il y a un impôt qui soit essentiellement impropor-
tionnel, essentiellement progressif, mais progressif en raison
inverse des facultés contributives, c'est l'impôt sur la con-
sommation, c'est l'impôt qu'on appelle indirect.

» De tous les impôts, l'impôt indirect est le plus inégal,
car c'est sur le pauvre surtout qu'il retombe de toute sa pé-
santeur. Si peu que le pauvre consomme, il est cependant
des consommations auxquelles il ne saurait absolument
échapper, ne fût-ce qu'à la consommation du sel. ⁽¹⁾ »

En tous cas, l'impôt sur la consommation ne saurait se

(1) M. de Girardin, *Questions*, T. XI, p. 237.

justifier qu'à la condition d'être universel sur toutes les matières consommables, et à la condition surtout d'être unique. « S'il n'est pas unique, dit M. de Girardin, c'est-
» à-dire si quelque autre impôt s'y joint, il n'en est que
» plus inique; car alors, le moins que le contribuable
» soit frappé, c'est deux fois pour la même part de richesse.

» L'impôt de consommation, dit-il autre part, c'est le
» pôle opposé de l'unité de l'impôt, car c'est nécessairement
» la diversité de l'impôt.

» En effet, si l'impôt sur la consommation n'est pas extrê-
» mement divers, il sera souverainement injuste. S'il ne
» frappe sans exception tous les objets de consommation,
» il les divisera inévitablement en deux catégories : ceux
» qui seront privilégiés et ceux qui seront grévés. Que
» deviennent dans ce cas les deux principes de l'égalité et
» de la proportionnalité de l'impôt?

» On dit : l'impôt indirect est le plus facile à prélever;
» mais aussi c'est le plus coûteux à percevoir.

« On ajoute : c'est le meilleur de tous les impôts, car c'est
» celui dont on s'aperçoit le moins quand on le paye. Pré-
» tendre justifier un détestable impôt par une telle rai-
» son conduirait à innocenter le vol; puisque de toutes les
» manières de s'enrichir le vol est celle qui donne le moins
» de peine. »

En effet, voler ce n'est au fond rien de plus que de prendre l'argent des gens sans qu'ils s'en aperçoivent. Un tel impôt est donc tout ce qu'on peut imaginer de plus immoral. C'est en réalité la fraude organisée par l'État, et cela seul explique la haine instinctive du peuple pour les douaniers et autres collecteurs de tels impôts, auprès desquels les contrebandiers sont les vrais défenseurs de la morale publique. Un tel système fiscal peut se

concevoir entre un gouvernement despotique et un peuple qui le subit; mais cela ressemble à une absurdité, à une étourderie de la loi, à une aberration de l'esprit chez une nation libre où l'État n'est autre chose que cette nation se gouvernant elle-même, où le peuple et le gouvernement se pénètrent de toutes parts et ne sont qu'un corps, une âme, une vie, un organisme dont tous les membres sont solidaires.

M. de Girardin cite à l'appui de ses opinions sur l'impôt indirect, les noms de Turgot, de J.-J. Rousseau, de Montesquieu lui-même, enfin Buchanan, Scialoja, Rœderer, J.-B. Say, Smith, et les textes de tous ces auteurs qui condamnent, soit le principe de l'impôt indirect, soit ses abus et ses maladresses fiscales. Nous ne choisirons dans cette galerie que ce mot de Jean de Witt. « Je sais que les petits droits » sont comptés pour rien par des personnes qui n'entendent » pas le commerce; mais des gens qui y sont versés savent » bien qu'on peut plumer un grand oiseau plume à plume, » jusqu'à ce qu'il n'en ait plus. » Plumer les peuples, leur infliger une tonte annuelle sans trop les faire crier, tel est en effet le rôle de l'impôt indirect.

« L'impôt de consommation, dit encore M. de Girardin, » c'est un impôt contre la consommation; tout impôt contre » la consommation est un impôt sur le travail; tout impôt » sur le travail est un impôt contre la richesse.

» Sous l'empire d'un régime fiscal qui fait obstacle sous » toutes les formes à la consommation, qu'arrive-t-il? Il » arrive que le plus grand nombre ne consomme que la » plus petite quantité possible d'aliments et d'objets nécessaires. Si le contraire avait lieu, si la plus grande quantité possible d'aliments et d'objets nécessaires était consommée par le plus grand nombre, un immense essor » serait donné à notre agriculture, à notre industrie, à

» notre commerce. Aujourd'hui le travailleur qui consomme
» comme dix produit comme dix ; s'il consommait comme
» vingt, il produirait comme vingt avec moins d'efforts et
» plus de bien-être. Or, ce qu'il aurait gagné en bien-être
» profiterait à la prospérité de l'agriculture, de l'industrie
» et du commerce. »

On peut objecter qu'il ne servirait de rien d'affranchir d'impôts tous les objets de consommation, si l'augmentation de la demande qui en devait résulter en élevait d'autant les prix ; et si, d'autre part, chaque travailleur travaillant comme deux, l'offre de travail se trouvait doublée et amenait la diminution des salaires. Mais tel ne saurait être le résultat d'une pareille mesure.

La consommation augmentée, augmenterait au contraire la production, c'est-à-dire la demande de travail. Le renchérissement des produits ne serait que passager et aurait pour corrélatif une hausse passagère des salaires. A mesure que la production deviendrait suffisamment active, les salaires redescendraient à un taux inférieur, de même que le prix des produits ; et, au résultat, il s'établirait un équilibre où les salaires devraient revenir au même taux absolu, mais avec un bien-être supérieur, c'est-à-dire à un taux plus élevé relativement au prix des subsistances : ce serait enfin la vie à bon marché. En même temps, la terre ayant produit davantage, et nourri plus de bras, aurait rapporté de plus grands profits, et la valeur vénale du sol se serait élevée avec l'accroissement du revenu net. Les propriétaires et agriculteurs plus riches se permettraient de plus grandes dépenses de luxe, ce qui augmenterait encore la demande de travail et les salaires, sans élever le prix des subsistances. En définitive il devrait donc se produire un grand accroissement de bien-être ; et s'il était possible de borner l'ac-

croissement parallèle de la population par des moyens légitimes et moraux, la solution du problème du prolétariat serait trouvée. Pour cela qu'on s'adresse à l'instruction publique, au luxe, c'est-à-dire aux seuls moyens qu'on n'ait jamais employés, et l'on arrivera au but cherché. La preuve en est dans cette loi, elle-même prouvée : La faculté génératrice croît avec la misère, la dégradation morale, l'oisiveté ou l'infériorité intellectuelle ; elle croît encore avec le travail physique et la fatigue qui en résulte ; elle décroît avec l'abondance, la délicatesse de la vie, l'occupation d'esprit, l'élévation des goûts et du caractère, et la vie sédentaire des femmes.

Selon M. Thiers, pourtant, rien n'est beau et bon comme l'impôt indirect qui n'est à ses yeux qu'une imperceptible avance faite par le travailleur à l'acheteur. Comparant dans son enthousiasme fiscal la diffusion de l'impôt à la diffusion de la lumière, il prétend que l'impôt se répartit à proportion de ce que chacun consomme, par la raison que l'impôt se répercute à l'infini, et que, de répercussion en répercussion, il devient en définitive partie intégrante du prix des choses. De sorte, que celui qui achète le plus d'objets, est celui qui paie le plus d'impôts.

Ce que M. Thiers affirme ainsi, M. de Girardin le nie non moins positivement. « Est-ce qu'il n'y a pas une consommation qui est forcée, répond-il, celle qui consiste dans la » nécessité, pour vivre, de manger et de boire ? Est-ce que » cette consommation forcée s'accroît avec la fortune ? Est-ce » que l'ouvrier qui s'est épuisé pendant dix heures à travailler et qui consomme dans son ménage trois hectolitres de » vin par an, boit trop ? Eh bien ! pour ces trois hectolitres » de vin, d'une valeur moyenne inférieure à 60 francs, » l'octroi prélève 61 fr. 05 c., c'est-à-dire qu'il en double

» et au delà le prix. Pour l'ouvrier et l'employé qui gagnent
» 1,200 francs, ce droit de 60 francs équivaut à lui seul au
» vingtième de leur salaire, et rien que la boisson entre
» ainsi pour un dixième environ dans le montant de leur
» dépense annuelle¹. »

Aussi, que font-ils ? Ils en boivent moitié moins, au détriment de leur santé et de la prospérité des propriétaires de vignobles.

« 43 francs de droit, reprend M. de Girardin, à ajouter
» au prix d'une pièce de vin de 212 litres, pour M. Thiers
» c'est une imperceptible avance ; mais en est-il de même
» pour l'ouvrier ou pour l'employé qui gagne 3 francs par
» jour et qui n'est payé qu'à l'expiration de la quinzaine ou
» du mois ? Une telle avance, qui équivaut à quinze jours de
» travail, et à un mois, si l'on ajoute le prix de la pièce de vin,
» est matériellement impossible pour le plus grand nombre.
» Il arrive alors que ne pouvant faire l'avance de 75 francs
» pour le prix d'une pièce de vin de 212 litres, ils paient en
» détail ces 212 litres 127 francs. C'est donc une différence
» de 52 francs à leur détriment, et encore, au lieu de vin sans
» mélange, ont-ils du vin frelaté et coupé.

« Le travailleur qui paye sans qu'il puisse s'y soustraire
» 200 francs de droits d'octrois et de taxes diverses de con-
» sommation, s'il ne gagne que 1,000 francs, verse au fisc
» un cinquième de son salaire, l'employé qui gagne 2,000
» francs ne paiera plus que le vingtième. Que serait-ce
» enfin si nous comparions la consommation du travailleur,
» père de famille, qui gagne 1,000 francs par an, à celle du
» rentier célibataire, qui a reçu par voie d'héritage 10,000
» francs de rente ? l'un et l'autre payant 200 francs de droits

(¹) M. de Girardin, *de l'Impôt*, p. 295.

» d'octrois, l'un paie dans la proportion de $1/5$, l'autre de
» $1/50$ de son revenu. »

On objectera que ces 200 francs d'impôts ne sont pas répartis sur toute la dépense du riche, mais seulement sur sa dépense nécessaire, et qu'il paie de plus l'impôt sur toute sa dépense superflue. Du moins faudrait-il convenir que dans la mesure du nécessaire seulement, l'impôt pour chacun est forcé : si on ne le paie on meurt. Au delà il est facultatif : on peut ne pas le payer et cependant vivre. Or est-il une rigueur de perception aussi violente que celle qui menace de la mort? Auprès d'elle la descente des gens d'armes, de l'ancienne maréchaussée ou de l'homme du seigneur au bâtonnet taillé n'était-elle pas d'une grande douceur?

Mais le reproche le plus grand qu'on puisse faire à l'impôt de consommation, tel que l'entend M. Thiers, c'est de peser sur les familles nombreuses des travailleurs pauvres ou des petits rentiers, de leur rendre toute épargne impossible, de ruiner les personnes larges et généreuses dans leur dépense, et d'épargner la richesse parcimonieuse, avare et égoïste dont rien ne peut alors atteindre la fortune chaque jour entassée et accumulée dans l'oisiveté.

« Il faut, dit encore M. Thiers, que l'ouvrier retrouve
» forcément dans son salaire le prix des impôts qu'il a payés,
» autrement il changerait de profession ou mourrait de
» misère. »

Mais justement parce qu'il ne peut changer de profession, dans la plupart des cas, au lieu de pouvoir amener une augmentation de salaire en retirant ses bras à l'industrie qu'il alimente pour les porter dans une autre, il est au contraire forcé par un plus grand besoin de prolonger chacune de ses journées d'un certain nombre d'heures pour

payer ce que lui enlève l'impôt, ce qui revient à une augmentation dans l'offre du travail. Le salaire, au lieu de monter, baisse donc d'abord; et s'il ne se produit une augmentation de demande, l'ouvrier, bientôt forcé de travailler plus longtemps pour le même prix et de payer plus cher ce qui est nécessaire à sa vie, languit et meurt. Seulement après le vide laissé par sa disparition dans les rangs de la production, le salaire se relève à un taux convenable.

« Empêcher l'ouvrier de languir de misère et quelquefois d'en mourir, dit M. de Girardin, c'est là ce qu'il faut chercher; c'est là ce qu'il faut trouver, non-seulement dans son intérêt, mais dans l'intérêt de la société, non-seulement pour l'intérêt de l'humanité, mais pour l'honneur de la civilisation. »

Il faut empêcher l'ouvrier de languir et de mourir de misère, il faut encore autant que possible lui rendre la vie aisée et facile : c'est diminuer pour lui les difficultés de la vertu et de l'honnêteté. « L'abondance et la modicité du prix des vivres, a dit Robert Peel, tendent à diminuer le chiffre des crimes et à répandre la moralité. »

CHAPITRE XVIII

Des douanes et octrois.

SOMMAIRE. — Ces impôts ont tous les inconvénients des impôts indirects. — Nouvel octroi de Paris. — Les douanes se justifient mieux que les octrois. — Deux éléments dans les taxes douanières. — M. Du Mesnil-Marigny. — Les douanes sont nécessaires pour soutenir le niveau de la richesse fictive. — Que doivent être les douanes. — Sur quelques objets de consommation générale. — Sur tout objet de consommation. — L'Angleterre. — La Suisse. — La France.

La question des octrois et des douanes aurait besoin d'être traitée longuement. La matière est ample et sujette à controverse. Nous ne ferons ici que la résumer sommairement, afin de ne pas allonger outre mesure notre travail.

Les octrois et les douanes offrent la plupart des inconvénients attachés aux impôts indirects et, en général, aux impôts de consommation : ils frappent inégalement le peuple et surtout le pauvre ; ils gênent l'industrie, dont ils atteignent les matières premières et augmentent de plusieurs manières les frais de production ; ils gênent la circulation et empêchent le niveau naturel des prix de s'établir des deux côtés d'une même frontière ; ils causent enfin une cherté artificielle des denrées dont tout le monde souffre, surtout si cette cherté artificielle n'atteint que

certaines objets de consommation, et non tous en général; de plus, quelques chiffres donneront une idée des frais de perception qu'ils coûtent.

Pour les octrois, citons seulement la ville de Paris. Pendant qu'elle restait enfermée dans ses anciennes barrières, sa population diminuait au lieu d'augmenter, et des villes nouvelles se bâtissaient dans ses faubourgs, où, pour échapper à l'impôt, les artisans, les classes moyennes de la bourgeoisie et de l'industrie se réfugiaient. Londres, durant le même temps, s'étendait en liberté et voyait doubler sa population.

La ligne des octrois de Paris vient d'être reculée; elle embrasse maintenant ces faubourgs ou plutôt ces villes extérieures qui se sont construites à ses portes. Un vaste espace de terrains vagues se trouve aussi renfermé dans les nouvelles barrières. Se couvrira-t-il de constructions? Lentement et seulement par suite de l'excessive cherté des loyers qui règne dans les quartiers du centre et qui offre de grands avantages à l'industrie du bâtiment. Mais une partie de ces constructions, au lieu de s'élever dans l'enceinte nouvelle, seront encore portées au delà, toujours pour échapper à l'octroi, et commenceront de nouveaux faubourgs avant que les anciens se soient complètement rattachés à la ville primitive et confondus avec elle. L'abolition des barrières fiscales ferait cesser cette anomalie et accélérerait l'érection de quartiers intérieurs. Or, il suffirait à la ville de Paris, pour obtenir un revenu plus considérable que celui dont elle jouit, d'imposer à ses habitants des centimes additionnels ou d'établir un impôt, soit sur les revenus, soit sur les loyers, qui, payés par les locataires, reviendrait pour eux exactement au même que les octrois, mais avec une moindre inégalité de répartition et de moindres frais de percept

Elle eut épargné ainsi les 19 millions que lui ont coûté ses nouvelles barrières, sans compter les 40 millions qui ont été enfouis dans ses fortifications et qui l'ont dispensée d'établir une enceinte purement fiscale. Enfin 2000 employés de plus coûteront environ 4 millions d'appointements, qui, avec l'intérêt des 19 millions déjà employés, s'élèveront à la somme annuelle de 6,950,000 francs ou presque 7 millions de frais de perception. Quelle recette faudra-t-il pour suffire à ces énormes charges? A quel taux faudra-t-il imposer les denrées, d'abord pour recouvrer le montant de telles avances, ensuite pour obtenir un revenu net égal à celui qui sera nécessaire pour faire face aux dépenses d'édilité des nouveaux quartiers habités, ainsi que d'un immense espace vide de construction qui ne participera en aucune façon à la formation de ce revenu, mais seulement occasionnera des frais immenses et inutiles en sus des frais nécessaires? C'est donc tout simplement une mauvaise spéculation que la ville de Paris vient de faire. Elle pouvait reculer ses barrières, elle le devait; mais elle devait en même temps changer le système de son impôt municipal.

Les douanes ne sont pas au même degré que les octrois des impôts irrationnels : cependant les frais de perception en sont encore considérables. Les douanes françaises ont coûté à percevoir, en 1854, 21 fr. 32 cent. p. 0/0 de leur produit. Il est vrai que la même année les douanes anglaises ne coûtaient que 6 fr. 91 cent. p. 0/0. Il y a donc des moyens d'augmenter le revenu net de pareils impôts. Le tout est de les asseoir d'une manière économique et intelligente.

Si les octrois ne se justifient en aucune manière, s'ils sont une anomalie, une absurdité fiscale dans notre époque, les douanes à certains égards peuvent être défendues, soutenues comme nécessaires, quoique d'une nécessité fatale.

Il y a deux éléments dans les taxes douanières : l'élément protecteur et l'élément purement fiscal, et ils se combattent l'un l'autre.

Les droits protecteurs sont, comme les octrois, une fausse spéculation du fisc qu'ils ruinent au lieu de l'enrichir. Plus ils sont élevés, moins ils rapportent, et leur produit décroît progressivement et non pas seulement en raison proportionnelle exacte de leur élévation. C'est de ces sortes d'impôts surtout qu'on peut dire que *deux et deux ne font qu'un*. Sous prétexte de protéger la production nationale, les droits protecteurs sont en réalité un monopole constitué en faveur de certains industriels et au détriment de tous les autres. C'est du favoritisme, de l'inégalité ; et dans les pays de souveraineté populaire, c'est une illégalité. S'il fallait absolument protéger le développement de certaines manufactures, il vaudrait mieux leur accorder directement une prime qui les aidât à soutenir la concurrence de l'étranger ; mais débarrasser complètement une industrie du frein et de l'éperon de cette concurrence par des prohibitions et des tarifs protecteurs, c'est l'endormir dans sa routine et dans son indolence, au détriment de toute la nation obligée de payer fort cher des produits que l'étranger lui offre à meilleur compte ou de meilleure qualité.

Il n'en est pas de même des taxes purement fiscales. Elles ont leur raison d'être dans notre organisation internationale actuelle ; et elles ne peuvent sans inconvénient être abolies par un État que si tous les autres sont d'accord pour les abolir simultanément. C'est une question politique plutôt qu'une question économique ; une question de guerre et non pas seulement d'industrie. Elle est liée de fort près à celle du désarmement général. La solution de l'une serait celle de l'autre.

M. Du Mesnil-Marigny ⁽¹⁾, dans un savant ouvrage où le problème du libre-échange est étudié avec une rigueur toute mathématique, a établi que le seul moyen de réaliser la vie à bon marché, c'est de supprimer, avec tout impôt de consommation à l'intérieur, toutes les taxes douanières, et surtout celles qui frappent les matières premières et les objets de première nécessité. Par ce système, la richesse réelle d'un pays se trouverait portée à son maximum. L'abondance et la prospérité y régneraient; puisque, outre ses propres produits, il aurait sans frais ceux que l'étranger peut lui fournir à meilleur marché, en échange de ceux qu'il peut produire à bon compte. Mais par un effet qui résulte de l'évaluation toute relative du prix des choses, la richesse fictive de cet État, richesse purement nominale, c'est-à-dire évaluée arithmétiquement en monnaie, se trouverait diminuée d'autant plus que sa richesse réelle se serait accrue par rapport à la richesse fictive des autres pays. En d'autres termes, une quantité supérieure d'utilités réelles y serait évaluée à une quantité égale ou inférieure de monnaie. Tous les prix des choses étant ainsi fixés plus bas qu'autre part, une telle nation perdrait dans tous ses échanges avec l'étranger, puisqu'elle donnerait plus de richesse réelle qu'elle n'en recevrait dans des échanges d'une valeur vénale égale. Il en résulterait une exportation considérable de ses produits, contre une importation considérable de monnaie ou de valeur représentative, qu'elle ne pourrait échanger de nouveau qu'avec perte contre les produits manufacturés ou les matières premières de l'étranger d'une valeur réelle moindre ou plutôt d'un prix vénal plus élevé.

(1) *Les libres-échangistes et les protectionistes conciliés*, par M. Du Mesnil-Marigny. Paris. 1860.

De sorte que l'abondance même du numéraire ramènerait bientôt chez elle le prix des subsistances et celui des salaires au taux où seraient les salaires et les subsistances chez les nations voisines. Mais alors cette cherté fictive qui en résulterait, serait toute au profit de l'étranger, qui s'enrichirait ainsi aux dépens des sacrifices qu'aurait faits l'État pour amener l'abondance et le bon marché de la vie et du travail.

Une telle nation paierait en réalité l'impôt des autres nations au lieu de payer le sien, qu'il faudrait d'ailleurs lui demander sous une autre forme. En cas de guerre enfin, l'étranger lui prenant tous ses approvisionnement à bon marché, c'est-à-dire à leur prix réel d'utilité, sans aucune augmentation factice, arriverait à l'affamer, tout en l'enrichissant ; et surtout si cette nation était obligée de recourir à lui pour son matériel de guerre, elle se trouverait ruinée à double titre : ruinée de richesse réelle, ou de subsistance ; ruinée de richesse fictive dans ses acquisitions de produits étrangers.

En un cas pareil, des douanes établies sagement sont en quelque sorte indispensables pour soutenir la richesse fictive d'un peuple au même niveau que chez les peuples voisins, par rapport à la richesse réelle ; c'est-à-dire pour maintenir la valeur vénale et toute relative de ses produits à un même taux par rapport à leur valeur d'utilité. Et cet état de choses devra durer tant qu'il y aura possibilité et chance de guerre entre les nations ; il devra durer jusqu'à ce que toutes les frontières fiscales tombent à la fois.

Les douanes étant ainsi reconnues provisoirement pour nécessaires, il faut les rendre aussi utiles et aussi peu coûteuses qu'il se peut. Le moyen, c'est de diminuer le nombre des objets taxés, soit à l'importation, soit à l'exportation ; et

de choisir ces objets parmi des choses d'un usage général ou même indispensable, quitte à dégrever ensuite la classe pauvre de tous autres impôts pour lui permettre de supporter ceux-là qui en majeure partie tomberaient sur elle. De plus il faudrait choisir les matières les plus communes, les plus volumineuses, celles sur lesquelles la contrebande serait le plus coûteuse, et la fraude sans aucun produit; enfin des objets destinés à être consommés en nature, plutôt que des matières premières destinées à passer entre plusieurs mains pour être façonnées, afin d'éviter autant que possible les répercussions multiples des taxes avant qu'elles atteignent le consommateur.

Il y aurait peut-être un expédient tout contraire, dont le résultat serait plus conforme à l'équité, mais peut-être moins approuvé par l'économie. Ce serait de taxer tout ce qui entre et tout ce qui sort d'un État, d'un droit égal, unitaire, établi *ad valorem* et très-minime, qui cependant rapporterait beaucoup. Il ne nécessiterait ainsi aucune distinction, aucun de ces classements souvent si difficiles et qui ouvrent une porte à l'arbitraire et à la fraude. Un tel droit, par son taux réduit, découragerait la contrebande mais seulement sur les matières volumineuses et de petite valeur; il pourrait largement l'encourager, au contraire, sur les produits précieux et de petit volume, qu'il serait aisé de dissimuler; ceux-ci, échappant ainsi en grande partie à l'impôt, ne le paieraient point au fisc, et cependant les contribuables consommateurs n'en rembourseraient pas moins le montant, comme il arrive pour tous les articles de contrebande.

Dans le premier cas, au contraire, la contrebande coûtant plus cher que l'impôt, n'aurait aucune raison d'être. Les gardes aux frontières deviendraient même inutiles; et la per-

ception douanière pourrait se faire à l'intérieur, dans les gares de chemins de fer, dans les entrepôts, soit au départ, soit à l'arrivée, avec le moins de frais possibles.

Si ce droit extrêmement réduit pesait sur des objets de consommation générale, il se répartirait assez également sur toutes les industries en augmentant leurs frais de production et atteindrait par là les marchandises de plus grande valeur, les matières premières rares et précieuses qui n'auraient pu être atteintes à la frontière. Ces matières d'ailleurs peuvent être directement frappées à l'intérieur d'une manière beaucoup plus sûre au moyen d'un impôt sur le capital en marchandise, impôt qui peut alors en toute sûreté être établi *ad valorem*, parce que les livres de commerce sont là pour indiquer cette valeur, non pas en détail, mais dans sa masse ; et que sur cette masse le marchand ne peut pas tromper, à moins de falsifier ses livres.

Il résulterait donc de cette combinaison un droit universel qui, pesant également sur toutes les industries, n'en découragerait aucune. Réparti également sur tous les produits, il atteindrait chacun, non dans la totalité de son revenu, mais dans celle de sa dépense, et avec une série de répercussions d'autant plus compliquée que le contribuable serait moins producteur et plus consommateur. L'impôt pénétrerait ainsi toutes les fibres du système circulaire de la richesse, et ferait véritablement, comme le dit M. Thiers, partie intégrante du prix des choses. Mais il ne faudrait pas qu'un pareil droit fût élevé ; autrement il se détruirait lui-même au lieu de se répercuter, et si le travailleur ne doit réellement en faire que l'avance, il faut que cette avance soit si minime qu'il puisse toujours la faire et se la faire toujours rembourser.

Un pareil impôt suffirait à remplir son but politique,

c'est-à-dire à maintenir la valeur vénale des produits nationaux au niveau de la valeur vénale de ces produits à l'étranger, en laissant subsister entre elles, dans le pays même, la même valeur relative. Chacun dépenserait ainsi un peu plus en monnaie, mais gagnerait un peu plus, de sorte que chacun ne serait en réalité ni plus riche ni plus pauvre, mais pourrait se procurer la même somme de jouissances avec la même somme de travail. Les oisifs seulement, les consommateurs improductifs supporteraient la perte nette de la différence.

Tel est, du reste, à peu près le secret de la supériorité de richesse de l'Angleterre, supériorité toute fictive, balance en équilibre parce que les poids des deux côtés y sont plus lourds. La vie est coûteuse en Angleterre, mais le travail y produit beaucoup; et si la main-d'œuvre y est chère, relativement à ce qu'elle coûte autre part, elle est en réalité au même taux par rapport à la dépense, et le travailleur salarié n'y est pas plus riche en réalité. D'un autre côté, se fournissant à bas prix de matières premières au moyen de sa marine et de ses colonies, elle les rend à l'étranger augmentées de cette valeur fictive qu'elle doit à l'élévation du prix de sa main-d'œuvre; et surtout dans ses échanges avec des peuples agricoles, avec des peuplades à peine policées, elle reçoit toujours et partout, en valeur réelle, beaucoup plus qu'elle ne leur donne.

Un pays comme la Suisse aurait-il le même bénéfice à adopter un pareil système, avantageux à la force et à l'influence politique de la nation, mais en réalité ruineux et pénible pour le peuple auquel les moindres perturbations économiques deviennent ainsi beaucoup plus douloureuses? Il y a du pour et du contre.

La Suisse est moins que toute autre nation dans la né-

cessité de s'enfermer dans une ligne douanière, dans le seul but d'accroître sa richesse fictive, Elle ne peut prétendre à la prépondérance politique, et sa force, c'est plutôt sa faiblesse. Incapable de lutter longtemps contre ses puissants voisins et surtout de soutenir une guerre à l'extérieur, sa principale sauvegarde, c'est sa position toute défensive, c'est sa prospérité intérieure, ses libertés de toutes sortes qui forment son véritable lien national, et qui, par intérêt, à défaut même de patriotisme, suffisent à lui assurer le dévouement de ses citoyens.

Si donc par la suppression ou l'abaissement considérable de ses taxes douanières, elle pouvait obtenir une importation gratuite de matières brutes plus considérable que l'exportation gratuite de ses produits agricoles, et fournir par là un élément d'activité intarissable à ses populations laborieuses, en ouvrant un immense marché extérieur à ses produits manufacturés, elle augmenterait à la fois, comme l'Angleterre, sa richesse réelle et sa richesse fictive; elle aurait avantage à supprimer ses lignes douanières, parce que l'accroissement de sa population industrielle, en augmentant sa puissance politique, suffirait à maintenir le prix de ses subsistances à un niveau convenable.

Mais la Suisse a, pour maintenir les douanes, une raison de plus que les autres nations. Elles forment aujourd'hui la principale ressource du budget fédéral. Pour les supprimer, il faudrait recourir à des impôts directs, à des cotisations cantonales, au sujet desquelles il ne serait peut-être pas aisé de mettre tout le monde d'accord. Autant vaut donc laisser cette ligne douanière; et comme l'expérience prouve que plus un tarif est abaissé, plus il rapporte au fisc, le budget fédéral a un moyen de s'enrichir en

diminuant le taux des droits au profit de l'industrie et de tout le monde, et en l'étendant, s'il le faut, à tous ces objets volumineux de consommation générale et immédiate dont nous avons parlé. Chaque citoyen suisse paierait ainsi le droit national sous la forme d'une capitation indirecte, à peu près proportionnelle à sa dépense totale en produits nationaux, tant agricoles que manufacturés, et le surplus de son revenu serait complètement libéré pour subvenir au besoin des budgets cantonaux.

La France elle-même se décide, mais bien lentement encore, à entrer dans cette voie de réformes ; c'est cependant à l'adoption de pareilles mesures que l'Angleterre doit d'avoir réduit les frais de perception de ses douanes à moins de 7 p. % de leur produit, au lieu des 21 p. % qu'ils coûtent en France.

CHAPITRE XIX

Des impôts sur les consommations de luxe en général.

SOMMAIRE. — Les impôts de luxe ont, au résultat, les mêmes effets que les autres impôts de consommation. — On peut les conserver, non les établir. — Quel est leur but? — Ils ne peuvent porter que sur des objets d'un luxe général. — Ils suppriment le contribuable avec la contribution. — Le luxe augmente le revenu, selon Robert Peel. — Préjugés sociaux en faveur de ces impôts. — Ils tuent les industries qu'ils frappent. — Il n'y a point de consommation improductive. — L'oisiveté est le seul luxe imposable parce que c'est le seul qui soit stérile. — Le luxe est la seule satisfaction des instincts les plus élevés de l'homme. — L'impôt déplace le luxe et ne le détruit pas. — Il est immoral et injuste. — Le luxe assimile au vice. — Say. — L'art dans les réalités de la vie. — Les progrès de notre industrie moderne doivent être encouragés. — Le luxe doit être mis à la portée de tous. — Exigences du siècle. — Le luxe est une force. — Des mesures de police doivent remplacer l'impôt sur les vices. — Les impôts somptuaires. — Les impôts de luxe mettent obstacle au mélange des classes. — Abus de l'usage. — Règles du goût. — Préjugé de ce qui est rare et cher. — M. Mill et les diamants. — L'impôt sur le mobilier, sur l'impôt de luxe rationnel. — Effet de l'abolition de cet impôt. — L'amour de la laideur en Occident. — Le luxe des femmes. — Celui des hommes. — Le luxe offre la solution du problème de la population par l'épargne des subsistances naturelles.

On accorde que les impôts sur les objets de consommation de première nécessité ont des effets désastreux ; mais on prétend qu'il n'en est pas de même des impôts de luxe : c'est une erreur. Ils produisent exactement les mêmes effets, mais par d'autres moyens ; ils font de même baisser les salaires en diminuant la consommation, c'est-à-dire en privant un certain nombre d'ouvriers de leurs moyens de vivre.

On pourrait à la rigueur les conserver quand ils sont établis depuis longtemps; les établir subitement dans une société où ils n'existent pas, c'est décréter de famine toute la partie de la population occupée à produire les objets qu'ils atteignent.

Mais dans quel but d'ailleurs les établir? Est-ce pour organiser la privation ou pour faire revivre les anciennes lois somptuaires d'origine aristocratique? Est-ce une question de morale, de tempérance? Mais de tels impôts n'arrêtent que des gens déjà suffisamment sages, qui auraient plutôt besoin d'être excités, encouragés à la dépense, que d'être retenus; ou ceux qui, déjà privés par la modicité de leurs ressources, se voient privés plus encore par l'impôt.

Pour que des impôts de luxe valent la peine d'être établis, pour qu'ils couvrent leurs frais de perception, il faut qu'ils n'atteignent pas seulement des objets d'un grand prix et d'un rare usage, mais aussi des objets de petit luxe et de consommation générale, sinon indispensable ⁽¹⁾. De plus, des taxes indirectes ne peuvent s'appliquer avec fruit qu'à des produits pour lesquels une nation ne peut redouter la concurrence de l'étranger, parce qu'autrement ce serait ruiner son commerce.

D'autre part ces impôts, s'ils sont trop lourds, détruisent la base sur laquelle ils portent. Ils la détruisent, dit Smith, soit qu'ils portent sur des objets de nécessité, soit qu'ils tombent sur des objets de luxe, avec cette seule différence que, sur ces derniers, ils suppriment, avec une partie de la matière imposable, la jouissance qui pouvait résulter de sa consommation; tandis que sur des objets indispensables, ils suppriment le contribuable en même temps que la consommation.

(1) Smith, liv. v, ch. II.

Mais Smith ici n'est pas complet, car la suppression de la jouissance de luxe entraîne aussi celle de l'ouvrier de luxe, c'est-à-dire que dans les deux cas le contribuable disparaît comme la contribution.

« Les véritables sources de l'augmentation du revenu, » disait Robert Peel (le 28 janv. 1846), sont l'augmentation des objets de bien-être et la propagation, parmi le peuple, du goût pour les objets qui ne sont pas de première nécessité ⁽¹⁾ ».

Il y a de grands préjugés en faveur des impôts de luxe. Pauvres et riches, tous croient trouver là un puits d'or où l'État peut prendre sans ruiner personne. On ne veut pas comprendre que tout ce qui entre dans la caisse de l'État, sort en définitive de celle du peuple ; et que les impôts de luxe font sortir de la poche du peuple beaucoup plus d'argent qu'il n'en entre dans le trésor de l'État ; que ce sont peut-être les moins productifs pour le fisc et les plus ruineux pour l'industrie ; les plus vexatoires pour les particuliers, les plus immoraux et les plus en desaccord avec des institutions libérales, justes, progressives et surtout démocratiques. De la part des pauvres ce sont des impôts de haine qu'ils veulent mettre, non sur la richesse, mais sur les riches ; c'est une aspiration de ces égalitaires qui veulent, non pas élever les petits, mais passer le niveau de Tarquin sur tout ce qui est grand : ce sont de basses envies traduites en lois : pour les riches, c'est une ruse, une feinte pour tromper les appétits du peuple, pour s'excuser à peu de frais d'être riches, et se garder une raison de conserver leurs privilèges aristocratiques ; c'est un frein fiscal imaginé pour s'opposer à la fusion des rangs, à l'éga-

(1) M. de Girardin, *de l'Impôt*.

lisation sociale des classes, qu'ils redoutent plus que celle des fortunes. Tout à l'heure l'impôt de luxe était un levier pour abaisser ceux qui sont élevés; maintenant c'est un levier pour empêcher de monter ceux qui sont bas. Mais jamais il n'a pour effet de grandir personne.

Nous avons déjà vu que Smith prétend à tort que les impôts de consommation se paient à volonté pour le temps et la quotité. S'il s'agit d'objets de première nécessité, le consommateur que l'impôt retient se prive et meurt. Si ce sont seulement des objets de luxe dont l'impôt le prive, il vit; mais alors c'est l'industrie productrice qui est frappée, et parfois jusqu'à en mourir. Enfin celui qui ne veut pas se priver, se ruine et fait des dettes, c'est-à-dire qu'il ruine les autres, ce qui retombe toujours, et plus lourdement encore, sur l'industrie, sur le marchand, sur l'ouvrier producteur, sur la nation tout entière dont la richesse capitale est ainsi dévorée sans échange.

Say accorde que les impôts de luxe nuisent aux industries qu'ils atteignent, mais il s'en loue. « Par la même raison, » dit-il, que l'impôt agissant comme une amende, décourage les consommations reproductives, il peut décourager les consommations stériles; et alors, il produit le double bien de ne prendre point une valeur qui aurait été employée reproductivement, et celui d'éloigner de cette inutile consommation des valeurs qui peuvent être employées plus favorablement pour la société ⁽¹⁾. »

Tout est erreur dans cette argumentation.

Toute consommation est reproductrice au fond, car toute jouissance est un revenu, et tout revenu est une richesse, un capital qui peut être fécond et reproductif, mais qui

(1) *Traité d'Écon. pol.*, liv. III, ch. X.

ne l'est pas nécessairement, si la volonté de l'homme ne le met pas en œuvre. Toute consommation est reproductive, si ce n'est au bénéfice du consommateur lui-même, c'est au bénéfice de l'ouvrier qu'il fait travailler, dont il alimente l'industrie et qui, par son travail, s'enrichit très-légitimement de ce que l'autre perd par son oisiveté ou ses prodigalités. L'industrie, la consommation de luxe, a donc déjà cet heureux effet de contribuer à la translation plus rapide des fortunes, à leur égalisation, à leur répartition en raison des activités sociales. Mais il est inutile que le fisc se mêle de diriger ce mouvement, de garder le bien de celui qui le garde déjà suffisamment, et d'aider au contraire à ruiner plus rapidement celui qui déjà se ruine par ses goûts de dépense, au détriment de ses enfants qui n'en sont pas cause et qui en souffriront un jour. Si l'impôt doit frapper quelqu'un de préférence; c'est plutôt le riche oisif et avare. Sous ce rapport, l'instinct du peuple ne le trompe pas. Il n'aime pas en général les gens qui ne font pas une dépense en rapport avec leur fortune; et, s'il se moque de ceux qui la dissipent, il garde ses haines et ses colères irraisonnées contre ceux qui la cachent et l'entassent. Il est fort peu touché quand on lui dit que les beaux deniers comptants qu'il leur donne à titre de fermage, de rente ou de paiement, sont immédiatement convertis en rentes sur l'État, en actions ou en terres, et, par conséquent, retournent dans l'industrie. Il sait qu'après tout, si tout revenu était capitalisé aussitôt que produit, les emprunts des gouvernements se rempliraient très-vite, les voies ferrées couvriraient le sol; mais le petit marchand et l'ouvrier de fabrique mourraient de faim à côté de cette richesse, et l'on aurait bientôt des voies de circulation et rien à faire circuler.

Toute consommation est reproduction. Mais s'il n'importe pas directement que les gens dépensent, il importe au moins qu'ils travaillent, produisent, gagnent, et l'oisiveté est réellement le seul reproche qu'on puisse faire aux riches. Ainsi le petit propriétaire qui dépense ses 3 mille francs de revenus à ne rien faire, ne fait point tort à la société de ce qu'il dépense, mais de ce qu'il ne produit pas. S'il faisait rouler son capital, qui peut s'élever jusqu'à 120 mille francs, s'il est en biens-fonds, au lieu d'avoir 3 mille francs à jeter dans la circulation tous les ans, ce serait trois et quatre fois son capital qui sortirait de ses mains sous forme de frais de production, et qui répandrait autour de lui l'aisance et la vie; ce serait enfin de 10 à 12 mille francs qu'il pourrait dépenser en jouissances personnelles, au lieu de 3 mille.

La consommation de luxe n'est pas même improductive pour le consommateur, comme on le dit; bien loin de là. Elle agit au moins comme une récompense pour stimuler le travail, surtout quand elle n'arrive pas à l'habitude et à l'excès. Elle est reproductrice de facultés intellectuelles, de courage, d'énergie morale. C'est à la consommation de luxe seulement qu'est dû l'affinement successif des races, l'instinct artistique et, le plus souvent, les talents spéciaux qui, dans les sciences, permettent d'aspirer à des salaires de monopoles. C'est du moins la consommation de luxe qui développe ces talents et ces instincts, quand ils existent. Elle leur est nécessaire dans une certaine mesure; et celui qui les sent en soi est plus entraîné qu'un autre à la rechercher. C'est enfin la jouissance de luxe qui seule fait de l'animal un homme; qui de la machine, fonctionnant forcément sous l'aiguillon de la privation, fait un être qui sent et veut jouir : un être dont la faim est satisfaite, mais qui

obéit librement à l'éperon plus noble d'appétits supérieurs. Ce qu'il lui faut, ce n'est plus se repaître avidement, mais prendre son repas dans une vaisselle moins grossière, à une table recouverte d'un linge blanc ; c'est trouver un siège moelleux et plaisant à l'œil pour se reposer ; c'est avoir des livres pour se distraire, un habit pour paraître avec décence au milieu de gens dont il admire l'esprit ; c'est aller entendre bien parler au théâtre. Et tout cela cependant, c'est du luxe : imposer tout cela, c'est empêcher l'homme de naître, de devenir, de s'achever.

Enfin l'impôt de luxe qui nécessairement détermine l'objet qu'il frappe, déplace seulement cette consommation dite improductive qu'il poursuit, plutôt qu'il ne la restreint. La passion est plus ingénieuse à inventer des jouissances, et l'intérêt plus habile à les servir, que le fisc n'est prompt à les atteindre dans leur satisfaction capricieuse. Supposons par exemple qu'un impôt de consommation frappe quelques articles de petit luxe, ces objets seront à la portée d'un moins grand nombre de bourses moyennes ; et les individus qui ne peuvent s'accorder qu'une quantité déterminée de ces sortes de jouissances, choisiront de préférence celles qui, étant exemptes de l'impôt, leur coûtent moins cher, c'est-à-dire leur procurent une plus grande somme de plaisir pour la même somme d'argent. Le luxe, au résultat, n'aura point diminué, mais seulement le produit de l'impôt. Il aura changé d'objet, au détriment des industries qu'il alimentait, et qui périront, et au profit de quelques autres, qui hériteront de l'activité enlevée aux premières.

Enfin nous ne saurions trop appuyer sur ce point : l'impôt de luxe est profondément immoral, profondément injuste, écrasant, rétrograde. Il blesse l'homme dans ses libertés les plus intimes, dans ses tendances, ses aspirations

les plus élevées, et jusque dans ses affections de famille. C'est un droit essentiel pour le citoyen que de pouvoir dépenser, comme il veut, le revenu qu'il gagne ou la fortune qu'il possède, sans que le fisc vienne mettre dans ses goûts et dans l'assiette de son budget privé une main directrice et aveuglément despote.

C'est étrange ! Le luxe, dans le passé, a été assimilé à la luxure, et l'amour du beau à l'ivrognerie. Il a fallu, pour en arriver là, des siècles d'une tendance ascétique ridicule, qui jetait l'anathème sur toute jouissance naturelle et légitime ; il a fallu les paradoxes d'une philosophie chagrine, envieuse ou désespérée, blessée ou malade, ignorante et systématique, pour opérer cette confusion d'idées, si nuisibles aux vrais intérêts comme aux vraies gloires de la race humaine, et en désaccord avec les droits, les besoins et les devoirs réels de l'homme.

En cela nous nous séparons donc complètement de Say qui, préoccupé sans doute des principes que l'école de Rousseau avait mis à la mode, demeure partout fidèle à sa haine contre le luxe. Il le poursuit à l'égal d'un vice, et met les jouissances qu'il donne au rang de celles qu'on trouve autour d'une roue de loterie, dans les maisons de jeu, les tripôts et les cabarets.

Qu'on réprime les vanités nobiliaires, l'esprit de caste, comme il le demande : c'est fort bon. Mais qu'on ne confonde pas avec ces travers d'esprit que le passé a légué à notre siècle, comme un fatal héritage de préjugés lents à détruire, l'amour esthétique de ce qui est beau, le sentiment et le goût de l'art, non pas seulement en peinture, en statues, en idéalités froides et mortes, mais de l'art transporté dans les réalités de la vie. Il n'est pas de plus charmant tableau qu'un intérieur de famille ; mais si les crevasses au mur, les

vêtements déguenillés, les meubles vermoulus font bien sur la toile, il n'en est pas de même dans les tableaux vivants.

Le bien-être, les jouissances d'ordre supérieur que procurent les raffinements et les progrès de notre industrie moderne doivent nous rendre fiers et non chagrins. Bien loin d'être frappés d'amendes, ces délicats chefs-d'œuvre de nos artisans, qui donnent aux matières les plus communes, aussi bien qu'aux métaux ou à la soie, une forme artistique, un prix de travail et de beauté qui témoigne du goût national, ne sauraient être assez encouragés par l'approbation de tous et la protection de la loi.

Le luxe est un besoin de l'homme complet ; c'est une satisfaction légitime de ses instincts les plus épurés sans laquelle il ne saurait avoir de véritable bien-être. C'est par ces instincts supérieurs qu'il se distingue de la brute à laquelle il suffit en effet de boire, manger, dormir en sûreté, de se prémunir contre le froid et de reproduire son espèce avec quelque chance de la perpétuer. A l'homme, il faut autre chose ; et c'est par cette autre chose qu'il est homme. Bien loin donc d'étouffer le désir de la jouissance vraiment humaine chez les classes inférieures, il faut l'y développer, en faire naître au moins le sentiment, la faculté, et d'autant plus qu'elle semble n'exister pas, comme le cas en est trop fréquent ; c'est qu'alors ce ne sont plus que des hommes dégénérés, abrutis par suite d'une trop longue misère, ou de ces races poursuivies par les fatalités naturelles qui n'ont pu participer au progrès général des autres races. Au lieu de chercher à les priver de ces jouissances qui élèvent et moralisent, qui spiritualisent surtout, si l'on veut bien ne pas donner à ce mot un sens absurde et mystique, il faudrait au contraire les mettre à même de se les procurer. Il faut

que le luxe soit le plus possible à la portée de tous. Il faut, enfin, loin de le frapper d'un impôt, en diminuer autant que possible le prix de revient, par suite, en activer, en généraliser la consommation; et bientôt, la production excitée trouverait des moyens encore plus économiques de le fournir sur un marché de plus en plus étendu. Le siècle demande des jouissances d'ailleurs; il en veut, il le crie. Il faut les lui donner à bon marché, si l'on veut qu'il se les procure par des voies honnêtes. Il est las de vingt siècles et plus de pénitence, d'expiations, de jeûnes ascétiques. Il est las de mourir sur la terre, en attendant un paradis qu'il ne sait plus où placer, un ciel où la science ne voit plus que le vide, et dont il ne peut plus concevoir les espérances brillantes que réalisables dans notre monde lui-même, sans aller chercher si haut et si loin.

Tandis qu'une nourriture grossière et insuffisante, un vêtement à peine convenable, un logis presque semblable à une tanière annihile le courage du travailleur et le laisse s'endormir dans le découragement produit par le sentiment de son impuissance; la première jouissance de luxe qu'il peut s'accorder, au contraire, en le relevant à ses propres yeux, en fait comme un autre homme. Elle stimule son activité avec ses désirs, et multiplie les ressources, sinon de sa force physique, du moins de son intelligence qui la met en œuvre et qui, dès lors, sait en faire un meilleur usage. C'est peut-être là tout le secret de l'infatigable ardeur des petits bourgeois qui ont commencé d'acquérir un peu d'aisance. Ils connaissent la valeur de la jouissance et n'en sont pas rassasiés. Pour jouir plus encore, ils travaillent plus, ils redoublent leurs labeurs, ils s'ingénient de mille manières à faire fructifier leur pécule.

Seulement, qu'on n'ouvre pas devant eux, moyennant

quelques taxes fiscales qui ne les retiendront pas, les ressources du hasard et de l'agiotage, les maisons de jeu, les loteries, la Bourse même et ses honteux trafics; autrement ces petites fortunes iront s'y engloutir, dans l'impatience de grandir plus vite.

Les impôts, non pas ceux qu'on nomme de tolérance, qui sont levés sur le vice et qui doivent être remplacés par des mesures de police sévères jusqu'à l'interdiction absolue, mais les impôts dits de luxe sont donc contraires à l'utilité générale et à la moralité publique; ils sont de plus contraires à la justice et au droit moderne.

C'est un impôt condamné par les principes de l'équité contemporaine que celui qui empêche certaines classes de citoyens de participer à des jouissances légitimes, pour en faire le monopole des classes privilégiées. C'est de l'arbitraire; c'est là que se montre encore un reste de cet esprit de caste qu'il faut poursuivre. C'est faire revivre sous une autre forme les lois somptuaires qui défendaient à la bourgeoisie de porter la soie, la laine fine, les dentelles, les couleurs vives, réservées aux femmes de la noblesse, et même les fraises et les souliers à la poulaine des mignons de Henri III. Cela ressemble à cette législation de la Chine, où chaque caste et chaque corps d'État se distingue, comme dans une armée, mais avec moins d'utilité, par la couleur et l'étoffe de son vêtement, par les broderies et les emblèmes dont il est recouvert.

Un législateur serait certes flatté de ne voir circuler dans les rues d'une cité soumise à son influence, qu'une population dont la mise soignée attesterait l'état d'aisance; il aurait une opinion plus haute de la nation où il n'apercevrait point ces nuances si tranchées de profusion et de dénuement qui choquent le sentiment du juste comme celui du

beau, et attestent l'iniquité des lois et la répartition vicieuse de la richesse.

Il faut que les filles du peuple puissent se procurer à bas prix la fraîche parure qu'ambitionne avec légitimité leur jeunesse ; autrement elles demanderont au vice ce que leur travail ne suffit pas à leur donner. Il est bon que l'ouvrier en rentrant chez lui y trouve quelque confort, un autre vêtement, une femme et des enfants bien tenus, afin que ce luxe lui plaise et le retienne chez lui par une jouissance. Ou bien, il ira seul faire ses dépenses de luxe au cabaret, et oublier dans l'ivresse que la société le condamne à n'avoir que les plaisirs du chien, et ne lui reconnaît que les besoins de la brute.

Les classes ne se mêleront pas, comme il serait désirable qu'elles le voulussent faire, aussi longtemps qu'elles porteront différentes livrées et reconnaîtront leur grade héréditaire à leur habit. La seule distinction que nous voudrions voir se conserver, c'est la distinction naturelle, personnelle, celle qui provient du bon goût et non de la richesse : c'est dans les ajustements, comme dans les ameublements, l'harmonie gracieuse de la forme et de la couleur mieux entendue, mieux respectée, plutôt que les ordres impératifs de la mode et de cette vogue aveugle que l'on appelle le bon ton ou l'usage.

On fait un terrible abus de l'usage. C'est comme une seconde moralité qu'il n'est permis à personne de violer en vain. Cela nous fait ressembler à un grand troupeau de moutons qui se suivent tous les uns les autres, sans se demander où ils vont, ni ce qui a poussé les premiers de ce côté. Aussi quand Smith a voulu se mêler de définir le nécessaire et de le séparer du luxe, a-t-il été obligé de faire deux parts de la production des souliers dans les États

britanniques. En Angleterre nul ne pouvait avec décence s'en passer : c'était un objet de nécessité. En Écosse, où le climat est plus rude, c'était un luxe que peu de femmes s'accordaient alors ; tandis que les hommes se croyaient tenus par honneur d'en porter. De même, aujourd'hui encore, en certaines provinces de France, toute la classe pauvre, et même celle qui vit dans une modique aisance, marche fièrement avec des sabots. En d'autres parties du même empire, porter sabots serait une honte et une dégradation. Pascal avait plus raison qu'il ne pensait : parfois il n'est pas même besoin d'une rivière ou d'une montagne pour séparer le vrai du faux, l'honorable du honteux, le juste de l'injuste, le bien du mal, il ne faut qu'une abstraction : la barrière irrationnelle de l'usage.

Ce que nous avons dit de la chaussure, s'applique à tout le reste du vêtement, à l'habitation, à la nourriture, à tous les détails de la vie, comme aux mœurs et aux règles plus graves de morale et d'équité que les lois posent en tout pays. Cependant, en fait de justice et de morale, notre siècle est sur la trace de certains principes fixes, évidents, universels. N'en pourrait-il être de même en toute chose, et ne pouvons-nous espérer de voir bientôt la fin du règne despotique de la coutume ?

Il nous semble que la règle de l'ameublement doit être la commodité, la solidité, le bien réalisé autant que possible par le beau, avec modération plutôt qu'avec profusion. La règle du vêtement nous semble identique ; et en outre, pour une femme surtout, ce doit être ce qui sied, sans égard au grand prix ou à la rareté. C'est en toute chose de luxe, l'art, le fini du travail, la bonne économie des moyens, la suprême convenance des parties au tout qui réalise l'idéal.

Tout au plus serait-il bon de châtier par l'impôt le préjugé de ce qui est rare, le préjugé de l'or et des pierreries, par exemple, qui tient tant de capitaux entassés et improductifs entre les mains de certaines familles, quand l'industrie sait donner le même éclat et la même beauté à des substances plus communes. Que l'or, l'argent, le diamant soient recherchés dans les arts et dans le commerce pour leurs propriétés physiques toutes spéciales, cela se conçoit ; qu'ils soient réservés pour les emplois où ils sont utiles, indispensables, et non pour ceux où ils n'ont point d'autre mérite que de coûter cher, et de former comme une marque distinctive de la richesse ou des rangs sociaux supérieurs. Nous sommes donc bien loin de partager l'opinion de M. Mill, qui, en ami des impôts de luxe, voulait que si la découverte de quelque abondante mine de diamants en diminuait le prix, l'État la saisisse à titre de monopole pour en maintenir la valeur, afin qu'ils demeurent, comme aujourd'hui, un privilège des classes riches, un signe de reconnaissance entre égaux. Si les diamants devenaient un jour aussi communs que les fausses pierres qui les imitent, si les perles descendaient un jour au prix de ces verroteries dont les filles de la campagne ornent leur cou, nous ne voyons pas pourquoi elles n'auraient pas le droit de les préférer et de les porter comme ayant, sinon plus d'éclat, du moins plus de solidité ? Ce qu'il ne faut pas, c'est que certaines choses acquièrent de la seule vogue un prix factice, un prix de vanité et d'aristocratie, et que les fortunes s'engloutissent en de pareilles dépenses. Pour empêcher ces dépenses, pour maintenir les produits déjà rares à leur juste valeur, c'est-à-dire pour en empêcher l'accaparement inutile, ce qu'il faut, ce ne sont pas des impôts de luxe sur la production, la circulation ou l'achat de ces produits, c'est un

impôt sur le capital mobilier, ce véritable impôt de luxe à domicile, le seul rationnel, le seul véritablement équitable et économique.

L'effet de toute autre taxe de luxe portant, non sur la totalité du prix vénal des choses que l'on peut posséder, mais sur quelques objets seulement, est d'entretenir des lignes de démarcation tranchées entre les diverses classes de citoyens. Leur abolition aurait pour résultat de les détruire, de les faire disparaître plus ou moins rapidement, de rendre la raison au goût, ou le goût à la raison, la noblesse à la seule beauté et non à la richesse, enfin de détruire ces singuliers préjugés qui font consister la dignité et la décence à se montrer chaussé d'une manière plutôt que d'une autre. Il ne nous semble point que les anciens héros grecs et romains, les hommes de Plutarque ou ceux de l'Iliade soient rapetissés pour n'avoir porté que des sandales ou même pour avoir marché pieds nus. Certes que la sandale et un pied bien soigné est une plus belle chose à voir que des bas bleus et des souliers percés. Le petit sabot noir de certaines villageoises françaises vaut bien l'ignoble tuyau de cuir, appelé une botte, qui semble n'avoir été inventé que pour marcher dans des égouts.

Ce sont là des principes d'esthétique qui ne sont point étrangers à la bonne économie des nations. Du moment que la raison entre pour quelque chose dans leur administration générale, il faut que peu à peu elle arrive à y régler tout, et à détruire ce qu'elle ne sanctionne pas.

Certains moralistes sombres, partis de préjugés et qui ne tiennent aucun compte des lois naturelles et des faits qui les constatent, n'ont pas tari dans leurs philippiques contre le luxe et la coquetterie des femmes. Les Orientaux avaient sous ce rapport une morale bien différente. On lit dans le

recueil de leurs plus sages lois qu'une femme bien parée est l'honneur de la maison de son mari. Mais l'Orient comprenait la beauté, il l'aimait comme une manifestation de la pensée divine dans la nature et dans l'homme. Dans notre Occident au contraire, nos législateurs civils ou religieux ont presque toujours semblé dévorés d'une insatiable soif de laideur que notre époque, leur œuvre, est du reste bien propre à satisfaire. Mais on dira que la vraie beauté n'a pas besoin de parure : c'est une erreur. Il ne lui faut pas précisément une parure onéreuse ; mais il lui faut un cadre qui la complète ; et la preuve, c'est que la beauté même du corps et des traits disparaît sous des haillons et se ravive avec le luxe. Peut-être un œil d'artiste saisira-t-il quelques restes d'un beau type sous les lambeaux d'une draperie fanée ; mais ce n'est plus en réalité que la pochade du tableau. Il faut qu'une femme puisse mettre au rebut un vêtement qui a perdu son éclat et sa fraîcheur, loin d'être obligée de le reconstruire péniblement avec des fragments discordants d'étoffes diverses dont on ne peut plus nommer la couleur.

La femme aime à parer sa beauté, parce qu'elle sent que sa beauté, c'est sa force ; c'est plus encore : c'est sa dignité, presque son honneur. Tant qu'une femme conserve intact cet instinct inné, elle garde encore quelque respect d'elle-même ; quand elle abandonne le soin de sa personne avant l'âge où la simplicité lui sied mieux que la parure, elle est presque toujours bien près de se vautrer dans la fange. Sur dix femmes adonnées à l'ivrognerie, le vice le plus dégradant pour elles, il y en a neuf qui, oubliant le soin de leur personne, dissipent le prix de vêtements convenables en boissons enivrantes. La même remarque serait aussi vraie pour tous les dérèglements. Ce n'est pas sans raison que

l'opinion publique préjuge mal d'une femme qui se néglige, surtout dans son intérieur. Si elle se pare encore en public, c'est dans l'intérêt d'un vice, et non par le sentiment du respect d'elle-même. Il serait désirable au contraire que même son vêtement de travail pût avoir quelque élégance, une élégance en rapport avec l'état actuel de l'industrie et le développement contemporain du goût. C'est le seul moyen que la richesse fasse moins envie que de diminuer ses privilèges : il lui en restera toujours assez.

Ce que nous disons de la femme, nous le pensons même de l'homme. Dans notre temps il dédaigne trop ce culte esthétique de soi si nécessaire à l'ennoblissement de la race. On voit l'orgueil d'Antisthènes s'étaler dans la tenue négligée de nos jeunes gens du siècle ; on le voit passer à travers les déchirures des blouses de tous ces cyniques de carrefours, qui vont déguenillés, étalant comme à plaisir leur dénuement repoussant, se gonfler de vin comme des outres, et qui, lorsqu'ils sont remplis et que le salaire de leur semaine est en partie englouti, vocifèrent dans leur ivresse contre les riches. Qu'on donne du luxe au prolétaire : c'est le seul moyen de lui retirer ses vices. Qu'on donne le goût du beau à notre jeunesse étiolée dans son scepticisme, dans son cynisme moral : c'est le moyen d'arrêter sa dégénérescence. Telle doit être la tendance morale de l'impôt, s'il est vrai qu'il doive en avoir une. Qu'on obtienne la tempérance et l'épargne dans la consommation des produits naturels dont la somme totale est bornée par la fertilité du sol et par son étendue cultivable ; mais qu'on augmente au contraire la consommation des produits de l'industrie humaine, inépuisable dans sa fécondité. On marchera ainsi à la solution du problème malthusien de la population, puisque ce sera faire de la place sur la terre à un plus grand

nombre d'habitants avec une même quantité de subsistances et une somme supérieure de jouissances. Nous croyons que telles sont les vraies fins de Dieu, qui ne peut vouloir pour ses créatures la douleur et la privation.

CHAPITRE XX

De quelques impôts de luxe.

SOMMAIRE. — L'impôt sur les boissons. — Son universalité. — C'est en apparence le plus justifiable. — Ses divers noms. — Son produit. — Son effet sur les cours. — Le peuple en paie la plus grande part. — Il se détruit lui même. — Il donne une prime à la fraude. — L'inventaire est le meilleur des modes de perception. — Les douanes. — La suppression de cet impôt. — Il diminue la consommation dans les familles et non dans les lieux publics. — On le conserve parce qu'il rapporte beaucoup. — Au lieu d'imposer le vin, en punir l'abus. — Les patentes, licences et concessions retombent indistinctement sur tous les consommateurs. — L'impôt sur le tabac. — Il ne donne pas lieu aux mêmes objections. — L'agriculture n'en souffre pas. — La question est complexe. — Le monopole des tabacs et l'impôt sur le tabac. — Ce dernier peut être conserve dans les pays où il est établi. — Sur qui tombe cet impôt. — C'est quelquefois un objet de première nécessité. — L'impôt peut en augmenter la consommation. — Les impôts somptuaires. — Ils sont aristocratiques. — Dans les démocraties, ils ne rapportent rien. — Ils nuisent à certaines industries. — Sont un moyen d'opposition politique. — Impôt somptuaire rationnel.

Quelques impôts de luxe méritent une mention particulière, à cause de leur existence presque générale chez les nations modernes. C'est l'impôt sur les boissons fermentées, l'impôt sur le tabac, les impôts directs de luxe ou impôts somptuaires sur les domestiques, les chiens, les chevaux, les voitures, etc., et l'impôt sur la chasse.

L'impôt sur les boissons surtout est l'un des impôts les plus justifiés par son ancienneté, son universalité, sa permanence. C'est aussi le plus justifiable en apparence aux yeux de la morale publique ; mais nous disons en appa-

rence, parce qu'il n'atteint nullement le but moralisateur qu'on lui donne, et qu'il ne met aucun frein aux désordres auxquels on l'oppose.

L'impôt sur les boissons a existé partout et à toutes les époques. Il faisait partie de la dîme générale chez les anciens. Chez tous les modernes on le retrouve. Il est établi en Russie, en Allemagne, en Portugal, en Espagne, aussi bien qu'en Suisse. Il est connu sous le nom d'*Accise* chez les Anglais. En France il a porté successivement ceux d'*Aides*, de *Droits-Réunis*, d'*Exercice*, Soulevant toujours l'animadversion populaire, il a été aboli par chaque nouveau gouvernement qui a voulu plaire, et rétabli peu après sous quelque nouvelle dénomination.

L'impôt sur les boissons a produit en France, en 1852, 100 millions de recettes, auxquelles il faut ajouter 20 p. % de frais de perception. Le vin qui, dans les grands centres de population, vaut de 10 à 15 francs l'hectolitre, et qui, par conséquent, pourrait être vendu à Paris, avec bénéfice, de 20 à 25 cent. le litre, ne descend jamais au-dessous de 40 cent. De sorte que l'ouvrier qui consomme à Paris un litre de vin par jour dans sa famille paie par an un impôt indirect de 74 fr. 25 c. Le vin le plus grossier et le plus exquis acquittent le même droit, de sorte que le capitaliste qui boit du vin à 3 ou 4 francs la bouteille, ne paie pas un centime de plus au fisc et paie même moins que l'ouvrier, qui boit du vin frelaté en quantité plus grande. Dans tous les pays où l'impôt sur les vins est établi, il a des résultats analogues. Il a été reconnu pour à peu près impossible de proportionner les taxes à la valeur vénale du produit imposé, la fraude trouvant trop aisément le moyen de tromper le fisc sur cette valeur. De sorte que partout le peuple paie proportionnellement beaucoup plus que le

riche : le travailleur est frappé dans la boisson qui répare ses forces ; le gourmet qui sable le champagne ou déguste le Madère, le vin du Rhin, de l'Hermitage en est à peine atteint. Un tel impôt est-il donc bien réellement, comme il a la prétention de l'être, un impôt de luxe et surtout un impôt rationnel et économique ?

L'impôt sur les vins, comme tous les impôts de consommation, se détruit lui-même. On a remarqué que la consommation du vin à Paris, depuis l'augmentation des droits dans cette ville, en 1809, a diminué considérablement. Elle était alors de 165 litres par habitant ; en 1840 elle n'était plus que de 94.

Le débitant qui, dans Paris, avec une pièce de vin en fait deux, gagne, en sus du bénéfice de vente, 93 francs. Quelle prime n'est-ce pas donner à la fraude ⁽¹⁾ !

On sait enfin à quelles vexations un pareil impôt, presque toujours perçu à domicile, expose les industriels. A toute heure les hommes du fisc peuvent se présenter pour faire des perquisitions ; et l'octroi est encore le mode de perception le moins onéreux, le moins désagréable de tous ceux que le commerce de vins est presque partout obligé de subir. Mais comme l'octroi est une mesure toute spéciale, comme c'est essentiellement un impôt municipal qui ne peut s'appliquer qu'aux grandes villes et à leur profit généralement, comme enfin il ne pourrait subsister sur les vins seulement, s'il n'était établi sur nombre d'autres denrées, il ne faut considérer l'octroi sur les vins que comme une gracieuseté accessoire du fisc envers cette industrie si grevée, qui serait au contraire une des grandes plus sources de la richesse de certains États, si elle était affranchie et protégée.

(¹) M. de Girardin, *Questions*, T. XI, de l'Impôt, p. 112 et suiv.

Entre tous les mauvais impôts qui pourraient frapper la consommation des vins, la plus ancienne mais la meilleure méthode de les asseoir serait encore *l'inventaire*. Sur le lieu même de la production on connaît la valeur vénale du produit selon le crû et selon l'année. On concevrait donc au pis aller que le vin fût taxé en ce moment d'un impôt *ad valorem*, afin qu'il pût au moins circuler ensuite et se distribuer librement. Pour épargner au propriétaire une trop longue avance de l'impôt, et au consommateur l'intérêt de cette avance, le fisc pourrait faire ses estimations au moment de la vendange, et n'exiger paiement du propriétaire producteur qu'au moment où ayant vendu ses produits il les expédie. Seulement le vin gagnant de prix à vieillir, le fisc serait en droit de faire payer une surtaxe pour chaque année de conservation dans la cave du propriétaire. Ce droit ne retomberait que sur les classes riches, en augmentant le prix des vins de qualité supérieure. Le reçu du fisc, pour chaque fût sorti du cellier du producteur, serait le passe-avant sans lequel il ne pourrait circuler et qui, le suivant partout, lui servirait *d'extrait de naissance*. Toute autre manière d'asseoir l'impôt sur les boissons ne peut manquer d'être inégale et vexatoire.

De même, sur les vins étrangers, les douanes sont encore le mode le plus économique de percevoir l'impôt ; seulement il est difficile alors de le percevoir *ad valorem* sans donner lieu à la fraude. Enfin les douanes ne pourraient guère subsister seulement pour les vins, si elles étaient supprimées sur tous les autres produits. Dans ce cas, l'impôt ne pourrait être levé qu'au moyen de traités internationaux ; car avec des douanes libres, frapper la production des vignobles nationaux, ce serait ouvrir le marché aux vins étrangers et établir à leur profit des droits protecteurs. Si les douanes

n'existaient plus, et que les gouvernements voulussent conserver un impôt sur les vins, il devrait être établi partout sur la même base, et perçu *ad valorem*, sous forme d'*inventaire*, sur le lieu même de la production, ainsi que nous venons de le dire.

De cette façon, au moins le pauvre ne paierait pas plus que le riche; mais il paierait en raison du prix du vin qu'il consomme. Il ne paierait pas plus pour du vin acheté au détail que pour du vin acheté en fût. Enfin, le vin ne serait pas plus cher dans les villes, où la vie sédentaire et la mauvaise qualité de l'air et de la nourriture le rendent plus indispensable, que dans les campagnes, où l'on s'en passe beaucoup plus volontiers et avec une moins grande privation. Mais ce qu'il y aurait de beaucoup mieux encore à faire, ce serait de supprimer tout impôt sur les vins, comme sur tous les autres produits industriels ou agricoles.

« L'impôt sur les boissons fermentées, dit Say, oblige les » sept huitièmes des habitants de la France à se priver dans » leur vie ordinaire d'une boisson fortifiante que leur sol » fournit en abondance ⁽¹⁾. »

M. Moreau de Jonnés rend le même témoignage. « Les » trois cinquièmes de la population française, dit-il, sont » restés jusqu'ici étrangers à la consommation du vin ⁽²⁾. »

Il est prouvé que l'impôt sur les vins, et surtout l'impôt qui le frappe dans sa circulation et dans sa distribution, comme l'exercice, l'accise, les droits d'octroi ou les patentes des débitants au détail, ne diminuent en aucune façon la consommation dans les lieux publics, mais la restreignent seulement dans les familles, à domicile. Pourquoi donc cet

(¹) *Traité d'Écon. polit.* liv. III, chap. X.

(²) M. de Girardin, *Questions*, T. XI, de l'Impôt, p. 246.

impôt qui retire aux bras qui travaillent une partie de leur force ? On l'excuse par des prétexte de morale. Vain leurre ! on le conserve parce qu'il rapporte beaucoup ; et le gouvernement russe n'est pas le seul qui ait cherché jusqu'ici son principal revenu dans l'abrutissement de ses sujets. L'Angleterre, la France, la Suisse elle-même en quelque chose, mais dans des proportions moins énormes, toutes les nations du nord enfin n'ont presque rien à lui reprocher sur ce point : toutes, plus ou moins, s'enrichissent du malheur des familles que l'ivrognerie de leur chef plonge ou maintient dans la misère. Les nations méridionales seules se sont jusqu'à présent préservées de ce fléau par la sobriété de leur tempérament et la douceur généreuse de leur climat qui leur permet de chercher leurs plaisirs sous le ciel et non dans les tabagies. Une remarque enfin en finissant : où le peuple est artiste, il ne boit pas. Où l'on aime le beau, on ne peut que haïr l'ivresse. Le meilleur moyen de n'avoir plus à réprimer celle-ci, c'est de protéger et d'encourager l'amour du luxe et des arts.

Au lieu d'imposer le vin, d'ailleurs, qu'on en impose l'abus si l'on veut. Que l'on condamne à une forte amende, à une amende croissante à chaque récidive, tout individu que l'on trouvera sur la voie publique ou dans des établissements de consommation en état d'ivresse. Que l'on porte surtout la même peine contre l'aubergiste, le cabaretier, le détaillant chez lequel le délit sera produit. Ou si l'amende, telle qu'il la faudrait pour qu'elle fût un frein efficace, est une peine injuste en pareil cas, parce qu'elle atteindrait la famille du coupable, déjà assez affligée et assez ruinée des excès de son chef, qu'on inflige alors la prison, la correction infamante à l'homme qui oublie ainsi sa dignité dans l'abrutissement. Qu'on punisse de même les complices ou

instigateurs de son crime : nous ne craignons pas de nous servir de ce terme quand il s'agit de transformer une créature libre et raisonnable en brute. C'est un crime que de tuer un homme, c'est un crime de se tuer soi-même : or, l'ivresse est une mort morale momentanée. On accuserait de crime un homme qui empoisonnerait ou lui-même ou son semblable, celui qui troublerait son cerveau, sa raison, qui se rendrait fou, ou occasionnerait la folie d'un autre : sauf que l'ivresse est une folie passagère, elle ne diffère d'aucune autre folie : c'est un empoisonnement guérissable. On châtierait l'homme qui lâcherait dans les rues de nos cités, sur les routes des campagnes, une bête fauve, un chien enragé : l'homme ivre est un animal féroce, en certains cas ; et tant que l'ivresse sera lâchée sans muselière dans nos chemins publics, les femmes ne pourront sortir seules avec une libre sécurité. On punit les escrocs et ceux qui volent par abus de confiance : mais que de marchés désastreux sont conclus sur les tables des auberges, que de familles y sont ruinées par des signatures surprises, par des paiements frauduleusement effectués au détriment de débiteurs ivres, et au profit de créanciers de sang-froid ! En pareil cas, créancier et débiteur ne sont-ils pas complices d'un même vol, et tous les deux punissables ? Cet exemple odieux, enfin, doit être flétri aux yeux des citoyens et caché aux regards de la jeunesse, si l'on ne veut pas qu'il continue de se propager de génération en génération. Il faut donc la liberté du commerce des vins et des boissons enivrantes ; mais il faut une police inexorable contre les ivrognes. Le canton de Neuchâtel vient heureusement d'entrer dans cette voie.

On impose les détaillants de boissons spiritueuses d'une façon préventive, au moyen de patentes, de licences, de

concessions : à quoi bon ? Tout cela retombe sur le consommateur, sur l'ouvrier honnête qui vient étancher sa soif, comme sur celui qui noie son intelligence dans un engouement intempérant. Celui qui infiltre ainsi lentement la mort dans ses veines, ne paie pas plus que s'il avait porté à sa femme et à ses enfants, qui boivent de l'eau chez lui, cette même quantité de liquides qui, distribuée entre eux tous, leur eût donné à tous des forces.

Le détaillant, au lieu de craindre les excès, les désire : plus il vend, et plus son profit est grand ; plus il est remboursé avec intérêt de la patente qu'il paie. Il faut bien qu'on s'enivre ! La tempérance le ruinerait ; et on le voit boire avec ses pratiques, comptant bien regagner ce qu'il consomme, par ce qu'il leur fait consommer de plus. Une telle législation fiscale est une honte pour la civilisation moderne et pour l'humanité. C'est une honte surtout, si ce n'est une plaisanterie déplacée, que de la défendre au nom de la morale.

Tout ce que nous avons dit de l'impôt sur le vin est applicable, avec plus ou moins de rigueur, selon les pays, à toutes les boissons fermentées : à la bière en Angleterre ; en Hollande et en Allemagne aux eaux-de-vie et liqueurs diverses. En général, ces impôts sont tous plus ou moins onéreux, plus ou moins vexatoires, plus ou moins disproportionnels et iniques, toujours au détriment de la plus pauvre classe de consommateurs et de commerçants.

En somme, tous ces impôts devraient être abolis : la morale publique surtout l'exige.

L'impôt sur le tabac donne-t-il lieu aux mêmes objections que l'impôt sur les boissons ? Pas entièrement. Nous dirons même, et en cela nous sommes d'accord avec un grand nombre d'économistes, qu'aussi longtemps que des

impôts indirects devront être conservés sur des objets de consommation, l'impôt sur le tabac sera l'un des moins mauvais et l'un des moins onéreux.

C'est un produit agricole, mais auquel la prospérité de l'agriculture n'est intéressée que d'une manière très-secondaire. Le cultivateur, assez entreprenant pour cultiver du tabac, fera tout aussi bien produire à sa terre quelque autre chose plus utile, qui lui rapporterait autant. En cela déjà il y a, entre l'impôt sur les vins et l'impôt sur le tabac, une différence essentielle et considérable.

Cette question des tabacs est complexe. Dans certains pays l'impôt du tabac est un monopole ; dans d'autres, c'est une industrie libre analogue à l'exercice ou à l'*accise*. Or, il est établi par les faits que, comme industrie libre, elle produit plus au fisc que comme monopole. La question est donc tranchée par là contre ce dernier système qui n'a d'autre raison d'exister, que d'être quelquefois productif.

L'impôt sur le tabac, comme industrie libre, peut être conservé sans inconvénient dans les pays où il est établi ; il peut empêcher que l'usage d'une denrée, dont l'effet n'est peut-être pas des meilleurs sur l'organisation nerveuse et morale de l'homme, ne devienne trop général et trop abusif. Nul n'est forcé de fumer, comme on est forcé de manger et de boire ; encore moins le tabac peut-il être appelé un goût de luxe. C'est, comme le vin, un impôt de consommation facultative, de consommation très-générale, mais non pas indispensable.

Si le tabac est un besoin, un excitant quelquefois utile, c'est surtout aux hommes de profession sédentaire et intellectuelle. C'est un besoin pour leur cerveau fatigué par un long travail, c'est une sorte de narcotique voluptueux un

peu analogue à l'opium, et dont l'excès est aussi dangereux, mais dont l'usage tempérant repose l'intelligence en suspendant ou détournant le cours des pensées. Enfin, disons-le, on fume beaucoup dans notre époque, parce qu'on s'ennuie beaucoup. Le jour où l'on cessera de s'ennuyer l'impôt sur le tabac ne rapportera plus rien; et cet impôt est aujourd'hui, en grande part, un impôt sur l'ennui. Les célibataires fument pour remplir autour d'eux le vide qu'y laisse la famille : un peu de tabac, même avec l'impôt, coûte moins cher qu'une femme et des enfants. Les maris ennuyés fument, afin de se dispenser de parler à la femme qu'ils ont épousée par intérêt, et pour penser en liberté à celle qu'ils auraient voulu épouser par amour. Les hommes politiques mécontents fument pour oublier le découragement où les jette la défaite de leur parti, l'irréalisation de leurs idées. Enfin les soldats fument, parce qu'ils n'ont absolument rien de mieux à faire dans la vie de camp ou de garnison, entre les heures de marche, de bataille ou d'exercice, que de brûler du tabac en place de poudre, et des cigares au lieu de cartouches; mais, dans ce cas, l'impôt ne rapporte guère au fisc, et le gouvernement qui l'établit tire sur ses propres troupes, et s'impose lui-même.

Cependant il faut convenir que toutes les catégories de fumeurs que nous venons d'énumérer ont en général plus que les autres le moyen de payer l'impôt. Les professions sédentaires et intellectuelles gagnent en général des salaires de monopole. Elles sont remplies, en grand nombre, par des hommes non mariés ou dont les mariages en général sont moins prolifiques que ceux des prolétaires, la contrainte morale aidant, chez ceux qui connaissent Malthus, à la privation d'exercice physique, à la fatigue des travaux de tête, ou à des plaisirs trop précoces. C'est parmi ces gens-

là surtout qu'on s'ennuie ; le prolétaire n'en a pas le temps. Il souffre, mais en travaillant ; ou quand il ne travaille pas, il n'a pas d'argent pour acheter du tabac qui, presque partout, se paie comptant. Le tabac est donc en tout cela bien différent du vin, qui est nécessaire surtout à l'homme qui travaille et qui agit : le vin, c'est le tabac de l'homme d'action ; le tabac, c'est le vin de l'homme qui rêve, à défaut de penser toujours. On fume peu dans les pays où l'on agit beaucoup.

Mais c'est dans les pays où l'on fume peu que l'impôt peut être établi ; c'est seulement dans les pays où il est établi qu'on peut le conserver, lorsqu'on y fume beaucoup. Établir l'impôt du tabac dans les pays où il n'existe pas et où l'on fume beaucoup, aurait des inconvénients graves. Le tabac n'est pas positivement un besoin ; mais c'est une habitude tenace, impérieuse, presque impossible à rompre une fois contractée. On peut même dire que c'est une habitude endémique. Elle suit les familles, les races ; elle s'hérite avec la nationalité : on naît fumeur, parce qu'on naît Allemand ou Suisse. Quand une habitude est ainsi installée chez un peuple, elle devient un besoin réel ; en imposer la satisfaction, c'est imposer le nécessaire. En pareil cas, l'impôt du tabac n'est plus un impôt volontaire, facultatif ; c'est un impôt fixe à tant par tête, c'est une capitation ; seulement elle ne porte que sur les hommes ; tandis que l'impôt sur le vin atteint les femmes, les familles nombreuses et les pauvres. L'impôt sur le tabac serait un impôt facultatif et volontaire en Italie, et surtout dans l'Italie du sud. L'Espagne a déjà un besoin plus pressant de ses *cigarritos*. En France, en Angleterre, c'est un besoin qui devient de plus en plus général, malgré l'impôt, et à la veille déjà d'être indispensable. Si c'est un luxe, c'est du moins le luxe

du pauvre, le luxe de l'ouvrier surtout. Enfin le tabac à priser est un besoin pour beaucoup de femmes, et surtout pour de pauvres vieilles femmes. L'impôt du tabac ne peut donc qu'au pis aller être conservé en Angleterre et en France, en attendant qu'on puisse trouver de meilleures ressources fiscales. L'établir dans les pays où l'usage commence à s'en répandre, serait peut-être habile au point de vue fiscal ; mais au point de vue moral, il aurait pour effet d'en généraliser tout d'abord la consommation chez les classes intermédiaires, comme une de ces marques de distinction et d'aristocratie peu coûteuse, dont elles sont friandes ; et plus tard, par instinct d'imitation et esprit de démocratie, elle se généraliserait chez les pauvres qui voudront fumer, parce que de plus riches fument, et qu'ils s'en croient le droit aussi bien qu'eux. Si l'usage du tabac semble s'accroître avec le triomphe de l'idée d'égalité sociale, ce n'est point par une autre cause. C'est par une cause analogue que les enfants, à peine adolescents, s'emparent des bouts de cigares qu'ils trouvent : ils croient par là avoir l'air d'hommes. Un cigare équivaut, pour eux, à des moustaches. Enfin, établir l'impôt dans certains pays où l'on fume beaucoup, où l'on fume *de race*, c'est établir un impôt injuste qui pèserait sur le pauvre, sur les familles, sur le nécessaire. Loin de l'établir s'il n'existe pas, il faut l'abolir s'il existe.

Les impôts sur les domestiques, les chiens, les chevaux, les voitures, la vaisselle d'argent, les diamants, etc., sont de véritables impôts somptuaires. Ils ont un caractère éminemment aristocratique ; et il suffit pour le prouver d'en énoncer les titres qui assimilent des salariés libres à des chevaux et à des chiens. Sous ce rapport il est étonnant que les démocraties se laissent prendre à les établir et que les peuples égalitaires et libres s'obstinent à les réclamer. De

tels impôts sont chez eux en Angleterre, par exemple : ce qui le prouve, c'est qu'ils y rapportent beaucoup. L'aristocratie anglaise peut les payer : elle est assez riche, et ni l'*income-tax* ni la *land-tax* ne la grèvent lourdement. La haute bourgeoisie, l'aristocratie manufacturière peut les payer : cela flatte sa vanité de se rapprocher par là de la noblesse. L'orgueil est un peu le péché dominant des Anglais, et le fisc en profite. Est-ce moral ? c'est abuser d'une ivresse aussi, comme on abuse autre part de l'ivresse de l'eau-de-vie. Mais si chaque peuple a ses défauts, le fisc n'a-t-il pas partout les mêmes tendances ? Tous les gouvernements savent, depuis Machiavel, qu'on ne gouverne les hommes qu'au moyen de leurs passions. Avant Machiavel, s'ils ne le savaient pas, ils le devinaient sans doute, car ils ont toujours agi comme s'ils l'avaient su.

Dans les démocraties au contraire où les fortunes sont plus égales et tendent sans cesse à s'égaliser, les impôts de luxe rapportent peu, si peu que cela ne vaut guère la peine de les établir. On n'y est pas aussi empressé qu'autre part d'étaler sa richesse, ou d'affecter un rang qui ne donne aucun privilège légal ou même social. Si la vanité dispose à la montrer, la peur du niveau égalitaire, que l'impôt dans ces sortes d'État menace toujours de promener sur les grosses fortunes, et les mots épouvantables de proportion, de progression, font que d'autre part on est sollicité à la cacher. On renonce à l'honneur d'un grand train de maison pour se procurer des plaisirs moins en vue, des jouissances plus réelles parfois, mais moins publiques et moins bruyantes. On se contente d'être riche chez soi, on se passe de la réputation de l'être au dehors. Enfin, des domestiques, des chiens, des chevaux, des voitures : tout cela coûte beaucoup de soi-même. Si un impôt vient s'ajouter à cette dépense,

chacun n'en est pas fâché : on prend prétexte de l'impôt vis-à-vis de ses connaissances pour s'épargner en totalité une dépense à laquelle on se résignait par convenance ; et l'on est enchanté au fond de pouvoir mettre de côté cette part de son revenu que, sans une pareille excuse, on se serait cru obligé de sacrifier à son rang. A-t-on de l'argenterie de famille ? même calcul : on la vend ; sans l'impôt on n'aurait pas osé commettre ce sacrilège envers ses aïeux. L'impôt couvre tout, endosse tout, et l'on y gagne encore l'occasion de se plaindre de la démocratie, des libertés, de l'égalité, de la souveraineté populaire, et d'autres inventions modernes toujours mal vues par ceux qui ont de l'argenterie de famille, des voitures à armoiries, des laquais en livrée, des chevaux de selle et beaucoup de chiens. On prend sa revanche du reste : on a un plus petit hôtel ; mais un mobilier beaucoup plus riche. On a une voiture de louage ; mais on va aux eaux. On n'a que des femmes pour domestiques ; mais on s'acorde une galerie de tableaux. On vend son argenterie ; c'est pour acheter de la porcelaine de Sèvres ou du Japon. Enfin, on possède autant de belles choses ; mais on évite de choisir celles qui paient l'impôt : c'est de bon goût, c'est une affaire de parti, un mot d'ordre contre le gouvernement. Quelques parvenus, au contraire, se hâtent, dès qu'ils sont suffisamment enrichis, de se donner le plaisir d'éclabousser les gens à pied de leurs chevaux et de leurs voitures toutes neuves. Ils veulent faire acte de grand seigneur en payant les impôts de luxe, et s'entourent de tout ce qui les paie pour être traité en gens considérables par le gouvernement qui en profite. Mais cela ne dure pas ; à la seconde génération, ce beau zèle a disparu, et l'héritier du commerçant enrichi fait cause commune avec l'ancienne noblesse mécontente et boudeuse.

Voilà pourquoi les impôts somptuaires ne rapportent rien dans les démocraties, et qu'ils ne peuvent avoir d'autre résultat que d'empêcher certains commerces de luxe d'y naître, de les y tuer s'il y existent, et par suite de diminuer d'autant la fortune publique. Ils excitent à la dépense dans les pays de haute noblesse; ils la restreignent ou la transforment dans les pays d'égalité, et, par là même, y retardent d'autant le libre mouvement d'égalisation des fortunes.

Le seul impôt somptuaire rationnel dans de tels pays serait un impôt qui atteindrait non la jouissance de tel objet de luxe particulier, mais tout le luxe, représenté par le capital mobilier, annuellement imposé, en totalité et *ad valorem*. De cette façon aucune transformation de la richesse ne pourrait l'aider à échapper; et ceux qui voudraient entreprendre contre les gouvernements qui leur déplaisent une petite guerre fiscale, ne le pourraient qu'au prix de privations réelles. Il n'y aurait plus de signes distinctifs du luxe, plus d'aristocratie payant l'impôt pour aller en voiture parmi les plébéiens qui vont à pied gratis; mais des citoyens payant chacun pour la part de luxe qu'ils jugent à propos de s'accorder sans ostentation et sans but politique. Enfin dans un tel impôt, les chiens, et les chevaux, et tous les animaux qu'on voudra énumérer, paieront au *quantum* de leur valeur, mais du moins les domestiques ne seront pas comptés comme un capital et comme une richesse dont on dispose: ils ne seront plus soumis à la capitation des esclaves.

CHAPITRE XXI

Des monopoles en général ⁽¹⁾.

SOMMAIRE. — Définition. — Exemples dans l'histoire. — Le commerce de la richesse réelle ne convient pas à l'État, mais celui de la richesse fictive. — Monopoles protecteurs. — Administratifs. — Système des concessions. — Système de l'administration directe. — Des banques d'État. — Des chemins de fer, des postes et des télégraphes. — L'impôt sur la chasse est un monopole nécessaire et juste. — Comme impôt il est improporcionnel. — On peut le rendre équitable. — La judicature est un monopole essentiel à l'État. — Les impôts judiciaires sous le régime féodal. — Mill et Say contre ces impôts. — La justice préventive et répressive. — L'idéal de la justice. — Aussi gratuite que possible. — Aussi simple que possible. — Au civil comme au criminel. — Les frais judiciaires absorbent le capital. — Il y a délit au civil comme au criminel. — Les jugements gratuits de nos jours, mais les formalités onéreuses. — Donnant lieu à l'iniquité. — Le jury en matière civile. — Simplification des services et des frais. — Plus de loyauté dans les procès. — Les impôts judiciaires transformés en un impôt régulier ou prime d'assurance. — Les risques de procédure sont proportionnels aux facultés. — Une objection. — La manie de la chicane. — La crainte des procès. — Sévérités contre les plaignants sans droit. — Progrès économique et moral résultant d'une autre organisation judiciaire. — Avantages pour tous.

Disons seulement quelques mots des monopoles.

Il faut d'abord les définir. Le monopole est l'exploitation

(¹) Dans les monopoles, il en est qui sont sujets à des répercussions fiscales : tel est celui du sel, par exemple; mais cette répercussion n'a lieu qu'après la consommation de la denrée imposée, de même qu'en tout impôt sur des objets de première nécessité.

par l'État d'une branche de l'industrie nationale dont il se réserve les bénéfices. Or l'État est mauvais producteur, mauvais commerçant, mauvais industriel. Il est mauvais administrateur, en général, d'une entreprise quelconque ayant pour but de faire valoir des capitaux.

Que le revenu d'un chef arabe ou tartare consiste dans le profit de ses troupeaux, comme le dit Smith, cela se conçoit ; que la république de Hambourg s'en soit fait un avec les bénéfices d'un magasin de vin et d'une pharmacie, c'est encore une chose possible, mais déjà plus étonnante. Un grand État, plus certainement encore, ne saurait pourvoir aux détails administratifs de pareils négoes, qui ne peuvent réussir que sous la surveillance immédiate et clairvoyante des intérêts individuels. Hambourg encore, et de même Venise et Amsterdam ont tiré d'importantes ressources de banques d'État, établies et administrées par leur gouvernement. En effet, les banques nationales sont déjà de ces administrations publiques qui peuvent être dirigées par l'État ; parce qu'elles n'entraînent aucun achat, aucune vente de marchandise, aucuns frais de production ou de fabrication ; mais que toutes leurs opérations ont lieu sur des valeurs fictives, réalisées, cotées à un taux fixe, et dont elles n'ont pas à déterminer le rapport avec leur valeur réelle. Rien n'y sort de la richesse abstraite et purement arithmétique, c'est un commerce tout théorique qui n'aborde jamais la réalité matérielle et le commerce en nature auquel aucun gouvernement n'entend rien.

Il existe donc ici une ligne de démarcation bien arrêtée pour borner le rôle possible de l'État. Il ne peut être producteur ou marchand de la richesse réelle, mais il peut intervenir dans la circulation de cette richesse, surtout à l'état de richesse fictive.

Voilà pourquoi le monopole des tabacs rapporte moins à la France que l'impôt sur l'industrie libre du tabac en Angleterre, et que le monopole du sel est onéreux pour le canton de Vaud. Il en a été ainsi presque partout de tous les monopoles, disons plus, de tous les commerces entrepris par les gouvernements ou par leurs chefs. Quand les Médicis, eux-mêmes, furent placés à la tête de la république Florentine, ils durent renoncer bientôt après au commerce d'où leur fortune tirait son origine, mais qui les eût ruinés une fois qu'ils furent devenus princes.

Tout au plus un gouvernement pourrait-il avoir quelque raison de conserver le monopole d'une industrie qui aurait besoin de protection, et qui, nécessaire en quelque chose à la grandeur de l'État ou à sa prospérité, ne pourrait se soutenir autrement : c'est alors un sacrifice qu'il s'imposerait et non un profit qu'il y chercherait. Cela se peut comprendre dans l'intérêt d'une industrie naissante et presque artistique, ou de nouveaux procédés de fabrication encore mal éprouvés : telles furent autrefois en France, par exemple, les fabriques de tissus de soie et les manufactures de glaces de Saint-Gobain ; telles sont encore les manufactures de Sèvres et des Gobelins que l'industrie privée ne pourrait suffire à alimenter. Un pareil régime adopté avec modération et sagesse, vaudrait mieux en certains cas que des droits protecteurs.

Enfin le public peut être intéressé à se procurer certains produits garantis pour la qualité des matières et de la fabrication. L'État pourrait se charger, au nom de l'utilité publique bien constatée, du monopole de pareilles productions, où le bas prix serait moins recherché que la sécurité contre les falsifications que se permet trop souvent l'industrie privée. Nous aurons à reparler autre part de

quelques monopoles de ce genre, dont il serait urgent que l'État se saisît, et dont l'un, le papier timbré, déjà presque partout placé entre ses mains, doit y rester.

Ensortant de la catégorie des monopoles industriels qui, en principe général, comme entreprises productives et comme mesures fiscales, ne lui conviennent pas, nous en trouverons quelques-uns, parmi les monopoles administratifs, qui semblent rentrer essentiellement dans ses attributions.

Mais encore ici deux systèmes sont en présence : le système des concessions à des administrations particulières et le système de l'administration directe.

Nous avons déjà parlé de la Banque. Dans la situation actuel de nos sociétés, il est presque indispensable que chaque État ait une banque nationale, mais ce ne doit pas être à proprement parler un monopole ; ce doit être tout au plus une concurrence régulatrice de l'industrie financière libre, car cette banque, loin de prétendre à absorber entre ses mains la circulation générale des valeurs du pays, doit laisser subsister à côté d'elle toutes les banques particulières qui veulent s'établir. Elle doit leur servir seulement de lien pour les rattacher à une sorte d'organisme unitaire, dont elle doit être le centre et comme le pivot, et pouvoir au besoin les aider et les soutenir.

Une banque nationale enfin, nous le verrons autre part, doit être un intermédiaire obligeant entre le fisc et les contribuables, entre le gouvernement et les administrés. C'est dans l'État un rouage nécessaire qui doit en dépendre en une certaine mesure, mais qui, dans ses détails, exige la surveillance active des intérêts particuliers. C'est pourquoi une banque nationale ne peut être un monopole direct du gouvernement, mais un monopole concédé à une administration particulière et responsable.

Il en est de même des chemins de fer. Par leur nature même, ces artères désormais indispensables de la circulation publique sont des monopoles et ne pourront jamais être autre chose, puisqu'elles excluent toute concurrence, et exigent au contraire la plus grande unité, la plus complète centralisation dans le service. Or, quand une industrie est ainsi fatalement placée en dehors et au-dessus de toutes les lois économiques de l'antagonisme des intérêts, elle ne peut-être abandonnée sans surveillance à la ligue des ambitions privées, aux calculs de l'égoïsme et aux abus de la spéculation. La main de l'État y est nécessaire, mais l'administration par l'État serait sujette à de grands inconvénients. Les influences politiques parviendraient trop aisément à prévaloir dans les nominations des employés de tous étages, au détriment de la régularité du service. Puis il y manquerait toujours ce grand et puissant ressort de l'intérêt personnel. Il y manquerait surtout le frein d'une autorité supérieure ; puisque si l'État était l'administrateur, il serait juge et partie dans toutes les contestations.

Les lignes ferrées deviendront un jour, sans nul doute, la propriété de l'État. Mais leur administration devra rester, à titre de concession faite pour un temps déterminé, entre les mains d'administrations particulières.

Il semble que cette administration ait de grands rapports avec le service des postes, monopole direct de l'État chez toutes les nations modernes, et qui pourtant ne donne que rarement lieu à des plaintes graves de la part des administrés, à des abus flagrants et impunis de la part des administrateurs. Il y a cependant quelques différences. Les postes, comme les chemins de fer, ont bien autrefois transporté quelques rares voyageurs, des ballots de petit volume, de l'argent surtout, avec les lettres privées et les dépêches

de l'État, comme le font aujourd'hui les chemins de fer et comme le faisaient autrefois les messageries sur une plus grande échelle ; mais jamais les postes n'ont été proportionnellement aussi chargées que les messageries et les diligences de la circulation industrielle, du transport des marchandises et des personnes. Ce qu'on demandait alors aux postes, c'était surtout et presque uniquement la sûreté ; ce n'était pas le bon marché des transactions. Or, quant à la sûreté, sauf l'immixtion des chefs politiques dans certaines correspondances qu'ils pouvaient avoir intérêt à connaître, les courriers royaux, les malles royales, depuis Louis XI jusqu'à notre temps, présentaient seules quelque sécurité quant au transport des lettres et des valeurs. Elles atteignaient donc leur but. De plus, quand elles furent établies, et bien longtemps encore après, loin de rapporter, elles coûtaient beaucoup. L'État seul pouvait donc supporter le déficit annuel qu'elles présentaient. Depuis qu'elles donnent des bénéfices, au contraire, la main de l'État doit tendre à s'en retirer de plus en plus, et à en faire une administration aussi indépendante que possible du gouvernement et des influences politiques.

La transformation des moyens de transport opérée dans ce siècle devra avoir pour résultat final d'absorber les chemins de fer dans les postes, ou les postes dans les chemins de fer, ainsi que les télégraphes qui se rattachent aux uns et aux autres. Peut-être verrons-nous quelque jour un ministère de la circulation publique, rassemblant tous ces divers services dans une magnifique unité, non par une administration directe et une centralisation absorbante qui laisserait trop de prise aux abus, mais par un système bien combiné d'administrations particulières, reliées entre elles par une administration centrale. Au-dessus de ce grand

organisme, le ministère de la circulation publique, qui en serait comme la tête pensante, exercerait sa surveillance souveraine et désintéressée, recevrait les plaintes et les réclamations et y ferait faire droit au besoin.

Dans le cas, au contraire, où cette immense machine serait tout entière dans les mains gouvernementales, par malheur toujours humaines et, comme telles, sujettes à bien des faiblesses, à qui se plaindrait-on de l'État, s'il administrerait mal? Faudrait-il recourir à une révolution pour des lettres perdues ou des têtes de voyageurs emportées? On sait combien les abus durent longtemps avant que le peuple arrive enfin à les connaître et à s'en émouvoir. Voilà pourquoi l'action directe de l'État ne vaut rien dans les monopoles purement administratifs. A mesure que la civilisation progresse, cette action de l'État doit reculer devant l'initiative individuelle, et laissant à celle-ci la plus grande part dans l'administration des services publics, elle ne doit garder que la direction supérieure et unitaire du mouvement social.

Il nous reste à parler des impôts sur la chasse.

C'est plus qu'un impôt de luxe : c'est un monopole ; mais il n'en est pas de mieux justifié. Si dans les pays où la propriété est divisée, l'impôt sur la chasse n'avait pas suppléé à la garde particulière qui, dans les pays de grande propriété, protège un peu le gibier, depuis longtemps il aurait disparu dans notre Europe occidentale ; et les espèces innocentes que poursuivent nos chasseurs, s'y seraient éteintes beaucoup plus tôt que les espèces nuisibles.

L'impôt sur la chasse est donc nécessaire, indispensable ; il l'est surtout chez les nations démocratiques. La société, propriétaire virtuelle de la totalité des biens naturels, a le droit d'empêcher l'une de ses richesses de disparaître, de

protéger la perpétuité de l'un de ses plaisirs, et d'en concéder la jouissance temporaire à quelques-uns, moyennant une indemnité au profit de tous. Rien n'est donc plus juste que l'impôt sur la chasse. Il est aussi juste en principe qu'il est utile dans l'application. Il ne fait tort à aucune industrie ; il en crée une au contraire ; puisque, moyennant l'impôt, qui en ce cas est une sorte de patente, rien n'empêche un adroit tireur de se faire marchand de gibier. Sans l'impôt, comme chacun chasserait, et que par suite le gibier serait anéanti, aucune industrie ni aucun plaisir ne seraient possibles. L'impôt sur la chasse ne protège pas seulement le gibier, mais l'agriculture, dont sans lui les chasseurs deviendraient le fléau par leur nombre et leur affluence inexperimentée. L'impôt sur la chasse est un complément indispensable de la loi sur la chasse ; non sans raison il a figuré de tout temps au rang des droits régaliens.

Seulement depuis que l'impôt sur la chasse n'est plus un droit régalien, mais un droit national, il pourrait avoir un peu plus de proportionnalité. C'est déjà un progrès en ce sens que de réclamer, comme on le fait en Suisse, un droit plus fort en raison du nombre des chiens ou des domestiques dont on se fait suivre. Il faudrait une réforme de plus : il pourrait y avoir des permis perpétuels de divers ordres : permis de chasser sur son bien, permis de chasser dans sa commune, permis général pour toute la province ou tout l'État. Puis des permis d'un ou plusieurs jours, d'une semaine ou d'un mois.

On peut objecter que souvent on prend un permis de chasse et qu'on ne s'en sert pas : c'est donc autant de gagné pour le fisc qui perdrait à mettre plus de justice dans la loi ; que, d'autre part, les gens qui prennent un permis sont toujours assez riches pour payer pour toute la saison, sans

que cela leur porte préjudice ; que d'ailleurs c'est un impôt volontaire qu'on peut ne pas payer. Tout cela ne saurait nous convaincre : ce qui est injuste n'est jamais excusable.

D'abord nous n'aimons pas qu'on fasse ainsi payer les gens plus qu'ils ne doivent, par cette seule raison qu'ils sont riches. C'est une méthode d'exploitation qui n'a rien de loyal. Un gouvernement doit la laisser aux aubergistes qui traitent les Anglais ; parce que ceux-ci sont libres de réduire la carte à payer qu'on leur propose, de faire leur prix d'avance ou d'aller dans un hôtel moins *comfortable*. D'ailleurs c'est encore un impôt que leur impertinence de *gentlemen* mérite un peu : c'est leur *income-tax*, leur impôt de luxe à l'étranger. Mais il n'en saurait être de même entre les citoyens et l'État. Ici le tarif doit être équitable, parce qu'il est sans réduction possible, et qu'il ne se débat pas à forfait entre égaux.

D'ailleurs que l'impôt sur la chasse rapporte moins avec des permis temporaires, cela ne nous paraît pas prouvé. Si un permis pour une journée coûtait seulement 5 francs, ou même 3 francs, beaucoup de gens qui ne voudraient pas payer un permis perpétuel, permis qu'on pourrait alors fixer à 50, 100 francs ou même 500 francs, selon l'étendue de pays qu'il permettrait de parcourir, s'accorderaient une fois en passant le plaisir de chasser dans une ou plusieurs communes déterminées. De plus les gens qui chassent rarement, chassent mal. Ils détruisent par conséquent peu de gibier, tandis que des chasseurs émérites qui ne font que cela, dès que la saison est ouverte jusqu'à ce qu'elle ferme, en vertu de leur permis, dépeuplent véritablement un pays. Quand il leur faudrait payer chaque jour de chasse, ou prendre un permis perpétuel très-onéreux, ils y regarderaient

d'un peu plus près. Ce serait d'une part le seul moyen de protéger réellement le gibier, de l'autre de démocratiser l'impôt, en le mettant à la portée de tous, et enfin de le faire rapporter beaucoup. Des jeunes gens paieraient bien un permis de quelques francs pour huit jours de vacances passés à la campagne, ou pour une partie de chasse d'un jour, grande battue où il y aurait probablement beaucoup d'amorces brûlées, et peu de sang répandu. Ils auraient seulement pris pour leur argent un exercice sain et fortifiant, qui vaudrait mieux pour eux, en sortant des bancs académiques ou universitaires, que le vin, la fumée et le repos nonchalant des cafés.

Entre tous les monopoles d'État il n'en est point de plus légitime que celui de la justice. C'est une attribution si essentielle du pouvoir, que tout gouvernement n'est au fond, ou du moins ne doit être, que l'administrateur judiciaire de la nation. On peut concevoir l'État dépouillé de toutes ses attributions politiques et économiques; on ne peut le comprendre sans pouvoir de judicature sur les membres de la société. Cette attribution seule nécessite et légitime toutes les autres; à elle seule enfin elle nécessite et légitime l'impôt. Mais si l'impôt est nécessaire à l'administration de la justice publique par l'État, et qu'elle ne puisse exister sans lui, il faut que l'impôt ne soit du moins que le moyen, et la justice, le but. Or, souvent dans le passé la fiscalité a été le but et la justice a été le moyen. Le monopole de la justice a été un gain pour l'État : la justice en un mot a été vénale.

Sous le régime féodal, dit M. Émile de Girardin ⁽¹⁾, les actes judiciaires donnaient lieu à une foule de droits très-

(1) *Questions*, T. XI, de *l'Impôt*, p. 13.

productifs. Depuis l'assignation jusqu'à l'arrêt, tout était matière d'exaction. En Dauphiné, il existait même un droit sur les plaidoyers, et il faut avouer que parmi certains peuples, amis de la chicane, ce droit ne serait pas le moins justifiable.

M. Mill ⁽¹⁾ attaque vivement les impôts sur l'usage du pouvoir judiciaire. « Ils vont chercher des recettes pour le fisc, » dit-il, dans les diverses formalités dont la loi exige l'accomplissement dans un recours aux tribunaux. Comme tous les frais inutiles attachés aux procédures, ce sont des impôts sur la justice et par conséquent des primes au profit de l'injustice. »

Il faut dire qu'en Angleterre les frais judiciaires peuvent, plus que partout, donner lieu à de justes plaintes ; et il est heureux pour les Anglais que leur caractère flegmatique et positif ne soit pas compatible avec une grande ardeur pour les contestations oiseuses. Ces frais n'y sont plus perçus au profit de l'État, mais ils existent sous forme d'épices (*fees of court*) pour subvenir aux dépenses des cours de justice.

« On a pensé sans doute, ajoute M. Mill, que ceux qui jouissent des avantages de la justice, doivent en payer les frais. Bentham a exposé avec beaucoup de force la fausseté de cette doctrine. Ainsi qu'il l'a fait remarquer, ceux qui sont dans la nécessité de faire intervenir la loi sont ceux qui profitent le moins, et non le plus, de ses applications. Pour eux la protection qu'elle donne n'a pas été complète, puisqu'ils ont été obligés de recourir à un tribunal pour faire constater leurs droits, ou pour empêcher qu'ils ne fussent violés. Cependant les autres particuliers sont restés paisiblement à l'abri de l'injustice, grâce à la force virtuelle

(1) *Principes*, p. 461 (Guillaumin, 1854).

» d'une magistrature à laquelle ils n'ont pas eu besoin de
» demander une intervention particulière. »

Ces observations sont fort justes. Il est vrai que la principale action protectrice d'une bonne organisation judiciaire est une action préventive, et qu'on peut juger du pouvoir plus ou moins réel de cette organisation selon que cette action préventive est efficace à rendre aussi inutile que possible l'action répressive. Dans un état social parfait, celle-ci devrait exister virtuellement sans avoir jamais besoin de se manifester comme puissance active; et l'action préventive devrait suffire, non par des mesures de rigueur, mais par la seule crainte ou plutôt le seul respect de la loi, à empêcher tout délit, tout crime, tout désordre. Une telle organisation judiciaire est un absolu, un infini irréalisable. Il faut se contenter d'en approcher toujours et se résigner à ne jamais l'atteindre.

En attendant, le moyen d'en approcher c'est de rendre la justice aussi gratuite que possible. Comme le dit M. Mill, les frais judiciaires sont bien en effet une dépense improductive qu'il faut restreindre de plus en plus. Dans ces frais il y a deux parts : celle que supporte l'État, celle que paient les particuliers. L'une et l'autre sont des pertes nettes pour la société, mais, dans une certaine mesure, des pertes inévitables, qui épargnent d'autres pertes plus considérables et plus fâcheuses. Plus serait petit le nombre des agents de l'État nécessaires à la dispensation de la justice, et surtout plus seraient simples les formalités à remplir par les particuliers pour obtenir cette dispensation, moins les frais de procédures seraient onéreux pour tous. L'économie d'agents et celles de leurs actes est partout une épargne de dépenses improductives ou tout au moins une épargne de frais de production.

De plus Say fait observer que ces frais tombent principalement sur les capitaux accumulés. Car, dit-il avec raison, on ne plaide pas avec le revenu qu'on a, mais suivant les circonstances où l'on se trouve jeté, les intérêts de famille où l'on est impliqué et l'imperfection des lois ⁽¹⁾.

Cette remarque est fort vraie ; aussi ne saurait-on défendre, sous quelque prétexte que ce soit, un impôt sur les procédures qui serait pour l'État une ressource fiscale ; mais les procédures coûtent à l'État, et il faut qu'il soit remboursé de ce qu'elles lui coûtent. Ce sont des services qu'il rend et, dans les limites d'une juste évaluation de ces services, il faut qu'ils soient payés. Quoi de plus juste que de demander ce paiement seulement à ceux qui profitent de ces services et qui en occasionnent les frais. Or, nous avons vu que, comme le dit Bentham, ces services et ces frais profitent plus à ceux qui ne plaident pas qu'à ceux qui plaident. Ce ne serait donc pas aux plaideurs à payer, mais à la foule des gens qui n'ont jamais rien eu à démêler devant la justice : c'est-à-dire enfin que les frais judiciaires ne doivent pas être payés sous la forme de taxes spéciales réclamées aux parties plaignantes, mais sous la forme d'un impôt universel ; ils doivent rentrer enfin dans les frais généraux de l'administration publique.

Du reste, il en est ainsi maintenant dans presque tous les États modernes ; il en est ainsi surtout de la justice criminelle, qui protège les personnes et même leurs biens contre certains attentats. Partout, en Europe, elle est rendue gratuitement ; et il n'en a pas toujours été de même ; il n'en est pas encore ainsi dans certains États de l'Orient. Pourquoi en serait-il autrement de la justice civile ? N'est-elle pas,

(1) *Traité*, p. 516 (Guillaumin).

après tout, appelée à connaître d'un autre ordre de délits contre les biens et les personnes, contre certains de leurs droits également fixés et déterminés par les codes? La distinction qui les sépare est spécieuse plutôt que naturelle et logique. Quand le tribunal est saisi d'une plainte pour meurtre, vol, escroquerie, diffamation, il agit de son chef, appelle les prévenus à sa barre, rend ses arrêts gratuitement, et le plaignant n'a point à payer d'autres frais que les honoraires de son avocat. Pourquoi en serait-il autrement d'une rupture de contrat, d'un abus de passage, d'une prise d'eau illégitime, d'un testament violé ou altéré? Au fond de tout cela n'y a-t-il pas également délit et vol? Pourquoi ces différences qui existent partout entre les deux ordres de procès?

Du reste de nos jours, même en matière civile, les arrêts des tribunaux sont gratuits; les juges sont payés par l'État et non plus par les parties. Mais il reste encore, chez la plupart des nations, une foule de vieux procédés, d'entraves, de rouages inutiles, de monopoles établis en faveur de certains corps d'État, légistes, avoués ou procureurs, arbitres et huissiers ou autres analogues, sous des noms plus ou moins divers et avec des attributions plus ou moins bien définies. Puis, en outre, c'est le recours en première, seconde ou même troisième instance, c'est-à-dire en cassation; après quoi il faut parfois tout recommencer à nouveau. Voilà ce qui rend la justice défectueuse et surtout coûteuse en matière civile, sans aucun profit pour les plaideurs et souvent même au détriment du bon droit, ne serait-ce qu'en rendant la justice trop chère pour les pauvres.

L'État prendrait à sa charge l'instruction des procès au civil comme au criminel, qu'il trouverait certainement moyen de simplifier les choses. Les deux parties étant obligées de

s'expliquer devant les mêmes magistrats, il n'y aurait plus toute une série de contradictions habilement ménagées par les agents des deux parties qui, chacun au profit de leur client, sans souci du vrai, ne cherchent la plupart du temps qu'à égarer la justice. Un seul instructeur du procès, salarié de l'État, neutre entre les deux réclamants, ayant à sa disposition toutes les pièces, poserait plus clairement, plus impartialement la question devant le tribunal, et il suffirait amplement de deux avocats pour faire naître et multiplier les occasions de doute et de chicanes. Le jury enfin devrait être appelé à rendre le jugement, sinon sur la question de légalité, du moins sur la question de criminalité impliquée dans tout procès civil, afin que celui qui, par sa mauvaise foi prouvée, a fait naître l'occasion de litige, subisse, outre la perte du procès, une peine proportionnée au délit.

L'action préventive de la justice serait ainsi plus forte ; l'action répressive, toujours fatale, en serait diminuée. Une simplification de services permettrait une simplification de frais. Au lieu de quelques légistes privilégiés et détenteurs de monopoles chargés de défendre les intérêts privés, et payés par les particuliers, il y aurait de plus dans le corps judiciaire quelques agents directs de l'État payés par lui, pour connaître des mêmes matières. L'intérêt de ces agents serait d'apaiser et de simplifier les contestations, de les empêcher de renaître ; au lieu que l'intérêt d'agents privés est de les faire durer éternellement, de les embrouiller pour avoir ensuite à les démêler. Il faut, autant que possible, mettre toujours l'utilité du côté de la justice plutôt que contre elle, afin que les gens n'aient pas à opter entre l'une et l'autre : c'est plus sûr.

De cette façon les frais judiciaires particuliers, casuels, seraient moins forts ; l'impôt judiciaire en général, ou la

partie de la contribution annuelle affectée par l'État à l'administration de la justice, serait nécessairement plus lourde. En fin de compte serait-ce une économie? Nous le croyons.

Quel reproche Say fait-il surtout aux impôts ou aux frais judiciaires casuels? C'est de dévorer le capital des plaideurs et conséquemment le capital social. Il faudrait donc pouvoir diminuer ces frais ou ces impôts, de manière à ce qu'ils portassent sur le revenu des plaideurs et non sur le fond même des biens en litige. Le problème est aisé à résoudre au moyen d'un impôt annuel et régulier, sorte de prime d'assurance contre tous les risques judiciaires, moyennant laquelle toute justice serait rendue gratuitement, y compris même les honoraires d'avocats nommés d'office ou choisis par les plaideurs parmi les membres d'un barreau salarié par l'État. Dans un tel barreau on ne mettrait plus autant sa gloire à faire triompher sa cause, n'importe par quels moyens, mais à faire vaincre la justice partout et toujours. L'organe de chaque partie reconnaîtrait ses torts comme ses droits; les juges ou le jury mieux éclairé ne pourrait manquer de juger mieux; et chaque tribunal ne mériterait plus le nom de *champ du mensonge*.

L'impôt judiciaire pourrait être établi, comme l'impôt militaire, sous la forme de centimes additionnels à la contribution principale, ou mieux encore devrait se confondre avec cette contribution, les risques qu'il doit servir à parer étant, comme les risques en matière criminelle, la raison principale de tout impôt.

Dans l'ordre civil les risques de procédures sont, beaucoup plus que dans l'ordre criminel, proportionnels aux facultés. En effet, plus on possède, plus il y a dans ce qu'on possède une abondante matière à litige. Plus on fait d'af-

faïres, plus on fait circuler ses capitaux, plus on les engage dans des entreprises qui rapportent de gros profits, plus aussi il y a chance de pertes et de périls; plus ces entreprises en général sont hasardenses, plus on est exposé aux fourberies, aux tromperies de la mauvaise foi. Un impôt judiciaire proportionnel, soit au revenu des particuliers, soit à leur capital, soit à l'un et à l'autre, proportionnel enfin à la somme de leurs autres contributions et s'ajoutant à cette somme, rétribuerait donc avec équité les frais généraux de l'organisation judiciaire d'un État.

On peut faire à cela une objection qui ne manque pas d'une certaine valeur : c'est qu'en procédure civile, il naît souvent des chicanes sans aucun droit. On ne voit point en matière criminelle le meurtrier se plaindre d'être assassiné, ou le voleur d'être volé; cela se voit souvent en matière civile. C'est fort souvent le plaignant qui a tort.

Il faut convenir que, chez certaines gens, et même chez des peuples entiers, il y a parfois comme une manie, une passion des procès. Une fois donc que de telles gens et de tels peuples ne seraient plus retenus par les frais énormes que tout procès entraîne, et par la ruine qui en résulte fort souvent, même pour le dernier gagnant après plusieurs appels, peut-être donneraient-ils tant à faire au corps judiciaire qu'on ne saurait auquel entendre : pour les plus misérables chicanes, ils viendraient mettre à réquisition les agents de l'État. Le nombre de ces agents devrait alors être augmenté pour y suffire; et les frais de cette augmentation de services bénévoles seraient supportés en part égale par des gens tranquilles et ennemis de toute contention, qui souvent préfèrent être un peu dupes que de se donner le souci d'une plainte. Le nombre de ceux-là même diminuerait, quand la crainte des frais ne les retiendrait plus, et

que la simplicité des jugements ne causerait plus autant de terreur à leur nonchalance ou à leur inaptitude. Ce ne serait pas positivement un mal, puisque, après tout, étant volés, ils auraient raison de se plaindre. Mais ce serait une aggravation d'impôt que tous auraient à supporter. Pour quelques-uns, il est vrai, ce serait un avantage. Avec la plus grande antipathie pour les disputes et le caractère le plus paisible on peut être attaqué par un disputeur cherchant partie, et obligé de payer les frais d'une défense contre ses attaques ; on peut ainsi être entraîné malgré soi d'appel en appel, et bien que gagnant toujours, n'en être pas moins ruiné ou appauvri au bout du compte. Dans le cas où toute justice dépendrait de l'État, on pourrait forcer à la paix ces chicaneurs de profession et de nature. Ils seraient arrêtés dès les premiers pas ; le premier agent de l'État, chargé d'examiner leur affaire, pourrait déclarer qu'il n'y a pas matière à poursuivre. Enfin tout plaignant arrivé jusqu'en tribunal et débouté de sa plainte, comme étant nulle et sans droit, devrait être passible d'une amende. D'autre part, toute tromperie, rupture de contrat ou passe-droit étant qualifié de délit et puni comme tel par une justice connaissant à la fois de toutes plaintes, la matière à procès diminuerait comme la manie des procès.

Il est supposable que le résultat d'une organisation judiciaire, assise sur de telles bases, se solderait économiquement par un bénéfice pour l'État et pour la société tout entière ; et moralement par un progrès évident de l'équité sociale, de la loyauté des transactions, du libre arbitrage entre les citoyens et les familles, toujours plus conciliant et plus juste que celui d'experts et de juges étrangers, enfin par une amélioration du caractère individuel et une diminution générale des querelles litigieuses.

Il n'est guère de gens, si tranquilles qu'ils soient, qui n'aient parmi leurs aïeux des Chicaneaux et des comtesses de Pimbèche, sans lesquels leurs héritages eussent été plus considérables; ils auraient encore aujourd'hui avantage à payer une prime annuelle pour assurer eux-mêmes et leurs descendants contre le risque d'en rencontrer.

CHAPITRE XXII

Impôts de mutation en général.

SOMMAIRE. — Deux sortes de mutations. — Tout droit de mutation disperse le capital. — Say et Smith. — Ces impôts sont improporcionnels. — Ils gênent la circulation. — Ils frappent le vendeur. — Immobilisent le sol. — L'Alcavala. — La liberté des transactions. — Droits d'enregistrement et de timbre. — Sont inégaux et sans proportionnalité. — Atteignent les valeurs mobilières. — Ce qu'ils sont. — Ils s'ajoutent aux autres impôts de mutation. — Tout n'est pas injuste dans ces impôts. — L'obligation de l'enregistrement devrait être étendue à toutes les valeurs fictives. — Assimilation de la propriété immobilière à la propriété mobilière. — Les mutations de la richesse réelle doivent être libres de toute formalité. — Chaque partie de la recette dans le budget doit être affectée autant qu'il se peut à une partie de la dépense. — Sully. — Le droit de timbre est justifiable dans le cas d'un papier officiel monopolisé par l'État. — Une encre officielle. — Les dangers de la science dans l'avenir.

Les mutations de biens sont de deux sortes, selon qu'elles ont lieu : à titre gratuit sous forme de donations ou d'héritages ; à titre onéreux sous forme de ventes libres ou forcées, d'échanges ou de partage.

Que tout droit, taxe ou impôt sur les mutations de biens atteigne le capital accumulé et tende à le détruire ou plutôt à le disperser, ceci n'est douteux en aucune façon. Tous les économistes, tous les financiers et même tous les politiques en conviennent.

« Un héritier, dit Say, qui entre en possession d'un » héritage de 100,000 fr., s'il est obligé de payer au fisc » 5 p. %, ne les prendra pas sur son revenu ordinaire,

» qui est déjà grevé de l'impôt annuel, mais bien sur
 » l'héritage qui sera réduit pour lui à 95,000 fr. Or, la
 » fortune du défunt qui précédemment était placée pour
 » 100,000 fr. ne l'étant plus que pour 95,000 fr. par son
 » successeur, le capital de la nation est diminué des 5,000 fr.
 » perçus par le fisc ⁽¹⁾. »

L'héritier paierait le montant de l'impôt avec son revenu annuel que le résultat social serait le même, car il faudrait dans ce cas que son revenu, cette année là, fût suffisant pour qu'il pût épargner sur ses profits ou autres rentes cette somme de 5,000 fr. qu'il donne au fisc. S'il l'avait gardée, ou il l'aurait capitalisée, et sa fortune eût été augmentée de ces 5,000 fr. ; ou il l'eût dépensée en jouissance, et, sous forme de profit, elle se fût capitalisée entre les mains de quelqu'un avec une valeur toujours égale ou même supérieure. Ou bien, son revenu ne suffisant pas à cette épargne en une seule année, il a emprunté la somme totale, pour la rembourser par cinq annuités de mille francs. Il a dû par conséquent faire avance de l'intérêt et du fonds au fisc et, pour lui verser cette somme, la prendre dans les mains de quelqu'un où elle était disponible, à condition d'en payer la rente et de pourvoir à l'amortissement. Or, au bout des cinq années, c'est toujours une épargne de 5,000 fr. qu'il a été obligé de faire, et qui aurait porté sa fortune à 105,000 fr. s'il n'avait pas payé l'impôt de mutation.

« Il en est de même, dit encore Say, quand un proprié-
 » taire vend une terre de 100,000 fr. Si l'acquéreur est
 » tenu de payer un droit de 5 p. %, il ne donnera au
 » vendeur que 95,000 fr. de cette propriété. Le vendeur
 » n'aura que cette somme à placer au lieu de 100,000 fr.

(1) *Traité d'Économie politique*, p. 515.

» que valait la terre ; la masse du capital de la société est
 » donc diminuée de 5,000 fr. Si l'acquéreur calcule assez
 » mal pour payer, outre l'impôt, la terre son entière valeur,
 » il fait le sacrifice d'un capital de 105,000 fr. pour acqué-
 » rir une valeur de 100,000 fr. ; la perte de cette portion
 » du capital est toujours la même pour la société, mais c'est
 » alors lui qui la supporte. »

Dans l'un ou dans l'autre cas que deviennent ces 5,000 fr. de capital entre les mains du fisc ? ils sont absorbés en dépenses publiques, comme le reste du revenu annuel de l'État ; la société est donc en réalité appauvrie de 5,000 fr. ; nous verrons s'il en doit être nécessairement ainsi.

Smith est encore plus sévère : « Tous les impôts établis
 » sur les mutations de toute espèce de propriété, en tant
 » qu'ils diminuent la valeur capitale de cette propriété,
 » tendent à diminuer le fonds destiné à l'entretien du tra-
 » vail productif ; tous sont plus ou moins des impôts
 » dissipateurs, entamant les capitaux des gens qui entre-
 » tiennent des ouvriers productifs, pour grossir le revenu
 » du souverain qui n'en entretient guère que de la classe
 » non productive ⁽¹⁾. »

Nous remarquerons pourtant qu'il dépend d'un gouvernement ou même du peuple qui souffre ces abus et pourrait s'y opposer, qu'il en soit tout autrement. Le capital bien employé par la main de l'État est plus productif que s'il se trouve dissipé par certains oisifs ou même immobilisé entre leurs mains : nous le prouverons tout à l'heure.

« Ces impôts, fait observer Say, ont cependant au plus haut
 » degré, une qualité qu'Arthur Young, homme savant en
 » économie politique, réclame dans un impôt, celle d'être

(1) *Rich. des nat.*, p. 590.

» payé avec facilité. Quand une nation a le malheur d'avoir
» beaucoup d'impôts, comme en cette matière on n'a que le
» choix des inconvénients, peut-être doit-on tolérer ceux
» qui portent modérément sur les capitaux ⁽¹⁾. »

Cependant de tels impôts, quand même ils seraient conformes aux règles d'utilité fiscale, seraient encore contraires au principe d'équité, et à ce point de vue ils devraient être repoussés.

Smith remarque avec justesse que de tels impôts « même
» lorsqu'ils sont exactement proportionnels à la valeur de la
» propriété transmise, sont toujours inégaux, la fréquence
» des mutations n'étant pas toujours la même dans des pro-
» priétés de valeurs égales. »

Il en est ainsi de toutes sortes de transmissions, mais les transmissions à titre onéreux surtout présentent une sorte d'iniquité toute particulière, car ils sont progressifs dans le sens de la misère. En général, plus une propriété change de mains par suite de ventes successives, plus en général les propriétaires entre les mains desquels elle passe sont gênés, et les droits de transmissions viennent d'autant plus augmenter leur ruine.

« Les impôts sur les mutations, dit Say, ont encore l'in-
» convénient de mettre obstacle à la circulation des biens.
» On demandera peut-être quel intérêt la société peut avoir
» à ne pas gêner cette circulation. Que lui importe que
» telle terre se trouve entre les mains d'une personne
» ou d'une autre, pourvu que la terre subsiste? — Il
» lui importe toujours que les propriétés aillent le plus
» facilement qu'il est possible où elles veulent aller, car
» c'est là qu'elles rapportent le plus. Pourquoi cet

(1) *Traité d'Econ. pol.*, p. 519.

» homme veut-il vendre sa terre? C'est qu'il a en vue
» l'établissement d'une industrie dans laquelle ses fonds
» lui rapportent davantage. Pourquoi cet autre veut-il l'a-
» cheter? C'est parce qu'elle serait susceptible d'améliora-
» tion, ou bien c'est pour placer des fonds qui lui rap-
» portent trop peu ou qui sont oisifs. La transmutation
» augmente le revenu général, puisqu'elle augmente le
» revenu des deux contractants. Si les frais sont assez
» considérables pour empêcher l'affaire de se terminer,
» ils sont un obstacle à cet accroissement du revenu de la
» société ⁽¹⁾. »

Dans les vieilles sociétés, fait observer M. Mill, on ne se sépare guère de la propriété foncière que par suite d'une diminution de fortune ou d'un besoin urgent. Le vendeur est donc obligé d'accepter ce qu'il trouve, tandis que l'acquéreur, qui agit en vue d'un placement, fait ses calculs d'après l'intérêt qu'il pourrait obtenir de son argent en le plaçant autrement, et n'achète pas si le gouvernement met un impôt sur son contrat.

On peut objecter que si toutes les valeurs et tous les placements durables sous toutes les formes, tels que les achats de rentes sur l'État et d'actions dans les grandes compagnies, les placements hypothécaires et autres semblables étaient soumis au même impôt, le vendeur de terre ne serait pas ainsi dans la dépendance du possesseur du capital. Mais que résulterait-il de cet impôt général de mutation? Que les valeurs seraient immobilisées dans la main de chacun, ou qu'il se ferait par l'État une immense absorption de capital. Si, par exemple, l'impôt de mutation de 5 p. $\frac{0}{0}$, jusqu'ici limité à la transmission des terres,

(1) *Traité d'Écon. pol.*, p. 515.

était étendu à la transmission de toutes sortes de capitaux, le propriétaire du sol devrait payer 5 p. % pour changer sa propriété agricole en valeurs capitalisées, et le détenteur de ces valeurs, 5 p. % pour les changer en terre. Rien ne se vendrait ou ne s'achèterait plus qu'à la dernière extrémité ; et la double somme des impôts retomberait à la charge de celui qui aurait un besoin absolu de vendre.

Déjà dans l'état actuel, et la terre étant seule chargée d'un droit de mutation, Smith démontre que ce droit retombe tout entier, immédiatement et définitivement, sur le vendeur. On ne vend pas en général une propriété agricole, comme un titre de rente quelconque, pour en trafiquer ; le cas du moins ne pourrait échoir que s'il y avait profit à le faire, et tant que les impôts de mutation existeront, il est difficile qu'il n'y ait pas perte. Le sol est donc frappé d'une sorte d'immobilité exceptionnelle entre les mains qui le détiennent. Si ce n'est plus par préjugé de caste, et par cette routine nobiliaire qui attachait une sorte de préséance sociale à la possession de la terre, il en est encore ainsi par intérêt, et par suite des dispositions fiscales qui entravent l'aliénation des biens fonciers au détriment même de leurs possesseurs. Il n'y a donc vente en général que lorsqu'il y a ruine, à moins de circonstances exceptionnelles.

Deux cas peuvent se présenter : la terre rapportant moins que les autres valeurs, entre les mains de celui qui ne la cultive pas lui-même, on peut vouloir réaliser pour s'enrichir. C'est alors un propriétaire qui, étant trop pauvre pour rester tel, veut échanger ce titre de luxe contre des capitaux plus productifs ; et l'impôt augmente sa pauvreté, nuit à la réalisation de ses petits capitaux et en prend une partie. Ou bien encore il est trop pauvre pour faire valoir convenablement son fonds, il n'a pas assez de capitaux pour le

féconder convenablement, il veut vendre une grande propriété pour en acquérir une plus petite et conserver un fonds de roulement; mais l'impôt le frappera encore, au moins sur toute la différence de prix de la propriété qu'il vend et de celle qu'il achète; puisqu'il perdra plus avec le capitaliste sur la vente de la première qu'il ne pourra regagner sur l'achat de la seconde au détriment du propriétaire de celle-ci. Quand même l'échange serait direct entre deux voisins, l'impôt les atteindra encore l'un et l'autre et les appauvrira tous, comme si chacun d'eux vendait librement à un troisième acquéreur de la totalité.

Mais qu'est-ce donc lorsqu'il s'agit d'une vente forcée! Un homme est ruiné, et au moment où il va se voir privé de toutes ressources, le fisc vient encore ajouter à la détresse de son naufrage et à la difficulté de le réparer. Son passif eût-il absorbé la totalité de la valeur de son bien? C'est alors au détriment de ses créanciers et des hypothèques garanties par la loi que le fisc s'empare, avec privilège spécial, de ce qui lui revient. La loi agit en ce cas contre la loi et se dément elle-même.

Du reste, il en serait ainsi de toute valeur frappée d'un impôt de mutation; et si un tel impôt s'étendait un jour aux titres de rentes de toute nature, ou même, comme on l'a vu parfois, à toutes les transactions industrielles, ce serait une ruine permanente, universelle, une épée de Damoclès toujours suspendue sur la tête de tous et même des plus riches; puisque cette richesse se dévorerait elle-même, que plus on posséderait et plus on paierait, que plus une nation serait commerçante, plus elle se ruinerait vite. Les valeurs seraient enfin pour chacun ce qu'elles étaient pour ce prince cupide auquel, si l'on en croit Plutarque, sa femme ne servit un jour que des mets d'or, qui pouvaient bien rassasier

son avarice, mais non apaiser sa faim. Ainsi seraient entre les mains de leurs possesseurs les titres et les capitaux, le sol comme l'argent, qu'ils auraient en abondance. Ils n'en pourraient jouir qu'en se ruinant, puisque les échanger contre les choses d'usage, ce serait les mouvoir, et que toute mutation paierait l'impôt.

Tel fut le fameux *alcavala* d'Espagne. Ce fut d'abord, dit Smith, un impôt de 10 % ensuite de 14 % établi sur la vente de toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, et qui se répétait chaque fois que la propriété ou la marchandise était vendue. Au rapport de Smith, il existait encore de son temps, mais il était réduit au 6 %. La perception d'un pareil impôt exigeait une multitude d'agents dont l'emploi était d'empêcher le transport de toute richesse, de tout produit, d'une province à une autre, et même d'une boutique à une autre. Non-seulement ceux qui trafiquaient sur certaines espèces de marchandises, mais encore ceux qui trafiquaient sur quelque chose que ce fût, tous les fermiers, tous les fabricants, tous les commerçants et marchands en boutique étaient assujettis aux visites et aux recherches continuelles des percepteurs de l'impôt.

« Dans un tel pays, ajoute Smith, on ne peut presque
» nulle part rien produire ni faire pour être vendu au loin.
» Il faut, dans toute l'étendue du royaume, que le produit
» local se proportionne en chaque endroit particulier à la
» consommation du lieu seulement. »

Peut-on s'étonner qu'une nation soumise à un pareil système fiscal soit tombée rapidement dans une décadence telle, que les efforts persévérants d'un grand nombre de générations bien gouvernées puissent à peine réussir à la relever.

Quand on veut montrer les vices d'un système, il faut le pousser dans ses dernières conséquences. Ce que l'*alcavala* a pu faire sur une grande échelle, tout droit de mutation sur les valeurs et propriétés, de quelque nature qu'elles soient, et surtout lorsque cette mutation se fait à titre onéreux, tend à le produire plus ou moins, selon la valeur des taxes établies et le nombre plus ou moins grand de transactions qu'elles atteignent. Le système contraire, la franchise et la liberté complète des marchés, est donc dans l'intérêt des peuples; et plus ces transactions sont franches et libres, moins il y a d'obstacles à la prospérité générale. Le pays enfin où cette franchise et cette liberté seraient totales, atteindrait, au moins à ce point de vue, toute la prospérité que favorisent, rendent possible ou n'empêchent pas le reste de ses institutions ⁽¹⁾.

Outre les droits de mutation sur les propriétés agricoles, qui du moins ont le mérite, ou plutôt le vice en moins, d'être proportionnels à la valeur de ces propriétés, il existe encore les droits de timbre et d'enregistrement qui frappent les mêmes transactions, et de plus qui les frappent inégalement et sans aucune proportionnalité. Certains de ces impôts atteignent aussi, par quelques-uns de leurs côtés, les transmissions ou transports de capitaux et de propriétés mobilières, tels que prêts d'argent, constitutions de rentes viagères ou perpétuelles et autres transactions entre-vifs.

(1) Cependant ne confondons pas ici la franchise fiscale avec la franchise administrative. Par exemple, nul ne pourrait confondre le prix du contrat de vente d'une terre et son enregistrement au cadastre avec un impôt sur cette transaction. De même tout titre de rente, toute valeur industrielle pourrait être assujettie à ces mêmes formalités, nécessaires à la sécurité de leur propriétaire; et un faible droit administratif, mais sans but fiscal, réclamé à cette occasion, n'aurait pas plus d'inconvénient que le droit perçu par un agent de change sur les valeurs qu'il négocie. C'est à quoi concluent les pages suivantes.

Ces transactions pouvant être faites en secret, tandis que les transmissions de biens territoriaux ne peuvent être dissimulées, échappaient au fisc. Mais il est habile chasseur, il ne perd pas ainsi la piste. Ne pouvant atteindre son gibier directement, il l'atteint indirectement de deux manières : la première, en exigeant, sous peine de nullité, que l'acte où se trouvent consignées les conventions des signataires, soit écrit sur du papier ou du parchemin revêtu d'une marque et dont il se réserve le monopole : c'est le droit de timbre ; la seconde, en assujettissant, sous peine de nullité encore, certains de ces actes à être inscrits dans un registre public ou secret, moyennant un droit dont une part est quelquefois fixe, et l'autre proportionnelle aux valeurs consignées dans la convention, valeur qui sont dès lors garanties par l'État en une certaine mesure : c'est le droit d'enregistrement.

Les droits de timbre et d'enregistrement s'ajoutent presque toujours aux droits de mutation établis sur la transmission des immeubles. C'est une triple iniquité au lieu d'une seule.

Cependant tout n'est pas injuste dans l'établissement de pareils droits. Il faut tenir compte de cette garantie légale accordée par l'État à des conventions qui reçoivent ainsi pour témoins les magistrats chargés de l'enregistrer et surtout ce registre lui-même qui subsiste perpétuellement dans les archives publiques. Chaque titre est ainsi rendu inviolable, et, dans des limites déterminées par les lois, imprescriptible. L'enregistrement est donc en soi une chose utile : c'est un service rendu par l'État, service qui doit être rémunéré, mais rémunéré à sa valeur, et qui ne doit pas servir de prétexte au fisc pour extorquer quelques revenus qui tombent presque toujours sur la ruine ou sur l'activité. Il faudrait même que l'obligation de l'enregistrement fût,

sous peine de nullité, étendue à toutes les valeurs capitalisées, c'est-à-dire portant intérêt, qui n'ont d'autres garanties entre les mains de leurs propriétaires actuels que la possession d'un titre écrit, éminemment destructible, et qui, par sa qualité d'être *au porteur*, est une perpétuelle tentation offerte au vol et au crime. Toute valeur au porteur ne devrait être négociable que moyennant un endossement de tous ses possesseurs successifs, endossement sans responsabilité rétrospective. Sans rien perdre de leur mobilité, elles présenteraient ainsi plus de garanties, elles seraient moins propres à l'agiotage; car tout individu convaincu d'avoir possédé nominalelement des titres sans les avoir endossés, c'est-à-dire sans les avoir eus en main et contre échange d'autres valeurs, pourrait être passible de peines prévues par une loi.

Il n'est aucune bonne raison pour que les titres de propriété foncière ne soient aussi transmis de la même manière. Notre société ne pourrait que gagner à une assimilation aussi étroite que possible des capitaux immobiliers aux capitaux mobiliers. Si l'on arrivait à mobiliser les uns au même degré que les autres, le grand écart de valeur qui s'est établi entre eux diminuerait. Tel propriétaire foncier dans l'embarras pourrait détacher un coupon de sa propriété et la vendre au même titre qu'une action industrielle: ce serait une facilité nouvelle offerte à l'agriculture pour se procurer le capital dont elle a besoin; ce serait un nouveau débouché présenté aux capitaux eux-mêmes.

Les ventes de la main à la main, les échanges de valeurs marchandes, de richesses réelles, les transactions qui n'exigent pas les garanties de l'État, ne sont pas impossibles; parce qu'elles ne donnent lieu à aucun risque de procédure civile, mais seulement de procédure criminelle de haute

justice ou de simple police. Ces risques généraux courus par la personne et les biens doivent être acquittés, autant que possible, par le produit d'un impôt général sur la personne et sur ses revenus, ainsi que nous l'avons dit précédemment. Mais toute vente, toute cession de valeurs fictives, de titres représentatifs, soit de la richesse mobilière, soit de la richesse foncière, peuvent occasionner à l'État des frais de justice particuliers. C'est principalement en raison de ces frais probables, que de telles transactions sont imposables. Au delà de cette limite, il faut qu'elles soient libres. Dans notre siècle d'agiotage et de mouvement rapide des capitaux, un droit d'enregistrement très-modéré et exactement proportionnel à la valeur du titre négocié, serait perçu en échange du service de l'État et de sa garantie perpétuelle, que son produit pourrait suffire à payer la totalité des frais judiciaires occasionnés par le recours des particuliers les uns contre les autres, en raison de cette garantie. Ce sont deux articles du budget des recettes et dépenses qui devraient s'équilibrer dans un gouvernement bien établi.

L'habitude que s'imposa Sully d'affecter ainsi à chaque partie de la recette une partie de la dépense, sans jamais la détourner à aucun autre emploi, fut peut-être ce qui contribua le plus à remettre un peu d'ordre dans les finances obérées de la France. Tous les gouvernements devraient ne jamais oublier cet exemple. L'impôt ne se lève que pour rétribuer des services rendus. Il faut surtout demander l'impôt aux classes de citoyens qui peuvent avoir besoin de ces services, à propos des actes qui peuvent plus ou moins les exiger et en raison du nombre de ces actes. La règle adoptée par Sully était donc, non pas seulement sage, prudente, utile, mais elle était juste et rationnelle.

Il en est du droit de timbre comme du droit d'enregistrement.

Il est bon que dans notre époque de fraude et de falsification générale, l'État se réserve le monopole d'un papier ou parchemin, dont l'inaltérabilité soit une garantie nécessaire, et trop négligée de nos jours, de la bonne conservation du titre constitué. L'on conçoit que le tarif de ce papier puisse être, dans une certaine proportionnalité, avec la valeur du titre même. C'est une sage mesure au profit des transactions de petite importance ; car si le papier était seulement tarifé selon sa grandeur, une surface de quelques pouces carrés suffirait parfois à contenir une fortune, tandis que le moindre petit bail de locataire à propriétaire, pour un loyer souvent peu considérable, paierait une somme assez forte. Un tarif de monopole, en ce cas, pour être équitable, devrait donc être très-différent de la valeur vénale de l'objet livré. Du moment que l'État fait aux contribuables une obligation de s'en servir en vue d'un service à leur rendre, la dépense qu'on leur impose doit être proportionnelle à ce service.

L'impôt serait alors protecteur et non spoliateur. On comprendrait même l'usage forcé et le monopole d'État d'une encre véritablement indélébile et inattaquable par les agents chimiques d'altération, mais pouvant, au contraire, être ravivée par quelques réactifs bien connus.

Le gouvernement qui proposerait un prix pour la découverte d'un tel papier et d'une pareille encre, rendrait un grand service à notre société, et assurerait peut-être dans l'avenir la fortune d'un grand nombre de personnes.

Il faut s'attendre à ce que sous peu les admirables progrès de la science servent quelquefois au mal entre des mains indignes. Un pareil risque n'est rien encore, si on le com-

pare à tous les biens que la science produit chaque jour et qu'elle ne peut cesser de produire ; d'ailleurs pour diminuer ce risque, il faut d'abord, autant que possible, le prévoir, et ensuite chercher les moyens de le prévenir.

CHAPITRE XXIII

Des impôts de mutation dans l'histoire.

SOMMAIRE. — Ces impôts n'ont point été établis en vue de la justice. — C'est un legs de la fiscalité romaine. — Ces impôts sous les Romains. — Sous la féodalité. — Origine de la soumission des serfs. — Les seigneurs font légitimer leurs droits par la science. — Les rois en héritent, la science les légitime encore. — Les impôts sous la royauté. — L'instinct révolutionnaire s'en empare. — La science mathématique moderne consacre la révolution. — L'instinct des peuples ne s'élevait pas contre les impôts de mutation. — Ont-ils quelque chose de justifiable? — Pourquoi furent-ils conservés en France par la révolution? — La loi de la nécessité. — Le provisoire renfermait une part de bien et une part de mal. — Pourquoi il a duré si longtemps. — Les impôts de mutation dans les Républiques, à Berne, à Lucerne, en Hollande, à Genève et dans le canton de Vaud. — Il y a une idée de justice qui couvre en tout cela. — Les gouvernements rénovateurs n'ont pu tout faire à la fois. — Développement successif de la science économique. — Les révolutions détruisent l'œuvre de l'intelligence et laissent subsister celle de l'instinct.

Ce n'est point par des considérations semblables à celles que nous venons de développer, ce n'est point par des raisons de justice, de prudence, de sage économie, de mutualité de services entre les gouvernements et les peuples que les droits de mutation sur les biens ont été institués dans l'origine et conservés jusqu'à présent. Comme presque tous les autres impôts en exercice aujourd'hui, ce sont des restes du système fiscal de la conquête et de la féodalité qui ont survécu au droit de la force qui les avait établis.

C'est un legs fait par la fiscalité romaine, si ingénieuse,

à la fiscalité féodale, si ignorante. C'était un droit du seigneur, que celui-ci avait hérité des empereurs et prêteurs déchus. Le fisc romain, si âpre, n'avait point manqué d'établir l'impôt sur les transmissions à quelque titre que ce fût. Il existait à titre onéreux comme impôt sur les contrats. Il se montait au centième sur le prix de vente aux enchères, c'est-à-dire lorsqu'il était le plus pesant et le plus désastreux pour le vendeur. Le fisc moderne, pourtant peu délicat, n'a pas osé aller si loin dans l'iniquité. Il était du cinquantième sur le prix de vente des esclaves. Il existait sur les affranchissements et montait au vingtième : on payait donc alors pour restituer un homme à lui-même.

Caracalla, qui n'était pas fou quand il s'agissait de remplir son trésor, accorda le droit de cité aux provinces de l'empire qui ne jouissaient pas encore de cet honneur un peu cher, afin de les soumettre aux impôts sur les contrats et les marchandises, avantages réservés jusque-là aux seuls citoyens romains.

Dè même le vingtième denier sur les successions, ou *vigesima hæreditatum*, avait été établi par Auguste sur la transmission des propriétés du mort au vif. D'après Dion Cassius, cet impôt fut établi sur toutes les successions, legs et donations à cause de mort, excepté celles qui étaient faites aux proches parents et aux pauvres. Mais les divins Césars, ses successeurs, ne se contentèrent pas de l'impôt : sous prétexte de crime de lèse-majesté, ils décrétèrent de mort tous les citoyens riches dont les biens leur faisaient envie, afin d'avoir occasion de les confisquer. Les souverains féodaux trouvèrent donc à leur établissement des habitudes prises qu'ils n'avaient garde de laisser tomber en désuétude. Bien plus, le droit féodal reconnut le seigneur suzerain comme possesseur absolu de la terre et

des biens de ses vassaux et sous-vassaux. Le droit féodal, c'était le droit d'investiture descendant, de degré en degré, du roi jusqu'au dernier tenancier ; et le droit d'investiture était réclamé de tout nouveau titulaire par achat, donation ou héritage. Les droits de mutation, de timbre et d'enregistrement, ne sont réellement que les enfants bâtards des droits de relief, de rachat ou de chambellage, qui devaient être payés au suzerain à tout changement de propriétaire.

Par la loi féodale, le vassal ne pouvait aliéner sans le consentement de son seigneur qui, en général, exigeait un pot de vin ou une composition pour le donner, le serf n'avait pas le droit naturel de transmettre son héritage à ses enfants. Il n'avait pas le droit d'en disposer par testament : il était main-mortable. Possédé lui-même, il ne pouvait être possesseur de rien que par une licence de son seigneur ; et cette licence, il lui fallait la payer, et la payer cher.

Pourquoi les libres Gaulois, ruinés par le fisc romain, se soumirent-ils comme esclaves à des hommes plus puissants et plus riches qu'eux ? Ce fut pour en être protégés dans leur personne et leurs biens ; et le prix de cette protection fut un certain droit sur les biens et la personne. Pourquoi les Francs, possesseurs d'alleux, vinrent-ils, au temps des invasions normandes, se ranger à l'ombre de la bannière féodale flottante sur les tours du redoutable manoir ? Ce fut encore pour recevoir du châtelain aide et services, à charge réciproque de l'aider et de le servir de leurs biens et de leur personne.

Le vassal, en reconnaissant la suzeraineté d'un seigneur, tenait en respect un voisin redoutable, mais moins puissant que le seigneur qu'il se choisissait. C'était de la part du faible un calcul de l'intérêt ou une résolution de l'instinct, plutôt qu'une spéculation de la raison morale. Il n'y avait

là aucun principe métaphysique de droit inné ou de supériorité originelle de race. De même, le seigneur ainsi choisi ou accepté était poussé par ses instincts, ses intérêts, ses passions personnelles, à outrepasser ses droits reconnus, à abuser de sa puissance de suzeraineté envers celui que cette puissance avait protégé. Mais plus tard celui-ci, à son tour, ne sentant plus au même degré l'utilité de cette protection, commençait à la trouver lourde. Si alors quelques esprits ingénieux ne se fussent trouvés dans les rangs des clercs parlant latin pour changer les principes sur lesquels avait été établi le contrat de services mutuels consenti entre le seigneur et ses vassaux, ceux-ci eussent rejeté toute obéissance. Ils se fussent ligüés entre eux et auraient forcé leur maître de revenir à l'égalité, trouvant avoir servi assez de temps à raison de la protection temporaire qu'ils en avaient reçue. Mais l'intelligence égoïste, en recherche d'artifice aussi souvent au moins que de vérités, se mit en quête pour trouver quelque prétexte à l'inégalité perpétuelle du seigneur et du vassal. Les clercs, poussés par l'instinct et l'intérêt, mirent leur latin au service des plus riches, s'engageant à prouver, s'il fallait, contre tous venants, d'après Aristote et les Pères, en *Barbara*, *Ferio* ou autres figures syllogistiques, qu'ils avaient raison de par décret divin d'être les plus nobles étant les plus forts. Les conclusions de l'argument furent prêchées dans toutes les chaires; et la raison cauteleuse, ou ce qu'on a si souvent appelé de son nom et mis en son lieu et place, c'est-à-dire une artificieuse argumentation sans conscience qui joue sur des mots et aboutit au sophisme dans l'idée, détrôna l'instinct inconscient, syllogisme quelquefois brutal, mais toujours juste, parce qu'il conclut de la passion à l'action sans traduire ses prémisses en termes mal définis.

Quand la féodalité s'affaiblit et que le roi fut assez fort pour en faire revivre les droits à son profit, il eut à son tour des clercs et beaucoup de clercs, qui argumentèrent pour lui contre les seigneurs. Ils n'en appelèrent plus au latin des pères de l'Église, mais trouvèrent dans les traditions impériales et prétoriennes une nuée de bonnes raisons en faveur de leur client couronné. On les vit arguer surtout des précédents, des usages anciens, de la sagesse des aïeux, des lois éternelles d'ordre public toujours invoquées en pareil cas et souvent contre la justice éternelle elle-même. Les impôts sur la transmission des biens, tant du mort au vif qu'entre-vifs, furent donc sanctionnés au bénéfice du roi, sous le nom latin de *droits casuels*. Ces impôts constituèrent, pendant toute la durée de la royauté féodale, une des principales branches du revenu de la couronne.

L'héritier de tout vassal immédiat du roi payait en général une année de revenu en recevant l'investiture de sa terre. Si l'héritier était mineur, tous les revenus étaient dévolus au suzerain pendant tout le temps de sa minorité, sans autre charge que l'entretien du mineur et le douaire de la veuve, quand elle en avait un d'assigné sur le domaine sequestré. Quand le mineur atteignait sa majorité, il devait un droit de *relief* qui montait encore, en général, à une année de revenu. Aussi la suite ordinaire d'une longue minorité était-elle presque toujours la ruine d'une terre et de son possesseur.

Ce fut encore l'instinct, mais cette fois l'instinct populaire moderne, qui mit fin à toute cette palinodie d'argumentations, à toutes ces preuves à contre-sens du vrai rassemblées à grand'peine pour établir la fiscalité monarchique. Les peuples se sentirent froissés; leur conscience leur affirma à la fois leurs droits et leur devoir de les revendiquer;

et toute la logique imputée à Aristote, avec toute la rhétorique des clercs, fut en lambeaux. Tous les droits que les rois et les seigneurs s'étaient arrogés, le peuple à son tour les réclama pour lui et par la raison du plus fort, comme avaient fait les seigneurs, comme avaient fait les rois, quitte à laisser ensuite aux clercs du temps le soin de prouver que ce qu'il voulait était juste. Les clercs ne faillirent pas plus à la démocratie qu'à la féodalité et au roi. Quand l'œuvre de la force fut accomplie, les logiciens et les rhéteurs de la liberté se mirent en campagne pour prouver par A plus B que cette œuvre était bonne. Mais le champ était plus propice; les chiffres sont plus entêtés que les mots; les figures algébriques prêtent moins au sophisme que les figures de la logique de Port-Royal.

Cependant pour établir une science, un système par A plus B , une logique algébrique, une justice mathématique, un équilibre social par équation, il fallait des faits observés, enregistrés, accumulés, comptés; et cette observation, cet enregistrement, cette accumulation, ces comptes demandaient du temps. Depuis qu'on a eu la liberté de les faire, ils ont produit en résultante les termes connus qui seuls pouvaient rendre possible le dégagement des inconnues de l'économie sociale et du droit politique. Pour que ce progrès de l'intelligence et de la raison s'accomplît, il fallait que l'instinct devançât l'un et l'autre; il fallait des actes d'une justice sommaire et expéditive, mais légitimée après coup par le calcul rationnel et l'analyse exacte des faits et des droits compensateurs des générations successives, pour ouvrir la route à l'intelligence et à la raison en la faisant libre de s'exercer, de penser et de parler. La raison, l'intelligence sont donc en émergence, en progrès dans l'humanité; mais elles ne paraissent pas encore arrivées au

point où elles peuvent se passer de l'instinct et le dominer, où elles l'égalent même en puissance intuitive de justice et d'équité. Elles ne font tout au plus que d'approuver après coup ses actes et ses décisions. Il garde toujours la plus grande part d'action dans la conduite des choses humaines, et la gardera longtemps encore.

Or l'instinct révolutionnaire ou réformateur des peuples, comme on voudra l'appeler, s'élevait surtout contre les tailles, les corvées, contre la capitation servile, en raison progressive de la misère. Tout cela fut aboli en principe et d'un seul coup par une décision rapide, instantanée, par un entraînement général. Dans la nuit du 4 août, toute la logique féodale et monarchique tomba comme un mur qui s'écrase. Les pierres seules restèrent sur place et servirent encore, sinon de rempart, du moins de barricade à l'édifice social. Le peuple aida même de ses mains à rassembler ces débris, avec leur mousse et leur vétusté séculaire. Cette barricade momentanée et transitoire, c'est l'édifice fiscal in-conséquent et décousu qui s'est perpétué jusqu'ici. Les droits de mutation sont un des plus beaux bastions de cette forteresse féodale écroulée, qui sert de barricade au peuple vainqueur et libre, ou du moins libre de l'être, quand il le voudra, partout où il ne l'est pas encore, partout où il donne encore du temps à la nouvelle science politique pour se formuler.

Sa haine pourtant ne semble point s'être déclarée contre ce reste du passé. Pourquoi ? C'est que peut-être son instinct lui a révélé, car assurément ce n'est pas sa science, qu'il y avait dans ce donjon quelque chose de bon à conserver, quelque chose comme des oubliettes qui pouvaient le servir après avoir servi contre lui. Jamais on ne l'a entendu crier : à bas le timbre, à bas l'enregistrement, à bas les droits de

transmission, de succession ou de mutation; mais quelquefois, à bas la succession elle-même. L'État prudent a tout conservé: transmission, succession et droits qui là grèvent. C'est qu'une fois tout cela emporté, détruit, la part de bien comme la part de mal, il eût été plus difficile de séparer l'un de l'autre, de laisser le mal et de rétablir le bien. Rien n'est plus aisé que d'abolir un impôt: toutes les mains qui le paient applaudissent et les autres ne le défendent pas. Mais il est difficile d'en établir un, si juste qu'il soit: ceux sur lesquels il tombe murmurent et les autres ne le font pas taire; c'est le cas surtout lorsque pendant longtemps tout impôt a pesé d'un poids d'injustice sur la nation.

Tant qu'une institution vieillie, si mauvaise qu'elle soit en somme, conserve quelque part de justice ou d'utilité, elle se maintient en général contre toute attaque; elle tombe seulement lorsque l'extraction du précieux minerai qu'elle renferme est faite, que l'or, le diamant étant mis à part, la gangue peut-être enfin rejetée.

Nous avons reconnu précédemment que, dans les droits d'enregistrement et de timbre, il y avait quelque chose de rationnel; mais que ce quelque chose était différent de ce que les avocats du fisc avaient voulu y voir jusqu'à ce jour; n'existe-t-il aucun motif de justice pour appuyer de même les impôts de mutation proprement dits? Quels arguments furent invoqués dans les assemblées révolutionnaires pour les conserver au milieu de tant d'autres choses abolies? Les voici comme ils furent traduits par le député Morin :

« Vous ne cherchez plus, comme on l'a déjà fait, dans les
» impôts ou dans leurs détails ce qu'ils ont de bon : il n'y
» en a pas de ce genre; ils ne peuvent être que moins
» onéreux respectivement aux autres. Dans l'alternative

» fâcheuse , dans le choix forcé entre deux maux , il faut
» choisir le moindre.

» Les droits d'enregistrement ont l'avantage de frapper
» principalement sur les riches , sur cette classe heureuse
» qui hérite, qui achète, sur celle, en un mot, qui dispose
» des biens de la société, et qui devrait à elle seule en
» fournir tous les frais.

« Le temps viendra peut-être où nos successeurs, placés
» dans des circonstances plus heureuses, examineront si la
» règle de tout impôt ne se trouve pas dans des principes
» que l'état de vos finances m'empêche d'invoquer aujour-
» d'hui, savoir : que celui qui n'a que le nécessaire (je dis
» sa subsistance) ne doit rien à l'État ; qu'au contraire,
» le citoyen qui a du surplus doit à la société, dans
» les besoins publics et pressants, à concurrence de tout
» son superflu ; car l'estomac du pauvre a des droits aussi
» impérieux et aussi sacrés que celui du riche. »

On réclamait donc seulement, au nom de la nécessité et provisoirement, la conservation d'un impôt que nous venons de reconnaître pour juste et équitable, d'un impôt qui doit être étendu à toutes les transactions de titres, et non restreint, d'un impôt que la sécurité du contribuable exige, que des services réels acquittent et légitiment, d'un impôt enfin qui seul peut mettre un terme à cet agiotage qui dévore le capital et trouble toute l'économie de notre monde financier moderne. Nous avons vu qu'il en est de même du droit de timbre, que tout cela doit être réformé, et non aboli. Mais l'impôt sur les mutations s'est conservé de même au nom de la nécessité, et cela parce qu'il ne tombe que sur cette classe heureuse qui hérite, qui achète et qui seule pouvait encore payer en un moment où tout le reste du peuple n'avait rien, grâce à l'accumulation des héritages en

un petit nombre de familles. N'est-ce pas en effet un commandement absolu que celui de la nécessité, n'est-ce pas un commandement perpétuel ? Provisoirement donc et par nécessité, les transmissions à titre onéreux restèrent imposées comme les transmissions à titre gratuit ; quoique l'impôt qui frappe les premières soit condamné par les principes d'équité du droit moderne et par les règles d'utilité de la science économique. L'impôt sur les mutations à titre onéreux devait être provisoirement conservé, en effet, parce que c'était le seul à l'aide duquel on pût atteindre alors ceux qui pouvaient encore payer. Il ne pouvait être conservé qu'à titre d'expédient, parce qu'il tombe sur celui qui vend, plus que sur celui qui achète, parce qu'il tombe sur le plus pauvre des deux contractants, sur celui qui a le plus envie ou le plus besoin du marché, sans équité, sans règle nécessaire de proportionnalité, parce qu'enfin il fait tort à la société, qui ne peut pas vouloir se ruiner. Mais qu'importait alors ? il n'y avait provisoirement que le choix d'un mal, le député Morin l'avoue : il fallait choisir le moindre.

Le provisoire, c'est le fléau de toute époque de transition, mais un fléau préférable à l'immuabilité dans un mal plus grave. Eh bien ! provisoirement, si pauvre que fût celui qui devait vendre, n'était-il pas moins pauvre que celui qui n'avait rien à vendre, ni rien à acheter ? Ruiné, il ne retombait après tout qu'au rang où déjà les institutions fiscales écroulées en avaient fait descendre tant d'autres ; et du moins à côté de ces quelques malheureux que la loi achevait de ruiner, celui qui héritait gratuitement était frappé et frappé sans injustice : nous le prouverons tout à l'heure. Il était frappé équitablement, proportionnellement, utilement, politiquement, moralement, surtout par rapport à tout autre et par rapport au malheur universel du temps.

Quand toute une nation se saigne généreusement pour sauver les générations suivantes, celui dont les veines ne sont qu'un peu moins riches que de coutume n'a pas le droit de se plaindre. Le provisoire comportait donc une part de bien et une part de mal, en conservant un impôt dont une moitié était juste et l'autre injuste. Mais pourquoi ce provisoire s'est-il continué si longtemps? Pourquoi les impôts sur les mutations à titre onéreux, comme à titre gratuit, ont-ils subsisté et subsistent-ils encore, surtout dans les pays libres? Rien d'étonnant à ce que de pareils impôts se soient soutenus dans les pays de grande féodalité, sous le régime monarchique, constitutionnel et aristocratique de l'Angleterre, par exemple, ou à travers le mélange mal digéré des lois semi-démocratiques de la France. Mais on est surpris de les retrouver dans presque toutes les républiques, et parfois avec des proportions énormes.

Dans la vieille oligarchie Bernoise, il n'est cependant pas encore fort étrange de trouver des impôts de mutation s'élevant au sixième de tous les fiefs nobles et au dixième de tous les biens roturiers. Les bourgeois nobles de Berne tenaient à ce que leurs domaines ne sortissent pas de leur lignage à une époque où la possession de la terre était un signe de liberté et de noblesse : ils eussent craint, en souffrant ces aliénations, de déchoir au-dessous de leurs rivaux, les nobles titrés du pays voisin. Ainsi s'explique la différence des taxes supportées par les terres nobles et les terres roturières. L'aliénation des premières portait un plus grave préjudice à leurs prétentions que celles des secondes.

Mais dans le canton de Lucerne l'impôt existait aussi, seulement il semblait être conçu dans un autre esprit et paraissait plutôt destiné à empêcher l'émigration des personnes et de leur capital qu'à remplir un but fiscal. Quand

une personne vendait sa terre pour quitter le territoire, elle payait 10 p. % du prix de la vente. Déjà dans cette disposition on trouve une tendance de l'esprit national républicain à succéder aux tendances de l'esprit féodal.

En Hollande la transformation du but de l'impôt est plus marquée encore. Tandis que les transmissions à titre onéreux ne sont plus frappées que d'un droit de timbre et d'enregistrement, mais qui s'étend même aux transports de capitaux mobiliers, à tous les actes, promesses et contrats, même aux ventes de vaisseaux et de meubles, les impôts sur les transmissions héréditaires y sont considérablement aggravés, sauf en ligne descendante directe. La taxe sur les successions collatérales s'élevait de 5 à 30 p. % de la valeur de l'héritage, selon le degré. Les legs ou donations testamentaires à des collatéraux payaient les mêmes droits. Celles d'un mari à sa femme étaient taxées au cinquantième. La succession, si bien nommée la succession lugubre, par laquelle en effet, contre le vœu de la nature, les ascendants succèdent aux descendants, ne payait que le vingtième.

De même encore aujourd'hui en Suisse, dans les cantons de Genève et de Vaud, les droits de mutation se sont maintenus à un taux considérable, à travers les institutions démocratiques les plus libérales. Mais contrairement à ce qu'on voit en Hollande, l'impôt sur les ventes ou échanges est toujours fort onéreux, aussi onéreux que sur les héritages au quatrième degré; et au contraire les successions en ligne directe y sont franches. Aussi cet impôt soulève-t-il de vives plaintes: on demande son abolition ou sa réforme. On propose d'affranchir les ventes et de charger les successions. Il y a une idée de justice qui couve en tout cela et dont chacun ne se rend pas compte. Il faut en effet que ces impôts, réprouvés par la science économique au

point de vue de l'utilité, contiennent un élément politique, moral, démocratique et libéral, un élément juste par lequel ils vivent, et qu'il faudrait en dégager avant de les abolir.

C'est cette part de justice et de liberté qu'il nous faudra chercher ; mais jusqu'à présent ces droits ont été conservés, non pas au nom de la justice et de la science économique, qui les condamne, mais en vertu d'une sorte de dictamen impératif de la nécessité. Si les mutations à titre gratuit et à titre onéreux, les donations, legs et héritages, comme les ventes, tombent encore sous le coup de l'impôt, c'est que la loi servile a dû encore être appliquée durant un certain temps aux peuples déclarés libres. Comme le roi devenu successeur du pouvoir des seigneurs s'était arrogé la succession de leurs droits, de même les impôts d'investiture, sous le nom d'impôt de mutation, d'un droit royal qu'ils étaient, sont devenus un droit national en attendant mieux. Les gouvernements rénovateurs qui surgirent spontanément des entrailles des peuples révolutionnés pour reconstruire aussitôt un nouvel ordre social sur les ruines de l'ancien, avaient tout à faire, et c'était trop à la fois pour faire tout bien et complètement. Ils conservèrent donc la plupart des vieilles taxes en les modifiant, les rajeunissant, en atténuant autant que possible leur caractère d'iniquité tyrannique. Quelquefois ils les changèrent seulement de nom ; mais ils ne pouvaient faire autrement. C'était déjà beaucoup que d'abandonner les principes sur lesquels elles reposaient : c'était déjà les abolir en droit et les maintenir seulement en fait. Tôt ou tard le droit devait l'emporter, comme un nouveau germe en se développant recouvre les détritiques de la plante morte. La science fiscale n'était pas faite, n'était pas élaborée : aucune science ne s'improvise ; elle croît comme tout autre chose dans la nature. Or la

jeune science n'existait qu'en espérance, et, si l'on peut dire, virtuellement. Les économistes qui avaient précédé cette époque de rénovation avaient constaté les défauts de l'ancien régime fiscal ; mais ils n'avaient rien proposé que l'on pût mettre à la place. Le vieil arbre portait trop d'ombre au nouveau, d'ailleurs, pour permettre à celui-ci de pousser librement. Chaque bourgeon qui tentait de pousser était aussitôt brisé violemment, ou s'étiolait faute de sève, d'air, de soleil, faute de nourriture et de liberté. On enfermait la jeune pousse à la Bastille et les feuillages en étaient mis au pilori et brûlés de la main du bourreau. Le jeune germe étouffait sous son écorce ; pourtant, il ne voulait pas mourir. Il ne pouvait vivre qu'en tuant le vieil arbre par les racines, et il le tua. Mais dès lors il se trouva seul et découvert, exposé aux vents et aux orages. Il poussa vite ; cependant, si vite que ce soit, il lui fallut du temps. Il en faut à tout mouvement, à toute vie, même à toute pensée : ce qui ne dure pas n'existe pas. Eh bien ! à mesure qu'il poussait, ses feuilles étaient recueillies avec soin et posées sur les blessures ouvertes et sanglantes des peuples pour les adoucir ou les fermer. Il fallait pour les guérir beaucoup de pareilles feuilles. D'année en année, leur nombre multiplie progressivement ; elles se disposent en un système de branches et de rameaux ; le temps approche enfin où elles suffiront à ombrager tout le champ social.

Alors seulement l'on pourra laisser pourrir sur le sol les débris et les feuillages du vieil arbre coupé, qui depuis ce temps est resté gisant et dont la dépouille flétrie a dû continuer de suppléer à tout ce que son successeur vivace et fécond, mais encore trop jeune, ne pouvait produire.

Ce sont ces vieilles feuilles fiscales dont il faut maintenant se débarrasser. On ne lit point écrit sur leur paren-

chyme desséché les termes de droits de mutation, de timbre, d'enregistrement, mais toute la nomenclature des droits féodaux, qu'on a conservé par tradition, en attendant que quelque nouvelle source s'ouvrît où le fisc altéré pourrait puiser au nom de la justice et de l'équité.

Nous avons déjà dit que la sagesse consistait en toute chose à revenir par l'art et par la science à la nature ; que souvent l'intelligence n'avait rien de mieux à faire, après avoir tout considéré, que de consacrer le fait instinctif. C'est pourquoi beaucoup de choses anciennes dans les sociétés seront conservées à perpétuité dans les nouvelles, mais le plus souvent au nom de principes tout différents de ceux qui les avaient fait établir, ou même complètement opposés à ceux au nom desquels elles ont été défendues pendant des siècles. Ce qui est emporté par les révolutions, ce n'est pas non plus l'œuvre de l'instinct ; il est étrange même de reconnaître que c'est presque toujours l'œuvre de l'intelligence, des raisonnements captieux, ou plutôt d'une fausse science, d'un faux droit et d'une fausse morale appuyés sur la force des bras et sur les sophismes de l'esprit.

CHAPITRE XXIV

**De l'impôt de mutation sur les héritages
et donations.**

SOMMAIRE. — L'impôt de mutation a deux effets très-différents. — Du droit d'hérédité. — Du pouvoir de tester. — La propriété des biens est-elle absolue ? — Du socialisme. — Du familisme. — De l'individualisme. — L'État copropriétaire. — Il peut réclamer sa quote-part de deux manières. — L'impôt de mutation pourrait être unique. — Sa perpétuité est légitime. — Lois compensatrices. — L'impôt de mutation proportionnel ou progressif. — Emploi du produit de l'impôt de mutation.

On a vu que les impôts de mutation avaient un effet très-différent sur les transmissions de biens à titre gratuit et à titre onéreux. Dans ce dernier cas ils frappent un individu au moment où il est ruiné ou du moins appauvri : c'est le cas des ventes forcées ou libres. Le moins qu'il puisse faire, c'est de frapper un individu qui vend pour chercher à ses capitaux des emplois plus avantageux et par conséquent de gêner l'activité industrielle. Au contraire, l'impôt sur les transmissions de biens à titre gratuit tombe toujours sur un individu dont la position vient d'être améliorée par un héritage. Si le versement de la contribution le gêne, comme cela se voit souvent, c'est qu'il veut échapper à la fatalité de ces sortes d'impôts qui frappent le fonds même de la succession, et l'acquitter au moyen de la rente sans toucher

au fonds. Or, dans ce cas, l'impôt a l'heureux effet de forcer l'héritier à faire sur son revenu annuel une épargne, dont, sans cette circonstance, il eût dissipé la valeur. Le capital social, absorbé par l'impôt, se trouve ainsi presque reconstitué dans l'espace d'une ou deux années, de sorte que le fonds total ne s'en trouve pas diminué.

Au cas même où la part absorbée par l'État aurait été capitalisée dans des entreprises utiles et productives, le capital social se trouverait augmenté, au contraire, d'une somme égale à la valeur de l'impôt.

Mais admettons que l'héritier paie entièrement l'impôt de mutation sur le fonds capitalisé de l'héritage ; qu'il vende par exemple une partie des titres ou des terres, ou qu'il les charge d'une hypothèque égale à la valeur de l'impôt, il se trouve avoir hérité moins, mais il hérite encore : sa position est toujours meilleure, ses ressources sont plus considérables qu'auparavant. Le fisc lui demande une part de son aubaine : toute la question est ici de savoir de quel droit le fisc se le permet.

Mais on peut aussi demander en vertu de quel droit on est héritier. Il faut enfin discuter cette importante question d'hérédité.

En général on peut considérer le droit des héritiers comme celui de copropriétaires sans jouissance jusqu'à la mort du chef de famille. Ce droit de copropriété existe-t-il en vertu de la volonté de celui qui possède le fonds et l'usufruit, et qui est libre d'en disposer ; ou en vertu d'une participation des héritiers à l'acquisition et à la mise en valeur de ce fonds, c'est-à-dire en vertu de leur travail ?

La première hypothèse est assez contestable. On peut dénier à un homme le droit de tester, c'est-à-dire de se survivre. On peut concevoir une société où à la mort de chaque

sociétaire, tout ce qu'il possède revienne à la communauté. On peut même comprendre que, parmi des hordes sauvages, les biens individuels soient livrés par la mort du possesseur au premier occupant et au droit de la force : les parents du mort, descendants, ascendants ou collatéraux, sont alors héritiers s'ils sont assez adroits pour s'en saisir, et assez forts pour les défendre ; autrement d'autres s'en emparent. Les biens ne peuvent se transmettre suivant une loi fixe réglant les parts de chacun selon le degré de parenté, sans considération de l'âge, de la force ou de la capacité de posséder de ces héritiers divers, que par une intervention et une garantie de la force publique. C'est donc une intervention de la société, c'est un service rendu par l'État, en vertu d'un contrat ou d'une convention législative arrêtée entre les membres de la communauté, qui garantit le droit de tester, c'est-à-dire de posséder encore après sa mort, et de choisir ses survivants. Ce service doit être rétribué ; il entraîne des charges, et ceux qui en profitent doivent surtout les supporter.

La convention législative peut décider, au nom de tous, que la volonté de tous les chefs de famille est d'instituer leurs parents pour leurs héritiers suivant le degré de proximité. Mais le droit de tester se trouve ainsi limité et restreint à la famille. S'il reste illimité, nul ne peut hériter sans un testament, c'est-à-dire sans une désignation authentique de la personne des héritiers, et de la part d'héritage qui leur est destinée par le testateur. Le plus souvent les deux systèmes se combinent. Il y a une loi d'hérédité générale qui fixe les droits de chacun ; mais, dans certaines limites, le possesseur peut altérer les dispositions générales de la loi et changer en tout ou en partie la distribution de ses biens.

Dans un cas comme dans l'autre, la volonté générale des chefs de famille, érigée en loi, ou la volonté particulière de chacun d'eux, exprimée par un testament, ne peut recevoir son exécution que sous la surveillance et la garantie de l'État.

Dans très-peu de cas le pouvoir de tester reste absolument illimité. Le droit d'hériter a toujours été considéré par la plupart des législateurs, moins comme étant conféré par la volonté du mourant se survivant à elle-même, que par une qualité des survivants inhérente à leur naissance et à leurs rapports de parenté avec le défunt. Pourquoi le hasard de la naissance ferait-il ainsi les uns riches, les autres pauvres? En vertu de quel privilège doterait-il quelques individus de préférence à toute la communauté et au détriment d'un grand nombre d'exhérédiés qui peut-être feraient mieux valoir ces richesses, s'ils en avaient eu leur égale part? Ce sont bien des questions auxquelles il n'est réellement pas aisé de répondre. Elles ont été posées dans ce siècle et résolues hâtivement. Elles ont donné naissance à des systèmes contradictoires qui ont soulevé de violentes passions.

Le socialisme a conclu à la négation de l'héritage et du droit de tester. Il veut qu'à chaque génération les biens acquis reviennent à la communauté.

Un autre système, que nous nommerons le familisme, veut l'héritage à tout degré sans droit de tester.

L'individualisme conclut au contraire au droit de tester sans limites, à la négation du droit d'héritage et au retour à la communauté, seulement à défaut de testament.

Souvent, sans trop savoir pourquoi, les uns adoptent l'un de ces systèmes, les autres les combinent diversement. Il est très-difficile de s'entendre au milieu de ces cris divers; d'au-

tant que dès le premier mot dit à ce sujet, les têtes s'échauffent et les partis se dressent en se montrant le poing.

Au dire de Cicéron, il n'est point d'absurdité qui n'ait été soutenue par quelque philosophe. Nous dirons, nous, par contre, qu'il n'est point de système absurde qui ne renferme sa petite part de vérité, et c'est par cette petite part de vérité qu'il a été possible de le soutenir et de le défendre. Avant donc de rejeter aucun système, il faut bien l'examiner et en extraire, s'il est possible, cette essence, ce noyau de raison que les paradoxes recouvrent. C'est le seul moyen de lui retirer sa force et de le combattre, si dans son ensemble on le trouve mauvais. Toute idée a son but, lorsqu'elle apparaît dans le monde; et sous quelque forme étrange, ou grotesque, ou dangereuse qu'elle se présente, il faut l'accueillir pour examiner d'où elle vient et où elle conduit. Ainsi ferons-nous du communisme, du familisme, de l'individualisme : trois doctrines opposées dont chacune renferme une part de justice.

La propriété des biens est-elle absolue? Voilà la première question qu'il s'agit d'examiner. Nous répondrons hardiment : non. L'homme ne possède même le fruit de ses travaux qu'en vertu de la protection sociale et dans la mesure de cette protection. Sinon, toujours préoccupé de la crainte de perdre ce qu'il a acquis, et des soucis de le défendre, sa puissance de production et d'acquisition est très-bornée. Tout au plus suffit-elle à ses besoins quotidiens; la constitution d'un capital, d'une propriété durable quelconque lui est impossible. Il faut qu'il veille nuit et jour près de son champ ensemençé, près de son troupeau, près de son gibier, près de ses armes ou de ses outils. Si une morale, si un droit public garanti par quelque puissance effective, réelle ou même purement idéale, si la menace d'une punition

temporelle ou éternelle n'arrête pas le vol, la déprédation, entre les membres de la même tribu ou entre les tribus voisines, la propriété ne peut être qu'extrêmement bornée. La société qui prend part ainsi à la production, à la conservation, à l'appropriation est donc de droit et pour une part copropriétaire des biens acquis sous sa protection.

Bien plus encore : si le droit d'héritage ou de testament est reconnu, cette protection se perpétue de génération en génération, couvrant de son égide l'héritier enfant, qui sans cela serait incapable, non pas seulement de défendre contre les hommes son héritage, mais de le défendre contre le temps et ses forces destructives, contre la nature sauvage et ses forces envahissantes. L'héritier enfant possède-t-il un troupeau? il périra sans soins, il sera dérobé ou dispersé. Possède-t-il un champ? avant que ses mains puissent l'ensemencer, si personne ne l'a envahi et ne se l'est approprié, il sera redevenu une forêt ou une jachère. Possède-t-il enfin un capital, un mobilier? tout dépérira. Il faut donc une tutelle organisée, des lois protectrices pour l'enfant, et répressives envers ceux qui voudraient tenter de le spolier. Il en faut envers ses tuteurs eux-mêmes; il en faut contre son propre père et sa propre mère qui peuvent le spolier. Combien de fois les lois, même les plus prévoyantes, ont-elles été inefficaces à cette œuvre?

L'action communautaire qui conserve, vaut donc en quelque chose l'action individuelle qui produit et qui ne serait rien sans la première.

Ce n'est pas tout : quand la guerre éclate entre les tribus ou les nations voisines, toute la communauté est requise de défendre le bien de tous; nul n'en est excepté. Chacun est obligé au service militaire pour tout son corps, pour sa vie, et sans proportionnalité avec l'intérêt qu'il peut avoir à la victoire.

Le fils tombe à côté du père, les pères sont moissonnés ensemble, des familles entières disparaissent. Étaient-elles riches? des collatéraux héritent des biens des morts. Mais tous ces biens sont grevés du prix du sang qui les leur a seul conservés, et sans l'effusion duquel ils ne les auraient point hérités. Les morts étaient-ils pauvres? le prix de leurs services, le prix de leur vie est une dette inscrite, une hypothèque légale au profit de leurs héritiers sur les biens des survivants que rien ne les engageait à défendre et dont par leur mort ils deviennent avec légitimité copropriétaires : c'est l'acquisition du sang.

L'ancien axiome féodal était donc vrai : « Il n'y a point de terre sans seigneurs. » Mais le seigneur de la terre, ce n'est pas tel ou tel conquérant, telle ou telle famille : c'est l'homme, c'est l'humanité en général. Toutes les générations successives ont concouru solidairement à la formation et à la conservation du capital social entre les mains de ceux qui se le sont transmis de main en main par héritage ou donation.

Sur tout héritage ou donation, la génération contemporaine possède donc, du chef de ses aïeux et en vertu de leurs services, une part de propriété, une hypothèque légale, imprescriptible. Cette hypothèque s'étend à tout le sol cultivé. Non, il n'y a point de terres libres, parfaitement libres. Aussitôt que le sol a été une fois ouvert par le soc de la charrue ou même gratté par l'épieu du sauvage, il peut être approprié, possédé par un individu, par une famille, mais moyennant une redevance, une rente inaliénable dont les services sociaux le grèvent. Cette hypothèque s'étend de même à toute valeur capitalisée, parce qu'elle n'a pu l'être que par la protection de la société, parce que dans les guerres elle a été le prix du sang comme le sol,

qu'elle provienne du reste du butin conquis sur l'ennemi, ou qu'elle soit le capital de la nation conservé et défendu au prix des blessures et du courage de ses membres. Toute richesse acquise, tout capital accumulé ne peut donc l'être qu'en vertu de l'action sociale; tout sol fécondé est comme engraisé de la chair et des os des générations mortes pour le défendre et dont la communauté est l'héritière légitime.

Passons au familisme.

Comment s'est établie l'hérédité? Est-ce par la volonté des mourants ou par le droit des survivants? C'est de l'un autant que de l'autre. L'enfant hérite du père parce qu'il n'est, en quelque sorte, qu'une extension de sa personne : c'est le père continué. L'amour réciproque est si naturel entre eux que l'hérédité s'établit de soi-même, comme une communauté de biens, comme une donation entre-vifs. Le contrat social, en admettant l'hérédité en ligne directe sur la totalité de la succession, ne fait donc que donner une sanction au désir particulier de chacun, et que formuler en loi ce qui existe en fait, sauf exception, et cette exception donne lieu au testament. Dès lors il peut être entendu que le père mort, sans avoir exprimé sa volonté, lègue tacitement ses biens à ses enfants, qu'il leur lègue tout ce qu'il possède de son chef ou de celui de ses aïeux, ce qu'il a et même ce qu'il voudrait avoir : c'est-à-dire la part de la société.

En ligne collatérale il n'en est plus de même. Dans les premières sociétés constituées sous forme de clan ou de tribu, le chef de famille possédait seul jusqu'à sa mort. Mais il y a une distinction à faire entre le clan aristocratique où le droit d'aînesse était admis, et la famille naturelle. Dans le premier cas le patrimoine comprenait deux parts : le majorat, sorte de dépôt qui devait se transmettre intégralement

d'aîné en aîné, et la propriété privée, fruit du travail individuel, sur laquelle tous les enfants avaient un droit égal par le fait de leur naissance. Trop souvent ce droit fut compté pour rien. De plus toute la famille vivait rassemblée autour du chef. Ses descendants, ses frères et sœurs puînés, ses collatéraux de tous degrés, descendus de branches cadettes, restaient auprès de lui, sous sa tente ou du moins sous sa suzeraineté. De leur travail, de leurs services, ils faisaient valoir et fructifier le capital de la tribu, et le défendaient contre toute agression : de là un droit irréfutable de copropriété et d'hérédité. Celui qui émigrail avait droit à sa quote-part, à sa légitime ; elle lui était parfois refusée, mais par une injustice flagrante.

Dans un tel état social, il est donc de toute évidence que le droit d'hérédité s'étendait, ou du moins devait s'étendre à tous les degrés, aux membres résidant près du chef de famille ; mais que celui qui émigrail après avoir reçu sa légitime pouvait être exclu de la succession. Même sous la loi romaine et féodale, l'enfant émancipé, c'est-à-dire établi loin de la famille du vivant de son père et doté par lui, de si peu que ce soit, était exhérédé. Il était censé avoir reçu ce qui lui revenait en raison de son droit de naissance et de sa participation à la production et à la conservation de la fortune patrimoniale. Ce que le père mourant ou son héritier y ajoutaient était à titre de don, de douaire de cadet, de gratification libre. Le droit d'hérédité était donc bien évidemment fondé sur la participation à la communauté du bien, c'est-à-dire sur un travail, sur des services, autant que sur le lien familial, plus lâche alors qu'aujourd'hui, par cette raison même qu'il était plus étendu. On aimait peut-être mieux ses cousins, mais on déshéritait plus volontiers ses enfants. Aujourd'hui que le droit d'aînesse est

aboli, et avec justice, aujourd'hui que tout individu, que tout enfant-majeur est de fait chef de famille ou peut le devenir à son gré par le mariage, et qu'il jouit dès lors de la possession de ses biens, la famille se trouve réduite à sa plus simple expression : à la ligne directe descendante, au père, à la mère et à leurs enfants. Elle n'en est que plus forte et plus étroitement liée. Mais la copropriété dérivant du travail commun et des services de production ou de conservation, de même que le droit du sang et de l'amour, ne devrait donc s'étendre à la rigueur qu'aux deux conjoints et à leurs enfants mineurs ou du moins vivant en communauté sous le même toit et du même revenu mis en société ; pourvu que les enfants majeurs ou émancipés eussent reçu lors de leur majorité ou de leur émancipation leur quote-part légitime, leur dot équitable. Au delà de cette limite, tout droit d'hérédité est un bénéfice de la loi. Mais moins la famille est élargie et nombreuse, plus elle cesse d'être clan pour redevenir individu, plus aussi elle a besoin des services et de la protection de la société, et plus par conséquent le droit d'hérédité communautaire s'augmente, relativement au droit familial.

Venons à l'individualisme.

Tout individu a droit de son vivant à la disposition libre de ses biens, mais des biens seulement qu'il tient de son travail et de son activité. Une loi qui obligerait tout chef de famille à conserver intégralement à ses enfants ce qu'il a reçu de ses pères, ne serait pas tout à fait injuste ; et c'est là cette part de justice que renfermait l'institution des majorats et qui les a fait durer.

Le possesseur de tels biens doit n'en être considéré que comme l'usufruitier, et dans ce cas le vrai propriétaire est une abstraction, un être collectif appelé, soit la famille ou la

race, soit la société. Aussi, voit-on les majorats seulement chez les nations aristocratiques fondées par la conquête militaire. Le propriétaire, alors, c'est le conquérant, le roi, le chef; ses nobles, leudes ou fidèles possèdent par une concession ou délégation, soit viagère, soit héréditaire de son droit. Le concessionnaire possède à condition de protéger, défendre et faire valoir le bien, la rente étant un salaire suffisant des services que réclame sa conservation. Mais son conjoint, ses enfants et la société qui participent à cette conservation, à cette protection du patrimoine transmis, ont aussi chacun leur droit à une part de cette rente, comme à une part des profits que la disposition de ce capital leur permet de réaliser. L'individu ne peut alors se dire le propriétaire absolu que de la quote-part de ces profits et de cette rente qui provient de ses services et de son travail; c'est seulement de cette part tout au plus qu'on peut et qu'on doit lui reconnaître le droit de disposer librement à sa mort par testament.

On le voit, ce droit de tester peut donc être en certain cas extrêmement limité.

Quand le bien est considéré par la constitution nationale comme propriété de la famille, et non de l'État même et de son chef, la transmission intacte du patrimoine héréditaire peut n'être pas aussi rigoureusement obligatoire. Les enfants, héritiers futurs, propriétaires présomptifs, peuvent être regardés comme les coassociés de leur père; et afin de participer aux gains et aux profits possibles, réalisés à l'aide de ce patrimoine, ils doivent aussi participer aux pertes. Le chef de famille est donc alors comme le chef d'une association où tous les membres futurs de sa race sont copartageants; et il fait valoir le fonds social aux risques et périls communs: c'est justice. De plus, dans ce capital transmis-

sible il ne faut pas compter la légitime que le père de famille a reçue pour prix de ses services et de sa participation aux profits et travaux paternels, ni même ce qu'il aurait pu recevoir en plus comme gratification libre, comme donation en vertu du testament paternel. Une donation par testament au profit d'un enfant peut toujours, lorsqu'elle ne vient pas d'une loi ou d'un usage établi, être considérée comme le prix de services rendus ou d'une préférence justifiée par sa bonne conduite et son dévouement envers le testateur. Dans ce cas il n'y a point d'inaliénabilité de droit établi au profit des héritiers de l'héritier. Il n'hérite pas, à proprement parler : il reçoit ; ce qu'il reçoit est son bien, sa chose : il n'en doit compte qu'à lui-même.

La question est donc fort complexe, et ce patrimoine inaliénable ne peut exister que dans le cas où quelque privilège, tel que le droit d'aînesse ou quelque autre, établi dans la famille, aurait gratifié certains membres de cette famille au détriment des autres. Lors donc que dans une société tout privilège d'aînesse ou de masculinité est aboli depuis longtemps, ce droit héréditaire peut être considéré comme tout à fait négligeable ; tandis que durant les deux ou trois générations qui suivent son abolition, il pourrait avec justice donner lieu à des dispositions légales toutes particulières. C'est un tort des réformateurs du siècle dernier de n'y avoir pas assez songé.

Résumons-nous donc. Tout individu a droit de tester dans la limite de ce qui lui appartient ; mais sur ce qui semble lui appartenir, son conjoint, chaque enfant, ont droit à une légitime dont il ne peut disposer. Cette légitime est d'une part le droit du sang, de l'autre le droit du travail.

De plus, la société, elle aussi, a son droit de copro-

priété, son hypothèque légale, imprescriptible, sur tout héritage : c'est le juste prix de son action protectrice. Ce droit de la société dans la famille patriarcale, communautaire ou aristocratique, est représenté par l'institution du majorat lui-même, qui est le fonds social inaltérable. Dans la monarchie féodale, la suzeraineté du roi en tient lieu : le roi étant alors le représentant de la société, ou plutôt l'usurpateur de ses droits, qu'elle retrouve quand le principe monarchique fait place au principe républicain. Alors les biens inaliénables concédés au seigneur peuvent être considérés comme biens nationaux, comme fonds social de la communauté. Mais lorsque la communauté reconnaît le principe de l'individualisme absolu, alors il n'y a plus de fonds social en communauté, plus de biens nationaux ; mais la société est de droit copropriétaire d'une part de tous les biens des individus, et copartageante de tous leurs profits, en proportion de son droit de copropriété. Ce droit de copropriété est alors ce qui donne lieu à l'impôt.

Du reste, les législateurs, presque partout, ont deviné et pressenti plutôt que déduit le droit de l'enfant participant et copropriétaire ; et ils ont proclamé qu'il devait limiter le droit du testateur, sans trop dire pourquoi.

Mais ils ont trop négligé le droit du conjoint et celui de la société. Cependant ce droit du conjoint est sanctionné dans la plupart des codes par quelques dispositions légales, et celui de la société se trouve satisfait plus ou moins dans les droits de mutation à titre gratuit. Voilà donc ce que ces impôts ont de juste, de légitime, d'utile ; voilà peut-être pourquoi l'instinct des peuples les a sanctionnés. Voilà ce que renferme de vrai chacun des trois systèmes, trop absolus tous les trois, que nous avons nommés : l'individualisme, le familisme et le communisme. Il reste maintenant

à élucider la part que chacun de ces copartageants doit prendre dans tout héritage.

Il s'agit de savoir comment, sous quelle forme et à quel moment la société peut réclamer la quote-part qui lui appartient dans les biens de ses membres ; si elle doit enfin saisir le capital au moment de l'héritage, ou si, laissant perpétuellement son capital entre les mains des familles, elle doit seulement réclamer sa part de rente et de profits annuels.

Si, au moment de la mort du possesseur, elle réclame sa part de capital, alors elle n'a plus droit de rien demander annuellement aux héritiers sur le produit du revenu du reste de ce capital : elle doit se tenir pour suffisamment rétribuée de ses services. Autrement, d'ailleurs, après un certain nombre de générations et de transmissions, elle finirait par absorber l'héritage en totalité, et même davantage. De deux choses l'une donc, si elle réclame une part de la rente perpétuelle, comme c'est son droit, si elle la suit dans toutes les mains entre lesquelles elle passe, il faut qu'elle ne touche pas au fonds transmis. Mais, dans le cas où la rente du fonds social n'est pas réclamée sous la forme annuelle d'un impôt, le capital même peut être réclamé à chaque succession ouverte, parce que le capitaliste, durant son vivant, a eu jouissance des intérêts accumulés de ce fonds, intérêts qui l'ont souvent doublé entre ses mains.

L'impôt de mutation doit donc être levé comme suppléant l'impôt sur la rente perpétuelle du capital ; il doit le compléter s'il existe, et diminuer à mesure que celui-ci augmente. Lors donc que l'impôt sur la rente perpétuelle n'existe pas, l'impôt de mutation peut s'élever à une somme équivalente au capital qu'il aurait représenté ; s'il

existe, l'impôt de mutation doit diminuer en raison inverse de l'impôt annuel.

L'impôt sur les successions pourrait ainsi à la rigueur être un impôt unique, et s'il était levé à un taux suffisant, il remplacerait tous les impôts. Un pareil système fiscal serait peu coûteux de perception, mais il absorberait et dissiperait chaque année une grande part du capital social. A ce point de vue il appauvrirait la nation. Enfin il tendrait peut-être un peu trop rapidement à l'égalisation des fortunes, ou au moins à leur déplacement, par la destruction plus ou moins lente des grandes fortunes acquises par le travail.

Tout capital, outre la rente perpétuelle, doit rapporter des profits qui, de génération en génération, se capitalisent entre les mains de chacun de ses possesseurs actifs. Ces profits ne se réalisent et ne se capitalisent qu'à l'aide du travail, sous la garantie sociale. La société peut donc réclamer à chaque génération sa quote-part de ces profits : elle peut les réclamer sous la forme d'impôts annuels ; mais quand ces impôts n'existent pas, elle peut prendre encore cette part de son revenu sur les héritages qui renferment la somme capitalisée de ces profits épargnés.

Il est vrai que tout possesseur ne réalise pas des profits ; mais on peut répondre que c'est sa faute, qu'il doit en réaliser, qu'on ne peut charger l'activité et le travail, et donner une prime à l'oisiveté qui, profitant pour son égale part de la protection sociale, ne doit pas la laisser perdre inutile. La même part de services a été rendue, tant pis pour celui qui les a laissés improductifs ; qu'il paie pour sa négligence. L'impôt qui le frappera, même s'il ne profite pas des services que cet impôt a pour objet de rétribuer, le poussera à les utiliser. L'intérêt de ses enfants l'y sollicitera ; eux-

mêmes l'y inviteront; ils seront disposés à faire valoir du vivant de leur père leur patrimoine inactif; car l'impôt de mutation sur les successions existant, si, par une certaine somme de profits accumulés, tout homme n'augmentait de quelque peu son héritage, cet héritage, au bout de quelques générations, se trouverait absorbé par l'impôt au profit de familles plus industrieuses.

D'après tout ce qui précède, le droit de chacun nous semble suffisamment fixé. Mais nous avons raisonné dans le cas où aucune injustice légale ne se serait perpétuée à travers les générations antérieures; où au contraire les droits de tous eussent été fixés et protégés avec équité, sans monopole ni privilège pour personne. Or, il est bien loin d'en avoir été ainsi. Le privilège s'est établi et perpétué partout, le droit n'a régné nulle part. Aucune loi compensatrice n'a jamais été établie au profit des races dénuées et des individus exhérédés. Les charges sociales n'ont jamais pesé proportionnellement sur les individus ou les familles en raison de leurs facultés, mais ont toujours été réclamés exclusivement des plus pauvres et des plus faibles; tandis que tous les services, les garanties, la protection, étaient au profit des riches et des forts. Ce sont toujours les mêmes classes dénuées qui ont seules supporté tous les impôts annuels, fourni toutes les prestations de services personnels, qui ont souffert dans les dévastations des guerres, qui, depuis que les armées permanentes ont été instituées, ont seules défendu les biens des hautes classes, qui, enfin, ont de leurs sueurs et de leur sang fécondé le sol qui ne leur rapportait qu'un salaire insuffisant, et protégé une richesse dont ils ne possédaient pas leur quote-part.

Pendant un siècle au moins, deux peut-être, il y a donc

lieu à des lois compensatrices ; et aucun moment n'est plus propice pour reprendre aux familles privilégiées ce que le privilège a accumulé entre leurs mains, que celui de la transmission héréditaire. Ici, il y a un patrimoine inviolable, inaliénable, qui, depuis des générations, se transmet presque intégralement de main en main, sans augmentation ou diminution sensible, sans profit, la plupart du temps, l'oisiveté étant héréditaire comme la richesse dans de telles familles, dont les aïeux se faisaient gloire *de ne savoir signer étant chevaliers*. La presque totalité de ce patrimoine pourrait donc à la rigueur être considéré comme fonds social. S'il est vrai qu'une confiscation totale soit trop dure, du moins la loi a-t-elle le droit de forcer ce capital à produire, en l'imposant fortement au moment où il change de mains. De deux choses l'une : les détenteurs de ce capital le feront circuler productivement, pour accumuler d'avance la somme de profits que l'impôt leur enlèvera au moment de la transmission ; ou ils le dissiperont improductivement, le laisseront absorber peu à peu et de génération en génération par l'impôt de mutation. De toutes façons, il faudra qu'il rentre dans la circulation, c'est-à-dire dans le capital social actif, et qu'il participe à l'accroissement de la richesse publique.

Comment arriver à ce résultat ? c'est en changeant l'impôt de mutation, de proportionnel qu'il devrait être, si toutes les institutions avaient toujours reposé sur le principe d'équité, en un impôt progressif ; ou bien, en laissant subsister l'impôt de mutation concurremment avec l'impôt annuel, et en trouvant un moyen de les combiner ensemble de manière à ce qu'ils s'ajoutent d'une manière progressive sur les grandes fortunes. Ainsi toute justice serait faite à qui de droit ; car il est peu de fortunes considérables

qui ne proviennent en grande partie des privilèges sociaux qui ont subsisté et qui subsistent encore en partie par la mauvaise assiette de l'impôt chez toutes les nations modernes. Si de grandes fortunes se sont élevées rapidement dans notre temps, c'est encore à l'ombre des calamités et des perturbations économiques de notre époque ; c'est grâce à la vente forcée, rapide des biens nationaux et des biens de main-morte ; c'est grâce à l'abolition rapide des privilèges ; grâce à l'agiotage surtout, et à des monopoles industriels, auxquels les rapides progrès des sciences ont donné lieu. Toutes ces fortunes plus ou moins mal acquises peuvent, avec légitimité, être frappées, au moment de leur transmission, par un impôt dont la progression assez rapide atteindrait seulement des bénéfices presque insultants par leur énormité, et respecterait les petites fortunes laborieusement gagnées dans un commerce honnête ou dans une industrie utile et honorable.

Cet impôt de mutation devrait atteindre également le capital transmis sous toutes ses formes de biens meubles ou immeubles, afin de le forcer à rechercher les emplois les plus lucratifs. Il devrait frapper l'oisiveté et décharger l'activité, afin de faire passer autant que possible le sol de la main du rentier qui en vit sans travail, dans celle de l'agriculteur qui le cultive, et auquel seulement il peut rapporter son maximum de produits et de profits.

Il s'agirait seulement de régler avec sagesse la répartition d'un tel impôt, de ménager certaines transmissions à des degrés prochains, de frapper hardiment des successions collatérales presque injustifiables dans nos mœurs, de limiter dans de justes bornes le droit de tester, enfin d'asseoir la progression plutôt sur la somme reçue par chaque héritier que sur la totalité des héritages, afin d'encourager la

division des grandes fortunes; et sur le degré de parenté des héritiers encore plus que sur la valeur des legs ou quote-parts.

Nous avons vu qu'il est un principe de finance duquel un État doit rarement se départir, c'est celui qui consiste à conserver telle partie de la recette à une partie déterminée de la dépense.

Quel emploi l'État devrait-il donc faire d'un tel capital absorbé? Ce serait ruiner la société que de le dissiper. Il faut qu'il soit capitalisé sous forme de travaux publics utiles et productifs, ou enfin employé de manière à rapporter à l'État une rente perpétuelle.

Ce capital peut donc être employé à l'amortissement de la dette publique. Ainsi un capital purement fictif qui ne représente, le plus souvent, que les sommes dépensées dans des guerres onéreuses et qui ne subsiste que du crédit de l'État, serait périodiquement détruit et remplacé par un capital réel versé dans la circulation. Il en résulterait qu'au besoin l'État pourrait contracter des emprunts avantageux qu'il saurait toujours comment rembourser avec les droits de mutation à venir.

En outre une part de ce capital pourrait être employée à fonder une banque nationale et à lui servir d'encaisse, à établir une caisse hypothécaire pouvant émettre des billets proportionnellement à son fonds social, ou enfin au rachat, par l'État, des chemins de fer ou autres entreprises d'utilité publique qui peuvent être, avec profit, exploitées par l'État et lui rapporter un revenu.

CHAPITRE XXV

La dîme agricole.

SOMMAIRE. — C'est un impôt réel, indirect, sans répercussion. — Elle avait tous les défauts qu'un impôt peut avoir. — Smith. — Elle retombait en définitive sur le propriétaire. — Une dîme sur le blé. — La dîme fait abandonner la culture des mauvaises terres. — Say et ses calculs. — La dîme royale de Vauban.

La dîme paraît d'abord dans l'histoire comme une sorte de borne imposée à l'arbitraire des prestations en nature ; c'est en nature d'abord qu'elle se prélève. Mais la dîme, lors même qu'elle serait perçue en argent, serait bien loin encore d'être un impôt équitable. Elle affectait moins directement le sol que son produit brut, à la somme duquel elle se proportionnait rigoureusement sans considération du revenu net. Elle avait donc plutôt le caractère d'une contribution indirecte que d'un impôt direct ; elle était demandée à l'agriculture plus qu'au cultivateur qui, avec le propriétaire, la supportait en définitive. C'est pourquoi nous la plaçons au rang des impôts réels indirects sans répercussions. Nous verrons qu'elle avait tous les défauts qu'un impôt peut avoir : elle était contraire à tous les principes d'équité et d'utilité. Voyons comme Smith la juge :

« La dîme, et tout autre impôt de ce genre, sous l'apparence d'une égalité parfaite, est un impôt extrêmement inégal; une portion fixe du produit étant, suivant la différence des circonstances, l'équivalent de portions très-différentes du revenu et du fermage. Dans certaines terres excellentes, le produit est si abondant qu'une moitié de ce produit suffit largement pour restituer au fermier le capital qu'il a employé à la culture, et encore les profits ordinaires qu'un capital ainsi placé rend ordinairement dans les cantons.

» L'autre moitié ou, ce qui revient au même, le prix de l'autre moitié, est ce qu'il serait en état de payer au propriétaire comme rente ou fermage s'il n'y avait pas de dîme. Mais si l'on vient à lui enlever par la dîme un dixième de ce produit, il faut alors qu'il exige une réduction d'un cinquième sur le fermage, autrement il ne pourrait pas retirer son capital avec les profits ordinaires. Dans ce cas, la rente du propriétaire, au lieu de se monter à une moitié ou cinq dixièmes du produit total, ne montera qu'à quatre dixièmes de ce produit. Dans de mauvaises terres, au contraire, le produit est quelquefois si maigre et la dépense de culture si forte, qu'il faut quatre cinquièmes du produit total pour restituer au fermier son capital, avec le profit ordinaire. Dans ce cas, même quand il n'y aurait pas de dîme, le revenu du propriétaire ne monterait toujours pas à plus d'un cinquième ou de deux dixièmes du produit total; mais si le fermier est tenu de payer pour la dîme un dixième du produit, il faut bien qu'il exige du propriétaire une réduction égale dans le fermage qu'il doit lui payer, lequel, par ce moyen, ne sera plus qu'un dixième seulement du produit de la terre.

» Sur le revenu des excellentes terres, la dîme peut quelquefois n'être qu'un impôt d'un cinquième sur la rente, tandis que sur celui des mauvaises terres ce peut être un impôt de moitié⁽¹⁾. »

En poussant plus loin le raisonnement de Smith, on peut voir qu'une dîme sur le produit brut, sans considération des frais de production, peut même aller jusqu'à absorber la totalité de la rente. Il résulte déjà de ceci que la dîme frappe la rente, c'est-à-dire retombe en définitive sur le propriétaire, parce que si un fermier n'en tient compte dans son bail, pour diminuer d'autant le fermage qu'il s'engage à payer, il se ruinera, et au bail suivant il faudra toujours que le propriétaire supporte la réduction, et même parfois en plus un appauvrissement de sa terre.

Quand même la terre serait cultivée par celui qui en est le propriétaire, la dîme retomberait également sur lui, c'est-à-dire sur la rente et pourrait, comme on le voit, l'absorber entièrement; de sorte que le propriétaire d'une mauvaise terre n'en pourrait être, en réalité, que le cultivateur, le fermier. Une terre enfin pourrait être si mauvaise que son propriétaire aurait avantage à la laisser en friche plutôt qu'à la cultiver; comme il ne pourrait en obtenir que le produit suffisant pour couvrir les frais de production, la dîme serait une perte nette qu'il aurait à supporter. Dans ce cas, ce qu'il aurait de mieux à faire, ce serait de renoncer à son titre de propriété plutôt que d'en accepter les charges.

La dîme proportionnelle à la quantité ou à la valeur vénale du produit, qu'elle soit du reste payée en argent ou en nature, outre qu'elle pèse inégalement sur la rente du sol,

(1) Smith, *Richesse des Nations*, p. 516.

et peut l'absorber complètement, a donc pour inévitable effet de faire abandonner totalement la culture de certaines terres, d'élever partout le niveau possible de la culture générale, et celui de certaines cultures particulières qui exigent proportionnellement à leur produit de plus grands frais de production.

Ainsi, d'après un calcul de M. Mill, une dîme sur le blé en ferait abandonner la culture dans toutes les terres où elle ne donnerait qu'un revenu net équivalent à la dîme. Mais la diminution de ce produit sur le marché en ferait remonter le prix; de sorte qu'on retrouverait un bénéfice quelconque à cultiver les moins mauvaises de ces terres. Mais comme aussitôt qu'on recommencerait à les cultiver le cours des marchés baisserait de nouveau, elles seraient de nouveau abandonnées; et le prix du blé remonterait définitivement. La classe trop pauvre pour s'en procurer serait réduite à consommer d'autres subsistances de qualité inférieure. En définitive, il y aurait donc abaissement de niveau dans le bien-être général de la population ou décroissance de son chiffre.

Say est parfaitement d'accord avec les deux économistes anglais. Il juge ainsi la dîme : « Cet impôt, dit-il, paraît le » plus équitable de tous; il n'y en a pas qui le soit moins. » Il ne tient nul compte des avances faites par le producteur; il se proportionne au revenu brut et non au revenu net.

» Deux agriculteurs propriétaires ont des cultures différentes : l'un cultive de médiocres terres à blé; ses frais de culture se montent, année commune, à 8,000 francs; le produit de ses terres est de 12,000 francs, il a donc 4,000 francs de revenu net.

» Son voisin a des prairies ou des bois qui rendent brut

» tous les ans 12,000 francs également, mais qui ne lui
» coûtent d'entretien que 2,000 francs. C'est donc, année
» commune, 10,000 francs de revenu qui lui restent.

» Si une loi commande d'enlever un douzième du produit
» brut, on enlève en consequence, au premier, une valeur
» de 1,000 francs sur son blé, et au second 1,000 francs
» également, sur son foin, ses bestiaux et son bois. Qu'est-
» il arrivé? On a pris à l'un le quart de son revenu, et à
» l'autre seulement le dixième.

» Tout impôt proportionnel au produit brut de la terre
» est donc injuste; l'équité exige qu'il soit proportionnel
» au produit net, c'est-à-dire à la rente. »

Nous verrons presque partout que les essais de proportionnalité de l'impôt sur la rente de la terre en ont fixé le taux au cinquième du produit net; et qu'un pareil impôt, si considérable qu'il paraisse, était moins onéreux à la nation en général que la dîme qui n'enlevait que le dixième du produit brut. C'est qu'en effet les frais de production agricole s'élèvent, en moyenne, à plus de moitié du produit brut, et par conséquent un dixième sur ce brut était une plus lourde charge qu'un cinquième sur la rente.

Lors donc que Vauban, dans sa dîme royale, proposait d'établir un impôt du vingtième sur tous les fruits de la terre, impôt qui aurait pu, au cas de besoin, être élevée au dixième, il était loin de proposer un système fiscal équitable.

Mais de son temps, la dîme était encore l'impôt le moins onéreux, le plus facilement levé, le moins inégal. Qu'étaient donc les autres! De plus Vauban voulait soumettre à la dîme qu'il proposait, tous les domaines du clergé et de la noblesse qui avaient été jusque-là exempts de tout impôt, et qui comprenaient en général les terres les meilleures. Or

c'était donc déjà, sinon remédier à toutes les inégalités, du moins attaquer les plus odieuses par leur injustice. Aussi Vauban ne fut-il jamais écouté. Par un arrêt du conseil privé du roi, en date du 14 février 1707, son livre fut condamné en ces termes : « Sur ce qui a été représenté au roi en son » conseil, qu'il se débite à Paris un livre portant : Projet » d'une *dîme royale*, dans lequel il se trouve plusieurs » choses contraires à l'ordre et à l'usage du royaume, à quoi » étant nécessaire de pourvoir, vu le dit ouvrage, sur le » rapport du sieur Turgot, le roi, en son conseil, ordonne » qu'il sera fait recherche du dit livre, et que tous les exem- » plaires qui s'en trouveront seront saisis, confisqués et » mis au pilori.... Fait Sa Majesté défense à tout libraire » d'en garder, d'en vendre aucun, à peine d'interdiction » et de mille livres d'amende. »

Vauban mourut, dit-on, de douleur d'avoir déplu au roi. Pendant tout le siècle les avis se multiplièrent, on les étouffa pour ne pas les entendre. Un archevêque se joignit aux parlements et aux peuples, pour signaler le mal. Cet archevêque c'était Fénelon. Il y en eut peu de sa sorte ; aussi fut-il persécuté comme l'avait été Vauban. Il fut exilé de la cour par le roi, et censuré comme hétérodoxe par l'Église. Plus tard encore vinrent les Physiocrates et l'Encyclopédie qui contient les premiers rudiments de leur doctrine. L'Encyclopédie fut condamnée comme l'avait été la *dîme royale*. Mais vingt années après, Necker était rappelé trop tard au ministère pour sauver, par des réformes fiscales analogues à celles que conseillait déjà Vauban, la royauté et la féodalité vaincues.

TABLE DES SOMMAIRES

CONTENUS DANS LE PREMIER VOLUME.

INTRODUCTION. — SOMMAIRE. — Importance actuelle des questions économiques. — Le concours dans le canton de Vaud. — Réformes prudentes. — Considérer le problème au point de vue général. — Le but de la science fiscale. — Fatalités de temps et de lieu. — La question de droit doit primer la question de fait. — De la philosophie de l'impôt et de la science fiscale. Page..... 1

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE DE L'IMPOT

PREMIÈRE SECTION. — De l'impôt en général.

CHAP. I. — *De l'origine de l'impôt.* — SOMMAIRE. — L'impôt, condition de la société. — Enfance sociale. — Le butin de la guerre tient lieu d'impôt. — État pastoral et agricole. — Premières injustices légales. — Les sacerdoces les consacrent. — Ils se constituent en gouvernement supérieur. — Les nobles leur paient un tribut. — Fiscalité primitive. — La dime ecclésiastique. — Les classes intermédiaires se constituent. — La dime retombe sur elles. — Progrès de la justice par l'injustice. — L'impôt militaire. — La corvée et l'esclavage. — La dime en nature, impôt foncier. — Les impôts indirects sur le commerce. — De l'impôt chez les peuples libres de l'antiquité. — Du contrat social. — L'impôt, institution spontanée. Page..... 1

CHAP. II. — *Des principes généraux de l'impôt.* — SOMMAIRE. — L'impôt consacré par l'histoire et par la raison. — Définitions de l'impôt. — Montesquieu. — L'impôt, lien social. — L'impôt doit être personnel et non réel. — Smith, Say et Mill. — Turgot, Mirabeau et Chauvet. — MM. Emile de Girardin et Pascal Duprat. — Définition complète de l'impôt. — Répartition et distribution de l'impôt. — Du budget des recettes et du budget des dépenses. Page..... 21

DEUXIÈME SECTION. — De l'assiette de l'impôt.

PREMIÈRE SOUS-DIVISION. — RÈGLE D'ÉQUITÉ.

CHAP. III. — 1^o *De l'égalité et de la proportionnalité de l'impôt.* — SOMMAIRE. — La première maxime de Smith comparée avec Say et Mill. — Recherche du principe de répartition de l'impôt. — Égalité absolue de l'impôt. — Mill; si l'impôt exige l'égalité de sacrifice. — Si l'impôt est dû proportionnellement aux services actuels. — Risques des riches et des pauvres. — L'impôt se compense entre les générations. — Le présent reçoit du passé et donne à l'avenir. — Du cens électoral. — L'égalité absolue de l'impôt serait injuste. — L'impôt doit-il être proportionnel ou progressif? Page 31

CHAP. IV. — 2^o *De l'impôt proportionnel ou progressif.* — SOMMAIRE. — Etat de la question. — Les économistes et la philosophie. — Les institutions sociales basées sur le privilège dans le passé. — Compensation nécessaire dans le présent. — L'impôt progressif au point de vue de la justice. — L'égalité du sacrifice exige l'impôt progressif. — Chacun peut être requis de payer ce qu'il doit. — Minimum non imposable. — C'est dégrever la brute et imposer l'homme. — Limite indéterminée du nécessaire et du superflu. — Tout impôt qui admet un minimum non imposable est progressif. — Les impôts à catégories sont progressifs. Page..... 45

CHAP. V. — 3^o *Examen de l'impôt progressif.* — En quel cas l'impôt progressif est nécessaire. — Erreur de Say. — Celui qui n'a rien ne doit rien. — De l'impôt exigé par le prince ou voté par le peuple. — L'impôt progressif, conséquence de l'aristocratie. — Le pauvre a plus besoin des services actuels de l'impôt que le riche. — Le luxe public. — Tout homme a droit à une part de superflu. — Le minimum non imposable ne peut exister qu'en vertu des injustices sociales antérieures. — Nécessité de soutenir le niveau moral. — Le moyen, c'est l'impôt légèrement progressif. — Influence des classes moyennes. — J.-J. Rousseau. — Sa haine pour la civilisation. — L'apprentissage du luxe est lent. — Un impôt à progression trop rapide ruinerait le goût et découragerait le travail honnête. — Ce serait la décadence du beau, du vrai et du juste. — Logique de J.-J. Rousseau. — Le progrès, loi physiologique

universelle. — L'état de nature de l'homme. — Des diverses séries progressives. — L'impôt progressif se détruit lui-même à mesure que son utilité diminue. — C'est un instrument régulateur — La mesure de l'écart maximum des fortunes, limite scientifique supérieure de la progression. — Nécessité absolue des mesures compensatrices. — Les injustices du passé ont coopéré à la transformation morale de l'homme. — Différences individuelles nécessaires, identité désastreuse. — Inégalité entre les races nuisible autant qu'injuste. — Séparer l'humanité en races, telle a été l'action sociale dans le passé. — Le régime des castes a peut-être été nécessaire à la création de l'homme moderne. — L'humanité aspire à l'unité spécifique. — Il faut mobiliser la richesse pour faciliter la création de grandes individualités. — Évolution rapide des races. Page..... 53

DEUXIÈME SOUS-DIVISION. — RÈGLES D'UTILITÉ.

CHAP. VI. — 1^o *Quotité de l'impôt*. — SOMMAIRE. — Principe de Say. — La valeur de l'impôt est-elle remboursée aux contribuables? — Paradoxe de Montesquieu. — L'impôt doit être suffisant plutôt que modéré, bien administré plutôt que minime. — L'impôt est remboursé aux contribuables quand les services rendus par l'État lui sont équivalents. — De lourds impôts peuvent être momentanément avantageux. — Parfois l'impôt se dévore lui-même. — Tout impôt au moment où il est levé diminue la richesse nationale. — Il faut que ce déficit soit également réparti sur toutes les industries. Page..... 71

CHAP. VII. — 2^o *Perception économique de l'impôt*. — SOMMAIRE. — Les trois dernières maximes de Smith. — Principe de Say. — Principe général d'économie. — L'incertitude et la défiance aggravent l'impôt. — Facilité de paiement. — Les frais de perceptions sont une perte nette. — Tous frais d'administration ne comptent qu'en proportion de leur utilité. — Économies financières réalisées. — Confiscations et amendes. — Perquisitions. — Règlements restrictifs. — Jours de chômage. — Perte de l'avance de l'impôt. — Entre les mains des collecteurs. — Entre les mains d'intermédiaires de commerce. — Les physiocrates. — En fait d'impôts les plus directs sont les meilleurs. — Entraves à certaines industries. — Impôt-amendes. — Tout besoin social est du travail pour un certain nombre de producteurs. — Et un accroissement de population et de richesse. — Impôts indirects sur l'industrie. — La demande d'un objet imposé diminue en raison inverse et progressive de la taxe qu'il supporte. — Répartition égale de l'impôt sur toutes les industries. — Droits protecteurs. — Impôts de consommation. Page..... 83

CHAP. VIII. — 3^o *Conservation du capital social* — SOMMAIRE. — Si l'État

pouvait faire crédit. — Tout impôt nuit. — Il doit frapper de préférence le capital improductif. — Les fortunes passives. — Tous les revenus ne peuvent être imposés au même taux. — L'impôt qui absorbe le capital en relève le prix vénal. — Il le réveille; et par un effet contraire il abaisse ce prix. — C'est un moyen d'exercer sur lui une action directrice. — Le revenu d'un capital prêté comprend l'intérêt et les profits. — Du capital et du revenu. — Propriété et possession. — Le possesseur seul doit l'impôt. — Le capital absorbé par l'Etat est seulement divisé. — Richesse réelle et richesse fictive. — Trois formes de la possession. — Trois sortes de capitaux. — Identité du capital accumulé et du capital accumulable. — Calcul analytique de la richesse sociale. — De la matière imposable et du pouvoir producteur national. — Impôt sur la dépense. — Ses conséquences. — De la dépense naît le profit. — C'est la valeur qui doit servir de base à l'impôt. Page..... 101

CHAP. IX. — *Règles de morale, d'hygiène et de politique.* — SOMMAIRE. — Règle morale de l'impôt formulée d'abord par Say. — L'impôt mauvais protecteur de la morale. — Inconvénient des mesures fiscales préventives. — Impôts sur les crimes et les abus. — Règle d'hygiène. — L'impôt doit respecter les droits des citoyens. — Principe de liberté civile. — Principe de liberté politique. Page..... 115

CHAP. X. — *Récapitulation.* Page..... 121

DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN DES DIVERS IMPÔTS

Introduction à la Deuxième Partie. — Classification des impôts. Page 127

PREMIÈRE SECTION. — Des impôts personnels.

CHAP. XI. — *De l'impôt militaire.* — SOMMAIRE. — L'impôt militaire a été le premier établi. — Ce qu'il doit durer. — Inégalité de cet impôt. — Remèdes à cette inégalité. — La conscription. — Le rachat. — Armées de volontaires. — Armées permanentes. — De la guerre. — Des armées civiques. — Comparaison entre elles. — Inconvénients des armées permanentes au point de vue politique, économique, moral, hygiénique. — Inconvénients des armées civiques au point de vue de l'équité fiscale. — Taxe militaire compensatrice. — Logement

- militaire. Les femmes doivent payer l'impôt militaire. — La taxe militaire doit être personnelle et progressive. Page..... 135
- CHAP. XII. — *De la corvée.* — SOMMAIRE. — La corvée est juste dans les sociétés naissantes. — Les castes supérieures s'en affranchissent, elle devient injuste. — La corvée féodale. — Ses iniquités. — Diverses prestations féodales. Page..... 155
- CHAP. XIII. — *De la capitation.* — SOMMAIRE. — Les prestations de services et les prestations en nature, formes primitives de l'impôt. — Les prestations de services prennent la forme d'une capitation. — Deux sortes de capitations. — De la capitation absolue. — Impossible sauf chez les sauvages. — Sous le régime communautaire. — L'égalité impossible. — Une capitation ne peut être établie que sur le minimum de la richesse. — Contribution de guerre. — Capitation, signe de servitude. — Capitation supportable. — La taxe personnelle en France ne serait admissible que si tout impôt indirect était aboli. — De la capitation proportionnelle dans le passé. — Assise conjecturalement, soit sur le rang, soit sur la richesse. — En France. — En Angleterre. — La capitation servile en France. — Le fouage. — La contribution mobilière en France. — Le loyer, base de l'impôt. — Les patentes. — De la fausse capitation. — Beaucoup d'impôts qui ne portent pas le titre de capitation ne sont pas autre chose. — Fausses capitations. — L'impôt sur les esclaves. — L'obroc. — L'impôt sur les domestiques. — L'impôt sur les animaux. — De la capitation rationnelle. — Elle ne peut être qu'un impôt volontaire. — J.-B. Say. — L'impôt volontaire actuellement impossible. — Exemples de cet impôt dans l'histoire. — Cet impôt devrait absorber tous les autres. — Répartition par personne du revenu. — L'impôt réel, proportionnel, et l'impôt personnel, progressif. — Il faut que la vérification soit possible. — La capitation, forme primitive de l'impôt, doit redevenir sa forme définitive. — D'une égalité absolue au principe elle doit devenir proportionnelle ou progressive. Page..... 159
- CHAP. XIV. — *Des amendes et des confiscations.* — SOMMAIRE. — Des amendes et confiscations dans le passé. — Say les condamne. — Smith. — Ce n'est pas nécessairement une destruction du capital. — Acceptables au point de vue économique, elles sont condamnables au point de vue de la justice comme pénalités criminelles. — Comme pénalités fiscales, elles sont repréhensibles à tous égards. — Frais de poursuite et de contrainte occasionnés par l'impôt direct. — La saisie et ses effets. — C'est une spoliation par l'État. — Turgot. — Hérité des dettes fiscales. Page..... 177

DEUXIÈME SECTION. — Des impôts réels indirects.

- CHAP. XV. — *Des prestations en nature.* — SOMMAIRE. — De l'impôt en nature. — Opinion de Say. — de Smith. — Système socialiste de l'échange en nature. Page..... 191
- CHAP. XVI. — *Des impôts indirects dans l'histoire.* — SOMMAIRE. — La conversion des prestations en nature donne lieu à deux sortes d'impôts — Caractère féodal et non social de l'impôt dans le passé. — Les impôts indirects sous les Romains. — Sous la féodalité. — Sous la monarchie. — Tous ces impôts étaient une capitation sans franchise. Page..... 197
- CHAP. XVII. — *Théorie des impôts de consommation en général.* — SOMMAIRE.—Vices de ces impôts.—Ils ont le même effet qu'un sol ingrat. —Ils marquent la limite de la vie possible et l'abaissent.—Ils relèvent les salaires et déciment la population.—Répercussions multiples de ces impôts. — Impôts sur le combustible. — Impôts sur le pain. — Attaques de M. de Girardin contre ces impôts. — Noms des économistes et des hommes d'Etat qui leur sont contraires. — L'impôt de consommation est un impôt contre la consommation et contre la richesse. — La vie à bon marché résultant de leur abolition. — Loi de la population. — M. Thiers. — Impôt sur les vins en France. — Improportionnalité de ces impôts. — L'ouvrier qui ne peut changer de profession languit et meurt. — La civilisation doit porter remède à un tel état de choses. Page..... 203
- CHAP. XVIII. — *Des douanes et octrois.* — SOMMAIRE. — Ces impôts ont tous les inconvénients des impôts indirects. — Nouvel octroi de Paris. — Les douanes se justifient mieux que les octrois. — Deux éléments dans les taxes douanières. — M. Du Mesnil-Marigny. — Les douanes sont nécessaires pour soutenir le niveau de la richesse fictive. — Que doivent être les douanes? — Sur quelques objets de consommation générale. — Sur tout objet de consommation. — L'Angleterre. — La Suisse. — La France. Page..... 217
- CHAP. XIX. — *Des impôts sur les consommations de luxe en général.* — SOMMAIRE. — Les impôts de luxe ont au résultat les mêmes effets que les autres impôts de consommation. — On peut les conserver, non les établir. — Quel est leur but? — Ils ne peuvent porter que sur des objets d'un luxe général.—Ils suppriment le contribuable avec la contribution. — Le luxe augmente le revenu, selon Robert Peel. — Préjugés sociaux en faveur de ces impôts. — Ils tuent les industries qu'ils frappent. — Il n'y a point de consommation improductive. — L'oisiveté est le seul luxe imposable, parce que c'est le seul qui soit nuisible. — Le luxe est la satisfaction des instincts les plus élevés de

l'homme. — L'impôt déplace le luxe et ne le détruit pas. — Il est immoral et injuste. — Le luxe assimilé au vice. — Say. — L'art dans les réalités de la vie. — Les progrès de notre industrie moderne doivent être encouragés. — Le luxe doit être mis à la portée de tous. — Exigences du siècle. — Le luxe est une force. — Des mesures de police doivent remplacer l'impôt sur les vices. — Les impôts somptuaires. — Les impôts de luxe mettent obstacle au mélange des classes. — Abus de l'usage. — Règles du goût. — Préjugé de ce qui est rare et cher. — M. Mill et les diamants. — L'impôt sur le mobilier, seul impôt de luxe rationnel. — Effet de l'abolition de ces impôts. — L'amour de la laideur en Occident. — Le luxe des femmes. — Celui des hommes. — Le luxe offre la solution du problème de la population. Page. 229

CHAP. XX. — *De quelques impôts de luxe.* — SOMMAIRE. — L'impôt sur les boissons. — Son universalité. — C'est en apparence le plus justifiable. Ses divers noms. — Son produit. — Son effet sur les cours. — Le peuple en paie la plus grande part. — Il se détruit lui-même. — Il donne une prime énorme à la fraude. — L'inventaire est le meilleur des modes de perception. — Les douanes. — La suppression complète de cet impôt. — Il diminue la consommation dans les familles et non pas dans les lieux publics. — On le conserve parce qu'il rapporte beaucoup. — Au lieu d'imposer le vin, en punir l'abus. — Les patentes, licences et concessions retombent indistinctement sur tous les consommateurs. — L'impôt sur le tabac. — Ne donne pas lieu aux mêmes objections. — L'agriculture n'en souffre pas. — La question est complexe. — Le monopole des tabacs et l'impôt sur le tabac. — Ce dernier peut être conservé dans les pays où il est établi. — Sur qui tombe cet impôt? — C'est quelquefois un objet de première nécessité. — L'impôt peut en augmenter la consommation. — Les impôts somptuaires. — Ils sont aristocratiques. — Dans les démocraties ils ne rapportent rien. — Ils nuisent à la consommation et à certaines industries. — Sont un moyen d'opposition politique. — Impôt somptuaire rationnel. Page..... 247

CHAP. XXI. — *Des monopoles en général.* — SOMMAIRE. — Définition. — Exemples dans l'histoire. — Le commerce de la richesse réelle ne convient pas à l'État, mais celui de la richesse fictive. — Monopoles protecteurs. — Monopoles administratifs. — Système des concessions. — Système de l'administration directe. — Des banques d'État. — Des chemins de fer, des postes et des télégraphes. — L'impôt sur la chasse est un monopole nécessaire et juste. — Comme impôt il est improportionnel. — On peut le rendre équitable. — Des impôts ou frais judiciaires. — La judicature est un monopole essentiel à l'État. — Les impôts judiciaires sous le régime féodal. — Mill et Say contre ces impôts. — La justice préventive et répressive. — L'idéal de la jus-

tice. — Aussi gratuite que possible. — Aussi simple que possible. — Au civil comme au criminel. — Les frais judiciaires absorbent le capital. — Il y a délit au civil comme au criminel. — Les jugements gratuits de nos jours, mais les formalités onéreuses. — Donnant lieu à l'iniquité. — Le jury en matière civile. — Simplification des services et des frais. — Plus de loyauté dans les procès. — Les impôts judiciaires transformés en un impôt régulier ou prime d'assurance. — Les risques de procédure sont proportionnels aux facultés. — Une objection. — La manie de la chicane. — La crainte des procès. — Sévérité contre les plaignants sans droit. — Progrès économique et moral résultant d'une autre organisation judiciaire. — Avantages pour tous. Page..... 263

CHAP. XXII. — *Des impôts de mutation en général.* — SOMMAIRE. — Deux sortes de mutations. — Tout droit de mutation disperse le capital. — — Say et Smith. — Ces impôts sont disproportionnels. — Ils gênent la circulation. — Ils frappent le vendeur. — Immobilisent le sol. — L'Alcavala. — La liberté des transactions. — Des droits d'enregistrement et de timbre. — Sont inégaux et sans proportionnalité. — Atteignent les valeurs mobilières. — Ce qu'ils sont. — Ils s'ajoutent aux autres impôts de mutation. — Tout n'est pas injuste dans ces impôts. — L'obligation de l'enregistrement devrait être étendue à toutes les valeurs fictives. — Assimilation de la propriété immobilière à la propriété mobilière. — Les mutations de la richesse réelle doivent être libres de toute formalité. — Chaque partie de la recette dans le budget doit être affectée autant qu'il se peut à une partie de la dépense. — Sully. — Le droit de timbre est justifiable dans le cas d'un papier officiel monopolisé par l'État. — Une encre officielle. — Les dangers de la science dans l'avenir. Page..... 283

CHAP. XXIII. — *Des impôts de mutation dans l'histoire.* — SOMMAIRE. — Ces impôts n'ont point été établis en vue de la justice. — C'est un — legs de la fiscalité romaine. — Ces impôts sous les Romains. — — Sous la féodalité. — Origine de la soumission des serfs. — Les seigneurs font légitimer leurs droits par la science. — Les rois en héritent, la science les légitime encore. — Les impôts sous la royauté. — L'instinct révolutionnaire s'en empare. — La science mathématique moderne consacre la révolution. — L'instinct des peuples ne s'élevait pas contre les impôts de mutation. — Ont-ils quelque chose de justifiable? — Pourquoi ils furent conservés en France par la révolution. — La loi de la nécessité. — Le provisoire. — Renfermait une part de bien et une part de mal. — Pourquoi il a duré si longtemps. — Les impôts de mutation dans les républiques : à Berne, à Lucerne, en Hollande, à Genève et dans le canton de Vaud. — Il y a une idée de

justice qui couve en tout cela. — Les gouvernements rénovateurs n'ont pu tout faire à la fois. — Développements successifs de la science économique. — Les révolutions détruisent l'œuvre de l'intelligence et laissent subsister l'œuvre de l'instinct. Page 297

CHAP. XXIV. — *De l'impôt de mutation sur les héritages et donations.* —

SOMMAIRE. — L'impôt de mutation a deux effets très-différents. — Du droit d'hérédité. — Du pouvoir de tester. — La propriété des biens est-elle absolue? — Du socialisme. — Du familisme. — De l'individualisme. — L'État copropriétaire. — Il peut réclamer sa quote-part de deux manières. — L'impôt de mutation pourrait être unique. — Sa perpétuité est légitime. — Lois compensatrices. — L'impôt de mutation proportionnel ou progressif. — Emploi du produit de l'impôt de mutation. Page 313

CHAP. XXV. — *La dîme agricole.* — C'est un impôt réel, direct, sans répercussion. — Elle avait tous les défauts qu'un impôt peut avoir. — Smith. — Elle retombait sur le propriétaire en définitive. — Une dîme sur le blé. — La dîme fait abandonner la culture des mauvaises terres. — Say et ses calculs. — La dîme royale de Vauban. Page 333

ERRATA

- INTRODUCTION, page i, sommaire, ligne 2, *lisez* : réformes prudentes.
- page viii, ligne 7, *lisez* : invinciblement.
 - page ix, ligne 19, *lisez* : il faut sans relâche.
- 1^{re} PARTIE, page 35, ligne 13, *lisez* : d'hérédité.
- page 37, ligne 15, *lisez* : l'un balancera l'autre.
 - page 48, ligne 25, *lisez* : John Stuart Mill.
 - page 63, ligne 15, *lisez* : l'hérédité.
 - page 71, ligne 8, *lisez* : ce qui se devrait.
 - page 91, ligne 11, *lisez* : dotations.
 - page 97, note, *lisez* : ouvrage.
 - page 119, ligne 18, *lisez* : d'une.
 - page 123, ligne 13, *lisez* : PRINCIPE DE LIBERTÉ CIVILE.
 - id. ligne 16. *lisez* : PRINCIPE DE LIBERTÉ POLITIQUE.
- 2^{re} PARTIE, page 133, sommaire, ligne 4, *lisez* : Inconvenient des armées.
- page 166, ligne 20, *lisez* : 13 p. 100.
 - id. ligne 24, *lisez* : une double capitation.
 - page 177, note, *lisez* : M. E. de Girardin, *de l'Impôt*, p. 13.
 - page 178, ligne 27, *lisez* : de domaines.
 - page 181, ligne 19, *lisez* : à la ligne Smith met, etc.
 - page 199, ligne 18, *lisez* : comme ils.
 - page 249, ligne 20, *lisez* : des plus grandes sources.
 - page 259, ligne 4, *lisez* : land-tax.
 - page 292, ligne 30, *lisez* : tributs au lieu de revenus.
 - page 319, ligne 1, *lisez* : frères au lieu de pères.
 - page 329, ligne 17, *lisez* : d'avance.
 - page 331, ligne 6, *lisez* : consacrer au lieu de conserver.

THÉORIE
DE L'IMPOT

TYPOGRAPHIE ERNEST MEYER, RUE DE VERNEUIL, 22, A PARIS.

THÉORIE DE L'IMPOT

OU

LA DIME SOCIALE

PAR

M^{lle} CLÉMENCE-AUGUSTE ROYER

Ouvrage couronné par le Conseil d'État du Canton de Vaud

Ne quid nimis

TOME SECOND

PARIS

GUILLAUMIN ET C^{ie}, LIBRAIRES

Éditeurs du Journal des Économistes, de la Collection des principaux Économistes
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.

RUE DE RICHELIEU, 14

1862

DEUXIÈME PARTIE



EXAMEN DES DIVERS IMPOTS

(SUITE)

—

III^e SECTION

—

DES IMPOTS RÉELS DIRECTS

DEUXIÈME PARTIE

EXAMEN DES DIVERS IMPOTS

(SUITE)

CHAPITRE XXVI

De l'impôt direct sur les biens dans l'histoire.

SOMMAIRE. — C'est celui auquel les gouvernements ont toujours dû leurs plus abondantes ressources. — Chez les Romains. — La conquête barbare — Sous les Carlovingiens. — Le fouage. — Le monnéage et la taille. — Le cens et le champart. — Sous la monarchie absolue au moyen âge. — La taille perpétuelle. — L'époque moderne. — Sully. — Colbert. — Vauban.

L'impôt direct sur les biens est celui auquel les gouvernements ont constamment emprunté leurs ressources les plus fixes et les plus abondantes ; c'est celui qu'ils ont pu augmenter jusqu'à l'excès et presque impunément ; celui qui présente, en théorie comme à l'expérience, les plus grandes garanties de fixité et de permanence, parce qu'il ne se détruit pas lui-même. C'est celui dont le principe est le

mieux assis sur les faits et le mieux soutenu par le raisonnement. C'est l'un de ceux cependant qui ont soulevé les plus justes plaintes quant à leur assiette, mais sans doute parce que c'est le seul dont il soit impossible de dissimuler à ceux qui le paient, la quotité et les vices de répartition.

L'impôt sur les biens a été le plus lourd de tous dans tous les temps ; et cependant toutes les fois qu'il n'a pas dépassé certaines limites d'inégalité et de quotité, c'est-à-dire lorsqu'il n'a pas été jusqu'à détruire le contribuable lui-même, biens et personne ; toutes les fois enfin que ses excès n'ont pas été poussés jusqu'au point d'absorber la propriété et la liberté, il a été pour les peuples le moins écrasant et le moins vexatoire des impôts ; et il a offert à l'État une source intarissable de revenus, grâce à l'inépuisable fécondité de la nature et aux prodiges du travail de l'homme.

Aussi l'impôt personnel sur les biens, ou plutôt l'impôt sur les biens comme extension de la personne, a-t-il reçu au plus haut degré la consécration historique sous les formes diverses qu'il a successivement revêtues.

L'impôt direct sur les biens existait sous les Romains et sous plusieurs formes.

Il existait d'abord sous le nom de cens, *census*, ou de tribut public. Sur les registres du cens on inscrivait dans chaque province et dans chaque ville le nom des contribuables, leur condition, leur âge, leurs biens. C'était une sorte de cadastre servant de base à un impôt sur le revenu industriel et agricole. Mais cet impôt principal se combinait avec cette multitude de taxes indirectes dont nous avons donné la nomenclature incomplète et qui absorbaient déjà une part de la matière fiscale dont il devait s'alimenter.

Outre les prestations en nature et les corvées dont nous avons parlé précédemment, outre une taxe personnelle

perçue sous le nom de capitation, il était encore levé sur les recensés une taxe réelle, par chaque arpent cultivé, dont le taux variait par année ou plutôt par indictions : c'était là l'impôt foncier d'alors.

Quand les taxes ordinaires ne suffisaient pas, une surtaxe ou super-indiction était levée en sus ; et longtemps cette surtaxe fut décrétée à volonté par les préfets du prétoire. Ils en abusèrent ; on peut le penser. Mais l'abus alla jusqu'à un point où il fut intolérable. On le fit cesser en retirant à ces magistrats le pouvoir de le commettre.

Tous ces impôts étaient demandés aux citoyens ou colons, aux agriculteurs propriétaires de terres libres.

Mais il y avait en outre le *domaine*, composé des terres que l'État s'était appropriées sur les peuples vaincus ; c'était l'*ager publicus*, le champ public qui s'affermait, moyennant certaines redevances, aux citoyens pauvres.

Sur quelques-unes de ces terres cédées à bail, le fisc percevait la dîme des produits en grains et légumes et le cinquième des fruits des arbres.

Quelques-uns de ces tenanciers, outre cette redevance en nature, payaient de plus le tribut public, c'est-à-dire la taxe réelle, et la capitation.

Enfin d'autres terres de l'État étaient cultivées par les esclaves de l'État et à son profit ; c'étaient les *villæ* des empereurs, les grandes fermes des Mérovingiens et des Carlovingiens ⁽¹⁾.

Le domaine de l'État ne fit que s'accroître sous les empereurs par les confiscations, les donations libres ou forcées faites au prince, par les héritages des citoyens mourants sans héritiers. L'empire absorbait tout, et les terres libres

(1) M. de Girardin, *de l'Impôt*, p. 3.

disparaissaient peu à peu devant cet envahissement de l'État. Ce fut là le mal ; car l'État en s'enrichissant ainsi se ruinait. Il détruisait la base même de sa richesse, c'est-à-dire le travailleur libre, le contribuable. Devenu ainsi propriétaire universel de terres sans culture et d'esclaves sans biens, il dut pourvoir à les nourrir sans revenus et ne commercer bientôt qu'avec lui-même. Ce serait là du reste la fin, le résultat dernier de tout régime communautaire.

Du reste, si l'on en croit le rapport de César au moment où il entra dans les Gaules, le sacerdoce druidique semblait agir d'une façon assez analogue à celle que suivit bientôt après l'administration impériale. Les classes nobles possédaient tout ; le petit peuple était presque réduit en totalité à l'état servile ⁽¹⁾. Chargé d'impôts et criblé de dettes, il aliénait sa liberté aux riches et aux puissants.

Il en fut de même sous l'administration romaine : la propriété libre disparut degré par degré devant l'esclavage. C'est ainsi que fut anéantie toute la classe de ces curiales, dont l'abaissement et la ruine livrèrent les Gaules à la conquête barbare. Chaque curie, toute chargée de péages et de corvées qu'elle était, devait encore fournir aux dissolutions impériales un contingent fixé arbitrairement. Ce contingent était ensuite réparti entre les divers individus qui composaient la curie, autant que possible en proportion de leurs moyens, mais en une proportion toujours écrasante. Comme la somme totale de la taxe était trop forte pour la totalité des ressources de la communauté qui devait la payer, d'année en année, ruinant toujours les plus pauvres, elle devait finir par tout absorber, jusqu'à la fortune des curiales eux-mêmes, obligés de payer en totalité ce qui ne

(1) César, *Comment.*, Liv. VI.

pouvait être fourni par des contribuables en majeure partie insolvable. Les curiales durent ainsi peu à peu engager leurs terres libres à vil prix, vu la fréquence des cas semblables, et devenir eux-mêmes serfs ou tenanciers de quelques prêteurs de l'empire. Le curiale ruiné devenait alors simple colon ou fermier de son ancien domaine. Aussi, quand les hordes germaniques débordèrent, ne se présenta-t-il personne pour défendre un sol déjà possédé par des étrangers, qui ne rapportait que des sueurs et du sang à ceux qui le cultivaient sans profit, tandis que la rente en était consumée par les prodigalités des Vittellius.

La conquête barbare changea les noms plus que les choses. Il y eut alors la propriété franche en faveur du vainqueur seul, puis, pour les vaincus, la propriété servile ou inféodée. Enfin l'on peut dire que, non-seulement durant toute la longue période du moyen âge, mais même à travers toute la durée des siècles historiques, sauf dans les beaux temps des Républiques grecques et de la République romaine, jusqu'à une époque toute moderne, la plus grande partie des terres ne furent que fort rarement la propriété de ceux qui les cultivaient. Elles furent exclusivement possédées par des seigneurs suzerains, seuls propriétaires, qui en touchaient la rente, et qui, se réservant presque la totalité du produit net, ne laissaient tout au plus à leurs tenanciers ou fermiers que le salaire de leur travail, c'est-à-dire l'équivalent étroitement mesuré de leurs frais de production avec toute la responsabilité des risques. Les terres ainsi possédées étaient dites franches d'impôts. Tous ceux qui furent établis à cette époque, ne s'adressèrent jamais directement à elles. Tous tombèrent sur les tenanciers, seuls susceptibles d'être dîmés, taillés, imposés à tant par tête servile, vilains, corvéables, et main-mortables, qu'il sem-

blait qu'on ne pût trop pressurer, charger, et aux dépens desquels les nobles vivaient, tout en les méprisant.

Cependant tous ces impôts retombaient finalement sur le propriétaire, mais, il est vrai, après avoir décimé la population et abaissé le niveau du bien-être de l'agriculteur au point le plus bas qu'il était possible pour qu'il pût encore vivre et rester à peu près homme. La dîme était en général payée au clergé ; la corvée, les prestations en nature et la taille, aux seigneurs suzerains, et plus tard, avec la capitation en sus, directement au souverain.

La plupart des historiens ont été surpris de ne plus retrouver l'impôt foncier des Romains sous les princes Carolingiens ; ils crurent qu'il avait cessé complètement. Cependant les Capitulaires parlent souvent du *census* et en termes qui ne permettent pas de le confondre avec la rente prédiale. Cela s'explique : l'impôt foncier ne peut exister qu'avec la propriété libre ; il dut disparaître avec elle ⁽¹⁾. Il pouvait être appliqué sous Charlemagne aux Francs Neustriens ou aux Aquitains vaincus, il fut impossible sous les descendants de ce prince. Les seigneurs des grands domaines ne le payèrent jamais : c'était un principe national chez les Germains de ne pas payer le tribut pour leurs terres, mais de l'imposer aux autres.

L'on ne peut douter que le *fouage*, dont le nom se trouve fréquemment dans les actes du douzième et même du onzième siècle, ne fût, en partie, une contribution foncière et permanente sur la propriété bâtie, la seule qui fût libre ; et pour l'autre part, ainsi que nous l'avons déjà vu, une contribution sur la propriété mobilière.

Ainsi que le cens sous l'administration impériale, le

(1) M. de Girardin, *de l'Impôt*, p. 11.

fouage était payé quelquefois en grains et quelquefois en argent. De même que le cens, il n'était point fixe ; aussi n'était-il pas moins onéreux aux campagnes. Plus tard il reçut le nom de *monnayage* ; plus tard encore celui de *taille*. Ce dernier mot a d'abord été en usage dans les finances seigneuriales. Il provient de ce que l'impôt était perçu au moyen d'un bâtonnet entaillé dont l'argent fiscal était porteur, et dans la fente duquel le contribuable plaçait son argent comme en une sorte de pince.

La rente foncière, le cens particulièrement, se payait en reconnaissance de la seigneurie directe du roi, comme une marque ou un signe de sujétion et d'hommage. Cela résultait du principe établi par les feudistes : *Pas de terre sans seigneur*.

Contre le cens la prescription n'était jamais admise ; sa qualité variait selon les provinces ; souvent il était si pesant que les tenanciers renonçaient à la tenure.

C'était une sorte de cens que le *champart*, cette portion prélevée par un grand nombre de seigneurs sur le produit brut des moissons ou des vendanges. Le champart était l'effroi des campagnes. Joint à la dîme ecclésiastique il ne laissait presque rien au cultivateur. Il se nommait quelquefois *cartelage*, et, comme son nom l'indique, il se montait alors au quart des blés ou des vins recueillis par les cultivateurs, il avait donc les caractères d'une dîme levée dans une proportion odieuse.

Tel fut l'impôt sur les biens durant tout le moyen âge féodal et l'époque moderne aristocratique et monarchique. Il ne pesait point sur le propriétaire, mais sur l'agriculteur qu'il écrasait d'abord pour n'atteindre que plus tard le véritable possesseur en diminuant son revenu. Ce n'était point par justice mais par nécessité qu'il en était ainsi. L'impôt était de droit naturel ; il fallait qu'il se payât ; la terre cul-

tivée, la propriété protégée, le capital accumulé le devaient; il fallait qu'il fût levé n'importe par quel moyen : la fatalité sociale était là. Les propriétaires, à peine descendus de leur rang de souverains absolus dans leurs domaines féodaux, étaient trop forts encore pour être atteints directement et pour être forcés de payer ce que voulait le droit. L'État atteignait son but par des voies détournées plus cruelles et plus vexatoires. A qui la faute? à ces petits souverains déchus qui s'entêtaient dans leurs privilèges, comme s'entêtent tous les souverains dont le trône s'écroule.

Cependant à mesure que croissait le pouvoir royal, la rébellion des seigneurs à l'impôt devenait plus faible, plus inefficace, sinon plus humble. Ils ne voulurent pas être taxés, mais ils consentirent l'impôt volontaire sous le nom d'aide royale : c'était l'or coronaire des Romains et leurs dons gratuits.

Chaque seigneur, de même qu'il fournissait son contingent d'hommes, fournit aussi son contingent d'argent. C'était déjà l'impôt qui, se dégageant des injustices du passé, était demandé directement aux mains qui touchaient la rente, c'est-à-dire à ceux qui devaient le payer. Un peu plus tard, à des époques diverses dans les différents pays, ces aides volontaires exceptionnelles devinrent plus ou moins périodiques et régulières. Si la résistance de la noblesse féodale à tout impôt fut tenace, les efforts des rois pour l'y ployer furent persévérants.

L'époque des croisades, commencement de la décadence féodale et de l'accroissement du pouvoir monarchique, est aussi l'époque où s'opéra peu à peu la transformation du système fiscal.

Durant toute l'époque carlovingienne, les rois comme les autres seigneurs n'avaient eu d'autres ressources que celles de leurs domaines immédiats. « Jusqu'alors ils n'avaient

» pu lever de droits sur les sujets des barons ; ces derniers
» consentaient seulement dans les besoins de l'État à se
» cotiser entre eux, et à mettre sur leurs *hommes* une taille
» ou une aide arbitraire dont ils livraient une partie et dont
» ils gardaient le reste ⁽¹⁾. » Mais les peuples, à la voix des
papes, de Pierre l'Hermitte et de saint Bernard, prirent l'ha-
bitude de payer tribut pour des entreprises lointaines ; on
se garda bien de laisser perdre cette coutume. « Dès la se-
» conde croisade, Louis le Jeune, de retour de son expédi-
» tion malheureuse, demanda le vingtième du revenu de
» tous ses sujets. Cette nouveauté, disent les historiens
» contemporains, excita de grands murmures contre le
» roi, et donna lieu à de nombreux reproches contre saint
» Bernard qui avait prêché la croisade. Cependant le ving-
» tième fut payé, même par les gens d'église, qui depuis
» Constantin jouissaient du privilège de n'être point im-
» posés ⁽²⁾. »

De même, la troisième croisade donna occasion d'établir la *dîme saladin*, en vertu de laquelle le roi Philippe-Auguste prélevait la dixième partie des biens du royaume, tant meubles qu'immeubles. Cet impôt fut établi pour une année. Il fut renouvelé depuis en maintes occasions ; toujours à propos des croisades, mais dura beaucoup plus longtemps qu'elles, et souvent, bien que perçu sous ce prétexte, servit à des emplois tout différents.

Le même prince leva d'autres impôts qui lui permirent d'avoir le premier à sa solde des troupes au moyen desquelles il abaissa les barons récalcitrants. « Au milieu de
» l'affreuse anarchie qui régnait alors, dit M. Émile de

(1) M. de Girardin, *de l'Impôt*.

(2) *Id.*, *Id.*, p. 17.

» Girardin, un gouvernement central était un besoin généralement senti ; mais porter à la fois la royauté et la féodalité c'était trop de moitié. »

Pendant toute la durée des Capétiens directs, il ne paraît pas cependant qu'un impôt national fixe et annuel ait été établi. Les rois eurent recours aux douanes, aux péages, aux impôts somptuaires, à la gabelle, aux anoblissements et affranchissements concédés à prix d'argent, à l'altération des monnaies surtout.

Cependant il se faisait des levées irrégulières et arbitraires de subsides. Certaines impositions personnelles furent imposées qui montaient au cinquième du revenu. Aussi, dès 1290, le peuple, qui seul portait toute cette charge, ayant été admis sous le nom de Tiers-État aux États assemblés par Philippe le Bel, demanda que les deniers publics fussent administrés par les *gens des Etats* et non par les *gens du roi*. C'était afin qu'ils fussent sûrement employés aux dépenses de la guerre et non pas dissipés par le prince et sa cour. Quatorze ans plus tard, dans une seconde assemblée générale des trois ordres, furent instituées les premières circonscriptions fiscales, connues sous le nom de *généralités*.

Louis X le Hutin ne pouvant obtenir des États-généraux des levées de deniers selon son bon plaisir, s'adressa aux assemblées particulières de chaque sénéchaussée, et leur demanda des subsides extraordinaires à titre de prêt, s'engageant à les rembourser sur les revenus des domaines. C'est, croyons-nous, le premier exemple d'un emprunt public en France et peut-être en Europe.

La taille avait déjà été levée, au moins accidentellement, au profit du roi, du temps de Philippe de Valois ; car il dut s'engager devant les États généraux à n'en imposer aucune

sans nécessité urgente. Cependant, jusque sous son règne, elle n'avait été que temporaire. Le règne désastreux de Jean le Bon devait nécessiter des impositions permanentes pour subvenir aux frais de la guerre qui désolait alors la France, parcourue de toute part et possédée en partie par les Anglais.

On eut recours à une capitation générale et progressive, mais en raison inverse des facultés. Quiconque avait cent livres de rentes et au-dessous jusqu'à cinq livres, payait le vingt-cinquième de son revenu. On n'exigeait que le cinquième du revenu des nobles riches de cinq mille livres de rente, et des non nobles riches de mille. L'adage ancien était retourné; on ne pouvait dire : *noblesse oblige*, mais bien : *roture paie*. Les ouvriers qui tiraient de leurs journées un salaire suffisant et qui n'avaient pas cinq livres de bien payaient cinq sous. Les serviteurs et mercenaires gagnant, outre leur dépense, dix livres par an, payaient dix sous, cinq sous seulement s'ils ne gagnaient que cinq livres, rien s'ils gagnaient moins encore. Cependant, comme le fait observer M. Emile de Girardin, une pareille ordonnance était un pas de fait vers l'égalité. Si elle chargeait moins les plus riches et les plus nobles, du moins elle les atteignait. L'impôt portait sur tous, même sur les personnes de lignage royal, sur la noblesse et sur le clergé qui jusqu'alors avaient été complètement exempts de tous subsides ou deniers. De plus, un mal était accompagné d'un bien. Cette capitation était votée par les États généraux, à la condition expresse que les trois ordres réunis en assemblée pourraient seuls consentir l'impôt, et qu'ils le feraient percevoir par leurs propres agents à l'exclusion des officiers royaux. C'était presque la révolution de 1789 qui s'accomplissait dès lors.

Depuis ce moment les finances royales furent définitivement constituées, les aides et gabelles, comme la taille, devinrent permanentes, sinon fixes, quant à la quotité.

Le droit de *fouage* fut établi en France au profit du roi, en 1379, par Charles V. Ce droit était de quatre livres par feu dans les villes et d'une livre et demie dans les campagnes. C'était donc un impôt sur les bâtiments, autant qu'un impôt foncier ; un impôt mobilier autant qu'un impôt industriel ou agricole. Nous l'avons déjà dit : à l'origine tout se confond.

Ce qu'on nomma *fouage* sous Charles V, on le nomma *taille* sous Charles VI. La taille fut imposée à discrétion et sans l'avis des États. Ce fut le favori du prince qui reçut commission pour la percevoir et qui la fit lever par des gens de la cour.

On peut présumer comment elle fut répartie ; dès lors la royauté se montrait aussi habile à multiplier les taxes à son bénéfice, qu'elle l'avaient été avant elle la féodalité et les empereurs.

La taille, levée ainsi à toute occasion et perpétuelle de fait, ne devint perpétuelle en droit que sous Charles VII : c'était la conséquence nécessaire de l'établissement des armées permanentes. Cette révolution politique et fiscale fut opérée en 1440 : c'était l'époque moderne qui commençait. L'établissement d'une armée et d'un impôt perpétuels, l'inauguration d'un nouveau système fiscal et d'un nouveau système de défense, étaient des innovations non moins importantes et des événements non moins graves pour la société que la prise de Constantinople par les Turcs ou l'arrivée en Italie de quelques livres grecs et de quelques Grecs pour les expliquer.

Dès ce moment le fisc royal réussit à absorber de plus

en plus l'ancien fisc seigneurial et féodal. « A cette époque, dit M. de Girardin, commence véritablement le système financier de l'ancienne monarchie; au fond, ce n'était que celui des Romains modifié par la féodalité. » Mais il faut avouer que ce système avait quelques bons côtés, puisqu'il put subsister durant trois siècles et demi, et surtout durant les trois siècles les plus glorieux de la monarchie, qu'il put suffire à tant de guerres européennes, aux progrès et à tous les agrandissements de l'État. S'il devint plus tard insuffisant, c'est qu'on en fit abus, et que le peuple, auquel on prenait toujours sans jamais lui rien rendre, se trouva ruiné à la fin par les prodigalités et les ambitions de gloire militaire des cours. Ce n'était pas tant la faute du système fiscal que de ceux qui en dilapidaient le produit.

Sous Louis XI le montant des tailles augmenta, en 22 ans, de 3 millions et atteignit presque le chiffre de 5 millions. Les cahiers des États généraux font une peinture navrante de l'état du royaume au moment de la mort de ce prince. « Il faut que le pauvre laboureur paie » et scudoie ceux qui le battent, qui le délogent de sa maison, qui le font coucher à terre et qui lui ôtent sa subsistance ⁽¹⁾. »

Ces cahiers contiennent des plaintes amères contre la répartition des tailles et leur emploi, qui servait en majeure partie à payer des pensions à des courtisans : « N'est point » à douter qu'au paiement d'icelles y a aucune fois telle » pièce de monnaie qui est partie de la bourse d'un laboureur duquel les pauvres enfants mendient, aux huis de » ceux qui ont les dites pensions; et souvent les chiens sont

(1) M de Girardin, *de l'Impôt*

» nourris du pain acheté des deniers du pauvre laboureur,
» dont il devait vivre ⁽¹⁾. »

Le mal, à peine atténué sous Louis XII, empira sous François I^{er} et ses successeurs. On ajouta au principal de la taille la *grande crue* destinée au paiement des légionnaires. Et le *taillon*, nouvel expédient inventé par Henri II, devint bientôt permanent comme la taille même ⁽²⁾.

A l'énormité générale des taxes se joignaient les expédients arbitraires qui en aggravaient le poids. Sous Charles IX et Henri III on vendit des affranchissements d'impôts. Sous le premier de ces princes, les affranchissements du fouage ou de la taille montèrent en Bretagne à 400,000 francs. Comme c'étaient seulement les familles riches qui s'affranchissaient ainsi, et que le montant de la taille n'en était point diminué pour cela les années suivantes, il en résultait que tout le poids en retombait peu à peu sur les pauvres qui se voyaient de plus en plus pressurés ⁽³⁾.

Ce désordre se continua jusque sous Henri IV : il était temps que Sully vint y mettre un frein et en réparer les suites funestes.

En moins de quinze ans il acquitta les dettes de l'État, racheta les parties du domaine, rendit libres tous les revenus publics, diminua les tailles de cinq millions et d'autres droits inférieurs de moitié. Il réduisit ou paya les dettes créées sur les provinces, les villes, les communes et amassa un trésor considérable. Mais à peine Henri IV fut-il mort que Sully, en butte aux ennemis que lui avaient valu ses sages réformes, fut renvoyé de son poste. Sous les influences

⁽¹⁾ M. de Girardin, *de l'Impôt*.

⁽²⁾ *Id.*, *id.*, p. 265.

⁽³⁾ *Id.*, *id.*, p. 27.

successives de Concini, de Richelieu, de Mazarin, les finances retombèrent dans un pire état qu'auparavant. Le tableau tracé par l'avocat général Omer Talon de la situation des campagnes, rappelle celui du temps de Louis XI.

« Les paysans sont réduits à coucher sur la paille ; leurs
» meubles sont vendus pour le paiement des impositions aux-
» quels ils ne peuvent satisfaire. Pour entretenir le luxe de
» Paris, des millions d'âmes innocentes sont obligées de
» vivre de pain de son et d'avoine, et n'espèrent d'autre pro-
» tection que celle de leur impuissance. Ces malheureux ne
» possèdent aucun bien en propriété que leurs âmes, parce
» qu'elles n'ont pu être vendues à l'encan. Les habitants
» des villes, après avoir payé la subsistance et le quartier
» d'hiver, les étapes et les emprunts, acquitté le droit royal
» et de confirmation, sont encore imposés aux aides ⁽¹⁾. »

Les tailles ne se levaient plus alors qu'au moyen de fusiliers. Il se commettait des cruautés inouïes. L'on vit à la fois vingt-trois mille prisonniers du fisc ; et en 1646 cinq mille de ces malheureux moururent de misère dans les geôles ⁽²⁾.

Colbert vint ; il eut fait beaucoup de bien, autant de bien que Sully peut-être, s'il avait dû servir un Henri IV et non pas un Louis XIV. Les guerres et même les victoires, le faste de la cour, non moins que la gloire des armées, rendirent inutiles les plus sages mesures et dévorèrent les plus prudentes économies. Cependant Colbert parvint à réduire les tailles de 50 millions. De plus Colbert, outre la diminution du total de la contribution, avait veillé à sa répartition plus égale et à ce qu'elle tombât sur la presque totalité des citoyens. Il prévint les fraudes, les exemptions injustes, tou-

(1) M. de Girardin, *de l'Impôt*, p. 36.

(2) *Idem.*, p. 37.

jours en faveur des plus riches qui, seuls, ont assez de pouvoir et d'influence pour s'en faire gratifier. Certains ecclésiastiques ou nobles et certains bourgeois des villes franches exemptaient de la taille leurs fermiers en les faisant passer pour leurs valets. Colbert réforma, d'une main ferme, tous ces abus; tandis que d'autre part, protégeant le faible et son industrie utile à l'État et au fisc même, il fit défendre de saisir les chevaux et les bœufs servant au labour, ainsi que le lit, les habits, le pain de l'agriculteur et les instruments de travail des artisans et des manœuvres ⁽¹⁾.

L'état du royaume ne tarda pas à redevenir plus prospère; ce qui prouve que le mal provenait moins du principe de l'impôt et de sa forme que des iniquités de sa perception et de sa répartition; qu'enfin, en veillant sans cesse sur l'une et sur l'autre et en les perfectionnant, ce même système pouvait devenir moins onéreux aux contribuables et plus favorable à la richesse générale de la nation.

Par malheur tout cela se passait au commencement du règne du grand roi, lorsque réellement tout autour de lui, et lui-même, méritait ce titre de grand, lorsque le prince et la nation étaient heureux et triomphants l'un par l'autre.

Mais il n'en était déjà plus de même à la fin de ce règne si long et si fécond en événements. Le prince avait vieilli, la nation était épuisée : tout avait changé du temps des Le Tellier, des Maintenon et des Chamillart.

Alors Vauban, qui mérita d'être appelé le plus honnête homme de France, put de nouveau montrer la nation aussi malheureuse qu'au temps de Mazarin ou de Louis XI, et le roi presque aussi pauvre que l'avait été Henri IV avant Sully.

(1) M. de Girardin, *de l'Impôt*, p. 39.

CHAPITRE XXVII

L taille personnelle.

SOMMAIRE. — Elle tombait sur les profits de l'agriculture et de l'industrie. — Mode de répartition et de perception. — Vauban s'élève contre ses abus. — Misère du peuple sous Louis XIV. — Le contribuable a-t-il intérêt à gagner moins pour moins payer? — Quelle part l'agriculture peut-elle prendre aux charges de l'État?

La taille était de deux sortes : elle était ou personnelle ou réelle.

La taille personnelle tombait principalement et avait pour but de peser sur les profits de l'agriculture, ou même de l'industrie; mais ces profits ne pouvaient alors être évalués que très-arbitrairement. D'ailleurs on se souciait si peu de l'équité en matière fiscale, que même les moyens possibles et faciles d'évaluation étaient négligés. Le plus souvent donc la taille personnelle pressurait injustement les classes agricoles et industrielles dont elle faisait nécessairement baisser le bien-être. Toutes les fois qu'elle devenait inique dans sa quotité ou sa répartition, elle diminuait la population en raison de la portion plus ou moins grande de cette iniquité que les classes pauvres supportaient seules en définitive, c'est-à-dire qu'elles n'avaient pas réussi à faire supporter

aux propriétaires de terres ou de capitaux. Une fois cette diminution de la population opérée, les salaires reprenaient un plus haut niveau ou les subsistances baissaient. La rente de la terre se trouvait donc d'autant diminuée et la totalité de la taille retombait sur ceux-là seulement qui possédaient. Mais il fallait une certaine période d'années pour rétablir cet équilibre, période de douleur, de souffrance et de mortalité, équivalente pour la classe taillable à une décimation dans les règles, et qui entraînait pour l'État une perte beaucoup plus grande que le produit annuel de la taille ne pouvait lui rapporter.

La taille se levait en France selon le mode que nous avons indiqué autre part comme étant celui dont se sont presque toujours servi les nations conquérantes ou les castes dominatrices pour faire payer aux peuples vaincus ou aux tribus asservies la contribution de guerre qu'ils croyaient pouvoir leur réclamer en vertu du droit du plus fort.

Le royaume était divisé en généralités, dont le nombre, depuis Charles V, s'était accru de 9 à 17, et entre lesquelles devait se répartir une somme fixe : la somme dont l'État avait besoin. Il n'y avait point en cela d'autre règle. Chaque généralité devait contribuer à fournir cette somme, non pas par parties égales, non pas même proportionnellement à sa population, mais en raison approchée des ressources qu'elle était supposée posséder, et d'après des rapports faits au conseil du roi sur l'état bon ou mauvais de sa récolte, ainsi que de toutes les circonstances qui pouvaient augmenter ou diminuer ses moyens de contribuer.

Chaque généralité était ensuite divisée en un certain nombre d'élections ; et la proportion entre chacune d'elles variait pareillement d'une année à l'autre, selon qu'en dé-

cidait le même conseil. On peut comprendre combien il était impossible que cette répartition fût faite avec quelque justice ; puisqu'aujourd'hui encore les moyens manquent pour évaluer avec certitude les richesses et les ressources comparatives de deux nations.

De même, la part que chaque paroisse devait supporter dans le contingent imposé à l'élection, et celle de chaque individu dans la paroisse, tout cela était arbitraire et dépendait du jugement sans appel des officiers de la paroisse, quant aux taxes individuelles, et des officiers de l'élection, quant aux contingents des paroisses. Si ces officiers eussent été choisis par le peuple, c'eût été pour lui une garantie d'équité ; mais leur élection venait d'en haut, descendait du roi ou des intendants et gouverneurs de province, et par conséquent n'offrait aucune sécurité aux imposés.

Non-seulement ces répartiteurs de l'impôt étaient sujets à de nombreuses erreurs par suite d'informations fausses ou incomplètes ; mais encore ils étaient exposés à toutes les tentatives de corruption et à toutes les partialités de clocher. Nul ne pouvait ainsi présumer le montant de sa cote avant qu'elle lui eût été présentée, et l'incertitude s'ajoutait à l'arbitraire pour rendre l'impôt plus onéreux.

Si quelqu'un se trouvait taxé contre les droits qu'il avait à quelques exemptions, ou taxé au delà de ce qu'il devait, selon la règle de proportion établie en masse et à peu près, il fallait néanmoins qu'il commençât par payer, quitte à se plaindre et à faire valoir sa réclamation ensuite. Dans le cas où cette réclamation était reconnue valable, toute la paroisse était réimposée en plus l'année suivante pour rembourser le montant des gratifications accordées aux réclamants.

Si quelque contribuable ne pouvait payer et tombait en

faillite, le collecteur, fermier de l'État, devait faire l'avance de la cote non perçue ; et l'année suivante il réimposait d'autant la paroisse pour se couvrir de cette avance.

Le collecteur venait-il lui-même à faire banqueroute, la paroisse qui l'avait choisi répondait pour lui au receveur général de l'élection. Mais comme ce dernier ne pouvait poursuivre toute la paroisse, il s'adressait à 5 ou 6 des plus riches contribuables et les obligeait à lui tenir compte du passif du collecteur. Pour rembourser ces répondants, la paroisse était de nouveau réimposée, de sorte qu'elle payait l'année suivante, outre la taxe courante, tout le déficit qui s'était trouvé dans la taxe de l'année révolue, soit par faute du collecteur, soit par faute des contribuables ; c'est-à-dire qu'en ce cas elle était exposée à payer une taxe double.

Un pareil système fait honneur à l'érudition des financiers gouvernementaux du XVIII^e siècle plus qu'à leur science économique et à leur intelligence des intérêts des peuples et de leur gouvernement ; car il n'était pas nouveau : on a vu que c'était un semblable mode de perception qui, adopté au temps de la décadence de l'empire, en avait hâté la chute.

Vauban s'éleva contre la taille et contre les abus auxquels elle donnait lieu : « J'ai trouvé, écrivait-il ⁽¹⁾, que dès le » temps de Charles VII on avait pris toutes les précautions » qui avaient paru nécessaires pour prévenir les abus qui » pourraient s'y glisser dans la suite, et que ces précau- » tions ont été bonnes, ou que du moins le mal n'a été que » peu sensible, tant que le fardeau a été léger, et que d'au- » tres impositions n'ont point augmenté les charges ; mais

(1) *Dîme royale*, Vauban. — E. de Girardin, *de l'impôt*, p. 42.

» dès qu'elles ont commencé à se faire un peu trop sentir,
» tout le monde a fait ce qu'il a pu pour les éviter; ce qui
» ayant donné lieu au désordre et à la mauvaise foi de
» s'introduire dans le détail de la taille, elle est devenue
» arbitraire, corruptible et en toute manière accablante à
» un point qui ne peut s'exprimer. Ce qui s'est tellement
» compliqué et enraciné, que quand même on viendrait à
» bout de la ramener à son premier établissement, ce ne
» serait tout au plus qu'un remède palliatif qui ne durerait
» pas longtemps; car les chemins de la corruption sont
» tellement frayés qu'on y reviendrait nécessairement, et
» c'est ce qu'il faut sur toute chose éviter.

» Les tailles personnelles sont devenues arbitraires, n'y
» ayant point de proportion des biens du particulier à la
» taille dont on le charge. Elles sont de plus exigées avec
» une extrême rigueur et de si grands frais, qu'il est cer-
» tain qu'ils sont au moins un quart du montant de la taille.
» Il est même assez ordinaire de pousser les exécutions
» jusqu'à dépendre les portes des maisons après avoir vendu
» ce qui était dedans, et on en a vu démolir pour en tirer
» les poutres, les solives et les planches, qui ont été ven-
» dues cinq ou six fois moins qu'elles ne valaient, en déduc-
» tion de la taille.

» L'autorité des personnes puissantes et accréditées fait
» souvent modérer l'imposition d'une ou de plusieurs
» paroisses à des taxes bien au-dessous de leur juste por-
» tée, dont la décharge doit conséquemment tomber sur
» d'autres paroisses voisines qui en sont surchargées, et c'est
» un mal invétéré auquel il n'est pas facile de remédier.
» Ces personnes puissantes sont payées de leur protection
» dans la suite par la plus-value de leurs fermes ou de
» celles de leurs parents et amis, causée par l'exemption de

» leurs fermiers et de ceux qui les protègent, qui ne sont
» imposés à la taille que pour la forme seulement ; car il est
» très-ordinaire de voir qu'une ferme de 3 à 4000 livres
» de revenu ne sera cotée que pour 40 ou 50 livres de
» taille, tandis qu'une autre de 4 à 500 livres en paiera
» 100 et souvent plus ; ce qui fait que les terres n'ont pas
» ordinairement la moitié de la culture dont elles ont
» besoin.

» Et les choses sont réduites à un tel état, que celui qui
» pourrait se servir du talent qu'il a de savoir faire quelque
» art ou quelque trafic qui le mettrait, lui et sa famille, en
» état de pouvoir vivre un peu plus à son aise, aime mieux
» demeurer sans rien faire ; et que celui qui pourrait avoir
» une ou deux vaches et quelques moutons ou brebis, plus
» ou moins, avec quoi il pourrait améliorer sa ferme ou
» sa terre, est obligé de s'en priver pour n'être pas accablé
» de taille, l'année suivante, comme il ne manquerait pas
» de l'être, s'il gagnait quelque chose, et qu'on vît sa ré-
» colte un peu plus abondante qu'à l'ordinaire. C'est par
» cette raison qu'il vit non-seulement très-pauvrement,
» lui et sa famille, et qu'il va presque tout nu, c'est-à-dire
» qu'il fait très-peu de consommations, mais encore qu'il
» laisse dépérir le peu de terre qu'il a, en ne travaillant
» qu'à demi, de peur que, si elle rendait ce qu'elle pourrait
» rendre, étant bien fumée et cultivée, on n'en prît occasion
» de l'imposer doublement à la taille. Il est donc manifeste
» que la première cause de la diminution des biens de la
» campagne est le défaut de culture, et que ce défaut pro-
» vient de la manière d'imposer les tailles et de les lever. »

En effet, la taille personnelle étant répartie entre les fermiers par les officiers des paroisses à proportion du capital qu'ils paraissaient employer à la culture, devait

nuire aux progrès qu'elle eût pu faire. Les agriculteurs taillables n'osaient avoir un bon attelage de chevaux ou de bœufs, de crainte d'être surtaxés, mais plutôt s'efforçaient de faire produire leurs terres avec les instruments les moins coûteux possible. Ils cherchaient à paraître pauvres, afin de moins payer; et c'est encore un préjugé qui s'est conservé dans quelques provinces reculées de la France, où des fermiers n'oseraient paraître riches, non plus de peur de la taille, mais dans la crainte de voir augmenter les conditions de leur bail. Comme le fait observer Smith, cette misérable politique n'est pas dans leurs vrais intérêts, car ils perdent ainsi par la diminution du produit qu'ils retireraient d'une culture savante et active, plus que l'impôt ne leur aurait pris autrefois, plus que le propriétaire ne les augmenterait aujourd'hui. D'ailleurs ils seraient libres d'accepter cette augmentation ou de la refuser, et par conséquent de la borner à de justes limites. L'intérêt du propriétaire n'est pas de laisser sa terre vague; or, plus une terre est cultivée au moyen d'un grand capital, et ne rapporte qu'en raison de ce capital, moins il se présente de concurrents pour l'affermir à nouveau. Le propriétaire ne pourrait donc en ce cas augmenter les conditions du bail qu'en raison d'une part seulement de l'augmentation du produit. Cette part lui revient légitimement. Car il peut arguer que s'il cultivait lui-même sa terre, il aurait la totalité des profits provenant des améliorations obtenues.

Cette crainte de paraître riche de peur d'être surtaxés qui arrêta autrefois les fermiers dans les innovations qu'ils auraient pu tenter, n'était qu'une charge en plus dont ils supportaient une partie, tandis que l'autre retombait sur le propriétaire sans profits et même avec perte pour l'État. Un pareil calcul de la part des contribuables serait de même

malhabile et inintelligent, sauf dans le cas où ils seraient soumis à un impôt croissant progressivement plus que leurs profits, de manière à les absorber d'autant plus qu'ils seraient plus grands. Alors plus ils gagneraient plus ils seraient misérables, et ils auraient alors du bénéfice à être mendiants.

Il faut lire encore la description que donne Vauban, de la misère du peuple, durant ce règne de Louis XIV, dont tant de gens ne regardent que la gloire. Il parle d'abord de ces taxes de toutes sortes qui écrasaient les populations par leur injuste répartition et leur perception arbitraire autant que par leur poids.

« Ce mal est tel, dit-il, que si l'on n'y remédie le menu
» peuple tombera dans une extrémité dont il ne se relèvera
» jamais. Les grands chemins de la campagne et les rues
» des villes et des bourgs étant pleines de mendiants que
» la faim et la nudité chassent de chez eux. »

Smith a prétendu prouver que la taille retombait sur les propriétaires des terres ; mais si elle les atteignait en définitive après bien des répercussions, elle les appauvrissait seulement après avoir ruiné tout le monde. Il est certain que si la taille personnelle, la capitation, et toutes les taxes établies sur les classes salariées ou vivant de profits, fussent retombées sur les consommateurs et les propriétaires seuls, l'état du royaume n'eût pas été aussi pitoyable. Plus au contraire cet impôt eût été lourd, plus il aurait dû tendre à effacer les inégalités des fortunes, à enrichir le peuple au détriment des grands ; or le résultat obtenu était tout autre. Les grands se trouvaient bien peu à peu ruinés, mais le peuple n'en était encore que plus pauvre, puisqu'il n'avait même plus dans la fortune des riches des moyens de vivre à leurs dépens et à leur service.

« Par toutes les recherches que j'ai pu faire depuis
» plusieurs années que je m'y applique, continue Vauban,
» j'ai fort bien remarqué que, dans ces derniers temps,
» la dixième partie du peuple est réduite à la mendicité
» et mendie effectivement; que des neuf autres parties il
» y en a cinq qui ne sont pas en état de faire l'aumône à
» celle-ci parce que eux-mêmes sont réduits, à très-peu
» de chose près, à cette misérable condition; que des
» quatre autres parties qui restent, les autres sont fort
» malaisées et embarrassées de dettes et de procès; et
» que la dixième, où je mets tous les gens d'épée, de robe,
» ecclésiastiques et laïques, toute la noblesse haute, la
» noblesse distinguée et les gens en charge militaire et
» civile, les bons marchands, les bourgeois rentés et les
» plus accommodés, on ne peut pas compter sur cent mille
» familles. Je ne croirais pas mentir quand je dirais qu'il
» n'y en a pas dix mille, petites ou grandes, qu'on pût dire
» fort à leur aise. »

Un tel tableau est aussi la meilleure réponse qu'on puisse faire à ceux qui prétendent que les lourds impôts sont favorables à la prospérité d'une nation, et que c'est une richesse qui lui retourne toujours de quelque façon qu'elle lui soit demandée.

« Dans les paroisses taillables, dit encore Vauban, ce
» n'est ni la bonne ou mauvaise chère, ni la bonne ou
» mauvaise fortune qui règlent la proportion de l'imposi-
» tion, mais l'envie, le support et l'immoralité. La véritable
» pauvreté ou la feinte y sont presque toujours également
» accablées; si quelqu'un s'en tire, il faut qu'il cache si bien
» le peu d'aisance où il se trouve que ses voisins n'en
» puissent avoir la moindre connaissance. Il faut même
» qu'il pousse la précaution jusqu'au point de se priver du

» nécessaire, pour ne pas paraître accommodé; car un
» malheureux taillable est obligé de préférer, sans balancer,
» la pauvreté à une aisance, laquelle, après lui avoir coûté
» bien des peines, ne servirait qu'à lui faire sentir plus
» vivement le chagrin de la perdre, suivant le caprice ou
» la jalousie de son voisin. »

En pareil cas, les faits prouvent donc, contre les dénégations de Smith, que les taillables peuvent croire qu'il est de leur intérêt de paraître pauvres et, par conséquent, de n'employer à la culture que le moins de capital qui leur est possible et même de ne tirer que peu de produits de leur sol.

Mais, dans le cas où la taxe serait modérée et exactement proportionnelle aux profits, si surtout cette taxe décroissait avec la proportion du capital engagé, il ne serait plus de l'intérêt des fermiers de suspendre leur travail, d'immobiliser leurs capitaux, de les retirer de leur industrie; mais, au contraire, de les faire produire le plus possible par leur travail.

Il y a pourtant encore à cela de graves objections; outre que les populations pauvres ont le malheur de l'être, elles ont le plus souvent ce malheur, plus grand encore, d'entendre fort mal leurs intérêts particuliers et de ne point se soucier du tout de leurs intérêts généraux. Le sentiment de la solidarité est bien loin d'avoir pénétré dans les campagnes; et il serait difficile de trouver un paysan, tel de père en fils, qui voulût faire le sacrifice d'un écu pour le bien des générations futures. Son instinct pratique, souvent fort perspicace mais non pas véritablement éclairé, devine, plutôt qu'il ne sait, son intérêt actuel, présent, personnel, égoïste. Encore, cet instinct même, trop dominé par cette actualité et cette personnalité exclusive, le fait courir à sa ruine dans l'avenir. Devant une taxe même modérée qui

le frapperait, il serait donc à craindre qu'il fût d'abord découragé. S'il savait que cette taxe dût être exactement proportionnelle à ses produits, il préférerait moins produire afin de moins payer. Il consentirait encore à augmenter son travail pour arriver à se liquider annuellement ; mais qu'on ne lui parle d'aucune amélioration dont le fisc aurait sa part, d'aucun capital engagé à ses seuls risques et aux profits desquels le fisc participerait ; il n'y voudrait point entendre. Il en résulterait donc plutôt une diminution de produits qu'une augmentation, et, par suite, une hausse des prix qui pourrait être assez durable et qui ferait diminuer la population. Avec tout cela, les fermiers seraient plus souvent ruinés, les propriétaires plus mal payés, l'impôt même rentrerait avec plus de difficultés. Ce serait enfin un appauvrissement général dont le propriétaire supporterait sa part, mais encore la moindre part. Car ce ne serait point sur la classe des propriétaires que porterait d'abord l'abaissement du chiffre de la population ; seulement cet abaissement aurait pour conséquence plus ou moins éloignée la diminution dans le nombre des propriétaires et dans le chiffre de leur fortune.

L'agriculture ne peut-elle donc en aucun cas participer aux charges de l'État ? Nous chercherons plus tard de quelle manière elle le pourrait avec avantage. Ce ne serait certainement pas sans de grandes modifications à l'ancien système des tailles, ni même sans de grands progrès accomplis par la classe agricole elle-même. Quelques nations protestantes en Europe, cependant, et la Suisse entre autres, sont en voie d'amélioration sur ce point. Partout enfin où l'instruction primaire a pénétré dans les campagnes depuis plusieurs générations, de semblables erreurs de calcul ne sont plus à craindre.

Ce qui met surtout l'agriculture dans l'impossibilité actuelle de contribuer pour sa part aux revenus publics dans la plupart des grandes monarchies modernes, c'est qu'elle a été trop surchargée dans le passé. Elle se verrait atteinte avec terreur par toute espèce de mesure fiscale, parce que le souvenir traditionnel des tyrannies du fisc royal et féodal n'est pas éteint dans les campagnes. Ce qui rend impossible toute taxe même proportionnelle et équitable, ce sont les taxes arbitraires, ruineuses qui ont subsisté durant si longtemps, qui subsistaient encore à la fin du siècle dernier dans presque toute l'Europe, et qui ont épuisé et appauvri moralement et économiquement la classe agricole, au point qu'un siècle au moins de protection, d'exemption, de franchise, de faveur même pourrait tout au plus lui permettre de se relever.

CHAPITRE XXVIII

La taille réelle.

SOMMAIRE. — Parrallèle entre les deux tailles. — Établissement de la taille réelle. — Elle était rachetable. — Sully voulait rendre la taille réelle partout le royaume. — Ces impôt n'étaient pas mauvais en principe. — Leur danger était dans l'abus facile qu'on en pouvait faire et qu'on en a fait. — Simultanéité des progrès sociaux.

« La taille personnelle, dit Smith, étant un impôt qu'on » entendait proportionner aux profits d'une certaine classe » de gens, profits sur lesquels on ne pouvait que con- » jecturer, c'était un impôt à la fois inégal et arbitraire. »

» La taille réelle, dit le même auteur, n'étant imposée » que sur une partie seulement des terres du pays, était » nécessairement un impôt inégal, mais non toujours arbi- » traire, bien qu'il le fût en quelques occasions. » La taille réelle était plutôt établie sur les terres que sur les personnes, elle portait sur le propriétaire plus que sur l'agriculteur ; c'était un véritable impôt foncier, mais un impôt fixe dont la quotité ne variait pas avec la valeur de la terre ou celle de ses produits. Ce fut la résurrection du *cens* romain ; elle coïncida avec la réapparition de la propriété libre, et eut, comme celle-ci, pour occasion, l'affaiblissement des grands seigneurs féodaux, lorsque l'immense folie des

croisades sembla s'être universellement emparée d'eux comme par un décret providentiel. Alors la classe impérissable du tiers État, toujours renaissante, comme toutes les forces vives de la nature, commença de se reconstituer, dans les villes, par l'affranchissement des communes, dans les campagnes, par l'affranchissement des serfs. Les derniers Capétiens et les princes leurs contemporains virent cette renaissance de la liberté et en furent les premiers patrons ; elle se continua dès lors sans interruption jusqu'à l'abaissement définitif de la noblesse féodale à la fin du moyen âge et au commencement de l'ère moderne. Elle fut aidée par les guerres de religion et se propagea à l'ombre des idées de réforme, dont le mot partout retentissait comme un cri de ralliement.

Pendant ce temps les anciens cultivateurs serfs s'affranchissaient peu à peu. Ils devenaient bordagers, tenanciers, libres, cultivateurs salariés, fermiers à moitié ou à bail. Quelques-uns enfin acquirent la propriété de certaines terres que d'anciens seigneurs ruinés leur cédèrent en roture ou à tout autre titre servile ; la noblesse de leur écusson était sauve parce qu'ils gardaient une ombre de suzeraineté sur les biens qu'ils aliénaient ainsi, moyennant un prix une fois donné ou une redevance annuelle. Du reste, les conditions de ces transactions diverses furent aussi variées que pouvait le permettre la liberté illimitée des contrats, à une époque où aucun code général ne pouvait réglementer les exigences de ces petits souverains.

Certaines terres relevèrent d'un petit vassal, d'autres d'un grand seigneur suzerain. Les *tenants par copie* qui existent encore en Angleterre possèdent en vertu de quelque transaction analogue. D'autres terres relevèrent directement du roi. Ce furent en général les moins foulées, soit que le roi

fût trop loin, soit qu'il fût trop occupé de ses grands vassaux pour songer à ruiner ses tenanciers. D'autres enfin, sans acquérir la propriété du sol, obtinrent des baux à longs termes sur les terres qu'ils cultivaient pour leur seigneur. Ils se trouvèrent par là moins dépendants de lui, d'autant que les bailliages et leurs officiers royaux étaient établis. Au nom du roi, ils offraient à tous un recours en justice qui, bien que fort inégal quant aux chances du jugement, était cependant un frein contre les caprices des seigneurs, et les forçaient au moins à respecter les conventions signées par eux ou par leurs ancêtres.

Cependant l'orgueil et la politique de ces suzerains présentaient avec juste raison dans ce tiers État naissant un ennemi, plus tard un rival, un égal et même un maître ; ils voyaient d'un œil chagrin et envieux le degré d'indépendance et de prospérité auquel cette nouvelle classe d'hommes continuait de s'élever chaque jour. Ils consentirent volontiers à ce qu'elle fût imposée par le souverain. Le pouvoir royal, alors intermédiaire entre la noblesse et la roture affranchie, recours naturel de l'une contre l'autre, s'appuyant tour à tour sur l'une ou sur l'autre, devait prendre le rôle qui, en d'autres temps en Asie et jusqu'au moyen âge en Europe, avait été assumé par le sacerdoce. Dans quelques pays cet impôt fut borné aux terres tenues en roture à titre de propriété.

La taille réelle, étant attachée au fonds, au sol, était rachetable par le propriétaire. Elle devait tendre à disparaître plus tôt que la taille personnelle. Elle dut souvent être aliénée par des seigneurs nécessiteux qu'avait ruinés le faste de la Cour, toujours croissant depuis le règne des Tudors et des Stuarts en Angleterre, des derniers Valois et des premiers Bourbons en France, de la maison d'Au-

triche en Espagne et en Allemagne. La taille personnelle, au contraire, due le plus souvent au roi et non aux seigneurs, surtout dans les derniers temps de la monarchie n'était pas rachetable. Attachée au bail, elle finissait avec lui; amortie par un fermier, pour la durée de ce bail, elle devait être réclamée, soit de lui, soit de son successeur au bail suivant. Même les affranchissements vendus par l'État n'étaient qu'une exaction de plus, capable de garantir seulement quelques privilégiés. C'était donc une plaie qui ne pouvait qu'empirer, tandis que la taille réelle était une crise qui tendait naturellement à se guérir. Aussi était-ce en vertu de la taille personnelle que presque toutes les taxes étaient réclamées et réparties dans les diverses paroisses et généralités. Elle seule était déjà une sorte de capitation, et c'est cependant sur les mêmes individus déjà atteints par elle, et en raison de sa quotité, que la capitation royale vint encore tomber pour augmenter ce fardeau déjà si lourd. Mais la taille réelle n'était qu'une sorte d'impôt foncier perçu par le souverain de la terre sur son possesseur actuel, selon les clauses des anciennes concessions ou des anciens titres. Elle était payable par annuités fixes, et, dans ce cas, toute amélioration des fonds profitait au possesseur seul sans rien rapporter au souverain. D'autres fois, c'était une sorte de levée proportionnelle au produit brut annuel qui se levait, soit en argent, soit en nature, ou qui, ayant été levée en nature à l'origine, avait été convertie en une taxe fixe ou proportionnelle en argent. On peut dire du reste de ces vieilles coutumes fiscales, établies au hasard des volontés et des circonstances, sans unité de principes ou de tendances, que les usages différaient, non pas de royaume à royaume et de province à province, mais de clocher à clocher, de manoir à manoir,

et, dans la même seigneurie, de tenancier à tenancier, de terre à terre.

Sully avait formé le projet de rendre la taille réelle partout le royaume, de personnelle et d'arbitraire qu'elle était dans la plupart des provinces. L'expérience lui avait appris que les campagnes avaient toujours dépéri à mesure que les tailles s'étaient accrues; que le laboureur négligeait ses cultures pour peu qu'elles devinssent plus pesantes ⁽¹⁾; et qu'enfin ceux qui s'enrichissaient, n'osaient consommer, jusqu'à ce qu'ils fussent devenus assez riches pour ne rien payer.

En somme, ni la taille réelle, ni la taille personnelle n'étaient de mauvais impôts en principe général. Ils n'étaient mauvais, ils ne devinrent funestes que par leur application irrationnelle, par leur inégalité, leur arbitraire, par leur poids exorbitant surtout. On ne demandait au peuple, ni ce qu'il devait donner, ni même ce qu'il pouvait donner; on demandait ce qu'on voulait avoir, et l'on voulait avoir énormément. Un peuple riche aurait pu satisfaire à de telles exigences; mais de telles exigences en eussent bientôt fait un peuple pauvre. Un peuple pauvre mis en demeure de les satisfaire en était accablé, surchargé; ce qui le ruinait surtout, c'est qu'on lui prenait sans lui rien donner. Si on avait rendu à la France, à l'Europe en services, en routes, en instruction gratuite, la moitié seulement de ce qu'elle a payé en impôt depuis l'établissement de l'équilibre européen à l'époque de la renaissance, au lieu de consumer les deniers publics en guerre sans but et sans fin, la France, l'Europe pourrait aujourd'hui nourrir une population double de celle qui l'a-

(1) M. de Girardin, *Quest. de mon temps*, p. 32.

bite, et jouir d'une prospérité décuple. Aussi toutes les fois que les peuples, ou les parlements qui les représentent, ont été consultés, en Angleterre, en France, partout, ils n'ont pas refusé au souverain des levées de deniers, ils ont exigé seulement qu'ils fussent employés au bien du peuple. Au fond, l'emploi de l'impôt, c'est là le fait important. Il n'y a point de bon système fiscal, si le produit en est dilapidé.

Les tailles auraient été perçues avec intelligence et équité, elles eussent été bien administrées, qu'elles eussent été le soutien des monarchies, leur pain, leur revenu perpétuel. Sous le ministère Necker, au moment où la France épuisée allait se cabrer enfin sous son fardeau trop lourd, elles produisaient encore 91 millions dans un budget de 585 millions. La capitation qui s'y ajoutait, qui était perçue par les mêmes moyens et sur les mêmes contribuables, rendait 41 millions 500 mille francs. Les vingtièmes, ajoutés en général à la taille réelle, rendaient 76 millions 500 mille francs. C'était donc 209 millions que produisait encore l'impôt sans toucher aux biens de la noblesse et du clergé : c'est-à-dire sans rien demander à ceux qui possédaient le plus, à ceux qui possédaient le fonds, le capital. C'était enfin 209 millions pris sur les profits de la petite industrie ou sur les produits de l'agriculture, dans un temps où l'industrie n'existait pas, où l'agriculteur ne possédait rien et n'était pas même libre de sa personne ; dans un temps d'ignorance et de superstition où deux cents jours par an, au moins, étaient chômés et retirés au travail ; et lorsque la gabelle, les corvées, la régie, les jurandes ruinaient de tous côtés les travailleurs.

Les fermes des droits, la régie, les jurandes et autres impôts indirects donnaient ensemble 232 millions, pris encore presque en totalité aux classes pauvres et laborieuses.

Elles participaient ainsi pour 441 millions, c'est-à-dire presque pour les quatre cinquièmes, au revenu de l'État, revenu dissipé par les courtisans ou absorbé par les guerres.

Les deux tailles eussent existé seules, et toutes les autres taxes eussent été abolies, elles eussent été étendues l'une à tous les biens fonciers, l'autre à tous les citoyens, sans distinction de rang ou d'état, et proportionnellement à leurs revenus, que la grande crise révolutionnaire, commencée à la fin du siècle dernier et qui se continue encore dans le nôtre, eût été probablement épargnée à l'Europe.

Mais le danger des impôts directs qui, ainsi que les tailles, peuvent être augmentés à volonté par les gouvernements sans jamais tarir la matière imposable, et qui, lorsqu'ils sont trop forts, aggravent seulement la misère des peuples sans avoir de limite absolue, sinon dans la destruction du contribuable lui-même, c'est d'être aux mains d'un gouvernement despotique. La liberté des institutions en est le corrélatif nécessaire. Ils ne peuvent subsister sans abus que s'ils sont votés par le peuple lui-même dans la limite de son pouvoir de les payer, et dans la mesure de ses besoins. Autrement ils aboutiront toujours à la ruine du gouvernement despotique qui en abusera, mais, il est vrai, par la ruine même de l'État. Ils tendent d'eux-mêmes à la liberté, puisqu'ils la rendent nécessaire. Ils ont failli la donner à la France dès leur établissement. Ils ont valu à l'Angleterre sa grande charte. Ils ont amené la chute des Stuarts comme celle des Bourbons. Toute famille de despotes qui les établira périra par eux : c'est fatal. Tout gouvernement libre, au contraire, qui y aura recours, demeurera libre, à moins d'une conquête par les armes. On ne risque donc rien de les établir, lorsqu'on a la liberté pour

la conserver, quand on ne l'a pas pour la recouvrer peut-être, seulement après de longues souffrances, et un épuisement presque total de la nation. Nous nous séparons donc complètement de Montesquieu quand nous pensons en principe que l'impôt personnel et direct est celui des peuples libres, que l'impôt réel et indirect est au contraire celui des peuples asservis : parce que les uns savent ce qu'ils payent et veulent le payer, tandis que les autres payent sans le savoir et sans le vouloir.

Nous nous sommes étendus longuement sur les développements de la fiscalité en France, depuis l'époque romaine jusqu'à l'époque moderne, à travers toute la féodalité, parce que c'est la plus longue série d'expériences bien constatées que nous offre l'histoire ; nous avons suivi ces développements en France surtout, parce qu'une grande nation offre des documents plus certains et en plus grand nombre. La même étude, dans tous les États de l'Europe, nous eut entraîné trop loin et sans utilité. L'observation du mouvement de l'histoire montre que, si les événements individuels et politiques sont différents chez chaque peuple, s'ils dépendent de son caractère national et de circonstances fortuites, la transformation des institutions sociales, au contraire, chez des nations limitrophes et en relation mutuelle, suit toujours un développement général et simultané, de sorte que, faire l'histoire de ces institutions chez un peuple, c'est, à fort peu de chose près, faire l'histoire de tous ceux qui se sont développés parallèlement avec lui. Il y a une telle force de nivellement dans les tendances de l'esprit humain, que les différences de temps sont négligeables dans l'apparition presque rigoureusement synchronique des mêmes phénomènes ou du moins des phénomènes analogues.

On peut être certain d'avance, et l'histoire interrogée le constate, que dans le même temps où la taille s'établissait en France, un impôt analogue, mais peut-être sous un nom différent, ne devait pas tarder à s'établir chez les autres peuples européens, et que les armées perpétuelles de Charles VII, forçant les autres souverains à entretenir des armées semblables, les obligèrent à imposer à leur peuple la charge d'un perpétuel tribut. Ce tribut, portant principalement sur l'agriculture en France, les mêmes raisons devaient partout, dans le même temps, faire frapper l'agriculture : parce que la féodalité allemande, anglaise, espagnole, pas plus que la féodalité française, n'était d'avis d'en supporter le poids ; et que nulle part l'industrie n'étant capable, à cette époque, de soutenir une pareille charge, on ne pouvait songer à la lui imposer. A défaut du besoin des peuples, les besoins des princes, toujours en recherche d'expédients pour remplir le gouffre de leur trésor, ne pouvaient manquer de généraliser trop vite tout impôt établi par l'un d'entre eux et prouvé fructueux à l'expérience. « Il n'y a pas d'art qu'un gouvernement » apprenne plus tôt d'un autre que celui de puiser dans » les poches du peuple ⁽¹⁾, » a dit Smith avec malheureusement trop de raison.

Cependant nous verrons, à propos des autres impôts, que tandis que l'agriculture portait tout le poids des charges publiques dans l'Europe septentrionale et féodale, les républiques d'Italie, les villes de Flandre, les villes libres de l'Allemagne, plus commerçantes et plus riches en capitaux industriels, devaient nécessairement chercher leurs plus importantes ressources dans leur industrie, leur commerce, leur richesse mobilière.

(1) Smith, *Richesse des Nations*, p. 549.

De plus, si des institutions fiscales semblables ont dû s'établir parallèlement dans les grandes monarchies féodales, même les petits Etats, les petites républiques indépendantes qui se sont perpétuées au milieu d'elles plus ou moins longtemps, et même, comme la Suisse, jusqu'à nos jours, ont dû être poussées plus ou moins dans les mêmes voies. Ainsi l'Etat de Berne, avec ses institutions républicaines, était cependant une oligarchie : la coryée, la dîme et la taille y étaient établies comme dans les pays de grande féodalité. Dans tous les autres cantons suisses, il y avait de même les bourgeois des villes franches, exempts de presque tout impôt, sauf ceux dont les chargeaient leur municipalité, et les manants ou vilains, les serfs vivant sur les seigneuries, cultivant la terre et payant la taille, la dîme et beaucoup d'autres choses encore en services personnels ou prestations de toutes sortes. La force de nivellement du mouvement civilisateur est trop puissante pour qu'un petit pays entouré de grandes nations y puisse résister ; la digue de ses institutions n'est jamais assez forte et assez haute pour empêcher les eaux qui l'entourent d'y faire une trouée ou de la déborder. C'est là le vrai danger pour les petits peuples : outre la conquête de la force, ils sont aussi plus exposés à la conquête morale, et jamais un écart trop grand n'est possible sans danger pour eux entre leurs mœurs, leurs lois, leur politique, et la politique, les lois, les mœurs des nations plus puissantes qui les environnent.

Comme un exemple frappant de cette loi de synchronisme universel, nous citerons l'abaissement simultané de toutes les féodalités européennes, la prospérité également contemporaine des grandes villes libres de l'Allemagne, des cités flamandes, des républiques italiennes et des communes en général succédant au pouvoir des seigneurs ; le

pouvoir royal absorbant partout à la fois la liberté des communes. Vint enfin le grand choc de la Révolution française, qui ébranla de même partout l'unité et l'autocratie du pouvoir royal ; de plus grandes libertés publiques s'établirent dès lors chez toutes les nations avec une unité administrative plus rigoureuse et poussée jusqu'à l'excès, tandis que les restes du fédéralisme féodal s'écroulaient renversés par cette vague civilisatrice. En un siècle tout ce grand mouvement s'accomplit. L'Angleterre commence en 1692, et, trop hâtive en sa réforme, elle la fait moins complète. La France, en 1789, ose tenter une transformation plus radicale ; elle entraîne avec elle presque toute l'Europe, et la Suisse, entre autres, entre les années 1790 et 1815.

C'est cette révolution, commencée et non finie, qu'il nous faut étudier maintenant au point de vue de l'impôt. A cette société nouvelle, il faut aussi de nouvelles institutions fiscales mieux d'accord avec le droit politique moderne. Jusqu'aujourd'hui, enfin, l'impôt a été levé sur le peuple et contre lui ; il faut que, désormais, il soit levé par lui et pour lui.

CHAPITRE XXIX

Légitimité de l'impôt foncier.

SOMMAIRE. — Nulle terre n'est libre. — Du droit inné de l'homme à la propriété du sol.
— Indemnité d'appropriation. — L'impôt foncier se compose de deux éléments.

Nous avons établi, à propos des droits de mutation, que nulle terre, et en général nulle richesse, en réalité n'est libre, c'est-à-dire franche d'impôt; qu'elle a pour suzerain ou seigneur naturel l'État, représentant des droits de la société sur toute propriété acquise, droits qui s'élèvent proportionnellement à sa valeur. L'impôt foncier n'est que le prélèvement de cette quote-part de rente qui revient à la société, sur tout sol cultivé, rente inaliénable, parce qu'une génération ne saurait avoir le droit de ruiner les générations suivantes. La redevance foncière est donc perpétuelle. La copropriété sociale est le bien d'un mineur en tutelle qui ne saurait être engagé. De plus cette quote-part augmente avec toute amélioration et toute augmentation de valeur capitale et de produit annuel, la valeur de la protection sociale et des services rendus s'accumulant comme le capital enfoui dans le sol, puisque ce sont ces mêmes services et cette protection qui préservent ce capital, le ren-

dent productif, et par leur action incessante l'empêchent d'être dissipé et réduit à néant.

Il est encore une autre considération : c'est que si le travail accumulé dans le sol, ou le capital qui le représente, a une valeur, le sol par lui-même aussi en a une qui lui est propre. La preuve, c'est d'abord qu'il ne suffit pas de vouloir travailler une terre et d'y enfouir du capital pour en acquérir la propriété; c'est ensuite que toute terre ne rend pas en raison du travail et du capital qu'on emploie à la cultiver ou qu'on a employé précédemment. La terre, le sol, a une force vitale et productive qui est une valeur, une valeur d'espace et de temps, une valeur métaphysique mais très-réelle. Celui qui le premier cultive un terrain et se l'approprie, empêche que celui qui vivra après lui ne puisse venir au même lieu travailler et produire. Il le supprime, il l'exile, il l'exproprie d'avance. Et cependant tout homme qui naît est de droit copartageant du sol, non pas, si l'on veut, du sol cultivé, mais du sol cultivable. Il est copartageant du sol comme de l'air, comme du soleil; et lorsque nul ne songe à lui refuser l'espace en hauteur, et un certain nombre de mètres cubes d'air respirable au-dessus de son front, nul ne saurait non plus lui dénier l'espace pour agir, la superficie du sol pour travailler et sa force productive pour la féconder. Si cependant toute cette superficie et cette force est appropriée, et légitimement appropriée par le travail, que fera-t-il? Son droit naturel l'autorise à obliger par la force celui qui possède à partager avec lui, et le sauvage n'agirait pas autrement. L'homme civilisé se contentera de prouver son droit par le raisonnement, puis il réclamera du premier occupant qui s'est saisi de sa part de sol et d'espace, une indemnité équivalente; et ce dernier la lui paiera, afin de demeurer paisible possesseur du sol

fécondé par son travail. Non-seulement l'appropriation agricole empêche une appropriation par un autre individu ayant même droit au travail, mais elle entrave toutes les autres industries. Je suis voiturier, ou colporteur, ou de quelque autre métier qu'on voudra; mon travail m'appelle en un certain lieu, et un champ ensemencé se trouve sur ma route. Pourquoi me détournerais-je? De quel droit cet agriculteur a-t-il élevé une haie, un fossé sur mon passage? De quel droit s'empare-t-il de la terre? Que me fait sa semence, son sillon, son blé? je suis comme lui citoyen du monde; et comme il lui a convenu de retourner cette masse de terre, il me convient d'y poser mon pied. Ce raisonnement serait parfaitement logique, si le droit de premier occupant et de mise en valeur était le seul qu'on pût objecter. Il ne suffit donc pas pour établir la légitimité de la propriété.

Il faut de plus que le propriétaire du champ ait acheté de la société le droit de fermer à tout venant l'enclos qu'il a trouvé bon de cultiver. Cet achat ne saurait se faire une fois pour toutes; parce que les générations ne peuvent se ruiner les unes les autres. Cet achat, ou plutôt ce bail avec la société, ne peut se conclure qu'au moyen d'une rente perpétuelle. Supposons que toute terre soit appropriée, que tous les enclos se touchent. Par où les propriétaires eux-mêmes exploiteront-ils leurs champs? par où feront-ils circuler leurs produits? Ils se prêteront, se céderont un mutuel droit de passage sur leur fonds, pour les besoins de l'exploitation. Mais ne trouveront-ils pas un voisin récalcitrant, jaloux, qui refusera ce service, parce que sa terre peut s'en passer? Il faudra donc payer un passage à prix d'or? Non, les lois y ont pourvu. Mais en vertu de quoi subsistent ces lois? En vertu d'une société constituée sur un capital social

et d'un État législateur qui lève un impôt. Supprimons l'impôt et l'État, la loi est impossible, Chaque agriculteur est enfermé dans son champ ou obligé de s'ouvrir passage par la force.

De même sans chemin public par où passerait la foule ? par où se pourrait faire le commerce ? où s'installerait l'industrie ? Or, pour avoir des chemins il faut un fonds social, il faut un certain droit d'expropriation pour cause d'utilité publique. L'expropriation pour cause d'utilité publique, c'est la société faisant valoir son droit de copropriété ; c'est la société réclamant l'espace nécessaire à la circulation et au travail de tous, non pas seulement sur la terre vague, sur la superficie inculte, mais sur le sol approprié, fouillé, fécondé, moyennant indemnité pour le travail et pour le capital enfoui.

L'impôt foncier se compose donc de deux éléments parfaitement légitimes, l'un et l'autre. C'est d'abord la rente, le fermage de l'espace approprié, de l'enclos mis en culture sur lequel encore l'utilité publique ou celle du voisin peut réclamer des servitudes de passage, de vue, de clôture, etc. Puis c'est la rente de la part de copropriété sociale sur tout le capital accumulé depuis la mise en culture sous la protection de la société et avec l'aide de ses services. L'impôt foncier est donc légitime à double titre, c'est le plus juste des impôts ; il peut et doit être plus considérable que tous les autres, relativement au capital qu'il frappe. Aussi verrons-nous presque partout l'impôt foncier s'élever au cinquième de la rente, tandis que tout impôt sur le capital accumulé autre part ne s'élève jamais à plus d'un dixième.

Il fallait en effet que l'impôt foncier eût de bien profondes, de bien fortes raisons d'être, pour s'être établi et perpétué partout sous diverses formes ; pour que de tous les

impôts il soit celui qui ait le moins soulevé l'animadversion publique et la vindicte populaire ; pour que ce soit celui au contraire que le peuple a toujours trouvé bon qu'on augmentât. C'est à l'impôt foncier, entre tous les impôts sur les biens, que les gouvernements ont demandé et demandent encore aujourd'hui leurs principales ressources ; et cependant c'est et ce sera toujours le moins écrasant, grâce à l'inépuisable fécondité de la nature. Mais tout homme ayant un droit égal à profiter de cette fécondité, celui qui se l'approprie doit une indemnité, un fermage perpétuel à la société, un dédommagement payé en général à tous ceux qui ne possèdent pas, à tous ceux qui renoncent librement à leur part de droit sur le sol de la patrie,

CHAPITRE XXX

Établissement de l'impôt foncier actuel.

SOMMAIRE. — Transformation de l'impôt foncier. — La réforme anglaise et la *land-tax*. — La fixité de l'impôt. — Tout établissement d'un impôt foncier est une expropriation. — Moyens d'augmenter un pareil impôt sans exactions. — Un impôt égal sur tous les capitaux empêche qu'il n'y ait expropriation. — Établissement de l'impôt en Angleterre. — Dans le canton de Vaud. — Tout impôt foncier ancien n'est plus un impôt. — Besoin d'une réforme de l'impôt sous Louis XIV en France. — Qu'aurait produit la *dîme royale*. — Le pouvoir d'un mot en France. — Turgot et ses réformes. — Établissement de l'impôt foncier en France.

Tel qu'il est conçu de nos jours, l'impôt foncier est d'établissement moderne; il n'a pas pris subitement cette forme sans passer par plusieurs phases intermédiaires.

On a vu que Sully avait formé le projet de changer la taille personnelle en taille réelle, dans toute l'étendue de la France, c'est-à-dire d'attacher à chaque terre une redevance fixe et de libérer la personne de son propriétaire et celle de son fermier. C'est cette réforme qui s'accomplit en Angleterre en 1692, quatre ans après l'avènement du prince d'Orange au trône. On fit une évaluation générale des revenus territoriaux du royaume, et l'on fixa l'impôt au cinquième du revenu, c'est encore aujourd'hui la base de l'impôt foncier en Angleterre; les taxes perçues par l'État ne sont donc pas le cinquième du revenu actuel; c'est

le cinquième du revenu tel qu'il a été évalué en 1692.

Tout d'abord il semble qu'un tel impôt soit injustement réparti, la valeur de certaines terres ayant doublé, triplé depuis près de deux siècles, tandis que d'autres ont perdu en valeur, ou du moins ne se sont pas améliorées. Cependant la question a été vivement controversée.

Il est certain qu'un impôt ainsi invariablement fixe a dû être et s'est montré incontestablement favorable aux progrès de l'agriculture. Tous les économistes s'accordent pour le reconnaître. « Un fonds amélioré, dit Say, et qui rapporte » un revenu, décuple de ce qu'il rapportait dans l'origine, » ne paye toujours que la même taxe. Si on le laisse se dé- » tériorer, il n'en paie pas moins comme si son revenu » était resté le même. La négligence se trouve ainsi con- » damnée à une amende. » C'est un aiguillon, en effet, dont l'agriculture anglaise a profité. Cependant Smith⁽¹⁾ et Mill, si favorables à ce qui s'est fait ou se fait encore dans leur pays, s'élèvent contre l'injustice d'une pareille répartition des taxes foncières. Le premier reconnaît que la fixité de ces taxes a bien pu contribuer pour quelque chose aux progrès de la culture anglaise; mais que ces progrès doivent en majeure partie être attribués à des circonstances toutes différentes. Le second consacre tout un chapitre à prouver que l'accroissement de rente du sol, au moins pour des causes naturelles, est une matière éminemment imposable. Say enfin, qui croit à l'utilité d'une pareille fixité, s'élève contre son injustice.

« Que dirait-on, demande-t-il, d'un gouvernement qui, » s'adressant à un petit négociant, lui tiendrait ce langage : » Vous faites avec de faibles capitaux un commerce borné,

(¹) Smith, *Rich. des nat.*, p. 590.

» et votre contribution est en conséquence peu de chose.
» Empruntez et accumulez des capitaux , étendez votre
» commerce , et qu'il vous procure d'immenses profits ;
» vous ne payerez toujours que la même contribution. Bien
» plus, quand vos héritiers succéderont à vos enfants et les
» auront augmentés, on ne les évaluera que comme ils
» furent évalués par vous ; et vos successeurs ne supporteront pas une plus forte part des charges publiques. »

On pourrait ajouter encore à ce raisonnement une contrepartie. Il n'est pas dit qu'un commerce quelconque réussisse et qu'une industrie fasse toujours des profits. Si on la taxe au moment le plus florissant de son industrie, et qu'elle décline ensuite, la taxe, légère d'abord, si elle reste fixe, deviendra bientôt insupportable. Si la prospérité de la nation anglaise avait été généralement en déclinant depuis l'évaluation de la rente foncière, au lieu de progresser, la fixité de la taxe n'aurait pu subsister. Les contribuables ne se plaignent jamais de payer trop peu, mais ils ne manquent pas de crier quand ils payent trop.

Que les agriculteurs anglais se soient enrichis, c'est bien ; mais ils pouvaient se ruiner. C'est un hasard si , ayant tiré au sort, ils ont pris le bon numéro entre plusieurs mauvais. Car Smith démontre qu'en plusieurs cas la taxe pouvait subir des variations de valeurs réelles en restant nominale-ment fixe. Le taux de l'argent, le cours du numéraire pouvait varier, et il a varié en effet : il est devenu plus commun. En réalité la taxe a donc diminué pour une double cause ; c'est une nouvelle raison pour que l'agriculteur y gagne ; mais il pouvait y perdre. La terre, tout en augmentant de produit brut, pouvait diminuer de produit net, soit par une hausse des salaires, soit par une diminution du prix des subsistances. Il s'est trouvé que les prix des sub-

sistances se sont élevés, et que les salaires ont suivi le mouvement de hausse : c'est encore ce que les Anglais appellent une contingence (*a contingency*). En principe général, la fixité de la taxe foncière est donc injuste et impossible. Elle variera toujours suivant le mouvement économique général des valeurs ; et le mieux vaudrait donc qu'elle fût toujours équitablement et rigoureusement proportionnelle avec le produit actuel. Car si par une augmentation de revenu, fruit de ses améliorations, l'agriculteur propriétaire se voit demander une taxe plus forte, tant que l'augmentation de la taxe restera proportionnelle à cette augmentation de revenu sans aucune progression, il aura toujours intérêt à produire, à améliorer sa terre, à en augmenter le revenu. Une taxe variable ne découragerait en aucune façon les progrès de l'agriculture, si toutes les autres institutions économiques leur étaient favorables. Mais la révolution anglaise était trop hâtive pour être complète. Dans ses institutions fiscales comme dans toutes les autres, il a dû rester un vieux levain du passé qui, un jour ou l'autre, fermentera dans ses populations, si elle n'y remédie à temps.

Il faut encore considérer une chose : c'est qu'une taxe fixe, imposée sur une terre, est pour le propriétaire actuel de cette terre une véritable exaction, une expropriation d'une partie de son fonds. En effet, une part de la rente étant dès lors absorbée par l'impôt, la terre ne représentera plus qu'un capital égal à celui qui équivaut au reste de la rente, défalcation faite de la taxe. Un domaine de 100,000 francs, par exemple, qui rapporte 5 p. % à l'agriculteur propriétaire et 2 1/2 p. % au propriétaire qui la loue à ferme, s'il est frappé d'un impôt d'un cinquième de ce revenu net, c'est-à-dire de 1/2 p. %, le revenu net tombant de 2,500 à 2,000 francs, et le revenu brut de 5,000 à 4,500,

la terre ne représentera plus qu'un capital de 90,000 francs, et à la vendre on n'en donnerait pas un plus haut prix. Le propriétaire s'est donc trouvé exproprié par l'impôt d'une valeur capitale de 10,000 francs.

Il est vrai que dans le cas où la taxe est fixe, le propriétaire peut espérer couvrir cette perte en faisant des améliorations ; et après un certain nombre d'années, il aura regagné avec le nouveau capital qu'il emploie à ces amendements le capital absorbé : il sera aussi riche qu'auparavant. De même, s'il vend, l'acheteur peut considérer ces améliorations possibles. Mais si ces améliorations sont possibles, elles l'eussent été de même sans l'impôt. Il a donc toujours perdu une part de sa fortune ; et si elles sont impossibles, il perd sans espoir de se couvrir de sa perte.

Au cas où la taxe est proportionnelle et variable, c'est-à-dire doit augmenter avec la valeur du fonds, l'effet d'un impôt nouvellement établi sur la terre est exactement le même, il y a perte et perte totale pour le propriétaire actuel. De plus, il n'a pas l'espoir de se voir rembourser en totalité par des améliorations qu'il peut faire ; bien que cependant il lui reste un intérêt suffisant pour le stimuler à les entreprendre.

Mais par contre, il résulte de ce que nous venons de dire qu'une fois un impôt foncier établi sur le sol, qu'il soit fixe ou variable, s'il est établi depuis un peu de temps, ce n'est plus en réalité un impôt, c'est une hypothèque légale prise sur la terre. S'il est variable, cette hypothèque, établie au taux de la rente foncière, prélève perpétuellement la même quote-part proportionnelle de cette rente ; s'il est fixe, la quote-part prélevée est invariable et la somme hypothéquée est fixe comme dans le cas d'une hypothèque particulière. Dans l'un et l'autre cas cette créance passe de

main en main sans peser sur personne. Celui qui en a supporté l'établissement, l'a seul perdue en totalité, comme s'il avait emprunté un capital équivalent, et qu'il l'eût dissipé. Mais de plus, ses successeurs n'ont pas pouvoir d'amortir.

Cela semble injuste; et cependant à tout bien considérer ce n'est que la justice qui se rétablit. La terre doit l'impôt et l'impôt perpétuel, nous l'avons prouvé. Si une terre en a été exemptée pendant plus ou moins longtemps, la part d'impôt qu'elle devait, et qui devait être payée par les propriétaires, par ceux qui en touchaient la rente, a été payée par d'autres; elle est retombée à la charge d'autres industries, d'autres membres de la société qui ne la devaient pas, et qui, pendant plus ou moins longtemps, en ont avancé le montant annuel. Cette terre est donc débitrice de tout ce qu'elle n'a pas payé et des intérêts accumulés; or, en lui réclamant seulement les annuités courantes, et indirectement le capital que ces annuités représentent, on lui fait encore grâce de tout l'arriéré, somme qui, pour les terres anglaises, presque toutes franches depuis des siècles en raison de leur noblesse, eût été énorme au moment où la taxe fixe fut établie. Depuis, il est aisé de prouver qu'on pourrait redemander aux terres qui ont été améliorées tout l'arriéré de l'augmentation proportionnelle des taxes qu'elles auraient dû supporter. On pourrait donc sans injustice, en leur remettant cet arriéré, leur réclamer aujourd'hui une taxe proportionnelle à leurs revenus actuels. Mais, dira-t-on, ce serait équitable pour les terres qui se sont transmises depuis 1692, de père en fils, dans les mêmes familles, parce qu'on ne ferait que redemander au propriétaire actuel le paiement d'une dette contractée par ses aïeux et du montant de laquelle son héritage s'est trouvé grossi. Mais ceux

qui ont acheté, en calculant le prix d'achat sur la taxe établie, se trouveraient injustement frustrés d'une part de leur capital. Cette objection a du poids. Mais d'une part, quand un objet volé est acheté d'un receleur, l'objet doit d'abord être restitué au propriétaire, quitte à l'acheteur à poursuivre ensuite le fripon. Un recours en indemnité pourrait être de même autorisé de main en main, jusqu'à ce qu'on trouvât l'héritier du propriétaire vivant à l'époque de l'établissement de la taxe. Défalcation étant faite de l'augmentation successive des revenus, et la somme totale de l'indemnité étant répartie par annuités, comme si le progrès des revenus de la terre avait été constant, on demanderait à chacun des propriétaires successifs une part de cette indemnité, proportionnelle au nombre des années pendant lesquelles leur famille aurait possédé ce fonds amélioré. Le dernier vendeur devrait seul l'indemnité totale et aurait recours, seulement pour une partie, sur le vendeur précédent, ainsi de suite. Ce serait là ce que voudrait la justice; nous ne disons pas que cela se puisse faire aisément. Mais il n'est pas même nécessaire que cela se fasse.

Un impôt qui tombe subitement sur les terres d'un État et qui les frappe exclusivement, est une exaction, une expropriation générale; parce qu'il ne frappe que le capital foncier, c'est-à-dire le capital accumulé sous une seule des formes d'accumulation possible. Mais un impôt qui tomberait en même temps et d'un poids égal sur tous les capitaux à la fois, en atteindrait la rente sous toutes ses formes sans toucher le fonds d'aucun. C'est la seule solution possible du problème.

Une nation aurait établi depuis longtemps une taxe fixe sur son capital foncier, et voudrait la changer en une taxe variable et proportionnelle au revenu, qui sur presque

toutes les terres amènerait une augmentation d'impôt, pour que nulle exaction, nulle expropriation ne s'en suivît, elle n'aurait qu'à établir en même temps un impôt équivalent sur tout le capital mobilier en circulation. Ce serait le piston d'une pompe foulante tombant également sur toute la surface de la nappe d'eau et la forçant de s'élever d'un mouvement régulier et sans secousses.

L'impôt foncier a donc été pesant, injuste; il a donné lieu à une expropriation partielle du sol au moment de son établissement, seulement parce que le même impôt n'a pas simultanément frappé les autres sources de la richesse. En Angleterre il n'en a pas été ainsi, la *land-tax*, lors de son institution, devait atteindre toute espèce de capitaux; mais les capitaux mobiliers échappèrent faute d'une législation qui fût capable de les atteindre, dans un temps où du reste la richesse mobilière n'était qu'une bien faible part des ressources d'une nation; de sorte que la propriété bâtie, seule avec la terre, supporta définitivement l'impôt.

L'impôt foncier dans le canton de Vaud s'est établi aussi dans des circonstances toutes spéciales et éminemment favorables. C'était au moment où ce pays venait d'être affranchi de la domination des Bernois. Toutes les terres y étaient possédées en suzeraineté par eux, et chargées de redevances et de servitudes dont le nouveau gouvernement les affranchit par voie de rachat. L'impôt foncier peut donc être considéré comme l'équivalent de ces anciennes charges du sol; et les propriétaires qui possédaient les terres au moment où il fut établi, se trouvent donc n'avoir supporté aucune expropriation partielle, mais, au contraire, ont plutôt gagné que perdu à l'établissement de l'impôt, moins onéreux pour eux que les obligations féodales. Aujourd'hui, le gouvernement de ce canton pourrait ainsi sans injustice

laisser subsister la taxe foncière comme une créance hypothécaire de l'État sur les terres affranchies par lui ; et soumettre en outre tout le capital du pays à un impôt *ad valorem* sans distinction de la propriété foncière et mobilière, pourvu qu'il ait des garanties que le capital mobilier ne rejetterait pas sa part d'impôt sur la terre, ce qui dépend de circonstances toutes locales, comme nous le verrons autre part.

En règle générale enfin , tout impôt foncier établi exclusivement sur la terre depuis un certain temps peut être considéré comme n'existant pas. C'est un sacrifice consommé, quelque chose comme une ancienne confiscation, ou plutôt comme le produit d'anciennes restitutions justes, qui représente pour les gouvernements actuels un domaine territorial, un capital constitué, placé à hypothèque et dont ils touchent la rente.

Mill est d'accord avec nous pour reconnaître que tout impôt foncier un peu ancien doit moins être considéré comme un impôt que comme un prélèvement de rente au profit de l'État, « comme une portion de rente que l'État s'est réservée dans l'origine, qui n'a jamais appartenu aux propriétaires ni fait partie de leur revenu, et dont, par conséquent, on ne doit pas leur tenir compte dans l'assiette de l'impôt de manière à les exempter à ce titre de toutes les autres taxes. De ce qu'un particulier est propriétaire d'une partie de la rente, il ne résulte pas que le reste lui appartienne et lui soit injustement enlevé. Les propriétaires possédaient à l'origine, à la condition de subir des charges féodales dont la taxe sur la terre est un bien faible équivalent, et on aurait pu leur faire payer à un prix bien plus élevé l'affranchissement de ces taxes. Tous ceux qui ont acheté de la terre, depuis que la taxe a été établie, l'ont achetée grevée de la taxe. Il n'existe aucun

» motif de dire que cette taxe est une contribution exigée
» des propriétaires actuels. »

Mill fait observer en outre, comme nous, que ces raisonnements ne s'appliquent qu'à un impôt foncier exceptionnel, c'est-à-dire frappant exclusivement la terre; mais que du moment où l'impôt foncier ne serait qu'un équivalent d'autres impôts pesant du même poids sur toute autre forme du capital, alors il ne serait qu'une branche d'un impôt général établi sur tous les biens. Il ajoute même que toutes les fois que les revenus produits par la terre sont sujets, au profit de l'État, à un prélèvement qui excède le prélèvement exercé sur les autres revenus, la différence n'est point, à proprement parler, un impôt, c'est une part saisie et réservée par l'État dans la propriété du sol.

L'impôt foncier étant presque partout fixé depuis son établissement au dixième du produit brut ou au cinquième de la rente, il en résulterait qu'un impôt d'un dixième de la rente établi sur tous les capitaux, quels qu'ils soient, serait en réalité une diminution de l'impôt foncier égale à la moitié de cet impôt, et qui équivaldrait pour les propriétaires actuels au remboursement d'une moitié du capital que cet impôt représente, c'est-à-dire qui relèverait le prix vénal de leurs terres d'une somme telle qu'au taux ordinaire de la rente foncière elle produirait un dixième de la rente, soit un vingtième du produit brut.

A l'époque où l'Angleterre accomplit sa réforme fiscale et établit sa *land tax*, c'était un progrès immense sur le régime actuel de tous les États de l'Europe; et il eût été déjà bien utile à la France de la suivre dans cette voie. Car on touchait déjà à l'époque désastreuse de la paix d'Utrecht et à la période de revers du règne de Louis XIV.

Cette réforme eût peut-être alors sauvé les finances de la

France et reculé, comme en Angleterre, la chute de la monarchie qui se préparait.

Déjà, du reste, par le commandement impérieux des besoins du fisc, une taxe régulière avait été imposée sur les biens sous le nom de *vingtième denier*, et elle atteignait même quelques terres nobles. Ce fut en quelque sorte l'origine de l'impôt foncier actuel, qu'on sentait un pressant besoin d'établir.

Que serait-il advenu si Louis XIV eût seulement consenti à opérer la réforme proposée par Vauban ? Sa *dîme royale* aurait eu les inconvénients de toute dîme. Ce n'eût pas été un impôt inégal par son invariabilité, comme la *land-tax* anglaise, mais inégal, quoique variable. Cet impôt ne demandant qu'un vingtième du produit brut, et pouvant s'élever jusqu'au dixième seulement dans le cas de pressants besoins, de guerre ou d'années calamiteuses, n'aurait pas pas absorbé aussi vite la totalité de la rente qu'une dîme régulière. Il n'aurait pas autant abaissé le niveau de la culture. Il aurait même encouragé les améliorations du sol, puisqu'un sol amélioré, produisant plus avec moins de travail et moins de frais, n'eût supporté qu'un impôt relativement moindre. Il eût enfin fait complètement négliger quelques mauvaises terres dont l'impôt eût absorbé la totalité du revenu net ; mais il eût fait produire davantage à toutes celles qui pouvaient, après le paiement de l'impôt, laisser une rente, si faible qu'elle fût. Enfin, frappant la totalité des terres de la nation, s'il eût encore été inégalement réparti, du moins eût-il remédié à des inégalités plus grandes : il eût substitué des inégalités partielles à des exemptions totales et à des privilèges consacrés. Il eût enfin fait tomber les charges de l'État sur toute la nation, au lieu que jusque-là elles n'avaient pesé que sur la portion du

peuple la plus faible. Il eût même réparti assez également les inégalités, les terres bonnes ou mauvaises étant en général possédées assez également par tous les ordres de l'État. Ce que Vauban dit de l'impôt des vingtièmes et centièmes établi proportionnellement au revenu net, prouve que cette distribution équitable des différences dans la productivité du sol existait en général entre tous les propriétaires des terres du royaume, surtout dans un temps où la propriété était peu divisée.

« Le système des vingtièmes et centièmes réussit assez
» bien dans les Pays-Bas, parce que le pays étant plat, il
» ne s'y trouve au plus que trois ou quatre différentes
» estimations. Mais dans les pays bossillés, par exemple
» dans le mien, frontière du Morvan, pays montagneux,
» faisant partie de la Bourgogne et du Nivernais, presque
» partout mauvais, quand j'en ai voulu faire un essai, il
» s'est trouvé que dans une terre qui ne contient pas plus
» d'une demi-lieue carrée, il a fallu la diviser en quatorze
» ou quinze cantons, pour en faire autant d'estimations dif-
» férentes, et que, dans chacun de ces cantons, il y avait
» presque autant de différences que de pièces de terre. »

On voit donc, d'après cela, que dans un pays partout très-accidenté, mais où la propriété serait peu divisée, l'évaluation de la taxe foncière d'après le produit brut, c'est-à-dire une dîme du dixième ou du vingtième, serait assez équitable au moyen des compensations qu'elle offrirait. Même dans ce cas, quelques grands domaines mal cultivés à cause de leur étendue, telles qu'étaient à cette époque en France les grandes terres nobles ou ecclésiastiques, porteraient une plus grande part des plus lourdes dîmes. Leurs propriétaires, pour ne point être ruinés, devraient donc s'efforcer de les mettre en valeur. Les propriétés parcellaires, au contraire,

en général bien amodiées par des propriétaires cultivateurs, seraient peu chargées. A peine un petit nombre d'entre eux ne retireraient qu'une faible rente, car l'expérience prouve qu'il n'est presque point de terre dont la stérilité résiste à un travail soutenu et continué seulement pendant une vie d'homme. Dans un État où les montagnes et les plaines, les bons et les mauvais terrains seraient très-inégalement répartis, la grande propriété pourrait donner lieu à des inégalités énormes, et réduire à l'état de landes ou de jachères de vastes étendues de terrain abandonnées par la culture. En pareil cas, il faudrait, comme dans les Pays-Bas, une taxe différente selon les différentes provinces. La moyenne du produit net étant évaluée pour chacune d'elle avec soin, servirait de base à l'impôt. Mais dans les provinces accidentées, où la propriété est presque toujours très-divisée, la base d'une répartition équitable serait très-difficile à fixer. Cependant elle ne serait point impossible. Nous essaierons d'indiquer autre part quels moyens l'on pourrait employer pour arriver à une distribution des charges aussi équitable que possible.

En tous les cas, la réforme proposée par Vauban pour la France valait la réforme fiscale de Guillaume et Marie; et la *dîme royale*, à ne la considérer que comme un impôt foncier frappant les revenus de la terre, aurait produit en France au moins autant de bien que la *land-tax* en Angleterre. Avec quelques améliorations, elle pouvait devenir un bon impôt foncier, et de plus, atteignant en même proportion les autres revenus de toute nature, elle n'entraînait avec elle aucune exaction, aucune expropriation partielle de la terre dont elle eût frappé la rente, sans altérer la valeur vénale du fonds. Les courtisans qui firent condamner au pilori le livre de Vauban en sont comptables devant la

royauté, devant la nation, devant l'Europe, devant l'histoire. Car Louis XIV, et la France, encore si puissante alors par son influence, établissant un tel impôt, il se fût trouvé des imitateurs dans les autres grandes monarchies. Bien des maux, bien des crises, et peut-être toutes les luttes de la fin du XVIII^e siècle et du commencement du siècle courant eussent été épargnées aux générations contemporaines. Si l'Angleterre a trop hâté sa révolution pour qu'elle fût complète, la France, l'Europe ont trop tardé à faire la leur.

Vauban eut un tort, c'est peut-être de donner le nom de dîme à un impôt auquel il proposait de soumettre toutes les classes sans distinction. On ne sait ce qu'en de certains moments peut un nom sur un peuple vain par sa nature, comme est en général le peuple français; sur des esprits légers, qui se laissent tout d'abord influencer par la surface des choses et les jugent irrévocablement avant d'en avoir pénétré le fond; sur des esprits prompts, impressionnables, toujours si déterminés à agir pour ou contre, qu'ils n'ont pas le temps de bien peser leurs raisons déterminantes. Un nom peut tout sur ce peuple, auquel son instinct fait souvent faire de grandes choses, qu'il défait ensuite à la réflexion, parce qu'il réfléchit mal; sur ce peuple dont le premier mouvement en avant est bon et dont le second en arrière est mauvais. Eh bien ! Vauban nomma son impôt *dîme royale*, et les nobles et le clergé, qui voulaient bien dîmer les autres, mais qui ne voulaient pas l'être eux-mêmes, repoussèrent la réforme proposée.

Peut-être que si Vauban eût appelé son impôt le *vingtième*, au lieu de l'appeler la *dîme*, la cour de Louis XIV et la noblesse française l'eût adopté. Il n'eût froissé que leurs intérêts et non leur orgueil. Peut-être que si la *land tax* anglaise se fût appelée la taille, les fiers seigneurs et

pairs d'Angleterre l'eussent repoussée avec indignation. Le mot est parfois plus que l'idée pour le triomphe de l'idée même, selon qu'il la présente entourée de différents accessoires.

C'est ce que Turgot semblait avoir compris, lorsqu'après encore un siècle écoulé dans un inextricable embarras fiscal, il présentait à Louis XVI un plan de réforme assez analogue à celui qu'avait proposé Vauban, mais sous une forme moins absolue et moins systématique, sous un titre moins menaçant pour les classes privilégiées du royaume.

On a vu que l'impôt du vingtième sur le net existait déjà en France; il atteignait certaines terres, exemptes d'autres taxes serviles. Un second vingtième avait dû même être ajouté au premier, et on l'acquittait sans trop de murmures. C'était un impôt plus récent, plus noble, un impôt royal et non féodal. Louis VII n'avait-il pas levé un vingtième sur toutes les terres, même nobles et ecclésiastiques du royaume? La noblesse ne dérogeait pas à le payer; si elle était juste, elle devait y consentir. Turgot, appelé au ministère en 1774, proposait la conversion des deux vingtièmes des tailles en un impôt territorial sur la noblesse et le clergé; l'égle répartition de l'impôt au moyen du cadastre; le remplacement successif de cette longue série de contributions, ou plutôt d'exactions indirectes, qui pesaient sur le peuple, par des contributions directes; le rachat des rentes seigneuriales et la suppression des abus encore subsistants de la féodalité; enfin l'abolition de la corvée royale.

Tous les privilégiés se liguèrent contre le ministre réformateur. En leur nom, M. le président d'Aligre repoussa toute innovation dans le lit de justice tenu à Versailles, le

(¹) Girardin, *Quest. de mon temps*, p. 60.

12 mars 1776, en couvrant avec hypocrisie du prétexte du bien public la résistance intéressée des classes nobles.

« Cet édit, opposait-il aux raisons alléguées en faveur de » la réforme, par l'introduction d'un nouveau genre d'impo- » sition perpétuelle et arbitraire sur les biens fonds, porte » un préjudice essentiel aux propriétés des pauvres comme » des riches, et donne une nouvelle atteinte à la franchise » naturelle de la noblesse et du clergé, dont les distinctions » et les droits tiennent à la constitution de la monarchie. »

Nous avons dit que le mot de *dîme* surtout avait fait tort à l'idée de Vauban ; et, en effet, il y avait parmi les classes privilégiées des esprits justes qui n'étaient pas de l'avis de M. d'Aligre. Il y avait des esprits plus généreux qui n'eussent point voulu devenir corvéables et taillables, qui eussent repoussés une dîme servile, mais qui ne trouvaient pas humain qu'il y eût des gens dîmés et taillés, tandis qu'eux-mêmes ne payaient rien ou presque rien à l'État. Dans la nuit du 4 août 1789, lorsque le député Target en appelait au respect dû aux personnes et aux propriétés, en faveur des exactions et des injustices féodales, ce fut le vicomte de Noailles, représentant d'une des plus nobles familles de France, qui l'interrompit par cette protestation énergique : « Trêve aux exhortations vaines. Le salut... c'est la jus- » tice ¹. »

Et justice fut faite : l'impôt foncier, universel, perpétuel, équitable dans l'intention, sinon toujours dans le fait, remplaça les tailles, les dîmes, les trois vingtièmes, les corvées et toute cette fiscalité féodale, qui devait entraîner avec elle dans sa chute la féodalité et la royauté elle-même. Seulement cette chute était si brusque et cette monarchie féodale

(¹) Girardin, de l'Impôt, p. 64.

était si lourde , que même en tombant elle trouva encore moyen d'écraser les peuples.

Mais la plus grande partie de la noblesse et du clergé participa à l'établissement du nouvel impôt et s'y soumit sans résistance. Cet impôt n'était pas servile ; il élevait beaucoup sans abaisser personne. C'était à la Cour plutôt que dans la nation que Turgot et Vauban avaient rencontré des adversaires ; et les États assemblés venaient dire que Vauban et Turgot avaient eu raison.

Dès cette époque et jusqu'aujourd'hui encore, le sol dans sa totalité, les terres nobles si longtemps libres comme les terres roturières qui seules l'avaient fait jusqu'alors , a supporté la plus grande part des charges de l'État chez presque toutes les nations civilisées.

C'est par une loi providentielle bien étrange que les choses les plus injustes viennent ainsi à se compenser l'une l'autre dans la suite des temps. Nous avons vu autre part que, durant toute la féodalité, les charges fiscales ont exclusivement pesé sur les profits, sur l'industrie, sur le travail, sur le capital agricole accumulable et sur le capital mobilier, en quelque petite proportion qu'il existât alors ; qu'au contraire les grandes propriétés foncières ont joui de toutes les franchises, au moins quant à la rente, et n'ont été atteintes qu'indirectement par la ruine des classes salariées et industrielles. Eh bien ! voici que depuis plus d'un siècle et près de deux, à dater de la réforme fiscale d'Angleterre, ce capital roturier, tant méprisé, prend une revanche éclatante. L'impôt tombe sur le sol noble, et le respecte ; la propriété foncière est expropriée, il en profite pour s'en emparer à plus bas prix. Jusqu'ici tout est bien ; mais il ne faudrait pas laisser durer trop longtemps une réaction pareille. Le capital mobilier à son tour asservirait la terre. S'il n'a pas

été tué, anéanti durant les dix siècles de son esclavage, de sa persécution, de son avilissement insultant, il est donc bien vivace ; et la prééminence qu'il a si rapidement acquise depuis qu'il est libre, nous dit en effet qu'il est vivace comme l'humanité dont le travail le produit. Qu'on le frappe donc, mais avec mesure, et il résistera ; il n'en produira, il n'en agira que d'une manière plus réglée et plus féconde.

CHAPITRE XXXI

Théorie de l'impôt foncier.

SOMMAIRE. — De l'impôt foncier en France. — Il doit subsister. — La justice exige qu'on le réforme partout. — Nécessité d'un cadastre. — Jury cadastral. — Objections et réponses. — Difficulté de l'évaluation du produit net. — La préemption et ses défauts. — Antagonisme et conflit des intérêts privés dans les campagnes. — C'est un bien que la fortune réelle des particuliers soit connue. — Vice du cadastre français. — Le cadastre dans le canton de Vaud. — L'impôt établi en 1802 et 1803 par les municipalités vaudoises.

L'impôt foncier établi en France par la révolution n'est certes pas exempt de défauts. Cependant c'est encore le meilleur de toute la collection si variée des impôts au moyen desquels le budget français essaie chaque année de se mettre en équilibre. Pour être le meilleur de tous, il n'en résulte nullement qu'il soit bon; cependant si mauvais qu'il soit il a servi de modèle à presque tous les impôts de même nature qui se sont établis depuis en Europe.

L'impôt foncier, tel qu'il est maintenant presque partout, est, en principe général, d'une justice inattaquable. Il est facilement, sûrement, économiquement perçu; il rapporte beaucoup au fisc, à raison de ce qu'il prend aux contribuables; il n'entraîne pour eux aucune charge, aucune vexation onéreuse; il est politique, car il intéresse les possesseurs du

sol à la bonne répartition et distribution des charges et dépenses publiques, il ne blesse enfin ni la morale, ni l'hygiène. S'il a des inconvénients, c'est seulement par suite d'une assiette imparfaite ; s'il a des défauts, ce sont des défauts de détail. Il peut, il doit être réformé partout ; mais partout il peut, il doit être conservé, et perpétuellement conservé.

L'abolirait-on ? Ce serait une gratification faite par l'État aux possesseurs actuels qui n'y ont aucun droit pour la plupart ; parce qu'en très-peu de cas la propriété est demeurée aux mains des héritiers des propriétaires, qui ont supporté l'expropriation résultant de son premier établissement ; et parce que d'ailleurs cette expropriation n'était que le remboursement d'une dette contractée envers la société et hypothéquée sur la terre. Il faudrait que l'État fît supporter à d'autres valeurs et à d'autres industries le montant de cette gratification : c'est-à-dire qu'il ruinerait les uns pour enrichir gratuitement les autres.

La propriété franche, c'est la propriété féodale, c'est le droit divin. Abolir l'impôt foncier, c'est revenir à la corvée, aux tailles, aux dîmes, aux taxes au bénéfice des seigneurs du sol. C'est rendre inutile le sang versé dans toute l'Europe depuis la révolution qui a détrôné les Stuarts jusqu'aujourd'hui. Quiconque parlerait comme Target et réclamerait la franchise de la noblesse pour les propriétaires, au nom du respect dû aux personnes et aux propriétés, doit être interrompu comme lui par le cri du vicomte de Noailles : « Le salut, c'est la justice ! »

Maintenant la justice même demande qu'on réforme l'impôt foncier, qu'on le réforme en Angleterre, en France, en Suisse, partout enfin où, anciennement établi, et à l'époque de son établissement assez justement établi, il est

devenu inéquitable dans son assiette par suite du mouvement constant des choses humaines et des fluctuations de la richesse.

La condition essentielle d'un bon impôt foncier, c'est un cadastre et un bon cadastre. Or un cadastre coûte cher ; il est long à faire ; et à peine fait, il faut qu'on le recommence ; à moins qu'il ne demeure perpétuellement réformable et suive avec rigueur les altérations de valeur du sol, les transformations et les changements de main de la propriété. Une fois bien établi, une bonne administration, vigilante, active, aussi simple que possible, habilement combinée avec l'administration de l'enregistrement qui en est une des branches naturelles, suffirait à remplir toutes les conditions de sûreté et d'équité possibles. Pussions-nous voir quelque jour le ministère du cadastre occuper dans les budgets des nations les colonnes remplies par le ministère de la guerre !

Mais en attendant un cadastre géométriquement, scientifiquement établi, l'institution d'un jury électif nous paraît pouvoir le suppléer dans les pays libres. Chacun sait la valeur de son bien, cherche à se l'exagérer devant soi-même et à la diminuer devant le fisc ; chacun sait la valeur de son bien relativement à celui de ses voisins et relativement à celui de tous les propriétaires de la même commune. Les pays qui jouissent de fortes institutions communales nous paraissent donc pouvoir instituer facilement dans chaque commune une sorte de jury cadastral, chargé d'indiquer au pouvoir central la valeur relative et le produit net annuel moyen de toute propriété ou pièce de terre fixée dans l'étendue de sa circonscription. Ce jury étant pris dans la population de la commune, et les intérêts rivaux se faisant équilibre, on arriverait aisément à une évaluation

plus sûre que celle qui pourrait être fournie par des arpenteurs théoriciens, qui mesureront bien un terrain, mais ne pourront jamais évaluer le pouvoir producteur d'un sillon comme celui qui le trace chaque année.

Des propriétaires, ou du moins des agriculteurs seuls, devraient composer un tel jury. L'élection devrait indiquer un certain nombre de jurés; et pour éviter les coteries, le sort devrait choisir seulement un tiers de ce nombre. Le service des jurés serait gratuit, sauf une indemnité pour chaque jour de travail ou de présence. Le chef du jury cadastral seulement devrait être un fonctionnaire salarié par l'État, chargé de conduire l'opération et d'en enregistrer les résultats sous la surveillance des magistrats communaux. L'impôt serait ainsi voté par ceux qui le paient, ce serait essentiellement un impôt libre, un impôt noble.

« Les fonctions des municipalités, disait Mirabeau ⁽¹⁾,
» ont principalement pour objet de choisir et d'établir des
» impositions suffisantes pour produire la somme qu'exige
» la quotité de leur affouagement, opération très-simple,
» qui rend en quelque sorte l'impôt volontaire par le
» choix de ceux qui doivent le supporter. Et qui doute que
» le seul moyen de parvenir à une égale répartition ne soit
» de l'opérer de cette manière, non de loin, non par grandes
» masses, non sur de vagues aperçus, mais de proche en
» proche, mais par ceux qui, connaissant tous la fortune de
» leurs voisins et de leurs égaux, ne peuvent pas se tromper
» et n'ont plus à craindre, ni l'arithmétique ministérielle,
» ni la balance inégale des commis, ni les valets des inten-
» dants. »

La loi annuelle déterminerait le taux de l'impôt propor-

(1) 7 octobre 1789. — M. de Girardin, *de l'Impôt*, p. 227.

tionnellement au produit net de chaque terre. Le produit net serait indiqué directement par les jurés dans les pays de petites propriétés très-accidentés ; dans les pays de grandes propriétés ou de pouvoir producteur uniforme, il pourrait être déduit indirectement du produit brut d'après une moyenne locale établie dans la commune pour le rapport entre le brut et le net. Soit la commune, soit le gouvernement central indiquerait lequel de ces deux modes il serait préférable d'employer. Enfin le jury ne fixerait point le montant de la taxe, mais indiquerait seulement le degré du pouvoir producteur de chaque terre dans l'échelle des rapports entre le brut et le net, c'est-à-dire, non la qualité absolue du sol, mais sa qualité relative par rapport aux autres propriétés de la même commune.

Ne pourrait-on pas craindre que les jurés ne s'entendissent pour évaluer au plus bas toutes les terres, et que toutes les communes ne prétendissent avoir seulement des terrains de la plus mauvaise qualité ? D'abord tous les gens d'une commune ne sont pas amis : loin de là ; et fréquemment, entre voisins, on s'aime beaucoup moins qu'on ne le devrait, même dans l'intérêt de tous. Ceux qui veulent vendre leur propriété ou ceux qui veulent la louer n'ont pas intérêt à en abaisser la valeur. Or, le prix de toute propriété se trouverait à peu près fixé par la taxe foncière qu'elle supporterait. On pourrait d'ailleurs obvier à cet inconvénient en admettant à l'élection cadastrale tous les habitants de la commune et non pas seulement les agriculteurs propriétaires, afin que les jurés soient élus sous la pression de l'intérêt général de la nation et non de l'intérêt particulier d'une industrie. On peut tenter l'expérience des deux manières, et se décider ensuite pour celle qui donnera les résultats les plus satisfaisants. Si cette digue aux intérêts

ne suffisait pas à les contenir, il est un autre moyen.

Quelle est la portion du produit du sol que l'impôt foncier doit atteindre pour être équitable? C'est le produit net; or, le produit net est représenté par la rente. La rente d'une terre sert de base à sa valeur vénale; cette valeur vénale est enregistrée dans l'acte de vente, et cet acte de vente est un acte public qui existe quelque part.

Si la terre depuis longtemps s'est transmise de main en main dans une famille, elle a toujours été évaluée à peu près son prix dans quelque acte de partage, contrat de mariage ou testament; et tous ces actes sont ou du moins doivent être enregistrés; s'ils ne le sont pas, alors une réforme de l'enregistrement devrait précéder et préparer la réforme du cadastre. Toutes valeurs mentionnées dans un acte public devront prendre leur place sur le registre public. Connaître la valeur capitale des biens fonciers, ce serait donc arriver directement à connaître leur produit net et, par suite, la quotité des taxes foncières qu'elles doivent supporter. En attendant que cette valeur soit connue particulièrement pour chaque terre, les statistiques actuelles donnent le chiffre, au moins approché, du revenu territorial de toute la nation; ce chiffre est un minimum, parce que les baux ne font pas mention des pots de vin donnés; parce que les subsides en nature ne sont pas comptés ou sont comptés au-dessous de leur valeur; parce que, dans le cas de la culture à moitié, propriétaires et cultivateurs ont intérêt à cacher une part du produit qu'ils tirent de la terre; parce que les propriétaires agriculteurs peuvent faire les déclarations qu'ils veulent, et cachent leur revenu pour être moins imposés. La statistique donnant ainsi un minimum pour le total du produit net du sol d'une nation, on connaît la somme totale de l'impôt foncier qu'on peut lui

faire supporter en raison du taux fixé par la loi. Et il faudra que cette somme totale, qui est nécessairement un minimum, se trouve. Or, elle sera répartie, d'après les déclarations communales, sur toutes les propriétés. Les taxes devenant ainsi d'autant plus fortes sur les terres de moindre catégorie qu'il y en aura moins de placées dans les catégories élevées, l'intérêt du plus grand nombre sera d'indiquer avec exactitude quelle est la valeur relative de chaque parcelle, c'est-à-dire son véritable pouvoir producteur évalué d'après le produit net qu'elle peut rendre.

Tout propriétaire, du reste, pourrait être reçu à faire ses réclamations au jury cadastral, s'il se croyait trop imposé ; de plus, c'est sur les biens mêmes, chaque année, au moment où la terre couverte de ses fruits dit elle-même sa fécondité, et en présence du propriétaire ou du fermier, que l'évaluation devrait se faire. Si elle était bien faite une fois, pour diminuer les frais et les charges qu'entraîneraient pour les contribuables les élections annuelles et les fonctions du jury, cette évaluation pourrait se renouveler seulement tous les cinq ou dix ans ; l'évaluation précédente servant de base et de renseignement rendrait plus aisé ce second travail.

Un pareil mode de répartition ne pourrait être qu'approximatif, mais il serait aussi équitable que possible ; d'ailleurs, s'il arrivait qu'il laissât subsister des irrégularités, le peuple ne pourrait s'en plaindre qu'à lui-même et à ses jurés.

Il y a plus : l'agriculture est un commerce. Pourquoi tout agriculteur ne serait-il pas assujetti aux mêmes formalités que les commerçants, c'est-à-dire à faire annuellement son inventaire, et à tenir un compte courant de toutes ses opérations ? La présentation de son registre lèverait

toute difficulté. Mais pareille proposition, à notre époque, est une utopie inapplicable à la plupart des nations d'Europe, où une grande partie, la majeure partie de la population agricole ne sait pas lire et encore moins écrire, compter, tenir des livres. Même dans les contrées plus heureuses, comme en Suisse, en Suède et dans les pays protestants en général, où l'instruction élémentaire est plus universellement répandue, nulle part cependant elle n'est arrivée au point de rendre possible de pareilles mesures administratives. Mais ce qui n'est pas possible à présent peut l'être plus tard : on ne saurait nous défendre de l'espérer. De plus, une pareille mesure administrative ne serait possible et efficace que dans le cas, non pas de la grande propriété, mais du moins de la grande culture au moyen de l'association. Les dépenses personnelles des petits propriétaires agriculteurs, l'absorption des revenus qui peuvent provenir de leurs épargnes et de leurs diverses ressources, telles que salaires ou profits, se mêlant au produit de leur petite parcelle de sol, ces éléments ne sauraient être séparés dans leurs livres, quand même on les astreindrait à les tenir régulièrement. Une évaluation du produit net des propriétés sera donc toujours d'une très-grande difficulté aussi longtemps qu'on ne pourra pas s'en rapporter à la bonne foi des contribuables ; et c'est parce que le jury cadastral nous semble offrir les meilleures garanties de cette bonne foi, qu'il nous semble l'institution fiscale la meilleure et la plus applicable immédiatement.

M. Émile de Girardin⁽¹⁾ a proposé un moyen énergique d'arriver à une évaluation juste des biens, mais ce moyen serait dangereux, facilement abusif et de plus inefficace :

(1) M. de Girardin, *de l'Impôt*, p. 325.

ce moyen c'est la préemption. A son avis, les taxes foncières, comme toutes les autres, ne sauraient avoir d'autres bases que les déclarations des propriétaires. Mais pour rendre ces déclarations parfaitement loyales, il pense qu'il suffirait de donner à l'État, ou même à tout particulier, le droit d'achat moyennant paiement de la valeur déclarée, plus un dixième. Nous ne doutons pas que la crainte d'être exproprié n'engageât dans ce cas le plus grand nombre des propriétaires à faire une déclaration au-dessus de la valeur réelle plutôt qu'au-dessous ; mais cette crainte ne serait pas un levier d'égale force sur tous. Il semble que M. Émile de Girardin connaît mal les propriétaires ruraux, les propriétaires agriculteurs surtout, leurs rivalités, leurs ambitions de s'arrondir à tout prix et aux dépens de leurs voisins, possédés en général de la même passion. Il en est qui paieraient quatre fois un terrain ce qu'il vaut ; et cependant ceux qui le possèdent refusent de le vendre ; ils y attachent donc autant de prix. Une fois que le droit de préemption serait établi entre particuliers, ce serait une guerre d'expropriation sans fin entre voisins. Celui-ci a envie de tel champ, de tel pré ; il paiera le dixième en plus et l'aura. Mais il devra faire une déclaration fiscale de beaucoup au-dessus de la valeur réelle, autrement le voisin dépossédé pourrait le lui reprendre aux mêmes conditions, et ne manquerait pas de se saigner autant qu'il pourrait pour ne pas le lui laisser. Chaque propriétaire devra donc, dans la crainte que quelqu'un envie son bien, payer, outre l'impôt équitable, une taxe injuste, illégale, tyrannique qu'on pourrait appeler *la taxe de la peur* ; et encore, quel que soit le taux auquel la peur lui fasse fixer cette taxe, il ne serait jamais assuré qu'un riche voisin ne vînt quelque jour inopinément le préempter. Cette taxe aurait donc pour effet de tomber

d'un poids plus lourd sur les plus pauvres, exposés à être préemptés par leurs riches voisins, sans pouvoir le leur rendre et sans pouvoir lutter avec eux. Elle détruirait, elle anéantirait bientôt la petite propriété; et une fois que la petite propriété serait anéantie dans un canton, la préemption n'aurait plus de force; les grands propriétaires qui se seraient partagés le sol s'accorderaient facilement entre eux pour se taxer au-dessous de la valeur de leurs biens.

La préemption se ferait-elle seulement par l'État! le mal serait moindre; mais que ferait l'État des biens préemptés? il les ferait vendre et vendre aux enchères. Qui avertira l'État que la déclaration d'un propriétaire est insuffisante? ce seront les magistrats municipaux, ou le percepteur de la commune; ce seront peut-être des gens qui, pour leur compte ou celui de leurs amis, désireront que ce bien soit à vendre. De qui leur est venue la déclaration? de gens intéressés à la faire, à l'appuyer, ou à la faire prendre en considération dans les bureaux de l'administration par les employés supérieurs. Qui croira-t-on? où prendra-t-on la preuve qu'en effet la taxe supportée par le bien est au-dessous de sa valeur? Y aura-t-il expertise? Mais s'il y a expertise, il n'est plus besoin de préemption; une amende, une peine fiscale suffit pour punir le délit de mauvaise foi, s'il existe; et du moins il n'y a plus personne d'intéressé à faire des dénonciations fausses. Celles qui viendront provoquer l'expertise seront suffisamment motivées par les jalousies, les rivalités communales, sans que l'intérêt, la cupidité s'y joigne encore. On pourrait cependant étendre la peine fiscale d'une fausse déclaration jusqu'à la vente aux enchères, si, l'expertise ayant eu lieu, il était constaté que la propriété vaut un dixième de plus que le montant de la déclaration. Sur le produit de la vente, le propriétaire recevrait seule-

ment la valeur déclarée; le surplus serait confisqué au profit de l'État. Si les enchères mises sur le bien ne montaient pas à un dixième en sus de cette valeur, l'adjudication n'aurait pas lieu, et le propriétaire ne serait pas dépossédé. Cette sévérité serait suffisante pour arrêter la mauvaise foi; et fort peu s'exposeraient à en supporter l'épreuve.

On fera cette objection, à nos yeux de peu de valeur : c'est que la fortune d'un propriétaire foncier serait ainsi publiquement connue, que cela pourrait nuire au crédit de plusieurs et blesser certains amours-propres, etc.

Tout cela nous touche peu et nous semble plutôt un bien qu'un mal. La valeur d'une propriété foncière est toujours plus ou moins connue des propriétaires voisins qui la comparent à la leur, qui le plus souvent la convoitent, et qui plus d'une fois, dans leurs rêves de fortune pareils à ceux de la fermière et de son pot au lait, l'ont achetée en pensée.

Or, ils en ont évalué le prix en capital, et cela d'après le produit net qu'ils supposent. Si donc le propriétaire pouvait être tenté de diminuer ce produit aux yeux du jury pour payer moins d'impôt, il serait tenté de le surfaire par amour-propre pour ses voisins, et surtout s'il avait le désir de la vendre, s'il pouvait prévoir que ses héritiers aient à la vendre un jour, si enfin il voulait marier ses filles ou augmenter son crédit hypothécaire.

D'autre part, même équilibre des intérêts et des passions chez les jurés ou leurs électeurs. S'ils ont envie d'acheter ou de louer une terre, ils essaieront de l'évaluer moins haut; s'ils la convoitent sans la désirer, s'ils portent envie au propriétaire, ils en élèveront la valeur; s'ils sont prêteurs hypothécaires, ils auront intérêt à ce qu'elle soit vendue cher en cas d'expropriation, afin que leur créance soit couverte. Or, dans l'élection comme dans le jury, où le sort viendrait en-

encore corriger ce que l'esprit de coterie pourrait avoir produit de mauvais, toutes ces tendances devraient se compenser.

La fortune foncière ne serait donc pas plus connue, c'est-à-dire ne donnerait pas sujet à plus d'évaluations et de supputations qu'elle ne le fait aujourd'hui sous le seul jeu des intérêts privés; elle serait seulement mieux connue. Chaque terre étant publiquement estimée ce qu'elle vaut, il y aurait moins de bons marchés à faire, c'est-à-dire moins de contrats illicites à conclure entre des gens qui se ruinent et d'autres qui en profitent. Chaque propriété trouverait toujours acquéreur selon sa juste valeur, surtout si les droits de mutations se trouvaient réduits, comme sur toute autre transmission de biens et de titres, aux frais de timbre et d'enregistrement. Plus de débats, d'envies, de convoitises longtemps dissimulées, plus de ruses, d'adresses réciproques entre les vendeurs et les acheteurs. La moralité des populations agricoles y gagnerait, cette moralité dont l'envie et la cupidité sont les grands écueils et presque les seuls écueils. Le cours de la rente immobilière se fixerait bientôt d'une façon aussi invariable que celui de la rente mobilière. Le crédit hypothécaire serait plus assuré; toutes les transactions deviendraient rapides et faciles. Quant aux amours-propres qui pourraient en souffrir, aux insolubles dont le crédit se trouverait détruit, nous ne saurions y voir un mal, et un mal surtout capable de compenser tout le bien qu'une pareille institution fiscale pourrait produire. Il serait temps que les amours-propres cherchassent à l'honneur une autre base que la richesse, et voulussent bien donner la préférence au mérite personnel. Les campagnes auraient besoin de cette réforme au moins autant que les villes; et s'il faut une tendance morale à l'impôt, celle-ci en vaut beaucoup

d'autres. Il y aurait moins de gendres trompés par leur beau-père dans la conclusion de ces marchés qu'on nomme mariages. Quand on se résigne d'une part à vendre son enfant, et de l'autre sa personne, au moins faut-il que le marché soit loyal. Si quelques filles à ce compte ne trouvaient point de maris, du moins elles ne risqueraient point d'être battues par ceux qui les auraient prises, les croyant riches, et qui ne se seraient peut-être point fait scrupule de punir la femme de la tromperie du beau-père. Tout ne serait peut être pas au mieux, mais au moins mal. En attendant le bien, ce serait toujours un progrès. La lumière nulle part ne saurait nuire : il est urgent au contraire de la faire briller. Lorsqu'on ne craindra plus d'être trompé par de faux riches ou de faux pauvres, selon l'occasion, on prêterait facilement aux riches, et plus riche soi-même d'autant, on donnerait plus aisément aux pauvres qui n'auront plus le même intérêt à se cacher de l'être. La loyauté sera un capital qui aura son prix, quand on saura où la prendre.

Si enfin un pareil système cadastral n'est pas parfait, comparons-le au système adopté jusqu'à ce jour, et s'il est meilleur, il est préférable, tout imparfait qu'il soit encore. Nous avons déjà vu les effets injustes, les inégalités flagrantes qui résultent, soit d'une dîme fixée sur le produit brut, soit d'une taxe fixe et invariable comme en Angleterre. Outre qu'une pareille taxe devient nécessairement inégale dans la suite des temps, il y a de plus la difficulté de l'établir avec équité. De l'aveu de Smith, l'évaluation cadastrale qui a servi à l'assiette de la taxe foncière anglaise a été fort inégale, même à l'époque de son premier établissement. Le cadastre français ne donne pas lieu à de moindres plaintes. Voici le jugement qui en a été porté

par M. d'Audiffret dans son ouvrage intitulé : *Système financier de la France*.

« Tout en reconnaissant l'utilité des résultats géométriques obtenus sur l'étendue, la contenance et la configuration du sol des propriétés, nous pensons que l'administration doit abandonner la route tortueuse et sans issue où elle s'est égarée depuis trente-deux ans, et sortir de ce labyrinthe cadastral où elle a mal dépensé son travail et 130 millions de centimes additionnels, auxquels s'ajouterait encore pour l'avenir un sacrifice perpétuel de 5 à 6 millions par année. »

Mais, comme M. d'Audiffret, nous n'en concluons pas qu'il faille revenir à la fixité de l'impôt foncier; ce serait changer, selon nous, un moindre mal contre un pire.

« L'inégalité, dans la répartition des impôts directs, est flagrante et connue de tout le monde, » dit M. Lemire, membre du conseil d'arrondissement et du conseil municipal de Rouen; « chacun sait que tels départements ne paient que 5 à 10 % du revenu réel, quand d'autres paient de 20 à 30 %. La même inégalité règne dans chaque département où les arrondissements, les communes et les citoyens entre eux ne sont pas imposés dans une proportion égale, eu égard aux revenus réels. »

« Cette inégalité entre les contribuables provient de ce que les agents du Trésor n'ont point une règle fixe et une forme unique pour opérer; qu'ils n'ont point les moyens de connaître le revenu réel de chaque propriété, et qu'ils déterminent ces revenus arbitrairement et par approximation. »

« Il est à notre connaissance que, dans un même arron-

» dissement, certaine propriété ne paie que 5 % de son
» revenu réel, tandis que d'autres paient 8, 10, 15 et jus-
» qu'à 20 et 30 % du même revenu. Ce n'est certes pas
» là la *péréquation de l'impôt* ⁽¹⁾. »

M. Poussielgue porte un pareil témoignage : « Des
» terres de même nature, de même produit, et qui se tou-
» chent, sont évaluées à 60 fr. de revenu imposable dans
» le département de la Somme, et à 45 fr. dans le Pas-de-
» Calais. Dans le Loiret des revenus de 5,000 fr. par baux
» authentiques ont été évalués 600 fr. par le cadastre en
» grande culture, et des revenus de 600 fr. en petite cul-
» ture ont été évalués 500 fr. Enfin, les faiseurs de ca-
» dastre ne sont pas d'accord sur ce qu'il faut entendre
» par revenu imposable ⁽²⁾. »

Le gouvernement n'a pas même refusé d'avouer ces iné-
galités flagrantes. Un tableau officiel annexé au budget de
1821 établissait que, « nonobstant les dégrèvements accor-
» dés aux départements surchargés, la proportion de l'im-
» pôt au revenu variait encore de département à départe-
» ment, depuis le huitième en principal jusqu'au dix-sep-
» tième; et si on ajoutait au principal les centimes addi-
» tionnels, les proportions et disproportions varieraient
» entre le cinquième et le onzième ⁽³⁾. »

La péréquation de l'impôt était ajournée, disait-on, après
l'achèvement du cadastre ; mais ce cadastre fût-il achevé,
fût-il aussi parfait que possible, dix années après il y au-
rait des changements, et, un siècle après, il faudrait tout
recommencer. Or, que servirait de prélever l'impôt fon-

(1) M. de Girardin, *de l'Impôt*, p. 73.

(2) *Idem, idem*, p. 71.

(3) *Idem, idem*, p. 74.

cier, si une grande part de son produit était absorbée en frais de répartition, sinon de perception?

Il faut un cadastre économique, un cadastre libéral, un cadastre annuel ou au moins quinquennal ou décennal, un cadastre mobile comme les valeurs dont il doit suivre les fluctuations : ce cadastre sera obtenu au moyen du jury.

On voit donc, d'après les plaintes qui précèdent, que les pays qui se sont engagés dans la même voie fiscale que la France, au commencement du siècle, ne peuvent avoir à s'en louer sans réserve.

Dans le pays de Vaud, par exemple ⁽¹⁾, un cadastre a été établi en 1802, et c'est d'après cette évaluation que l'impôt foncier continue à être perçu. Dans un demi-siècle, déjà bien des changements ont eu lieu dans la valeur des biens immeubles ; ces biens ont en général tellement augmenté de valeur, que, si on faisait la défalcation des créances hypothécaires qu'ils supportent, comme on l'a proposé, cette défalcation anéantirait presque en totalité l'impôt, bien que la dette hypothécaire s'élève seulement au quart de la valeur des biens imposés.

Il faudrait donc préluder à cette défalcation si nécessaire par un nouveau cadastre, c'est-à-dire par de nouvelles charges imposées au budget. En outre qu'un cadastre à établir scientifiquement n'est pas chose facile, il donne toujours lieu à une certaine portion d'arbitraire ⁽²⁾.

Du reste, ce sont les municipalités vaudoises qui furent chargées de dresser les cadastres de 1802 et de les compléter en 1803. Un petit pays nouvellement appelé à l'in-

(¹) Philippon, *les Impôts dans le canton de Vaud*, p. 19

(²) *Idem, idem*, p. 89.

dépendance nationale prenait donc spontanément, dès le commencement du siècle, l'initiative d'une institution analogue à celle que nous proposons. Il ne lui faudrait que continuer d'avancer dans cette voie pour donner à son impôt foncier les bases les plus équitables, les plus libérales et les plus démocratiques.

CHAPITRE XXXII

Légitimité de l'impôt sur le capital mobilier et foncier.

SOMMAIRE. — Définition du capital. — Le capital foncier et le capital mobilier. — Services qu'ils exigent de la société. — Risques qu'ils courent. — L'agriculture intéressée aux progrès de l'industrie. — Risques des personnes en vue de leurs biens. — Susceptibilité du capital mobilier. — La propriété foncière doit seule l'indemnité de l'espace et de la force végétative. — Taux relatif de l'impôt sur les deux sortes de richesses. — L'impôt sur le capital est une réaction. — Où il a existé. — La France en 1789. — La richesse mobilière était épuisée. — Il est mauvais en fait d'impôt d'en être aux expédients. — Impôts principes. — L'impôt sur le capital depuis 1789 en divers États. — A l'Assemblée constituante en 1848. — Il eût maintenu le gouvernement républicain.

Après avoir parlé de l'impôt foncier, c'est-à-dire de l'impôt sur le capital territorial ou sur la rente foncière, il est naturel de parler de l'impôt sur le capital ou sur le revenu de la richesse mobilière.

Si le sol, si la terre doit payer un droit à la communauté pour les services et la protection qu'elle en reçoit, en un mot, si la société a sur la propriété foncière une hypothèque légale, perpétuelle, inaliénable; si, de plus, la propriété foncière, par sa nature essentiellement jalouse, envahissante, exclusive, établit, en faveur du premier occupant et de ses descendants ou successeurs, un privi-

lège au détriment de toute la suite des générations exhérées de fait, et, par conséquent, donne à ceux-ci le droit de réclamer une indemnité annuelle de renonciation; en est-il de même de la richesse mobilière, de ce qu'on appelle, exclusivement à tort, *des capitaux*?

Pas tout à fait. C'est autre chose, et l'on en doit raisonner autrement. C'est un même genre, car la richesse en général est une; mais c'est une autre espèce. C'est un capital comme le capital foncier, et qui en diffère pourtant à plusieurs égards.

Définissons l'idée générique de capital :

C'est la valeur représentative d'un travail accumulé ou d'une force productrice conquise sur la nature, qui, sans se détruire ou s'absorber, prend, par le fait de son accumulation, pouvoir de produire annuellement d'autres valeurs à l'aide du travail.

C'est donc une force naturelle, plus un travail, qui devient un instrument de travail, et qui, comme tel, peut être mis en usage par son propriétaire ou par celui auquel il juge bon de le confier ou de le prêter à des conditions convenues entre eux d'un commun accord.

A ce titre, la terre, l'argent, ou toute monnaie et valeur représentative qui en tient lieu, les marchandises, les meubles d'usage, les outils, la force physique, la science, tout cela est capital; mais ce sont des capitaux de différentes sortes qui rendent et demandent à la société des services de différentes natures, et doivent être traités différemment par l'impôt. Il nous faudra donc parler successivement de ces diverses catégories de valeurs.

Nous avons vu que la terre doit payer le loyer de l'espace, que son propriétaire doit, en outre, le loyer de la

orce végétative déposée en son sein. C'est là un impôt propre au sol et que nul capital ne saurait supporter en même proportion. Entre toutes les diverses formes de la valeur que nous venons d'énumérer, aucune autre ne peut donner lieu à un même droit d'indemnité en faveur des exhéderés contre les propriétaires ou détenteurs de cette richesse exclusive.

Ni l'argent, tel qu'on le conçoit surtout aujourd'hui sous forme de titres, ni la science, ni la force physique ne prennent de place. Ils n'obligent point leur propriétaire à s'emparer d'une partie de la surface terrestre qui pourrait suffire au travail et à l'établissement de plusieurs. Ils se déplacent avec lui; ils ne sont point semés dans une certaine étendue de sillons dont la société soit requise de lui garantir la jouissance exclusive. Les marchandises, les meubles d'usage, les instruments de travail occupent un espace. Mais leur propriétaire, sous titre de loyer, paie chèrement le droit d'occuper exclusivement cet espace, et le paie au propriétaire du sol. S'il ne loue une maison, il en bâtit une : c'est de même payer le droit de location, le droit d'occupation ; car le terrain sur lequel il bâtit, il l'achète.

Notre police n'en est pas encore arrivée, comme au temps du normand Rollon, si l'on en croit les chroniqueurs, à ce que des bracelets d'or suspendus aux branches des chênes soient respectés des voleurs. Si l'on n'enferme pas, si l'on ne garde pas soi-même sa richesse mobilière dans un espace clos et approprié, la société n'en répond plus. Elle n'a des maisons de force, des geôles, des bagnes, un Botany-Bay, un Cayenne ou une Nouvelle-Calédonie que pour les vols avec effraction, escalade ou abus de confiance. Elle laisse sur la conscience de chacun la responsabilité des objets trouvés sans maître.

La terre ne s'enferme pas de même; elle ne s'emporte pas, elle ne se vole pas. On en peut piller les fruits, les produits, c'est-à-dire la rente en nature. Mais cette rente, ces produits ne sont autre chose alors que du capital mobilier, susceptible de pillage et de déprédations, d'autant plus qu'il est le plus souvent mal gardé par des clôtures imparfaites. La loi pourtant en répond en principe; et, sous ce rapport encore, la propriété foncière coûte un service de plus à la communauté, puisqu'elle réclame pour ses produits une garantie que n'exigent pas au même degré les produits des autres industries.

Il est vrai que cette garantie reste fort souvent inefficace, surtout quant aux fruits des arbres, et, plus généralement, quant à ces dommages causés aux propriétaires agriculteurs, le plus souvent sans profit pour les déprédateurs inconnus et impunis, tels enfin que passages illicites dans les pièces de terre, foulure de bétail et tant d'autres violations analogues du droit de propriété.

Outre le loyer de l'immense local exigé pour son capital enfoui sous le sol, outre la protection de ses produits, le propriétaire foncier doit encore payer la protection de la société contre les nations ennemies, contre le passage des armées, contre l'expropriation du fonds par les conquérants, expropriation qui peut revêtir la forme d'une dépossession violente, ou se présenter seulement sous le déguisement de tributs, d'impôts, de capitation de guerre, c'est-à-dire d'une expropriation réelle partielle ou totale.

Il y a plus, la propriété foncière doit payer les services de la société en ce qui concerne ses coutumes et sa législation particulière. Elle doit payer les frais judiciaires qu'elle entraîne, les avances qu'elle nécessite, les mesures de police, d'ordre public et de précaution de toute nature

qui la protègent : mesures préventives pour empêcher le mal , telles que gardes champêtres, gardes forestiers ; mesures répressives pour l'arrêter et le punir, telles que tribunaux ou codes, tant au civil qu'au criminel.

Par contre, quels services exige le capital mobilier ? Nous avons déjà dit qu'il paie son loyer quand il occupe un espace appréciable. Il ne gêne personne, n'empêche personne de passer, de s'installer où bon lui semble. Dans une ville d'un kilomètre carré on pourrait rassembler des richesses de quoi payer la superficie arable du globe ; et pour cela, il ne faudrait même qu'une maison. Il n'y a donc aucune indemnité locative à réclamer au capital mobilier. Il ne prend que l'espace que son propriétaire a le droit d'occuper lui-même en sa qualité de créature vivante et libre. Il habite l'air plus que le sol : et l'on n'a pas encore imaginé d'approprier l'atmosphère, bien que la lumière déjà ait été imposée en plus d'un lieu par la taxe des portes et fenêtres. Le capital mobilier circule sur les grands chemins, c'est-à-dire sur la propriété de tous, propriété achetée, conservée et entretenue aux frais de tous. Partout où il passe, loin de mettre entrave au travail d'autrui et au commerce général, il active et fait vivre l'un et l'autre. Lui seul enfin donne un prix, une valeur aux produits du capital enfoui sous le sol, qui ne deviennent une richesse qu'autant qu'ils sont échangeables, qui ne rapportent une rente, un profit, qu'autant que certains membres de la société, ayant renoncé à leur droit de culture pour s'occuper d'autres industries, se présentent comme acheteurs et consommateurs.

C'est pourquoi l'agriculture elle-même souffre dans un pays sans industrie. Pourquoi chercherait-elle à produire ? Elle manque d'écoulement pour ses produits. Dans une so-

ciété absolument agricole, et trop éloignée de centres industriels pour faire avec ceux-ci aucun échange, la terre serait vague et presque sans valeur. Dès lors il y aurait à peine matière à appropriation. Chaque famille cultiverait chaque année une certaine étendue de terre nécessaire à sa subsistance. Comme les meilleures terres seulement pourraient nourrir leurs habitants avec des instruments de travail agricole aussi défectueux qu'ils seraient en pareil cas, il n'y aurait aucune épargne possible. Faute d'épargne, la population ne pourrait devenir assez dense pour qu'il y eût des chances fréquentes de contestations que d'ailleurs le droit du plus fort suffirait à régler, avec l'aide de famines périodiques qui viendraient tenir lieu de police contre les exhérédés en les décimant : telle est l'histoire universelle des peuples sauvages.

La propriété agricole est donc intéressée, non-seulement à sa propre conservation, mais à la conservation de la richesse industrielle, qui seule lui donne sa valeur et qui l'augmente constamment. Elle doit ainsi à la rigueur payer la part de la protection donnée à ce capital mobilier.

Un homme, au besoin, suffit à défendre sa bourse contre un homme ; une famille défendra son commerce, sa boutique, son atelier contre une famille ; mais sans la protection de la loi, il sera impossible à un propriétaire foncier de protéger une lieue, un kilomètre ou même un hectare carré de terrain. Les premiers pourront fermer leur porte la nuit et dormir tranquille ; ce dernier devra veiller l'arme au bras près de sa sémence, de sa récolte, de ses arbres qu'on viendra scier par le pied, si aucune peine n'effraie le crime, si aucune justice ne protège les biens. Qu'on ne dise pas que la morale publique suffit à cette protection. La morale publique est déjà une constitution sociale consentie tacite-

ment à l'unanimité des membres de la communauté. Si, dans un canton dépourvu de lois, un propriétaire trouve support et secours chez ses voisins contre les malfaiteurs qui viennent le piller, c'est qu'il y a déjà contrat réciproque entre eux, mutualité de services, commencement d'association. Le service qu'il réclame est un impôt qu'il lève en nature, en prestations personnelles sur ses voisins et qu'il sera tenu de payer à son tour le cas échéant. La constitution sociale actuelle ne fait que confirmer cette mutualité. Elle ne la détruit pas entièrement ; elle ne la rend pas inutile, surtout dans les campagnes ; seulement elle la fortifie, l'appuie, et la complète. Le déprédateur des biens d'autrui, arrêté par les efforts du propriétaire lésé, de ses alliés, amis, voisins, de toute la communauté, moralement et spontanément requise de ce service, est mis entre les mains de la justice publique. Celle-ci jugera ensuite plus sainement de la gravité du délit que la foule passionnée par la poursuite, et que le propriétaire irrité du tort souvent minime qu'on lui a fait. La justice publique plus impartiale, plus froide est aussi une garantie, non-seulement pour le volé, mais pour le voleur. Elle empêche qu'une justice sommaire soit faite, au risque de méprises fatales qui pourraient faire punir un innocent au lieu du coupable. Les risques des biens deviennent donc en plusieurs cas risques de la personne. Le propriétaire, pour défendre les uns, expose l'autre, de sorte que protéger ses biens, c'est le protéger lui-même. Après avoir payé l'impôt pour son capital et ses produits, il doit donc payer l'impôt pour sa personne, et en raison de ses biens qui le mettent personnellement d'autant plus en danger qu'ils sont plus considérables.

Voyons maintenant à quels risques le capital mobilier est exposé, à quels risques il expose son propriétaire. Le ca-

pital en science et les outils qui composent le capital professionnel donnent lieu à fort peu de risques. L'un est incorporé à la personne : tuer la personne ce serait anéantir le capital. L'autre n'a guère d'utilité qu'entre ses mains, et d'ailleurs est de peu de valeur en général. Mais l'un et l'autre ont besoin de protection pour produire. Surtout le capital science n'est fécond et ne rapporte un revenu que dans un état social assez avancé. Il lui faut un degré de civilisation d'autant plus élevé que cette science est moins usuelle, moins indispensable à l'existence de la majorité des individus, moins étroitement liée à leurs intérêts immédiats. Enfin, dans les sociétés anciennes, artisans et savants, avec leur science et leurs outils, étaient, en cas de guerre malheureuse et de conquêtes, réduits en esclavage et contraints de mettre leurs talents au service de leur vainqueur.

De même en cas de guerre le capital d'usage, les meubles, sont exposés au pillage, à la destruction, et pendant la paix aux déprédations, soit par la ruse, soit par les moyens violents, soit par les accidents naturels et le contact social. La jouissance paisible n'en est possible qu'à l'abri des lois. Les marchandises courent les mêmes risques. Il leur faut de plus la protection sociale pour circuler et produire un revenu. Enfin la monnaie, les valeurs représentatives, le capital industriel et le capital national, cette richesse fictive dont la réalité est représentée en travaux d'utilité publique, en édifices et en matériel d'entreprises diverses, est plus que tout autre un sujet de tentation pour le crime. La preuve que cette forme a besoin d'un haut degré de protection, et de services sociaux multiples et compliqués, c'est qu'elle apparaît la dernière au rang des richesses nationales d'un peuple. Elle ne se développe que dans la période la plus avancée des civilisations ; mais elle prend alors, et

presque tout à coup, un essor rapide et parfois extraordinaire.

Devant les moindres troubles publics, la valeur de ce capital diminue, s'efface, s'anéantit presque entièrement; non parce qu'il disparaît, mais parce que la circulation en est ralentie et la fécondité tout à coup arrêtée; parce que les entreprises, les travaux publics qu'il représente ou féconde, demeurent sans utilité, sans activité, et cessant de produire ne donnent plus de revenus. Il y a des routes, mais on ne voyage plus, des moyens de transport qui ne transportent rien, des boutiques où l'on ne vend rien, des manufactures où l'on ne fait rien. Les marchandises, les produits eux-mêmes, ne trouvant plus d'acheteurs, ne rapportent plus de profits. Le mobilier d'usage donne des craintes au lieu de jouissance; les instruments de travail deviennent inutiles ou ne donnent qu'un salaire insuffisant. Les produits du sol seulement ont toujours cours; la gêne générale en diminue un peu le prix, il est vrai; mais la perte que la propriété foncière supporte en pareil cas est relativement faible.

Si pourtant la propriété mobilière a un besoin si pressant de protection, si les services sociaux, si l'ordre public sont une condition si essentielle de son existence, c'est sans doute que les services qu'elle exige sont d'une nature plus précieuse, plus complexe, plus onéreuse à la société; et il se pourrait que, tout compte fait, la balance des risques et périls fût à peu près parfaite entre les deux propriétés.

Mais la propriété foncière devrait toujours supporter de plus cette indemnité de la force productrice qui réside en elle, et de l'espace qu'elle occupe exclusivement, indemnité que la propriété mobilière ne doit à aucun égard et dont le sol est seul susceptible d'être grevé.

Que dit l'expérience maintenant? Dans quelles proportions les charges fiscales imposées au capital mobilier par rapport au capital foncier apparaissent-elles dans l'histoire?

Presque sans exception on trouve un taux égal et proportionnel pour chacune de ces deux sortes de valeurs, quant au capital. Mais comme jusqu'à présent le capital foncier a rapporté une rente moitié moindre que la rente du capital mobilier, il en résulte que par rapport à cette rente, à ce produit annuel, la propriété territoriale a supporté des charges doubles. Or il n'est pas probable qu'un ordre pareil ne soit naturellement établi, sans qu'il soit le résultat du jeu des lois naturelles. Ce n'est nulle part la volonté des individus, s'exerçant librement, ce n'est pas même la raison ou les caprices des législateurs qui ont établi ce rapport : il est résulté du commandement de la nécessité qui joue un si grand rôle dans les destinées humaines. Or la nécessité a toujours sa raison d'être dans l'utilité sociale du moment ; et si l'utilité sociale du moment n'est pas la justice pure, théorique et abstraite, c'est du moins la justice pratique, l'équité compensatrice des iniquités précédemment consommées. C'est enfin le résultat d'un besoin d'équilibre qui se fait sentir impérieusement, et qui amène, comme une fatalité, ces revirements brusques des lois entre deux générations qui se succèdent. Quand la Babel humaine, cette tour aussi sans fin où chaque individu ne travaille que pour lui et pour son propre intérêt, a penché longtemps d'un côté, il faut que les étages bâtis sur ce fondement inclinent et penchent de l'autre pour maintenir tout l'édifice debout.

Presque toujours l'impôt sur le capital s'est fait jour dans l'histoire au moment de ces revirements de la bascule sociale, de ces changements de lof du vaisseau de l'Etat,

dé ces brusques détours, de ces angles aigus dans la ligne brisée du mouvement civilisateur, on peut donc affirmer que le taux de cet impôt a été plutôt exagéré que maintenu au-dessous de ce qu'il devait être.

L'impôt sur le capital apparaît, dans le passé comme une institution éminemment démocratique. Ce n'est en général que dans les républiques, et surtout après le triomphe du principe égalitaire, que nous en trouvons des exemples dans l'antiquité, le moyen âge et l'âge moderne.

L'impôt sur le capital, ou plutôt sur la fortune, a existé à Athènes sous la forme d'un impôt à catégories progressives dès les premiers temps de cette république. Vers la 100^{me} Olympiade il existait encore.

L'impôt sur la fortune a existé à Rome depuis le règne de Servius-Tullius, jusqu'en l'année 586.

Il existait à Carthage, et tout fait croire qu'une pareille institution dut être établie à Tyr et dans chacune de ses colonies.

En France il fut levé au temps de Louis le Jeune, et, ainsi que nous l'avons vu, continué sous les Croisades. Il fût momentanément rétabli au temps du roi Jean, lorsqu'en 1355 les factions populaires furent près de changer complètement la forme absolue de la monarchie en un gouvernement parlementaire. Seulement nous avons déjà vu autre part qu'il fut progressif en raison inverse de la richesse.

L'impôt sur le capital existait à Venise. A Florence il fut réclamé par la faction des petits qui voulurent d'abord lui donner une assiette progressive et un effet rétroactif contre les riches exemptés d'impôts dans le passé. Il fut enfin définitivement établi par les Médicis selon une assiette exactement proportionnelle, au taux d'un demi pour cent du

capital possédé. C'est à partir de son établissement que toutes les factions furent apaisées, que la république de Florence commença à jouir de la paix intérieure et à jeter dans les arts cet éclat que nulle autre cité italienne n'étala au même degré.

En Angleterre, les deniers votés par les barons à leurs princes étaient réclamés de toutes les formes de la richesse indistinctement, sauf les exemptions et privilèges de noblesse et de cléricature. L'ancienne *land-tax* avait été assise originellement sur tous les biens réels et personnels, c'est-à-dire également sur les produits des fonds de terre et des capitaux mobiliers, dans la proportion d'un cinquième du revenu sur les uns comme sur les autres. C'était sévère, surtout pour le capital mobilier. Mais la révolution de 1688 était la continuation du grand choc qui avait renversé le trône des Stuarts et abaissé les privilèges de la richesse autant au moins que les privilèges aristocratiques de la noblesse. Les puritains étaient ennemis du luxe ; la révolution qu'ils causèrent fut à tous les points de vue égalitaire ; seulement elle ne fut ni complète, ni durable.

De même, c'était à mesure que la féodalité et les privilèges de la roture eux-mêmes s'affaiblissaient en France, que le capital, sous toutes ses formes, était plus directement et plus universellement frappé entre les mains de tous ceux qui le possédaient. La taille personnelle atteignait déjà les revenus de la petite industrie comme les profits agricoles ; les dixièmes, vingtièmes et centièmes établis successivement dans le cours du XVIII^e siècle pesèrent sur les revenus mobiliers comme sur la rente foncière. Telle fut au moins l'intention des législateurs qui les établirent.

Il semble étrange que la révolution de 1789 n'ait point continué de marcher dans cette voie : elle se laissa malheu-

reusement trop influencer par les doctrines économiques des physiocrates, qui, refusant toute valeur réelle au travail humain, et ne voyant de vraie richesse que dans le sol et ses produits immédiats, voulaient que l'Etat ne prît ses revenus qu'à cette source. Cependant il est presumable que si l'Assemblée constituante, et après elle la Convention, avaient demandé appui, au moyen de l'impôt, à la richesse mobilière, plutôt que de recourir à d'autres mesures financières désastreuses, telles que le papier-monnaie par exemple, mesures qui troublèrent profondément l'équilibre de cette richesse, qui la déplacèrent et la dévorèrent sans fruit, de grands maux eussent alors été épargnés à la France. L'Europe, entraînée par elle dans cette direction, aurait eu dès lors un meilleur système fiscal, des budgets mieux équilibrés, de moindres troubles économiques. Elle aurait évité tous ceux qui proviennent aujourd'hui de l'écart immense laissé entre les charges supportées par les diverses formes de la richesse. Le capital, dans son développement rapide, eût pris un cours plus régulier, plus normal.

La réaction contre les privilèges dont avait si longtemps joui la terre a été trop violente et les privilèges trop brusquement changés de place plutôt que détruits. Car, de même qu'avant 1789 il y avait en France et dans toute l'Europe la richesse noble et la richesse roturière : la richesse noble qui échappait à l'impôt, la richesse roturière qui en supportait tout le poids ; de même aujourd'hui encore il y a le capital noble et le capital vilain. Nous ne dirons pas, comme M. de Girardin, que le capital noble est celui qui échappe à l'impôt par l'oisiveté, et que le capital vilain, celui qui supporte toutes les charges, c'est le capital actif ; non, c'est quelque chose de pire encore, car il y a des capitaux nobles qui circulent beaucoup, qui rappor-

tent beaucoup, qui agissent beaucoup, et qui ne paient rien; il y a des capitaux qui n'agissent point et qui paient. Le capital vilain, en ce moment, c'est la terre surchargée à la fois d'impôts et d'hypothèques, c'est le capital de certaines industries qui sont lourdement grevées, tandis que d'autres ne paient rien. Le capital noble, c'est le capital mobilier; ce sont les créances hypothécaires, véritables titres de propriété foncière; ce sont les titres de rentes sur l'Etat, les actions industrielles, la richesse du haut commerce, celle enfin qui était autrefois entachée de roture plutôt que de servilité. C'est que la révolution de 1789 fut une révolution bourgeoise plus encore que populaire. Le peuple se montra bien dans les rues pour abattre, comme il fait toujours quand il se trouve des gens pour l'y pousser; mais ce fut la bourgeoisie, ce fut le tiers-Etat et son influence qui reconstruisit, et qui reconstruisit à son profit. Le petit peuple, les *minuti*, la plèbe des rues n'en était pas encore capable. Elle se sentait souffrir, et ne savait trop de quoi; elle voulait autre chose, sans savoir davantage quelle autre chose valait mieux. Son ignorance la livrait nécessairement encore à des tuteurs, et à des tuteurs intéressés; malheureusement elle ne trouva pas, quand il l'eût fallu, des Médicis.

Il faut dire aussi qu'à cette époque la richesse mobilière était épuisée. Elle avait plutôt besoin d'encouragement et de protection que de nouvelles charges. Jusque-là elle avait été frappée, directement ou indirectement, au point d'avoir disparu, ou plutôt de n'avoir pu se former, venir à être, devenir. Elle avait été frappée dans sa semence, frappée dans sa fécondité reproductrice, de manière à n'avoir pu croître, se développer, s'accumuler. La dîme, les tailles, la capitation, les impôts indirects, toutes les formes diverses de l'impôt sous l'ancien régime fiscal et encore sous le

régime actuel, s'ils n'atteignaient la rente qu'indirectement entre les mains des capitalistes et propriétaires, et seulement après avoir absorbé les profits entre les mains des travailleurs, l'atteignaient cependant en fin de compte, et après l'avoir atteinte et détruite, l'empêchaient de se reconstruire. C'était un impôt sur le revenu, mais qui, absorbant tout le revenu, absorbait la source de tout capital. C'était un impôt progressif sur la misère, qui ruinait tout le monde sans enrichir l'État, un impôt qui se dévorait lui-même, en multipliant les fortunes en moins auxquelles l'État devait donner sans rien pouvoir leur demander. Il absorbait non-seulement les profits agricoles, source de la petite propriété foncière, mais aussi les profits de l'artisan, ceux du marchand qui, en sa qualité de serf, de manant, de roturier, était soumis à la taille et à la capitation ; deux impôts au lieu d'un, proportionnels seulement l'un à l'autre, c'est-à-dire qui doubleraient la progression des iniquités. Enfin le peu de capitaux qui avaient pu échapper, se soustraire à l'impôt en se cachant dans les villes ou à l'aide de protections, de privilèges, c'est-à-dire d'injustices nouvelles, avaient été dissipés dans les emprunts viagers de l'État, les tontines, les loteries, les mines du Mississippi, et enfin par toutes les maladies morales et financières de la Régence ou du règne non moins désastreux de Louis XV.

Comment donc frapper un capital qui n'existait pas, qui n'existait plus, un capital frappé de stupeur par ces malheureuses expériences, et presque convaincu de sa stérilité, de son impuissance à triompher des risques et périls de la spéculation ? L'Assemblée constituante, la Convention auraient pu l'imposer en principe au moins ; et le principe fût resté. Quand le capital, cet être subtil et

prompt, nerveux et impressionnable, eût été revenu de son effroi, quand ce phénix, qui renaît de ses cendres mêmes, se fût montré de nouveau, il eût été assujéti à la règle, à la loi.

Il est mauvais, extrêmement mauvais en matière fiscale d'en être toujours réduit aux expédients immédiats. L'État qui en arrive là est constamment dans la position de l'homme qui vit des emprunts faits à ses amis, n'ayant pas de revenus fixes. Il ne faut pas adopter seulement les impôts qui rapportent et seulement parce qu'ils rapportent ; il en est qui doivent subsister, par cette seule raison qu'ils sont justes et qu'ils font équilibre à d'autres qui sont plus fructueux. Si, par malheur, ces taxes principes sont pour le moment des sources taries, qu'on ne les muré pas pour cela, qu'on les entretienne au contraire en bon état, et qu'on en ouvre d'autres momentanément, sous la condition expresse de les refermer quand les premières recommenceront à couler.

L'impôt sur la fortune mobilière était si bien dans les instincts des générations et dans le courant des idées du temps, qu'alors et depuis il s'est établi presque partout où les institutions politiques ont conservé ou pris une nuance de liberté et de démocratie.

L'*income-tax* est un pas immense fait dans cette voie ; c'est l'*income-tax* qui a permis à l'Angleterre d'abaisser ses douanes et ses impôts de consommation, et qui, établi quelques années plus tôt, eût empêché la dette anglaise de s'accumuler.

L'impôt sur le capital ou sur les revenus mobiliers s'est établi ou perpétué avec des différences de détail dans toutes les Provinces-Unies ; en Pensylvanie, à New-York, au Maryland, en Californie, dans le New-Hampshire, dans

l'Arkansas, le Wisconsin, l'Ohio, le Maine, le Connecticut, la Géorgie, l'Alabama, le Vermont, la Virginie, la Caroline du sud, le Kentucky, le Texas, l'État de Jowa et le Mississippi. Il a été adopté en Suisse dans les cantons de Berne, de Zurich, de Fribourg, de Saint-Gall, de Neuchâtel, de Genève, de Schaffouse, de Schwitz, d'Appenzell, de Glaris, de Thurgovie. Il a été en usage à Hambourg, à Brême, à Lubeck, à Ulm. Il a été institué en Bavière après 1848. Il se serait certainement établi en France, et, inaugurant la liberté du commerce, aurait permis d'ouvrir toutes les frontières, si les institutions républicaines s'y fussent perpétuées, ou si seulement la tribune et la presse y fussent restées libres.

Déjà, sous l'Assemblée constituante de 1848, il en avait été fortement question. M. Goudchaux, alors ministre des finances, avait proposé un projet d'impôt sur le revenu mobilier. C'était une initiative hardie, une idée féconde et heureuse. Un contre-projet fut présenté à la commission chargée d'examiner la proposition ministérielle. Il proposait de frapper d'un impôt à base fixe les créances et capitaux réalisés de toute nature. « Ce système, disait le » rapporteur, M. de Parieu, a préoccupé longtemps et » profondément votre commission. On l'a soutenu contre le » projet du gouvernement, disant qu'il était fâcheux d'at- » teindre les profits de l'activité humaine, et qu'il convient » mieux d'épargner le capital en voie de formation pour » ne s'adresser qu'au capital réalisé; on a ajouté que dans » une pareille voie l'inconvénient de pénétrer dans la si- » tuation intime de chaque contribuable, ainsi que l'arbi- » traire qui peut être la suite d'une pareille investigation, » seraient complètement évités. » L'impôt sur la fortune mobilière semblait donc adopté en principe; il ne s'agissait

plus que de chercher sa base, son assiette, que de décider s'il serait assis proportionnellement au capital ou proportionnellement aux revenus qu'il rapporte. De l'une ou de l'autre manière, c'eût été un progrès, un grand progrès. Un pareil impôt eût été le radeau de sauvetage sur lequel la république française eût échappé à la crise financière qui la tourmentait et au naufrage qui devait en résulter pour elle. Mais le parti réactionnaire, semi-aristocratique et semi-bourgeois, qui désirait ce naufrage, fit échouer l'un et l'autre projet, et avec eux peut-être empêcha l'établissement définitif de la liberté en France. Tout se tient, tout s'enchaîne dans les institutions politiques. Une république ne peut subsister longtemps avec le système fiscal d'une monarchie. Il faut à la liberté et à la justice d'autres impôts qu'au despotisme et au privilège.

Il nous faut maintenant séparer deux questions que jusqu'à présent nous avons confondues, et traiter séparément de l'impôt sur le capital et de l'impôt sur le revenu, ces deux formes que peut revêtir un impôt sur la fortune mobilière et immobilière.

CHAPITRE XXXIII

De l'impôt sur le capital en général.

SOMMAIRE. — Sa compréhension. — Il comprend l'impôt foncier. — Système de M. de Girardin. — Le revenu brut et le revenu net. — Quotité de l'impôt. — Objection contre l'impôt unique sur le capital — En opposition avec l'impôt unique sur le revenu. — L'impôt sur le capital ferait baisser le prix vénal des terres. — Précipiterait l'industrie. — État violent de l'industrie anglaise. — La grande propriété est louée bon marché. — Avantages de l'impôt sur le capital. — Ses inconvénients. — Dans quel cas il est avantageux de l'établir. — Il devrait être établi simultanément par toutes les nations. — Quelles nations peuvent l'établir isolément.

L'impôt sur le capital en général renferme en soi l'impôt foncier, puisque la terre est un capital. Cependant ce terme ne désigne le plus souvent dans la langue économique qu'un impôt sur le capital mobilier. C'est une erreur que nous ne consacrerons pas; l'impôt sur le capital comprend pour nous toutes les valeurs possibles.

C'est M. de Girardin que nous chargerons surtout d'être l'avocat de l'impôt sur le capital. C'est son impôt de prédilection, et nous convenons que ce n'est pas à tort. Aussi est-ce à lui que nous emprunterons tout ce qu'on peut dire en sa faveur, nous réservant le droit d'objection et de critique, quand nous jugerons que ses arguments y donnent lieu⁽¹⁾.

(1) Lorsque le Conseil d'État du canton de Vaud ouvrit un concours sur la question de l'impôt, M. Émile de Girardin offrit de doubler le prix proposé si le lauréat couronné faisait triompher l'impôt unique sur le capital. Bien que je rende pleine justice à la science et à l'esprit ingé-

M. de Girardin propose à la France et à toute l'Europe de généraliser l'impôt établi à Florence par les Médicis. Certes le précédent est flatteur et l'exemple est engageant. Il demande qu'on prélève sur tout capital accumulé, mobilier ou immobilier, un impôt unique et uniforme égal à $\frac{1}{200}$ du capital, soit 1/2 p. 100, ou 5 p. 1000.

Au cours actuel de la rente mobilière, celle-ci serait donc grevée d'un dixième, soit 10 p. 100; et la rente immobilière de 20 p. 100 ou d'un cinquième. C'est sévère, ce-

nieux et fécond de M. de Girardin, et que son impôt sur le capital me paraisse devoir être la base de tout système fiscal rationnel; cependant je crois, ainsi qu'on le verra ci-après, que cet impôt, s'il était unique, serait incomplet.

Je dois néanmoins reconnaître que dans tout cet ouvrage je dois beaucoup au livre de M. de Girardin sur l'*Impôt*, surtout quant aux renseignements historiques; et que ses compilations savantes ont beaucoup abrégé mon travail. J'aurais tenu à aller puiser aux sources originales les documents qu'il m'a fournis, si les conditions de temps et de lieu me l'eussent permis.

Mais le concours, ouvert au mois de mars ou avril, devait être fermé à la fin de juillet; je n'ai pu me mettre à l'œuvre qu'au commencement du mois de juin; et, à cette époque, je n'avais encore dessein que de rédiger un mémoire fort court résumant les questions d'une manière toute spéciale au canton de Vaud. Sur ces entrefaites, le délai accordé ayant été prolongé jusqu'au 15 septembre, et me sentant sur une veine d'idées qui me semblaient fécondes, je résolus, seulement alors, d'étendre les proportions de mon ouvrage, qui dut ainsi être achevé en moins de trois mois et demi, et qui fut déposé à la chancellerie vaudoise le jour même de la fermeture du concours. J'ai quelques raisons de croire que plusieurs des concurrents, même parmi les cinq lauréats, n'ont pas été aussi exacts.

Comme je travaillais au milieu des montagnes, dans un chalet où je n'avais emporté avec moi que quelques livres, c'est à eux que je dus pour le moment demander toute mon érudition, laissant à chacun des auteurs que j'ai cités la responsabilité des emprunts que je leur ai faits.

Lorsque je revins à Lausanne, à l'époque du congrès de 1860, la première rédaction de mon ouvrage était déjà achevée jusqu'à la quatrième section de la seconde partie, c'est-à-dire qu'il ne me restait plus à parler que de l'impôt sur le revenu.

pendant il faut avouer que ce sont des proportions normales. Ce sont les proportions que l'histoire nous montre presque constamment appliquées à l'impôt depuis l'antique institution de la dîme, véritable impôt réel d'un dixième prélevé sur le capital agricole, ou revenu brut de la terre. Ce sont les proportions relatives dans lesquelles ont presque toujours été grevées les deux formes principales de la richesse, la terre et l'argent, c'est-à-dire l'intérêt ou la rente qu'ils ont généralement produit.

Aussi M. de Girardin fait-il de ces proportions le fondement même de tout système fiscal rationnel. « Le budget » normal de l'État, dit-il, sous aucun prétexte ne doit » excéder le vingtième du revenu brut, le dixième du revenu net, le deux centième du capital national, soit demi » pour cent.

« Le vingtième du revenu brut, le dixième du revenu » net, le deux centième du capital national, sont des proportions relatives que nous élevons à la puissance de » règles absolues ⁽¹⁾. »

M. de Girardin n'explique pas bien ce qu'il entend par le net et par le brut du revenu. Le net, est-ce la rente fixe, perpétuelle? Le brut, est-ce la rente fixe, plus le profit variable? Nous essaierons d'éclaircir cette question un peu plus loin; et son examen nous conduira à établir que si la richesse atteinte proportionnellement au capital seulement ne doit payer au maximum que $1/200^e$ de ce capital, $1/20^e$ de ce que M. de Girardin appelle sans doute revenu brut, et $1/10^e$ du revenu net, atteinte sous les deux formes, c'est-à-dire comme capital et comme revenu, ou plutôt comme rente fixe et comme profit variable, ce maximum peut être

(1) *De l'Impôt.*

porté à $1/10^e$ du revenu total qu'elle rapporte, tant en rente fixe qu'en profit, c'est-à-dire $1/10^e$ du revenu net et $1/10^e$ du revenu brut, déduction faite du revenu net. Le produit total de l'impôt s'élèverait ainsi au-dessus de $1/2$ p. 100 du capital national, sans que pourtant il pût jamais atteindre à 1 p. 100 de ce capital, dernière limite fiscale que, même dans les temps de plus grande crise, il ne doit être permis à aucun gouvernement de dépasser. Ce sont là du reste les proportions réelles de l'ancienne dîme qui, prenant $1/10^e$ des produits en nature, prenait en réalité au moins $1/5^e$ de la rente et $1/5^e$ des profits, ce qui faisait $1/5^e$ du revenu total des revenus agricoles, et correspondait à $1/10^e$ seulement du revenu total de la propriété mobilière, si l'écart normal des revenus fonciers et des revenus mobiliers doit réellement être fixé au double; ce que, du reste, nous ne croyons pas.

Dans des temps de crise le taux de l'impôt proposé par M. de Girardin serait donc peut-être un peu bas, considéré bien entendu comme impôt unique, comme impôt atteignant seulement la rente fixe, légale, sans atteindre les profits; mais dans des temps de calme il pourrait suffire.

Laissant de côté pour la reprendre plus tard la quotité absolue ou le taux de cet impôt, considérons-le en tant qu'impôt unique au point de vue de l'équité de sa base.

Un tel impôt n'est pas complet; il est juste, très-juste en ce qu'il atteint; ce qu'il frappe, il le frappe justement; il est injuste seulement par ce qu'il épargne, ce qu'il ménage; il est injuste parce qu'il laisse de côté ces profits variables du capital qui existent concurremment avec la rente fixe, bien qu'en d'autres mains le plus souvent ⁽¹⁾. « L'impôt sur

(1) M. de Girardin, *de l'Impôt*, p. 262.

» le capital, dit M. de Girardin, c'est l'impôt sur le net. » C'est justement là ce que nous lui reprochons, si, pour M. de Girardin, net veut dire fixe. Ce que cet impôt a de bon, c'est qu'il est réellement proportionnel à la valeur créée, à la richesse produite ; et comme tel il est bon, il doit être établi ; mais il ne peut pas être unique, parce que si aucun autre impôt n'atteignait la richesse naissante, le profit annuel variable, l'assiette de l'impôt en général serait injuste et improportionnelle.

« L'impôt sur le capital est un impôt sur l'excédant du » salaire ou du revenu, c'est-à-dire sur le possesseur. » Point de capital, point d'impôt ; qui ne possède rien, ne » paie rien ; qui possède peu, paie peu ; qui possède beau- » coup, paie beaucoup ⁽¹⁾. » Mais poussons les choses à l'absolu. Nous avons vu que sans société il n'est point de propriété, qu'il n'est point de société sans impôt. Si donc il était de l'essence de l'impôt de ne porter que sur la propriété, il n'y aurait jamais eu ni propriété, ni société, ni impôt ; car il a fallu nécessairement que le premier impôt fût établi sur un revenu, ou tout au moins sur cette propriété des facultés personnelles, sur ce revenu brut que M. de Girardin veut exonérer. Enfin, dans ce système, il y aurait des gens qui posséderaient quelque chose et qui ne paieraient rien ; car ce n'est pas rien posséder que d'avoir un revenu de 10 mille francs. Eh bien ! que paierait, selon M. de Girardin, l'employé, le fonctionnaire civil ou militaire qui, avec des appointements de 10 mille francs par an, logerait en garni ?

L'impôt, tel que l'entend M. de Girardin, est assis proportionnellement au capital, en opposition avec l'impôt sur

(1) M. de Girardin, *de l'impôt*, p. 284.

le revenu qu'on voudrait asseoir proportionnellement à la rente, et qui laisserait de même subsister des inégalités, des injustices, seulement des injustices et des inégalités contraires. S'il fallait adopter l'un ou l'autre exclusivement, il se pourrait que l'impôt sur le capital valût mieux à beaucoup d'égards dans notre époque.

L'impôt du revenu, par exemple, demanderait à la propriété foncière une contribution moitié moindre que celle dont la frapperait un impôt sur le capital, ce qui serait contraire, d'une part à la théorie que nous avons établie, et qui la fait débitrice au double envers la société par rapport aux autres richesses ; de l'autre à la tradition historique qui consacre cette théorie par les faits. Un impôt proportionnel au revenu et non au capital aurait donc pour effet de faire augmenter encore le prix vénal des terres, qu'il faudrait au contraire chercher à abaisser. M. de Girardin démontre très-bien que telle serait la tendance d'un impôt proportionnel au capital.

« Les capitaux timorés, dit-il, les capitaux retraités, ces » vétérans de l'industrie, ces invalides du travail, ont une » tendance trop grande à se disputer le sol, à se le partager » en parcelles, au détriment du cultivateur qui laboure, » fume, sème, herse et moissonne. Il convient d'arrêter » cette tendance excessive. L'impôt sur le capital l'arrêtera. » L'impôt sur le capital apprendra à l'épargne le chemin » de l'industrie, les voies du commerce et la grande route » de la mer qui mène à tous les vastes marchés du » monde ⁽¹⁾.

« Lorsque les capitaux amassés par l'épargne dans » l'exercice d'une multitude de professions, au lieu d'aller

(1) *De l'impôt*, p. 259.

» se placer passivement sur la terre, seront ramenés dans
» de plus exactes proportions vers la rente et vers l'indus-
» trie, la valeur vénale de la terre qui, relativement à l'état
» actuel des choses, est incontestablement trop élevée,
» reprendra son juste niveau. Le paysan, ayant à lutter
» contre un nombre de concurrents infiniment moins grand,
» ne la paiera plus son prix réel. Alors l'extrême morcel-
» lement du sol s'arrêtera de lui même ⁽¹⁾. »

Nous ne saurions suivre M. de Girardin aussi loin : que la terre revienne à son prix réel, c'est assez ; au-dessous, ce serait trop. Nous ne pouvons non plus partager son enthousiasme pour la grande propriété anglaise ni pour les lois de substitution qui l'immobilisent et auxquelles il attribue les plus heureuses conséquences. « Les revenus
» capitalisés ; dit-il, les capitaux épargnés, tous les capitaux
» disponibles enfin, ne trouvant à se placer ni en achats de
» terres, ni en prêts sur hypothèque, ont dû chercher un
» autre emploi. Ils ont afflué vers l'industrie, puis vers le
» commerce, ce premier et second degré après lequel arrive
» nécessairement la marine. Quand le marché intérieur ne
» suffit plus, ne faut-il pas l'étendre, ne faut-il pas aller
» conquérir de nouveaux débouchés ⁽²⁾ ? »

Tout cela est vrai, mais il résulte de cette situation violente, de cette immobilité forcée où la propriété foncière, en Angleterre, est maintenue, cet état fiévreux de l'industrie qui ne peut trouver son équilibre qu'en se répandant au dehors, de sorte que le jour où la mer serait fermée à la marine anglaise, cette industrie se trouverait complètement ruinée, malgré l'abondance de ses richesses produc-

(1) *De l'Impôt*, p. 238.

(2) *Id.*, p. 238.

trices et à cause même de cette abondance ; parce que ces richesses se stériliseraient les unes les autres par la concurrence.

« Où les capitaux désœuvrés et embarrassés d'eux-mêmes, dit-il encore, continuent de se disputer le sol, non pour le cultiver, mais pour se l'approprier paisiblement, n'espérez pas que le goût des grandes et lointaines entreprises se développe jamais, que les capitaux s'enghardissent, qu'ils bravent les risques des expéditions à long terme ⁽¹⁾. »

Mais cette concurrence des capitaux pour s'approprier le sol aurait du moins pour effet de le faire cultiver avec plus de soin, de lui faire donner tout ce qu'il peut rendre, afin de lui faire payer une part plus forte de l'intérêt du capital qu'il représente ; et l'expérience prouve que la terre n'est bien cultivée que dans les pays où elle est chère, et où elle rapporte peu. Le taux d'intérêt auquel les capitaux deviennent hardis et entreprenants reste seulement un peu plus élevé, de sorte que les risques qu'ils courent ont au moins plus de chance d'être couverts. Enfin dans un pays qui ne pourrait avoir de marine, dans un pays enfermé de montagnes, dans un pays autour duquel un blocus commercial serait aisé à former en cas de guerre, M. de Girardin serait-il d'avis d'encourager les expéditions lointaines, la hardiesse des capitaux et leurs longs voyages à l'étranger ?

« Toutes les nations qui ont jeté un grand éclat dans le commerce, dit M. de Girardin, sont les nations qui ayant eu à lutter contre l'exiguité de leur territoire, relativement à leur population, ont dû chercher la puissance et

(¹) *De l'Impôt*, p. 259.

» la prospérité dans l'immensité des mers. Exemple :
» Carthage, Venise, la Hollande, l'Angleterre ⁽¹⁾. »

Mais que doit faire un pays dont le territoire est exigü et la population exubérante, quand il n'a pas les mers pour frontières? Le meilleur parti qu'il ait à prendre, c'est de développer au plus haut degré possible la puissance productrice de son sol, afin de se suffire à lui-même et de dépendre de l'étranger le moins qu'il peut.

Un tel pays trouve enfin dans l'extrême morcellement du sol la plus sûre garantie de son indépendance nationale, et il a surtout à se défier de ses capitalistes trop entreprenants qui, par leurs spéculations, ont besoin de vastes marchés à l'extérieur.

D'ailleurs il faut se garder de confondre la grandeur politique avec la prospérité intérieure, l'éclat du commerce et le bonheur du commerce. Ces grandes républiques maritimes qui ont semé leur nom sur tous les rivages, y ont été connues par leurs malheurs et leurs revers autant au moins que par leur puissance. Heureux les peuples dont on parle peu!

Il ne faut pas oublier que si Athènes, Tyr, Carthage, Venise, la Hollande ont dû un ou deux siècles d'éclat à l'empire de la mer, le jour où elles l'ont perdu elles se sont vu abaissées sans retour, parce qu'elles avaient besoin pour exister de tous les marchés du monde; parce que pour vivre un jour dans leur enceinte il fallait dépenser en valeur vénale de quoi vivre longtemps en quelque autre pays moins riche. Tel est l'état de l'Angleterre. Parce que certaines terres de la noblesse et même la plus grande partie du sol anglais ne peut s'aliéner, il en résulte un prix vénal

(1) *De l'Impôt*, p. 259.

d'autant plus grand pour toutes les terres aliénables, et par suite un cours d'autant plus élevé dans le prix général des produits du sol, qui doivent suffire à payer la rente d'un capital plus considérable.

Quand donc M. de Girardin montre la vie à bon marché comme un résultat de la grande propriété, l'Angleterre est là pour lui donner un démenti. Nulle part la vie n'est plus chère, et l'élévation des salaires qui en résulte est la grande plaie de son industrie. Il n'y aurait d'autre remède à cette plaie que dans l'aliénabilité du sol qui livrerait à la concurrence cette propriété foncière, restée jusqu'aujourd'hui un privilège, et ses produits, que l'on paye en conséquence d'un prix de monopole dont le profit ne revient pas même à l'agriculteur.

Si un impôt sur le capital foncier et autre avait pour résultat, comme nous le croyons en effet, d'abaisser le prix des choses nécessaires à la vie, ce ne serait pas parce que la propriété foncière se concentrerait entre les mêmes mains, ce serait seulement parce que son prix vénal baisserait, et que, se divisant peut-être davantage, elle arriverait cependant, à l'aide d'une plus grande abondance et d'une plus grande activité des capitaux, à des moyens d'exploitations plus puissants, parce qu'ils seraient plus rapides, plus intelligents et mieux combinés, de manière à permettre l'association. Alors seulement M. de Girardin pourrait dire : « Le prix des matières premières et des » denrées alimentaires cessant d'être excessif, cessera de » faire obstacle à l'essor de notre industrie nationale et à » la solution de ce grand problème politique, glorieusement » poursuivi par sir Rober Peel : *La vie à bon marché* ⁽¹⁾. »

(1) *De l'Impôt*, p. 258.

Or, qu'un impôt sur le capital doive avoir pour effet d'abaisser le prix vénal des terres et de diminuer l'écart considérable qui existe entre le taux de la rente foncière et celui de la rente mobilière, M. de Girardin l'affirme avec toute raison.

« Il n'est pas un contribuable, dit-il ⁽¹⁾, si bornée que
» soit son intelligence ou son instruction, qui ne se rende
» facilement compte que s'il paye 1 p. 100 sur un capital
» de 20,000 fr., il ne sera pas indifférent que ce capital
» soit employé en achats de terre, produisant 3 p. 100, ou
» en achats de rentes sur l'État produisant 5 p. 100, puisque
» dans le premier cas l'impôt équivaldra au tiers de son
» revenu, et dans le second cas au cinquième seulement. »
« La terre, ajoute-t-il autre part ⁽²⁾, ne s'achètera plus
» comme placement passif d'argent mais comme instru-
» ment de travail, ainsi que l'on achète une étude de no-
» taire, une étude d'avoué, un fonds de commerce, une
» usine, etc... » Cependant jamais la terre ne descendra à
un prix vénal aussi bas et même plus bas que d'autres
capitaux, comme le suppose M. de Girardin, au point de
faire tomber au prix de 25,000 fr. une terre rapportant une
rente fixe de 4,000 fr. Le capital mobilier sera toujours
exposé à des risques que ne courra jamais le capital immo-
bilier, à moins que celui-ci ne reçoive d'une nouvelle légis-
lation et d'un nouveau mode d'exploitation une mobilité
en tout semblable aux autres capitaux industriels. Il est
vrai que M. de Girardin suppose qu'un système d'assurance
générale, faisant disparaître tous les risques, on arriverait
à l'unité d'intérêt. Mais les risques n'étant point égaux dans
les diverses industries, la prime d'assurance ne pourrait

(¹) *De l'Impôt*, p. 257.

(²) *Id.*, p. 277.

l'être avec justice, et la prime d'assurance étant prise sur l'intérêt le ferait varier. Ainsi la prime d'assurance du capital engagé dans la marine, le commerce ou l'industrie sera toujours plus considérable que pour celui qui est engagé dans l'agriculture. Le capital agricole ne peut en grande partie être attaqué que dans les profits et dans la rente qu'il rapporte; le fonds lui-même ne saurait être absorbé, détruit; il garde sa valeur réelle, une fois cette valeur acquise. C'est l'avantage qu'aura toujours la propriété foncière sur toute autre propriété; c'est ce qui la maintiendra constamment à un prix vénal plus élevé; c'est pourquoi les meilleures terres seront toujours celles qui rapporteront le plus; c'est enfin ce qui fait que supportant, comme tous les autres capitaux, une même taxe proportionnelle à la valeur capitale qu'elle représente, la terre sera et doit toujours être plus lourdement grevée, quant à son revenu, que tout autre forme de la richesse.

« Nous ne nions pas, dit encore M. de Girardin ⁽¹⁾, que
» l'impôt sur le capital ne soit plus profitable aux proprié-
» taires cultivateurs qu'aux propriétaires parasites, aux
» propriétaires actifs qu'aux propriétaires passifs. Mais
» est-ce le travail ou l'oisiveté que l'impôt doit encourager
» et ménager? Nous répondons sans hésiter : c'est le tra-
» vail que doit encourager et ménager l'impôt.

« De toutes les industries, la plus pénible à exercer c'est
» l'industrie agricole. Pourquoi? Parce que l'instrument de
» travail coûte trop cher à louer ou à acquérir. Quand tous
» ceux qui veulent et peuvent vivre sans travailler seraient
» amenés indirectement à se faire rentiers sur l'État,
» seraient-ils donc bien à plaindre? La terre en serait-elle

(¹) *De l'impôt*, p. 277.

» moins féconde parce qu'elle serait cultivée par les mains
» de ses propriétaires? Vaut-il mieux contrarier ce cours
» des choses, ou vaut-il mieux le diriger?

» Nous comprenons parfaitement que le paysan aime
» mieux à prix égal, même à prix supérieur, acheter de la
» terre que des rentes, parce qu'entre ses mains la terre
» est un *instrument* de travail comme le rabot aux mains
» du menuisier, le marteau aux mains du forgeron, l'étude
» du notaire aux mains du notaire, etc., mais lorsque
» ce n'est pas pour exercer ses aptitudes, pour appliquer
» ses connaissances, lorsque ce n'est pas pour la cul-
» tiver enfin qu'on achète de la terre, nous l'avouons,
» notre raison ne s'explique pas qu'on préfère au revenu
» net de 2,500 fr. en terres, moyennant 100,000 fr. de
» capital, à un revenu doublé en rente sur l'État, moyen-
» nant la même somme déboursée. »

En effet, lorsqu'avec des garanties législatives et judiciaires suffisantes un taux légal est assuré comme intérêt à tout capital prêté, l'État a le droit d'imposer progressivement tous les revenus au-dessous de ce taux et de forcer les gens à être riches, en quelque sorte en dépit d'eux-mêmes; c'est-à-dire à ne pas détenir entre leurs mains une sorte de valeur qu'ils ne savent pas faire produire. Or l'impôt sur le capital a cet effet; c'est une véritable amende imposée aux revenus au-dessous du taux légal.

M. de Girardin fait encore ressortir d'autres avantages qu'on ne peut refuser de reconnaître à l'impôt sur le capital.
« Il n'admet pas de privilège pour le capital passif, oisif,
» immobile. En le traitant comme s'il était producteur, il
» l'oblige à le devenir ⁽¹⁾.

(1) *De l'Impôt*, p. 285.

« Ce n'est pas une question indifférente que tel emploi
 » donné de préférence à tel autre au même capital, puis-
 » qu'une somme qui rapporte 8 p. 100 équivaut à la somme
 » double rapportant 4 p. 100 ⁽¹⁾.

« Si la richesse d'un pays est en raison de la vitesse
 » imprimée à la circulation monétaire sous toutes ses
 » formes, l'impôt le meilleur sera incontestablement celui
 » qui communiquera au travail et à toutes les transactions
 » l'activité la plus grande ⁽²⁾.

« Pour base de l'impôt prenez le capital, c'est-à-dire
 » la richesse accumulée, agrégée et agglomérée; aussitôt
 » le capital qui ne circulait pas circule, le capital qui dor-
 » mait se réveille, le capital qui travaillait redouble d'ef-
 » forts et stimule le crédit. Le capital ne peut plus rester
 » un seul instant oisif et improductif, sous peine d'être
 » entamé. Il est condamné à l'activité forcée. Le capital
 » qui est timide s'enhardit, car l'impôt sur le capital
 » étant le même, soit qu'il produise 3 p. 0/0, soit qu'il
 » produise 6 p. 0/0 d'intérêts, le capital, par la première
 » de toutes les lois naturelles, la loi de conservation, s'ap-
 » plique aussitôt à chercher sans relâche l'intérêt le plus
 » élevé que lui permette de trouver la concurrence des
 » capitaux aux prises avec l'émulation des efforts se sti-
 » mulant l'un l'autre ⁽³⁾.

« L'impôt sur le capital multipliera et resserrera les
 » rapports entre l'épargne et le travail : car à tout levier
 » il faut un point d'appui. Le besoin impérieux de tirer
 » de son argent le loyer le plus élevé possible afin de
 » rendre le plus faible possible l'impôt sur le capital, fera

(¹) *De l'Impôt*, p. 237.

(²) *Id.* p. 237.

(³) *Id.*, p. 256.

» que l'oisif ira chercher le travailleur pour s'associer à
» lui. Souvent le crédit manque au talent; souvent aussi
» le talent manque au crédit. Vivant moins à l'écart l'un
» de l'autre, tous deux apprendront à se mieux connaître
» et à s'entr'aider ⁽¹⁾.

« L'impôt sur le capital donne de plus une base au cré-
» dit lui-même. En effet, quand vous voulez contracter un
» emprunt, on ne vous demande pas ce que vous gagnez
» mais ce que vous possédez ⁽²⁾.

« L'impôt sur le capital ne se paye jamais par anticipa-
» tion; il ne se prélève pas sur la récolte incertaine, la
» vendange capricieuse ou le gain précaire. Non, il a pour
» base exclusive la fortune acquise, l'excédant de la recette
» sur la dépense, l'épargne capitalisée, le bénéfice réalisé;
» il a pour fondement la certitude ⁽³⁾.

« C'est pourquoi rien de plus facile à saisir et à constater
» que le capital; à preuve, les droits que l'enregistrement
» prélève sur les biens, meubles et immeubles, aussitôt
» que s'ouvre une succession. »

Nous venons de présenter les plus fortes raisons que M. de Girardin ait avancées en faveur de son système, et on ne saurait nier qu'elles n'aient une grande valeur. Cependant l'impôt sur le capital donne lieu à des objections aussi, et même il ne semble pas, en général, avoir été beaucoup du goût des économistes, plus prompts, il est vrai, à critiquer tous les impôts existants qu'à dire ceux qu'il faudrait établir à leur place. M. de Girardin a du moins sur eux cet avantage qu'il présente un plan d'édifice, en même temps qu'il conseille de détruire l'ancien.

(1) *De l'Impôt*, p. 259.

(2) *Id.*, p. 285.

(3) *Id.*, p. 205.

« L'intérêt de l'argent, dit Adam Smith, paraît au premier coup d'œil un objet aussi susceptible d'être imposé directement que le revenu foncier. De même que le revenu foncier ou fermage des terres, c'est un produit net qui reste, après toute compensation pleinement faite des risques et de la peine d'employer le capital. De même qu'un impôt sur les fermages des terres ne peut faire monter ces fermages plus haut, parce que le produit net qui reste après le remplacement du capital du fermier, avec un profit raisonnable, ne peut pas être plus grand après qu'avant l'impôt; de même et par la même raison, un impôt sur l'intérêt de l'argent ne pourrait faire hausser le taux de l'intérêt, si l'on suppose que la quantité de capitaux ou d'argent à prêter dans le pays reste la même après l'impôt qu'elle était auparavant, tout comme la quantité de terre ⁽¹⁾. »

Smith laisse donc apercevoir ici un des dangers, un des inconvénients de l'impôt sur le capital : c'est qu'il le fasse émigrer. Il démontre bien que le taux ordinaire de l'intérêt se détermine partout sur le rapport existant entre la quantité de capitaux à employer et la quantité d'emplois ou d'affaires qu'exigent des capitaux; mais s'il est vrai que la quantité d'emplois ou d'affaires ne peut être ni augmentée ni diminuée par un impôt sur l'intérêt de l'argent, la quantité des capitaux peut diminuer; ils peuvent fuir devant l'impôt. Il en résulterait une augmentation de la demande, et par suite une hausse de l'intérêt égale à l'impôt qui ferait retomber cet impôt plus ou moins totalement sur l'emprunteur, sans que le capitaliste lui-même supporte aucune charge. Or, un pareil résultat serait désastreux

(1) Smith, *Richesse des nations*, p. 331. Paris, Guillaumin.

parce qu'il ruinerait l'industrie nationale en donnant au pays voisin l'immense avantage de pouvoir se procurer le capital, c'est-à-dire l'instrument de travail à meilleur compte.

« La terre est une chose qui ne peut s'emporter, dit Smith, » tandis que le capital peut s'emporter très-facilement. Le » propriétaire de terres est nécessairement citoyen du » pays où est situé son bien. Le propriétaire de capital est » en réalité citoyen du monde, et il n'est attaché à aucun » pays en particulier. Il serait bientôt disposé à abandon- » ner celui où il se verrait exposé à des recherches vexa- » toires qui auraient pour objet de le soumettre à un impôt » onéreux ; et il ferait passer son capital dans quelque » autre lieu où il pourrait mener ses affaires et jouir de » sa fortune plus à son aise. En emportant son capital il » ferait cesser toute l'industrie que ce capital entretenait » dans le pays qu'il aurait quitté.

« C'est le capital qui met la terre en culture ; c'est le » capital qui met le travail en activité. Un impôt qui ten- » drait à chasser les capitaux d'un pays, tendrait d'autant » à dessécher toutes les sources du revenu, tant du sou- » verain que de la société. Ce ne serait pas seulement les » profits des capitaux, ce serait encore la rente de la terre » et les salaires du travail qui se trouveraient plus ou moins » diminués par cette émigration des capitaux ⁽¹⁾. »

Cependant on peut répondre à ces objections : pour que le capital émigre, il faut qu'il trouve autre part un intérêt supérieur à celui qui lui resterait après défalcation faite de l'impôt, sans que pourtant les risques augmentent en proportion plus grande que la perte de cet impôt ; il faut en

(1) Smith, *Richesse des nations*, p. 533.

outre que les frais de voyage, de déplacement, de correspondance, que le souci d'être éloigné de ses capitaux ne soient pas autant de raisons suffisantes pour retenir le capitaliste. Il y a donc une série très-multiple de considérations qui peuvent empêcher le capital d'émigrer devant un impôt qui le frapperait en proportion très-minime. Si avec cela cet impôt lui assurait quelque avantage comme garantie et sécurité, au lieu de chercher à s'y soustraire, il le paierait avec empressement; et il suffirait même d'une pareille mesure pour faire abonder dans le pays où il serait établi les capitaux étrangers.

Il est encore un cas particulier où un impôt sur le capital pourrait être utile à une nation isolée au milieu de nations chez lesquelles un pareil impôt n'existe pas. Mill démontre ⁽¹⁾ que le capital accumulé peut être si considérable dans un pays, que par suite de la concurrence qu'il se fait à lui même, les profits tendent à baisser vers un minimum où commence alors nécessairement l'émigration du capital. Un impôt sur le capital aurait pour effet de faire commencer plus tôt cette émigration, de sorte que le minimum des profits ou de la rente se soutiendrait à un niveau un peu plus élevé. Il jetterait plutôt le capital dans des entreprises plus lointaines et plus hasardeuses, mais aussi en général plus productives que celles qui offrent une plus grande sécurité, entreprises dont le profit reviendrait toujours enrichir la nation. Car au fond, ce n'est pas chose si terrible que l'émigration des capitaux, pourvu qu'il en reste suffisamment à l'industrie du pays; quand ils émigrent ils vont produire à l'étranger, à l'aide du travail étranger, et la rente fixe qu'ils produisent revient tou-

(1) *Principes d'Écon. pol.*, II, p. 449. Paris, Guillaumin.

jours, au détriment de l'étranger, enrichir la nation d'où ils sont partis, pourvu que le capitaliste lui-même n'émigre pas. Un pays se fait ainsi au contraire le banquier des autres pays, ce qui n'est point une position désavantageuse, ce qui est surtout une position beaucoup moins défavorable que celle d'emprunteur. On ne peut douter que tel ne fût le cas pour ces villes ou ces républiques si commerçantes que nous avons citées comme ayant donné dès les temps les plus reculés, comme de nos jours, l'exemple d'un impôt établi sur le capital.

Chez des peuples essentiellement agriculteurs, on a toujours vu le taux de l'argent fort élevé. Il fut de 12 p. 100 à Rome sous les rois et souvent sous la République : tout n'était pas bon au temps de Caton. Les querelles des créanciers et de leurs débiteurs le prouvent ; et si le sénat a quelquefois tenté de fixer un intérêt légal, il n'a jamais pu supprimer l'usure. Il en fut encore de même à Athènes au temps de Solon. En pareil cas donc, faut-il imposer le capital ? Ne serait-ce pas aggraver les maux du peuple ? Il y a du pour et du contre. En frappant le capital, même immobile, on l'oblige à circuler ; il faut seulement pouvoir l'atteindre. Alors on en augmente l'offre, on fait baisser le taux de l'intérêt. Il faut qu'on le prête, ne serait-ce que pour une rente égale à l'impôt : autrement il serait absorbé et détruit. Il est donc très-possible qu'au temps dont nous parlons, un impôt sur le capital aurait été au contraire moins favorable aux capitalistes qu'aux emprunteurs. Tel fut même probablement l'effet de l'impôt à catégories progressives établi à Athènes. A Rome, César appliqua un remède analogue à des maux semblables. Il défendit de garder chez soi plus de soixante sesterces. « Cette loi, dit Montesquieu, fut regardée à Rome comme très-propre à

» concilier les débiteurs avec les créanciers, parce qu'en
» obligeant les riches à prêter aux pauvres, elle mettait
» ceux-ci en état de satisfaire les riches... César fit sa loi
» pour que l'argent circulât parmi le peuple. » Or, dit
M. de Girardin ⁽¹⁾, l'impôt sur le capital atteint par une
loi économique le but que César poursuivait par une loi
pénale. L'impôt sur le capital peut s'établir d'autant mieux
que le taux légal de l'intérêt est plus élevé dans un pays,
relativement aux pays voisins, car alors, malgré l'impôt,
le capital a encore de l'avantage à ne pas émigrer; et tel
serait le cas pour une nation essentiellement agricole, où
les capitaux seraient abondants mais immobiles. Il n'y a
réellement du désavantage à l'établir que pour une nation
qui, recevant ses capitaux en grande partie de l'étranger,
ne les paie cependant qu'au même taux que les nations
voisines. Alors un pareil impôt la ruinerait rapidement et
serait tout entier supporté par les emprunteurs, qui ne trou-
veraient plus d'argent qu'à un prix plus élevé de toute la
valeur de la taxe.

Les circonstances locales doivent donc décider quand il
est possible, quand il est bon, quand il est urgent d'établir
un impôt sur le capital, et d'en élever ou d'en abaisser le
taux. Mais il nous semble que dans tout État cet impôt doit
exister en principe; seulement la quotité proportionnelle
doit être mobile, suivant les circonstances. Quand le ca-
pital est abondant, il faut en élever le taux pour le faire
émigrer, sinon il se jettera sur la propriété foncière pour
l'accaparer et en augmenter le prix vénal. Quand il est
suffisant, mais qu'il se prête encore à un intérêt plus élevé
que dans les pays voisins, il faut encore le frapper pour le

(1) *De l'Impôt*, p. 260.

faire circuler. Quand il est suffisant et au même prix que dans les pays voisins, un faible impôt est encore possible. L'impôt n'est réellement dangereux qu'en un seul cas; celui que nous avons mentionné plus haut, c'est-à-dire, quand la nation est débitrice de l'étranger pour son agriculture et son industrie. Alors l'impôt doit absolument *dormir*; nous ne disons pas *mourir*.

Le mieux serait certainement que toutes les nations européennes s'entendissent pour établir ensemble et partout au moins en principe l'impôt sur le capital, se réservant la faculté d'en niveler le taux selon la rareté ou l'abondance de leurs capitaux. Elles pourraient enfin s'accorder pour établir une relation perpétuelle entre le taux de l'impôt et le taux de l'intérêt légal dans chaque empire ou province : ce serait une mesure financière analogue aux fluctuations de l'escompte.

Du reste quelques nations hardies et en position de tenter l'expérience sans trop de désavantage prendraient isolément l'initiative d'une telle réforme fiscale, qu'elles forceraient bientôt toutes les autres à les suivre. Car il est évident que toutes les fois qu'il sera avantageux à un État d'établir un impôt sur le capital, il sera désavantageux aux États voisins de ne pas l'établir et pour des raisons réciproques. Ce pourrait même devenir pour ceux-ci une question de vie ou de mort d'y recourir. Mais une pareille initiative serait plus aisée et moins dangereuse à une grande nation qu'à une petite, à une cité riche et peuplée qu'à un pays agricole. Suivant les cas, nous avons vu pourtant qu'il peut être utile et souvent nécessaire, même chez ces derniers, et qu'il peut leur être d'autant plus avantageux de l'instituer isolément.

Parmi les grandes nations européennes, c'est à l'Angle-

terre surtout, c'est à la France ensuite qu'il appartiendrait d'ouvrir la marche. La Belgique, la Hollande, l'Allemagne seraient nécessairement entraînées, et avec elles toutes les autres qui craindraient de voir affluer chez elles les capitaux émigrant de ces grands États, et de devenir ainsi leurs débitrices au détriment de leurs propres capitalistes, qui verraient baisser le taux de leurs intérêts par la concurrence des capitaux étrangers. En Suisse, les grandes villes commerçantes telles que Bâle, Berne, Genève, Zurich, Neuchâtel ont pu tenter une pareille expérience plutôt que les cantons agricoles, moins riches en capital accumulé, bien que plus riches peut-être en revenus naturels, en profits réalisés annuellement à l'aide du capital national; mais le cours naturel des choses doit les entraîner à prendre un jour ou l'autre sur ce sujet une mesure générale. Un traité, une entente entre tous les gouvernements suisses serait de beaucoup préférable à des décisions partielles qui, trop étroitement locales, sont favorables à la spéculation et aux abus.

CHAPITRE XXXIV

De l'impôt sur les titres de rente. — Perception de l'impôt.

SOMMAIRE : — Peut-on évaluer la fortune mobilière? — Cette évaluation, impossible autrefois, est possible aujourd'hui. — Moyens d'évaluation. — Les titres de rente forment une part considérable de la richesse moderne. — Assimilation de la rente foncière et mobilière. — Deux méthodes de perception. — Facilités de versement. — L'impôt ne doit pas être acquitté d'avance. — Enjambement de l'année fiscale. — La Banque chargée d'intervenir dans la perception de l'impôt. — Réforme unitaire de l'administration du fisc. — Les créances hypothécaires mobilisées. — L'impôt sur le capital unique en théorie, divers dans la pratique.

Il ne suffit pas que l'impôt sur le capital soit utile et juste en principe, il faut pouvoir l'établir dans la pratique; il faut trouver les moyens de le percevoir. Est-il facile d'arriver à une évaluation directe et complète de la fortune mobilière de chaque particulier?

« La quantité et la valeur de la terre qu'un homme
» possède, dit Smith ⁽¹⁾, ne peuvent jamais être un secret,
» et peuvent toujours se constater avec une grande préci-
» sion. Mais la somme totale de ce qu'il possède en capital
» est presque toujours un secret, et on ne peut guère s'en
» assurer avec une certaine exactitude. Elle est d'ailleurs

(¹) *Richesse des nations.*

» sujette à varier presque à tout moment. Il ne se passe
 » guère une année, souvent pas un mois, quelquefois pas
 » un seul jour sans qu'elle augmente ou diminue plus ou
 » moins. Une inquisition sur la situation des affaires pri-
 » vées de chaque individu, et une inquisition qui, pour faire
 » cadrer l'impôt avec cette situation, épierait toutes les
 » fluctuations de sa fortune, serait une source si féconde
 » de vexations continuelles et interminables, que personne
 » au monde ne pourrait la supporter.

» Aussi les nations qui ont essayé d'imposer le revenu
 » provenant de capitaux ont-elles été obligées, au lieu
 » d'une inquisition rigoureuse de cette espèce, de se con-
 » tenter d'une appréciation très-vague, et par conséquent
 » plus ou moins arbitraire. L'extrême inégalité et l'extrême
 » incertitude d'un impôt aussi vaguement assis ne peuvent
 » être compensées que par son extrême modération, en
 » conséquence de laquelle chaque particulier se trouve taxé
 » si fort au-dessous de son véritable revenu, qu'il ne s'in-
 » quiète guère que son voisin soit taxé de quelque chose
 » plus bas. »

Smith cite en exemple l'ancienne taxe foncière anglaise, qui, tout en ayant pour but de frapper le capital mobilier, le frappait en proportion si petite que, si d'une part la majeure partie des terres n'étaient pas imposées à la moitié de leur valeur actuelle, le capital mobilier supportait une charge à peine égale au cinquantième de sa valeur. Puis il cite les pays tels que Hambourg, Zurich et quelques autres où, pour éviter toute recherche sur la situation des affaires des particuliers, chacun se taxait sous garantie du serment. Aujourd'hui encore il aurait pu dire que pour percevoir l'*income-tax* on est peu sévère, et que chacun en est cru fort à peu près sur sa déclaration, tant à l'égard du classe-

ment dans les trois catégories progressives qu'il admet, que du *quantum* absolu des revenus imposés. Même M. de Girardin a conclu finalement à un impôt volontaire garanti seulement, quant à la sincérité des déclarations et l'équité de sa répartition, par sa transformation en prime d'assurance.

Faut-il donc nécessairement en arriver là? Tout arbitraire ne peut-il être évité? N'a-t-on aucun moyen d'arriver à la justice et à la légalité? D'abord les objections de Smith s'adressent plutôt à un impôt proportionnel au revenu des capitaux qu'à celui qui serait proportionnel aux capitaux eux-mêmes. Et contre le premier ces objections ont une force réelle. Or, l'*income-tax* qui est un impôt sur le revenu et non sur le capital doit donc, pour ne pas être vexatoire, être perçu avec peu d'exigence et laisser une grande latitude aux déclarations des contribuables. Du reste, tel qu'il est, il produit cependant beaucoup à l'Angleterre qui s'en trouve très-bien. Il a fourni 400 millions à son budget durant l'année qui vient de finir, bien que tous les revenus au-dessous de 100 livres sterling soient exemptés de le payer. De notre temps donc, même un impôt sur le revenu peut être établi; il peut être levé sans donner lieu à des injustices trop criantes, sans vexation trop détestable; et il peut être surtout perçu à peu de frais et rapporter beaucoup. L'*income-tax* coûte seulement 3 p. 100 de perception.

Smith s'exagérerait donc la difficulté qu'il peut y avoir à évaluer la fortune capitale des particuliers. Si cette fortune consistait, comme en d'autres temps déjà loin de nous et dans un état de civilisation qui n'est plus le nôtre, en numéraire ou en pierres précieuses gardées dans un trésor de famille, ou même en denrées de toutes sortes

amoncelées dans des greniers, des magasins, des garde-meubles où toutes ces richesses dormiraient immobiles, rien ne serait plus difficile au fisc que de les saisir. Mais, comme le fait remarquer M. de Girardin, nul ne thésaurise plus aujourd'hui, c'est un luxe qui coûte trop cher. On ne garde chez soi que le numéraire dont on a besoin pour les dépenses usuelles du mois, du trimestre, du semestre tout au plus. Peu de gens gardent chez eux de quoi subvenir à leur train de maison ordinaire durant tout une année, non pas seulement en espèces, mais même en billets. La prudence fait une loi de recourir plutôt aux comptes courants des banquiers. Enfin, au temps où écrivait Smith, le capital mobilier n'avait pas encore, comme de nos jours, toute une législation qui le rend beaucoup plus facile à saisir, et qui pourrait encore être modifiée dans ce sens. Avant cette réforme désirable, il faut convenir pourtant qu'il sera difficile d'asseoir sur une base parfaitement fixe et certaine l'assiette d'un impôt sur le capital. Mais cette réforme préparatoire est aisée à accomplir. C'est une réforme toute administrative qui ne risque en aucune façon de soulever les passions populaires contre un gouvernement qui en prendrait l'initiative, et qui, par ses résultats, pourrait même lui épargner des révolutions à l'avenir.

Cette réforme consisterait seulement à modifier le timbre et l'enregistrement selon le plan que nous en avons déjà donné à propos des droits auxquels l'un et l'autre donnent lieu ; c'est-à-dire que le timbre et l'enregistrement devraient devenir deux formalités absolument indispensables à remplir par tout détenteur de valeurs ou titres portant intérêt ou participation de profits. Presque toute la fortune mobilière ou du moins la plus grande part de cette fortune est aujourd'hui représentée par ces titres ou créances qui, une

fois enregistrées au nom de leur possesseur actuel, sont éminemment saisissables. Des traités internationaux décideraient du lieu d'enregistrement de chaque titre, afin de ne pas donner lieu à double emploi. Il suffirait ensuite que, sous peine d'amende, de confiscation ou de nullité judiciaire, chacun d'eux fût assujéti à un timbre annuel, comme est déjà l'orfèvrerie en plusieurs pays. Et le fisc n'aurait pas besoin d'aller chercher le capital; le capital viendrait de lui-même se faire timbrer et imposer entre ses mains.

La fortune d'un particulier change journellement, dit Smith. Il confond ici le capital et le revenu : c'est-à-dire la jouissance du fonds et sa rente fixe avec le profit qu'on en peut tirer et qui est seul variable. Ce qui change journellement pour un créancier de l'État, c'est le taux de la rente, qui varie selon les fluctuations de la Bourse, et ces fluctuations d'ailleurs sont connues. L'impôt peut être basé sur la moyenne de l'année. Ce qui change pour un banquier, ce sont les profits qu'il tire de ses capitaux sous forme d'escompte et autres opérations de son ressort. Si par suite de ces opérations son actif net change chaque jour, c'est que par la nature de son commerce son revenu variable s'ajoute instantanément à son capital fixe et lui porte immédiatement intérêt. Mais à chaque instant cet actif net peut être connu. Cet actif net comprend constamment deux parts : l'une, c'est l'actif net ou capital qu'il possédait une année et un jour auparavant : c'est son capital imposable; l'autre est la somme des revenus que ce capital lui a produit dans une année de commerce : c'est là son revenu imposable. Ce qui change, pour un industriel, pour un commerçant, ce sont de même les profits qu'il réalise chaque année sur sa marchandise, selon l'état du marché et la rapidité de ses échanges, qui lui permettent de renouveler plusieurs fois

un même fonds de roulement. Mais tout cela est revenu, essentiellement revenu, capital produit et accumulable, et non capital accumulé et producteur. Celui-ci est représenté, comme pour le banquier, par l'actif net qu'il possédait lors de son dernier inventaire et qui renfermait, avec le fonds de roulement de l'année précédente, les revenus réalisés durant cette même année. Capital et revenu, tout est donc facile à connaître et à évaluer, et il ne reste pas en tout cela la plus petite porte ouverte à l'arbitraire et à l'injustice.

Ce revenu même, si changeant, si capricieux, si instable, peut être atteint par l'impôt, mais à une condition, c'est que l'impôt atteigne d'abord le capital, le recherche, le saisisse ; et une fois que la somme annuelle de capitaux dont dispose un individu est connue, ainsi que sa profession, par la même raison son revenu net sera fort à peu près connu, car il sera donné au moins approximativement par la nature même de ce capital et celle de ses occupations.

Dans les temps de grandes crises politiques ou industrielles, est-ce le capital qui disparaît ? Non pas, il s'immobilise seulement ; il reste où il est, et, cessant de circuler, il cesse d'être fécond : il ne rend plus de revenu. Un impôt établi seulement sur le revenu cesserait donc tout à coup de produire, ou, s'il était réclamé sur le revenu probable, il serait arbitraire et vexatoire. Au contraire, un impôt sur le capital, pendant ces mêmes crises, rendrait à peu de chose près le même produit qu'en temps ordinaire, ou du moins pourrait continuer d'être réclamé avec équité et certitude. De plus, l'impôt l'empêcherait de se cacher, ce qu'il est trop aisément tenté de faire alors, parce qu'il ne pourrait plus se cacher sans être menacé d'absorption, sans que

la taxe, au lieu d'atteindre et de diminuer seulement la rente qu'il devrait produire, atteignît et diminuât le fonds même.

De cette façon le fisc serait bien, une fois l'année, obligé d'intervenir directement dans les affaires des négociants, pour se faire présenter leur inventaire, et pour évaluer le capital qu'ils ont fait fructifier dans l'année qui finit et celui qu'ils ont à faire valoir dans l'année qui s'ouvre : ce n'est pas là une mesure bien vexatoire. Quant aux détenteurs de rentes capitalisées, ce n'est pas leur personne, ce sont leurs titres qui seront requis. Un chargé d'affaires, un domestique peut les faire timbrer. Ils peuvent être à volonté présentés en masse ou séparément. Un état général de la fortune de chacun ne serait nécessaire que dans le cas d'un impôt progressif qui, par suite de sa progressivité, est essentiellement personnel. Il serait indispensable aussi dans tout impôt sur le revenu. Pourtant, même un impôt proportionnel sur le revenu pourrait, en ce qui concerne du moins les titres de rente, être perçu sans considération de la personne de leur propriétaire; sur la présentation de ces titres eux-mêmes qui devraient alors porter une indication du taux de l'intérêt fixe qu'ils rapportent, ainsi que l'acquit des profits ou dividendes variables, qu'ils produisent encore en sus.

L'impôt sur les titres de rente, du reste, sera toujours, dans notre époque, plus aisé à percevoir que sur toutes les autres formes de la richesse mobilière; mais il en comprend déjà une part si considérable que, lors même que toutes les autres branches rapporteraient peu, celle-ci suffirait à fournir aux gouvernements des ressources immenses, fixes et certaines. Car sous cette rubrique générale de titres de rentes, nous comprenons toutes les valeurs capitalisées :

c'est-à-dire les coupons de la dette publique, les créances hypothécaires, les actions industrielles, les obligations nationales ou privées, même les simples billets portant intérêt. Pour mettre plus d'unité dans le système fiscal rien n'empêcherait d'assujétir aux mêmes formalités tous les titres de propriété immobilière, biens ruraux et bâtiments ; puisque le taux de l'impôt devrait être le même pour tous les genres de capitaux, dans le cas de l'impôt sur le capital, et que, dans le cas d'un impôt sur le revenu, chaque titre pourrait porter avec soi une indication, ou déclaration certifiée et vérifiable au moyen de l'enregistrement, de la quotité ou du taux annuel de ces revenus.

Une même administration suffirait à prélever la totalité de l'impôt sur toutes les formes de la richesse ; car nous verrons tout à l'heure que les taxes industrielles et professionnelles ne seraient pas plus difficiles à établir et à lever. Ce serait donc une économie considérable de moyens, de personnel, en un mot de frais de perception ; c'est-à-dire autant de charges inutiles épargnées aux contribuables.

Deux méthodes de perception se présentent donc, et nous les avons déjà indiquées en partie. L'une consisterait à exiger annuellement, et à une époque fixe, la présentation anonyme des titres, la personne elle-même restant complètement étrangère à l'action fiscale. Chaque titre présenté serait revêtu d'un timbre constatant qu'il a acquitté l'impôt. D'autre part, aucun de ces titres ne pouvant être négocié sans être enregistré au nom de son nouveau possesseur, il en résulterait que celui qui n'aurait pas payé l'impôt ne serait pas négociable. Il ne pourrait pas davantage avoir une valeur en justice pour le recouvrement de la rente ou du dividende auquel il donne droit ; de sorte que nul ne s'exposerait à voir son titre annulé au profit de ses débiteurs par

un défaut de paiement de la taxe annuelle, en outre de l'amende et des peines fiscales portées par la loi contre le délit d'omission.

Ainsi seraient sauvegardées les susceptibilités d'amour-propre des gens qui ne veulent pas qu'on sache ce qu'ils possèdent. Mais outre que ces susceptibilités sont peu respectables en elles-mêmes, qu'on peut même les traiter comme des préjugés nuisibles à l'ordre social et à la loyauté générale des transactions industrielles, ce mode nous paraît défectueux. Il peut donner lieu à des incertitudes, à des omissions ou à des doubles emplois, et rend les vérifications plus difficiles.

D'ailleurs chaque titre devant être enregistré, les gens intéressés à connaître l'état de la fortune d'un individu pourraient toujours se renseigner au bureau du cadastre, et il est bon qu'ils le puissent. En rendant impossible toute tromperie sur la fortune réelle des individus on assure d'autant mieux le crédit de ceux qui sont solvables dans la mesure de leur solvabilité; on rend ainsi toutes les transactions aisées, rapides; on diminue les méfiances, c'est-à-dire les risques. C'est indirectement diminuer l'intérêt de l'argent et ôter tout prétexte à l'usure; c'est faire regagner en sécurité au capital ce que l'impôt lui prendrait en intérêt.

La quotité des dividendes et le taux des intérêts seulement pourraient rester ignorés; mais, selon nous, même les revenus ne doivent pas l'être, n'ont pas besoin de l'être. Chacun doit se contenter d'être connu pour aussi riche qu'il est, sans désirer passer pour plus ou moins riche qu'il n'est; tâchons d'en finir au plus vite avec tous ces vieux mensonges. Une des grandes causes de la prospérité du commerce anglais, c'est sa loyauté. Toutes ces mesquineries, tous ces mystères de paysans en foire ne servent

qu'à protéger les transactions déshonnêtes. Tout ce qui est bien, tout ce qui est légal et juste se peut faire au grand jour sans nuire à ses auteurs. Nous préférons donc le second mode, qui seul d'ailleurs peut avoir un caractère de généralité, s'étendant sans exception à toutes les formes de la richesse et à tous les citoyens, quelle que soit la situation sociale qu'ils occupent, et cette considération est importante au point de vue de l'égalité.

Le second mode consisterait à ce que chaque année, à une époque fixe, qui devrait coïncider avec l'établissement du budget de l'État et des inventaires industriels, c'est-à-dire, parmi nous, au premier janvier, chaque contribuable présentât personnellement, ou du moins en son nom, avec un état général ou un bilan de sa fortune, les titres de rente dont il serait détenteur. La nomenclature de ces titres serait immédiatement comparable, à l'aide des numéros d'ordre et des dates de leurs endossements, avec le grand registre cadastral. Il y aurait immédiatement des preuves de la fraude, si elle existait; ou plutôt elle serait impossible. Dans le cas où des titres seraient engagés en dépôt, comme garantie de prêt d'argent, le récépissé de ces titres, signé du détenteur actuel, serait présenté en leur lieu et place. Le montant du prêt pourrait même en être déduit, l'impôt de ce capital prêté étant dû par le créancier et non par le débiteur; puisque, en réalité, c'est le créancier qui, pour une part égale au montant de cette somme, est propriétaire des titres. Ces titres seraient ensuite timbrés gratuitement sur la présentation des taxes acquittées par le propriétaire et de la part d'impôt acquittée par le prêteur pour le montant de son prêt, ou plutôt pour sa part de copropriété dans les titres. C'est donc ce dernier qui devrait accomplir la formalité réelle après s'être fait donner le reçu

des impôts acquittés par son créancier ; ou, mieux encore, acquittant la somme totale des taxes dues par les titres qu'il a en nantissement, il aurait recours contre son débiteur pour se faire rembourser par lui, sous garantie des titres eux-mêmes qui demeurent en sa possession.

Mais chaque capitaliste serait-il obligé de verser tout à la fois une somme d'impôts qui, pour quelques contribuables, serait considérable ? D'abord cette somme ne serait considérable que dans le cas où le contribuable serait riche. Par conséquent, sur le dépôt de ces titres, il pourrait toujours se procurer immédiatement, à la Banque nationale ou autre part, l'argent dont il aurait besoin. Mieux encore, il pourrait faire acquitter cet impôt par la Banque elle-même en lui confiant ses titres qui lui seraient rendus au fur et à mesure qu'il rembourserait cette avance.

Mais l'impôt doit être acquitté avec la rente et non avec le fonds, autrement il dévorerait celui-ci. Serait-il juste de réclamer au contribuable l'impôt de son capital avant qu'il en ait touché les revenus ? Non, il ne faut pas lui demander l'avance de l'impôt. Il faut que la taxe qu'il acquitte soit celle de l'année courante, s'il l'acquitte par partie ; et s'il l'acquitte tout à la fois, il faut que ce soit seulement après l'année révolue. Il faut qu'il paye ce qu'il doit, et non pas avant de devoir ; qu'il paye sur ce qu'il a, et non pas sur ce qu'il aura.

Pourrait-on réclamer l'impôt par douzièmes ? Ce serait possible, mais ce serait une complication, puisqu'il faudrait présenter douze fois les titres au bureau du cadastre ; et comme on ne pourrait sans inconvénient les surcharger de douze timbres mensuels, il faudrait délivrer douze reçus partiels et faire douze fois plus d'écriture, c'est-à-dire causer douze fois plus de frais de perception à l'État. On

pourrait simplifier, il est vrai, et réclamer l'impôt par semestre, les intérêts étant généralement payés par demi-annuités. Le timbre annuel pourrait être apposé en deux fois, à l'aide de deux griffes correspondantes par moitié : ce serait un moyen de vérification de plus.

Si tous les impôts étaient perçus à la fois, seulement à la fin de l'année, l'État serait obligé de faire l'avance de tous les frais d'administration. Les recettes et les dépenses du budget enjamberaient ainsi d'une année sur l'autre. L'État pourrait difficilement perdre cette avance. Une année d'intérêt du total de certains budgets serait énorme. Si l'État était obligé de la payer, elle retomberait sous forme d'impôt sur les contribuables. Mais s'il pouvait la leur laisser, sans la leur redemander sous une autre forme, cela vaudrait mieux. Ce serait un adoucissement à l'impôt. De cette façon l'État serait toujours pourvu. Il commencerait chaque année son exercice avec un budget rempli, couvert, réalisé. Enfin il ferait toutes ses affaires au comptant.

En cas de crise, de disette, de besoins urgents, il pourrait encore anticiper de quelque chose sur l'exercice suivant ; et, trouvant des fonds réalisés, il pourrait plus à loisir et plus avantageusement négocier des emprunts pour couvrir son déficit ou établir pour l'année d'ensuite une surtaxe extraordinaire. Jamais impôt n'aurait produit autant avec si peu de charges, réuni autant d'avantages avec si peu d'inconvénients. Car le contribuable aurait gagné l'intérêt de l'année courante des recettes ; mais le fisc gagnerait l'intérêt de l'année courante des dépenses. C'est un calcul à faire, si, dans cette prévision, il n'aurait pas bénéfice à négocier sous forme d'emprunt et par mois, par trimestre ou par semestre, la totalité de son budget annuel, et à ne le réclamer aux contribuables qu'à la fin de l'année

en totalité pour pourvoir au remboursement total. Cette perte de l'intérêt serait peut-être compensée en entier par la diminution des frais de perception ; et, au résultat, l'opération serait au bénéfice des contribuables, qui, durant toute l'année, auraient pu faire valoir en totalité les revenus de leurs capitaux et auraient joui de la part de revenu qui revenait au fisc avant de la lui donner.

Cependant les contribuables touchant leurs revenus à différentes époques de l'année ne sauraient peut-être comment faire valoir cet argent et tirer parti de l'avantage qui leur serait ainsi offert. Il peut leur être plus commode de verser le montant de leurs taxes par douzièmes ou au moins par trimestre. Voici quelles facilités pourraient leur être offertes :

La Banque serait autorisée à recevoir les versements et à en payer l'intérêt au contribuable jusqu'à la fin de l'année, moyennant un faible droit pour ses frais et profits. Elle délivrerait des reçus qui, à la fin de l'année, seraient présentés au bureau du fisc avec les titres qui, seulement alors, seraient timbrés comme ayant acquitté la taxe en totalité. Et comme la Banque se trouverait ainsi chaque année nantie d'un capital considérable dont elle serait débitrice envers l'État, elle pourrait sans risques faire à l'État les avances qui lui seraient nécessaires. L'intérêt qu'elle paierait aux contribuables, elle le recevrait du gouvernement ; à la fin de l'année elle rembourserait et serait remboursée.

De cette façon, le bureau des recettes de l'État n'aurait besoin d'être ouvert aux contribuables qu'à une certaine époque, et durant le délai accordé à ceux-ci pour opérer leur règlement total après que toutes les formalités préparatoires auraient été remplies, c'est-à-dire lorsque tous les rôles auraient été distribués et arrêtés et qu'il aurait été

fait droit aux réclamations. Une administration permanente serait donc transformée en administration temporaire ; ou plutôt certains bureaux d'une administration permanente recevraient seulement pour un temps assez court un grand accroissement d'activité. Un tel ordre pourrait être établi, que cela se pourrait faire sans augmentation de personnel, mais seulement à l'aide d'une distribution habile de tous les autres travaux en d'autre temps de l'année entre tous les employés, qui tous seraient requis à la fois au travail de perception. Ce travail d'ailleurs présenterait déjà une grande simplification par suite des recettes effectuées d'avance par la Banque, et, dans la plupart des cas, surtout en ce qui concerne les taxes considérables, il se bornerait à vérifier l'égalité de deux sommes : le montant de la taxe indiquée au rôle et le montant des reçus partiels de la Banque.

On ménagerait ainsi, non-seulement le temps des employés de l'État, qui, en général, est payé cher et fort mal rempli, mais encore le temps des contribuables. Tout capitaliste a plus ou moins souvent occasion d'aller à la Banque pour ses affaires personnelles. Il acquitterait ses impôts quand il lui plairait. Il aurait avantage à les acquitter le plus tôt possible. Il les acquitterait en même temps qu'il opérerait ses autres transactions financières, dépôts, placements ou recettes. Il pourrait chaque fois que, par l'intermédiaire de la Banque, il toucherait la rente de ses titres, en défalquer l'impôt qui, versé immédiatement, lui rapporterait dès lors intérêt sans aucune perte de temps. Ou bien il le pourrait garder à sa disposition, s'il avait un moyen de le faire produire davantage.

Pourquoi, puisque par sa nature l'administration d'une Banque nationale doit être permanente, avoir d'autres bu-

reaux ouverts pour recevoir jour par jour les contributions des citoyens? Tout au plus cela se conçoit-il dans des villes comme Paris et Londres, où le mouvement financier est assez considérable pour suffire à deux administrations séparées; mais cela ne se conçoit plus dans de plus petites localités ou de plus petits États. Il faut éviter les doubles emplois; il faut économiser les frais de perception: c'est autant d'impôts de moins. Il est vrai que le mouvement de fonds et d'affaires de la Banque nationale s'accroissant d'autant par cette extension de ses services, il lui faudrait plus d'employés dont les salaires, sous une forme ou sous une autre, retomberaient toujours sur les contribuables. Mais une administration particulière, placée en dehors de toute influence politique, se fait toujours servir à meilleur compte et plus exactement que l'État, ne serait-ce que parce qu'elle brûle beaucoup moins de bois dans ses bureaux. Les chefs de ces bureaux ne sont pas des favoris du ministre, gens incapables le plus souvent, et placés là sans rien connaître de ce qu'ils ont à y faire, ou qu'on y fait arriver par rang d'ancienneté sans considération de leur mérite réel. Ce sont au contraire des gens rompus aux affaires, qui sont choisis avec soin après qu'ils ont fait leurs preuves d'habileté et d'exactitude dans les rangs inférieurs de la bureaucratie; et cela vaut infiniment mieux qu'une hiérarchie de sinécuristes.

De telles mesures seraient importantes, surtout dans un petit État, où les bureaux des receveurs de divers ordres sont souvent un luxe gouvernemental dont on pourrait diminuer les frais en les fondant avec une autre branche de l'administration. Dans les districts ruraux où il ne se trouve aucune succursale de la Banque, les percepteurs seraient autorisés à recevoir les taxes de l'année courante

par portions qui ne pourraient être moindres d'un douzième, en défalquant l'intérêt comme à la Banque, afin d'encourager le paiement par avance, déduction faite pourtant d'un droit égal à celui que retiendrait la Banque pour dédommagement de frais.

Le produit de ces versements partiels expédié à l'administration centrale lui permettrait de rembourser, au fur et à mesure, les avances de la Banque, et diminuerait d'autant la somme des intérêts de ces avances. L'État se rembourserait ainsi de l'intérêt remis au contribuable et dont celui-ci, par conséquent, profiterait toujours en dernier ressort. Il se pourrait même que l'appât de cet intérêt fit effectuer les paiements beaucoup plus tôt en général, et que le gouvernement, au lieu d'avoir à emprunter à la Banque, fût plus d'une fois dans l'année en mesure de lui prêter, ou du moins de laisser dans ses coffres l'argent qu'elle toucherait pour lui, et dont la somme, augmentant son encaisse et son fonds de roulement, lui permettrait d'étendre d'autant le chiffre de ses affaires. Le revenu public, qu'il demeurât aux mains des contribuables ou bien aux mains de l'État, serait ainsi reproducteur durant l'année même de sa production. Il alimenterait l'industrie privée autant au moins que les services généraux.

Mais dans les communes rurales, un percepteur est en général fort peu occupé, et cependant il faut que ce soit un homme capable et d'une haute responsabilité morale. Un tel homme a donc droit à une rétribution plus élevée que celle que mériterait son seul travail; et il y aurait avantage à placer sous sa direction quelques employés inférieurs et à cumuler entre ses mains la surveillance de plusieurs services qui rempliraient son temps sans nécessiter une rémunération beaucoup plus forte. Ainsi, les bureaux de per-

ception pourraient être un peu moins nombreux, mais leur circonscription plus étendue. Ils devraient être placés seulement dans les centres de population où se tiennent les marchés ou foires, et où, par conséquent, se font les recettes et les versements de tout l'arrondissement. Enfin, le bureau de perception serait en même temps le bureau du timbre fiscal, le bureau de l'enregistrement et du cadastre foncier ou mobilier et le dépôt central de l'encre et du papier officiels, toutes choses qui se lient étroitement et qui ne peuvent être séparées entre des administrations et des administrateurs divers sans préjudice pour chacune d'elles, puisqu'elles se contrôlent les unes les autres. Le cadastre foncier renseigne l'enregistrement, qui tient lieu de cadastre mobilier, et rend aisée et immédiate la défalcation des avances hypothécaires. L'un et l'autre renseignent le fisc.

C'est de cette réforme administrative que dépend la possibilité d'une réforme radicale de l'impôt. Cependant les deux modes de perception que nous avons indiqués, le mode personnel et le mode impersonnel ou réel, ne l'exigent pas au même degré. Ainsi, tout effet au porteur portant intérêt annuel pourrait être assujéti au timbre fiscal une fois l'année, sous peine de nullité, sans cependant être enregistré au nom de chacun de ses possesseurs successifs; mais cette réforme serait urgente pour donner à ces titres une garantie dont ils manquent en cas de vol, d'incendie, ou enfin d'une destruction quelconque. Elle serait urgente surtout pour mettre un frein à l'agiotage. Elle serait utile, parce que le grand-livre du cadastre mobilier serait un registre perpétuel de statistique à l'aide duquel un gouvernement pourrait sans cesse se rendre compte des ressources de la nation. La seule chose qu'il y aurait à craindre serait que le gouvernement en abusât, et, dans un pays de

despotisme, ce ne serait pas sans danger. Dans un pays de liberté politique, ce serait, au contraire, une garantie, chacun pouvant se rendre compte, comme le gouvernement lui-même, de l'état réel des finances du pays.

Au moyen de la réforme de l'enregistrement, les créances hypothécaires pourraient être mobilisées à l'égal des autres valeurs industrielles. Il suffirait pour cela que le titre de ces créances fût détaché, comme un coupon de rente sur l'État, d'un grand-livre de la dette foncière déposé au cadastre de l'arrondissement ou du district. Dès lors ce pourrait être un effet au porteur assujéti seulement, comme tous les autres, à l'endossement et à l'enregistrement au nom de chacun de ses possesseurs successifs et au timbre fiscal annuel.

On peut se demander comment l'impôt se répartirait entre les divers possesseurs de titres qui se succéderaient les uns aux autres dans le cours d'une année. Un tel capital est bien nommé mobilier. Rien de plus subtil, de plus remuant. Il glisse d'une main dans l'autre comme un fluide. Rien ne serait plus injuste que de le saisir entre l'une des mains à travers lesquelles il passe et d'affranchir toutes les autres. Mais l'équilibre en ce cas se rétablirait de soi-même sans aucune intervention de l'État. De même qu'il y a dans le cours des fonds publics, à l'approche du semestre, une hausse équivalente à la moitié de la rente annuelle, et aussitôt après le détachement du coupon, une baisse de valeur correspondante; de même chaque titre n'aurait sa valeur intégrale qu'après avoir acquitté l'impôt, et cette valeur irait en diminuant toute l'année, au bout de laquelle l'écart serait égal à la valeur de l'impôt lui-même. Toute cession de titre se ferait en considération de la somme d'impôt déjà acquittée, le vendeur cédant au preneur ses reçus partiels,

et celui-ci défalquant sur le prix de la vente la somme d'impôt qui reste due par le premier jusqu'au jour de la cession. Chaque possesseur successif paierait ainsi l'impôt d'un titre en raison exacte du temps qu'il l'aurait eu entre les mains et par un accord amiable où l'État n'aurait point à intervenir. Cette répartition aurait donc lieu sans vexations, sans formalités coûteuses, sans charges inutiles, sinon une opération arithmétique de plus à l'occasion de chaque contrat. Il n'y aurait certes pas même là de quoi décourager l'agiotage si l'impôt, frappant les valeurs entre les mains de l'agioteur qui les accapare pour en tirer un profit illicite, n'était, pour une autre raison plus forte, la mesure la plus efficace qui se puisse prendre pour empêcher le jeu de bourse.

Nous avons traité ici plus spécialement de l'impôt sur les titres, c'est-à-dire sur la plus grande part de la richesse des nations modernes, puisqu'il atteindrait ainsi directement, avec le capital foncier, tout le capital mobilier constitué et accumulé. Il ne nous reste plus qu'à entrer dans le détail au sujet de quelques-unes des formes que le capital peut revêtir encore pour leur appliquer le principe d'un impôt *ad valorem*.

L'impôt, tel que le propose M. de Girardin, serait unique en théorie, que son application aux formes si diverses de la richesse le rendrait toujours divers, sinon multiple, dans la pratique, et qu'un mode d'évaluation différent pour chaque espèce de capitaux suffirait toujours pour établir entre eux une certaine inégalité, peu importante, mais inévitable, dans les charges qu'ils supporteraient en réalité. Que l'impôt sur toutes les valeurs soit perçu à peu près de la même manière, aux mêmes époques, par les mêmes agents, de manière à ce que chacun puisse se rendre un

compte exact de ce qu'il paie et juger de l'équité de sa contribution, tant par rapport à sa fortune particulière qu'à la loi générale ; c'est tout ce qu'on peut désirer : c'est réaliser l'impôt unique quant à la perception. Que la même portion de richesse ne soit pas atteinte deux fois la même année entre les mains du même contribuable, c'est réaliser l'impôt unique quant à la répartition, lors même que les divers impôts atteignant les diverses formes de la valeur porteraient différents noms. En un mot, il ne faut pas que les impôts s'ajoutent les uns aux autres, de façon à se nuire réciproquement ; il faut qu'ils se juxtaposent, ou même se pénètrent les uns les autres, de manière à former un organisme complet, harmonieux, centralisé. Ce seront des impôts différents formant un système unitaire : plusieurs membres dans un seul corps.

CHAPITRE XXXV

Impôt sur les bâtiments.

SOMMAIRE. — Cet impôt dépend de l'impôt sur le capital foncier et sur le capital mobilier. — Deux parties dans le loyer d'une maison. — Plus-value locale. — La préemption, ou la progression fiscale. — L'impôt de la superficie doit être proportionnel. — Le jury cadastral urbain. — L'impôt doit être perçu sans considération de non-valeurs. — Effet de l'impôt sur les loyers. — L'exemption de l'impôt en cas de non-valeurs le fait tomber sur les locataires. — L'impôt permanent tombe sur le propriétaire. — Considérations locales pour établir l'impôt. — L'impôt général sur le capital est un instrument régulateur.

L'impôt sur les bâtiments est à la fois une dépendance de l'impôt foncier et de l'impôt sur le capital mobilier. De plus, tout bâtiment étant un produit de l'industrie susceptible d'être absorbé et consommé par l'usage, il s'en suit que tout impôt qui le frappe a des analogies avec ceux qu'on pourrait établir sur les marchandises et les objets mobiliers. Il change et généralement diminue de valeur à vieillir comme ces derniers. Les rapports qui existent entre le capital en bâtiments et les autres formes de la richesse en font donc quelque chose de particulier et qui a ses règles fiscales propres.

Smith a reconnu le premier la nature complexe de cet impôt et des valeurs qu'il frappe ⁽¹⁾ : « On peut, dit-il,

(¹) *Richesse des nations*, T. II, p. 520.

» supposer le loyer d'une maison divisé en deux parties,
» dont l'une constitue proprement le loyer du bâtiment ou
» *rente de la superficie*, l'autre s'appelle communément le
» loyer du sol ou *rente du fonds de terre*

» Le loyer du bâtiment est l'intérêt ou profit du capital
» dépensé à construire la maison. Pour mettre le commerce
» d'un entrepreneur de bâtiments au niveau de tous les
» autres commerces, il est nécessaire que ce loyer soit suf-
» fisant, premièrement pour lui rapporter le même intérêt
» qu'il aurait retiré de son capital en le prêtant sur de
» bonnes sûretés, et deuxièmement pour tenir constam-
» ment la maison en bon état de réparation, ou, ce qui
» revient au même, pour remplacer dans un certain nombre
» d'années le capital qui a été employé à la bâtir. »

Il y a plus encore. Smith confond ici l'entrepreneur et le bailleur de fonds, qui n'est pas nécessairement une même personne. Bâtir une maison est un travail qui doit rapporter des profits. Ces profits sont la part de l'entrepreneur qui la bâtit. Après qu'elle est bâtie, soit qu'il la vende, soit qu'il la garde, elle a, ou du moins elle doit avoir une valeur supérieure au capital qu'il a dépensé pour la bâtir. Que ce capital lui appartienne ou qu'il soit emprunté, il faut qu'il lui rapporte un bénéfice net, actuel, sans préjudice de l'intérêt. S'il garde sa maison, ce bénéfice se confond avec l'intérêt, et, ajoutés l'un à l'autre, ils constituent le loyer ou la rente totale du bâtiment. Ce loyer, ou plutôt cette rente, doit donc être égale à celle du capital qui a été nécessaire pour la construction, plus la rente des profits de l'entrepreneur que le propriétaire actuel a dû lui rembourser, si celui-ci l'a vendue, ou qui se sont ajoutés aux frais de bâtisse, si l'entrepreneur en est lui-même resté le propriétaire.

En outre, dans le loyer de la maison est comprise la rente du sol, que M. J. St. Mill sépare ainsi que Smith de la rente de la superficie. Des Anglais surtout devaient faire en effet cette différence ; rien n'étant plus commun chez eux que de louer un terrain pour y bâtir au lieu de l'acheter. De sorte qu'à l'expiration du bail, ordinairement de 100 ans, il faut débarrasser les lieux et emporter sa maison par morceaux ou en passer par où veut le propriétaire du sol pour la lui céder ou pour prolonger le bail.

« Cette rente du sol, dit Smith ⁽¹⁾, n'est presque rien » dans les maisons des champs, situées à une certaine distance des grandes villes, et où il y a abondamment de terrain pour construire ; ou du moins, en pareil cas, le loyer du sol est égal au produit que rendrait le fonds sur lequel est la maison, s'il était mis en culture. Dans les maisons de campagne voisines de quelques grandes villes ce loyer est déjà beaucoup plus élevé, et on paye souvent assez cher la beauté ou la commodité particulière de la situation. Mais c'est dans la capitale que les loyers du sol sont en général le plus haut possible, et surtout dans ces quartiers recherchés où il se trouve y avoir la plus grande demande de maisons, quelles que puissent être les causes de cette demande, soit raison de commerce et d'affaires, soit raison d'agrément et de société ou simplement affaire de mode et de vanité. »

On voit donc ici que la place, le site, le lieu, l'espace ont une valeur, indépendamment du sol, comme nous l'avons soutenu à propos de l'impôt foncier. Cette propriété de l'espace est éminemment imposable, imposable à tous égards ; car dans cette richesse le travail n'a rien à réclamer ;

(1) *Richesse des nations*, p. 522.

et c'est une pure concession de la loi et de la société qui en autorise et en garantit l'appropriation. Lors donc qu'un lieu quelconque vient par suite du mouvement social et de la concurrence à prendre un prix de monopole, qui en augmente la rente et par suite la valeur vénale, cette augmentation de valeur est une matière éminemment imposable. M. Mill est d'accord avec nous pour qu'une pareille augmentation soit soumise à l'impôt. Nous dirons plus. Cet accroissement de la rente du sol étant un gain obtenu absolument sans travail de la part des propriétaires, et qui provient de la seule action de la société, d'un hasard, d'un rassemblement fortuit des circonstances, la société aurait sur un tel bien un droit de perception et d'expropriation *ad valorem*, la seule puissance productive du sol servant de base à l'évaluation du bien, préempté. L'inscription au cadastre avant l'augmentation subite de la valeur du bien donnerait à peu près cette évaluation. L'État, usant de ce droit sur chaque nouvelle route ou rue qu'il ouvre, près de chaque port qu'il creuse, de chaque gare de chemin de fer qu'il autorise, retirerait par la seule plus-value des biens préemptés ou expropriés de quoi payer en partie les frais de construction de cette route, de cette rue, de ce port ou de cette gare. Or, que renonçant à ce droit de préemption, il le change en un impôt, c'est déjà une faveur faite à ceux contre lesquels il aurait pu l'exercer; mais cet impôt peut avec justice différer beaucoup de l'impôt foncier pour le taux. Toute l'augmentation de valeur d'un pareil fonds provenant de la situation nouvelle qui lui est faite, et cette augmentation étant toujours une perte au moins relative pour d'autres biens moins favorisés, l'équité exigerait qu'un tel impôt fût progressif. La progression devrait être établie sur le prix vénal de l'unité de surface du terrain favorisé;

le premier terme, égal au taux de l'impôt ordinaire, étant fixé par le prix maximum de l'unité de surface du sol cultivé. A partir de ce terme, l'échelle progressive pourrait être rapide; elle pourrait égaler la série des multiples sans être exagérée. Elle préviendrait au moins par là les abus que certains propriétaires font si souvent d'une situation exceptionnelle.

Cependant il y a quelque chose à objecter, et, à certains égards, la préemption serait peut être plus juste. En effet, qui profite en réalité de la plus-value? Celui-là seul qui possède le bien au moment où, sa situation changeant, la valeur en augmente. A la première vente, celui qui l'achète le paie à sa valeur actuelle, au moyen de capitaux acquis par le travail. Le premier seulement devrait donc être frappé par l'impôt; et, dans ce cas exceptionnel seulement, on concevrait un impôt de mutation frappant le bien lors de sa transmission à titre onéreux. Mais alors il suffirait de garder le bien pour ne pas payer l'impôt et jouir de la plus-value sans indemnité sociale. Si le bien est préempté, au contraire, l'État le paie à la valeur qu'il avait, il le revend à la valeur qu'il acquiert : toute la plus-value reste entre ses mains sans qu'il y ait réellement aucune injustice faite à personne, et si le propriétaire tient à garder son bien, il peut être privilégié contre tout autre acquéreur en payant la plus-value. L'évaluation quinquennale de tous les biens au moyen du jury cadastral donnerait un moyen de reconnaître cette plus-value qu'ils acquièrent par le seul fait de quelque nouveau débouché ouvert; et si dans le cas d'un sol cultivé il est difficile de séparer la plus-value due au travail de celle qui est due aux circonstances sociales ou locales, dans le cas d'un terrain bâti c'est chose facile; car toute propriété bâtie dont la valeur se trouve

avoir augmenté ne peut devoir cette augmentation qu'à de telles circonstances, puisque, par le cours naturel des choses, elle devrait au contraire avoir diminué.

Au reste, un impôt progressif atteindrait à peu près le même but, puisqu'il serait en réalité, comme tout impôt foncier nouvellement établi, une expropriation partielle qui frapperait d'abord et immédiatement le propriétaire entre les mains duquel le sol aurait augmenté de valeur. Quand il voudrait vendre son bien ainsi frappé, il ne trouverait à le céder qu'avec déduction du capital de la taxe progressive qu'il supporterait, c'est-à-dire à peu près à la valeur qu'il avait avant que l'augmentation de cette valeur eût donné lieu à l'impôt. Il en résulterait que des terrains de très-différentes valeurs ne différeraient pas beaucoup entre eux de prix vénal, mais seulement qu'ils paieraient plus d'impôt; et si, par suite du mouvement social, cette plus-value se changeait au contraire en une moins-value, le prix vénal ne diminuerait pas proportionnellement; le taux de l'impôt seulement s'abaisserait plus vite. De cette façon la progression, si rapide qu'elle fût, serait indéfinie, parce que jamais le prix vénal d'un terrain ne pourrait s'élever de manière à ce que toute la rente qu'il produirait fût absorbé par l'impôt; et l'impôt, au lieu d'être progressif en réalité, serait seulement une échelle de proportion mobile, un instrument régulateur des prix.

Ce système d'imposition pourrait même être étendu à toutes les propriétés foncières. Un impôt taxant progressivement la terre à mesure qu'elle s'accumule dans les mêmes mains se détruit, se dément lui-même; mais un impôt progressif sur la force productrice ou la valeur absolue du sol est rationnel, et on peut dire qu'il existe dans la réalité des choses et par le seul fait de la concurrence,

puisque ce sont toujours les meilleures terres qui rapportent la plus petite rente. Or un impôt progressif n'aurait pas d'autre résultat; seulement il tendrait à égaliser le prix vénal de toutes les terres et peut-être à leur faire assumer un taux unique et général, relativement à la rente qu'elles produisent, toute la *plus-value* locale revenant à l'État sous forme d'impôt et la plus-value du travail demeurant seule aux propriétaires auxquels elle revient légitimement. Il n'y aurait aucun mal à ce qu'il n'y ait pas, comme en France par exemple, des terres vendues seulement au denier vingt et d'autres qui s'achètent jusqu'au denier quarante ou cinquante. Ainsi la taxe progressive du sol bâti ne serait qu'une suite de la progression établie sur le sol arable; et comme le sol est susceptible d'être alternativement bâti et cultivé, la généralité d'une telle mesure fiscale la rendrait plus rationnelle. A défaut de cette progression établie sur toute la totalité du sol, la préemption des lieux bâtis, mais seulement de ceux-là, vaudrait peut-être mieux qu'une progression établie exceptionnellement sur leur plus-value occasionnelle.

La plus ou moins-value d'une propriété bâtie ne peut, ainsi que nous l'avons vu, porter que sur le sol, son loyer, sa rente et son prix vénal, et, si l'impôt peut augmenter progressivement en raison de cette plus ou moins-value, il n'en est plus de même de l'impôt qui reposerait sur le bâtiment même, la valeur de ce bâtiment au contraire ne pouvant que perdre, et perdant nécessairement, par le seul fait du cours du temps. La rente de cette valeur et l'impôt qui la frappe doivent donc continuellement diminuer en raison proportionnelle exacte. Cette valeur est celle d'un travail accumulé. Le capital employé à construire, les profits capitalisés de l'entrepreneur ne sauraient sans ini-

quité être grevés plus lourdement que d'autres formes du capital. L'impôt sur cette partie de la richesse doit donc être proportionnel et non progressif, il doit décroître et non croître.

Serait-il impossible de séparer ainsi dans l'impôt la valeur du bâtiment et la valeur du sol? ce qui est dû par l'une de ce qui est dû par l'autre? Ce n'est pas aisé, mais ce n'est point impossible. Un jury cadastral élu par les propriétaires urbains et composé d'entrepreneurs pourrait opérer dans les villes et villages, comme nous avons vu qu'un jury d'experts agriculteurs pourrait le faire pour les biens arables. Un expert en bâtiments sait toujours quelle est la valeur d'une maison, abstraction faite du sol, c'est-à-dire ce qu'elle a coûté ou coûterait à établir, ce qu'elle a perdu de valeur en vieillissant et ce qu'elle coûterait à réparer. Ce qu'elle coûterait à réparer, déduit de ce qu'elle coûterait à bâtir à neuf avec de nouveaux matériaux, c'est la valeur actuelle fort à peu près. La valeur totale, comme superficie et fonds, est indiquée, soit par les loyers qu'elle produit, soit plus exactement encore par le prix qu'on en trouverait à la vendre. La différence est égale à la valeur du sol ou de l'emplacement. La première évaluation peut être frappée d'un impôt proportionnel égal à l'impôt général sur les capitaux, la seconde de la taxe progressive générale sur tous les biens fonciers, ou partielle sur les biens bâtis. C'est par l'augmentation absolue de cette seconde partie de la valeur du bien bâti entre deux évaluations cadastrales que l'État pourrait juger s'il y a lieu à préemption ou à surtaxe progressive.

Le jury appelé à expertiser les biens bâtis, représentant les intérêts du propriétaire, serait ainsi incliné à porter à sa plus haute valeur le capital superficie, puisque la valeur

totale de la propriété étant connue au moyen des baux de location et déterminée par leur produit moyen, toute la part de cette valeur qui ne serait pas attribuée à la superficie, frappée d'un impôt proportionnel, serait attribuable au sol et, conséquemment, frappée d'un impôt progressif ou donnerait occasion à la préemption pour la totalité du bien, ce qui serait plus fâcheux encore pour le propriétaire.

Une pareille opération fiscale serait facilitée de beaucoup si aucune location n'était autorisée sans bail écrit, et si chaque bail, pour être valable, devait être soumis à l'enregistrement.

La réforme de l'enregistrement et du cadastre, voilà donc ce que nous retrouvons partout comme moyen d'une réforme fiscale satisfaisante. C'est la statistique de la richesse qui manque à l'État pour l'atteindre équitablement; aussi longtemps qu'elle ne sera pas établi, les gouvernements les mieux intentionnés frapperont les contribuables au hasard, en aveugles, et l'extrême modicité des impôts pourra seule compenser leur extrême inégalité.

L'impôt doit-il être perçu sur les maisons non louées ou non habitées? Certainement. Pourquoi pas? C'est même, en pareil cas, d'une nécessité urgente; car c'est le seul moyen que l'impôt retombe bien sur le propriétaire, et non sur le locataire; qu'il demeure un impôt sur la rente et ne devienne pas un impôt de consommation sur le logement, c'est-à-dire un impôt sur le travail, et, la plupart du temps, un impôt inique.

Tel n'est pas cependant l'avis de Smith⁽¹⁾ : « Les maisons » non habitées, dit-il, ne devraient pas payer l'impôt. Un » impôt sur ces maison tomberait entièrement sur le pro-

(1) *Richesse des nations*, p. 526.

» propriétaire, qui serait ainsi imposé pour une chose qui ne
» lui rapporterait ni commodité ni revenu. »

Qu'il les loue ces maisons inhabitées, qu'il les loue plutôt à bas prix, quitte à n'en tirer que l'impôt! Assez de gens sont mal logés justement parce que les propriétaires tiennent trop élevé le taux des loyers! Si l'impôt les presse, s'il menace d'entraîner la valeur capitale de la maison, de les ruiner enfin, ils seront plus accommodants. En définitive le locataire sera toujours plus dans la dépendance de la nécessité que le propriétaire, parce qu'on ne peut se passer de loger quelque part et qu'on peut toujours refuser de louer les maisons qu'on a, parce qu'elles ne se perdent point à attendre. L'impôt dans ce cas ne fait donc que rétablir l'équilibre entre deux forces économiques inégales.

Souvent pour une mesure qui tombe en ruine et ne vaudrait à vendre qu'un capital insignifiant, si elle était évaluée exactement d'après les règles que nous avons données, un propriétaire exige un loyer considérable. S'il ne trouve pas à louer, ou ne le veut pas, qu'il vende. Il trouvera des acheteurs, s'il vend d'après la valeur réelle de l'objet et non d'après sa valeur fictive. Mais beaucoup de propriétaires, après avoir usé d'une maison durant un demi-siècle, ou après en avoir touché pendant le même temps les loyers qui, outre la rente du capital, renfermaient une part pour l'amortissement, de sorte que leurs locataires leur ont déjà remboursé la valeur totale de leur maison, ne prétendent pas moins en tirer les mêmes loyers et la vendre à la valeur qu'elle représentait quand ils l'achetèrent ou qu'ils la reçurent en héritage. En toute justice le loyer actuel d'une maison ne doit pas renfermer l'intérêt du capital déjà amorti, mais seulement de celui qui reste à amortir, car c'est là le vrai capital qu'elle repré-

sente, celui qu'elle vaut, et celui pour lequel elle doit payer l'impôt. Si un propriétaire maintient trop haut les loyers d'une vieille maison, il fait évaluer par le fisc sa maison au-dessus de sa valeur, et s'il paie un impôt trop lourd, c'est sa faute.

Il faut que les maisons neuves, belles, commodés soient payées leur prix par les locataires; elles doivent alors la rente et l'amortissement pour tout le capital qu'elles ont coûté à bâtir et la rente du sol où elles sont bâties. Mais il faut qu'il soit tenu soigneusement compte de l'amortissement effectué dans le loyer des vieilles maisons; afin que les basses classes du peuple trouvent à s'y loger d'une manière économique; et que, sacrifiant seulement à leur misère le luxe et la beauté du local, le goût plus moderne des décorations et la commodité de la distribution, elles aient à sacrifier le moins possible l'air, l'espace, et la propreté qui leur sont aussi nécessaire et même plus nécessaires qu'à d'autres, parce qu'elles y vivent plus sédentaires, plus renfermées, plus privées de toutes les autres jouissances de la vie. Tel est le but que doit poursuivre un impôt sur les bâtiments. Il doit tendre à faire établir une série progressive plus prolongée dans le prix des loyers et dont les points extrêmes serait plus distants, afin que chaque particulier puisse mettre à son loyer une part à peu près proportionnelle de sa fortune. Or, aujourd'hui, il n'en est pas ainsi. Partout les grands appartements fraîchement, richement ornés sont comparativement beaucoup moins chers que les misérables réduit où le pauvre se cache et se tapit plutôt qu'il ne se loge.

Eh bien! c'est de l'exemption d'impôt en cas de non-valeurs locatives que proviennent ces inconvénients économiques. C'est ce qui fait de tout impôt sur les maisons un

impôt sur le revenu des locataires, au lieu d'être un impôt sur le capital des propriétaires. De même, plus généralement, l'un des grands inconvénients d'un impôt basé sur le revenu des biens et non sur leur valeur en capital, serait que les biens non loués, ne rapportant rien, ne seraient pas imposés, et que les propriétaires renonceraient à louer pendant une ou plusieurs années leurs terres, leurs maisons, tous leurs capitaux, de quelque sorte qu'ils soient, afin d'obtenir par le besoin de leurs fermiers, de leurs locataires, de leurs débiteurs une rente plus forte qui les rembourserait de l'impôt. De sorte qu'un tel impôt, en définitive, ne diminuerait en rien leurs revenus et serait supporté par les profits des travailleurs, de toutes les classes. Rien au monde ne serait plus désastreux, et tel doit être en quelque chose l'effet de l'*income-tax*, à ce point de vue seulement d'un impôt proportionnel aux revenus des maisons et non à leur valeur capitale, Smith a raison de dire qu'il retombe en définitive sur les locataires et que ses conséquences sont des plus fatales. Ne rien recevoir plutôt que de recevoir peu, c'est un luxe de dédain, c'est une politique que des gens à l'aise peuvent se permettre, mais payer après n'avoir rien reçu, c'est trop, et le nombre de ceux qui peuvent se passer ce caprice est déjà beaucoup plus restreint. Ils n'ont plus une majorité suffisante pour entraîner le courant économique des intérêts. Il faut donc que le propriétaire soit forcé de louer pour une raison ou pour une autre, autrement tout impôt sur les bâtiments retombera en totalité sur les locataires forcés de se loger. Ce résultat serait presque immédiat dans les villes où les baux sont de très-courte durée, où, par exemple, les locations se font par trimestre, comme à Paris. Il serait plus lent à se produire autre part. Il ne se produirait

même complètement qu'après plusieurs baux successifs, si les baux étaient en général très-long, parce qu'ils coïncideraient moins pour l'époque de leur renouvellement; et que, moins les mutations sont fréquentes, moins il y a à la fois sur la place de logements vacants et de locataires qui cherchent à se loger, par conséquent moins de concurrence. Or, si en cette concurrence tous les propriétaires veulent à la fois louer cher, ou ne pas louer, nécessairement les propriétaires l'emporteront; parce qu'à tout prix il faut qu'on se loge, quitte à ne pas payer son loyer ensuite : la police ne permettant pas d'élever des tentes dans les rues, liberté sans laquelle, en pareil cas, il n'y a réellement pas d'égalité.

Qu'arrive-t-il en fin de compte de cette lutte des intérêts? Il faut qu'un équilibre quelconque s'établisse. Comme chacun met généralement à son loyer une somme fixe qu'il ne peut ou ne veut pas dépasser, on se contente d'un logement moindre pour la même somme. Celui qui occupait un appartement de 1,000 francs, en prend un moins spacieux qui lui coûte le même prix, et qui avant l'impôt n'aurait valu que 900 ou même 800 francs, et ainsi de suite à tous les degrés de fortune. De sorte que la concurrence se trouve diminuée sur les loyers les plus élevés et augmentée sur les loyers les plus bas, pour une double cause et en raison progressive, parce que les rangs de la société deviennent progressivement plus nombreux à mesure qu'ils sont placés plus bas dans l'échelle des fortunes. Il se produit donc au dernier résultat une hausse considérable et désastreuse sur les petits loyers, au point de forcer la population pauvre des villes à émigrer dans les faubourgs; et si les faubourgs ne suffisent pas à lui donner asile, elle émigre ou meurt asphyxiée dans des bouges.

Tandis que les classes les moins aisées s'entassent ainsi dans les plus humbles réduits, les grands appartements restent en partie vacants, ou supportent une hausse moins considérable à cause de la moindre concurrence que les classes riches, plus clair-semées, se font entre elles. Les propriétaires de tels appartements ont seuls à supporter une part de l'impôt, soit qu'après avoir perdu plusieurs termes ils trouvent enfin un loyer élevé, soit qu'ils acceptent un loyer qui les rembourse seulement en partie. Enfin la plupart d'entre eux se décident à transformer leurs grands appartements en logements plus petits; ils retrouvent avec les frais de ce changement le remboursement de la taxe, et la hausse des loyers demeure ainsi définitive : tout le monde est plus mal logé pour le même prix.

Si, au contraire, un impôt permanent et sans exemption sur le capital des biens bâtis poursuit les propriétaires d'année en année et de trimestre en trimestre, les presse de louer, les atteint s'ils ne louent pas, et, les ruinant, les empêche même de réparer ou de transformer leurs maisons; au moindre vide qui se fait dans la population, ils sont obligés de faire des concessions, de supporter l'impôt, de le payer d'une partie de leur rente, plutôt que de s'exposer à le payer sur leur capital et de ne toucher ni rente ni capital d'amortissement. Les propriétaires des loyers les plus élevés sont contraints de céder les premiers, car la perte qui les menace est plus grande; tous les autres après eux sont obligés de suivre le courant par le même enchaînement que nous avons vu résulter, mais en sens contraire, d'un impôt qui, frappant les revenus des propriétaires, leur tiendrait compte de leurs non-valeurs.

Un impôt soudainement établi sur le capital des maisons pourrait cependant, au moment même de son établissement,

troubler un peu l'équilibre des loyers. A moins d'une demande considérable du logement et d'une offre restreinte, l'impôt ne tomberait que sur un certain nombre de locataires qui subiraient l'augmentation du loyer tentée par la généralité des propriétaires plutôt que de déménager, parce que les intérêts de leur commerce souffriraient d'un changement de domicile. Mais ce trouble serait partiel et passager. Après un certain temps les loyers retomberaient à leur ancien niveau, et l'impôt en totalité serait supporté par ceux qu'il doit atteindre.

Il y a cependant une condition essentielle encore : c'est que le capital en bâtiment ne soit pas seul frappé. Un impôt qui l'atteindrait sans porter d'un poids égal sur toutes les autres formes de la richesse, retomberait tout entier, et même avec une surcharge, sur les locataires. Voici pourquoi : c'est que jusqu'à ce que l'élévation du prix des loyers ait couvert en totalité l'impôt, c'est-à-dire aussi longtemps que cet impôt retomberait en définitive sur les propriétaires, le capital, trouvant ailleurs des emplois plus avantageux, se retirerait de l'industrie des bâtiments : on ne bâtirait plus, on ne réparerait plus de maisons ; et s'il y avait le moindre accroissement dans la population, elle se verrait aussitôt obligée de passer sous les fourches caudines des propriétaires. Dans le cas, au contraire, où le capital serait frappé partout à la fois et également dans toutes les industries, comme l'économie politique prouve qu'il ne peut se produire à la fois une augmentation générale du prix de tous les produits, l'impôt mis sur toute la rente serait en définitive supporté par la rente dans toutes les industries. Au moindre accroissement de population qui se produirait, les loyers ayant une tendance à monter et à offrir un avantage spécial au capital en bâtiment, le capital se jetterait aussitôt

en abondance vers cette industrie et en ferait redescendre bientôt la rente au taux légal, c'est-à-dire au niveau général qu'elle aurait pris dans toutes les transactions.

Il est encore des considérations toutes locales dans lesquelles un gouvernement devrait entrer avant de se déterminer à établir un pareil impôt, surtout par rapport au moment où il serait bon de l'établir et au taux auquel la prudence permettrait de le fixer.

Supposons un pays, une capitale surtout où les loyers soient à un taux convenable ou même élevé, mais où les bâtiments construits suffisent amplement aux besoins de la population. Alors il n'y a aucun risque à établir l'impôt : il retombera sur les propriétaires seuls. S'il y avait beaucoup de non-valeurs, la vente des bâtiments serait activée, il se ferait des échanges. Nul ne garderait de bâtiments inutiles, et de petits capitalistes locataires deviendraient propriétaires. N'ayant plus d'intérêt à élever le loyer de leur maison, ils ne l'évalueraient en capital que ce qu'elle vaut et même au-dessous, afin de payer moins d'impôt. L'État y perdrait, mais le peuple y aurait gagné. La population serait mieux répartie dans le logement disponible, et en somme il y aurait moins de non-valeurs, avec un taux de location moins élevé. De plus vastes appartements seraient cédés pour un prix inférieur, et des gens sans asile, parce qu'ils ne pouvaient payer un loyer trop cher, trouveraient à s'établir convenablement à bas prix.

Si au contraire les loyers étaient déjà trop bas et la population insuffisante pour les bâtiments, l'impôt serait dangereux. Il ferait encore baisser la rente des propriétaires qui ne pourraient en aucune façon se faire rembourser la taxe ; si bien que le capital se retirerait peu à peu de l'industrie du bâtiment et tout travail cesserait aussitôt.

Cependant l'impôt obligerait encore à faire réparer beaucoup de logements que leur incommodité empêche de louer. De sorte qu'il n'y aurait pas encore une trop grande souffrance, et du moins ce que les propriétaires pourraient perdre à l'impôt serait gagné par le peuple. On abattrait quelques masures pour ne pas en payer l'impôt ; les villes y gagneraient un plus bel aspect. Et l'on ne peut dire que ce soit une exaction que de forcer un propriétaire à détruire des bâtiments qui ont fait leur usage, rapporté leur produit et remboursé leur valeur première.

Mais dans le cas où le taux des loyers serait très-élevé, et surtout s'il y avait pénurie de bâtiments par rapport à la population croissante, deux conditions dont l'une amène nécessairement l'autre, il faudrait se garder d'établir l'impôt qui aggraverait le mal. Ce serait le cas alors d'imposer pour un temps toutes les formes de capital et de laisser pleine franchise au capital en bâtiment. Toute la richesse nationale cherchant alors à se jeter vers cette industrie privilégiée, la bâtisse serait immédiatement accélérée. Une fois que l'abondance du logement aurait commencé d'elle-même à réduire la cherté des loyers à un taux convenable, c'est-à-dire qu'elle serait suffisante pour les besoins de la population, de manière à toujours laisser un excédant raisonnable de bâtiments vides, ce serait le moment d'établir l'impôt, qui alors maintiendrait cet équilibre jusqu'à ce qu'un nouvel accroissement de la population, qui ne serait pas accompagné d'un accroissement parallèle dans la bâtisse, le rompît de nouveau au profit des propriétaires. Mais il y aurait toujours en ce cas l'expédient d'abolir de nouveau l'impôt ou de le réduire pour encourager à bâtir. Enfin il y aurait un moyen extrême auquel on pourrait recourir pour guérir un mal extrême et abaisser forcément

le prix des loyers, ce serait d'imposer *ad valorem* les non-valeurs, c'est-à-dire tous les appartements laissés vacants par les propriétaires, exonérant de l'impôt tous les appartements loués. Bien entendu qu'une telle mesure ne saurait être qu'un expédient passager.

En général dans un impôt universel et permanent sur le capital, un État aurait donc toujours à sa disposition un puissant moyen d'encouragement en faveur des industries souffrantes et un régulateur perpétuel de tous les cours. Pour ranimer une des branches du commerce national qui menacerait de s'éteindre, il suffirait de la décharger pour un temps. Il est toujours facile d'abolir ou de diminuer telle partie qu'on juge à propos d'un impôt établi ; personne ne s'en plaint. Et cette abolition, ce dégrèvement fait toujours du bien et un bien immédiat à l'industrie en faveur duquel il s'opère. Au contraire un impôt, même protecteur d'intention, est difficile à établir. Avant de faire du bien, et un bien toujours douteux, à l'industrie protégée, il produit toujours un mal immédiat à quelques autres, à celles contre lesquelles il agit indirectement ou sur lesquelles il frappe directement.

Aucun impôt ne se prêterait mieux que l'impôt sur le capital à un établissement général et perpétuel qui permettrait, selon le besoin, de favoriser momentanément certaines industries en souffrance.

Quant à la perception d'un impôt sur les bâtiments, elle ne présente nulle difficulté particulière. Tout ce que nous avons dit précédemment au sujet de l'impôt sur les titres de rente en général lui est applicable.

CHAPITRE XXXVI

Impôt sur les marchandises.

SOMMAIRE. — Risques de double emploi. — Les marchandises sont imposables chez le marchand. — L'impôt hâte la circulation. — Fait baisser les cours. — Les rend plus réguliers. — Rend l'accumulation impossible. — Rôle de l'État. — Deux sortes de patentes. — Évaluation de la fortune des marchands. — Moyens de vérifier leur bilan.

Un impôt sur le capital doit l'atteindre sous toutes les formes qu'il est susceptible de revêtir et partout où il le trouve ; autrement, il serait injuste : ce principe est absolu.

Or il y a toujours une grande part de la richesse des nations qui demeure, au moins pour un certain temps, sous la forme de produits échangeables ou de capitaux en nature. Au fond, la monnaie, ou plutôt les titres n'ont une valeur que parce qu'ils représentent tous une certaine quantité de ces produits, et peuvent servir à se les procurer moyennant échange. Si donc, d'une part on impose les titres, c'est-à-dire les valeurs représentatives, qui n'ont d'utilité réelle que parce qu'ils représentent des produits, et que de l'autre on impose le capital en nature, les produits eux-mêmes, ne fait-on pas double emploi ? Nullement,

Tout capital accumulé sous formes de titres représente

moins des produit échangeables, mobiliers que des moyens de produire, que des instruments de travail pour la plupart fixés au sol, inéchangeables par nature et immobiliers. C'est du travail accumulé dans le passé, qui féconde le travail de tous dans le présent. C'est une sorte de levain qui seul a le pouvoir de faire fermenter le pain quotidien du travail humain. Ainsi, un titre de propriété foncière représente, avec la concession perpétuelle de la société pour une certaine étendue de sol, le travail des générations qui l'ont defrichée et fécondée, travail accumulé et qui, par une continuation de travail, produit plus qu'il ne produirait entre des mains qui le cultiveraient pour la première fois. Un titre de rente sur l'État représente une quote-part des services rendus à la société, par les générations antérieures, sous forme de défense nationale, ou de protection intérieure, de routes, de ports, de monuments publics, d'établissements de bienfaisance ou d'enseignement gratuit : c'est du travail accumulé qui seul rend le travail actuel possible et le rend surtout plus fécond que si ce travail n'avait pas été exécuté dans le passé. Le rentier sur l'Etat est copropriétaire de tous les chemins publics, des palais, des biens de toute nature de la nation dont il est le créancier hypothécaire. Une action de chemin de fer représente un instrument de travail toujours actif qui permet la circulation des produits du travail actuel, et leur donne une valeur qu'ils n'auraient pas avec des voies de communications et des moyens de transports moins rapides et plus onéreux. Une action industrielle quelconque représente de même une quote-part de propriété dans un matériel d'usine, dans un bâtiment, dans un instrument plus ou moins actif de production, et dans les produits qui en sortent journellement. Une créance hypothécaire représente

enfin la propriété partielle et temporaire d'un fonds de terre ou d'un bâtiment. Toutes ces valeurs ne sont donc point un simple papier-monnaie sans garanties. Leur capital en nature existe, seulement en nature il n'est pas imposable, il n'est pas échangeable, et souvent même il n'est pas appropriable; il ne peut être négocié qu'au moyen des titres qui le représentent. Tout ce capital en titres ne représente donc jamais des marchandises, mais une foule d'industrie qui ont pour objet de les produire ou de les faire circuler. Le capital marchandise incessamment produit à l'aide de ce capital accumulé antérieurement peut donc et doit en outre être imposé sans faire aucun double emploi. Il n'est à l'état naissant, comme matière première, qu'entre les mains du producteur de cette matière première, et, comme objet manufacturé, qu'entre les mains du fabricant. Une fois la matière première récoltée et accumulée dans le magasin où elle attend la vente, une fois l'objet manufacturé sorti des mains de l'ouvrier et inscrit au livre du fabricant, l'un et l'autre deviennent matière imposable, capital accumulé. Selon la théorie économique, ils doivent produire une rente fixe, c'est-à-dire un intérêt au taux légal, et de plus des profits variables comme tout autre capital.

Cependant en certains cas il peut y avoir réellement double emploi. Ainsi lorsqu'une usine est possédée non par un individu mais par une société anonyme, qui doit payer l'impôt des bâtiments, du sol, du matériel, des matières premières et des produits qu'elle renferme? Personne; car c'est personne et tout le monde qu'une compagnie anonyme. Si vous faites payer l'impôt à la société, à ses agents, cette somme figurera dans ses frais de production, c'est-à-dire qu'elle sera prise sur les dividendes des actionnaires. Si

d'autre part vous imposez ceux-ci en raison du capital que représentent leurs actions et des revenus que ces actions rapportent, vous les faites payer deux fois pour la même richesse. C'est-à-dire vous imposez directement la propriété et directement encore les titres qui la représentent ; vous faites double emploi. Il faut imposer l'un ou l'autre. Or les titres sont plus aisés à saisir, ils donnent directement l'évaluation complète de la propriété ; il vaut mieux imposer les titres et affranchir toute propriété anonyme, toute propriété par association, par actions. Mais si avec le capital on n'imposait pas concurremment le revenu, toute la plus-value annuelle d'une telle propriété échapperait au fisc sous forme de dividendes et surtout d'appointements et de salaires de monopoles payés à ses divers membres, directeurs ou employés, sur la somme totale de ses profits. On n'imposerait pas le revenu, que dans le système d'un impôt unique sur le capital il n'y aurait pas grande injustice à frapper d'un côté les titres et de l'autre la propriété : celle-ci représentant le capital social, et les titres la plus-value annuelle qu'ils se partagent sous forme de dividendes ou d'intérêts. Cependant l'autre système serait d'une équité beaucoup plus rigoureuse.

Il en est de même pour un chemin de fer, un pont, un canal construit par actions. Si les actions qui en représentent la valeur capitale, foncière ou mobilière, sont imposées ; il ne faut imposer directement ni le sol qu'il recouvre et que la compagnie a payé fort cher, ni les bâtiments construits avec son capital social, ni le matériel qu'elle use journellement. Il faut imposer le capital en actions, le revenu et le dividende de ces actions, les salaires de monopoles des employés. Ce sera l'équité, la justice, l'exacte retribution, sans double emploi.

Du reste toute propriété est dans ce cas qui est général. Imposer la propriété individuelle, c'est en réalité imposer le titre qui la représente, et qui, entre les mains d'un seul propriétaire, se confond avec elle et avec lui en un seul contribuable payant une seule contribution. Il doit en être de même de la propriété collective. C'est bien elle qui doit ; mais c'est le détenteur du titre qui paie pour sa quote-part de propriété.

C'est pourquoi encore il serait absurde de faire payer l'impôt aux monuments publics, aux bâtiments de l'État, non parce qu'ils appartiennent à l'État qui ne peut s'imposer lui-même, mais parce qu'ils appartiennent aux détenteurs de fonds publics qui en doivent seuls l'impôt, chacun pour leur quote-part de la propriété représentée en capital par leurs coupons de rente et leurs obligations. Il y a encore double emploi lorsque, la terre payant, on impose la créance hypothécaire, ou lorsque la créance hypothécaire étant imposée on continue de lever l'impôt sur la terre.

Enfin dans les marchandises il y aurait double emploi si l'on imposait chez un marchand tous les produits ou matières premières qui sont accusés par son inventaire sans défalquer son passif, ses billets à ordre, ses traites en circulation. Celles-ci sont imposables seulement entre les mains de ses créanciers, comme signe représentatif et véritable titre de propriété d'une partie de la marchandise qu'il garde chez lui, mais qu'il ne possède qu'en partie.

C'est donc avec toutes ces restrictions que l'impôt du capital est applicable avec justice, mais appliqué avec cette prudence et cette entente de tous les intérêts, c'est le plus équitable des impôts. Il saisit la richesse partout où il la trouve, mais il n'en réclame l'impôt qu'à son propriétaire en jouissance, qu'à son véritable possesseur.

Une fois le capital atteint du reste, quelque part et en quelque main que ce soit, il faut qu'il circule, il faut qu'il produise ; car s'il ne produit pas au moins annuellement le montant de l'impôt, l'impôt l'absorbe. De cette façon chaque commerçant devant l'impôt sur son fonds de roulement, sur son actif net, mais ne le devant qu'une seule fois l'année, il a intérêt à le faire circuler le plus vite possible, à renouveler aussi souvent que possible ses marchandises, quitte à se contenter de profits moindres sur chaque renouvellement. L'impôt se répartit ainsi en réalité sur un capital beaucoup plus considérable, à mesure que la marchandise imposée demeure moins entre ses mains. Des accumulations désastreuses deviennent ainsi une spéculation ruineuse pour ceux qui les voudraient tenter. Les oscillations des cours ne peuvent plus, au moins d'une année sur l'autre, être influencées par l'agiotage, le calcul, l'accaparement. Elles tendent à suivre de plus près et plus librement les seules fluctuations économiques de l'offre et de la demande, causées par des phénomènes naturels, par une abondance ou une rareté réelle du produit, par une abondance ou une rareté réelle des acheteurs, abondance ou rareté toujours plus ou moins exagérée par la spéculation. Empêcher les abus de la spéculation, c'est protéger le commerce loyal et légitime, le travail utile moyennant salaire, les risques courus compensés par les profits. C'est enfin rendre à leur cours naturel des eaux que chacun s'efforce de retenir sur son terrain. Il y a bien une législation sévère sur les cours d'eau, pourquoi n'y en aurait-il pas sur le cours de la richesse publique, sur le cours de ces forces économiques qui doivent circuler librement dans le corps social comme le sang dans les artères et les veines du corps humain. L'intérêt prive cherche à

mettre partout, autant qu'il peut, entrave au cours naturel des choses; l'État doit empêcher qu'il y réussisse. Malheureusement il n'a jamais bien compris que son rôle est de veiller au maintien de la liberté; et trop souvent il a été le premier à en arrêter l'essor, à favoriser les intérêts, à s'unir à eux pour faire refluer la vie dans certains membres du corps social au détriment de tous les autres. Il le doit quelquefois, nous l'avons vu. Il le doit comme mesure de juste compensation; il le doit en faveur des membres affaiblis, et au détriment des organes exubérants. C'est-à-dire que lorsqu'une ligue d'intérêts privés a retenu les eaux de la richesse plus qu'il n'était juste de le faire, il faut que l'État enlève les barrages et laisse quelque temps à sec ce sol suffisamment arrosé, pénétré d'humus et engraisé d'alluvion. Il le faut pour le bien de ce sol lui-même, car l'intérêt privé est souvent rendu malhabile par l'excès de son égoïsme, quand il n'est pas maintenu dans les limites de la modération par des forces antagonistes s'exerçant en liberté. Eh bien, c'est presque toujours en annulant la résistance de ces forces antagonistes, naturellement rivales, et dont l'action est indispensable, qu'une situation sociale ou industrielle mal équilibrée est établie. Il faut à l'intérêt privé la digue de l'intérêt privé; aucune autre n'est capable de le maintenir dans ses justes limites. Or cette digue, ce frein, qui le croirait? c'est la liberté. La liberté sans cette entrave naturelle des libertés d'autrui, la liberté pour quelques-uns et non pour tous, c'est la licence d'une minorité que produit l'esclavage de la peur ou des besoins pour le plus grand nombre. Mais c'est une loi fatale que lorsque licence a été donnée à certaines forces de s'étendre pendant un temps, l'ordre ne peut être rétabli que par une licence égale accordée aux forces con-

traires. Un désordre est ainsi le seul remède possible d'un désordre, et seul peut ramener l'ordre troublé. Il faut savoir juger l'instant où, l'ordre étant rétabli, il est urgent de proclamer la liberté qui seule est capable de le maintenir.

Mais quel est le moyen de saisir le capital marchand par l'impôt? Quels modes de perception sont possibles? Entre les possibles quel est le préférable?

On a imaginé les patentes. Elle sont de deux sortes : l'une, fixe et déterminée par la profession, est la même pour tous ceux qui l'exercent ; c'est une sorte d'impôt personnel au sujet duquel nous reviendrons autre part. L'autre espèce de patente a l'intention d'être proportionnelle au chiffre d'affaires du commerçant qu'elle frappe, c'est-à-dire avec son revenu presumé. Mais jusqu'à présent cette approximation, presque toujours réglée d'après le loyer, a été très-mal faite. Elle a laissé beaucoup de place à l'arbitraire et à l'injustice ; de sorte que l'impôt ne pesant qu'à peine sur les riches marchands, sur le haut commerce, a été écrasant pour la petite industrie.

Pour arriver à un impôt proportionnel, il faut arriver à connaître exactement ce que chacun possède ; il n'y a pas d'autre moyen. Si l'on veut mentir à l'État, si l'on ne veut absolument pas lui dire combien l'on a, pour qu'il demande un impôt raisonnable, il faut alors payer sans se plaindre tout ce qu'il lui plaît de demander.

Pour évaluer la richesse d'un marchand, faut-il recourir à l'exercice, c'est-à-dire aux perquisitions à domicile si vexatoires? Cela n'est pas nécessaire. D'ailleurs la mesure serait inefficace. Comme il faudrait que l'inventaire fût fait à une époque déterminée, la richesse à cette même époque disparaîtrait, se cacherait. Le marchand laisserait le produit à la fabrique, le fabricant la matière première sur les

marchés, jusqu'à ce que l'inventaire étant passé chacun se hâterait de remplir ses cases et de mettre en mouvement ses machines. Il en résulterait des irrégularités pernicieuses dans le travail, des fluctuations factices dans la production ; et nous venons de les condamner. Il y aurait pour l'ouvrier une raison de plus de chômage périodique suivi d'une presse fatigante. A tout prix il faut éviter cela. Enfin de cette manière le portefeuille, l'actif et le passif en billets, traites, créances, tout cela échappe à l'appréciation fiscale dont la justesse est rendue par là même impossible. Que faire donc ?

Il faut que le commerçant présente au fisc son budget, son bilan annuel. Chaque année le Code de commerce l'oblige à faire son inventaire ; il faut de plus que les résultats généraux, la balance de cet inventaire soit soumise au timbre, afin de servir de base au rôle de ses contributions.

La valeur en marchandise et en valeurs monétaires qu'il possède, plus les créances actives, moins les créances passives, donnera son actif net. Dans le cas d'un impôt uniquement basé sur le capital, cet actif net sera la matière imposable, la base proportionnelle de la contribution. Dans le cas d'un impôt basé sur le revenu, la différence de l'actif net de deux bilans successifs, déduction faite des capitaux que le contribuable aurait pu acquérir dans l'année par héritage ou donation, donnera le revenu total de son commerce durant l'année révolue et de plus le chiffre du capital à l'aide duquel il a obtenu ce revenu : que pourrait-on demander de plus ?

Mais comment s'assurer de la sincérité de ce bilan ? Il est vérifiable au moyen des livres dont on peut exiger la présentation, s'il y a doute. Des peines fiscales sévères peuvent être portées contre toute fraude, telle que fal-

sification de livres, supposition de dettes, ou créances actives célées. Mais la fraude comment la découvrira-t-on? Faudra-t-il toujours en arriver aux vexations d'une surveillance, d'une suspicion continuelle et finalement aux visites domiciliaires, aux perquisitions? Mais d'abord pour qu'un homme se livre à la fraude il faut qu'elle ne l'expose pas à des risques plus grands que ceux qu'il veut éviter. On ne falsifie pas si aisément des livres, quand ces livres peuvent être requis de présentation; qu'il y a des peines sévères portées par la loi contre les malversations et des moyens de la reconnaître; lorsque surtout les erreurs de ces livres mêmes pourraient entraîner des pertes pour celui qui les aurait volontairement faites. Cacherait-il des créances actives? Il n'aurait plus de recours légal contre ses débiteurs: il se volerait lui-même. Supposerait-il des dettes? S'il venait à faillir et que les créanciers ne se trouvassent pas ou qu'on s'aperçût que ce sont des créanciers de complaisance, il tomberait sous le coup de la loi. Enfin si la réforme de l'enregistrement était effectuée, tout billet à ordre, toute traite, toute valeur devant être enregistrée et porter son numéro d'ordre, quelle supposition de dette serait possible qui instantanément ne pourrait être reconnue pour telle à l'aide d'une simple confrontation du bilan et des registres du fisc? Supposera-t-on de faux billets, de fausses traites? Celui qui s'en trouverait détenteur devrait en payer l'impôt, or la complaisance des faux témoins ne va pas jusqu'à payer pour le plaisir d'obliger des complices; et si le commerçant remboursait à ces amis complaisants la taxe de leur fausse créance, il aurait moins de risques et moins de perte à la payer tout directement à l'État.

Du reste nous serons encore obligé de revenir sur ce sujet à propos de l'impôt sur le revenu. Il nous suffit

d'avoir démontré ici qu'un impôt sur le capital peut atteindre la richesse dans les mains du commerce avec autant de facilité qu'entre celles des industriels et détenteurs de titres ; et que la fraude pourrait être rendue aussi onéreuse, aussi difficile, aussi dangereuse aux uns qu'aux autres, à l'aide d'un très-petit nombre de mesures administratives.

CHAPITRE XXXVI

Impôt sur le mobilier.

SOMMAIRE. — Le mobilier est un capital qui donne un revenu en jouissance. — Est-ce un impôt de luxe? — L'accumulation du capital dormant nuit à la société. — Séquestration des chefs-d'œuvre de l'art. — Le capital artistique s'accumule-t-il dans l'œuvre d'art? — L'impôt ferait redescendre les objets d'art à leur valeur réelle. — Collections et bibliothèques. — Effets heureux de l'impôt. — Impôt proportionnel sur le mobilier, progressif sur la valeur vénale et non sur l'accumulation des objets d'art. — Accaparement par l'État des chefs-d'œuvre. — Garantie des déclarations. — La police d'assurance obligatoire. — Impôt sur l'argenterie, les bijoux et les diamants.

Le mobilier d'usage, les meubles meublants, sont en réalité une marchandise, mais une marchandise dont on retire, au lieu de profit, des services et des jouissances. C'est une partie des frais de production de tout travailleur salarié ou de tout industriel producteur; ce sont des frais d'inaction pour les oisifs. Pour eux seulement, c'est en totalité une dépense économiquement improductive, mais qui peut encore être moralement reproductrice, ainsi que nous l'avons vu autre part. Pour les uns comme pour les autres, c'est un capital, et pour tous c'est un revenu; seulement les uns le font valoir plus que les autres, et c'est entre les mains de ceux qui ne le font pas valoir qu'il s'accumule en quantité plus grande au détriment de la société.

Mais qu'on ne dise pas que quelque chose ne rapporte rien, lorsque cela rapporte une jouissance. Une jouissance c'est une valeur et une valeur qui se paie. La preuve, c'est qu'on ne paie en réalité que pour avoir des jouissances ; seulement on paie d'une monnaie ou d'une autre, en services, en nature ou en argent.

Tout capital accumulé sous forme de mobilier d'usage donne donc une rente de services et de jouissances vénales proportionnelle à sa valeur. Il faut le croire ainsi, du moins, puisque nul sans cela ne ferait l'échange. Ce capital est par conséquent imposable, et il l'est constamment. Mais l'impôt l'absorbera à la longue, peut-on objecter ? Non pas ! l'impôt demande sous sa forme vénale une partie de la rente qu'il produit. Si vous n'êtes pas assez riche pour payer sur vos revenus annuels l'impôt de votre capital mobilier, c'est-à-dire pour abandonner au fisc une part, et comme un loyer, des jouissances que ces revenus peuvent vous procurer, sans attaquer votre capital, vendez votre mobilier, diminuez-le, jusqu'à ce que l'impôt qu'il supporte puisse être soldé sur vos revenus. Nul n'est obligé de garder chez soi un objet d'art, un Raphaël, un Van Dyck, un service d'orfèvrerie, une parure en diamants. Si vous êtes assez riche pour vous procurer cette rente de plaisir, vous paierez l'impôt : c'est-à-dire que vous donnerez à la société, sous une forme vénale, la part de ces plaisirs à laquelle elle a droit, sa part de copropriété dans toute richesse appropriée. Un tel impôt a du moins l'avantage d'être essentiellement volontaire, quant à la quotité : cette quotité pouvant être réduite jusqu'à devenir presque nulle. Et si un caprice passager, un besoin temporaire peut faire acheter un meuble de prix, après ce caprice ou ce besoin passé, on n'est jamais contraint de le garder chez soi ; on peut le revendre.

Il semblerait donc qu'un pareil impôt dût être compté dans la catégorie des impôts de luxe. En effet, il a tous leurs avantages, mais il n'a pas leurs inconvénients ; il n'a pas les mêmes caractères vexatoires. C'est un impôt de luxe, mais économique, juste et rationnel. L'impôt de luxe indirect prend plus aux contribuables qu'il ne rend au fisc ; il pèse sur l'industrie et sur la production plus que sur le consommateur qu'il veut atteindre : c'est là son plus grand tort. L'impôt de luxe direct sur quelques objets, comme l'impôt sur les domestiques, les chiens, les chevaux, etc., est une sorte de punition d'un usage quelconque de la richesse, et nous ne saurions l'approuver, parce que la liberté en souffre autant que la justice. Un pareil impôt est vexatoire et impropportionnel. Que des chevaux, des chiens soient imposés *ad valorem* dans l'évaluation d'un mobilier, on le conçoit ; cela se doit ; mais des domestiques ne sont point un capital. Soumettre l'usage qu'on en fait, le contrat libre par lequel ils échangent leurs services contre un salaire, c'est les assimiler à des choses, c'est les soumettre à la capitation établie en Amérique sur les nègres. Les voitures, outre leur valeur capitale, pourraient donner lieu à une surtaxe de police, à un impôt d'édilité, surtout à l'intérieur des villes, sous prétexte qu'elles usent les chemins publics, ébranlent les édifices, augmentent les dépenses de l'État et gênent la circulation des piétons. Mais alors il ne faudrait pas, comme on le fait généralement, exempter de l'impôt les voitures sans suspension et même les voitures suspendues faisant un service public, car les unes et les autres ont tous ces inconvénients à un degré beaucoup plus grand que de légers équipages et que des chevaux de selle.

Qu'on prenne aux riches, c'est justice. Ils doivent en rai-

son de leurs richesses. Eux seuls peuvent payer, d'ailleurs. Mais qu'on leur prenne loyalement, franchement. Qu'on leur demande 100 francs d'impôts pour un mobilier de 20,000 francs, c'est fort bien ; mais qu'on ne leur soutire pas quelques dix francs par des voies détournées et injustifiables qui ne sont que des vexations inutiles.

L'impôt sur le capital mobilier diffère des impôts de luxe en ce qu'il ne demande au mobilier de luxe que ce qu'il réclame sur toutes les autres formes de la richesse. Tel amateur a un mobilier de 500,000 francs en objets d'art, il s'accorde donc une rente de jouissance égale à 25,000 francs par année dont nul ne profite que lui-même. Ce capital est immobilisé, stérilisé entre ses mains ; il ne reproduit rien. Toute la rente en est consommée en plaisir par une seule personne. Un autre individu ayant même fortune se contentera d'un mobilier de 50,000 francs, certes très-suffisant, même pour des goûts de luxe, et placera 450,000 francs dans l'industrie. Ces 450,000 francs, versés dans la société plusieurs fois par année, feront vivre au moins 450 personnes sous forme de salaires. Ils rapporteront en produit brut une valeur de 450,000 francs environ en objets manufacturés, sur lesquels le capitaliste trouvera un produit net de près de 45,000 francs ; il pourra le dépenser en diverses jouissances qui, tout improductives qu'elles soient pour lui, sont reproductives pour la société. Il les dépensera annuellement, sans se ruiner, en payant le même impôt que le possesseur du mobilier de 500,000 francs.

On le voit, celui qui accumule chez soi, dans sa maison, une certaine somme de richesse, et les immobilise, fait tort à la société. Il la frustre d'une part de ses moyens de travail et des moyens de multiplier la richesse. Si un impôt sur les mutations est une absorption du capital qu'on re-

proche à un gouvernement, bien que ce capital ne soit en réalité que divisé et non absorbé, à bien plus forte raison peut-on reprocher aux particuliers d'immobiliser et de stériliser du capital entre leurs mains. L'amateur qui entasse sous ses yeux et pour lui seul les chefs-d'œuvre des arts est aussi pernicieux que l'avare qui entassait son or pour le regarder briller.

Cette séquestration des chefs-d'œuvre de l'art est un tort réel fait à l'humanité. C'est un tort moral autant qu'un tort économique. Tout chef-d'œuvre d'un maître, peintre, graveur, sculpteur, artiste de tout genre, est en quelque sorte une propriété nationale, une partie du capital social de l'humanité. Ce sont les points de repère de l'histoire ; ce sont les archives de l'art ; ce sont les modèles immortels que tout élève doit pouvoir étudier et contempler. Sur tout chef-d'œuvre artistique, tableau, statue, monument, la société a droit d'expropriation pour cause d'utilité publique, de préemption *ad valorem* pour cause de plus-value au point de vue esthétique. La vogue de ces objets, la concurrence que se font les amateurs pour les obtenir de leur possesseur actuel, les élève à un prix fabuleux, à une valeur vénale désordonnée en comparaison de leur valeur réelle, c'est-à-dire de leur valeur primitive, et des services qu'ils rendent entre les mains des particuliers. On calcule que leur valeur réelle, c'est la valeur primitive augmentée des intérêts accumulés de cette valeur : c'est une erreur. Un objet d'art donne son revenu en jouissance, et ce revenu n'est pas accumulable ; il est consommé par celui qui le reçoit. La preuve enfin que ce calcul est faux, c'est qu'on peut tirer un intérêt annuel d'un objet d'art, en le laissant visiter pour de l'argent. L'intérêt, le revenu d'un pareil capital sort donc de lui en quelque sorte, par cette seule

raison qu'il est visible, que, du reste, on le voit ou qu'on ne le voit pas. S'il est renfermé dans une chambre murée, ce revenu va dans l'air, aux murs qui l'entourent; il ne s'accumule pas dans le chef-d'œuvre lui-même qui n'a toujours que la même valeur réelle, et même une valeur qui perd et qui se détériore. Un pareil calcul conduirait à évaluer au double de sa valeur une terre qu'on aurait gardée vingt ans sans la cultiver. Et cependant il est ici de toute évidence que sa puissance productrice annuelle est perdue sans retour quand on n'en use pas.

L'impôt sur le capital artistique le ferait rapidement redescendre à sa valeur réelle. On rendrait la possession des chefs-d'œuvre artistiques impossible aux particuliers par un impôt qui serait onéreux, surtout au prix où s'est élevée leur valeur vénale aujourd'hui, que le taux de ces fantaisies égoïstes baisserait et que l'État pourrait s'approprier à bon compte toutes ces pages immortelles où le génie respire et se survit à lui-même. La place du génie est dans un temple, dans un palais qui lui soit dédié, et non dans le boudoir d'une petite maîtresse ou dans le cabinet d'un homme vain.

Nous ne saurions parler absolument de même des collections et des bibliothèques. Cependant, s'il y a des différences, il y a aussi de grandes similitudes. Un amateur passionné, parfois maniaque, travaille durant toute sa vie à sa passion favorite. Il accapare tout ce qu'il peut se procurer selon les ressources de sa fortune ou l'étendue de ses relations. Du moins c'est là un travail; et sa collection rassemblée a toujours une plus grande valeur que la somme qu'il a dépensée pour la former. Entre ses mains cependant l'impôt ne peut que difficilement saisir cette valeur; et la taxe qu'elle supportera sera

toujours un minimum. On pourrait trouver cette taxe injuste et proposer une exception; il faut s'en garder. S'il est gêné par l'impôt de sa collection, il peut la vendre; il en recommencera une autre : c'est un commerce. L'impôt arrêtera bien la manie de quelques collectionneurs; mais les autres feront à plus bas prix des collections plus complètes, qui à leur mort seront acquises à meilleur compte par d'autres collectionneurs plus riches, ou qui seront préemptées par l'État. Ce que les faiseurs de collections payeront en impôt, ils le payeront de moins sur leurs collections, parce que moins de gens seront d'avis d'en garder. Or ce qu'il faut à la science, ce n'est pas le grand nombre des collections mal faites, mal classées, mais dans les musées quelques collections complètes, sans solution de continuité dans leurs séries; ce qu'il faut pour trancher les problèmes encore pendants de la science, ce ne sont plus seulement des séries de genres et d'espèces, où chaque espèce est représentée par un spécimen unique, mais des séries de variétés dans chaque espèce, des séries d'individus dans chaque variété. Or l'absorption continue par l'État des collections individuelles peut seule amener ce résultat.

L'effet général d'un impôt sur le capital mobilier, serait donc que les particuliers auraient des appartements moins somptueux, moins spacieux même, n'ayant plus autant d'inutilités à loger. Il y aurait moins de domestique sans mettre d'impôt sur la domesticité; et l'un des problèmes sociaux les plus embarrassants serait en partie résolu. Ce n'est pas une plaie sociale qu'une fille de chambre, une cuisinière ou une bonne d'enfant dans une famille; ce dont il faudrait se débarrasser, c'est de la haute valetaille, de la valetaille à livrée qui glose dans les antichambres, et n'a

tout au plus à faire qu'à épousseter la dorure des cadres ou les contours plus voluptueux du marbre des statues. Tableaux et marbres déménageraient en partie ; mais la nation aurait des musées mieux garnis, des collections plus riches où les artistes et les savants pourraient étudier avec plus de fruit. Au lieu de n'avoir plus que de mauvaises copies, les monuments publics seraient décorés intérieurement avec les plus beaux modèles de la statuaire et de la peinture. Riches et pauvres pourraient les voir et en jouir. Le goût public y gagnerait. Chaque chef-lieu de province, de district, de canton, chaque commune même aurait son petit musée, sa bibliothèque publique, en raison de ses ressources, bien entendu. La bibliothèque de certains particuliers, qui pour eux n'est qu'une curiosité, serait un bienfait inappréciable pour une population de deux ou trois mille individus privés de toute distraction et dont l'esprit inoccupé s'alourdit dans l'ignorance.

Nous concluons donc qu'un impôt sur le mobilier d'usage ou sur le capital artistique doit exister. Dans une société normale il devrait être proportionnel. Dans une société comme la nôtre où de longs abus ont dérangé l'équilibre naturel des valeurs artistiques comme de toutes les autres, le seul moyen de les faire redescendre plus vite à leur prix rationnel serait de les soumettre entre les mains de leurs possesseurs à un impôt progressif. Mais alors deux parts devraient être faites. Il faudrait distinguer le mobilier d'usage du capital artistique ; imposer proportionnellement le premier pour ne pas nuire au commerce, aux producteurs du luxe ; et ne faire porter la progression que sur les objets d'art, en y comprenant les bibliothèques et collections. La progression ne devrait point porter ici encore sur

l'accumulation même du capital artistique entre les mêmes mains, mais sur sa nature. Chaque tableau, chaque statue, marbre ou bronze devrait être indiqué à sa valeur; et cette valeur individuelle serait imposée selon une échelle progressive, aussitôt qu'elle dépasserait un premier terme minimum, au-dessous duquel l'objet mentionné serait imposé proportionnellement comme objet d'industrie plutôt que d'art. Il y a pour cela aujourd'hui de grandes facilités. Toute œuvre d'art authentique est une sorte de propriété foncière qui ne se cède pas sans la garantie d'un traité. Ce traité, ce contrat tombe encore sous la loi de l'enregistrement; et une disposition de la loi peut exiger qu'il en soit ainsi pour tout original signé et authentique d'un artiste mort. Les bibliothèques et les collections seraient seules imposables en raison progressive de leur valeur totale; car c'est à leur étendue comme série qu'elles doivent surtout leur valeur.

On arriverait ainsi, d'une part, à l'accaparement successif par l'État des chefs-d'œuvre anciens, des éditions, des spécimens rares; de l'autre on égaliserait un peu entre les artistes des salaires de monopole qui présentent souvent de trop grands écarts, en raison de la réputation du maître, plutôt que de son talent; et qui tendent à donner un prix fabuleux aux œuvres des artistes morts, au bénéfice, de ceux qui possèdent leurs œuvres au moment où ils meurent, et au grand détriment des artistes vivants. On serait plus tenté d'acheter les tableaux des peintres de second ordre, quand ceux des artistes en si grand renom coûteraient si cher à garder; on se contenterait des œuvres des vivants, lorsque la loi mettrait la main sur les œuvres posthumes pour les assujétir à des règles toutes spéciales.

Mais comment arriver à une évaluation juste du capital

mobilier ? Prendrait-on pour base le prix du loyer ? Nous avons démontré autre part que rien n'est plus arbitraire et plus inégal. Une petite chambre peut renfermer dix fois plus de richesses qu'un noble ruiné n'en possède dans tout son vaste manoir. Il n'y a qu'un moyen, un seul ; c'est M. de Girardin qui l'indique ; c'est l'assurance. En ce cas, une telle mesure est absolument nécessaire. L'assurance obligatoire contre l'incendie, la police servant de base pour la taxe mobilière, il n'y a point d'autre moyen d'arriver à saisir une pareille richesse sans recourir à des perquisitions, à des exactions déplorables, à des expertises qui seraient toujours incomplètes et arbitraires, autant que vexatoires et blessantes. Cependant il n'est pas absolument besoin que ce soit l'assurance par l'État ; les polices des assurances particulières sont en général bien faites, et même plus sincères que celles qui seraient faites en vue de l'impôt. Elles peuvent servir de base. Seulement chacun serait obligé de s'assurer ou serait assuré d'office par l'État. Celui-ci devrait alors fonder sur les principes de mutualité une administration spéciale qui ferait concurrence aux autres assurances, mais sans viser au monopole.

La police devrait indiquer, par classe, la valeur des objets mobiliers assurés, et entrer seulement dans le détail de ces objets pour le capital artistique. Du reste, de même que toute assurance particulière se réserve le droit de vérification, l'État peut autoriser, une fois l'année, la visite d'un expert, moins pour rechercher si tous les objets ont été déclarés que pour constater qu'ils ont été déclarés à leur valeur. Un règlement de police fixerait les limites étroites que son zèle ne pourrait pas dépasser et l'heure à laquelle il devrait se présenter. Il suffirait que cette heure fût celle où tout appartement est ordinairement ouvert aux visiteurs,

et qu'il ne pût, sous aucun prétexte, requérir l'ouverture des serrures sous lesquelles ni meubles, ni tableaux ne peuvent s'enfermer.

Pour les diamants, les bijoux et l'argenterie qui peuvent plus aisément se dissimuler, et qu'on néglige de mettre sur une police d'assurance, parce que, en cas d'incendie, ce sont les premières choses que l'on sauve, il y a d'autres moyens non moins sûrs. Les bijoux et l'argenterie peuvent être assujétis, comme en Angleterre, au timbre quinquennal, sous peine de confiscation de l'objet si quelque jour il était saisi sans porter cette marque. Dès lors, la valeur totale de l'objet enregistré au timbre au nom de leur possesseur est saisissable chaque année. En cas de changement de main, le vendeur se hâterait d'indiquer le transfert pour être déchargé. Du reste, au-dessous d'un certain poids d'or ou d'argent, au-dessous d'une certaine valeur totale, le timbre quinquennal seul serait réclamé sans imposition annuelle. Les diamants et pierres précieuses pourraient être assujétis à la même règle. La vente d'ailleurs peut en être soumise à l'enregistrement au-dessus d'une certaine valeur : ce serait même une garantie précieuse pour l'acheteur, souvent trompé en de pareils marchés.

L'assurance contre l'incendie et l'enregistrement fournissant ainsi des moyens de connaître aussi rigoureusement que possible la fortune mobilière, la taxe mobilière annuelle servirait ensuite de base au fisc pour réclamer le droit de mutation à la mort du titulaire de cette fortune.

Tout s'enchaîne et se complète ainsi au moyen de quelques principes, de quelques mesures simples, mais efficaces, prises pour point de départ.

CHAPITRE XXXVIII

Impôt sur le capital professionnel.

SOMMAIRE. — Tout homme est capitaliste. — Et obligé de participer aux charges de l'État. — Durée de l'apprentissage du prolétaire. — Sa patente professionnelle. — Patentes des diverses professions. — Décourager les nullités. — Tout homme doit avoir une profession.

Il nous reste encore à examiner deux formes de la richesse susceptibles d'être payées d'un prix vénal : ce sont d'une part les instruments manuels du travail, les outils des diverses professions; de l'autre la capacité de travail, la force productrice personnelle ou le capital accumulé dans le travailleur pendant son éducation professionnelle ou même son enfance en général. L'une et l'autre sont matières imposables : la première rentre dans le capital mobilier dont elle peut suivre toutes les chances fiscales ; la seconde a ses règles propres qu'il nous faut rechercher ici.

Tout homme est capitaliste. La nourriture absorbée improductivement pendant son enfance, les frais de son éducation, sont autant de capitaux accumulés sur sa tête par les soins de la société et de la famille. Or c'est un don de la famille ; mais ce n'est qu'un prêt de la société : c'est un prêt

qu'elle lui a fait, soit par l'intermédiaire de l'assistance publique, soit par l'intermédiaire de ses parents qui n'ont pu l'élever que sous la garantie sociale. Nul arriéré ne lui est cependant demandé pour l'intérêt de ce capital; mais aussitôt en âge de travailler il en doit compte. Cette richesse il l'a reçue, il ne l'a pas gagnée. Il s'est nourri volontiers étant enfant; mais le plus souvent c'est par force et par contrainte qu'il a accepté son éducation première. La participation de sa volonté à cette éducation est sa première œuvre de citoyen; c'est le premier mérite de sa liberté, puisque c'est seulement le fruit de cette éducation qui le mettra à même d'acquitter la dette que chaque jour il contracte envers la société. C'est donc le premier capital reçu par lui avec le sentiment de l'obligation qu'il fait fructifier en lui par son application. Ce capital lui fournit une capacité quelconque de travail; et cette capacité lui donnera les moyens de se pourvoir et de produire. Cette première œuvre de sa liberté, ce premier travail de sa volonté étant capitalisé en sa personne est sa première matière imposable: c'est son capital professionnel. Le premier capital absorbé par lui dans son enfance n'a produit en lui que l'animal, et la société à laquelle il n'a point demandé la vie doit lui en faire le don. Seulement lorsqu'il acquiert le sentiment de l'utilité et de la bonté de ce don de la vie, il doit sentir qu'il a le devoir de la gratitude envers la société, et que pour vivre dans cette société, et participer à ses bienfaits, il lui faut participer à ses travaux et à ses charges.

Tout homme est ainsi en principe obligé de participer aux charges de la société en raison de ses facultés, toutes ces facultés étant un don social, dont il profite pour la plus grande part et dont il doit l'impôt pour l'autre part. Tout homme étant capitaliste à certaines facultés, donc, en prin-

cipe général, tout individu devrait payer l'impôt, qu'il soit homme ou femme, dès le moment qu'il a atteint l'âge du travail, l'âge de raison, dès le moment enfin qu'il possède son capital professionnel, des capacités et des instruments de travail. Or ce capital est d'autant plus considérable en général qu'il a coûté plus d'années et de difficultés à acquérir. La moyenne du temps nécessaire pour acquérir tel talent et pour devenir capable de remplir telle profession donnée, est donc la mesure à peu près rigoureuse de ce capital. D'après cette base évaluons le capital professionnel des divers métiers.

L'ouvrier, le prolétaire entre en apprentissage entre douze et quinze ans ; il en sort entre quinze ou dix-huit, et il en sort en général avec ses outils dont la valeur est un gain. Jusque là, il a coûté, et il n'a rien gagné. Durant ces trois années la valeur de sa nourriture s'est accumulée sur sa tête, et cette valeur peut être considérée avec justice comme le prix vénal du capital professionnel avec lequel il entre dans la vie sociale. Or il faut évaluer, selon les cas, la dépense de chaque année entre trois et cinq cents francs. Ce serait donc au total un capital de 600 à 1,500 francs selon les professions, et selon que l'apprentissage durerait deux ou trois années. Quand il se prolonge plus longtemps, c'est en général que l'apprenti est nourri par son patron, et qu'en retour de sa dépense, improductive durant les premières années, il lui abandonne le produit de son travail pendant les années suivantes. Or le fisc n'a point à entrer dans de tels arrangements de détail ; il ne doit compter que l'accumulation de sa dépense pendant le temps où le produit de son travail ne la couvre pas ; il ne peut enfin lui demander qu'un impôt égal à celui que paierait un capital de 600 à 1,500 fr., c'est-à-dire de 3 fr. à 7 fr. 50 c.

Ce n'est rien. C'est seulement payer son droit d'homme ; c'est seulement faire acte de citoyen ; c'est un impôt de dignité, une formalité civique plutôt qu'un impôt. Si une pareille taxe coûtait de grands frais de perception, il vaudrait mieux y renoncer ; mais elle serait si aisément acquittée qu'elle rembourserait amplement les déboursés de l'État et lui rapporterait même un riche revenu. Car un tel impôt pourrait également être réclamé de chaque femme, selon sa profession ou son éducation, avec des chiffres proportionnels à la dépense approximative de cette éducation ou de cet apprentissage. Ainsi une couturière en robe ou une lingère donne deux ans de son temps au plus ou une année au moins pour apprendre son état ; et sa dépense par année chez ses parents ne dépasse guère trois cents francs, deux cents même, selon les localités et l'aisance de sa famille. L'impôt qu'elle devrait supporter devrait donc varier entre 1 fr. et 3 fr. Ce qui est en rapport proportionnel exact avec les salaires qu'elle obtient, comparés aux salaires d'un jeune ouvrier de son âge.

Cependant une pareille taxe, si minime qu'elle soit, ne saurait être établie que dans le cas où l'État ne laisserait subsister aucun impôt indirect onéreux aux classes pauvres, aucun droit de douane ou de consommation sur les objets de première nécessité. Autrement le travailleur serait imposé au double : il serait imposé sur son revenu et sur ses dépenses. Mais dans le système fiscal actuel il n'est point d'ouvriers ou d'ouvrières qui ne payent un impôt beaucoup plus fort que celui que nous venons de proposer.

Nous avons considéré jusqu'ici une éducation professionnelle terminée à quinze ans et durant trois années au plus. Si telle est la durée de cette éducation dans les professions manuelles, dans les professions du prolétariat qui ne don-

ment qu'un salaire de concurrence universelle, il n'en est plus ainsi de toute profession donnant un salaire de monopole ou de concurrence restreinte. Ce qu'on appelle salaires de monopoles, ce sont en réalité des profits gagnés à l'aide d'un capital professionnel plus considérable, qui a coûté plus de temps et de peines à acquérir et que l'on fait valoir avec une habileté plus rare. L'éducation professionnelle de l'ouvrier seulement peut être considérée comme finie à quinze ou dix-huit ans. C'est à cet âge que commence en réalité l'éducation professionnelle pour toutes les carrières libérales, en y comptant même les métiers de certains artisans, et l'apprentissage du commerce.

De plus l'éducation professionnelle devient plus coûteuse à mesure qu'elle se continue plus tard. L'étudiant, le commis consomment plus que le collégien ou l'apprenti; et en général la profession est d'autant plus dispendieuse qu'elle est plus élevée et qu'un jour elle rapportera davantage. Si nous avons compté de 300 à 500 fr. la dépense normale de l'enfant entre douze et quinze ans dans l'atelier de l'ouvrier, la dépense du collégien ou de l'étudiant entre quinze et dix-huit ans doit être portée au double. A dix-huit ans, après six ans d'études, le capital professionnel d'un jeune homme serait donc déjà de $1,500 + 3,000 = 4,500$ fr., ce qui lui imposerait une taxe de 22 fr. 50 c.; à vingt et un ans, après avoir terminé ses études normales, académiques ou universitaires, ce capital serait porté à 7,500 fr. et sa taxe à 37 fr. 50 c. A vingt-cinq ans, après ses études de droit, de médecine, etc., son capital serait arrivé à 10,500 fr. et la taxe qu'il devrait payer annuellement comme avocat, jurisconsulte ou médecin, monterait à 52 fr. 50 c.

Toutes les professions possibles pourraient prendre place

dans cette échelle des capacités. Elle servirait à fixer la contribution de l'apprenti qui passe ouvrier et artisan à dix-huit ans, comme celle du commis de bureau auquel il suffit d'être reçu bachelier pour entrer en place au même âge et qui gagne à peu de chose près le même salaire. Le commis marchand, auquel il faut plusieurs années d'expérience pour faire la place, y serait assujéti comme le jeune légiste qui devient clerc d'étude ou le jeune savant qui devient professeur. En un mot, des taxes calculées sur cette base formeraient un système de patentes rationnelles. On pourrait changer de catégorie fiscale en changeant de titre professionnel, pourvu qu'il soit prouvé que l'on a changé l'exercice de sa profession, et l'on ne paierait que la taxe attachée à sa profession nouvelle. Ce serait juste; car lorsqu'on abandonne une profession pour laquelle on a fait des études, le capital matériel dissipé pendant ces études et le capital intellectuel qu'on a acquis en échange sont en réalité des richesses perdues; et l'on ne saurait payer l'impôt pour des richesses que l'on perd. On ne peut devoir que l'impôt de la profession qu'on exerce; mais l'État a le droit de forcer chacun à en exercer une, ou du moins à payer comme s'il l'exerçait véritablement. Nous reviendrons sur ce sujet à propos de l'impôt sur le revenu.

Il faut trouver un moyen de décourager tant de nullités en habit noir qui s'élancent à bâtons rompus dans des carrières qu'ils sont incapables de remplir, réclamant de la société des salaires de monopoles pour des services mal rendus. La vanité de notre temps déplace autant les gens que le pouvaient faire autrefois les privilèges aristocratiques. Parce que tel gros fermier prévoit que son fils sera riche et qu'il peut le faire *éduquer* à la ville, il veut en faire un homme de bureau sans consulter ses facultés. De sorte que

tel bon enfant qui serait à sa place à la charrue et piquerait admirablement les bœufs comme son père, fait une triste figure sur les livres. Tel autre, au contraire, tient un rabot qui manierait admirablement la plume. Ce n'est pas de la richesse héréditaire que naît l'intelligence, mais du développement de la vie de l'esprit, plus rapide, plus inconstant, plus inégal parmi les populations urbaines que parmi les populations rurales. On voit un Poquelin devenir Molière et passer des Halles à la cour, des tonneliers deviennent Calvin ou Proud'hon; un paysan, né tel, reste en général paysan, et il lui faut plusieurs générations pour élever et affiner sa race, pour donner une certaine élasticité aux ressorts trop durs de son esprit. Il y a des exceptions, nous ne le nions pas; mais ce sont des exceptions, c'est-à-dire que la règle leur est opposée.

Il faut donc rendre l'étude accessible à tous, et gratuite autant que possible, pour inviter les capacités; mais il faut la rendre onéreuse par la suite à l'inintelligence qui n'en profite pas. L'étude développe les facultés, mais ne les crée pas : voilà ce qu'il faudrait que l'on sût dans ces familles qui envoient leurs enfants à refaire dans les collèges et les pensions. Ces médiocrités diplômées qui, à force de ténacité et de protections, arrivent à des emplois civils largement rétribués, privent la société des services que de plus intelligents lui eussent rendus avec la même somme d'instruction. Il est désolant de voir les académies et les universités encombrées de ces étudiants perpétuels qui ne sont pour les autres qu'une risée, un exemple de paresse, et, le plus souvent, une occasion d'entraînement, de dépenses folles et d'habitudes vicieuses. Le brevet de tout étudiant devrait attester le nombre d'années qu'il a employées à l'acquérir, et le nombre d'inscriptions qu'il a dû prendre. Si la

taxe professionnelle à laquelle il serait ensuite assujéti était calculée d'après le capital absorbé pendant ses études, ce serait un impôt sur la paresse qui le poursuivrait toute sa vie : et il n'en est pas de plus juste ; car la même somme de soins et d'instruction donnée par ses professeurs à tant d'autres, qui n'ont pas le même temps à perdre, eût suffi parfois à faire trois hommes de mérite au lieu d'un sot.

Devant cette menace de la loi, quelques vauriens seraient rappelés dans leur famille et contraints de prendre une autre profession plus en rapport avec leurs aptitudes. D'autres, dont les capacités seraient douteuses, sinon le zèle, réfléchiraient davantage avant de tenter l'épreuve. Le chemin resterait libre et ouvert devant ceux qui auraient la volonté et le pouvoir de le parcourir rapidement. Les étudiants ne seraient plus pour une ville une occasion de troubles et de scandales, mais l'élite de la jeunesse et l'espoir de la nation. On aurait quelques écrivassiers de moins, des savants, des auteurs en plus. Le nombre des aspirants médecins et avocats serait moindre ; ceux qui parviendraient à obtenir et à garder ce titre le mériteraient mieux. Si l'on n'y prend garde, et que le mouvement de désertion de la campagne vers les villes, des professions manuelles vers les professions intellectuelles continue, dans cinquante ans tout le monde voudra penser, personne ne voudra travailler ; tout le monde travaillera mal et personne peut-être ne pensera bien.

Nous verrons autre part comment il faudrait traiter ceux qui ne pouvant exercer à leur gré l'une quelconque de ces professions dites libérales, honorables, privilégiées, aimeraient mieux ne rien faire que d'en choisir quelque autre dans les mille branches, à leur choix, de l'industrie moderne, de peur de déroger à leurs préjugés vaniteux. Les

filis de gens enrichis sous la veste, la blouse ou le tablier, se ruinent en habit noir à faire de mauvais savants; mais les fils de ceux-là, élevés en habit noir comme leurs pères, honteux de la blouse de leur aïeul, ne voudraient pas de sa fortune à condition de s'enrichir par les mêmes moyens. Qu'ils gardent leur habit s'ils y tiennent, mais que d'une main courageuse ils saisissent le marteau, le rabot, le fouet ou la pioche. Il est heureux vraiment qu'à mesure que les races s'affinent dans la richesse et le séjour des villes, elles deviennent aussi moins fécondes; sans cela que ferait-on de tous ces enfants de messieurs qui ne comprennent pas le rôle de l'homme et du citoyen!

IV^e SECTION

DE L'IMPOT PERSONNEL RÉEL

OU

DE L'IMPOT SUR LE REVENU

CHAPITRE XXXIX

De l'impôt sur le revenu en général.

SOMMAIRE. — L'impôt sur le capital est l'impôt fondamental. — L'impôt sur le revenu l'achève. — Le citoyen doit l'impôt pour sa chose et pour sa personne. — L'impôt du capital n'atteint pas tout le monde. — On peut posséder beaucoup sans être propriétaire de rien. — Entre le capital et le revenu il n'y a qu'une différence de temps. — Le revenu annuel total de tout capital peut être évalué à un dixième ou un douzième. — Un Turc consomme son capital. — Un Anglais le fait valoir. — A-t-on le droit de prêter à intérêt. — C'est une erreur de dire que le revenu du capital baisse. — Le profit et l'intérêt. — Mouvement de la rente foncière. — Les besoins et les jouissances sont sans limites. — A toute époque une quantité multiple de capital circulera avec la même activité. — Tous les capitaux ayant une même nature, le mouvement de leur valeur vénale varie en raison de leur utilité réelle. — Le taux légal de l'intérêt baissant, le taux de l'impôt sur le capital doit descendre. — Et l'impôt sur le revenu monter, quant à sa quotité absolue. — Il y a un minimum de revenu que tout individu peut obtenir. — Droit d'expropriation sur la richesse dormante. — L'impôt du revenu est variable parce que les profits sur lesquels il repose varient. — C'est pourquoi l'impôt sur le revenu est personnel et non réel. — Le revenu est la résultante des facultés économiques de l'individu. — L'impôt du génie.

Nous venons d'exposer un système d'impôts sur le capital, non pas nécessairement unique et volontaire, non pas transformé en une assurance générale contre les risques et périls de la personne et des biens, comme l'a proposé M. de Girardin, mais complet, unitaire, à peu près universel, et applicable immédiatement à nos sociétés modernes. Cet impôt peut certainement être appelé l'impôt fondamental. Il doit former la base de tout système fiscal rationnel, et

tous ceux qu'on voudra y joindre ne doivent avoir pour but que d'en combler les lacunes. Ces lacunes, nous les avons laissées moins grandes que n'avait fait M. de Girardin, puisque nous avons montré un moyen d'atteindre toutes les professions. Cet impôt ou système d'impôts pourrait donc être unique; et, dans l'état actuel de la fortune publique, il devrait suffire aux besoins des gouvernements.

Mais nous avons vu que plusieurs raisons peuvent empêcher une nation de l'appliquer de suite et isolément à un taux suffisant pour couvrir le vide béant de son budget. Le capital est en ce moment un souverain un peu despote avec la puissance duquel il faut compter. Enfin, même au point de vue du droit, peut-être serait-il équitable de frapper le capital dans une proportion moins forte et de frapper concurremment le revenu; ce qui, au résultat, reviendrait au même pour le fisc et pour les particuliers, avec un danger de moins : celui d'effrayer la fortune mobilière et de la faire fuir.

Nous avons vu autre part que le citoyen doit l'impôt pour sa chose et pour sa personne. L'impôt sur le capital, ce n'est que l'impôt sur la chose, sur les biens du contribuable : c'est l'équivalent de l'ancienne taille réelle. Nous sommes arrivés cependant à ce que l'impôt réel, l'impôt sur la chose atteigne toute la possession du citoyen et jusqu'au capital matériel accumulé dans sa personne pendant son éducation. Nous avons même capitalisé le déboursé de cette éducation, son prix de revient matériel; mais nous n'avons pas atteint ce capital vraiment immatériel des facultés, du savoir, du talent, qui pourtant dépend de l'action sociale, et qui doit par conséquent son tribut, son loyer, son apport à la société.

Cet apport direct peut n'être pas considérable, car indi-

rectement la société elle-même profite des facultés, du savoir, du talent de ses membres, par le seul fait de leur existence et de leur activité. Un tel impôt est enfin largement payé en nature par tous ceux qui le doivent et sans qu'il leur en coûte rien.

Cependant cette activité du pouvoir intellectuel ne rapporte pas à tous ceux qui en sont doués des bénéfices matériels égaux ni même proportionnels; au contraire, elle rapporte toujours proportionnellement à la société. Il y aurait donc une sorte de privilège constitué en faveur de ceux qui sont intelligents, à leur profit, si une part de ces profits n'était réclamée par la société; ces profits, ces bénéfices matériels produits par le capital intellectuel ne pouvant exister qu'en vertu des institutions sociales.

Mais on peut dire que ces profits, quand ils existent, doivent un jour ou l'autre se capitaliser et, par conséquent, tomber sous le coup de l'impôt réel. C'est vrai en général, en principe, mais non dans la pratique, non dans le détail. On peut gagner beaucoup, jouir beaucoup de ce qu'on gagne, mais n'accumuler rien et ne payer rien. Un artiste, un auteur gagne 100,000 francs l'année et vit en voyage dans les hôtels : c'est un nomade qui déteste le capital, mais qui aime passionnément le revenu, et entre les mains duquel la richesse passe sans s'y arrêter, mais passe à flots pressés et abondants. Cet homme, c'est la pierre de la cascade qui ne garde rien de ce qu'elle reçoit, résonne seulement sous le coup qui la frappe et reluit de l'eau qui la couvre; mais cet homme, ce météore plutôt, qui jouit de loin des bienfaits de la société, qui en écume ou en écrème toutes les jouissances et cependant ne lui paie rien, est-ce un citoyen? Non; il n'en remplit pas le rôle, s'il n'apporte pas à l'État son contingent direct, son offrande civique,

sa contribution enfin, par laquelle il ne jouit pas seulement par faveur, mais par droit.

C'est donc parce qu'on peut posséder beaucoup sans être propriétaire de rien, jouir beaucoup sans rien accumuler, que non-seulement le capital accumulé, mais le revenu accumulable doit l'impôt, et le doit dans la même proportion.

L'impôt sur le revenu est donc aussi juste que l'impôt sur le capital ; il le finit, il le complète. L'impôt sur le capital n'est qu'une moitié de système fiscal dont l'impôt du revenu est l'autre moitié.

D'ailleurs, ces termes de revenu et de capital n'expriment au fond qu'une même idée : c'est toujours la richesse, la valeur, non pas même sous deux formes différentes, mais à deux époques de son existence. Qu'est-ce au fond que le capital ? C'est un revenu âgé de 365 jours et plus. Qu'est-ce au fond que le revenu ? C'est un capital âgé seulement de 365 jours et moins. Six heures les séparent, pas davantage : c'est une pure différence de temps ou même d'almanach, puisque ce qui est déjà capital dans l'Europe occidentale peut encore être revenu pendant 12 jours dans l'Orient grec.

Bien plus, le revenu d'hier devient aujourd'hui capital entre les mains du banquier et du marchand. Il leur rapporte un intérêt dès le jour de sa naissance. Imposer le revenu âgé d'un an, c'est donc en réalité faire cadeau au capitaliste d'une portion d'impôt qui peut équivaloir à $364/365$ de la taxe annuelle. Le capital enfin, c'est le travail accumulé, endossé, enregistré, devenu titre ; le revenu, c'est le travail à l'état naissant entre les mains du travailleur. L'intérêt du capital, c'est un autre capital enfanté par le premier entre les mains de son possesseur, par le seul

fait de l'existence de l'un et du titre de propriété de l'autre et par une sorte de végétation spéciale. On se récriera contre cette métaphore d'un capital qui végète, qui enfante. C'est une métaphore en un sens, c'est une réalité dans un autre; car le blé végète, et c'est par là qu'il rapporte à celui qui le sème; les troupeaux se reproduisent, et c'est par là qu'ils enrichissent leurs pasteurs. Mais troupeaux et moissons végètent et multiplient plus encore pour le capitaliste oisif qui vit au loin que pour ceux qui les gardent et les cultivent. Le revenu, c'est en général le capital créé par l'homme à l'aide des forces naturelles dont il dispose.

Cependant il y a un revenu que le capital produit de lui-même : c'est ce revenu jouissance qu'on s'obstine à vouloir compter pour rien. Le capital, entre des mains oisives, produit de lui-même des jouissances, des plaisirs; entre des mains laborieuses, il produit des forces. Les jouissances peuvent être perpétuelles ou plus ou moins consommables; les forces se consomment aussi; mais tandis que les jouissances demeurent économiquement improductives, c'est-à-dire ne multiplient pas d'elles-mêmes, les forces sont reproductrices d'autres capitaux, et, par conséquent, d'autres jouissances en plus grand nombre. C'est la totalité de ces jouissances et de ces forces qui constitue le revenu d'un capital quelconque. Ce revenu peut être perpétuel ou temporaire. Mais lors même qu'il s'absorbe avec le capital qui le produit, il n'est jamais détruit en totalité sans une reproduction immédiate de valeur qui seulement peut être pour l'homme d'une utilité plus ou moins grande, d'une valeur vénale plus ou moins élevée, selon l'usage qu'il en fait. Ce revenu total, qu'il soit temporaire ou perpétuel, peut être plus ou moins considérable. Quand il est perpétuel, il peut être variable ou fixe dans

sa quotité totale. Mais en moyenne le revenu total annuel de tout capital peut toujours être évalué à un dixième ou tout au moins à un douzième de sa valeur vénale.

Un Turc qui met sa fortune en pierres précieuses, l'enfouit dans son trésor et vit sur cette richesse, ne reçoit de son capital que des jouissances. Mais on ne vit pas d'or et de diamants. Chaque année il devra échanger quelques-uns de ses bijoux pour subsister, diminuant d'autant la somme des plaisirs que lui procurait la possession de ses bijoux. Son capital disparaîtra donc ; il se consommera peu à peu en jouissances. Ces jouissances ont une valeur, et cette valeur, c'est un revenu.

Un Anglais, possesseur de la même somme, fera un calcul plus habile. Il sait que son capital transformé en forces productrices peut se multiplier au lieu de s'absorber ; et que sa fortune peut s'augmenter ainsi chaque année d'un dixième, de manière à doubler en huit années par l'accumulation successive de tous les revenus. Mais pendant ces huit années il serait travailleur, manufacturier, et il préfère jouir en oisif, ou enfin il n'a pas la capacité d'employer utilement ces forces productrices dont il dispose. Que fait-il ? Il prête le revenu total de son capital. Il en cède la possession réelle, ne se réservant que la propriété abstraite. Il le prête à un autre pour qu'il l'emploie à l'état de force et le fasse produire ; mais il le prête à condition que l'emprunteur lui cédera, à ses risques et périls, une certaine part fixe du capital que ces forces produiront annuellement à l'aide de son travail et par ses soins : c'est-à-dire à condition de recevoir un intérêt, un revenu perpétuel et assuré. Ce revenu, il pourra donc ensuite l'employer en jouissances sans se ruiner, sans diminuer en rien son capital. De cette façon, il assure son avenir ; il renonce à la possi-

bilité de doubler sa fortune en huit ou neuf ans : mais il peut jouir tranquillement et perpétuellement de ce qu'il a, sans augmentation dans son avoir, mais aussi sans diminution, sans travail et sans soucis. Il a substitué à sa place un fermier de ses biens qui les fait produire à peu près à moitié.

Ce serait rigoureux de lui en contester le droit. Ce droit ne serait contestable que si, dans une société, chacun avait plus de capital accumulé qu'il n'en pourrait employer et faire valoir lui-même. Mais comme il ne se trouverait plus d'emprunteur disposé à faire valoir à bénéfice réduit de moitié le capital des autres, tandis que celui qu'il possède en propre lui rapporterait le double, la reconnaissance de ce droit deviendrait alors illusoire.

Les sociétés n'en sont pas là ; elles n'atteindront jamais cet absolu de la prospérité. Il y aura toujours des individus plus riches et plus paresseux qui prêteront à de plus pauvres pressés de s'enrichir par le travail ; mais ce simple fait explique tout le mouvement de décroissance de la valeur dans une société qui progresse. Le taux de l'intérêt du capital baisse, non pas parce qu'il rapporte moins quand on le fait valoir soi-même, loin de là, mais parce qu'il est plus commun, mieux réparti, qu'il y a par conséquent plus de prêteurs et moins d'emprunteurs, que l'offre croît et que la demande diminue ; de sorte que le fermier du capital en profite pour faire un contrat plus avantageux, pour garder une plus grande part du revenu pour lui et en donner une moindre au capitaliste. En résultat, celui-ci est donc de plus en plus sollicité à faire valoir sa richesse lui-même. Il est réduit à opter entre la ruine oisivement, paresseusement attendue, comme par un Turc, et l'activité, le travail conservateur et multiplicateur de la jouissance. Le résultat du

mouvement social n'est donc pas l'égalisation des fortunes, but chimérique, impossible à atteindre, désastreux s'il était atteint; c'est l'accumulation de la richesse entre les mains des plus actifs, au détriment des paresseux, c'est l'universalisation du travail dans toutes les classes sociales, c'est la condamnation des oisifs. Or, c'est l'égalisation encore, mais celle des rangs, des castes et des conditions de la vie. Certes, cette tendance du mouvement social est rationnelle, juste, providentiellement rémunératrice et véritablement morale.

C'est donc une erreur de dire que le revenu des capitaux baisse; c'est l'intérêt seulement qui ne prend plus la moitié ou les trois quarts du revenu total, mais seulement un tiers, un quart, un dixième. Quand les capitaux se prêtaient à 12 p. 100, comme dans l'ancienne Rome, il est presque certain qu'ils ne laissaient au fermier du capital aucun profit, aucun revenu, mais seulement un salaire équivalent à ses frais de production. Le revenu tout entier retournait au capitaliste; et, s'il y avait des pertes, elles tombaient sur le débiteur qui, ne pouvant alors s'acquitter, devenait esclave de son créancier: c'est là toute l'histoire économique de l'antiquité et celle encore de ces États de l'Orient qui sont à peine sortis de cette situation barbare.

Aujourd'hui les capitaux se prêtent à 5 p. 100 et moins; il y a à peu près partage par moitié du revenu total entre l'intérêt et le profit, entre le capitaliste et le fermier du capital. Que le progrès social continue et la part de l'intérêt diminuera de plus en plus, tandis que la part des profits augmentera. Il sera de plus en plus avantageux de faire valoir soi-même ses propres fonds. On sera d'autant moins disposé à prêter par conséquent à mesure que le nombre des emprunteurs diminuera, ce qui ralentira un peu le

mouvement de décroissance de la rente et d'accroissement du profit.

Ce qui est vrai des capitaux mobiliers est vrai du capital foncier. La terre augmente de valeur vénale par suite du mouvement social ; mais à mesure qu'elle coûte plus cher à acheter, elle rapporte une moindre rente. Non qu'elle rapporte moins, loin de là : son revenu total est toujours proportionnel à sa valeur ; mais ce revenu n'est obtenu qu'à l'aide de capitaux considérables, et un fermier, assez grand capitaliste pour pouvoir obtenir ce revenu, n'est plus dans la dépendance du propriétaire. Dans le contrat de location, il se fait sa part toujours meilleure ; de sorte que, pour les terres comme pour les capitaux, il doit devenir de plus en plus urgent et nécessaire de les faire valoir soi-même. Ainsi, le moment approche sans cesse, sans cependant pouvoir arriver jamais, où elles ne rapporteront plus aucune rente fixe, aucun fermage à celui qui, en étant propriétaire, ne voudrait pas les cultiver.

Ce mouvement progressif suit la loi des mouvements uniformément retardés. Il en résulte que l'absolu, c'est-à-dire la cessation complète du mouvement, ne saurait être atteint, et qu'il y aura toujours un intérêt du capital et une rente de la terre, si petits qu'ils soient, qui seront payés par des emprunteurs ou fermiers plus pauvres à des capitalistes ou propriétaires plus riches. Mais cet intérêt sera si petit, cette rente sera si faible, que nul capitaliste n'en pourra subsister à moins d'une fortune considérable. Conséquemment, la classe des travailleurs productifs ira s'élargissant de plus en plus à mesure que la société, s'enrichissant, verra s'accroître et se multiplier ses besoins et ses jouissances.

Ces besoins et ces jouissances, du reste, n'ont pas plus de limites que cette loi sociale qui promet de les satisfaire

de plus en plus. Les aspirations de l'homme au luxe, à l'art, au bonheur, sont encore un infini, un absolu qui ne saurait se réaliser plus que les autres. Toujours de nouveaux besoins seront satisfaits par de nouvelles richesses produites ; toujours de nouvelles richesses produites susciteront de nouveaux besoins. Les inégalités sociales resteront peut-être relativement les mêmes, ou du moins les rangs inférieurs se rapprochant incessamment des supérieurs, laisseront entre les uns et les autres une série aussi graduée, mais dont les degrés seront de plus en plus voisins. Au résultat, la somme totale des jouissances sera de beaucoup augmentée. De même que le paysan de nos jours vit déjà dans plusieurs contrées avec l'aisance du bourgeois du moyen âge, et que le bourgeois actuel a plus de bien-être et de luxe que beaucoup de seigneurs d'autrefois ; le paysan, l'ouvrier dans l'avenir atteindra à l'aisance du bourgeois, le bourgeois prendra le rang du prince disparu. Quelques capitalistes à fortunes princières en seront réduits à n'être plus que de rares Mécènes pour les artistes et des banquiers pour ouvrir leurs coffres aux nations qui ne se corrigeront peut-être pas sitôt d'emprunter, mais qui pourront le faire à un taux plus bas et par conséquent en grevant un peu moins les peuples. Le jour où les emprunts publics disparaîtraient totalement, l'absolu économique de M. Proudhon, c'est-à-dire le capital sans intérêt, serait peut-être possible.

A toute époque dans l'avenir, on peut donc attendre qu'une quantité multiple de capitaux circulera avec la même activité et produira des revenus plus forts plutôt que plus faibles. La preuve en est que le commerce et l'industrie ne gagnent certainement pas moins qu'autrefois, et font cependant le commerce plus aisément, plus agréable-

ment, avec moins de peine, moins de travail et moins de risques. Les richesses garderont la même valeur absolue, cette valeur qu'elles tiennent de leur utilité et non cette évaluation factice qui dépend du cours des choses. Elles garderont toutes relativement les unes aux autres la même force de production pour reproduire annuellement une quantité multiple de jouissances réparties dans un cercle social de plus en plus large. C'est donc de tous côtés un bel avenir.

Il serait faux de dire que par suite du mouvement social les capitalistes seront appauvris. Ils seront seulement obligés à faire valoir eux-mêmes leur richesse ou à la dévorer, ce qui n'est pas la même chose. De ce qu'ils ne pourraient plus profiter aussi aisément de la misère d'autrui devenue moins fréquente, il n'en résulte pas qu'ils soient à plaindre. C'est, au contraire, un résultat désirable, et au lieu de le craindre, il faudrait plutôt le hâter.

Il ne serait pas juste non plus de trouver fort enviable le sort des propriétaires fonciers, parce que la valeur vénale des terres augmente de plus en plus; puisque, d'autre part, la rente suit un mouvement inverse, et qu'à force de s'enrichir ainsi, on finirait par se trouver fort pauvre avec d'immenses terres, et obligé peut-être de se louer à gages chez un fermier roulant carosse. Tous les capitaux possibles ayant une même nature essentielle et une valeur réelle provenant de leur utilité, le prix factice ou vénal des uns ne s'élève jamais qu'en proportion des variations de cette utilité par rapport aux autres; et il se trouve toujours une exacte compensation dans le plus et le moins des frais de production et des profits de toute industrie, comme dans les gains et les pertes de la situation financière d'une époque. Ce mouvement général permet seulement des exceptions et irrégularités individuelles et temporaires

qui se compensent également les uns les autres, mais dont l'action particulière et toujours actuelle de la loi doit s'efforcer d'adoucir les cruautés et de diminuer les faveurs.

Le taux légal de l'intérêt des capitaux baissant, serait-il juste d'abaisser le taux de l'impôt sur le capital? Oui, mais à condition d'augmenter proportionnellement l'impôt sur le revenu qui doit porter principalement sur les profits variables de ceux qui font valoir le capital plutôt que sur l'intérêt fixe qui revient au propriétaire. Car le revenu total ne baisse pas, et c'est, au fond, ce revenu, ce revenu seul, qui est rationnellement saisissable par l'impôt : voici pourquoi.

Si on évalue à $1/10^e$ la part de copropriété sociale dans toute richesse, en demandant seulement $1/2$ p. 100 de ce capital, on demande seulement en réalité $1/10^e$ de l'intérêt légal qu'il rapporte ; mais, de plus, la société a droit sur les profits que rapporte ce dixième du capital social, car elle est à la fois propriétaire et fermier, et elle participe, par la totalité de ses membres, au travail de la reproduction comme au droit de possession. Lors donc que sa part d'intérêt diminue par suite de l'abaissement du taux légal de cet intérêt, sa part de profit doit augmenter. Elle suit en cela le sort commun de tous les capitalistes qui la composent. De sorte que prenant toujours 10 p. 100 de l'intérêt légal sur la rente fixe de tous les contribuables et 10 p. 100 sur tous leurs profits variables, il en résultera que lorsque le taux légal de l'intérêt s'abaissera à 4 p. 100, elle ne demandera plus au capital que 4 p. 1000 d'impôt au lieu de 5 p. 1000, c'est-à-dire $2/5^es$ p. 100 au lieu de $1/2$ p. 100. Mais sur les profits, elle pourra, par contre, prélever un impôt de 6 p. 1000 ou de $3/5^es$ p. 100 du capital, c'est-à-dire de $1/10^e$ sur le revenu ou 10 p. 100.

De cette façon il n'est pas de double emploi possible.

Seulement l'impôt sur la rente fixe se lève sur tout le capital, qu'il rapporte ou ne rapporte pas, afin de le forcer à produire, à n'être pas inactif, parce que si notre société peut reconnaître à ses membres le droit de prêter leur argent, elle ne peut leur reconnaître celui de le laisser immobile. Celui qui veut aujourd'hui dormir sur son trésor amoncelé doit payer un droit pour cette jouissance antisociale, parce qu'il prive la société de forces qui lui sont utiles, qu'il les stérilise, et empêche par là l'accroissement de ces forces et la multiplication des jouissances qu'elles peuvent produire au profit de tous. A la rigueur, on pourrait aller jusqu'à la confiscation, moyennant intérêt au cours des capitaux dormants, c'est-à-dire à la mise sous tutelle des thésauriseurs pour les forcer à ne pas se ruiner par excès de prudence. Qu'on leur laisse le plaisir de se ruiner, c'est déjà une grande mansuétude; mais alors l'intérêt social est qu'ils se ruinent le plus tôt possible, afin que leurs capitaux rentrent dans la circulation et dans la circulation productive. En laissant leur richesse inféconde, ils font tort à la société du revenu total qu'elle pourrait produire, c'est-à-dire de la part qui leur en reviendrait sous forme de jouissances, plus la part qui serait gardée par les fermiers de leurs richesses. Ils agissent enfin comme un propriétaire foncier qui s'entêterait à laisser sa terre vague et à en vendre seulement tous les ans une partie pour vivre : beaucoup d'originaux de cette sorte affameraient la nation. Un gouvernement, en ce cas, aurait droit d'expropriation pour cause d'utilité publique. En réclamant seulement l'impôt du capitaliste thésauriseur improductif, la société est encore en perte des 9/10^{es} du revenu qui lui reviendrait légitimement sous une forme ou sous une autre, si cette même richesse avait été en d'autres mains. Il n'y a donc aucune raison pour que

l'État renonce à l'intérêt qui lui est dû sur sa part de propriété dans cette richesse, et comme cette richesse ne rapporte pas de profits, il perdra encore l'impôt qui lui serait revenu sur ces profits, c'est-à-dire que, par la faute de cet avare prodigue, l'État ne touchera que $1/20^e$ du revenu, les $19/20^es$ restant seront perdus pour l'État, le propriétaire et la société.

Pourtant, notre capitaliste aura joui pendant ce temps de la possession exclusive de sa fortune. C'est donc qu'il a évalué cette jouissance à une somme égale au revenu qu'il aurait pu en tirer en la changeant de forme pour la faire valoir ou pour la confier en d'autres mains. Il a bien en réalité touché un revenu en nature, un revenu consommable et économiquement improductif, et, sur ce revenu total, l'État n'a pu lui prendre que $1/20^e$ au lieu de $1/10^e$. L'État se trouve ainsi réellement privé d'une moitié de ce qui lui revient, et la société de la part de jouissances qu'elle avait le droit d'attendre, si le propriétaire, ayant prêté son argent, en eût touché l'intérêt, laissant à d'autres le profit variable. L'impôt sur le capital se justifie donc en tous les cas.

L'impôt du revenu se justifie de même; ce n'est qu'une application particulière de l'impôt sur le capital. Il repose sur les mêmes principes de justice et d'utilité. C'est l'impôt sur le capital continué et complété. De même, l'impôt sur le capital, c'est l'impôt sur le revenu fixe, et le complément de l'impôt sur les revenus variables, c'est-à-dire sur les profits. Et justement parce que ces profits manquent de fixité, qu'ils dépendent des facultés, des circonstances du temps et de lieu, de la prospérité individuelle plus que générale, l'impôt doit leur être proportionnel et non plus proportionnel au capital qui les produit.

Or, c'est en cela justement que l'impôt sur le revenu est personnel et non réel. Il se trouve ainsi naturellement proportionné, non pas aux facultés intellectuelles, aux talents, c'est-à-dire au capital naturel des individus, capital naturel dont nous avons vu qu'on paye l'impôt en nature, mais au profit matériel que le possesseur de ces facultés et de ces talents en retire. Et ce profit au fond est assez exactement la mesure de la résultante de ces facultés elles-mêmes, considérées au point de vue économique, c'est-à-dire au seul point de vue de la reproduction matérielle et réelle de la richesse. Si l'on voit des gens de beaucoup d'esprit et de savoir qui loin de s'enrichir se ruinent, c'est qu'à côté de facultés éminentes, il leur en manque d'autres qui sont non moins essentielles à l'état social et qui trouvent en d'autres individus un développement non moins spécial. Les gens d'esprit et de savoir qui, au lieu de gagner, dissipent souvent leur avoir, par contre enrichissent en général la société d'un grand nombre d'idées nouvelles, de systèmes ou d'inventions qui la font progresser. Ils travaillent ainsi plus pour elle que pour eux. Et souvent au milieu des persécutions suscitées par les intérêts ou les passions qu'ils froissent, ils souffrent et meurent, payant ainsi à l'humanité l'impôt de leur savoir, de leur pensée, de leur âme, de leur vie, de tout leur être, service personnel plus précieux que celui de la guerre et dont les générations qui suivent reconnaissent le prix en honorant leur mémoire. Cet impôt peut être appelé l'impôt du génie. Car ces systèmes, ces inventions, ces théories sont reprises plus tard par des individus doués de l'esprit pratique, de l'esprit d'administration et de commerce, et sont pour eux la source de grandes fortunes. Des sociétés, des nations entières deviennent plus riches et plus prospères par suite

de ces progrès accomplis ; et toute cette fortune, cette prospérité augmente les ressources de l'État comme les jouissances du contribuable. Toute cette richesse nouvelle paye l'impôt comme capital et comme revenu. Si enfin l'esprit d'administration, d'entreprise et de lucre se trouve réuni dans les mêmes hommes au génie inventif ou scientifique, ces inventeurs, ces savants s'enrichiront ; mais ils paieront à la fois à la société l'impôt de leurs facultés intellectuelles par la seule émission de leur savoir, par la mise à exécution de leur découverte, et celui de leurs facultés économiques en payant les taxes fiscales sur la fortune que leurs talents leur ont produit. Ce sera donc toujours la justice. L'impôt se trouvera payé réellement et personnellement par l'individu tout entier, esprit et biens.

CHAPITRE XL

D'une échelle fiscale des revenus perpétuels.

SOMMAIRE. — Le service des idées et la guerre du travail. — La société a-t-elle le droit d'obliger tout citoyen à produire la moyenne du revenu? — Nul ne doit que le service de ses facultés. — L'on peut exiger le minimum légal. — Au-dessous du minimum et au-dessus de la moyenne du revenu, il y a lieu à progression. — Échelle fiscale des revenus à progression descendante au-dessous du minimum. — Du revenu à taux fixe entre le minimum et la moyenne. — Échelle fiscale des revenus à progression ascendante au-dessus de la moyenne, jusqu'au maximum. — Elle met une borne aux profits usuraires. — Cette échelle est inapplicable aux salaires et petits profits. — Applicable à toute rente perpétuelle. — De deux manières. — Elle dépend d'un terme moyen mobile qui est l'intérêt légal. — Le taux légal baissant, la progression descendante tend à s'effacer. — Le taux de l'impôt fixe baisse avec le taux légal. — Cette échelle empêcherait-elle le prêt à bon marché? — Comment traiter les rentes viagères?

Nul ne saurait nier que l'homme ne doive à l'humanité, que le citoyen ne doive à la patrie le tribut de tout ce qu'il a et de tout ce qu'il est, le tribut de ses facultés sociales et naturelles, celui de ses forces physiques et intellectuelles aussi bien que le tribut de son sang. La guerre s'en va; elle s'en va lentement, mais enfin elle tend à finir : Dieu en soit loué! N'y aurait-il plus de service militaire, il y aura toujours le service des idées perpétuellement militantes. Il y aura toujours le travail obligatoire, cette guerre à la misère et au paupérisme. La guerre change seulement de forme. Elle était maté-

rielle, elle doit se spiritualiser. Elle était sanglante, elle sera seulement laborieuse. Mais le service personnel n'en doit pas moins continuer d'être exigé de tous sans exceptions possibles. Chaque citoyen doit être requis de produire selon ses forces et son intelligence, selon sa profession et sa richesse.

Le capitaliste possesseur de 100,000 francs, par exemple, doit à la société un droit annuel ou intérêt de copropriété hypothécaire de 500 francs au tarif de $1/2$ p. 100. Mais au bout de l'année ces 100,000 francs, au lieu d'en avoir produit seulement 105,000, doivent en réalité en avoir produit 110,000, c'est-à-dire 10,000 francs de revenu total, 5,000 comme intérêt, 5,000 comme profit. Et comme $1/10^e$ de ces profits aurait été effectué à l'aide de la quote-part sociale, ce dixième devrait encore revenir à l'État sous forme d'impôt. Il pourrait l'exiger dans tous les cas en qualité de copropriétaire. Il pourrait dire au citoyen : Vous avez le droit de laisser dormir les $9/10^es$ de votre fortune qui vous appartiennent ; mais vous devez faire produire le dixième qui m'appartient et dont vous avez la gérance. Cependant une pareille exigence serait injuste ; un semblable raisonnement serait faux.

Il y a un principe de droit selon lequel il n'est pas permis d'exiger des autres, pour les biens dont on leur a confié la garde ou la gérance, plus d'habileté et de prudence qu'ils n'en auraient pu montrer dans la gérance et la garde de leurs propres biens. La société ne peut donc exiger que sa quote-part de propriété rapporte plus entre les mains des contribuables que leur part personnelle. L'État enfin, comme principal actionnaire de la société, peut toujours exiger le paiement de son intérêt, et c'est l'impôt sur le capital. Il ne peut exiger de dividende, c'est-à-dire l'impôt

sur le revenu, que s'il y a des profits à diviser. La totalité du capital social ne pourrait rapporter 10 p. 100 qu'autant que tous les membres de la société seraient doués de facultés telles qu'à l'aide d'un certain capital ils lui fassent produire un revenu dans le même rapport. Or, tous les individus ne possèdent pas au même degré le talent de reproduction : supérieur chez quelques-uns à la moyenne, il est inférieur chez d'autres. De plus il ne dépend pas de la volonté de l'individu de l'acquérir, de le posséder; c'est l'action sociale qui le lui donne, et il ne peut être responsable que dans la mesure où il est doué. Tout individu ne doit donc en réalité que l'emploi intégral de ses facultés; et quel qu'en soit le produit, quand elles sont appliquées à la gérance d'un capital quelconque, réel ou personnel, il ne peut devoir qu'un dixième de ce produit.

Mais il revient en question alors de quel droit la société exige le droit fixe proportionnel au capital que nous avons appelé impôt réel, ou décime de l'intérêt légal? Car si le talent reproducteur d'un individu ne s'élève pas jusqu'à ce taux légal de l'intérêt, doit-il prendre sur sa part de revenus pour payer celle de la société? Sans doute; c'est qu'alors il n'y a pas incapacité, mais paresse, volonté mauvaise, négligence. Il y a faute dans le service personnel, et alors la personne se trouve par sa faute obligée de payer l'amende de ses biens. La faculté reproductrice, le talent de gestion existe toujours chez chaque individu sain d'esprit à un certain degré minimum, sans lequel il y aurait cette incapacité civile qui donne lieu à la tutelle familiale ou à l'interdiction. Dès que ce talent économique existe, le contribuable sait ce qu'il risque, ce qu'il perd à négliger de le mettre en œuvre; et s'il juge à propos de dissiper son capital de telle façon qu'il lui plaira, il en est libre, sous sa responsabilité,

et à condition d'en subir les conséquences. La société peut toujours dans notre époque réclamer le $1/2$ p. 100 du capital, parce que c'est seulement $1/10^e$ du taux légal de l'intérêt; et qu'avec la moindre capacité économique on peut toujours dans notre société obtenir le taux légal en déposant son argent dans une banque ou à la caisse d'épargne, si ce sont de petites valeurs; en achetant des rentes sur l'État ou des actions, si ce sont de plus fortes sommes. Au delà de ce revenu fixe, minimum que chacun peut obtenir, la société ne peut demander sa quote-part du revenu variable, c'est-à-dire le décime des profits, que dans la proportion où ces profits variables sont obtenus.

Les deux taxes réunies donneraient donc lieu pour un capital de 100,000 francs à l'échelle suivante qui fixe un certain revenu minimum égal au taux légal actuel de l'intérêt de l'argent, et au-dessous duquel la taxe cessant de varier, quant à sa quotité absolue, devient progressive relativement au revenu. Au-dessus du minimum au contraire la taxe varie quant à sa quotité absolue, elle reste proportionnelle quant au revenu, et progressive quant au capital.

Échelle de l'impôt sur le revenu à minimum mobile.

100,000 francs de capital donnant un revenu						
		pour la taxe fixe		pour la taxe variable		Total.
de 0 fr.	paieraient	500 fr.	+	0 fr.	=	500 fr.
de 500	—	500	+	0	=	500
de 1,000	—	500	+	0	=	500
de 2,000	—	500	+	0	=	500
de 3,000	—	500	+	0	=	500
de 4,000	—	500	+	0	=	500
de 5,000	—	500	+	0	=	500
de 6,000	—	500	+	100	=	600
de 7,000	—	500	+	200	=	700
de 8,000	—	500	+	300	=	800
de 9,000	—	500	+	400	=	900
de 10,000	—	500	+	500	=	1,000

D'où l'on déduit cette échelle générale de rapports :

Un revenu égal à 0 p. 100 du capital paie 1/2 p. 100 du capital ou un revenu en moins.

Un revenu égal à 1/2 p. 100 du capital paie 100 p. 100 du revenu.

—	1 p. 100	—	50 p. 100	—
—	2 p. 100	—	25 p. 100	—
—	3 p. 100	—	16 2/3 p. 100	—
—	4 p. 100	—	12 1/2 p. 100	—
—	5 p. 100	—	10 p. 100	—
—	6 p. 100	—	10 p. 100	—
—	7 p. 100	—	10 p. 100	—
—	8 p. 100	—	10 p. 100	—
—	9 p. 100	—	10 p. 100	—
—	10 p. 100	—	10 p. 100	—

Si donc un capitaliste possesseur d'une certaine somme a obtenu au bout de l'année la moyenne du revenu, évaluée à 10 p. 100, il devra 1/2 p. 100 du capital de taxe fixe et 1/2 p. 100 de ce même capital pour la taxe variable; au total 10 p. 100 du revenu, ou 1 p. 100 du capital. Si son capital n'a produit que 8 p. 100, il devra toujours 1/2 p. 100 du capital de taxe fixe, mais 3/10^{es} p. 100 seulement de taxe variable : au total toujours 10 p. 100 du revenu, ou 8/10^{es} p. 100 du capital. Enfin le vingtième prélevé sur le revenu moyen égal à 10 p. 100 du capital, qu'on peut toujours supposer obtenu, plus 1/10^e sur le revenu qui surpasse le revenu minimum, ou taux légal, équivaldrait toujours au dixième du revenu réel, tant que ce revenu dépasserait le minimum; et quand il tomberait au-dessous de ce minimum, l'impôt augmenterait progressivement en raison inverse du revenu, au détriment du capitaliste négligent, paresseux ou incapable.

Ainsi celui qui ne tirera que 5,000 francs de revenu avec 100,000 francs de capital payera 10 p. 100, le taux moyen. S'il n'obtient que 4,000 francs, le taux de l'impôt

s'élèvera à 1/8^e de son revenu ou 12 1/2 p. 100. Un revenu de 3,000 francs avec le même capital payera 1/6^e ou 16 2/3 p. 100. S'il baisse à 2,000 francs, l'impôt montera à 1/4 ou 25 p. 100. Réduit à 1000 francs, il payera 1/2 ou 50 p. 100. Enfin à 500 francs ou 1/2 p. 100 du capital, l'impôt sera au pair avec le revenu. Si le capital ne rapporte absolument rien, l'impôt sera levé sur lui comme un revenu en moins. C'est l'amende légitime de l'oisiveté et de l'imprévoyance. C'est l'impôt sur l'égoïsme plus encore; car c'est l'impôt sur le revenu jouissance que rapporte tout capital dormant et dont la société réclame une part en vertu de son droit de copropriété ou de son hypothèque légale sur les biens et les facultés de chacun de ses membres. En réalité l'homme qui dépense son capital ruine la société comme lui-même; puisque la société perd chaque année le dixième de revenu qui lui revient et, d'année en année, le capital même de ce revenu qui se trouve dissipé par son gérant incapable. C'est donc une faillite réelle de celui-ci.

Cependant, comme il n'a pas d'avantage à se ruiner et qu'il se ruine pour 9/10^{es} en ruinant la société seulement pour 1/10^e, il est évident qu'alors c'est par incapacité et inintelligence de ses vrais intérêts, plutôt que par mauvais vouloir qu'il agit ainsi. Dans ce cas, c'est réellement la société qui souffre en l'un de ses membres. Elle perd avec lui, comme elle gagne avec les autres. Ce sont les risques qu'elle court, ce sont les risques de toute association. C'est pourquoi elle ne peut imposer progressivement, en raison inverse de leur quotité, que les revenus au-dessous du minimum que chacun peut obtenir, au moyen du prêt à intérêt, même avec le minimum de capacité civile. Ce capital, en d'autres mains plus habiles, donnera un revenu plus

considérable dont toute la société profitera; et dans ces limites la taxe est justement progressive sur la négligence du citoyen qui refuse de faire fructifier son fonds.

Au-dessus du taux légal, c'est-à-dire du minimum de revenu, le capitaliste est censé faire valoir son fonds selon ses capacités, c'est-à-dire obtenir en outre de l'intérêt légal une part de profits. Dès lors, employant ses facultés, il paye proportionnellement au bénéfice qu'il en retire, c'est-à-dire ce qu'il doit. Dans le système de M. de Girardin qui impose le capital d'une taxe toujours égale sans considération du revenu, le contribuable se trouverait imposé selon une progression décroissante, c'est-à-dire en raison inverse de son revenu à mesure qu'il serait plus capable; ce serait une criante injustice. Ce serait le récompenser d'avoir des facultés qui sont un don de l'action sociale; et c'est déjà bien assez qu'il jouisse proportionnellement des facultés et des bénéfices qu'elles procurent. Ce serait punir ceux qui ont ces facultés à un moindre degré, bien qu'ils soient déjà privés de ce qu'elles pourraient leur rapporter. Ce serait enfin un impôt progressif sur la misère morale, et sur la pauvreté intellectuelle; ce serait injuste. Bien plus, ce serait un impôt en faveur de l'usure qui se trouverait d'autant plus récompensée qu'elle serait plus forte, plus criante, plus coupable.

Il serait donc juste, au contraire, au-dessus du revenu moyen évalué à 10 p. 100 du capital, de reprendre la progression en sens inverse et d'imposer progressivement les bénéfices intempérants, presque toujours illégitimes, ou qui proviennent de circonstances particulières, fortuites, c'est-à-dire d'une sorte de *plus-value* sociale qui amène des profits de monopole dont il est bon d'arrêter un peu l'ambition cupide.

On atteindrait ce but par l'échelle suivante qui continue la précédente :

Un revenu égal à	11 p. 100 du capital paierait	11 p. 100 du revenu
—	12 p. 100	—
—	13 p. 100	—
—	14 p. 100	—
—	15 p. 100	—
—	20 p. 100	—
—	25 p. 100	—
—	50 p. 100	—
—	100 p. 100	—

C'est-à-dire qu'un capital de 100,000 francs donnant des revenus successivement égaux à 11, 12, 15, 25, 50 et 100,000 francs, payerait des taxes progressives égales à 1210, 1440, 2250, 6250, 25,000 et 100,000 francs. C'est-à-dire que nul contribuable n'aurait de bénéfice à surpasser cette limite extrême de 50 p. 100 dans les revenus annuels de ses capitaux ; car plus il l'outrepasserait et moins en réalité il gagnerait, puisqu'un revenu de 75 p. 100 du capital payant 75 p. 100 du revenu au fisc, il resterait moins au contribuable qui l'obtiendrait que s'il s'était borné au bénéfice déjà énorme de 50 p. 100 sur ses capitaux. L'ordre social est intéressé à mettre une borne à ces doublements subits de la fortune qui jettent le trouble dans tous les rapports économiques. Une échelle fiscale atteignant ainsi progressivement les revenus est le seul moyen licite de borner l'usure en respectant la liberté du commerce, c'est-à-dire sans aucune de ces dispositions pénales qui ne sont pas plus à leur place ici, que les mesures fiscales ne sont dans leur rôle quand elles veulent atteindre des délits et des vices purement moraux. Mais comment cette échelle progressive pourrait-elle s'appliquer aux revenus des actions industrielles, des titres de rente et de

toutes les valeurs enfin qui sont sujettes aux fluctuations de la Bourse? Nous avons vu à propos de l'impôt fixe sur le capital qu'il pouvait y avoir deux manières de prélever les taxes sur les titres et valeurs, mais que du moment qu'il s'agissait d'un impôt progressif une seule était applicable. Il faudrait donc que tous les titres appartenant à un même capitaliste fussent présentés personnellement et en masse. Quand le revenu total produit par la masse de valeurs possédées par un même contribuable ne dépasserait pas 5 p. 100 du capital, ce contribuable ne payerait que l'impôt fixe. Au-dessus de cette limite il payerait 10 p. 100 du revenu variable qui la dépasserait.

Mais si la valeur vénale de ces titres était évaluée au pair, le revenu total ne serait variable qu'en vertu de la nature même des titres. C'est que ces titres ont en réalité deux sortes de revenus : leur revenu fixe, ou l'intérêt servi à un taux quelconque par l'État ou les compagnies anonymes ; puis un revenu variable, composé d'une part, de dividendes, de l'autre, d'une *plus* ou *moins-value* à fluctuation perpétuelle dans la valeur vénale elle-même. Cette *plus* ou *moins-value* doit être prise en considération, dans le règlement fiscal annuel. Mais de quelle manière faire entrer cet élément dans les taxes. Si chaque titre était imposé à sa valeur vénale actuelle et non toujours au pair, l'impôt sur le capital suivrait par cela même la fluctuation des cours, et donnerait indirectement au fisc une part dans les profits et les pertes effectués par les agioteurs ou détenteurs de titres. La quotité de l'impôt fixe ne devrait pas cependant se proportionner au cours actuel des valeurs mais à leur cours moyen dans toute l'année fiscale écoulée, c'est-à-dire qu'il devrait être tenu compte de tous les mouvements de hausse et de baisse que ces valeurs auraient

subies; et le taux de règlement de chaque valeur cotée à la Bourse résulterait de la courbe parcourue dans l'année par le cours de cette valeur. Pour cela, rien de plus aisé : les éléments ne manquent pas, le bulletin quotidien de la Bourse y suffirait.

Mais de cette manière l'agiotage échapperait à la progression ascendante qui doit au contraire l'arrêter, et seulement les spéculateurs en perte tomberaient sous le coup de la progression descendante de l'échelle; c'est-à-dire que le fisc aggraverait leur malheur. Si donc on voulait au contraire que la progression ascendante arrêtât à un certain degré les profits de l'agiotage, il faudrait prélever l'impôt sur le capital non pas au pair, mais selon la valeur vénale moyenne du titre pendant la précédente année fiscale; et la différence entre le cours moyen de ce titre évalué à une année de distance d'après la courbe de ses fluctuations donnerait la *plus* ou *moins-value* saisissable à titre de profit ou de revenu variable. Et certes ce serait toute justice; car cette *plus-value* ou *moins-value* a été réalisée dans l'année par l'un quelconque des détenteurs successifs du titre; et ceux qui le possèdent au moment du prélèvement de l'impôt ont dû s'en faire tenir compte dans l'achat. Il suffirait pour que l'impôt sur la variation de valeur des titres se répartît entre tous les détenteurs successifs, que la courbe des cours de chaque valeur fût toujours affichée à la Bourse et chez tous les agents de change; le cours de chaque jour pour chaque valeur y étant quotidiennement ajouté, le résultat perpétuel de la courbe, sa moyenne du jour indiquerait aux spéculateurs sur quel taux ils doivent dans l'échange tenir compte de la taxe fixe sur le capital et de la taxe variable sur le revenu. Chaque spéculateur enfin pour son compte particulier saura où il

doit arrêter la limite de ses profits particuliers pour ne pas tomber sous le coup de la progression. Mais dans ce cas, peut-être serait-il nécessaire que le règlement se fit sur chaque titre présenté; car si la progression s'adressait à la masse, tout spéculateur a droit au moment de payer l'impôt se précautionnerait de titre au pair avec le cours de l'année précédente, et il en résulterait une baisse momentanée mais considérable sur les titres les plus recherchés, et qui aurait subi dans l'année une plus-value considérable.

L'impôt sur les titres de rente et les actions peut donc être sujet à des combinaisons diverses, et à des fluctuations dans son produit qui dépendraient en général des fluctuations de la prospérité publique. Ce serait en tant qu'impôt du revenu un produit fiscal fort éventuel et qu'il ne faudrait faire entrer dans les budgets que comme une ressource secondaire dont le produit, variant comme la sécurité et les besoins que fait naître la paix, devrait être principalement assigné à satisfaire ces besoins, tels par exemple que les encouragements à donner aux arts, aux sciences ou à certaines constructions publiques.

Il faut avouer aussi que l'échelle progressive que nous venons d'appliquer aux revenus des titres de rentes et des valeurs industrielles pourrait avoir des effets trop rigoureux à l'égard d'autres genres de capitaux. Elle serait d'autant plus lourde que les fortunes seraient petites, et ruineuse surtout pour le prolétariat, si elle en atteignait la capital professionnel. En effet, un ouvrier qui aurait un capital professionnel évalué à 1000 francs et paierait en conséquence 5 fr. de taxe fixe, verrait cette taxe s'élever d'autant qu'il travaillerait davantage et avec plus d'habileté. S'il gagnait seulement 1000 francs dans une année, le fisc les lui prendrait, et son salaire ne saurait ainsi

s'élever au-dessus de 500 fr. à moins qu'il n'eût d'autre part, en mobilier ou en épargne, quelques autres capitaux qui lui permissent de gagner d'autant plus qu'il serait plus riche. Il suffit de cet exemple pour démontrer que cette échelle fiscale est absolument inapplicable au revenu du capital professionnel; qu'elle aurait même des dangers pour le petit commerce, et qu'elle ne peut convenir qu'à la richesse sous forme de titres, à toutes les propriétés mobilières ou immobilières portant intérêt fixe ou donnant des dividendes. Elle serait applicable à la rente du sol dans le capital bâti, et pourrait alors tenir lieu de la progression que nous avons proposée autre part sur ce genre de biens. Cependant elle n'aurait pas les mêmes avantages, car il suffirait que celui entre les mains duquel la plus-value se serait opérée vendît son bien à sa valeur actuelle, et même plus, pour que l'acquéreur ne dût payer ensuite qu'un droit proportionnel inférieur. Il est vrai que ce droit proportionnel, quoique inférieur par le taux, serait en réalité plus fort par la quotité, étant basé sur une plus grande valeur totale, et que, par conséquent, le fisc y perdrait peu de chose. En pareil cas l'État pourrait d'ailleurs, comme nous l'avons vu, recourir à la préemption pour empêcher le propriétaire antérieur de profiter de la *plus-value* occasionnelle de son bien, ou frapper d'un droit égal à cette plus-value cette mutation exceptionnelle. Sans même exercer cette rigueur, il suffirait de l'échelle progressive précédente pour empêcher que cette *plus-value* profitât en totalité au propriétaire du bien favorisé : car de deux choses l'une, ou il serait obligé de faire inscrire sa propriété au cadastre pour une valeur plus forte et conséquemment de payer un droit plus fort quant à la quotité absolue, ou de payer l'impôt à un taux beaucoup plus fort sur les revenus plus élevés

dans l'échelle progressive. Cependant dans ce cas il ne serait atteint que lorsque ces revenus dépasseraient 10 p. 100 du capital, et dans le cas où il ferait inscrire sa propriété à sa nouvelle valeur pour ne payer que le droit proportionnel, il gagnerait les 9/10^{es} de la plus-value dont il ne reviendrait à la société que 1/10^e seulement. Il y aurait donc perte pour elle ; et bénéfice sans travail, ou aubaine pour le propriétaire.

Mais sans aucun inconvénient notre échelle à double progression peut être appliquée à la rente de la superficie ; cette rente doit toujours se jouer entre 5 et 10 p. 100 pour couvrir les frais de réparation et la rente d'amortissement outre l'intérêt ; elle serait donc toujours imposée proportionnellement au taux fixe de 10 p. 100 tant qu'elle resterait dans ces limites. Si elle tombait au-dessous du minimum, c'est alors que la valeur capitale du bâtiment dont elle est le produit annuel serait évaluée trop haut ; et le propriétaire aurait intérêt à faire rectifier son inscription au cadastre pour payer une moindre taxe fixe sur le capital ; si elle s'élevait au delà du revenu moyen, c'est au contraire que cette valeur capitale aurait été estimée trop bas au cadastre, et le propriétaire devrait la faire rectifier pour payer une taxe fixe plus considérable, mais ne pas payer une taxe variable progressive sur son revenu total.

Cette échelle fiscale serait ainsi applicable de deux manières : chaque titre ou valeur pourrait être taxée séparément en considération, d'une part, du capital qu'elle représente, de l'autre, du revenu qu'elle rapporte. Ce serait une assez grande complication de calculs et d'écriture. De plus ce ne serait peut-être pas juste. Car on ne gagne pas toujours quand on spéculé. Les spéculateurs un peu hardis seraient exposés à voir imposer progressivement d'un

côté leurs valeurs, rapportant moins que le minimum, d'autre côté les valeurs rapportant plus que le revenu moyen, et à subir des confiscations presque totales quand elles approcheraient du maximum. Cependant ce serait la seule opération possible dans le cas de la présentation impersonnelle des titres. Il est vrai qu'en imposant les titres à la valeur vénale moyenne de toute l'année, rarement le cours de la Bourse permettrait que de tels écarts au-dessus ou au-dessous du revenu moyen soient possibles.

Au contraire, si la présentation, étant personnelle, avait lieu en masse, il serait fait pour chaque contribuable, d'un côté le décompte des capitaux qu'il possède, de l'autre celui des revenus qu'il obtient ; de sorte que le règlement se ferait sur la balance générale de ces revenus et de ces capitaux, c'est-à-dire sur le taux moyen de son revenu, qui pourrait s'élever jusqu'à 10 p. 100, taux moyen légal, sans avoir à subir de surtaxe progressive. On pourrait être usurier une fois en passant ; c'est-à-dire profiter de ce qu'on nomme une aubaine de commerce, faire un bon marché, pourvu que ce ne soit pas une coutume, un vrai commerce usuraire, un agiotage.

Cette échelle fiscale a donc d'incontestables avantages. Si l'on y soustrait les profits du capital professionnel et ceux du commerce de détail, elle n'a point d'inconvénient bien réel. Cependant ce ne peut être qu'une échelle mobile, puisqu'elle dépend d'un terme moyen mobile : c'est-à-dire du taux de l'intérêt légal. Ce taux ayant une tendance à baisser par suite du progrès social, elle doit tendre à se rapprocher constamment d'une échelle rigoureusement proportionnelle au revenu qui est l'échelle vraiment typique du taux de l'impôt idéal. De sorte que dans l'hypothèse inadmissible que le capital un jour se prêtât sans intérêt,

la progression ne commençant qu'au delà de 10 p. 100, la spéculation pourrait sans perte, sans amende fiscale se jouer entre 1 et 10 p. 100 de revenu, au delà de quoi seulement le bénéfice serait réputé usuraire ou de monopole. Et en effet chacun alors ne trouvant plus à prêter, et étant obligé de faire valoir soi-même son argent ou de se ruiner, le revenu de chacun serait celui que peut produire la somme de ses capitaux ajoutée à la somme de ses capacités reproductrices; et l'impôt proportionnel à ce revenu serait le seul juste.

Cet impôt sur le revenu resterait toujours fixé à 10 p. 100 entre les deux termes extrêmes de l'échelle proportionnelle; car à mesure que la taxe fixe s'abaisserait avec le taux de l'intérêt legal, la taxe variable sur le revenu augmenterait d'autant. Ainsi le taux de l'intérêt legal baissant à 4 p. 100, la taxe fixe sur le capital ne devrait plus être que de $2/5$ p. 100 au lieu de $1/2$ p. 100. De sorte que l'élément constant de l'échelle pour les revenus que pourraient donner un capital de 100,000 francs serait réduit à 400 francs. Mais par contre un revenu de 5,000 francs serait déjà surtaxé de 100 francs de taxe variable. Le minimum de revenu aurait seulement baissé et se serait rapproché d'un degré du revenu en moins qui menace les capitaux inactifs, laissant entre ces deux termes une progression d'autant plus rapide.

La position du capitaliste oisif qui semble devoir devenir sans cesse moins avantageuse par le fait du mouvement social, serait améliorée par la diminution parallèle de l'impôt. Enfin, tandis que la progression de plus en plus rapide de l'impôt sur le capital immobile le forcerait à se mouvoir avec la même activité pour atteindre au revenu minimum, c'est-à-dire à l'intérêt legal, le capital serait em-

pêché de se jeter trop avidement sur les terres qui, donnant toujours une rente moindre que les autres placements, et moindre que le taux légal, paieraient toujours une taxe totale plus forte que les capitaux prêtés. On arrêterait ainsi l'augmentation anormale de leur valeur capitale, tout en soutenant le taux de la rente foncière. Il en résulterait que les terres tendraient à s'accumuler de plus en plus dans les mains des cultivateurs auxquels seulement elle produirait un revenu avantageux, renfermant d'autant plus de profits, qu'il comprendrait une moindre part d'intérêt et que les capitaux nécessaires à la culture s'obtiendraient à plus bas prix.

Mais, objectera-t-on, une pareille échelle empêcherait au contraire le prêt à bon marché. Oui, le prêt à trop bon marché, et surtout au moment de l'établissement de l'impôt, cela ferait équilibre à la tendance de tous les capitaux, frappés de la taxe fixe, à se jeter à la fois sur le marché et à tomber tout d'un coup à vil prix, ce qui arriverait infailliblement si un impôt fixe sur le capital était établi seul, sans considération du revenu, et causerait la plus terrible crise financière qu'il soit possible de concevoir.

Comment traiter les rentes viagères? C'est une question qui vient toujours se poser, soit dans le cas d'un impôt sur le capital, soit à propos d'un impôt sur le revenu. La réponse du reste est identique, que la question soit faite à l'une ou l'autre occasion.

Ce qui doit payer, c'est la jouissance, la possession, le revenu, enfin, la nu-propriété ne doit rien. Ceci doit faire axiome. Or, dans le cas d'une rente viagère, l'intérêt est calculé de façon à ce que celui qui la sert abandonne la totalité du revenu d'un capital qu'il se charge de faire valoir gratuitement, c'est-à-dire sans profits actuels, mais sous la

condition d'hériter du fonds conservé et multiplié par ses soins : voilà le contrat. C'est donc celui qui jouit de la totalité du revenu qui doit la totalité de l'impôt. Il doit la taxe fixe sur la rente ou intérêt fixe de $1/2$ p. 100 du capital ; il doit en outre la taxe variable sur le surplus de ce revenu qui dépasse 5 p. 100 du capital. Si donc sa rente viagère lui rapporte 10 p. 100, il doit un impôt de 10 p. 100 sur la totalité de cette rente ; si elle ne lui rapporte que 9 p. 100, il ne devra payer que 9 p. 100 au fisc de ce qu'il recevra ; et ainsi de suite, selon l'échelle mobile des titres de rentes perpétuelles. Mais comme en général le taux d'une rente viagère augmente ou diminue avec l'âge du rentier, il devient évident que lorsqu'il est fixé au-dessous du revenu moyen des capitaux, c'est que le fermier se réserve une part des profits annuels. Lorsqu'il est au contraire au-dessus de ce taux, c'est que le fermier fait chaque année au rentier une avance sur ses propres capitaux ou en tire un profit supérieur du fonds qu'il fait valoir. Dans ce dernier cas le rentier jouit toujours en raison de ce qu'il reçoit et doit l'impôt en raison de ce dont il jouit, selon la progression de l'échelle générale des revenus. Dans l'autre circonstance, au contraire, c'est le fermier qui doit l'impôt sur la part de profits annuel qu'il garde ; et il doit conséquemment compléter les 10 p. 100 de l'impôt sur le revenu moyen. S'il paie donc annuellement 9 p. 100 du capital qu'il fait valoir, le rentier paiera 10 p. 100 de ce qu'il reçoit, mais le fermier paiera pour le revenu égal à 1 p. 100 qu'il garde $1/10^e$ p. 100 d'impôt. S'il ne paie que 8 p. 100, il paiera $2/10^es$. De sorte que l'État touchera toujours le 10 p. 100 du revenu total auquel il a droit sur tout capital accumulé.

CHAPITRE XLI

D'une échelle fiscale des revenus professionnels.

SOMMAIRE. — Outre l'intérêt, tout capital prêté rend un profit. — Qui est imposable. — Le revenu variable est le produit des facultés individuelles. — Bilan d'un marchand. — Les capacités naturelles sont imposables. — Évaluation du pouvoir producteur. — Échelle fiscale des pouvoirs producteurs à progression indéfinie et continue sur les revenus professionnels. — Trois classes d'industriels. — Les rentiers tombent sous la loi de l'échelle des revenus perpétuels. — Les commerçants. — La société gagne au grand commerce. — L'échelle à double progression appliquée au petit commerce le détruirait. — L'échelle à progression continue lui est très-favorable. — Elle doit être appliquée au petit commerce dont les profits comprennent des salaires. — L'échelle à double progression est applicable au grand commerce. — L'échelle à progression simple est essentiellement celle des salaires. — Elle tient compte des capacités naturelles sans jamais dépasser 10 p. 100 du revenu.

Nous avons vu que toutes ces combinaisons fiscales ne pouvaient regarder que les revenus perpétuels et fixes provenant de capitaux prêtés et transformés ou forces reproductrices que le propriétaire le plus souvent ne fait pas valoir lui-même, mais au moyen de fermiers de ses capitaux qui lui payent la rente et gardent les profits, ou d'associations en commandites qui, avec l'intérêt, lui donnent un dividende, c'est-à-dire une part dans les profits de la société. Ces dispositions ne peuvent concerner par conséquent que les titres de rente foncière, les créances hypothécaires, les coupons de rente sur l'État et obligations

publiques ou privées, les actions industrielles et enfin les propriétés bâties. Il nous faudra entrer en un tout autre ordre de considération au sujet du capital marchand, du capital mobilier et du capital professionnel.

Tout capital prêté simplement à intérêt fixe et sans dividende ou participation dans les profits, n'en rapporte pas moins une certaine somme de ces profits variables. Ce sont ces profits qui font vivre le commerce et la petite industrie en général, soit que les capitaux qui les produisent lui soient livrés par des prêteurs, soit qu'ils lui reviennent sous une forme disséminée après avoir passé par les mains de l'État. Or ces profits sont imposables. C'est le complément de ce revenu moyen total, dont l'État n'a saisi que la partie fixe en imposant d'une taxe fixe tout intérêt au taux légal. De même donc que la part d'impôt due par le revenu variable doit être retranchée de la taxe du capitaliste qui touche seulement l'intérêt fixe; de même la part d'impôt due par le capitaliste qui touche l'intérêt fixe doit être retranchée de la taxe payée par le fermier des fonds qui jouit des profits variables, profits qui ne sont jamais pour lui qu'une probabilité, une chance sujette à des risques comme à des bénéfices et dont le résultat dépend surtout de son activité, de sa prudence et de son intelligence. Ces facultés diverses qu'il doit en partie à l'action sociale entrent donc pour beaucoup dans son capital réel, capital qui devrait être saisi, s'il pouvait être évalué. C'est cette valeur inconnue enfin qui joue un rôle considérable dans le bilan du prolétaire, auquel, si l'on pouvait trouver un moyen de la déterminer, on pourrait dès lors appliquer l'échelle fiscale des revenus. Nous ne désespérons pas d'arriver là.

Nous avons vu que l'actif net d'un marchand ou d'un in-

industriel donne lieu sur son inventaire à un impôt fixe sur le capital. Son capital personnel donne lieu de plus à un impôt qui revêt la forme d'une patente fixe, selon sa profession. Il peut avoir encore la disposition d'un certain capital passif, c'est-à-dire emprunté. De plus son revenu net est donné directement par la comparaison de son actif net en deux inventaires successifs.

La somme des intérêts de ses capitaux passifs est la différence de ce revenu net à son revenu brut. Son revenu net est le résultat des forces combinées de ses facultés naturelles et de ses capitaux. Son revenu brut réparti à tant pour cent sur la somme totale des capitaux dont il dispose, que ces capitaux soient actifs ou passifs, qu'ils soient des titres, des valeurs marchandes et mobilières ou des capitaux professionnels, est la mesure relative exacte, non pas de la somme de ses facultés intellectuelles, morales et physique, dont le fisc n'a pas à s'occuper, mais de la résultante économique de ces facultés, c'est-à-dire de son pouvoir reproducteur qui seul nous intéresse ici.

De là deux manières possibles d'asseoir l'impôt sur les revenus de l'industrie et du commerce. Il peut d'abord être purement proportionnel au revenu net et en prendre la dixième partie.

Supposons donc un commerçant ayant un capital de 100,000 francs composé de

60,000	francs	de capitaux	empruntés à 5 p. 100,
30,000	—	—	en propre,
10,000	—	—	professionnels.

Les 100,000 francs lui donneront en moyenne un revenu brut de 10,000 francs, sur lesquels il faut déduire 3,000 fr. pour l'intérêt de ses 60,000 francs de capitaux passifs. Reste un revenu net de 7,000 francs. Si l'État en prend

1/10^e, soit 700 francs, cette somme sera-t-elle levée également sur tous les capitaux du marchand indifféremment ? Non pas.

Ses 60,000 francs passifs ne lui ont produit en réalité qu'un revenu net de 3,000 fr. et ne doivent que. . . 300 fr.

Ses 30,000 francs de capitaux propres ou actifs lui ont produit également 3,000 francs et doivent, conséquemment, un impôt égal, soit. 300 fr.

Ses 10,000 francs de capitaux personnels ont produit 1,000 francs et doivent. 100 fr.

Total. 700 fr.

L'impôt levé sur les revenus de ses 60,000 francs passifs n'est donc que le complément de la taxe fixe perçue entre les mains du prêteur, qui doit de son côté 300 francs pour sa créance à 5 p. 100 ; de sorte que ces 60,000 francs rapportent en somme à l'État un revenu de 600 francs, ou 1/10^e du revenu total qu'ils produisent, soit à leur propriétaire, soit à son fermier.

Ce fermier, propriétaire d'autre part, paye en outre directement à l'État 10 p. 100 du revenu des 40,000 francs qu'il possède en propre, dont 30,000 à titre de capitaux marchands ou mobiliers, et 10,000 à titre de capitaux personnels, c'est-à-dire 400 francs au total, dixième partie de 4,000 francs de revenu. Il en paye 200 à titre d'impôt sur le capital ou de taxe fixe, et 200 à titre d'impôt sur le revenu ou de taxe variable.

Est-ce la justice, toute la justice ? Nous avons imposé progressivement l'incapacité au-dessous d'un certain minimum de revenu légal, de manière à avantager considérablement les capacités sociales. Ne doit-on pas par contre frapper progressivement ces mêmes capacités tant avan-

tagées, quand surtout elles dépassent une certaine moyenne? Cela peut se soutenir. On peut dire que dans le cas où l'échelle progressive en raison inverse des revenus sur les capitaux tendant à s'immobiliser serait adoptée, il en faudrait une en raison directe sur les revenus des capitaux qui tendent au contraire à des profits usuraires et de monopoles. Mais nous avons vu que notre première échelle progressive n'est pas applicable aux profits du travail. Nous n'avons enfin encore trouvé aucun moyen d'imposer les facultés économiques qui sont un don social. Lorsque, dans notre échelle progressive sur les titres, nous avons frappé les dividendes des actionnaires qui s'élevaient au-dessus d'un certain taux, nous n'avons pas atteint les directeurs, les employés, les administrateurs et les grandes compagnies, dont cependant l'activité est la force motrice qui produit en réalité tous ces revenus entre des mains pour la plupart oisives ou occupées à d'autres travaux reproducteurs. Nous nous sommes contenté enfin d'imposer les capitaux matériels, tangibles, les forces physiques du producteur; son capital immatériel, intellectuel nous a échappé. Nous allons trouver la mesure économique de ce capital, de ces forces, de ce pouvoir incarné en lui.

Notre commerçant nanti de 100,000 francs a produit un revenu brut de 10,000 francs; son frère, moins intelligent, avec une somme égale, ne produit qu'un revenu de 8,000 fr.; son voisin enfin produit un revenu de 12,000 fr.; un autre voisin ne produit que 6,000 francs. Les pouvoirs reproducteurs de ces divers individus sont donc entre eux comme les nombres 6, 8, 10 et 12. Leurs revenus produits sont à leurs capitaux producteurs comme les fractions $6/100^{\text{es}}$, $8/100^{\text{es}}$, $10/100^{\text{es}}$, $12/100^{\text{es}}$, c'est-à-dire équivalent aux taux de 6, 8, 10 et 12 p. 100. Ces divers pouvoirs

producteurs sont donc en réalité un capital, et un capital imposable. En adoptant pour point de départ que le pouvoir reproducteur qui fait rendre un revenu de 1 p. 100 au capital égale $1/10^e$ de ce capital, tout revenu étant ainsi capitalisé à 10 p. 100 représenterait donc un capital en plus dont dispose le contribuable ; et ce capital étant ajouté ou retranché à son actif net modifiera d'autant sa taxe.

On aurait donc l'échelle suivante pour les pouvoirs reproducteurs :

Un pouvoir reproducteur de	1 p. 100	=	$1/10^e$ des capitaux employés.		
—	—	5 p. 100	=	$5/10^es$	—
—	—	10 p. 100	=	$10/10^es$	—
—	—	25 p. 100	=	$25/10^es$	—
—	—	50 p. 100	=	$50/10^es$	—
—	—	100 p. 100	=	$100/10^es$	—

Comme il ne s'agit que de chiffres relatifs, la plus ou moins grande valeur donnée au capital naturel est indifférente. Seulement elle influe sur le résultat de la progression fiscale supportée par les salaires et profits industriels. Il ne faudrait donc que changer ce point de départ hypothétique pour modifier la relation de l'impôt au revenu.

Il s'agit maintenant de faire figurer ces rapports dans le bilan annuel des travailleurs.

Le pouvoir reproducteur, on le voit par la suite des chiffres précédents, représente le revenu capitalisé lui-même, ou plutôt le capital qui serait nécessaire pour produire un revenu égal ; or, imposant déjà le revenu on ne peut imposer le pouvoir qui le produit, ce serait faire double emploi. Nous avons donc ici un capital non imposable qui va

figurer dans toutes nos formules et diminuer la rapidité de la progression fiscale à établir sur les revenus, d'autant plus qu'il sera plus fort, relativement aux autres espèces de capitaux dont un travailleur peut disposer.

Ainsi, 100,000 francs de capitaux divers produisant 12,000 francs de revenu entre les mains d'un industriel quelconque, son pouvoir reproducteur sera représenté par $12/10^{\text{es}}$ de ce capital ou 120,000 francs. C'est donc 220,000 francs qui lui ont produit 12,000 francs, c'est-à-dire qu'en réalité il n'a obtenu qu'un revenu de $60/11^{\text{es}}$ p. 100 ou un peu moins de 6 p. 100. Un ouvrier qui n'a que 1,000 francs de capital professionnel à faire valoir et cependant gagne 2,000 francs dans une année a donc un pouvoir reproducteur égal à $200/10^{\text{es}}$ de son capital ou à 20,000 francs, ce qui lui donne à faire valoir une somme totale de 21,000 francs dont il a tiré un revenu de $200/21^{\text{es}}$ p. 100 ou environ 9 $1/2$ p. 100. Déjà nous arrivons par ce moyen à des différences beaucoup moins exorbitantes, à des revenus qui ne rentrent plus dans l'échelle de progression, mais dans l'échelle à taux invariable des profits. Ces revenus étant pris pour base de l'impôt, nos deux individus ne seraient imposés chacun qu'à moins de 10 p. 100 de leur revenu total.

On arrive enfin à établir une échelle progressive sur les profits du travail qui ne peut en aucun cas dépasser 10 p. 100 de ces profits.

Prenant pour base, par exemple, 1,000 francs de capital, ce qui est le minimum qu'un homme peut posséder et parcourant tous les revenus qu'il peut obtenir avec ce capital on trouve les séries de nombres et de rapports suivantes :

CAPITAL.	Taux du revenu.	Quotité du revenu.	Fraction du capital représentant le pouvoir reproducteur	Total du capital à faire valoir.	Taux de l'impôt sur les profits réalisés.
1000 fr. à	0 p. 100 =	0 fr. +	0 =	1000 fr. a	0 p. 100 du revenu.
1000	1 p. 100 =	10 +	1/10 ^e =	1100	10/11 ^{es} p. 100 —
1000	2 p. 100 =	20 +	2/10 ^{es} =	1200	20/12 ^{es} p. 100 —
1000	3 p. 100 =	30 +	3/10 ^{es} =	1300	30/13 ^{es} p. 100 —
1000	4 p. 100 =	40 +	4/10 ^{es} =	1400	40/14 ^{es} p. 100 —
1000	5 p. 100 =	50 +	5/10 ^{es} =	1500	50/15 ^{es} p. 100 —
1000	6 p. 100 =	60 +	6/10 ^{es} =	1600	60/16 ^{es} p. 100 —
1000	7 p. 100 =	70 +	7/10 ^{es} =	1700	70/17 ^{es} p. 100 —
1000	8 p. 100 =	80 +	8/10 ^{es} =	1800	80/18 ^{es} p. 100 —
1000	9 p. 100 =	90 +	9/10 ^{es} =	1900	90/19 ^{es} p. 100 —
1000	10 p. 100 =	100 +	10/10 ^{es} =	2000	100/20 ^{es} p. 100 —

Le même calcul presque mécanique donne pour les deux colonnes, seules importantes, c'est-à-dire pour le taux de l'impôt correspondant à un taux de revenu quelconque, les deux séries de rapports suivantes :

15 p. 100 de revenu paieront	6 p. 100 d'impôt.
20 p. 100 — —	6 2/3 p. 100 —
25 p. 100 — —	7 1/7 ^e p. 100 —
50 p. 100 — —	8 2/6 ^{es} p. 100 —
100 p. 100 — —	9 1/11 ^e p. 100 —
200 p. 100 — —	9 11/21 ^{es} p. 100 —
300 p. 100 — —	9 21/31 ^{es} p. 100 —
400 p. 100 — —	9 31/41 ^{es} p. 100 —
500 p. 100 — —	9 41/51 ^{es} p. 100 —
600 p. 100 — —	9 51/61 ^{es} p. 100 —
700 p. 100 — —	9 61/71 ^{es} p. 100 —
800 p. 100 — —	9 71/81 ^{es} p. 100 —
900 p. 100 — —	9 81/91 ^{es} p. 100 —
1,000 p. 100 — —	9 91/101 ^{es} p. 100 —

Mais il y a deux classes d'industriels bien distinctes ; il y en a trois même. Et elles ne peuvent être traitées de même par l'impôt sur le revenu. En un mot, il y a les rentiers, les commerçants, les salariés. On peut demander

pourquoi on ne tiendrait pas compte aux rentiers de leur pouvoir producteur dans l'évaluation de leurs revenus. Mais c'est qu'ils se bornent au fond à affermer leurs capitaux et à les faire valoir par le pouvoir producteur des autres, et que le leur, s'ils en ont un, est occupé autre part ou perdu. On leur en tiendra compte quand eux-mêmes, de leurs propres mains ou du travail de leur esprit, feront des profits ou gagneront des salaires; mais quand il s'agit d'évaluer les fermages de leurs capitaux, il faut s'occuper seulement de mettre au moyen de l'impôt une borne infranchissable à leur usure, à leur cupidité, de même qu'à leur avarice et à leur incapacité. Or c'est ce que nous avons fait au moyen de notre échelle à double progression; et c'est pour cela qu'elle n'est applicable qu'aux titres, mais à tous les titres de rente, foncière ou mobilière.

Quant aux commerçants et aux salariés, il n'en est plus de même. Ils ont tous un pouvoir reproducteur, et ils l'emploient; mais l'emploi qu'ils en font est très-différent. Les commerçants et marchands, s'ils ont un pouvoir reproducteur, ne l'emploient qu'à leur profit; ils ne produisent pas à vrai dire. Ils font un gain sur des produits qu'ils font circuler et qu'ils distribuent. C'est un travail d'intermédiaire qui est nécessaire entre le producteur et le consommateur; mais ce travail rentre dans les frais de production qu'il faut diminuer autant que possible. Sous ce rapport la société gagne au grand commerce qui se fait à meilleur marché; elle perd au petit commerce de détail qui lui coûte beaucoup plus cher. Ainsi, au lieu de ces nombreux petits boutiquiers qui distribuent à grands frais les produits dans les petites localités; chaque commune aurait de l'avantage à avoir un seul grand bazar, un entrepôt, une société de consommation qui, se fournissant directement dans les

grands centres de fabrication, pourrait l'approvisionner à beaucoup meilleur compte. Le moyen, ce serait de soumettre les industriels commerçants, en gros ~~et~~ en détail, à la même échelle fiscale que les titres de rente; car ce serait rendre le petit commerce impossible. Ce serait aussi, il est vrai, empêcher tous les profits usuraires. Tous les gains de commerce devraient se maintenir entre le taux légal et le revenu moyen, de crainte d'être atteints, soit par la progression descendante, soit par la progression ascendante.

La seconde échelle que nous avons donnée serait beaucoup plus favorable au commerce, et surtout au petit commerce, qui se fait en général avec de petits capitaux possédés en propre par le marchand, et sur lesquels il réalise de gros intérêts annuels, soit en les faisant circuler très-rapidement, quand le mouvement de la consommation le lui permet, soit en vendant parfois fort cher, c'est-à-dire en prenant un profit usuraire sur chaque objet qui passe par ses mains. La première échelle fiscale à double progression, mais à taux fixe entre 5 p. 100 et 10 p. 100 de revenu annuel, obligerait donc tous les petits marchands à avoir un capital beaucoup plus fort pour ne réaliser que les mêmes profits, à vendre davantage tout en ne gagnant que la même somme annuelle, c'est-à-dire enfin à vendre moins cher. Ce ne serait pas un mal, mais cela en tuerait beaucoup. Une pareille mesure, subitement appliquée, aurait de bons effets lointains en faisant établir partout les sociétés de consommation et les entrepôts, mais elle jetterait un grand trouble dans toutes les relations économiques.

La seconde échelle fiscale à progression continue est beaucoup moins lourde, à tous les degrés, sur toute espèce de profits ou de salaires. Ainsi des revenus professionnels

de 1 p. 100 du capital employé paieraient seulement 10/11^{es} p. 100 du revenu.

Des profits de 5 p. 100 paieraient 5/15^{es} p. 100; à 10 p. 100 la taxe s'élèverait à 5 p. 100 du revenu. A 25 p. 100 elle ne serait montée qu'à 7/7^{es} p. 100; à 100 p. 100 elle n'arriverait qu'à 9/11^{es} p. 100, et dès lors elle ne monterait plus qu'insensiblement, quel que soit le taux usuraire des profits de commerce. Il est vrai qu'à cette taxe variable sur le profit s'ajouterait la taxe fixe sur le capital employé; mais comme cette échelle est applicable aux travailleurs produisant à l'aide de petits capitaux, les deux taxes réunies ne pourraient s'élever à un taux total considérable. Ce taux, du reste, dépendrait de la quantité de capitaux employés et baisserait à mesure que celle-ci monterait par rapport aux profits. (Voir, pour les applications, le dernier chapitre : *Des impôts dans le canton de Vaud.*)

Une telle progression serait donc des plus avantageuses au commerce de détail; mais elle aurait le tort de ne pas mettre une entrave suffisante à ses abus. Il faudrait au commerce de détail une progression ascendante telle, que l'impôt arrêât à une certaine limite des bénéfices de monopole qui, en donnant un prix de luxe aux objets, en restreignît la consommation et par conséquent la production. Pour beaucoup de raisons, et par les plus fortes raisons, l'échelle à double progression serait préférable pour le commerce, malgré sa sévérité et à cause de sa sévérité même, mais seulement pour le commerce, dans les profits duquel n'entrent pas de salaires. Quant au grand commerce, qui se fait le plus souvent avec des capitaux considérables, mais des capitaux d'emprunt fort souvent, et qui surtout se fait avec de petits bénéfices, c'est encore l'échelle à double progression qui peut seule lui être appliquée. Elle aurait cet

excellent effet que, lorsque par l'accélération du mouvement commercial un chef de maison verrait ses bénéfices annuels passer le 10 p. 100 de ses capitaux, il diminuerait ses bénéfices pour ne pas entrer dans la série progressive. Augmenter chaque année son capital d'un dixième, de manière à le doubler en huit ans, ce doit être considéré comme un profit suffisant pour un honnête homme ⁽¹⁾.

A quoi donc appliquer notre échelle à progression continue? C'est l'échelle des salaires, l'échelle du prolétariat, l'échelle des grands profits faits sans autre capital que son capital personnel et ses facultés; c'est l'échelle fiscale de l'ouvrier maçon et de l'homme de lettres, du laboureur et de l'artiste. Pourquoi bornerait-on les profits des uns comme des autres par une limite fiscale infranchissable? Ces profits, ils les tirent d'eux-mêmes. Eux seuls produisent de rien, et tout ce qu'ils produisent est profit pour la société au moins autant que pour eux-mêmes. Ce sont les rouages premiers, indispensables de la machine économique; ce sont les véritables colonnes de l'édifice social, colonnes de tous ordres, de tous étages et de toutes proportions. Ils ne peuvent vivre sans de gros bénéfices, puisque n'ayant rien, ou presque rien, ils ne vivent que de ce qu'ils gagnent: et ce qu'ils ont gagné, ce qu'ils ont acquis par leur travail, sous forme de marchandises ou de rentes, rentre bientôt dans la règle commune et se trouve atteint par l'échelle fiscale à double progression; car alors ces biens une fois constitués demandent à être conservés et traités avec modération, sans perte comme sans gain illicite.

(¹) Il faut observer que dans le cas où l'échelle à double progression serait appliquée au commerce, elle devrait s'appliquer au revenu net, c'est-à-dire déduction faite de tous frais de commerce et d'entretiens du commerçant; l'échelle à progression continue, au contraire, pourrait s'appliquer au revenu brut, sans déduction de l'entretien des personnes.

L'échelle fiscale des salaires que nous proposons frappe progressivement les gros salaires, mais les frappe d'une progression lente, indéfinie, et qui, dans les revenus les plus élevés, devient logarithmique, de manière à ne jamais pouvoir les absorber, puisqu'elle ne peut dépasser cette limite infranchissable de 10 p. 100. Notre système dîme tous les revenus, toutes les richesses, tous les profits; il s'arrête avec respect devant le travail créateur et refuse de le dîmer. Il le taille seulement, mais avec une juste mesure. Le capital talent est là qui croît comme le revenu et empêche l'impôt d'absorber celui-ci. Ce capital est inaliénable, il est franc, on ne l'impose pas d'une taxe fixe, parce qu'il est libre, si essentiellement libre, qu'on ne peut le forcer à produire, qu'il ne peut ni se prêter ni se laisser féconder par d'autres mains. Il enrichit intellectuellement la société; il lui constitue de siècle en siècle un fonds social artistique, scientifique, littéraire, un fonds social inaliénable de beauté et de vérité; et encore il rapporte son décime annuel, moins une légère fraction, dans la mesure où il enrichit ceux qui en sont les détenteurs privilégiés.

Ces diverses taxes progressives, basées sur le capital spirituel du travailleur, serviraient donc de patentes rationnellement variables et seraient ajoutées à la patente fixe et proportionnelle basée sur son capital matériel. On peut dire que dans tout négoce, comme dans toute industrie, pour obtenir un revenu progressif avec les mêmes ressources matérielles, il faut une activité et des capacités personnelles qui augmentent progressivement et dont l'individu ne doit pas profiter seul, parce qu'il en doit une part à la société, que c'est d'elle qu'il les a reçues, et qu'il n'a pas le droit de lui en faire payer les services à un prix exorbitant.

CHAPITRE XLII

De l'impôt sur les profits agricoles.

SOMMAIRE. — La terre produit autant que les autres capitaux. — Plus-value perpétuelle du sol dans une société qui progresse. — Prime d'accumulation. — Le propriétaire foncier paie l'impôt sur tout son revenu. — Mais ne paie pas plus. — Le revenu du fermier n'est obtenu que par un travail. — Difficulté de l'évaluer. — Nécessité d'une assurance d'État sur les produits agricoles. — Le revenu du fermier peut être évalué d'après celui du propriétaire. — Le taux légal de l'intérêt et le cours de la rente foncière. — L'évaluation directe est impossible quant à présent. — L'agriculteur a-t-il un capital professionnel? — Calculs sur une exploitation agricole de 100,000 francs. — Ces tarifs tendraient à faire descendre la terre à sa valeur réelle.

L'une ou l'autre de ces deux échelles fiscales pourrait-elle s'appliquer aux profits agricoles? Il y a ici de grandes questions.

Nous avons vu que si le capital foncier était imposé d'après l'échelle mobile des revenus fixes, il se trouverait surtaxé progressivement, puisque la rente qu'il produit est toujours au-dessous du minimum de revenu ou taux légal de l'intérêt, et qu'il paierait en réalité 20 p. 100 de cette rente, comme tous les capitaux rapportant $1/2$ p. 100 du capital.

Cependant la terre produit beaucoup. Elle peut surtout produire quand elle est bien cultivée. Il importerait enfin qu'elle produisît davantage relativement à son prix vénal,

c'est-à-dire que ce prix ne s'élevât pas autant au-dessus de celui des autres capitaux. Mais il y a une raison pour que ce prix se soutienne et monte toujours dans une société qui progresse, c'est-à-dire dans une société où le chiffre de la population et celui de la richesse tendent l'un et l'autre à augmenter. Voici pourquoi : quand la richesse et la population augmentent, l'étendue de terre cultivable et la force productrice de cette terre n'augmentant pas, le prix des subsistances tend à s'élever, et par conséquent avec lui le revenu des terres qui en fixe la valeur vénale. Acheter des terres dans un pays qui progresse, c'est donc acheter une rente qui multipliera d'elle-même et sans travail, et qui, chaque année, chaque siècle, acquerra une plus-value vénale. De même donc que dans une maison, une propriété bâtie quelconque, le revenu doit comprendre une prime d'amortissement pour le remboursement du capital, de même, par une raison contraire, le prix vénal d'une terre renferme toujours une portion de revenu qu'elle produira et qui d'avance est capitalisée. Ainsi, une terre qui rapporte $2\frac{1}{2}$ p. 100 de rente annuelle, rapporte en réalité 5 p. 100, c'est-à-dire le taux légal à son propriétaire; mais une moitié de la rente se capitalise chaque année et s'ajoute au capital, de sorte qu'au bout de quarante ans cette terre peut avoir doublé de valeur vénale, et a constamment rapporté la moitié du taux de l'intérêt légal sur toute la totalité de sa valeur actuelle, c'est-à-dire de sa valeur acquise, en sus de sa valeur initiale au moment de la vente. En réalité, cette plus-value perpétuelle est donc payée d'avance toutes les fois qu'on achète une propriété, c'est-à-dire qu'on achète bien de la rente 5 p. 100, mais avec l'intention d'en capitaliser chaque année la moitié pour l'ajouter à son fonds, avec l'assurance de retrouver la valeur de cette économie le

jour où on voudra la vendre. Par exemple, j'achète 20,000 francs une terre qui rapporte 2 1/2; au bout de vingt ans, si la société est en progrès, sa valeur vénale aura augmenté de 10,000 francs. J'achète donc en réalité une rente que dans vingt ans je revendrai 30,000 francs. J'aurai eu chaque année 500 francs de revenu à dépenser, et, au bout de vingt ans, j'aurai plus de 10,000 francs d'économies. Acheter des terres, c'est escompter d'avance, acheter d'avance la plus-value du progrès social. Au contraire, si la société décline, le prix vénal des terres diminue, parce que, de même que dans une propriété bâtie, la rente doit alors renfermer une prime d'amortissement. Si, par exemple, je puis prévoir d'avance qu'une propriété que j'achète 30,000 francs n'en vaudra plus que 20,000 dans vingt ans, alors il faut que la rente qu'elle me rapportera me rembourse chaque année de la perte annuelle de valeur vénale qu'elle subit, c'est-à-dire qu'au lieu d'exiger une rente de 2 1/2 p. 100, j'ai le droit d'exiger une rente de 5 p. 100 net, ou même une rente égale au taux légal de l'intérêt, plus une portion de rente qui, étant capitalisée et accumulée, me produise en vingt ans 10,000 francs, c'est-à-dire au total environ 7 p. 100. On comprend dès lors le mouvement considérable de hausse de la valeur vénale des terres dans les pays ou même les provinces qui prospèrent; on comprend pourquoi, dans les provinces arriérées, le prix des terres se maintient si bas que la propriété foncière s'y vend encore au denier vingt et rapporte 5 p. 100, comme on le voit par exemple dans certains cantons de l'ouest de la France.

Il n'est donc nullement injuste que le propriétaire foncier paie l'impôt sur un revenu qu'il accumule, bien qu'il n'en jouisse pas, et sa rente annuelle s'élève en réalité à 5 p. 100 de son capital. Son impôt ne monte bien qu'à

10 p. 100 de cette rente. La terre enfin, comme tous les autres capitaux, produit 10 p. 100 de sa valeur en revenu net à la société, dont 5 p. 100 reviennent au propriétaire et 5 p. 100 au fermier. Mais le revenu du fermier n'est obtenu que par un travail dont il constitue les profits, tandis que le revenu du propriétaire lui revient sans peine, et à titre de ferme de son capital prêté. L'agriculteur jouit de la moitié du revenu total; mais une grande part de cette moitié est absorbée par son entretien, sa nourriture, celle de sa famille, de ses domestiques, en un mot par tous ceux qui, participant au travail, participent aux profits. C'est donc à lui à diminuer autant que possible ses frais de production pour obtenir un revenu net plus considérable, c'est-à-dire à s'ingénier pour employer le moins de bras possible, et à faire faire son travail par des machines ou du bétail. Mais il doit à l'État l'impôt sur toute cette moitié du revenu dont il jouit, c'est-à-dire qu'il doit le complément variable de la taxe totale sur le revenu, le propriétaire ne payant que la taxe fixe. Il ne la devrait avec justice que proportionnellement à son profit réel, à son revenu net, qui n'est pas toujours dans les proportions que nous venons d'indiquer ici, grâce aux exigences de son propriétaire ou grâce à sa propre incapacité, à sa paresse, à son inintelligence. Mais la difficulté, c'est d'évaluer de pareils éléments. D'ici à bien longtemps il ne sera pas possible d'exiger des fermiers un inventaire annuel. Ce sera possible seulement quand la grande culture se combinera au moyen de l'association avec la petite propriété. Alors l'industrie agricole rentrera dans les conditions générales du commerce et de l'industrie.

Il faut aussi rappeler ici que les iniquités féodales, les privilèges de race ou de noblesse, et, de nos jours encore, les lois qui régissent la propriété territoriale, ont toujours

fait à l'agriculture une place exceptionnellement défavorable dans l'industrie. Les populations rurales sont de tout temps demeurées fort en arrière du développement social contemporain; et tandis que d'un côté leurs facultés intellectuelles, morales et économiques leur offrent moins de ressource, de l'autre elles sont encore constamment pressurées par les populations urbaines toujours supérieures, et qui en raison même de cette supériorité, jouent toujours à leur égard, et par la force même des choses, le rôle de castes dominantes. De sorte qu'autrefois maintenues dans la servitude légale de la glèbe, elles sentent aujourd'hui peser sur elles une servitude de fait non moins réelle, mais plus équitable, parce qu'elle résulte de l'équilibre économique des facultés et non de privilèges arbitrairement constitués. Elles dépendent des propriétaires du fonds qu'elles cultivent; elles dépendent de l'industrie qui leur fournit leurs instruments; elles dépendent surtout de leur propre ignorance, qui ne leur permet pas de prendre dans l'État assez d'influence pour défendre leurs intérêts avec intelligence. De sorte que lorsqu'elles agissent politiquement, trompées qu'elles sont le plus souvent par des influences ennemies qui les dominent encore moralement et les égarent, elles agissent contre elles-mêmes, elles poussent la société ou plutôt l'entraînent à reculons, en sens contraire du progrès, de la liberté et de la justice. On ne peut donc espérer, aussi longtemps qu'une pareille situation sera maintenue, que l'agriculture rende à l'État autant que les autres industries. Elle ne peut payer qu'en raison de ses profits. Tant qu'elle sera pauvre, c'est-à-dire ignorante, sujette, trompée, égarée, elle ne paiera et ne devra payer que peu. Un long temps s'écoulera donc probablement avant que notre théorie lui soit applicable.

En attendant, que faire? L'agriculteur dispose d'un certain capital. Ce capital produit une rente qu'il paie au propriétaire ou qu'il garde, s'il est à la fois propriétaire et agriculteur. Cette rente doit payer l'impôt proportionnel au capital, la taxe fixe du revenu minimum. Au delà comment évaluer, sans arbitraire, les profits variables de ce capital, profits plus variables que tous les autres, parce qu'ils dépendent des saisons, des années, des prospérités ou des calamités naturelles ou sociales, enfin, de tout ce qui règle le cours des marchés, en général, et de tout ce qui a pu favoriser ou défavoriser tel agriculteur en particulier? Déjà nous voyons qu'on ne pourrait guère imposer les profits agricoles à un taux fixe et proportionnel aux capitaux employés qu'à la condition d'instituer sur les principes de la mutualité une assurance d'État contre l'incendie, la foudre, la grêle, les épizooties, et tout ce qui peut désoler et ruiner partiellement, soit un particulier, soit des communes entières. Dès lors on aurait une base plus fixe pour asseoir l'impôt sans injustice. Dès lors on pourrait évaluer le revenu de l'agriculteur par celui du propriétaire rentier qui est connu, et celui du propriétaire agriculteur par la valeur vénale de la propriété telle qu'elle est inscrite au cadastre. Cette valeur vénale étant elle-même toujours fixée par les jurés d'après le revenu net total de la propriété, serait toujours la base fixe sur laquelle il faudrait fonder le calcul, même pour évaluer le profit de l'agriculteur. En effet, le taux ordinaire de la rente foncière étant connu par le cours du marché, et ce taux, augmenté de la prime d'accumulation dans une société qui progresse et diminué de la prime d'amortissement dans une société qui décline, étant toujours évaluable, d'après le taux légal actuel de l'intérêt, à la moitié du revenu total, toute la part de revenu que

le propriétaire demanderait au fermier en sus de ce taux lui serait imputable à titre d'impôt sur les revenus, et le reste serait seul imputable au fermier. Le taux légal de la rente foncière est déterminé lui-même, ainsi que nous l'avons dit, d'abord empiriquement par le cours du marché, ensuite théoriquement d'après le mouvement général de progrès ou de décadence de la société, c'est-à-dire d'après le mouvement général de la population dans la circonscription agricole d'une province, et dans l'étendue moyenne de son marché, où sa production suffit à sa consommation. Ainsi, le taux légal étant fixé au-dessous du taux légal de la rente mobilière, le décompte de la prime d'accumulation donne la part de rente que le propriétaire doit recevoir du mouvement social; et plus ce mouvement est progressif, plus les profits du fermier sont assurés et considérables; plus ce mouvement est rétrograde, plus ils sont réduits et éventuels. De sorte qu'à mesure que la rente foncière s'abaisse, plus en réalité le profit agricole s'élève proportionnellement, de manière à rendre toujours le même revenu moyen que les autres capitaux. La rente fixe du propriétaire et la prime d'accumulation qu'il reçoit du mouvement social étant déduites de ce revenu moyen, le reste donne le taux moyen des profits agricoles relativement au prix vénal des terres.

On arrive donc à une approximation générale des plus exactes; et il ne peut plus y avoir que de faibles différences, de faibles irrégularités individuelles, que nous trouverons moyen de corriger. Il n'est plus besoin ici de faire l'inventaire des récoltes, comme pour lever l'ancienne dime ou l'ancienne taille; on évite, avec des frais de perception énormes, des perquisitions vexatoires, des estimations

arbitraires. L'évaluation directe des produits de la terre est impossible. Les récoltes se succèdent. Il y en a de permanentes. Une foule de produits sont journellement recueillis et profitent au cultivateur, mais échapperaient à toute supputation. Jusqu'à nouvel ordre enfin, jusqu'au temps des comptes courants et de la tenue des livres agricoles, il faut que la taxe fiscale des profits de l'agriculture soit fixe, si l'on veut qu'elle ne soit pas injuste, et surtout qu'elle ait ce degré de certitude que Smith estime au-dessus même de l'exacte proportionnalité.

C'est donc par le calcul encore, et par le calcul seul, qu'il nous faut essayer de déterminer les différences, les irrégularités particulières de l'approximation générale, autrement il vaudrait mieux renoncer à en tenir compte. Nous y arriverons par la comparaison individuelle du capital employé, toujours saisissable, au revenu supputé par approximation et par l'application d'une échelle fiscale à la série de ces rapports.

L'agriculteur a-t-il un capital professionnel? Il ne fait aucun apprentissage, ou plutôt cet apprentissage dure toute sa vie. Il grandit à côté de la charrue, et quand il est assez grand il la conduit. L'enfant du paysan travaille et paie sa dépense dès qu'il est capable de connaître sa main droite d'avec sa main gauche. Il apprend à travailler en apprenant à marcher et à parler : voilà pourquoi une famille nombreuse est une richesse pour un fermier. Autant d'enfants, autant de paires de bras de plus, autant de domestiques salariés de moins. Ce ne sont que des machines si l'on veut, mais ce sont au moins des machines productrices. Les enfants de nos villes ne sont pas plus que cela, et souvent moins. Si donc l'agriculteur a un capital professionnel, c'est au minimum qu'il doit être évalué, c'est-à-dire,

dans l'état social actuel, à 1,000 francs par homme, à 500 francs par femme.

De plus, chaque famille de cultivateur a un certain capital propre représenté par son cheptel, ses instruments aratoires, ses bestiaux, son mobilier, et pour tout cela il doit l'impôt fixe sur le capital. Avec tous ces éléments, nous classerons notre fermier dans l'échelle des capacités productrices, nous déterminerons le pouvoir producteur de tous les membres d'une famille de cultivateur ou même d'une association agricole composée de plusieurs familles.

Supposons, par exemple, une exploitation agricole faisant valoir une terre de 100,000 francs qui, au taux légal actuel, doit rapporter 10 p. 100 de revenu moyen, dont 5 p. 100 sont payés au propriétaire, moitié par son fermier, moitié par le progrès social, et dont 5 p. 100 restent au fermier. Celui-ci obtient donc par son travail un revenu total de $7\frac{1}{2}$ p. 100, car la part de rente due au progrès social ne provient pas de lui. Supposons que pour obtenir ce revenu il dispose, en outre des 100,000 francs que vaut la propriété, de 10,000 francs de cheptel et de mobilier, et que sa famille et ses domestiques se composant de cinq hommes et de dix femmes, leur capital personnel représente la somme de 10,000 francs. C'est en tout un capital de 120,000 francs qu'une association de dix personnes fait valoir. La division donne pour chaque membre de cette société 12,000 francs de capital qui rapporte $7\frac{1}{2}$ p. 100. C'est donc, pour l'association totale, comme pour chacun de ses membres, un pouvoir reproducteur égal à $7/10^{\text{es}} + 1/20^{\text{e}} = 15/20^{\text{es}}$ du capital employé par chacun, c'est-à-dire qu'elle dispose d'un capital naturel égal à 90,000 francs. Ce capital naturel, joint à 120,000 francs d'autres capitaux, donne un fonds total de 210,000 francs. Ce sont donc ces

240,000 francs qui en réalité rapportent 7,500 francs, c'est-à-dire $3\frac{4}{7}$ p. 100 au lieu de $7\frac{1}{2}$ p. 100. Elle paiera donc l'impôt sur sa part de revenu égale à 5,000 francs, au taux de $3\frac{4}{7}$ p. 100. D'après les données de notre échelle à progression continue sur les facultés reproductrices, les agriculteurs rentreront ainsi dans la série des classes salariales, en compagnie des manœuvres et des hommes de lettres, des grands fonctionnaires de l'État et des casseurs de pierres. C'est de la démocratie par excellence. La taxe sur le revenu de notre association ne sera donc que de 198 francs 57 centimes; il est vrai qu'elle paiera de plus, pour patentes personnelles, 50 francs, et pour son cheptel et son mobilier 50 francs; au total, 298 francs 50 centimes.

Mais cette somme doit être répartie entre dix personnes, dont chacune doit payer sa part si elle jouit d'un revenu. Ce n'est donc que 29 fr. 85 c. par chaque copartageant pour un revenu de 500 francs. Or, le chef de l'association peut à son gré élever le salaire de ses employés et leur faire payer leur quote-part, ou abaisser ce salaire et payer la totalité de l'impôt. Déjà du reste chaque salarié doit personnellement la taxe de son capital professionnel. C'est donc en réalité 50 francs de moins à déduire sur la taxe totale de l'association. Enfin le propriétaire du cheptel et du mobilier doit seul la taxe fixe de 50 francs sur le capital, mais aussi il doit s'en faire payer le loyer par l'association sur le taux de 5 p. 100, c'est-à-dire au prix de 500 francs. Si on avait appliqué à cette association agricole l'échelle mobile à double progression, quel eût été le résultat?

Il faudrait alors compter que la propriété rapporte en totalité 10 p. 100 et que le propriétaire paye 10 p. 100 de taxe fixe sur sa part, c'est-à-dire 500 francs. Le fermier devrait donc le complément, c'est-à-dire 500 francs de

taxe variable, outre la taxe de son capital personnel, de son cheptel et de son mobilier : au total 500 francs, ce qui serait énorme sur son revenu de 5,000 francs, revenu presque en totalité composé de salaires et qui ne donne en réalité que 500 francs par personne.

De ces deux combinaisons l'échelle à progression continue est donc la plus favorable à l'agriculture, la plus douce, la plus rationnelle, puisqu'elle s'enferme dans des limites restreintes qu'elle ne peut dépasser, et tient compte de la supériorité des facultés naturelles sans jamais rendre ces facultés onéreuses. Enfin elle offre un grand avantage à l'agriculteur qui cultive en grand et avec beaucoup de capitaux ; car si d'un côté des machines, du bétail, un cheptel considérable lui coûte une taxe fixe *ad valorem*, de l'autre la taxe sur le revenu qu'il obtient s'abaisse d'autant plus. Elle s'abaisse surtout d'autant qu'il a plus de domestiques, de salariés, de coassociés ; d'autant qu'il a une famille plus nombreuse qui représente un capital naturel plus fort, capital essentiellement producteur et cependant gratuit, sauf la taxe fixe du capital professionnel que doit chaque travailleur. De cette façon des bras en plus grand nombre seront rendus à la terre qui partout en manque pour produire, ce serait enfin un encouragement à la grande culture au moyen de l'association, et à tous les progrès désirables dans cette branche de l'industrie si arriérée relativement à toutes les autres.

Certainement qu'on ne peut trouver de plus justes bases d'évaluation pour un impôt atteignant les profits agricoles, et des tarifs plus aisés à appliquer, soit dans le cas où le propriétaire cultive lui-même, soit dans le cas où il a un fermier. Car pour établir les taxes, il suffit de connaître trois éléments de calculs : le prix vénal du fonds de terre

qui est donné au cadastre, le cours local actuel de la rente foncière qui donne le revenu total, le cheptel servant à l'exploitation, et le nombre des exploitants. Encore celui-ci n'a-t-il pas besoin d'être connu, chaque travailleur devant payer personnellement sa taxe professionnelle. De ces trois éléments, seuls nécessaires à connaître, se déduisent par deux calculs : d'une part la somme à payer par le propriétaire, de l'autre la somme à payer par l'agriculteur.

Si de tels tarifs étant appliqués paraissaient trop forts relativement aux charges supportées sur les mêmes bases par d'autres industries, ce serait alors un signe certain que le prix vénal du sol est monté au-dessus de sa réelle valeur d'utilité relativement aux autres capitaux, et leur application continuée ferait redescendre ce prix à un taux raisonnable. Ce mouvement de baisse, du reste, serait encore uniformément retardé jusqu'à l'équilibre ; car si le fermier était trop surchargé, au renouvellement des baux il y aurait baisse dans la quotité de la rente et dans son taux légal ; par conséquent baisse dans tous les éléments du calcul, baisse absolue dans la valeur vénale, baisse absolue dans la taxe fixe payée par le propriétaire sur cette valeur, et peut-être aussi une baisse relative, par le changement du rapport, entre la rente et le fonds, rapport qui tendrait alors à se rapprocher de celui de l'intérêt légal. La taxe du fermier dépendant aussi de ces deux éléments, serait diminuée, d'un côté, d'une manière absolue parce qu'elle serait calculée sur un moindre revenu net ; d'un autre, d'une manière relative parce qu'elle serait calculée sur un même cheptel et un même capital professionnel qui produirait moins ; mais elle serait d'autre part relativement un peu relevé parce qu'un moindre capital en terre eût produit un revenu qui n'aurait pas diminué dans la même

proportion, et augmenterait donc en quelque chose l'estimation du capital naturel abaissée avec les autres éléments du calcul.

Ainsi, par exemple, si le fonds que nous estimions tout à l'heure à 100,000 francs ne rapportait plus qu'une rente fixe de 2,000 francs à son propriétaire, par suite de l'échelle mobile qui menacerait les revenus trop faibles, la valeur vénale de ce fonds diminuerait en proportion plutôt plus grande que plus petite que cette réduction de rente, et tomberait peut-être jusqu'à 75,000 francs. Il paierait donc seulement une taxe fixe de 735 francs. Le fermier, de son côté, avec ce capital maintenant évalué à 75,000 francs, plus son cheptel de 10,000 et ses dix travailleurs représentant un capital professionnel de 10,000 francs, tirerait cependant un revenu total égal à celui qu'il obtenait auparavant. Mais comme nous avons calculé ce revenu d'après ce qu'il devait être, ignorant ce qu'il était, c'est l'application même de notre système qui l'a fait revenir dans des proportions normales avec la rente et la valeur du fonds. Ce revenu n'était peut-être en réalité que de trois fois la rente actuelle, c'est-à-dire 6,000 francs au lieu de 7,500 comme nous l'avions supposé; c'est-à-dire que le pouvoir reproducteur de ce fermier serait alors seulement de $6 \frac{6}{19}$ p. 100; c'est-à-dire égal aux $12/19$ du capital qu'il emploie, soit 60,000 francs, qui, joints à 95,000 francs d'autres capitaux, donnent un fonds total de 155,000 francs. Le revenu qu'il obtiendrait serait donc imposable au taux de 4 p. 100, c'est-à-dire à un taux plus élevé de $3/7$ p. 100 qu'il n'était dans notre précédent calcul; mais comme son revenu imposable n'est que de 4,000 francs au lieu de 5,000, finalement la taxe supportée par le fermier se réduit à 160 francs au lieu de 198 fr. 57 c. qu'elle

était, plus la taxe fixe sur son capital mobilier ou professionnel qui n'a pas varié. C'est donc toujours une amélioration de son sort à laquelle il ne faut pas manquer d'ajouter les 500 francs qu'il paie de moins à son propriétaire, et dont celui-ci retrouve une part en payant 125 francs de moins au fisc. La position du fermier serait donc bien plus aisée et celle du propriétaire n'aurait pas changé dans la même proportion quant au revenu. Un tel impôt aurait donc pour effet d'annuler au bout de quelques années, par la nécessité, tout bail consenti par un fermier à des conditions trop onéreuses, de borner la cupidité des propriétaires, d'abaisser le taux de la rente qu'ils réclament, de même que le prix vénal des terres, et de tendre à les faire tomber aux mains des agriculteurs. Or, tel doit être en effet le but économique d'un bon système fiscal sur les profits agricoles.

CHAPITRE XLIII

De l'impôt sur les profits et les salaires industriels.

SOMMAIRE. — Le même système fiscal est applicable à toutes les professions salariées, libérales ou ouvrières. — La difficulté est d'évaluer le revenu. — Le bilan annuel. — Moyens de vérification. — Le bilan d'un commerçant. — Les fonctionnaires et employés. — Les gens d'affaires. — Les médecins et les pharmaciens. — Les artistes et auteurs. — Les prolétaires. — Cadastre général des pouvoirs producteurs des individus et des nations.

Le même système d'imposition pourrait encore s'appliquer avec bien plus de facilité à toutes les professions salariées, ouvrières ou libérales, qu'au commerce et à l'agriculture. Tous les capitaux que ceux qui les embrassent pourraient posséder en propre, sous la forme de titres fonciers ou mobiliers portant intérêt fixe, ou dividende, devraient être mis à part et payer l'impôt selon l'échelle mobile à double progression. Le fonds de roulement ou plutôt d'établissement d'un homme de profession libérale ne se compose que de ses capitaux professionnels et de son mobilier. Son revenu professionnel annuel comparé à ce fonds d'établissement donne la valeur de son capital intellectuel, ou plutôt de son pouvoir reproducteur, et tombe ainsi entre deux termes quelconques de l'échelle fiscale à

progression continue sur les salaires du travail. De cette manière, son capital professionnel étant connu, il se verrait forcé d'accuser au fisc la valeur réelle de son mobilier, ou même d'augmenter cette valeur, s'il ne voulait voir l'impôt lui prendre une part toujours plus grande de ses revenus. Mais la difficulté, c'est d'évaluer ces revenus.

Cette difficulté n'est cependant point insurmontable. Si dans notre état social nous n'avons pu réclamer un inventaire annuel des agriculteurs, il n'y a plus les mêmes impossibilités quand il s'agit des classes les plus instruites de la société, c'est-à-dire des professions libérales; et le bilan annuel d'un prolétaire est toujours si facile à établir que la plume y devient inutile et qu'il peut en donner de vive voix les éléments au percepteur chargé d'établir son rôle.

Le bilan annuel des particuliers peut être à l'impôt sur le revenu ce que l'enregistrement serait à l'impôt sur le capital : une base fixe à éléments comparables entre eux. Puisque tout commerçant est assujéti par la loi à faire annuellement son inventaire, pourquoi cette charge serait-elle imposée à une seule classe de citoyens? Tous ne sont-ils pas en réalité des commerçants? Tous ne sont-ils pas ou du moins ne doivent-ils pas être à la fois producteurs et consommateurs, vendeurs et acheteurs, c'est-à-dire marchands, intermédiaires, industriels? Serait-ce un grand malheur que de forcer les gens à savoir une fois l'année s'ils ne sont pas en faillite, à empêcher peut-être qu'ils ne dépensent plus qu'ils n'ont, plus qu'ils ne peuvent? Quelles habitudes d'ordre n'introduirait pas dans la société l'obligation pour chacun de dresser l'état de sa fortune? L'enregistrement réformé donnerait une base certaine au crédit matériel. N'est-il pas utile aussi de donner une base cer-

taine au crédit moral, et ne serait-il pas bon que la puissance productrice de chacun pût être évaluée et connue. Le bilan annuel fournirait tout cela; en même temps qu'il donnerait à la statistique, avec le chiffre de l'augmentation annuelle du capital, le chiffre annuel du revenu pour toute la nation en général, et pour chaque profession en particulier. Ce sont là d'assez beaux résultats à atteindre pour qu'il vaille la peine de les poursuivre. Les moyens sont simples.

L'enregistrement fournirait à l'État le chiffre total annuel du capital; mais le chiffre de toutes les fortunes particulières ne pourrait être obtenu que par un dépouillement onéreux. Le bilan annuel des citoyens donnerait avec moins de peine le résultat de ce long travail; et la possibilité de le vérifier au moyen de l'enregistrement empêcherait toute fausse déclaration, menacée d'ailleurs de peines sévères. Ce bilan donnerait donc annuellement l'actif net de chaque particulier. La comparaison du bilan de deux années successives donnerait le chiffre de ses épargnes individuelles, nouvel élément de statistique impossible à obtenir autrement. Le bilan devrait porter en outre le chiffre de la dépense, et la dépense ajoutée à l'épargne produirait le revenu total, duquel beaucoup de particuliers l'auraient déduite par une soustraction contraire, s'ils n'avaient voulu s'astreindre durant toute l'année à tenir un compte de maison. La dépense totale cependant devrait se composer de deux éléments complémentaires au moins approximativement évalués : 1° les frais de production; 2° les dépenses de luxe. L'épargne ajoutée aux dépenses de luxe donnerait le revenu net qui aurait pour complément la dépense en frais de production, pour former le revenu brut ou total. Jusqu'ici tout est bien. Mais il s'agit d'obtenir la

sincérité des déclarations pour les divers éléments de ce revenu, comme nous avons vu qu'on peut l'obtenir pour le capital. Les moyens sont différents pour les diverses professions.

Les livres des manufacturiers ou commerçants font foi. Ils peuvent être requis de les présenter. Pareille mesure n'a rien de vexatoire. Ce n'est ni une violation du domicile, ni une vexation envers les personnes ou la famille ; c'est une inquisition qui s'arrête au seuil du foyer ; qui ne s'exerce que sur le résultat de l'activité de l'individu et non sur ses moyens d'activité. Elle respecte sa liberté privée, ses affaires intimes. Il n'est appelé à répondre qu'au sujet de ses rapports économiques avec le public. Le chiffre de sa dépense de luxe, de sa dépense de famille ne figure sur ses livres que sous la forme d'un total dans le détail duquel nul n'a le droit d'entrer. Le bilan qu'on lui demande est enfin celui du citoyen dans l'étendue de ses fonctions professionnelles et de son rôle spécial au milieu de la société.

Nous avons déjà vu que les livres de commerce ne sauraient être considérablement altérés sans exposer celui qui se rendrait coupable de cette malversation à des dommages dont il ne saurait vouloir courir les risques. Nous avons vu qu'il ne pourrait supposer des dettes, car si le créancier qu'il se serait supposé réclamait le remboursement, il ne pourrait faire valoir contre lui aucun titre, aucune contre-lettre : il ne pourrait nier la dette sans s'avouer coupable. De plus le créancier devrait être véritable, et la créance enregistrée. Autrement la fraude serait découverte. Et si la créance était enregistrée, celui qui en serait titulaire devrait en payer l'impôt au lieu du fraudeur. Or, il est douteux qu'on trouve aisément des gens assez complaisants pour

se dire votre débiteur et pour avoir le plaisir de payer vos dettes. Et si le faux souscripteur de la dette remboursait son faux créancier de la somme d'impôt qu'il aurait payée pour lui, alors le fisc n'aurait rien perdu et la fraude serait en pure perte ; ce serait une peine inutile et de plus dangereuse pour celui qui l'aurait prise.

Il est vrai que le chiffre de son capital passif étant augmenté, le rapport de ses profits à ce capital se trouverait changé et abaissé, de sorte que l'une ou l'autre de nos deux échelles progressives étant appliquée il diminuerait de quelque chose le taux de la contribution. Dans le cas où ce serait l'échelle mobile à double progression qui serait appliquée au commerce, une telle opération frauduleuse pourrait permettre au fraudeur d'obtenir un taux de profits annuel plus rapproché du maximum fixé à 100 p. 100 du capital roulant ou même supérieur à ce maximum. Ce serait là une raison pour ne pas appliquer cette échelle mobile, surtout au petit commerce de détail, où il y aurait de plus fréquentes tentations d'éluder la loi, et pour scinder en deux parts la législation fiscale du commerce : on assujétirait le commerce en gros à l'échelle mobile à double progression, qui est celle des petits profits faits avec de grands capitaux, et le commerce de détail, où il entre toujours un certain revenu provenant de salaires et un plus grand capital de capacités, à l'échelle à progression continue qui convient plus spécialement aux salaires en général et aux profits des capacités personnelles. De cette manière les avantages qu'on pourrait obtenir au moyen de dettes réciproquement supposées, par exemple, entre deux commerçants qui auraient tous deux du bénéfice à augmenter leur passif aux yeux du fisc et se garantiraient l'un l'autre dans leur fraude, seul cas possible où la fraude serait praticable,

ne vaudraient pas les risques encourus par l'un et par l'autre, si cette double malversation venait à être découverte. Car il y aurait toujours à craindre pour l'un et pour l'autre le cas de mort, qui ferait découvrir toute la trame au moment d'une liquidation.

Le commerçant ne pourrait non plus céler ses épargnes ; car une épargne se traduit par un nouveau capital, c'est-à-dire par un titre portant intérêt. Pourrait-il céler l'augmentation de son fonds de roulement en marchandises ? Il ne le pourrait qu'en falsifiant ses livres et son inventaire, ce qui n'est pas aisé et a de grands inconvénients en cas de faillite ou de mort. Mais, dira-t-on, il peut augmenter le chiffre de ses frais de production et diminuer celui de ses dépenses personnelles. D'abord cette falsification ne pourrait se faire que dans des limites assez étroites. Le bilan annuel de tous les contribuables de la même profession donnerait des éléments comparables entre eux. A moins qu'ils ne s'entendissent tous, il y aurait au moins soupçon de la fraude, et l'État pourrait se réserver le droit de les faire produire à meilleur marché en infligeant une petite amende à ceux qui seraient trop inintelligents de leurs propres intérêts. La seule grande augmentation de frais de production qu'il serait possible de supposer d'ailleurs serait sur le personnel de la maison, sur le nombre des commis ; mais quand nous parlerons d'imposer le revenu des commis et employés nous verrons qu'il faudra que tous les appointements payés et portés comme dépenses par les patrons se retrouvent et qu'il ne sera pas plus aisé de se supposer des commis que des dettes. Il y aurait encore un moyen de rendre cette supposition inutile ; ce serait de compter dans une exploitation commerciale le capital professionnel des employés comme nous l'avons fait

pour l'agriculture. Dans le commerce de détail, où, comme nous l'avons dit, il entre en grande part des profits de capacités et des salaires, ce serait juste, et cela diminuerait d'autant la progression trop rapide des échelles. De cette façon chaque patron pourrait avoir quelquefois avantage à avoir un plus grand nombre d'employés ; mais comme il ne pourrait les avoir sans les payer, et qu'il ne voudrait pas les payer pour qu'ils ne lui rapportassent rien, il n'en exagérerait jamais le nombre outre mesure. Ce danger ne pourrait guère exister que dans certains commerces où même sans cela on multiplie seulement par luxe le nombre des commis. Mais dans ce cas ce ne serait point un capital de 3 à 4,000 francs par commis employé qui permettrait d'atteindre à des profits beaucoup plus forts sans augmentation d'impôt, et les frais de production qui en résulteraient augmenteraient plus vite que les bénéfices qu'ils permettraient de réaliser.

Passons maintenant en revue les professions libérales quant aux possibilités de vérifier leur bilan.

Le revenu annuel du travail des fonctionnaires est connu. Si l'impôt sur le capital est établi, il fournit un moyen de vérification pour leurs revenus perpétuels. La nature et l'étendue de leurs fonctions, les études préparatoires nécessaires ou exigées pour les y rendre propres, donnent leur capital professionnel ; la police d'assurance donne leur capital mobilier. A défaut d'une police d'assurance, on pourrait l'évaluer approximativement d'après le prix de leur loyer. Leur capital professionnel et mobilier rapproché de leur revenu annuel donne le taux de leur puissance productrice, c'est-à-dire place leur revenu entre deux degrés quelconques de l'échelle fiscale à progression continue des salaires et profits de capacités. Si nous plaçons leur mobi-

lier dans leur fonds d'établissement, c'est que ce mobilier renferme leurs instruments de travail, leur bibliothèque ou autres valeurs, et qu'enfin leur situation sociale les oblige à un certain luxe, de sorte que leur dépense totale peut être à peu près considérée comme étant reproductrice, mais n'en est pas moins imposable, comme nous l'avons imposée chez l'agriculteur et chez le marchand; car, pour presque tout le monde, la dépense, reproductrice ou non, c'est le revenu, sauf l'épargne, qui n'est qu'une exception plutôt qu'une règle générale dans les budgets. Les seuls frais de reproduction non impossibles, ce sont les salaires des employés, parce qu'ils sont impossibles entre les mains de ceux qui les reçoivent, et que les imposer encore entre les mains de ceux qui les paient ce serait faire double emploi.

Il y a quelques difficultés de plus à saisir les revenus de ces employés dans les administrations particulières. Mais avec le chiffre de ses frais de production nous venons de voir que chacune de ces administrations peut être tenue de donner au fisc un état des appointements de ses employés. Chaque employé pourrait encore joindre à l'envoi de son bilan annuel un certificat de son patron, comparable avec la déclaration de celui-ci et avec son propre bilan. Cet élément ainsi obtenu, il en serait de ces sortes de revenus comme de ceux des fonctionnaires publics.

Quant aux notaires, avoués, agents de change, huissiers et autres gens d'affaires, tout acte, tout titre sortant de chez eux devant être soumis à l'enregistrement, donne au moins l'échelle relative de leurs profits, et même d'une manière absolue le montant licite de la plus grande partie de leurs honoraires, avec laquelle l'autre part, plus difficile à évaluer, devra toujours se présenter dans le même rapport approché. Il reste à défalquer sur ce revenu leurs

frais de bureau, qui consistent principalement dans les appointements de leurs clercs et dans le loyer d'un domicile. S'ils sont intéressés à élever autant que possible l'un et l'autre dans leurs déclarations, la déclaration du propriétaire de leur maison ou l'évaluation du cadastre, si cette maison leur appartient, avec le bilan de leur commis, dont l'intérêt agit en sens contraire, mettraient entrave à la fraude. Ils seraient donc contraints de présenter un bilan sincère sur lequel ils seraient ensuite classés selon leur puissance productrice; et toujours la déclaration de leur capital mobilier agissant en sens contraire de la déclaration de leur revenu, dans l'évaluation de leur taxe, ce dernier étant approximativement connu, ils auraient intérêt à élever la valeur de l'autre. Enfin dans le cas de charges vénales; le prix vénal de la charge est un capital saisissable, qui donne avec le revenu probable un nouvel élément dans l'assiette de la contribution sur le revenu. C'est en réalité une propriété foncière que son propriétaire fait valoir. La valeur vénale d'un fonds de commerce pourrait pareillement être mise en compte dans le budget des commerçants. Ce serait toujours au moins une base d'approximation ou un moyen de vérification.

De même il est aisé de savoir le nombre des causes défendues annuellement par un avocat. Il suffit pour cela d'un registre au greffe du tribunal, faisant mention du nombre des vacations, de celui des mémoires, etc. L'évaluation au moins relative des revenus des avocats d'une même ville et de tout un pays en ressortirait naturellement et donnerait un moyen de vérifier leur bilan et d'empêcher qu'il ne s'écartât trop de la justice. Si l'un d'entre eux produisait un bilan trop infidèle, il pourrait être confronté avec ceux de ses confrères plus sincères, au moyen d'une

simple proportion mathématique, entre le nombre des causes et la quotité des revenus. Cela pourrait même avoir l'heureux effet de les amener tous à adopter pour leurs honoraires un tarif plus exact, plus régulier et plus proportionnel au travail accompli, ce qui en France et en Angleterre, sinon en Suisse, serait une chose fort désirable.

Une espièglerie peu délicate d'un journaliste de Bordeaux nous suggère un moyen de fixer la quote-part d'impôt des médecins. Notre publiciste gascon s'imagina un jour de publier avec le bulletin hebdomadaire des morts de la ville, le nom des médecins qui leur avaient donné les derniers soins. Il se trouvait que les praticiens les plus renommés figuraient beaucoup plus souvent sur la liste que celui des autres, et l'opinion publique en tirait la conséquence, assez fausse, que les plus célèbres médecins étaient ceux qui faisaient le plus souvent mourir leurs malades. Ceux-ci voyaient rapidement diminuer leur clientèle. Ils n'imaginèrent rien de mieux que d'acheter assez cher le silence du journaliste, qui, à ce qu'on prétend, comptait d'avance sur ce résultat, et n'avait eu d'autre but que de l'amener. C'était donner dans un piège un peu grossier ; il aurait mieux valu payer un autre journaliste pour éclairer l'opinion publique, lui prouver qu'elle était dans le faux, qu'elle jugeait mal et qu'on ne mourait davantage entre les mains des plus savants médecins que parce qu'ils soignaient plus de malades. Parce qu'ils inspiraient plus de confiance on allait les chercher dans les cas les plus graves et souvent quand il ne restait aucun espoir de guérison ; et le nombre de ceux qui mouraient entre leurs mains indiquait donc au contraire à peu près le nombre des malades qu'ils rappelaient ou du moins qu'ils essayaient de rappeler à la vie : la ruse du gascon eût tourné au profit de leur célé-

brité et de leur fortune; le bulletin des morts eût été une réclame périodique en faveur de ceux qu'il aurait mentionnés. Au point de vue fiscal, il y aurait une considération de plus. Les médecins les plus célèbres se faisant payer leurs visites en raison de leur célébrité et du grand nombre de leurs malades, on ne va les chercher que dans les cas les plus graves et quand on ne peut plus rien ménager pour prolonger plutôt que pour sauver la vie d'une personne chère. Le nombre des morts auxquelles président les médecins n'est donc pas précisément en rapport avec celui de leurs malades, mais au-dessus de cette proportion, et donne assez exactement celle de leurs revenus. On pourrait donc parfaitement prendre ce moyen pour évaluer leur dette fiscale. Il suffirait pour cela d'ajouter une colonne au registre de l'état civil ou d'ouvrir un livre particulier. On pourrait de même mentionner le nom des médecins qui président à chaque naissance; on arriverait par la combinaison de ces deux éléments à une évaluation plus exacte et moins progressive du revenu relatif de chaque médecin d'une localité. On aurait de plus le revenu des sages-femmes.

On pourrait encore exiger des pharmaciens le dépôt annuel des ordonnances et formulaires qu'ils ont remplis. Cette mesure de sûreté générale servirait d'ailleurs à évaluer à la fois leurs revenus et ceux des médecins. De même, par mesure de sûreté, toute opération chirurgicale devrait donner lieu à une déclaration autant que possible préalable, sauf cas urgent, de la part de celui qui s'en charge.

Enfin, venons aux gens de professions diverses qui ne peuvent se classer dans aucune des catégories précédentes : tels que les écrivains, les journalistes, les artistes. Comment évaluer leurs revenus? Ce n'est pas aisé, mais ce

n'est pas absolument impossible ; de plus, au delà d'une certaine mesure d'exactitude cela n'est réellement pas désirable. D'abord le nombre n'en est pas grand ; ensuite rien n'est plus inconstant que leur fortune. La roue du sort tourne plus vite pour eux que pour le reste du monde. Enfin il faut à la pensée, à l'art, certaines franchises dont l'un et l'autre ne peuvent se passer : c'est une certaine latitude de caprice, d'incohérence, de spontanéité irrationnelle qui défie toute règle fixe. Il n'est guère qu'une manière d'arriver à les imposer avec équité : c'est de s'en rapporter à leur déclaration presque aveuglément. Il existe cependant certains moyens d'en vérifier les éléments divers. D'abord leur capital professionnel lui-même est très-difficile à fixer. Il n'y a pas d'études réglées, pas d'apprentissage réel pour un artiste ou un auteur. Ceux qui apprennent longtemps risquent fort de ne jamais rien savoir. En ces sortes de talents, la patente mesurée sur le temps risquerait donc d'être inverse du mérite : ce ne serait pas un mal en ce que, du moins, ce serait une prime donnée au mérite vrai, une amende imposée à tant de fausses prétentions littéraires et artistiques. Quand on aurait pris pour base chez un homme le nombre de ses années de collège, et pour une femme celui de ses années de pension, on ne serait pas bien certain d'avoir rencontré la proportionnalité avec le savoir acquis par l'un ou par l'autre ; mais le plus souvent avec l'argent perdu par leurs familles réciproques, pour leur faire acquérir quelque chose qu'on appelle de ce nom dans les établissements d'éducation, et qui autre part se nomme pédanterie, sottise, erreur et gaucherie. C'est en sortant de là qu'on apprend ; et le moyen de savoir, c'est parfois d'oublier de son mieux tout ce qu'on vous y a enseigné. C'est enfin un capital matériel qu'on y accumule

plutôt qu'un capital intellectuel ou professionnel. Cependant comme il faut peut-être pour se remettre l'esprit à l'endroit le même temps qu'on a perdu à écouter des leçons et à lire des livres qui ont pour effet de le tourner à l'envers, il se trouverait qu'indirectement cette base d'évaluation serait juste. Dans tous les cas, comme on n'en saurait trouver de meilleure, il faut bien s'en contenter, mais dans le cas seulement où les contribuables dont nous parlons ici ne l'auraient pas fixé eux-mêmes avec une équité plus rigoureuse. Ce qu'on cherche à évaluer dans le capital professionnel, c'est le nombre d'années passées à des études, à des exercices, à des travaux préparatoires, onéreux le plus souvent bien loin d'être productifs; or un auteur, un artiste, connaît seul combien a duré cette lutte souvent si longue et qui, pour quelques-uns, ne s'achève jamais. Sa valeur vénale devrait donc être supputée, moins par le temps qu'elle dure que par le succès qu'elle obtient, soit au point de vue scientifique, soit au point de vue économique. Au point de vue scientifique chacun serait tenté d'estimer très-haut son capital acquis, mais comme cette estimation aurait des conséquences onéreuses au point de vue économique, l'amour-propre se trouverait suffisamment retenu par l'intérêt. Il faudrait donc supputer la valeur du capital professionnel des artistes et auteurs sur un certain minimum d'années d'études déterminé pour chaque spécialité artistique ou littéraire; et d'après cette base établir une patente fixe, laissant chacun libre d'élever cette patente au taux qu'il croirait convenable, sans pouvoir l'abaisser au-dessous de ce minimum légal: nous verrons tout à l'heure qu'il pourrait y avoir quelque avantage pour le contribuable à l'élever même assez haut. Cette patente des auteurs ou artistes une fois fixée devrait être combinée avec deux élé-

ments : d'abord avec leur capital mobilier, y compris leurs instruments de travail, et leur bibliothèque, si ce sont des écrivains. Tout cela serait donné par la police d'assurance. Dans le cas où ils habiteraient en garni, on capitaliserait leur loyer annuel, sans leur en faire payer la taxe fixe, bien-entendu, mais seulement pour arriver par là à une évaluation de leurs revenus, qui seraient fort approximativement donnés, au moins d'une manière relative, par la valeur de leur capital mobilier ajoutée à celle de leur capital professionnel. Le prix de leur loyer ou la valeur de leur mobilier sont des éléments très-mobiles d'approximations qui ont l'avantage de suivre assez exactement, en général, toutes les fluctuations de la fortune de ces ouvriers de l'intelligence. Leur capital mobilier avec leur capital professionnel fournirait ainsi la valeur de leur fonds d'établissement. Au cas où ils persisteraient à déclarer une somme de revenus évidemment au-dessous de ce que leur train de vie ou leur vogue publique accuse, on décuplerait le prix de leur loyer comme moyen d'approximation. Leur fond d'établissement, comparé à ce revenu ainsi obtenu de force ou de bon gré, donnerait leur puissance productrice, c'est-à-dire le taux auquel ce revenu doit être imposé d'après l'échelle à progression continue. C'est donc dans le cas où ils seraient obligés d'accuser un gros revenu qu'ils auraient avantage à enfler les chiffres de leur capital professionnel et de leur mobilier afin d'approcher le moins possible du taux maximum de 10 p. 100. Du reste, ainsi que nous l'avons dit, les artistes et les auteurs en général sont gens qui aiment à gagner beaucoup d'argent, mais surtout pour le plaisir d'en dépenser beaucoup, et qui tiennent à la réputation plus qu'à tout autre chose. Il suffirait donc que l'impôt qui les atteindrait fût un impôt à catégo-

ries basées sur la valeur personnelle, comme serait la patente fixe et l'échelle des pouvoirs reproducteurs, pour qu'ils tinssent à honneur de ne se jamais classer trop bas. Leur déclaration serait toujours plutôt au-dessus qu'au-dessous de la vérité.

Nous avons parcouru toutes les professions donnant, soit des profits, soit des salaires de monopole. Il reste le prolétariat, les professions donnant seulement des salaires de concurrence universelle. Déjà nous avons vu comment l'ouvrier qui n'a que ses bras pouvait être atteint par l'impôt sur le capital, sous la forme d'une patente professionnelle fixe. Tant que l'impôt militaire subsistera, tant qu'il existera des impôts indirects tombant partout sur les classes pauvres, il faut bien se garder d'y rien ajouter de plus. Peut-être même serait-ce déjà trop. Mais à d'autres époques plus heureuses et que nous voyons poindre dans l'avenir comme une espérance, les revenus de l'ouvrier pourraient être évalués comme ceux des employés d'administration, au moyen d'une déclaration, non pas annuelle, mais mensuelle des chefs de fabrique, portant état du nombre de journées et du montant en argent payé par eux à chacun de leurs ouvriers. Cette déclaration serait sanctionnée par l'examen de leur bilan d'une part, et de l'autre par les déclarations mensuelles correspondantes des ouvriers eux-mêmes et de leurs livrets qu'ils seraient tenus de présenter chaque mois au règlement fiscal. Le taux de l'impôt qu'ils supporteraient serait fixé de même sur le rapport entre leur revenu du mois et le douzième des divers capitaux dont ils disposent comme capital professionnel, payant la patente fixe, et comme capital mobilier chargé de même de la taxe fixe; ce rapport fixerait le taux de leur impôt variable d'après l'échelle à progression continue.

Il résulterait de cette combinaison fiscale quelque chose de plus important qu'un cadastre de la richesse foncière ou mobilière ; il résulterait un cadastre tout dressé par provinces, par professions, sexes et catégories de toutes sortes, de la puissance productrice des diverses provinces dans la nation, et des nations entre elles, en un mot un classement général des citoyens dans l'État, et des races dans l'humanité. A quelles inductions scientifiques, philosophiques et politiques surtout n'arriverait-on pas à l'aide d'une pareille statistique ?

Si jamais un cens quelconque devait être rétabli comme base de la jouissance de certains droits civils ou politiques, ce serait alors sur l'échelle des capacités qu'il devrait reposer et non pas sur celle des richesses si souvent dues à un hasard aveugle et malencontreux dans ses faveurs. L'homme le plus utile à lui-même et à l'État, c'est celui qui avec peu fait beaucoup ; c'est en général le plus intelligent à tous égards, le plus capable de remplir un rôle important dans la société ; c'est celui qui gagne le plus et dépense avec la même aisance ce qu'il gagne, beaucoup plus que celui qui entasse, accumule et thésaurise. Certes ces hommes avides qui, partout où ils s'arrêtent, savent amasser un trésor, sont utiles à certains égards, mais utiles surtout pour fournir des moyens d'activité à d'autres qui accumulent moins de richesses créées, mais créent eux-mêmes celles dont ils vivent et qu'ils répandent à pleines mains. Ceux-là sont les seuls bienfaiteurs réels de l'humanité ; car ce sont les seuls qui lui donnent quelque chose d'eux-mêmes ; et ce quelque chose qu'ils dispersent avec indifférence et dédain, est amassé sans aucune augmentation qui leur soit propre par ces autres négociants parcimonieux qui ne font en réalité que saisir au passage une

rognure de chaque pièce d'argent qui vient à passer entre leurs doigts. C'était à ce point de vue que M. de Girardin avait raison de ne vouloir imposer que le capital. Le revenu s'impose de lui-même en se répandant. Que peut-on demander de plus à celui qui donne tout ce qu'il a à mesure qu'il le possède? Mais pourtant nous avons vu que d'autre part l'impôt du revenu était justifiable, rationnel, qu'il était le lien civique de ces prodiges qui donnent tout à tous, et qui sans cela ne tiendraient à rien. Nous verrons même comment il peut servir à suppléer à leur imprévoyance de l'avenir. Enfin il nous donne une estimation des capacités sociales, et classe mieux à son rang chaque individu dans la société. Chaque rôle de contribuable changé ainsi en brevet de capacité assurerait une sorte de crédit moral à l'homme actif, intelligent et puissant reproducteur de la richesse. Un capitaliste lui confiera plus aisément la ferme de ses fonds, un chef d'industrie le prendra de préférence dans son atelier, un père lui donnera volontiers sa fille. Comme revers de la médaille, si quelque protégé inepte, avec une instruction écourtée, arrive à remplir quelque sinécure publique ou particulière, rapportant de gros appointements, il payera la taxe d'un homme de mérite; mais aisément jugé par ceux qui le connaissent de près, son crédit moral ne s'en trouvera nullement agrandi auprès de ceux qui ne mesurent pas leur estime à la quotité absolue du revenu des gens. Une pareille erreur de notre échelle des capacités ne serait du moins possible qu'en pareil cas; ni les professions libérales, ni le commerce, ni le prolétariat, ni l'agriculture ne pourraient en donner l'occasion; et là chacun serait coté au rang que lui assignent ses œuvres.

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

CHAPITRE XLV

De l'impôt sur l'oisiveté.

SOMMAIRE. — Les rentiers ne devraient-ils que l'impôt sur le capital? — Ils sont riches par la naissance et non par le travail. — Profession obligatoire. — Impôt progressif sur le revenu total des oisifs. — Professions nobles. — Obligation du travail pour les femmes. — Leur capital professionnel. — La maternité exempte d'impôt. — La femme économe. — Quand doit-elle la patente? — L'obligation de l'activité s'arrête devant la vieillesse.

Venons à parler des oisifs, c'est-à-dire de ce qu'on appelle les rentiers, de ceux enfin qui seraient atteints exclusivement par l'échelle mobile des revenus perpétuels parce qu'ils ne doivent leur fortune qu'à la capacité productrice d'autrui. Ils ne paieraient en réalité que l'impôt sur le capital évalué au tarif légal de l'intérêt, à moins que leur revenu dépassant ce minimum à l'aide de dividendes, leur taxe ne s'élevât proportionnellement avec lui. Mais ils ne seraient toujours grevés que proportionnellement à ce revenu, quelle qu'en fût du reste la quotité absolue souvent énorme au point de vue de leur accumulation dans les mêmes mains. Et cette accumulation, c'est la naissance ou un heureux hasard qui le plus souvent l'a produite, ce n'est pas le travail. Tous ceux qui travaillent seraient donc atteints par la progression, et les oisifs heureux seraient seuls exempts de ses justes sévérités compensatrices? Ce serait une iniquité.

« L'oisiveté est à la charge de l'État et le travail à ~~sa~~ dé-charge, » disait le marquis de Mirabeau. Qu'on impose donc progressivement l'oisiveté ; si l'impôt doit avoir une tendance morale, ce doit être de la frapper pour la détruire. Au moins le fisc ne sort point en cela de son rôle purement économique. Celui qui travaille, celui qui produit, s'enrichit ; mais il enrichit aussi l'État. Il l'enrichit directement par l'impôt et indirectement par le reste de la richesse qu'il garde ou dépense et qui en somme est toujours une portion de la richesse publique. Aucun citoyen n'a donc le droit d'être oisif : ce principe est absolu. Aucun citoyen ne peut s'affranchir du travail, même à condition de ne jouir de rien, de ne dépenser rien, de faire vœu de pauvreté, d'abstinence, et de toutes les vertus absurdes que des théosophes affolés ont inventées à leur profit, pour la honte de l'humanité, et comme une offense à Dieu. Du moins l'oisif qui dépense fait encore vivre de son bien celui qui travaille pour lui. Un Antoine dans son désert est une créature dévoyée de sa loi, à laquelle il faudrait de nos jours administrer des douches. Mais si le consommateur oisif n'est pas fou, il est égoïste. Il vit aux dépens d'autrui. Si cher qu'il paye chacune de ses jouissances, elles sont gratuites en réalité, s'il ne rend à la société travail pour travail et peine pour peine.

Donc, vous tous qui n'avez vécu jusqu'ici que pour détruire, prenez une profession quelconque. Vous paierez la patente fixe de votre industrie, et elle n'augmentera que selon ce qu'elle vous produira. Mais si vous voulez absolument rester oisifs, vivre en grands seigneurs, et vous déclarer incapables en votre qualité de gentilshommes ou de nobles dames, alors vous paierez l'impôt sur votre profession, c'est-à-dire l'impôt progressif sur l'oisiveté.

La base en est facile à établir. Plus vous êtes riches, plus votre puissance productrice naturelle est multipliée par vos richesses et plus par conséquent votre oisiveté est onéreuse à l'État. Vous payez déjà en raison de l'oisiveté de vos capitaux, il faut payer pour l'oisiveté de votre personne et de vos facultés. Outre les jouissances matérielles, tous les trésors de l'instruction vous sont dispensés, toutes les sciences, tous les arts sont mis à votre portée, et vous n'en profitez pas, et tous ces biens demeurent en vous improductifs et immobiles ! Cela ne doit pas être ; ce n'est pas dans l'ordre. Payez donc à la société en argent ce que vous lui refusez en services personnels.

Sur votre bilan annuel, duquel vous ne pouvez rien soustraire, parce qu'il ne contient que des titres enregistrés sous votre nom, et dont la valeur est connue, capital et intérêt, on peut établir une taxe progressive, croissant avec la somme des revenus accumulés entre vos mains, suivant une progression logarithmique indéfiniment continuée. De cette sorte plus vous êtes riches, plus vous deviendrez pauvres, si vous vous obstinez longtemps à vivre noblement à la façon des anciennes aristocraties, noblesse qui n'est plus du reste celle de notre temps, noblesse qui heureusement passe tous les jours de mode. Cette mode, vous pouvez encore la garder pour vous comme vieille habitude. Vous ne sauriez revêtir la livrée des travailleurs, elle vous siérait trop mal. Mais payez le droit d'être noble : car noblesse oblige. Elle obligeait autrefois au courage, à l'héroïsme ; n'obligerait-elle aujourd'hui qu'à la paresse, à la lâcheté, à cette noblesse orientale où du reste toutes les noblesses en décrépitude finissent toujours par s'endormir ?

Vous paierez le droit d'être noble, et ce droit qui sera

lourd, vous engagera à faire de vos enfants des roturiers de talent. Au fond, ce ne sera pas déchoir, croyez-le bien. Vous étiez dans la société des chevaux de luxe ; vos descendants seront des locomotives : cela coûte moins et cela travaille plus. Pour faire équilibre à cette accélération du mouvement de la richesse matérielle qui tend à tout transformer dans notre ordre social, il serait besoin aussi d'une accélération dans le mouvement de la richesse intellectuelle. Il serait besoin d'un grand nombre de chevaux-vapeur de la pensée pour tracer à travers ce monde qui semble mourir à l'esprit, au sentiment, à l'idée abstraite, à l'idéal, de rapides et profondes traînées de lumière et de vérité, de poésie réelle, de science vivante et morale. Ce rôle ne vaut-il pas celui d'oisif ? un tel travail, est-ce un déshonneur ?

Faites donc le sacrifice de votre paresse titrée, prenez une profession quelconque, facile à remplir, si vous doutez de vos forces :

« Soyez plutôt maçon, si c'est votre talent. »

ou même perruquier ou décrotteur : c'est un impôt de votre orgueil plutôt qu'autre chose qu'on vous demande. Vous paierez la patente fixe qui n'est pas lourde. La personne d'un prolétaire n'est pas évaluée cher en capital matériel ; et l'on ne comprend pas comment la force qu'il a naît de ce qu'il absorbe, quand on voit des gens qui consomment tant et qui sont si frêles, si inféconds de corps ou d'esprit. Travaillez donc un peu, essayez du régime du prolétaire, vous ne vous en porterez que mieux ; ou bien payez l'impôt des gens qui s'abreuvent des sucs les plus nourriciers de la terre et de la société, sans même paraître en profiter,

sans lui en rien rendre, et qui remplissent au milieu d'elle le rôle affligeant des Danaïdes. Nous ne poursuivons nullement la richesse, nous la respectons au contraire quand elle est bien placée et intelligemment répartie; nous ne poursuivons même pas l'incapacité, nous ne lui demandons que ce qu'elle peut donner; nous ne poursuivons que la paresse et la vanité. Ce sont les seuls objets de luxe qui nous paraissent spécialement imposables. Vous craignez la ruine, vous redoutez l'amende fiscale sur vos héritages; faites quelque chose, inventez si vous le voulez des professions de luxe, des professions nobles, de nouvelles professions libérales. Vous qui donnez le ton au monde, donnez-lui le ton du travail, et qu'un immense concert d'activités s'en suive. Vous serez peintres; vous copierez plus ou moins bien, mais à grand nombre d'exemplaires, les tableaux des grands maîtres, à défaut de génie pour être maître vous-mêmes. Vous appellerez à votre aide la gravure, la photographie. Vous serez sculpteurs, ciseleurs d'après les procédés du galvanisme. Le plâtre et les métaux reproduiront sous vos mains les formes du marbre et du bronze. Et le peuple, enrichi par un nouveau système fiscal qui lui prendra moins et lui donnera davantage, aura de quoi acheter vos œuvres et en orner sa demeure plus heureuse. Il connaîtra vos noms, et au lieu de les haïr il les aimera pour ces jouissances que vous lui donnerez. Vous traduirez les bons ouvrages dans toutes les langues; vous compilerez ceux qui sont écrits dans la vôtre; vous ferez des dictionnaires ou même des almanachs, des traités élémentaires ou des romans. Il ne faut pas bien du génie pour tout cela; il faut seulement, la plupart du temps, avoir un peu de quoi vivre d'autre part, parce que c'est un métier inconstant et sujet à chômage. Vous mettrez peut-être quelques

mauvaises choses de vos préjugés héréditaires dans ces travaux forcés auxquels le fisc vous condamnera. Qu'importe ! la part de bon que vous emprunterez aux autres, le reflet inconscient de la lumière du siècle, qui s'y mêlera malgré vous, l'emportera toujours. Comme en Amérique la presse prendra une activité nouvelle, une influence entraînante et universelle. La grande guerre des idées sera ouverte, et tous y prenant part, la plus grande vérité l'emportera, comme en d'autres combats le plus grand courage. Enfin les plus raisonnables d'entre vous, les moins vains, les moins empreints de préjugés, ceux qui ne se supposent pas des aptitudes nobles par la seule raison que leurs aïeux leur ont transmis, soit un nom célèbre, soit une grande fortune, se feront grands manufacturiers, grands agriculteurs. Ils paieront des impôts plus lourds, mais cependant ils s'enrichiront d'autant plus, au lieu d'en être ruinés, et au lieu de restreindre leurs jouissances ils pourront les étendre au profit de tous.

De cette obligation du travail nous n'excluons nullement les femmes. Chacune d'elles doit avoir une profession attitrée, sauvegarde de sa dignité en cas de besoin, et en cas de revirement de la roue de la fortune. Une femme doit avoir une profession, ne serait-ce que celle de mère de famille qui n'est point l'oisiveté. Mais pour que la mère de famille soit réellement capable de remplir son rôle, qui en réalité est le professorat, il lui faut une éducation préparatoire. La femme est par droit et par devoir institutrice de ses enfants : voilà pourquoi elle doit être instruite, et très-instruite. A ce point de vue déjà son éducation représente un capital professionnel dont elle doit payer l'intérêt, la patente fixe. Mais elle doit la payer seulement jusqu'à l'instant où elle devient mère. Pourquoi cela ? dira-t-on. Parce que

avant d'être mère elle peut tirer un revenu de ses talents, elle le doit dans l'intérêt de ses talents mêmes afin qu'ils ne diminuent pas dans l'inaction. Elle peut instruire des orphelins ou les enfants d'autres femmes incapables. Elle peut produire, écrire, être travailleur, être artiste, négociant même ; rien ne s'y oppose, on en a vu, et l'épouse de Mahomet conduisait un important négoce : ce n'est donc pas chose toute nouvelle. La femme marchande a seule joui de tous ses droits civils alors que toutes les femmes nobles ou serves étaient sous l'étroite tutelle féodale, ou *in manu* sous le droit romain. Mais aussitôt que la femme devient mère, son travail le plus vrai, le plus grand, le plus important, c'est l'éducation de ses enfants ; et elle fait bien de s'y consacrer tout entière, si toutefois ses aptitudes individuelles l'y portent naturellement.

Alors ce travail qui lui coûte et ne lui produit rien, ce travail accompli tout entier au profit de la société, à laquelle elle prépare de nouveaux citoyens utiles, est une contribution suffisante. Nul homme n'en paie à l'État une aussi forte, sauf quand il lui donne sa vie sur un champ de bataille. La maternité, c'est le service militaire des femmes. Chacune le doit sans exception, quand elle en est requise avec honneur, et nul ne peut songer à imposer le soldat en activité de service. Mais si avec sa profession de mère elle en accumule une autre, si enfin elle renonce à cette part de maternité qui constitue son rôle d'éducatrice pour exercer une autre profession, elle doit la patente de cette profession. Car alors il faut qu'elle confie ses enfants à une autre, il faut qu'elle les envoie aux écoles publiques : elle doit donc l'impôt. Car si elle fait élever ses enfants par une institutrice, ce doit être parce qu'elle se sent incapable de les instruire elle-même et qu'elle préfère un autre travail.

Toute femme n'est pas capable de celui-là ; et si elle en est incapable, il vaut mieux qu'elle s'en décharge et qu'elle gagne un salaire pour payer les services d'aptitudes plus spéciales. Mais qu'elle ne s'en décharge pas pour ne rien faire ; l'impôt sur l'oisiveté l'atteindrait sur la part de revenu dont elle jouit dans sa famille. Pas d'oisifs : voilà la meilleure maxime de gouvernement.

Mais la femme épouse, en dehors de la maternité, n'est pas oisive, objectera-t-on. Elle est administrateur, elle est économe de la maison de son mari. En effet. Mais alors pourquoi tant de servantes inutiles ? Ce qu'elle fait faire, elle ne le fait pas. Est-ce un travail que de commander à une cuisinière, à une femme de chambre ? est-ce un travail que de prendre dans la caisse conjugale ce qu'il faut chaque jour à la dépense de la maison pour le mettre aux mains de domestiques souvent infidèles, inintelligents ou négligents ? Quand ce rôle devient celui d'un administrateur ou d'un économe, il demande des aptitudes, un enseignement préparatoire ; à ce titre il doit une patente fixe, peu considérable, il est vrai, mais il en doit une : c'est une profession qui représente un capital. La femme qui n'a point de domestiques ne doit pas même pour cela être affranchie de tout impôt. Elle remplit son rôle d'épouse, elle en doit la patente, ce rôle lui donne un revenu. Celle qui fait tenir sa maison par des mercenaires, mais qui exerce une profession personnelle, ou prend une part active à la profession de son mari, à titre d'associé, de teneur de livres, de clerc, de secrétaire, d'aide, de préparateur, doit l'impôt de sa profession ; celle-là seule qui remplit elle-même et sans aide à la fois son rôle de mère et d'épouse, d'éducatrice et d'économe, doit être affranchie de toute contribution ; sa vie est remplie, mais remplie d'un dévouement gratuit. Elle donne tout, on ne peut lui

demander rien de plus. C'est le soldat sous les armes, qui, dès ce moment non plus, ne doit plus rien parce qu'il ne gagne plus rien. La mère de famille ne doit pas même l'impôt militaire, puisqu'elle le paie en services personnels, au même titre que les hommes eux-mêmes. Tout autre femme le doit, ainsi que nous l'avons vu.

Une femme de service, une seule, doit être accordée à la mère éducatrice pour l'aider dans la tenue de sa maison pendant qu'elle veille auprès de son enfant. Au delà, elle doit l'impôt pour ce rôle d'économe dont elle se décharge. Et si une institutrice ou un instituteur entre dans sa maison et y demeure, ou bien si ses enfants ou un seul d'entre eux est, avant l'âge de douze ans, placé à demeure dans une maison étrangère, et que, sans avoir aucune profession spéciale, elle garde autour d'elle des domestiques ou même une seule servante, sauf le cas de maladie, elle doit l'impôt sur l'oisiveté. Car elle n'est plus alors qu'un inutile joujou dans la maison d'un amant légal : elle n'y remplit en aucune manière son rôle social. Donnez aux femmes du luxe tant qu'elles voudront, mais ne les laissez pas oisives : c'est l'oisiveté seule qui les perd. Le luxe seul en fait des poupées ; mais le luxe avec le travail en ferait des femmes vivantes, sachant associer la beauté et l'élégance à l'utilité.

Dans notre système d'impôt, la maternité seule, mais la maternité complète, rôle auguste et en quelque sorte sacré, serait donc seule exempte de toute patente professionnelle ; ce serait la seule profession libre. Cette exemption devrait même suivre la mère après que tous ses enfants ont quitté son toit les uns après les autres pour entrer eux-mêmes dans la vie sociale avec les talents qu'ils ont acquis, sinon d'elle, du moins sous sa surveillance et sous sa direction immé-

diates et perpétuelles : elle est dans le cas du militaire retraité après son temps de service actif. Celle qui n'a jamais été mère, celle qui n'en a jamais rempli personnellement le rôle, c'est-à-dire qui n'a jamais payé son tribut social que dans les revues et fêtes maternelles, ou dans le grand *landsturm* des passions, c'est-à-dire qui a bien voulu paraître un jour à la bataille au risque même d'y être blessée, mais qui a refusé le service plus pénible des longues campagnes et de la vie des camps, celle-là doit l'impôt toute sa vie. Avoir un enfant ! pour beaucoup de femmes c'est un caprice plaisant dont elles refusent ensuite de remplir les devoirs.

Cependant cette activité obligatoire ne s'arrêterait-elle pas devant l'âge ? Ce serait une injustice, une barbarie. Mais toute taxe personnelle peut se ployer avec élasticité à toutes les exigences de la justice. Un impôt réel sur les choses est aveugle, il ne sait à qui il s'adresse. De même que l'impôt personnel ne saurait atteindre l'enfant, mais seulement l'individu en possession de toutes ses forces, il doit diminuer devant la faiblesse, reculer devant la vieillesse, s'arrêter devant l'infirmité. A partir de cinquante ans pour les femmes et de soixante ans pour les hommes, ils peuvent renoncer à leur capital professionnel comme à leur profession ; l'impôt sur l'oisiveté ne les atteindra plus. S'ils continuent de travailler, de faire valoir de leurs mains un certain capital, ils continueront de payer leur patente, mais une remise de $1/10^e$, augmentant de $1/10^e$ pour chacune des années suivantes, leur devrait être faite sur le montant total de la taxe qui frapperait, soit leurs profits, soit leurs salaires ; c'est-à-dire sur toutes les taxes assises d'après l'échelle à progression continue. Au bout de dix années, cette taxe se trouverait donc réduite à zéro ; et le vieillard

de soixante-dix ans, la vieille femme de soixante, rayés du rôle de la production, ne supporteraient plus que la taxe des capitalistes titrés ou des négociants à grands capitaux. S'il en est à cet âge qui travaillent encore de leurs mains tremblantes ou de leur esprit plus débile, la société est assez généreuse pour leur laisser en entier le profit de ces jours de leur déclin. Ces citoyens lui ont suffisamment payé leur dette. La richesse qu'ils accumulent au delà leur appartient : c'est peut-être seulement le prix de leur tombeau.

CHAPITRE XLV

De l'impôt unique sur le revenu. — Perception de l'impôt.

SOMMAIRE. — L'impôt sur le revenu applicable au moyen de la réforme de l'enregistrement. — Il rapporterait beaucoup. — Parallèle entre l'impôt sur le revenu et sur le capital. — La société peut nous forcer au travail et limiter nos gains. — Ce qui augmente les frais de perception. — Vérification. — Le désagrément inévitable de tout impôt, c'est de le payer. — Enjambement trimestriel de l'année fiscale. — Le secret des fortunes. — L'impôt unique sur le revenu. — L'impôt volontaire. — Objections de M. de Girardin contre l'impôt sur le revenu. — Reproches graves à faire à cet impôt en tant qu'unique. — Il faut le combiner avec l'impôt sur le capital. — Combinaison simple et séduisante. — Elle exclut toute progression. — Elle manque de rigueur scientifique. — L'impôt unique, soit sur le capital, soit sur le revenu, est injuste. — M. de Girardin et le génie.

Au moyen d'un impôt sur le capital saisissant la richesse matérielle acquise, impôt basé lui-même sur une réforme du cadastre et de l'enregistrement, l'impôt sur le revenu, non moins juste en soi et non moins conforme aux principes économiques, est parfaitement applicable. Il rapporterait beaucoup, il rapporterait plus que l'impôt sur le capital, car tout le monde a un revenu, mais tout le monde n'est pas capitaliste, sinon pour ce faible capital professionnel que nous avons pu évaluer au minimum pour chaque individu.

L'impôt sur le capital, c'est l'impôt sur la richesse matérielle, extérieure, mobile, qui peut être donnée, prêtée, qu'on peut louer à terme, sur laquelle on spéculé, on agiote, on vole, disons le mot. Et cette richesse doit être frappée. Mais l'impôt sur le revenu, c'est l'impôt sur la richesse propre, vitale et animique, intérieure et vraiment foncière, mais aussi viagère et personnelle, qui ne peut être ni donnée, ni prêtée, ni louée même, car louer ses services, ce n'est pas se donner à un autre qui vous fait valoir, c'est faire valoir la richesse d'un autre, c'est prendre ses biens à ferme avec un fermage fixe qu'on reçoit au lieu de le donner, et dont on laisse les profits au propriétaire : tel est réellement le salaire. Eh bien ! cette richesse doit aussi l'impôt à l'État, car c'est la société qui la donne, et la société a, comme nous l'avons vu, le droit de nous obliger à la faire valoir tout aussi bien qu'à faire valoir nos biens extérieurs. On peut également nous empêcher d'en abuser, de la monopoliser ; et dans les salaires ou les profits qu'elle nous rend, on peut imposer des limites à notre égoïsme et à notre cupidité. La société nous oblige au travail, mais elle nous défend l'usure.

L'impôt sur le revenu, ainsi conçu, serait équitablement réparti et économiquement levé. Ajouté à l'impôt sur le capital, il n'augmenterait que de fort peu les frais de perception nécessités par celui-ci. Ce qui augmente les frais de perception, ce n'est pas le plus ou moins de calculs arithmétiques à effectuer, ce ne sont pas les employés assis tout le jour à aligner des chiffres dans les bureaux d'une administration, ce sont les percepteurs, les collecteurs à domicile, ce sont les chasseurs de fraude et de contrebande, c'est la fraude elle-même. Rien de tout cela n'est nécessaire avec l'impôt tel que nous le concevons. Une fois l'année, tout au

plus, il faudrait envoyer à domicile un vérificateur de la police d'assurance sur le capital mobilier : c'est pareille formalité qu'il faut remplir à peu près chaque fois qu'on recense la population, chaque fois que, par mesure de sûreté, la police juge à propos de constater si votre maison est solide. On souffre bien pareille visite de la part des employés des assurances particulières ; on souffre constamment chaque jour, à chaque heure, de pareilles visites pendant trois mois, chaque fois qu'on change d'appartement, et les visiteurs ne sont pas même tenus à la discrétion qu'on pourrait exiger d'un vérificateur du mobilier. Enfin on pourrait redouter une pareille visite si elle devait servir de base à une évaluation approximative, arbitraire, de toute la fortune ; mais il ne s'agit ici que de constater l'exactitude des déclarations faites d'avance au sujet du nombre de chambres meublées qu'on occupe et de la valeur approchée de cet ameublement ; ce n'est pas là une vexation. Il suffirait même que l'on sût que la formalité peut être remplie, que l'État se réserve le droit de la remplir, pour qu'elle fût à peu près inutile, et pour que le vérificateur n'eût besoin tout au plus que de faire une promenade rapide dans votre appartement. Or, les secrets qu'on laisse surprendre chaque semaine à un frotteur, à un décrotteur, à un porteur d'eau ou à une blanchisseuse, appartiennent réellement au public ; ils peuvent appartenir à l'État. Et si nous concevons de justes plaintes, nous ne concevons pas les récriminations sans droit.

Du reste, sauf cette mesure de sûreté, qui seule pourrait y donner lieu, aucune de celles que nécessiterait notre système fiscal ne pourrait amener le moindre désagrément aux contribuables. Ils n'auraient à supporter que ce désagrément inévitable et commun à tout impôt, qui est de

le payer. Ce que nous cherchons, c'est le moyen de rendre ce désagrément le moins désagréable possible en ne faisant rien payer de trop, rien payer inutilement. Le premier travail d'enregistrement se ferait de lui-même et couvrirait lui-même ses frais. Pour le reste, un rôle, une police, un cadre de bilan, serait envoyé chaque année à chaque contribuable qui le remplirait et le retournerait ensuite au fisc. Il y serait vérifié, et ensuite accepté, avec ou sans modifications, puis renvoyé au contribuable qui aurait alors recours en appel, c'est-à-dire droit de réclamer dans un court délai. S'il n'avait aucune objection à faire, il ne lui resterait qu'à payer. L'année ou l'exercice fiscal devrait donc commencer quelque temps, trois mois, par exemple, après l'année commerciale. Celle-ci étant close au 1^{er} janvier, tous les comptes fermés, tous les inventaires finis, tous les budgets balancés pour l'année révolue, alors le fisc réclamerait sa part des revenus produits pendant cette année à l'aide du capital ou de l'actif net possédé une année auparavant. Trois mois après, la somme totale de la contribution devrait être rentrée dans le Trésor, et l'exercice fiscal terminé pour recommencer l'année suivante. Pendant ces neuf mois d'intervalle, ainsi que nous l'avons dit, tout le mouvement financier se ferait par l'intermédiaire de la Banque ou des percepteurs ruraux, chargés de recevoir les acomptes des contributions à échoir seulement à la fin de l'année. Tout le travail serait ainsi circonscrit dans les bureaux du fisc qui recevrait du cadastre, de l'état civil, du tribunal, enfin de tous les ministères et de toutes les administrations publiques, les renseignements nécessaires. Ce travail n'aurait pas même ainsi l'inconvénient de coïncider avec le grand travail financier et administratif qui charge l'industrie à chaque fin d'année ; il lui succéderait

pour occuper au besoin des bras et des capacités qui, à ce moment, ne trouvent quelquefois plus d'emplois.

Une objection reste encore à réfuter ; objection qui revient sans cesse et à laquelle nous avons déjà répondu autre part du reste. La position financière de chacun serait connue ; il n'y aurait plus un seul mensonge de vanité possible. Nous ne trouvons pas que ce soit un inconvénient, nous l'avons dit ailleurs ; mais, dans tous les cas, cette connaissance de la position de chacun, cette immixtion dans les affaires financières des citoyens que l'on affecte tant de redouter, faute peut-être d'oser donner d'autres raisons contre un tel impôt qui inspire en réalité de tout autres craintes, resterait circonscrite dans les bureaux, parmi des employés la plupart temporaires ou étrangers à la localité auxquels tous ces noms seraient inconnus, et qui, au milieu de tant de chiffres, auraient autre chose à faire que de s'amuser à rapprocher les éléments divers de calculs multiples que la division du travail administratif confierait nécessairement à des mains très-différentes. Enfin il pourrait être donné des garanties de discrétion. Aujourd'hui, quand il ne s'agit plus que d'administration, de même que lorsqu'il ne s'agit que d'arithmétique, il n'y a plus de difficultés vraiment insurmontables. Il faut seulement une bonne tête pour organiser d'abord et ensuite une main ferme pour maintenir. Il suffirait que le bilan annuel fût anonyme et qu'il portât seulement un numéro d'ordre correspondant au nom du contribuable sur un registre spécial. Un numéro d'ordre donnerait même un meilleur moyen d'éviter toutes les confusions de noms. Les numéros des créances pourraient également être substitués aux noms des créanciers sur les rôles. Il n'y aurait ainsi que rarement besoin du nom du contribuable lui-même, et seulement

en cas de réclamation, c'est-à-dire en cas d'appel en révision. Alors cette révision pourrait être confiée à un petit nombre d'employés spéciaux dont la moralité connue cautionnerait la discrétion. Ce qu'on dit bien à un notaire, à un avocat, à un avoué, peut se dire aussi à l'État, quand on n'a aucune raison de traiter l'État en ennemi, et qu'il existe au dehors des bureaux du fisc une presse où l'on peut prouver, par des syllogismes ou des équations, que l'on a été la victime d'une illégalité ou d'une vexation arbitraire. Ce qui serait dangereux sous le gouvernement d'un Tibère, d'un Caligula, d'un Néron, ne saurait l'être dans un État constitutionnel ou républicain. Heureuse, au contraire, serait la république où un pareil système pourrait être appliqué loyalement et avec équité; mais malheur aussi, nous l'avouons, au pays où ce système, saisi par une main despote, armée d'une administration centralisée, servirait d'instrument de tyrannie et de ruine dans le silence de la peur et l'étouffement de l'opinion publique. On pourrait voir renaître alors les ordres de suicides et les confiscations impériales. Toutes les débauches du cens romain ne seraient rien auprès de ce nouveau cadastre qui livrerait les modernes curiales à la merci de nouveaux prêteurs. Il suffirait d'un décret pour élever le taux des rapports, pour augmenter les progressions et pour saisir d'une main rapace toutes les fortunes qui feraient envie, toutes les têtes qui s'élèveraient trop haut dans ce jardin d'autres Tarquins. Si donc quelque nation, en Europe, se voit, dans notre temps, soumise au régime des Césars, qu'elle se garde de leur laisser saisir cet instrument de prospérité ou de ruine, selon la main qui l'emploie; cet instrument fiscal qui seul serait capable, en moins de dix années, de remettre l'équilibre dans les budgets les plus grevés, dans les finances les

plus obérées ; cet instrument de liberté qui pourrait affermir une république naissante, mais qui achèverait sûrement la ruine d'une monarchie à son déclin.

L'impôt sur le revenu n'a pas toujours et partout été compris comme nous venons de l'exposer. On a proposé un impôt sur le revenu général, inflexible, unique, qui serait substitué à tous les impôts. Un pareil système fiscal nous paraît impraticable. On n'est plus en face de difficultés, mais d'impossibilités. En arithmétique, on n'a plus devant soi que des inconnues ; et par conséquent les bases mêmes du calcul, comme celles de l'administration, manquent. L'impôt devient arbitraire, si l'État taxe le contribuable ; si celui-ci se taxe lui-même, l'homme intègre paie pour l'homme déloyal : une prime est accordée à la fraude. Les peines fiscales mêmes sont sans effet, puisqu'on ne sait quant et comment les appliquer avec justice, et qu'elles peuvent n'être qu'une injustice de plus. Dans ce cas, le meilleur parti à prendre ce serait de faire de la contribution un don gratuit, une offrande volontaire à la patrie, laissée à la générosité des citoyens. Mais la moralité de notre époque, la haine de toute fiscalité que de longs abus ont enraciné dans les populations, enfin la gêne presque universelle, le malaise moral, l'état d'inquiétude des esprits, les hostilités des partis rendent absolument inapplicable une pareille mesure.

Nul n'a résumé avec plus de force que M. de Girardin les objections que l'on peut faire contre un impôt uniquement basé sur le revenu sans considération du capital.

« L'impôt sur le revenu, dit-il ⁽¹⁾, décourage l'esprit d'entreprise et de progrès, il favorise le capital passif, le

(1) *Quest. de mon temps*, XI. *De l'Impôt*, p. 285.

» capital oisif, le capital immobile et pèse sur le capital
» actif, le capital laborieux, le capital circulant, »

Ces reproches atteignent un impôt unique sur le revenu, qu'il soit du reste proportionnel ou progressif ; ils sont sans valeur contre le système plus complexe que nous venons d'exposer, et qui exagère plutôt les heureuses tendances d'un impôt sur le capital sans avoir les mêmes inconvénients, les mêmes lacunes, sans amener les mêmes injustices. Ce système protège au contraire l'activité, mais surtout l'activité personnelle ; il ne met des bornes infranchissables qu'à l'excès de l'esprit d'entreprise et de spéculation qui a aussi ses dangers.

« L'impôt sur le revenu, dit encore M. de Girardin ⁽¹⁾,
» laisse à l'écart une masse considérable de valeurs mobilières qui, importantes comme capital, sont nulles comme
» revenus. » Cette remarque n'est pas juste, car nous avons établi qu'il n'est point en réalité de capital sans revenu, seulement ce revenu peut ne consister qu'en jouissances : c'est alors un revenu en nature, un revenu en consommation ; et c'est parce que les valeurs mobilières donnent un tel revenu qu'elles sont imposables, autrement il serait injuste d'imposer un rien, une propriété abstraite qui n'aurait aucune valeur d'utilité. C'est donc en réalité la jouissance seule, ou du moins la virtualité de jouissance, c'est-à-dire de revenu, qu'on impose dans toute richesse, c'est cette virtualité qui est la véritable matière fiscale. Même un impôt sur le revenu en jouissance, c'est-à-dire actuel, et non pas seulement virtuel, serait donc incomplet s'il n'atteignait le revenu en nature que donnent les *meubles meublants*.

(1) *De l'Impôt*, p. 256.

« Ce qui est meuble, objet de luxe et d'art n'échappe » pas à l'impôt sur le capital, dit encore le même écrivain ; » il n'excepte rien, et par le fait ce qu'il impose le plus est » ce qui produit le moins ⁽¹⁾. » C'est justement là ce qu'on pourrait lui reprocher. Il faut imposer le mobilier, le capital artistique, mais il faut l'imposer moins que tout le reste, l'imposer au minimum. Dans notre système, le mobilier seul n'est atteint qu'une fois ; toutes les autres formes de la richesse le sont deux fois, quand elles se présentent sous les deux formes de capital et de revenu, c'est-à-dire lorsqu'elles sont en quelque sorte doublées d'un capital de capacités qui s'applique à les faire produire. De plus le capital mobilier est presque partout compté dans le budget des capacités productrices comme un capital actif, dont le revenu est dépensé en frais de production, et dont la valeur totale, prise en considération dans leur revenu annuel, abaisse d'autant le taux de l'impôt progressif qui les atteint. Il sert à quelque chose de le frapper ; et il est frappé comme servant à quelque chose, comme produisant un revenu. Enfin ce serait un défaut pour un système fiscal d'atteindre le capital mobilier et artistique et de ne pas atteindre les artistes et les artisans producteurs de ce capital, afin de les forcer à produire avec des salaires de monopoles moins exorbitants dans leurs différences, de diminuer les hausses d'engouement, les prix de vogue et de maintenir la valeur vénale des objets mobiliers à leur valeur d'utilité réelle, afin qu'un plus grand nombre d'individus puissent s'en procurer la jouissance, et que le capital dormant qu'ils représentent pour chacun, soit moins considérable relativement aux autres éléments de sa fortune.

(¹) *De l'Impôt*, p. 285.

« La considération principale contre l'impôt sur le re-
» venu, dit encore le défenseur de l'impôt sur le capital ⁽¹⁾,
» c'est qu'il déränge, trouble, interrompt et détourne le
» cours naturel et paisible des choses, pour en créer un
» factice et dangereux ; c'est qu'il fait refluer le numéraire
» où il abonde, quand il devrait refluer où il est rare ; c'est
» qu'il intervient dans toutes les transactions pour les com-
» pliquer, dans toutes les misères pour les aggraver ; c'est
» qu'enfin il ne tient pas un compte suffisant de l'emploi
» que fait chacun du capital dont il dispose. » Ces observa-
tions ne sont pas toutes justes, même contre un impôt
unique sur le revenu, ou du moins pourraient s'appliquer
en partie à un impôt absolu sur le capital qui nécessaire-
ment détournerait aussi, mais en un autre sens, le cours
des choses, et ne leur donnerait peut-être pas un cours
plus paisible ; car en précipitant au contraire violemment
le capital dans des entreprises hasardeuses qui promet-
traient de gros revenus, il pousserait à l'agiotage, découra-
gerait l'industrie honnête, et causerait à chaque instant les
perturbations les plus terribles dans l'équilibre économique.
Il n'aggraverait pas les misères des gens vivant d'un sa-
laire ; mais il rendrait plus terribles les déceptions des
capitalistes engagés dans des spéculations qui en fin de
compte ne leur auraient produit que de très-petits béné-
fices, et qui seraient cependant aussi maltraités que ceux
qui auraient obtenu à l'aide du même capital les profits
les plus insolents. Si enfin un reproche peut s'adresser à
l'impôt unique sur le capital, c'est de ne tenir aucun compte
de l'emploi qu'en fait chacun, et dont justement l'impôt
sur le revenu tient le compte le plus exact.

(1) *De l'Impôt*, p. 256.

Dans notre système mixte, l'impôt intervient en effet dans les transactions ; il ne les dirige pas, il les limite, il leur laisse une arène absolument libre entre les deux extrêmes de l'immobilité absolue de la richesse et de son mouvement circulatoire excessif ; il ne détourne pas le cours naturel des choses, il cherche à le laisser s'établir ; il le sent et il l'arrête seulement au moment où il menace de cesser d'être paisible ; il le précipite au contraire quand il tend à s'arrêter, à s'endiguer, quand le fleuve économique paraît vouloir se changer en lac, et que les mille ruisseaux qui le forment se confondent en une seule nappe d'eau marécageuse. Il exerce en effet une action directrice, mais dans le sens du travail surtout, du travail vraiment producteur, plutôt que dans le sens de la spéculation mercantile, dans le sens des profits gagnés par le seul mouvement de la richesse produite. Il respecte toutes les misères, en leur laissant cependant une légère part dans les charges civiques, il respecte la vieillesse ; il ne charge que la richesse intérieure et extérieure, les grandes fortunes, les grandes capacités, les grands capitaux, les grands revenus ; il atteint la *plus-value* naturelle de tous les biens, et tient compte de tous les efforts des personnes.

« L'impôt sur le revenu, objecte encore notre auteur ⁽¹⁾,
» a pour base le bénéfice présumé, l'impôt sur le revenu
» a pour base l'épargne accumulée. Entre le revenu pré-
» sumé et le revenu capitalisé il y a toute la différence
» entre le gain qu'on espère et le bénéfice qu'on tient,
» entre la semence et la récolte, entre l'avenir et le pré-
» sent. » Mais on peut perdre son bien en voulant le faire
produire, et l'impôt sur le capital ne tiendra pas compte

(1) *Quest. de mon temps*, p. 285.

de cette perte ; on peut obtenir le bénéfice qu'on espère, et avant de l'avoir capitalisé on peut le dépenser et en jouir sans que l'impôt sur le capital l'atteigne. Entre le revenu accumulé qu'on perd et le bénéfice accumulable qu'on gagne il y a une différence du double, dont l'impôt sur le capital ne tient pas compte : c'est là son grand tort. Il ne tient pas compte de la dépense, du revenu-jouissance que le gain du travail ou du capital peut produire. De plus, l'impôt mixte que nous proposons ne demande point de contribution sur les revenus présumés, mais sur les revenus effectués, sur les profits réalisés ; il ne fait payer qu'après l'année révolue et sur le règlement de compte qu'on lui présente pour cette année ; il saisit le résultat des spéculations, il ne l'escompte pas ; il ne mérite donc aucun des reproches adressés à l'impôt sur le revenu tel qu'on l'a généralement entendu jusqu'à présent.

On peut faire à un impôt unique sur le revenu d'autres reproches plus graves : celui de frapper également la rente, les profits et les salaires, c'est-à-dire les revenus perpétuels et les revenus viagers, les profits sur les biens et les produits de la personne. Pour être juste, un impôt sur le revenu ne pourrait donc être proportionnel ou progressif en général ; il faut qu'il distingue le capital d'où provient la richesse, la source de la jouissance qu'il atteint ; il faut enfin qu'il rentre dans une combinaison quelconque d'un impôt sur le revenu et d'un impôt sur le capital, et entre toutes les combinaisons possibles nous croyons que celle que nous venons d'exposer satisfait à toutes les exigences de l'équité et de l'économie.

Il y en aurait cependant une autre qui serait possible et assez séduisante de simplicité. Ce serait celle qui, ajoutant à un impôt proportionnel sur le capital un impôt sur

le revenu, soit proportionnel, soit progressif, frapperait ainsi deux fois la richesse qui revêt les deux formes de capital et de revenus, c'est-à-dire les capitaux reproducteurs et inconsommables produisant des revenus perpétuels ; il frapperait une seule fois au contraire les capitaux consommables et improductifs, et une seule fois encore les revenus viagers, les revenus provenant de ce capital personnel que nous avons fait entrer dans nos calculs, mais que nous n'avons pas imposés. Enfin, dans le cas où l'on admettrait la progression dans la part d'impôt qui frapperait le revenu, elle atteindrait l'accumulation dans les mêmes mains comme notre impôt sur l'oisiveté ; mais elle atteindrait dans la même proportion les revenus du travail, et ce serait un tort. De plus, cette progression ne saurait où commencer, où s'arrêter ; elle ne se limiterait pas elle-même aussi bien que les échelles que nous avons proposées ; elle n'en aurait pas la rigueur scientifique, parce que, s'arrêtant à un certain taux, la progression ménagerait justement les plus grandes fortunes ; elle n'aurait pas l'avantage de limiter aussi exactement l'usure, de distinguer avec autant de précision les profits et les salaires, ces salaires, seul véritable fruit d'un travail créateur, qu'il faut surtout ménager.

Pour nous résumer, disons qu'un impôt portant uniquement sur le revenu serait injuste et impraticable ; qu'un impôt portant uniquement sur le capital serait praticable mais injuste. Ce serait un impôt incomplet qui pèserait sur certains contribuables et laisserait les autres complètement exonérés. M. de Girardin se plaît à dire avec Montesquieu : « Que si quelques citoyens ne paient pas » assez, le mal n'est pas grand, leur aisance revient tous les jours au public ; mais que si quelques particuliers paient

» trop, leur ruine retourne contre le public. » Il est étonnant que ni Montesquieu, ni M. de Girardin, l'un si plein de bon sens, l'autre si fort d'audace logique, n'aient pas vu que si quelques citoyens ne paient pas assez, il en résulte que d'autres paient trop; ce qui peut bien revenir au même pour la société, mais non pas tout à fait pour les particuliers qui la composent. L'on a souvent abusé en économie politique de ces répercussions en masse des biens comme des maux, des gains comme des pertes, de ces balancements généraux qui, en comptant les individualités pour rien, ne voient que la totalité dans sa forme pyramidale. On n'a songé jusqu'ici qu'à atteindre le grand nombre à la base, trouvant convenable qu'il ait l'honneur de porter sur ses épaules le poids du faîte privilégié.

M. de Girardin voudrait faire des capitalistes un socle social, un piédestal dont la statue serait le génie étendant librement ses ailes dorées, dans la personne des gens assez spirituels pour gagner beaucoup d'argent et le dépenser au fur et à mesure. Nous ne voudrions pas le charger de fers, lui mettre un boulet au pied comme à un forçat; nous ne voudrions pas surtout le changer en cariatide pour supporter le capital accumulé sous forme d'architrave et de fronton, bien que jusqu'ici tel ait été un peu son rôle dans l'édifice social; non, nous voulons lui laisser la place d'honneur, la place dont il est digne; un piédestal d'or lui convient, mais nous voulons l'attacher à ce piédestal par une petite chaîne d'anneaux imperceptibles quoique forts, qui l'arrêterait s'il lui prenait un jour l'envie de s'envoler. Il faut empêcher que le génie se spiritualise tellement qu'il prenne en dégoût la matière et l'abandonne; car il en résulterait la mort. Le génie trop libre au-dessus du capital trop empêché, ferait bientôt caste à

part, et se constituerait peut-être en une petite corporation d'initiateurs, de révélateurs, et finalement de dominateurs du reste du peuple. Il faut que l'impôt, chaque année, lui fasse ressouvenir que la société ne lui appartient pas, mais qu'il appartient à la société.

TROISIÈME PARTIE

APPLICATIONS

TROISIÈME PARTIE

APPLICATIONS

CHAPITRE XLVI

Quotité absolue de l'impôt.

SOMMAIRE. — La combinaison de l'impôt sur le capital et de l'impôt sur le revenu forme un système complet et unitaire. — Les nombres que nous avons donnés n'ont rien d'absolu ; — Mais leurs relations réciproques. — L'impôt fixe sur le capital : droit de conservation — L'impôt variable sur le revenu : droit d'accumulation. — L'impôt sur le capital doit diminuer par suite du progrès social. — L'impôt sur le revenu doit augmenter. — Leur taux total doit demeurer invariable. — D'après les précédents historiques, ce taux est de un dixième. — L'impôt considéré comme la quote-part de la société dans toute propriété. — La DÎME SOCIALE. — Ce rapport de $1/10^e$ est discutable. — Dans nos sociétés, il est indiqué par le système de numération. — Le rapport de $1/12^e$ et le système duodécimal. — L'histoire autorise le rapport de $1/16^e$. — Cela ne suffit pas. — Sans le progrès social, l'homme est inexplicable. — Constatation de ce progrès au moyen de l'impôt. — L'État autorisé par les précédents à lever la taxe totale. — Perception et répartition complémentaires de la dîme. — Une chose nouvelle sous le soleil en matière de gouvernement. — Justification du mot : LA DÎME SOCIALE.

Nous venons, à l'aide de la combinaison d'un impôt sur le capital et d'un impôt sur le revenu, d'exposer un système fiscal complet, universel et unitaire qui pourrait suffire à tous les besoins des sociétés, et permettrait de renoncer à cette multiplicité d'impôts incohérents qui ont fait dans le passé et font encore aujourd'hui la ruine des gouvernements comme celles des peuples. Nous avons

exposé l'organisme dans son ensemble, mais les nombres que nous avons indiqué n'ont rien d'absolu. Ce que nous avons cherché à rétablir, c'est seulement le système de leurs relations réciproques; et ces relations nous semblent justifiées à tous égards, que l'on considère l'impôt, soit comme le paiement des services sociaux actuels, soit comme celui des services sociaux passés.

En effet, que l'on regarde la taxe sur le capital comme un droit actuel de conservation, elle doit être du dixième sur la rente légale de ce capital conservé à l'aide des services et de la protection de l'État. Mais cette rente légale s'abaisse à mesure que la richesse sociale augmente. L'impôt sur le capital doit donc diminuer de quotité proportionnellement à la diminution de la rente, bien que sa quotité absolue augmente avec l'augmentation de la richesse. Et cela se conçoit: ces deux mouvements sont corrélatifs; ils ont une même cause première. La rente du capital diminue avec la demande qu'on en fait, c'est-à-dire avec le besoin qu'on en ressent; avec le besoin qu'on en ressent diminuent les risques de le perdre; car une chose n'est guère exposée au vol qu'en raison de l'élévation plus ou moins grande de son prix d'achat, c'est-à-dire de son utilité et de sa rareté. Les risques sociaux auxquels la propriété, la richesse capitalisée, accumulée, réalisée est exposée, diminuant à mesure qu'une plus grande quantité de richesse, plus universellement répandue et plus équitablement répartie, en rend la garde plus aisée, le droit de conservation sociale, c'est-à-dire l'impôt sur le capital, doit donc diminuer de quotité relative. Il doit diminuer pour deux raisons: parce que d'un côté les tentatives criminelles contre les choses et les personnes sont moins nombreuses, relativement à la richesse et à la population, et

parce que les mesures de sûreté préventives et répressives se répartissant sur une plus grande somme totale de contribuables et de matière imposable, les frais de police, de justice et de législature n'augmentent pas dans la même proportion.

Mais la taxe du revenu, considérée comme un droit d'accumulation actuel, c'est-à-dire comme un droit protecteur de la production, n'a pas les mêmes raisons de diminuer; elle augmente au contraire en raison inverse. Plus la quantité des capitaux qui circulent est grande et plus cette circulation est active, plus il faut de services publics, en routes, en canaux, etc. Plus la population augmente, en raison de l'accroissement de richesses, plus son niveau moral et intellectuel s'élève, plus l'instruction publique est onéreuse, plus les exigences d'édilités des contribuables sont impérieuses. On veut des routes plus belles, mieux étendues, à pentes plus douces; on veut des ponts plus multipliés, des ports plus spacieux, des édifices publics plus somptueux. On veut des cités bien pavées, bien éclairées, et même les villages prétendent à ces avantages. Qu'on ne s'étonne donc pas après cela de payer plus d'impôt sur son revenu, puisqu'on exige une dépense plus grande de l'État, et que l'État n'a de revenu que la quote-part qu'il prélève sur celui des particuliers. On ne fait rien de rien; et si l'État est créateur, c'est par les mains et le travail des contribuables. La taxe d'accumulation, ou impôt sur le *revenu-profit*, augmente donc proportionnellement à la richesse totale de la société, et en raison inverse de l'impôt sur la rente légale ou *revenu-intérêt* de cette richesse. Et si le revenu-profit est toujours le complément du revenu-intérêt ou de la rente, ainsi que nous pensons pouvoir l'admettre, l'impôt variable du revenu doit tou-

jours être le complément de l'impôt fixe sur la rente fixe, et leur quotité totale doit toujours atteindre à la même fraction du revenu total de la société, c'est-à-dire doit demeurer à peu près dans le même rapport avec la somme de la matière imposable. Or nous avons admis, d'après le témoignage historique, que ce rapport a presque toujours été de $1/10^e$.

Maintenant considère-t-on l'impôt comme la part de copropriété que la société réclame dans nos biens et nos facultés, en paiement de ses services passés et de l'hypothèque légale contractée par chacun; cette part sera exactement la même. Car le revenu annuel total de la nation est le produit de sa richesse totale en capitaux de toutes natures, personnels ou autres, et le dixième de ce revenu est juste le produit du dixième de cette richesse capitale qui appartient à la communauté, et que la communauté tout entière fait valoir en société. C'est toujours la DÎME SOCIALE. Mais on peut également la considérer comme un impôt du dixième sur le revenu total de la société, ou comme un impôt du dixième sur le total de ses capitaux producteurs accumulés, soit en capitaux impersonnels, soit en capitaux personnels. L'impôt est alors le revenu à 10 p. 100 de ce dixième de richesse dont l'État ne réclame jamais le fonds à la société chargée de le faire valoir.

Quant à ce rapport de $1/10^e$, il est fort discutable. Parce qu'il a reçu la consécration historique depuis l'époque où furent rédigés les livres de la loi juive, jusqu'à la dîme royale de Vauban, et qu'on le retrouve dans l'Égypte, dans l'Inde et jusqu'en Chine, cela ne suffit pas encore pour l'établir comme droit; et ce n'est pas positivement parmi les nations sacerdotales et monarchiques, ce n'est pas dans

le passé en général que nous voudrions aller chercher des modèles et des maximes de gouvernement.

Mais dans nos sociétés actuelles ce rapport a un avantage : il est indiqué tout naturellement par notre système de numération. Il est préférable à tous les autres en ce qu'il simplifie considérablement les calculs, et nous verrons tout à l'heure comment l'impôt établi sur ce rapport pourrait n'en être pas plus onéreux pour cela à la nation. Mais le système duodécimal serait encore préférable de beaucoup et à tous égards. D'abord le rapport fondamental $1/12^e$ serait plus en rapport peut-être avec les vrais besoins sociaux actuels. Il serait possible que la quotité de l'impôt dût cependant suivre en quelque chose le taux légal de la rente et s'abaisser avec lui ; or, en ce moment le taux légal n'est réellement pas cinq, il se rapproche plutôt de quatre, soit dans le cours de la rente publique, qui est le norme le plus exact, soit dans le tarif des intérêts obtenus par les petits capitaux dans les banques et les caisses d'épargne. Or le mécanisme de notre système fiscal établi d'après le rapport $1/12^e$ et le système arithmétique duodécimal présenterait en toutes ses parties des rapports tout différents. Le revenu moyen serait évaluable à $1/12^e$ du capital ; il y aurait une latitude de 12 degrés entre 0 revenu et le revenu moyen, et le revenu minimum ou taux légal serait évaluable au $6/144^{es}$ du capital, c'est-à-dire à $1/24^e$, ce qui correspond à un peu plus de 4 p. 100. L'impôt fixe ne prendrait que $1/12^e$ de ce revenu minimum, c'est-à-dire 8 1/2 p. 100. Enfin le taux de cet impôt fixe par rapport au capital ne serait plus que de $1/288^e$ de ce capital, c'est-à-dire 0,344 p. 100. Mais il est bien compris que dans un système arithmétique duodécimal tous ces rapports auraient une grande simplicité, la même simplicité que ceux

que nous avons proposé pour le système de numération décimal actuellement en usage. Enfin, tous les rapports des progressions seraient de même altérés. Les séries en seraient plus longues et plus lentes. Ainsi le capital naturel serait évaluable à $1/12^{\text{e}}$ du capital employé par $1/144^{\text{e}}$ de revenu obtenu, au lieu d'être fixé à $1/10^{\text{e}}$ de ce capital pour $1/100^{\text{e}}$ de revenus; et ainsi de suite. La limite extrême de l'échelle progressive des revenus fixes, serait de même reculée jusqu'à $144/144^{\text{e}}$ au lieu de s'arrêter à $100/100^{\text{e}}$, c'est-à-dire que le point où l'impôt absorberait tout le revenu obtenu s'élèverait de 44 degrés.

Dans la pratique un tel système aurait encore beaucoup plus d'avantages que dans la théorie. Il faciliterait les calculs de tête, simplifierait les règlements, et serait plus commode à la fois pour les percepteurs et pour les contribuables. Presque toutes les divisions des revenus entre les divers possesseurs d'une même propriété se font par moitié, quart ou tiers. Un système duodécimal ayant un facteur premier de plus serait donc plus convenable à ces calculs de répartition. Enfin il suffirait d'une virgule avancée ou reculée pour diviser la taxe annuelle de chaque contribuable en douzième; et, dans l'échange des titres de rente, cette facilité nouvelle aurait une grande importance, le nombre de mois écoulés avant la vente déterminant le nombre de douzièmes de contribution à supporter par le vendeur ou par le preneur. Les loyers, les fermages, les salaires se paient tous de même par année, semestre, trimestre ou mois, à moins qu'ils ne se calculent par journée, et $1/30^{\text{e}}$ de douzième d'impôt serait plus aisé à trouver que $1/365^{\text{e}}$ de la taxe annuelle. Nous ne désespérons pas de voir cette réforme établie. Elle mettrait au moins l'arithmétique en un rapport plus étroit avec l'astronomie, avec

la division naturelle du temps et des jours, qui intervient si fréquemment dans les calculs de commerce. Ce serait enfin un système plus scientifique, plus rationnel et plus pratique.

Cependant même avec notre système de numération actuel, il est un moyen simple, aisé, convenable à tous égards, d'appliquer à l'impôt les rapports numériques que nous avons donné, c'est-à-dire de se fonder sur ce rapport général de UN DIXIÈME de la richesse totale et cependant de ne demander au peuple qu'une contribution beaucoup plus restreinte quant à la quotité. Il suffit que l'on sache que tous les précédents historiques autorisent ce rapport d'un dixième, et consacrent par l'autorité de l'expérience la levée de la DÎME SOCIALE. Mais chacun sait que les précédents historiques ont été fort malheureux. Si l'on ne devait espérer aucun progrès, le mouvement social serait alors une énigme absurde, et le rôle de l'humanité sur la terre une course circulaire folle et sans but capable de jeter tous les esprits qui pensent dans le plus profond des découragements. Il faut donc que le progrès social existe, ou l'homme, l'humanité n'a pas de raison d'être. Il faut qu'il se réalise et qu'on le sache; il faut que l'on ait une mesure perpétuelle de sa réalisation. Déjà notre système nous a fourni bien des éléments de statistique; il va nous donner encore celui-là.

La quotité absolue de l'impôt fixée à $1/10^e$ de la richesse sociale donnerait donc annuellement l'augmentation absolue de cette richesse par rapport à la population : ce serait un premier progrès constaté. La quotité proportionnelle de l'impôt successivement abaissée au-dessous de ce rapport, c'est-à-dire le taux de l'impôt moindre que $1/10^e$, donnerait la mesure exacte des progrès accomplis par la science économique et l'administration sociale. C'est là

tout le progrès ; puisque de ce progrès résulte celui du bien-être universel et de l'équitable répartition de ce bien-être.

Il suffit donc que les peuples sachent que, par l'autorité des précédents, l'État a le droit de prélever en totalité *un décime* sur toute richesse, c'est-à-dire la DÎME SOCIALE perpétuelle, et que tout ce qu'on leur demande de moins est une attestation et une mesure des progrès sociaux accomplis. Cette dîme perpétuelle, c'est le fonds social, le capital de la communauté. Or chaque année, lorsque ce capital social laisse des dividendes, ils ne peuvent être autrement répartis qu'entre tous les membres de la communauté, en proportion relative de leur participation aux charges, c'est-à-dire, encore de leur fortune totale en capital et en revenus. Mais l'État n'irait point s'imaginer de lever la dîme en totalité sur les contribuables pour répartir ensuite entre eux la part annuelle des dividendes et des profits sociaux : ce serait sans aucune utilité augmenter d'une part les frais de perception et les doubler de frais de répartition qui seraient au moins égaux. La perception et la répartition peuvent se faire par une seule et même opération. Chaque année l'État, après avoir dressé son budget des dépenses, sait quelle somme lui est nécessaire pour couvrir les services publics. D'autre part la statistique, assurée et complétée par une organisation nouvelle, lui fournirait le chiffre des ressources de la nation. Supposons donc que le chiffre des dépenses du budget s'élève à un milliard ; si la statistique ne donne que dix milliards pour le chiffre de la richesse de la nation ; alors il faut lever toute la dîme. Mais dans notre époque, et dans des années ordinaires, sauf le cas de guerre ou d'autres calamités publiques, nous considérons ce rapport comme impossible. En France, par exemple, la totalité de

la rente foncière donnerait plus que les deux milliards que le budget lève tous les ans; et certes que la rente foncière de la France n'est pas évaluable au dixième de son revenu total. Lors donc que le chiffre de la richesse nationale surpasserait dix fois le chiffre de la contribution nécessaire, il serait levé seulement $9/10^{\text{es}}$, $8/10^{\text{es}}$, $5/10^{\text{es}}$ ou même peut-être $1/10^{\text{e}}$ de la DÎME SOCIALE, c'est-à-dire seulement 1, 5, 8 ou 9 dixièmes de la contribution totale équivalant à 1, 5, 8 ou 9 centièmes du revenu. Pour arriver à une équation juste avec les dépenses, on aurait la ressource des ractions, on lèverait $9\frac{1}{2}$, $9\frac{1}{4}$ de la dîme, c'est-à-dire 9 décimes $\frac{1}{2}$ ou 9 décimes $\frac{1}{4}$, ou encore $8\frac{1}{2}$, $7\frac{3}{4}$, selon les circonstances. Tout naturellement, la taxe de chacun étant établie d'après les bases de la contribution totale, chacun saurait, d'après le décompte, la part d'impôt qu'on lui prend, la part d'impôt qu'on lui laisse, c'est-à-dire le montant de son versement social annuel, et le montant du dividende qui lui revient en vertu des bénéfices de la société. La perception et la répartition se feraient du même coup, comme deux parties complémentaires d'un même tout.

On verrait ainsi une chose toute nouvelle sous le soleil. Ce serait un gouvernement qui, au lieu de demander à ses administrés plus qu'ils ne doivent, et tout ce qu'ils peuvent, leur demanderait moins qu'ils ne peuvent et leur remettrait chaque année une part de ce qu'ils lui doivent, une prime sociale, un dividende des progrès accomplis.

Supposons qu'au commencement de l'année il ait été requis seulement une part de la DÎME, suffisante pour rémunérer l'administration en un temps ordinaire; mais qu'il survienne tout à coup un fléau, une peste, une famine, une

inondation, une guerre, l'État, jusqu'à concurrence de la dîme totale, pourrait faire de suite un nouvel appel aux sociétaires, dont la quote-part individuelle serait toute fixée d'avance *au prorata* de la contribution déjà acquittée par eux, et dont le montant serait connu à l'aide des rôles qui durant toute l'année devraient être conservés à cet effet. De sorte qu'on éviterait ainsi tout nouveau travail de répartition, et qu'avec une augmentation de frais de perception très-minime on pourrait de suite obtenir un impôt extraordinaire, et éviter par là des emprunts toujours désastreux.

Peut-être nous reprochera-t-on d'avoir appelé notre système la DÎME SOCIALE. On nous appliquera ce que nous avons dit de Vauban et de sa *dixme royale*. On nous dira que c'est un nom malheureux. Non pas, du moins à tous égards. Les circonstances ont bien changé depuis Vauban ; il y a entre lui et nous le grand fossé de la Révolution et la limite historique d'une ère, d'une époque nouvelle. Ce ne sont plus les classes privilégiées qui sont assises au pouvoir et qui gouvernent sans contrôle ; presque partout le principe démocratique a plus ou moins surgi et triomphé. Enfin dans les masses populaires fermentent des doctrines plus ou moins égalitaires, plus ou moins fatales, qui armées de quelques lambeaux d'une vérité évidente, incontestable, s'en servent pour étayer des systèmes communautaires désastreux pour la civilisation et le progrès de l'humanité. Or, il faut leur enlever l'appui de la vérité, il faut leur accorder ce qu'il y a de bon et de juste dans leurs utopies : c'est leur en arracher la base même. Cette vérité qui couve au fond de leurs rêveries menaçantes, c'est le droit social que nous essayons d'établir ici ; c'est cette hypothèque légale de la communauté sur les biens de ses membres,

cette quote-part que tous possèdent dans la propriété de chacun, et que nous avons ramenée à la forme de l'impôt, à sa forme rationnelle et vraiment philosophique. Ce que nous avons cherché à formuler, enfin, c'est le système fiscal de la société démocratique; et voilà pourquoi nous lui donnons un nom démocratique.

Si les nobles de la cour de Louis XIV ne voulaient pas être dîmés comme des manants; les manants d'alors, devenus le peuple d'aujourd'hui, ne demanderont pas mieux que de payer la dîme, pourvu que tout le monde la paie, pourvu que ce soit la dîme du peuple et non celle du sacerdoce ou du roi.

S'il est bon de satisfaire dans la mesure de la justice aux exigences populaires, s'il est bon d'arracher l'esprit des masses à des erreurs funestes, à des opinions dangereuses et de leur enseigner les limites exactes du droit social; il est bon aussi d'apprendre aux classes riches, aux descendants des anciens privilégiés jusqu'où s'étend le droit de tous, le droit du peuple, ce qui lui est dû, ce qu'il peut réclamer avec justice; afin de dissiper le reste de leur préjugés sur leurs propres droits, s'ils en ont gardé encore. Leur résistance funeste a parfois les plus malheureux résultats. Ne sachant pas le plus souvent ce qui est équitable, le sachant mal, ils emploient leurs forces à lutter en vain contre le courant du siècle, contre les besoins du temps, contre l'ordre et l'équité, au nom même de l'équité et de l'ordre. Or pour ne vouloir rien accorder, ils perdent tout; le peuple, de son côté, voyant qu'on ne veut rien lui donner, prétend tout prendre; et de cette lutte de deux partis extrêmes et irréconciliables résultent les révolutions violentes, qui prenant tout aux uns, ne donnent rien aux autres.

CHAPITRE XLVII

De l'époque de transition.

SOMMAIRE. — Que faire dans le cas où l'impôt sur le capital n'est pas immédiatement applicable? — Le système de la DÎME SOCIALE peut-il être combiné avec d'autres impôts? — Combinaison de l'impôt sur le capital et de l'impôt de mutation. — Système d'absorption de ce dernier. — Y aurait-il double emploi? — Combinaison de l'impôt sur le revenu et des impôts de consommation. — Restitution de l'impôt de consommation. — Restitution égale; — Proportionnelle. — Système d'absorption des impôts indirects dans l'impôt sur le revenu. — Absorption lente de l'impôt du capital par l'impôt sur le revenu. — L'impôt idéal.

Nous avons raisonné jusqu'ici dans l'hypothèse que l'impôt sur le capital, base première de tout ce système, fût immédiatement applicable; or, nous avons vu que plusieurs considérations locales toutes politiques peuvent empêcher certaines nations de l'établir isolément. Dans ce cas le système tout entier serait-il impossible à mettre en pratique? Nullement. Ce système ne se refuse pas absolument à toute combinaison avec d'autres impôts; seulement tout autre impôt qui lui serait adjoint en diminuerait les avantages et les heureux résultats. Sa simplicité et sa généralité étant détruite, il ne serait plus une aussi bonne mesure de précision pour la statistique; il ne fournirait plus des inductions aussi générales aux sciences sociales. Les sources de

la richesse étant tarées autre part, il rendrait proportionnellement moins. Il serait beaucoup plus onéreux, parce qu'aux frais de perception qu'il nécessite, et qui seraient à peu près les mêmes pour un taux faible que pour un taux élevé, il faudrait en outre payer les frais de perception des autres impôts.

Avec lesquels de ces impôts cependant un pareil système se combinerait-il le mieux? C'est avec l'impôt de mutation à titre gratuit. L'impôt sur les successions, comme nous l'avons vu, est un véritable impôt sur le capital, mais qui n'a pas l'inconvénient d'effrayer la richesse et de la faire fuir. Dans le cas où ce dernier serait impossible à établir, il pourrait presque le remplacer. Il pourrait du moins le compléter s'il était dangereux de le fixer à un taux trop élevé. L'impôt de mutation à titre gratuit pourrait servir en un mot d'impôt complémentaire de la dîme, plutôt que supplémentaire, et par conséquent il n'en briserait ni la simplicité, ni l'unité.

Les moyens de perception de l'impôt de mutation sont absolument les mêmes que les moyens de perception de l'impôt sur le capital. La réforme de l'enregistrement est aussi importante pour l'un que pour l'autre; néanmoins l'impôt de mutation sur les héritages étant appliqué aujourd'hui prouve que, même sans réforme administrative préalable, l'un et l'autre impôt sont praticables, mais laissent seulement une marge plus grande aux approximations fautives et arbitraires.

Pourtant l'impôt de mutation sur les héritages et donations a un grand défaut, c'est d'être éventuel, c'est de ne pas fournir à l'État un revenu fixe. On ne meurt pas régulièrement, on ne meurt pas à point nommé, on ne meurt pas pour le seul plaisir de payer sa contribution; mais on

recule au contraire autant qu'on le peut et l'époque de la contribution et celle de la mort. Du moins sous ce rapport, comme la règle est générale, il n'y a pas d'injustice. Mais l'inconvénient qui en résulte, c'est que l'État ne sait sur quoi compter, quant au nombre et à la quotité des héritages. La statistique fournit bien des moyennes; mais les moyennes qu'elle donne ne se compensent qu'après et non avant la perception de l'impôt, et l'on ne sait jamais d'avance si l'on aura une année de mortalité minimum, moyenne ou maximum. De plus, il y a double irrégularité; un même nombre de morts ne donnent pas la même somme; dans les années de disette la mortalité augmente seulement chez les classes pauvres; et, avec un maximum effrayant, elle peut donc ne presque rien produire à l'État. Dans les années d'abondance, au contraire, le peuple multiplie et a la vie dure; il travaille beaucoup et meurt peu; mais les riches, enrichis d'autant plus, meurent peut-être aussi d'autant plus d'excès de luxe et de richesse. En de pareilles années le fisc ferait fortune. Au bout d'un certain temps il y aurait compensation, il est vrai; mais il faudrait alors avoir des gouvernements assez sages pour être capables d'économies; c'est là une belle chose, bien rare, mais qui existe pourtant : quelques républiques en donnent l'exemple. Dans les monarchies on peut compter d'avance qu'autant sera payé autant sera perdu. Mais dans des monarchies on se soucie si peu de la justice fiscale, que c'est temps perdu que d'écrire pour elles.

L'impôt de mutation pourrait donc être établi à un taux complémentaire du taux de l'impôt sur le capital. Supposons par exemple qu'on puisse établir cet impôt sur le pied de $2\frac{1}{2}$ p. 1000, où $\frac{1}{4}$ p. 100, c'est-à-dire la moitié de ce que propose M. de Girardin, et la moitié du taux

normal de la *dîme sociale*. Il faudrait que l'impôt de mutation rapportât de son côté 2 1/2 p. 1000 par an sur la totalité du capital national; mais l'impôt de mutation ne demande pas seulement le revenu, il demande le fonds même. Cependant comme il ne se demande qu'une fois à chaque contribuable, et non annuellement, le capital qu'il demande peut toujours être considéré comme la part d'impôt que le capitaliste n'a pas payée pendant sa vie et qui s'est capitalisée entre ses mains. A ce compte, l'impôt de mutation semblerait devoir prendre en considération l'âge des mourants; mais ce serait une injustice, car ces mourants peuvent s'être enrichis successivement, et leur capital au moment de la mort peut être considéré en moyenne comme contenant toujours une part proportionnelle exacte d'impôt, quel que soit le temps pendant lequel ils en ont eu la disposition. Pour fixer le taux normal d'un pareil impôt il faudrait donc demander à la statistique la moyenne annuelle du nombre des morts, et la valeur totale moyenne des héritages.

Supputant de même, d'après les données de la statistique, le chiffre total de la richesse en capitaux impersonnels, et le produit auquel devrait s'élever un impôt normal sur cette richesse, le montant de l'impôt réclamé étant déduit du produit de cet impôt normal, le reste serait le montant de l'impôt annuel qui devrait être perçu sur les mutations. La somme totale de cet impôt de mutation répartie sur la somme totale moyenne des mutations annuelles donnerait enfin le taux de l'impôt.

De plus, tous ces calculs étant établis d'après l'impôt normal, c'est-à-dire d'après la dîme totale et le rapport de 1/10^e, il devrait être fait sur les taxes de mutation la même répartition immédiate que sur les autres, c'est-à-dire en réalité une réduction selon que l'on ne réclamerait que

9/10^{es} ou 8/10^{es} de la dîme totale. De sorte que cette réduction portant aussi sur les taxes fixes qui atteindraient annuellement le capital, le tarif réel supporté annuellement par la richesse capitalisée ne serait en réalité que de 4 1/2 ou 4 p. 1000, dont 2 1/4 ou 2 p. 1000 seraient supportés directement par le capitaliste sous forme de taxe annuelle, et 2 1/4 ou 2 p. 1000, c'est-à-dire l'autre moitié, une seule fois à sa mort, c'est-à-dire par ses héritiers.

Enfin on conçoit comment on pourrait même demander à l'impôt de mutation la totalité du produit que devrait rendre l'impôt sur le capital, si l'on avait de fortes raisons de ne pas vouloir établir ce dernier.

Quant à la répartition de l'impôt de mutation lui-même, entre les héritages en ligne directe et en ligne collatérale, c'est encore à la statistique qu'il faudrait demander des données. Le rapport des héritages et donations en lignes directes aux héritages et donations en ligne collatérale étant connu, il faudrait chercher pour ces deux parties de l'impôt un taux tel que le produit de l'une soit complémentaire du produit de l'autre, afin de former la somme totale.

Ainsi, admettant que la somme à exiger des transmissions de biens égale 10 p. 1000 de ces transmissions, et que le rapport des transmissions en ligne directe et en ligne collatérale soit un rapport d'égalité, l'impôt sur les transmissions directes pourrait être fixé à 4 p. 1000 et celui sur les transmissions collatérales à 16 p. 1000.

On aurait donc ainsi des règles rationnelles pour tous les éléments du système qui, tout en affectant une forme de perception multiple, resterait cependant unitaire, c'est-à-dire coordonné dans ses parties, de manière à former un tout, une unité encore, mais une unité organique.

Enfin il pourrait être établi un système de passage, de

transformation lente et graduelle entre l'impôt sur les mutations et l'impôt sur le capital, si l'on ne voulait établir celui-ci que successivement et après expérience; ce qui serait dans tous les cas la méthode la plus prudente.

Supposons par exemple que la somme annuelle à demander au capital soit évaluée, mais qu'on ne veuille lui demander directement que $1/10^e$ de cette somme pendant les dix premières années de son établissement; alors pendant ces dix années on enlèverait $9/10^{es}$ sous la forme d'impôt de mutation. Durant les dix années suivantes on doublerait l'impôt direct annuel sur le capital et on lui demanderait $2/10^{es}$, tandis que $8/10^{es}$ seulement seraient demandés à l'impôt de mutation. Il se trouverait ainsi qu'après cinquante ans la somme d'impôt réclamée sous les deux formes serait égale, et qu'au bout d'un siècle, l'impôt sur le capital aurait complètement absorbé l'impôt de mutation.

Y aurait-il risque de double emploi? certains contribuables après avoir supporté l'une des augmentations paieraient-ils l'autre? Nullement; il en pourrait être ainsi seulement dans le cas où l'impôt sur le capital serait décroissant et l'impôt de mutation croissant, parce qu'alors il se pourrait qu'un homme qui aurait vécu durant tout le siècle de transformation, après avoir payé les plus forts impôts sur le capital, verrait l'impôt de mutation absorber une plus forte part encore de son héritage; mais l'impôt sur le capital croissant au contraire, il en résulterait un avantage évident pour les vieillards qui, après avoir payé toute leur vie les plus faibles taxes sur le capital, paieraient encore une taxe très-faible comme impôt de mutation. Quant aux vies moyennes, il y aurait une compensation à peu près parfaite dans les deux parties de l'impôt qu'elles

supporteraient; ainsi un homme mourant à 60 ans après 40 ans d'activité, c'est-à-dire de contribution, paierait successivement des taxes sur le capital croissantes selon une proportion arithmétique à raison de $1/10^e$ par dix années; il aurait donc supporté $40/10^{es} + 30/10^{es} + 20/10^{es} + 10/10^{es} = 100/10^{es}$ de taxes directes annuelles sur sa rente; mais en retour son héritage supporterait $4/10^{es}$ de contribution de moins sur son capital, ce qui équivaldrait à une restitution de même valeur. De plus il aurait payé l'impôt annuel pendant l'accroissement de sa fortune, c'est-à-dire sur une fortune moindre, et la part en moins qui serait levée sur son héritage serait au contraire d'autant plus forte qu'elle porterait sur sa fortune totale, c'est-à-dire au plus haut point de son accroissement. Enfin il aurait joui toute sa vie durant, capital et intérêt, de toute la part de la taxe qu'il n'aurait pas payée annuellement et qui serait redemandée sans accumulation des intérêts sur son héritage.

De même que dans notre époque un gouvernement peut avoir ses raisons politiques de ne pas établir l'impôt sur le capital à un taux trop onéreux, et par conséquent de le changer provisoirement en un impôt sur les héritages; de même nous avons vu autre part qu'il peut avoir des raisons analogues de conserver provisoirement les douanes ou enfin tel système d'impôt indirect de consommation qui maintienne à un niveau convenable la richesse fictive de la nation. Car tout impôt de consommation est un impôt sur le revenu, mais seulement sur la part de revenu que l'on dépense; et quand il porte sur certains objets d'usage général, il est presque toujours proportionnel à cette dépense. Nous avons vu autre part les inconvénients d'un tel impôt, il est donc inutile d'y revenir ici; il suffit de rappeler qu'il

est pour le moment et dans certaine mesure d'une nécessité politique presque fatale surtout pour les nations militaires. Il faudrait donc trouver un moyen de le combiner d'une façon rationnelle avec l'impôt sur le revenu pour que ces deux rameaux d'une même branche, autant que possible, ne se fassent pas tort mutuellement et ne s'enlèvent pas mutuellement l'air et le soleil.

Si un tel impôt est établi, il faut que ce soit en déduction de l'impôt de revenu. Or, plusieurs moyens se présentent d'opérer cette déduction. Ils n'ont pas tous les mêmes avantages, ni les mêmes inconvénients.

On pourrait d'abord, supputant le produit des impôts indirects qu'on veut laisser subsister, déduire ce produit de la somme totale à demander à notre système d'impôt direct; c'est-à-dire que si ces impôts produisaient à eux seuls $\frac{1}{10}$ ^e ou $\frac{2}{10}$ ^{es} de la *dîme totale*, ce serait autant de décimes à déduire sur les décimes réclamés. Ce serait assez juste; la répartition ne serait pas mauvaise. Cependant il y aurait perte et perte assez grande pour les plus petits contribuables, pour tous ceux enfin qui, dépensant tous leurs revenus, ne peuvent faire d'économies, et un grand profit pour ceux qui font des épargnes. La perte toucherait enfin sur les plus petites bourses; car des impôts de consommation sur des objets d'usage général frappent directement la population comme une capitation, qui ne se répartit ensuite proportionnellement à la dépense de chacun qu'après de longues oscillations économiques, pendant lesquelles toute la souffrance est pour les plus pauvres et surtout pour les plus pauvres travailleurs. Or une capitation prenant la même somme à tout le monde, et l'impôt rendant à tout le monde une somme proportionnelle à sa richesse, il y aurait perte évidente pour les petit contribuables

qui paieraient plus qu'on ne leur rendrait; tandis que les gros capitalistes ou gros rentiers recevraient en déduction une somme beaucoup plus considérable que celles qu'ils auraient perdue en réalité. Il n'y aurait de justice que pour quelques bourses moyennes qui perdraient d'un côté juste ce qu'elle gagnerait de l'autre, toujours sauf la différence des frais de perception et la valeur de l'avance d'une partie de l'impôt et des intérêts de cette avance pendant ses diverses répercussions; mais dans le cas où l'impôt indirect doit être conservé, cette perte est inévitable.

Lorsqu'après les oscillations nécessaires, la totalité de l'impôt se serait répartie proportionnellement à la dépense totale de chaque contribuable, l'inégalité de répartition serait moins grande, et il n'y aurait absolument d'avantagés que ceux qui, outre leurs dépenses, peuvent chaque année suffire à une épargne. Or la somme de leurs revenus se trouverait donc séparée en deux parts : celle qu'ils consacraient à leur dépense qui paierait double impôt, et celle qu'ils mettraient de côté qui n'en paierait qu'un seul. Pareille combinaison aurait cela d'avantageux qu'elle encouragerait l'économie; mais elle serait injuste et onéreuse pour les familles nombreuses chez lesquelles l'économie c'est la privation.

Cependant ce ne serait pas absolument mauvais, relativement surtout à quelque chose de pire que jusqu'ici on a bien enduré sans trop se plaindre; ce ne serait pas absolument mauvais surtout quand il ne s'agirait que de conserver de vieux impôts déjà établis, tels que l'impôt sur le tabac, un impôt réformé sur les boissons, ou les douanes modifiées par un abaissement général des tarifs et par une extension et un changement dans la nomenclature des objets frappés. Car dans ces divers cas l'équilibre éco-

nomique s'est déjà en partie établi; la capitation s'est répercutée et répartie, elle a commencé au moins de se transformer en un impôt proportionnel à la dépense; ceux qui avaient à souffrir ont souffert; ceux qui devaient mourir sont morts; ceux qui ne pouvaient trouver leur place dans le monde ne sont pas nés : le mal est fait enfin, et au moins faut-il qu'il serve à quelque chose puisqu'il est irréparable; mais il ne faut pas le rendre pire en le recommandant autrement. Il faut donc supprimer peu à peu les plus mauvais impôts indirects et laisser subsister les médiocres avec un adoucissement aussi grand que possible, et une répartition aussi égale, aussi universelle que possible. Viser à la proportionnalité avec l'impôt de consommation, c'est viser à l'arbitraire; c'est l'égalité qu'il doit atteindre et réaliser par rapport au consommateur immédiat du produit, si l'on veut que les répercussions successives qui suivent cette première consommation se fassent aussi également, aussi généralement et aussi proportionnellement qu'on peut le désirer.

Dans ce cas seulement enfin, l'impôt étant une véritable capitation à tant par tête, il serait à volonté remboursable à tant par tête : ce serait un second moyen de le combiner avec l'impôt sur le revenu, moyen plus exact même que le premier.

Ce moyen consisterait, d'une part, à lever l'impôt selon notre système, en général, sans tenir compte dans son assiette totale du produit de l'impôt de consommation. D'autre part il faudrait diviser le produit brut de l'impôt indirect, y compris les frais de perception, par le chiffre de la population. On aurait ainsi le montant de la capitation que chaque contribuable supporte; et au moment de la perception, il serait tenu compte à chaque famille de ce

qu'elle a payé en impôts indirects à tant par tête d'hommes ou de femmes, les enfants comptant pour demi-part au-dessus de cinq ans jusqu'à quinze, et pour un quart au-dessous de cinq ans. Cette somme serait déduite du total de leur contribution, et si elle le dépassait, il devrait y avoir lieu à remboursement de la part du fisc.

De cette façon les familles nombreuses ne seraient nullement grevées, le travail serait encouragé, l'effet désastreux de la capitation détruit, et les répercussions de l'impôt diminuées. Ce qu'il en resterait serait fort peu de chose et se répartirait principalement sur les dépenses de luxe.

Un système d'absorption tout à fait semblable à celui que nous avons proposé pour l'impôt de mutation combiné avec l'établissement de l'impôt sur le capital pourrait être adopté par rapport aux impôts indirects. Une diminution lente, progressive de ces impôts vaudrait mieux pour la société que leur abolition subite et totale qui ne peut se faire sans chocs, sans soubresauts de la richesse, sans trouble dans son équilibre. Ainsi le produit des impôts indirects pourrait être calculé de telle sorte qu'il représentât une fraction quelconque de la contribution totale. Cette fraction elle-même pourrait être divisée en dixième; et chaque année ou chaque dix années, selon que la sagesse des gouvernements jugerait bon de choisir, les taxes de consommation étant toutes également et concurremment diminuées d'une dixième partie, et la capitation donnant ainsi lieu à un remboursement d'un dixième moins fort, il en résulterait qu'au bout de dix ou de cent années l'impôt indirect se trouverait absorbé dans l'impôt unitaire sur la richesse sans aucune secousse de l'industrie et sans souffrance du peuple. Attachons-nous à cette supposition,

à cette idée d'un siècle de réformes lentes et de progrès non interrompus qui seront plus avantageux aux nations que des révolutions violentes. Caressons surtout l'espérance que durant ce temps les nations civilisées auront enfin renoncé à la guerre, que par conséquent les douanes n'ayant plus d'objets seront abolies, et que les frontières une fois tombées, les rivalités des empires, plutôt que des peuples, étant finies, l'impôt sur le capital, devenu l'objet de traités internationaux, pourra partout être établi.

D'après ce système complexe, toutes les exigences se trouveraient conciliées, et il serait tenu compte des difficultés toutes spéciales des époques de transition. De même que les impôts indirects disparaîtraient dans la *dîme sociale* directe, de même que l'impôt de mutation se trouverait absorbé dans l'impôt sur le capital, de même l'impôt sur le capital aurait pour avenir de se confondre peu à peu dans l'impôt sur le revenu et de s'anéantir totalement en lui. Mais cet avenir serait encore cet absolu, impossible à atteindre, que nous retrouvons toujours au bout de toutes nos combinaisons mathématiques.

L'impôt sur le revenu est donc bien en réalité l'impôt idéal, puisque ce serait la tendance de l'impôt de revêtir finalement cette forme unique, mais ce serait un idéal toujours poursuivi et toujours irréalisable, un infini qu'on ne peut atteindre que par la théorie.

DE L'IMPOT DANS LE CANTON DE VAUD.

CHAPITRE XLVIII

Application de la dime sociale au canton de Vaud.

SOMMAIRE. — Situation politique du pays. — Sa situation économique. — Son budget. — Ressources nationales. — Comparaison de la quotité des impôts dans les différents États civilisés. — De l'impôt fédéral et de l'impôt cantonal. — Détails de statistiques données du problème de l'impôt. — Position du problème de l'impôt. — Approximation du capital et du revenu national. — Du revenu de l'État. — Trois décimes de la contribution totale suffisent au budget. — Approximation du produit de l'impôt sur le capital à $1/2 \times 3/10^e$ p. 100. — Approximation du produit de l'impôt sur le revenu d'après nos échelles fiscales. — Profits agricoles. — Profits industriels. — Revenus perpétuels. — Considérations sur les valeurs de bourse. — Établissement successif de l'impôt. — Amende sur l'oisiveté. — Tableau de la contribution vaudoise.

Notre œuvre générale est achevée. Il nous faut maintenant restreindre notre cadre et appliquer nos théories, nos observations, nos combinaisons à un État particulier. Cet État, c'est la Suisse entre les nations, c'est le canton de Vaud entre les cantons suisses. Or, c'est ici que nous devons éprouver la valeur de notre système, et nous espérons le voir triompher sur toute la ligne.

Il s'agit d'un petit État presque exclusivement agricole, mais riche et florissant. C'est un État éminemment démocratique et républicain, où la justice et l'égalité règnent dans les limites les plus larges qu'il ait encore été donné à l'expérience de le constater en Europe. Malgré toutes les petites luttes de partis ou de personnalités qui l'agitent intérieurement, luttes inhérentes, du reste, à l'état de liberté, et qui n'attestent au fond qu'une vie politique active, puissante, et telle enfin qu'elle doit être chez un peuple d'hommes et non de sujets, c'est un État paisible et prospère.

Notre système lui est donc applicable au point de vue politique, parce qu'il y trouverait toutes les garanties constitutionnelles qui lui sont indispensables pour ne pas devenir abusif. C'est-à-dire que le peuple chaque année vote, par ses députés, la loi de l'impôt, en détermine l'assiette, la quotité et l'emploi, sur la proposition d'un gouvernement électif, essentiellement responsable, et sur les actes duquel la presse et la tribune peuvent exercer sans restrictions la surveillance la plus active. Or ces conditions sont vitales : sans elles notre système est, non pas impossible, mais dangereux. Nous l'avons déjà dit : entre les mains d'un despote, ce serait un puissant moyen d'oppression, et peut-être le *black-book* d'un autre conquérant normand. C'est une arme d'une immense portée ; il ne faut la confier qu'à des chefs populaires, à des gouvernements émancipateurs, à des hommes d'État patriotes, capables de demeurer citoyens quand leurs concitoyens les ont choisis pour les gouverner ; il ne faut enfin la mettre qu'aux mains d'honnêtes gens, décidés à rester tels, ou qui seraient renversés du pouvoir le jour où ils cesseraient de l'être.

Or ces conditions existent dans le canton de Vaud. Elles

existent dans toute la Suisse à des degrés divers et partout à un degré suffisant. Nous dirons même qu'elles n'existent qu'en Suisse, si l'on excepte peut-être la Belgique, l'Angleterre et surtout l'Italie renaissante, qui pourrait trouver dans notre système financier les moyens matériels de réparer rapidement les plaies que lui a faites la domination étrangère, et les blessures qu'elle doit recevoir encore avant de s'en être affranchie complètement.

La situation politique du canton de Vaud convient à notre système fiscal ; mais en est-il de même de sa situation économique ? Pour résoudre cette question, appliquons à nos combinaisons les données statistiques, tout imparfaites qu'elles soient, que nous avons pu nous procurer sur sa situation financière : les chiffres répondront d'eux-mêmes.

Le budget du canton de Vaud pour l'année 1861 est établi sur l'équation de 2,703,800 francs entre les recettes et les dépenses. Il faut compter en plus les frais de perception qui sont évalués à 450,000 francs. C'est donc la somme énorme de 16,6 p. 100 que le revenu public coûte à percevoir. Il est vrai que dans cette somme sont probablement compris les frais d'exploitation des salines de Bex, qui rapportent moins de 4000 francs net, pour un produit brut de 201,618 francs ; les frais de commerce du monopole du sel ; l'entretien et l'exploitation des forêts et domaines, et d'autres monopoles coûteux à l'État. On peut donc prévoir que si l'on renonçait à ces monopoles en tant que ressources fiscales, le taux des frais de perception du revenu public baisserait ; et nous pouvons compter que si notre système était appliqué, surtout si l'enregistrement payait lui-même ses frais par un léger droit *ad valorem* sur tous les titres, actes et contrats enregistrés, les frais de perception pour

un revenu de 2,704,000 francs ne s'élèveraient pas au-dessus de la somme de 196,000 francs complémentaire d'un revenu brut de 3,000,000 : soit à 6 1/2 p. 100 du revenu net, et même moins.

Ce serait donc 3,000,000 au minimum qu'il faudrait prélever chaque année sur la richesse nationale, ou plutôt sur le revenu annuel de cette richesse, pour satisfaire aux exigences du budget : ce n'est réellement pas lourd.

La population est estimée à 200,000 habitants. C'est donc en moyenne 15 francs d'impôt que l'État demande à chaque habitant. De plus, les douanes fédérales prennent 6,000,000 à la population de toute la Suisse évaluée à 1,400,000 habitants : c'est-à-dire 2 fr. 50 c. à chaque individu. C'est donc en tout 17 fr. 50 c. que chaque citoyen vaudois supporte d'impôt en moyenne. Or un Turc paie un peu moins au sultan, il est vrai, mais la différence n'est pas si grande que le disait Montesquieu. Un Turc paie 13 fr. 98 c. ; et d'autre part tous les sujets des diverses majestés très-chrétiennes ou très-orthodoxes de toutes les confessions qui se partagent les deux mondes en voie de civilisation et de progrès, c'est-à-dire l'Europe et l'Amérique, paient bien davantage à leurs monarques plus ou moins despotes. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un regard sur le tableau suivant, dont Montesquieu se serait sans doute fort étonné et qui lui aurait donné à réfléchir.

NOMS DES ÉTATS.	Quotité de l'impôt par habitant.	Portion de la dette publique due par habitant.
	fr. c.	fr. c.
1 Grande-Bretagne.	60 06	44 11
2 Bade.	56 83	16 35
3 Pays-Bas.	54 75	48 10
4 France.	50 42	17 86
5 Hanovre.	39 12	11 19
6 Suède et Norwége	34 70	18 22
7 Belgique	32 27	27 67
8 Espagne.	31 06	34 41
9 Prusse.	27 35	11 18
10 Danemark.	21 66	25 45
11 Saxe-Royale.	20 37	27 28
12 Bavière.	20 10	30 10
13 Italie.	19 92	24 15
14 Grèce.	18 65	6 00
15 Wurtemberg.	18 50	18 80
16 Portugal.	18 42	26 36
17 Russie.	18 36	21 19
18 Brésil.	18 03	17 90
19 Autriche.	17 28	34 04
20 Turquie.	13 98	26 55
21 Amérique du Nord. . . .	12 27 + <i>x</i>	13 29
22 Suisse.	7 36 + <i>x</i>	2 35

D'après les chiffres rassemblés ici, il semblerait qu'un citoyen des États-Unis, c'est-à-dire encore le citoyen d'une république, paierait moins qu'un Turc lui-même, mais nous avons cru devoir ajouter à ce nombre de 12 fr. 27 c. que donne notre tableau, le signe *plus*, parce qu'il ne contient probablement que les impôts fédéraux pour l'Amérique du Nord comme pour la Suisse, et qu'il faudrait y ajouter le chiffre des impôts particuliers de chaque État, ce qui élèverait ce chiffre total de 12 fr. 27 c., étonnant surtout pour

un pays si riche qu'on ne peut s'y faire servir même à grand prix d'argent,

En outre, ce tableau contient, quant à la Suisse, sinon des inexactitudes, du moins des éléments qui ne sont pas comparables à ceux qui constituent le budget des autres États. Ainsi le budget fédéral s'est fermé cette année à 15,966,000 francs, c'est 6 fr. 65 c. par habitant; mais sur le chiffre total de cette recette les douanes figurent pour 6,000,000, ainsi que nous l'avons dit; et le reste se compose du produit de monopoles qui ne sont réellement pas des impôts, ou de revenus nationaux qui ne coûtent rien aux particuliers. Ainsi le produit des postes y figure pour une recette et une dépense de 7,191,000 francs, recette et dépense réparties entre les divers cantons sans que le pouvoir fédéral en touche rien. Cette somme serait donc à compter dans le budget des cantons et non dans le budget fédéral; et en effet, plus loin nous en ferons mention dans le budget vaudois. Le reste se compose de 2 à 3 millions, provenant du revenu d'immeubles ou de capitaux divers, qu'il n'est pas besoin, par conséquent, de demander à l'impôt. Le budget fédéral ne réclame donc à chaque citoyen suisse, sous une forme fiscale, que 2 fr. 50 c. par an, et non 7 fr. 36 c. comme le dit notre tableau, et les exigences fiscales du canton de Vaud ajoutent 15 fr. à cette somme : en tout, 17 fr. 50 c., c'est-à-dire plus qu'on ne paie en Turquie et en Autriche, mais beaucoup moins qu'on ne paie dans tous les autres pays, et probablement moins qu'on ne demande à un citoyen des États-Unis, soit pour le gouvernement de chaque État, soit pour le budget de l'Union ⁽¹⁾.

(1) Si de même au budget des grands États on ajoutait les contributions communales ou provinciales, la différence serait encore plus sensible.

La population vaudoise est donc bien loin d'être surchargée, elle paie moins que la plupart des sujets des rois et elle est plus riche.

Évaluons maintenant sa richesse.

La valeur totale de son territoire s'élève à 363,000,000 fr.
Celle des bâtiments à. 210,000,000

Total du capital foncier. 573,000,000 fr.

Ce capital est grevé de 145,000,000 de créances hypothécaires ; mais la valeur de ces créances représentant une partie de celle du sol peut être négligée ici. Voilà ce qu'il faut bien se persuader : c'est qu'un emprunt hypothécaire est une vente partielle, une vente par action d'un bien-fonds, et que le remboursement est un rachat de ce bien ou de ces actions. Ces créances appartiennent donc en réalité au capital foncier et le représentent. Celui qui en est le débiteur possède encore le bien, mais il n'en est plus propriétaire en totalité, et il donne chaque année comme intérêt à son copropriétaire une part dans la jouissance ou la possession, proportionnelle à cette part de copropriété hypothécaire.

Sur la valeur totale des bâtiments, ceux qui sont situés dans les villes figurent pour 60,000,000 de francs. Nous n'avons pas à les déduire ici, mais nous aurons à le faire autre part.

De plus il faut ajouter à ce capital foncier égal à. 573,000,000 fr.

Une valeur en bétail de. 28,000,000 fr.

— en instruments

aratoires de. 38,000,000

Total de la valeur en cheptel. 66,000,000 = 66,000,000

C'est donc un capital foncier et agricole de. 639,000,000 fr.

A reporter. . . . 639,000,000 fr.

Report. . . . 639,000,000 fr.

On évalue la richesse industrielle du canton, c'est-à-dire la valeur des fonds de commerce, des marchandises et du matériel d'industrie au tiers de la richesse agricole : soit. 213,000,000

C'est certainement encore un minimum, car ce chiffre doit en outre contenir le mobilier privé des familles, qui à lui seul doit en égaler la somme.

Enfin, outre les 145 millions de créances hypothécaires, que nous ne pouvons compter ici sans faire double emploi, puisqu'elles représentent une part de la propriété territoriale, et que nous les avons comprises dans la valeur de cette propriété, ou plutôt que nous ne les en avons pas déduites, on compte dans le canton de Vaud des titres et valeurs industrielles pour une somme d'environ 100,000,000

Au total. 952,000,000 fr.

Ce dernier chiffre est plutôt trop faible que trop fort. On peut donc évaluer hardiment à 1 milliard la richesse en capital du canton de Vaud; et nous verrons plus loin, d'après l'évaluation des revenus, que notre approximation en capital est beaucoup trop modeste. Mais enfin nous nous y tiendrons pour le moment.

Si on divise ensuite cette richesse capitale de la nation par sa population, on trouve une richesse moyenne de 5000 francs par personne de chaque sexe et de tout âge; et le taux actuel de l'impôt par rapport à la richesse indi-

viduelle moyenne est ainsi de 0,35 0/0 du capital. On voit que dans un pays républicain l'impôt unique sur le capital, au taux où M. de Girardin propose de l'établir, suffirait et au delà aux besoins du budget. Mais nous verrons bien mieux encore.

Appliquons notre système à ces données, nous verrons à quel résultat nous arriverons.

La richesse totale étant de 1 milliard, il faut supposer que le revenu annuel total sur lequel vit tout le canton s'élève au moins à 10 p. 100 du capital national, soit à 100,000,000 fr.

Ce chiffre n'est pas trop fort, car déjà le revenu agricole brut monte, d'après les données de la statistique, à 95,000,000 fr.

Il ne resterait donc que 5,000,000 de revenu à produire par la richesse industrielle et commerciale. C'est évidemment trop peu : toute la population vivant à peu près sur ce revenu agricole brut, ne peut l'obtenir qu'en échange de services équivalents, ce qui, par conséquent, doit, sinon doubler ce chiffre, l'augmenter du moins de toute la part de produits agricoles qui est consommée par la population industrielle des villes et villages. Or cette population est à la population agricole dans un rapport plus grand que 1/20^e. Mais enfin acceptons encore ce minimum pour le revenu comme nous l'avons accepté pour le capital ; car si le chiffre de 95,000,000 de produits agricoles nous donne sûrement un revenu total supérieur à 100,000,000, il suppose aussi un capital industriel plus considérable que celui que nous avons supputé.

Mais une chose est déjà établie, c'est que nous avons raison de prétendre que le capital terre rapportait certainement un revenu brut total annuel, équivalant au moins

à 10 0/0 de sa valeur vénale, y compris la prime d'accumulation ou d'amortissement, puisque, d'après les nombres ci-dessus, le capital agricole du canton de Vaud qui, déduction faite d'une valeur de 60,000,000 en maisons urbaines, se réduit à la somme de 579,000,000, produit un revenu brut égal à $1/6^e$ de sa valeur. C'est donc un revenu brut moyen de plus de 16 1/2 0/0, dans un État qui progresse et où, par conséquent, la valeur vénale des terres augmentant, la prime d'accumulation est en sus du revenu annuel et s'y ajoute au lieu de s'en déduire.

Ce revenu agricole brut est produit par 38,000 familles de cultivateurs, et leur rapporte conséquemment 2500 francs par famille. Supposant chaque famille de quatre personnes, ce serait une population agricole de 152,000 hommes, femmes et enfants, jouissant chacun de 625 francs de revenu brut; et comme la totalité du revenu brut divisé entre toute la population ne donne qu'une dépense de 475 francs par personne, chaque agriculteur Vaudois jouirait donc en moyenne d'un profit net de 150 francs, tous ses frais de nourriture et de logement étant payés. Ce sont ces 150 francs qui constituent la rente du sol et qui s'échangent contre le travail de 48,000 industriels.

C'est donc un revenu de 22,800,000 francs que ces 48,000 industriels se partagent par un échange annuel de services d'une valeur de 475 francs contre 475 francs de produits agricoles. Le revenu total de la population serait donc bien de 95,000,000, si celle-ci n'avait absolument besoin que de manger et de pourvoir à ces premiers besoins de la vie que la population des campagnes satisfait par échange de ses denrées contre des vêtements ou des subsistances étrangères; mais tout le mouvement du commerce d'industriel à industriel dans la nation, tout le mouvement du

commerce international et intercantonal échappe à cette approximation. De toute manière notre revenu total évalué à 100,000,000 est de beaucoup trop faible. Cependant nous le laisserons tel.

La part légitime de copropriété sociale étant de $1/10^e$, soit du capital, soit du revenu, l'État vaudois aurait donc le droit, en cas de grande nécessité ou de grande calamité publique, de prélever une somme d'impôt égale au maximum à 10,000,000.

Chaque habitant jouissant en moyenne d'un capital de 5000 francs et d'un revenu de 500 francs, y compris son travail bien entendu, revenu que nous avons reconnu pour être inférieur à la réalité, pourrait payer à l'État un impôt annuel de 50 francs.

Ce serait encore moins qu'on ne paye, en temps ordinaire, en France, dans les Pays-Bas, dans le grand duché de Bade et en Angleterre, où certainement la richesse par individu n'est pas de 5000 francs en capital et de 500 francs de revenu.

Nous ne parlons que d'un temps de calamité; en temps ordinaire, le fisc vaudois, très-modéré dans ses exigences, ne demande ni tout ce qu'on peut ni tout ce qu'on doit lui donner. Et nous avons vu que l'État prospère et se maintient à un degré très-suffisant de civilisation, avec un budget de 3 millions, c'est-à-dire avec une contribution égale seulement aux $3/10^es$ de la DÎME SOCIALE.

Supposant que le canton de Vaud adoptât notre système, il ne demanderait donc que $3/10^es$ d'impôt. Nous verrons tout à l'heure que cela lui suffirait et au delà, et que la communauté pourrait répartir entre ses membres, ou plutôt laisser entre leurs mains sans le prendre, plus de $7/10^es$ du revenu du capital social.

Faisons les calculs. Dressons son budget.

1° Que rendrait l'impôt fixe sur le capital foncier et agricole?

363,000,000 en terres à $1/2 \times 3/10^{\text{es}} = 3/20^{\text{es}}$ p. 100	
donneront	544,500 fr.
210,000,000 en bâtiments, même taux. .	315,000
66,000,000 de cheptel <i>id.</i>	99,000

L'impôt sur le capital foncier et agricole nous produirait donc 958,500 fr.
au lieu de 613,000 francs que rapporte l'impôt foncier actuel.

Cependant nous avons à en déduire les créances hypothécaires, mais nous avons à les ajouter autre part, soit :

— 145,000,000 créances hypothécaires à $1/2 \times 3/10^{\text{es}} = 3/20^{\text{es}}$ p. 100.	217,500
---	---------

L'impôt sur le capital foncier et agricole produirait donc. 741,000 fr.
C'est-à-dire, malgré la déduction des hypothèques, 128,000 francs de plus que l'impôt foncier actuel, et cependant le taux en serait abaissé de $5/20^{\text{es}}$ p. 100, où il est aujourd'hui sur les terres à $3/20^{\text{es}}$ p. 100. Il est vrai que le taux sur les bâtiments serait relevé de $1/10^{\text{e}}$ à $3/20^{\text{es}}$ p. 100; mais le bénéfice viendrait principalement d'une répartition plus égale.

2° Que rendrait l'impôt fixe sur le capital mobilier ?

Nous avons à reporter ici :

+ 145,000,000 de créances hypothécaires à $1/2 \times 3/10^{\text{es}} = 3/20^{\text{es}}$ p. 100	217,500 fr.
---	-------------

A reporter. . . . 217,500 fr.

Report. . . . 217,500 fr.

Et d'autre part :

213,000,000 de capitaux de commerce et d'industrie à $1/2 \times 3/10^{\text{es}} = 3/20^{\text{es}}$ p. 100	319,500
100,000,000 titres et valeurs indus- trielles à $1/2 \times 3/10^{\text{es}} = 3/20^{\text{es}}$ p. 100. .	150,000

Au total l'impôt sur le capital mobilier rapportera	687,000 fr.
--	-------------

Plus le produit de l'impôt sur le capital foncier et agricole.	741,000
---	---------

Le produit total de l'impôt sur le capital réel sera donc de	1,428,000 fr.
---	---------------

3° Que produirait l'impôt sur le capital professionnel ?

200,000 habitants donnent au plus 50,000 enfants et 50,000 vieillards infirmes ou incapables. Cette proportion est même de beaucoup trop grande. Cependant adoptons-la, reste 100,000 imposables au moins.

100,000 imposables, d'après le minimum du capital professionnel évalué à 1000 francs, donnent :

100,000,000 de capital professionnel à $1/2 \times 3/10^{\text{es}} = 3/20^{\text{es}}$ p. 100.	150,000 fr.
---	-------------

Mais sur ces 100,000 imposables il doit y en avoir au moins $1/10^{\text{e}}$ dont la taxe s'élèverait au double en moyenne ; soit 1000 francs en plus par chacun d'eux ou $10,000 \times 1000$

= 10,000,000 de capital professionnel su- périeur à $1/2 \times 3/10^{\text{es}} = 3/20^{\text{es}}$ p. 100. .	15,000
---	--------

Au total.	165,000 fr.
-------------------	-------------

Ce produit de l'impôt sur le capital professionnel évalué, au minimum, donnerait donc 165,000 fr.

Plus le produit de l'impôt sur le capital réel, ci. 1,428,000

Total de l'impôt fixe sur le capital social 1,593,000 fr.

Ce résultat est obtenu sans rien compter sur le mobilier, ou *meubles meublants* qui ont été compris dans les capitaux du commerce ou de l'industrie, et dont la valeur s'élève peut-être à elle seule au-dessus du chiffre de 213,000,000 que nous avons donné. Ainsi en accordant seulement un mobilier de 500 francs à chaque habitant, on aurait déjà la somme de 100,000,000; mais enfin négligeons cet élément de la richesse puisque nous évaluons tout au minimum et que nous ne l'avons pas compté jusqu'ici dans l'assiette ni dans la répartition générale de la richesse et des charges sociales par individu.

Rien que par l'impôt sur le capital, abaissé à 3/10^{es} du taux auquel voulait le fixer M. de Girardin, nous obtenons plus de la moitié de la contribution qui est nécessaire pour faire face aux dépenses de l'État. Et nous arrivons là d'après les données imparfaites de la statistique actuelle, sans aucune réforme préalable de l'enregistrement qui permette de saisir la richesse, et par des évaluations toutes au minimum.

Que donnerait donc maintenant l'impôt variable sur le revenu?

Nos approximations seront ici beaucoup moins exactes, parce que nous aurons à chercher le résultat moyen et seulement approché de séries progressives appliquées aux

circonstances les plus contingentes, telles que l'accumulation des capacités naturelles et du capital réel dans les mêmes mains. Ici enfin la statistique ne nous dit rien ou fort peu de chose.

Il nous faut donc d'abord aller à la recherche des moyennes sur lesquelles nous devons nous baser, c'est-à-dire du taux moyen de l'impôt sur le revenu qui résulterait de l'application, soit de l'échelle à double progression sur les titres industriels et les grands capitaux de commerce, soit de l'échelle à progression continue sur les capacités productrices mettant en œuvre de petits capitaux.

Puisque nous avons admis que le capital agricole est au capital industriel dans le rapport de 3 à 1, il nous faut supposer que la population se divise à peu près de même, que sur nos 100,000 imposables, ou 200,000 habitants, $\frac{3}{4}$, c'est-à-dire 150,000 habitants, ou 75,000 imposables producteurs, sont agriculteurs, et que 50,000 habitants, ou 25,000 producteurs, sont occupés d'autres industries. Ce rapport est prouvé par la statistique qui, sur 200,000 habitants, nous a donné 38,000 familles agricoles ; or ce nombre, multiplié par 4 personnes, fait en effet 152,000 habitants. On ne peut rencontrer plus juste.

Nous avons donc 76,000 agriculteurs imposables et producteurs qui représentent un capital professionnel de 76,000,000 de francs, le minimum des taxes professionnelles étant applicable en général à l'agriculture.

Ce capital professionnel ajouté au capital agricole total de 579,000,000 (c'est-à-dire déduction faite des bâtiments urbains qui valent 60,000,000), donne une somme de 655,000,000, laquelle produit un revenu brut de 95,000,000. Le revenu s'élève donc à 14 $\frac{1}{2}$ p. 100 du capital employé à le produire.

D'après notre échelle des capacités productrices, un pareil revenu représente pour la partie agricole de la nation un pouvoir producteur moyen équivalant à $14/10^{\text{es}} \frac{1}{2}$, ou $29/20^{\text{es}}$ du capital employé, soit 949,750,000 de francs.

Ce pouvoir producteur ou capital naturel, ajouté au capital professionnel et agricole, forme la somme de 1,604,750,000 francs.

C'est en réalité cette somme qui produit 95,000,000 de revenu brut total, et ce revenu brut est donc imposable seulement au taux de 5;92 p. 100. Mais comme il est convenu qu'on ne lève que $3/10^{\text{es}}$ de la contribution, ce taux doit être réduit à $5;92 \times 3/10^{\text{es}} = 1;776$ p. 100.

Mais ce taux de 1;776 p. 100 ne doit pas se lever sur la totalité de ce revenu de 95,000,000, parce que ce revenu renferme une part de net qui est la rente et qui s'élève à 150 francs par habitant agricole ou à 300 francs par producteur imposable. C'est donc $76,000 \times 300$ à déduire, soit 22,800,000. Reste 72,200,000 de revenus agricoles imposables au taux de 1;776 p. 100: soit 1,282,272 francs.

Voici déjà qui suffirait presque à remplir suffisamment notre budget, le tout parfaitement saisissable. Cependant la taxe moyenne du revenu pour chaque producteur imposable ne serait encore que de 16 fr. 87 c., et si on la comptait par habitant, elle serait de 8 fr. 43 c. Supposant en moyenne dans chaque famille agricole 2 producteurs imposables et 2 incapables, la taxe totale de la famille serait de 33 fr. 74 c. pour le revenu + 3 francs de taxe professionnelle fixe, soit au total 36 fr. 74 c., pour un revenu total moyen de $4 \times 475 \times 1900$ francs = soit 1 fr. 93 c. p. 100 du revenu.

Nous ferons les mêmes calculs au sujet des revenus

de la population industrielle et nous verrons d'autres merveilles.

Le capital industriel est évalué à 213,000,000. Cette somme est trop petite ; mais comme elle nous donnera pour l'impôt du revenu un taux d'autant plus élevé qu'elle est plus petite, il y aura compensation dans le résultat.

1/4 de la population, d'après notre approximation, et 48,000 habitants, selon la statistique, font valoir ce capital. Sur ces 48,000 habitants il ne faut compter que 24,000 producteurs imposables. Comme beaucoup d'enfants et de vieillards travaillent, ils font compensation pour les oisifs valides.

De ces 24,000 producteurs,	
14,000 représentent un capital profes-	
sionnel de.	14,000,000 fr.
10,000 représentent un capital profes-	
sionnel de.	20,000,000
	<hr/>
Au total.	34,000,000 fr.
	<hr/>

Ces 34,000,000 de capitaux professionnels, ajoutés aux 213,000,000 de capitaux industriels font la somme de 247,000,000.

Il est vrai que pour tout cela nous n'avons qu'un revenu de 5,000,000 à répartir, sur lequel nous avons même à déduire le revenu des 100,000,000 de titres et de valeurs industrielles, qui équivaut déjà à cette somme. De sorte qu'il ne nous resterait rien pour les salaires et les profits de l'industrie et du commerce. Voici donc qui nous prouve avec évidence que notre évaluation première était trop faible et que le capital social réel tout entier, dont peut disposer la nation, capital fécondé par les forces

productrices des membres de la communauté, rapporte annuellement plus de 10 p. 100 de revenu total.

Le canton de Vaud, possesseur d'un capital social de 1 milliard à partager entre 200,000 habitants dont 100,000 travailleurs, jouit d'un revenu supérieur à 100,000,000 ; voilà qui nous semble prouvé. Et l'État pourrait par conséquent lui demander plus de 10,000,000 d'impôts dans un moment de crise suprême, où par exemple il s'agirait de sauver sa nationalité et son indépendance. Toutefois il faut tenir compte qu'en d'aussi malheureuses circonstances son revenu diminuerait subitement en une grande proportion par l'effet même de la guerre, et surtout en conséquence de son organisation militaire qui retireraient au travail la partie la plus productive de la population. Mais si la guerre pouvait être prévue d'avance, on voit qu'en s'imposant seulement à $1/10^e \times 3/10^es = 3$ p. 100 du revenu total annuel, il pourrait suffire à son budget ordinaire de 3,000,000, et mettre chaque année une somme en réserve pour les cas de guerre ou de calamités publiques. C'est déjà un beau résultat.

Il faut donc chercher une autre base pour évaluer le revenu de notre capital industriel, puisque nos calculs exécutés sur les données statistiques dépassent ainsi nos prévisions théoriques sur l'accroissement général de la richesse en raison de sa valeur capitale. C'est-à-dire enfin qu'il nous faut supputer cette part du revenu social qui provient d'échanges entre industriels nationaux ou d'échanges internationaux et dans lesquels l'agriculture n'intervient pas. Or ce revenu qui comprend tout le commerce de luxe, c'est-à-dire une grande partie du commerce des villes, ne nous a pas été donné par la statistique. Il lui

échappe jusqu'ici complètement; parce qu'on peut bien supputer combien un nombre donné d'habitants mangent de pain et de viande et boivent de vin; mais ce que chacun dépense en ces mille services que les membres de la société se rendent les uns aux autres et qui font la plus grande part de la dépense des gens riches, la statistique ne le sait pas. Et cependant tout cela étant dépensé par quelqu'un est pour quelqu'autre salaire ou profit, c'est-à-dire revenu.

Or la base que nous cherchons nous sera donnée par le prix moyen de la journée de travail, cette journée dans le canton de Vaud est environ de 3 francs. Ce qui multiplié par 310 jours = 930 francs, qui sont produits en général avec le minimum de capital professionnel, c'est-à-dire 1000 francs. Telles seront donc nos données pour nos 14,000 travailleurs gagnant des salaires de concurrence universelle, c'est-à-dire que nous pouvons considérer comme prolétaires et ne jouissant d'aucun capital, sauf un petit mobilier, évaluable tout au plus à 100 francs par personne, soit. 1,400,000 fr.

Plus le capital professionnel. 14,000,000

En tout, le capital dont ils disposent
est de. 15,400,000 fr.

Mais il est une chose à remarquer ici, c'est que dans ce nombre de travailleurs il y a une moitié de femmes. Nous n'avons pas eu besoin de faire cette distinction dans la population agricole, parce que le chiffre total du revenu nous étant donné, nous pouvions procéder par déduction à la répartition moyenne par habitant, par travailleur et par famille sans nous soucier du prix de leur salaire. Si nous avions fait intervenir le chiffre moyen du salaire nous eussions obtenu un reste de pouvoir producteur qui eût été

celui de la terre elle-même, et qu'il serait assez utile de connaître; mais nous n'en avons pas besoin pour le résultat que nous poursuivons (1).

Au contraire il nous faut procéder par induction pour évaluer le revenu industriel, et, par conséquent, nous sommes forcés d'analyser d'abord ses parties.

Sur nos 14,000 travailleurs nous aurons donc une moitié de femmes qui gagnent seulement des salaires variables entre 60 centimes et 2 francs, en moyenne 1 franc 30 cent.

C'est donc 7,000 femmes qui produisent un revenu de $1;30 \times 340 \text{ jours} = 403 \text{ fr. par personne.}$

Vérifions ces chiffres en les rapprochant de la statistique. La moyenne des salaires annuels, tant des hommes que des femmes est donc de 666 francs. Or nous avons vu que le produit brut de chaque producteur agricole est presque du double, soit 1,250 francs, sur lesquels il faut défalquer 300 francs, reste 950 francs; mais ce produit reste à l'agriculteur presque tout en nature, tandis que le salaire de l'ouvrier lui est payé en argent. Celui-ci, en dernier résultat, est beaucoup moins riche même avec plus d'argent, c'est-à-dire moins abondamment pourvu de richesse réelle, de subsistances, de logement vaste, et c'est là ce qui ex-

(1) Pour évaluer ce pouvoir producteur du sol, connaissant le chiffre des salaires d'un ouvrier agricole, il suffirait d'une simple proportion: deux parts devant être faites dans le produit brut, qui soient entre elles comme la somme du capital agricole et professionnel d'une part est à la somme du capital foncier de l'autre. Chacune de ces portions du revenu total, comparée au capital qui le produit, donnerait le pouvoir producteur du sol et le pouvoir producteur de ceux qui le cultivent. Mais le pouvoir producteur du sol étant une force et une possession pour ceux qui le cultivent doit entrer dans leur bilan, et, par conséquent, cet élément était négligeable. Cependant, s'il était pris en considération, on arriverait encore à une taxe moins élevée dans l'échelle des pouvoirs reproducteurs, pour les profits agricoles.

plique la supériorité de force et de santé des populations agricoles, supériorité qui n'est pas produite par rien, mais par une quantité réellement plus grande de jouissances économiques et d'absorption totale. *Rien ne produit rien* : cet axiome est toujours vrai. Quoique plus pauvre en objets de luxe, le cultivateur est en réalité plus abondamment pourvu. Si enfin nous comparons ces deux chiffres, en les répartissant par habitant et par familles, nous trouvons 333 francs de revenu en moyenne pour un prolétaire des villes vaudoises, homme, femme, vieillard ou enfant, l'un dans l'autre, et sans considérer les chômages possibles; pour l'agriculteur du même pays nous trouvons 475 francs, la grande moyenne statistique de l'abondance. Et tandis qu'une famille agricole jouit en moyenne d'un revenu total en nature ou richesse réelle de 1,900 francs, une famille de prolétaires du même nombre de personnes, c'est-à-dire du père, de la mère et de deux incapables, enfants ou vieillards, ne reçoit en salaires que 1333 francs, sans compter les chômages. Or cette proportion est bien celle des faits. On constate une aisance beaucoup plus grande dans les campagnes vaudoises que dans les villes; et dans les villes comme dans les campagnes, une aisance relative bien supérieure à l'aisance des villes et des campagnes en d'autres pays, où certes l'impôt sur les profits agricoles ne monterait pas si haut dans le budget total de la nation.

Nous pouvons donc adopter ces moyennes comme définitives.

7,000 femmes recevant un salaire annuel de 403 francs, donnent un revenu de 2,821,000 fr.

Elles disposent d'un capital mobilier et professionnel de 7,700,000 fr.

Leur revenu est donc à leur capital dans le rapport de 36;63 p. 100.

Un revenu de 36;63 p. 100 du capital employé représente un pouvoir producteur égal à $36;63/10^{\text{es}} = 3,663$ de ce capital.

Le pouvoir producteur de 7,000 ouvrières vaudoises représente donc un capital de 28,205,100 francs qui, ajouté à leur capital professionnel et mobilier, produit la somme totale de 35,905,100 fr.

C'est cette somme qui en réalité donne un revenu de 2,821,000 francs, c'est-à-dire au taux de 7;85 p. 100 ; mais ce taux qui est celui auquel leur revenu doit être imposé, doit être abaissé encore à $7;85 \times 3/10^{\text{es}} = 2.355$ p. 100. Or 2,821,000 de salaires à 2;355 p. 100 = 66,434 fr. 55 c.

Cette somme divisée par ouvrière = 9;49, et si l'on y ajoute la taxe fixe ou patente professionnelle, la totalité de la contribution s'élèvera à 11;14. Ce n'est pas une bien lourde charge pour un revenu moyen de 403 fr., puisque c'est un impôt au taux de 2;76 p. 100. Certainement cette contribution peut se supporter dans un État heureux, si l'on n'y exige aucun autre impôt indirect pesant sur les classes ouvrières; et nous verrons comment, lorsque cet impôt existe, cette taxe totale peut être diminuée.

Faisons le même calcul pour nos 7,000 ouvriers.

Le revenu annuel de chacun d'eux est de 930 francs, le revenu total qu'ils produisent est donc de 6,510,000 fr.

Leur capital professionnel et mobilier est de 7,700,000 fr.

Ils produisent donc un revenu au taux de 84;54 p. 100.

Leur pouvoir producteur est ainsi de $84;54/10^{\text{es}} = 8;454$ du capital dont ils disposent, soit : 65,095,800 fr.

Ce pouvoir reproducteur ou capital naturel ajouté à leur capital professionnel et mobilier équivaut à la somme totale de 72,795,800 francs.

C'est cette somme totale qui produit un revenu de 6,510,000 francs, imposable au taux de 8;94 p. 100 qui doit être réduit à $8;94 \times \frac{3}{10} = 2;682$ p. 100.

Or 6,510,000 fr. de salaires imposables à 2;682 p. 100 = 174,598 fr. 20 c.

Cette somme divisée par ouvrier donne 24 fr. 94 c. + 1 fr. 65 c. de taxe professionnelle fixe : ensemble un impôt de 26 fr. 59 c. pour un revenu de 930 francs.

C'est donc un impôt au taux de 2,85 p. 100.

Il faut observer ici que les hommes, gagnant plus, paieraient un impôt plus fort par la quotité, mais le taux d'après lequel seraient imposées les femmes se trouverait presque aussi élevé. Cela paraît injuste au premier abord; mais si les femmes sont imposées en résultat général à un taux si fort, dans notre calcul, en comptant la taxe professionnelle fixe, c'est parce qu'avec un revenu moindre, nous leur avons supposé un capital professionnel et mobilier égal, pour la simplicité du calcul : c'est-à-dire que dans la totalité de la richesse dont elles jouissent, la part qui ne provient pas de leur travail est plus forte, relativement à celle qui en provient, que dans le bilan fiscal des hommes. Mais si nous avons compté un capital professionnel et un capital mobilier égaux pour les uns comme pour les autres, pour la simplicité du calcul, dans la réalité il n'en est pas ainsi en général. Le capital professionnel des hommes est plus fort, mais leur capital mobilier est aussi plus faible généralement. Beaucoup d'ouvriers n'ont absolument que leurs outils et leurs vêtements. Une femme a le plus souvent un petit chez soi meublé qui a une valeur et qui la

fait réellement aussi riche, plus riche même, c'est-à-dire plus capitaliste que les hommes, relativement à la quotité de ses salaires. Voilà d'où provient cette différence, qui ne découle nullement d'une erreur dans notre système, mais qui est fondée en raison dans les faits. Un ouvrier qui avec un capital professionnel plus fort aurait aussi un mobilier plus considérable, paierait aussi un impôt total plus élevé par le taux et la quotité, et ce serait justice.

Maintenant nous avons à supputer le revenu de 10,000 travailleurs ayant un capital professionnel supérieur, évalué à 2,000 francs par tête, soit 20,000,000 francs.

En général ils ont aussi un mobilier plus considérable et qu'on peut évaluer par personne à la même somme de 2,000 francs, soit ensemble 20,000,000 francs.

De plus ils disposent du capital industriel du pays à peu près en totalité. Le capital industriel est évalué pour le canton de Vaud à. 213,000,000 fr.

Desquels nous avons à déduire les
20,000,000 de capital mobilier, plus
1,400,000 que nous avons supposé re-
présenter le mobilier de nos travailleurs
prolétaires. Soit ensemble à déduire. . 21,400,000

Reste en capital industriel à faire valoir. 191,600,000 fr.

Quel est le produit de ce capital? Voilà ce qu'il est impossible de dire *à priori*. Car depuis l'employé à 1,200 fr. jusqu'à l'artiste qui gagne 50,000 francs; depuis le petit revendeur qui fait valoir un capital de 100 francs et le fait produire 1,000 p. 100 à force de le renouveler, jusqu'au banquier ou au négociant en gros qui double seulement son capital en dix ans, tous ces extrêmes sont compris dans nos 10,000 travailleurs; et de plus nous avons deux

échelles fiscales à appliquer. Comment donc déterminer les moyennes? Il faut faire deux parts : celle des travailleurs à profit ou négociants, et celle des travailleurs à salaires de monopoles ou grands producteurs.

Faute d'une meilleure base, nous diviserons par moitié. 5,000 travailleurs à profits ou négociants dont le capital professionnel et mobilier représente au minimum la somme totale de 20,000,000 francs, font le commerce en général avec de grands capitaux. C'est entre eux que se répartit presque tout entier le capital marchand et industriel de la nation.

Ce capital de 191,600,000 francs doit produire entre leurs mains à la fois l'intérêt et le profit, soit le revenu de 10 p. 100, c'est-à-dire le doublement du capital en dix ans. Ils obtiendront donc un revenu de 19,160,000 francs.

Si ces travailleurs devaient être assujétis à l'échelle à double progression, on pourrait ne pas comprendre dans leur rôle leur capital mobilier et professionnel qui ne changerait presque rien à la quotité absolue de leur taxe. Leur revenu total serait imposable à 5 p. 100 \times 3/10^{es} en sus de la taxe fixe sur le capital et comme impôt sur le revenu, et produirait la somme de 287,400 francs. Mais comme parmi ces 5,000 négociants le canton ne renferme pas une forte proportion de banquiers et de marchands en gros, il faut, si l'on ne veut diviser encore en deux parts cette fraction de la population, lui appliquer en général l'échelle à progression continue sur les capacités, ce qui reviendra à fort peu près au même, par suite des compensations.

C'est donc avec un capital tant industriel que mobilier et professionnel de 211,600,000 francs que ce revenu total moyen de 19,160,000 francs est obtenu. Ce revenu est par conséquent un peu au-dessous du taux de 10 p. 100

et s'abaisse presque jusqu'à 9 p. 100. D'après l'échelle à progression continue, il serait imposé à un peu moins de $5 \times 3/10^{\text{es}}$ p. 100, c'est-à-dire seulement à 90/19^{es} ou environ $4;73 \times 3/10^{\text{es}} = 4;41$ p. 100.

Ce qui donnerait au fisc la somme de 270,156 francs. On voit que la différence n'est pas grande entre les résultats des deux échelles tant que le taux du revenu se tient dans la moyenne; mais ces résultats pourraient différer considérablement dans les revenus à taux élevés. Or, comme dans le commerce et surtout le petit commerce, l'argent rapporte ordinairement beaucoup plus de 10 p. 100 par an, parce que les mêmes capitaux se renouvellent souvent dans une même année, évidemment le taux moyen auquel serait imposé cette catégorie de contribuables serait plus élevé, et la somme de leurs revenus étant d'autre part beaucoup plus forte, la somme que nous donnons pour le produit de l'impôt sur les profits du commerce est certainement de beaucoup au-dessous de ce qu'elle serait en réalité si notre système fiscal était appliqué.

Il nous reste des producteurs gagnant des salaires de monopoles, c'est-à-dire les employés publics ou privés, les professeurs, les régents, les artistes, auteurs et artisans de degré supérieur, disposant tous ensemble d'un capital professionnel et mobilier de 20,000,000.

Il n'ont guère autre chose, sinon des titres et valeurs industrielles qui n'entrent pas dans les profits de leur profession et sont imposables à part.

Quel est leur revenu?

Leur salaire varie de 3 à 100 francs par jour, mais on ne saurait prendre une moyenne sur cette base, surtout dans le canton de Vaud, où le salaire quotidien des chefs de

l'État ne s'élève qu'à 11 francs par jour, et où les industriels gagnant un pareil salaire sont en petite minorité. Donc, en mettant la moyenne des salaires de monopoles à 6 francs par jour ou 2,190 francs par an, ou pour 310 jours de travail à 1,860 francs on serait à peu près d'accord avec la réalité. Mais parmi cet ordre de producteurs il y a des femmes dont les salaires ne sont pas si élevés et ne peuvent être fixés en moyenne au-dessus de 3 francs par jour : soit 930 francs par an. Si nous n'avons point fait cette distinction parmi les commerçants, c'est que le commerce est la seule profession où les femmes puissent obtenir des profits égaux à ceux des hommes et quelquefois même supérieurs quand elles joignent leur travail au négoce, comme c'est le cas le plus général. De plus, lorsque dans une maison de commerce la femme aide au mari, il y a double profit comme en général double mouvement d'affaires, c'est-à-dire que ce sont des commerces plus étendus et une sorte d'association commerciale qui peut compter pour supporter une double taxe dans nos calculs de moyennes. En toute autre profession industrielle il en est autrement.

Nous avons donc 2,500 producteurs avec un capital professionnel et mobilier de 10,000,000, qui produisent un revenu de $1860 \times 2,500 = 4,650,000$ fr.

C'est-à-dire un revenu de 46;5 p. 100 du capital, et imposable d'après notre échelle au taux de $8;23 \times 3/10^{\text{es}} = 2;469$ p. 100.

4,650,000 fr. de salaires de monopoles imposés à 2;469 p. 100 = 114,808 fr. 50 c.

Enfin 2,500 productrices avec un même capital professionnel et mobilier de 10,000,000 produiront un revenu de 2,325,000 fr.

C'est-à-dire un revenu de 23;25 p. 100 du capital, impossible d'après notre échelle à $6;99 \times 3/10^{\text{es}} = 2;097$ p. 100.

Or, 2,325,000 de francs de salaires à 2;097 p. 100 = 48,755 francs.

Notre analyse du produit supposable de l'impôt sur le revenu est-elle terminée ici? Il nous reste encore les titres et valeurs industrielles, y compris les créances hypothécaires, les maisons urbaines et autres biens fonciers, pour la part de revenus variables que ces biens rapportent à titre de profits. Mais il nous faut entrer à ce sujet dans quelques considérations spéciales au sujet de ces divers biens. Les terres, on l'a vu, ne produisent amais une rente au-dessus du pair ou taux légal, même en comptant la prime d'accumulation. Cette rente est donc insaisissable comme revenu; elle n'est passible que de l'impôt fixe sur le capital; et c'est déjà suffisant puisque cet impôt s'élève à 20 p. 100 de la rente fixe et à 40 p. 100 en comprenant dans le revenu la prime d'accumulation sous forme de plus-value annuelle. Quant aux maisons urbaines, il doit être tenu compte par le fisc de la prime d'amortissement qui relève de quelque chose le taux légal de l'intérêt pour cette sorte de capitaux; et ces biens, par conséquent, se maintenant toujours au pair de leur prix vénal donné par le cadastre, prix qui sert de base à l'impôt sur le capital, ne peuvent non plus donner lieu à une surtaxe variable sur le revenu, à moins d'une plus-value saisissable résultant de quelque circonstance locale, ou du mouvement de fluctuation du prix des loyers. Mais dans le cas où le produit des loyers surpasserait le montant de l'intérêt légal de la somme capitale inscrite au cadastre d'une valeur plus forte que la prime d'amortissement, ce surplus de revenu serait

imposable; et il serait sujet à la progression ascendante, dès qu'il atteindrait 10 p. 100 du capital. Il y aurait donc là un frein pour gouverner et arrêter à une certaine limite l'ambition des propriétaires de maisons, dans le cas où l'accroissement dans la demande de logement ferait hausser les prix trop au-dessus de leur valeur réelle d'utilité.

Dans ce cas seulement, c'est-à-dire lorsque les loyers seraient au-dessus du cours légal, ils pourraient donc donner lieu à une surtaxe variable sur le revenu des propriétaires.

Quant aux créances hypothécaires, c'est généralement aussi le cours local du capital qui en règle l'intérêt. Cependant, quelquefois le taux de ces créances s'élève au-dessus du cours actuel, ou s'y trouve élevé par suite de l'abaissement du taux légal depuis la conclusion du contrat hypothécaire; dans ces divers cas le surplus est imposable. La moins-value ne peut au contraire donner lieu au dégrèvement, parce que l'impôt fixe du capital règle seul la quotité de la taxe. Quand une créance hypothécaire est consentie par le preneur au-dessus du cours, il est supposable qu'il abandonne une part plus grande de ses profits, ou qu'il fait des profits en réalité plus grands, mais avec de plus grands risques; et alors le surplus du taux légal et du revenu moyen est saisissable par le fisc entre les mains du preneur comme entre celles du prêteur. Si au contraire elle est consentie au-dessous du cours, c'est sans doute que le preneur sait ne réaliser que des profits au-dessous du revenu moyen, avec peu de risques, risques qui tendent à diminuer quand le capital devient plus commun et moins cher, nous l'avons vu, et par conséquent ce capital doit être traité par l'impôt comme tendant à s'immobiliser.

Venons à l'impôt sur les titres de rentes, les actions industrielles et toutes ces valeurs enfin qui sont sujettes aux fluctuations de la Bourse. On a vu que comme impôt sur le capital, il donne un produit abondant et fixe, et comme impôt sur le revenu, un produit éventuel et variable. Mais à l'un et l'autre point de vue un tel impôt se refuse à toute approximation *à priori*, et nous ne tenterons point de faire entrer une évaluation trop hypothétique dans le tableau fiscal que nous dressons ici d'après des probabilités, sinon toujours d'après des certitudes.

Nous ne parlerons pas non plus du produit de l'impôt progressif sur l'oisiveté, puisque dans le décompte de la population nous n'avons pas laissé de place pour les oisifs. Il est supposable que dans la république démocratique vaudoise, il ne se trouverait ni homme ni femme qui fussent assez fous pour préférer payer une forte taxe plutôt que d'assumer un titre professionnel quelconque et d'en payer la patente, latitude qui devrait être laissée à tous pendant les premières années de l'établissement de l'impôt, au profit de ceux qui n'ont aucun métier ou aucun talent spécial. On ne s'improvise pas une capacité professionnelle comme l'on veut. Il faut y avoir été élevé, et l'éducation actuelle n'y prépare pas tout le monde. On devrait donc laisser la génération contemporaine s'accoutumer peu à peu au nom ou au titre d'industriel; et l'on exigerait seulement des générations à venir qu'elles en prissent la coutume. La loi, en un mot, ne devrait avoir aucune sévérité rétrospective. Quand on voudrait que l'impôt agît efficacement contre l'oisiveté, on recourrait à une période transitoire d'un certain nombre d'années pour son établissement successif. On décréterait que tout individu ayant plus de vingt ans au moment de la promulgation du décret pourrait encore prendre un

titre professionnel sans l'exercer; mais chaque année ce chiffre serait reculé d'une année, de sorte que 40 ans après tout individu au-dessous de 60 ans devrait joindre définitivement l'exercice professionnel au titre de sa profession, sous peine d'amende, c'est-à-dire sous peine d'être imposé comme oisif. Telle est la méthode de transformation que nous voudrions voir appliquer partout entre la vieille inutilité nobiliaire et la noblesse reproductive.

Récapitulons maintenant le produit total de notre impôt, et dressons-en le tableau complet.

Tableau de la contribution vaudoise

au taux de $1/10^e \times 3/10^{es}$ du revenu national.

PREMIÈRE PARTIE. — IMPOT SUR LE CAPITAL

PRODUIT DU CAPITAL FONCIER ET AGRICOLE.

363,000,000 de terres à $1/2 + 3/10^{es} = 3/20^{es}$ p. 100	544,500	
210,000,000 de bâtiments.....	315,000	
66,000,000 de cheptel.....	99,000	
<hr/> 639,000,000	<i>Au total.....</i>	958,500
145,000,000 de créances hypothécaires à déduire.	217,500	
<hr/> 494,000,000	<i>Reste au total pour l'impôt foncier.</i>	741,000 741,000

PRODUIT DU CAPITAL MOBILIER.

145,000,000 de créances hypothécaires à $1/2 + 3/10^{es}$		
$= 3/20^{es}$ p. 100.....	217,500	
213,000,000 de capitaux de commerce.....	319,500	
100,000,000 de valeurs industrielles et titres.....	150,000	
<hr/> 458,000,000	<i>Au total pour l'impôt du cap. mobil.</i>	687,000 687,000

PRODUIT DU CAPITAL PROFESSIONNEL.

100,000,000 fr. pour 100,000 imposables à 1,000 fr.		
au taux de $1/2 \times 3/10^{es} = 3/20^{es}$ p. 100	150,000	
10,000,000 de plus pour 10,000 imposables à		
2,000 fr.	15,000	
<hr/> 110,000,000	<i>Au total pour l'impôt professionnel.</i>	165,000 165,000
<hr/> 1,062,000,000 de capital donnant un produit total de.....		<u>1,593,000</u>

Suite du tableau de la contribution vaudoise.**DEUXIÈME PARTIE. — IMPOT SUR LE REVENU.****REVENUS AGRICOLES.**

72,200,000 de profits et salaires agricoles imposables au taux de 1;776 p. 100.....	1,282,272	1,282,272
---	-----------	-----------

1^o REVENUS INDUSTRIELS (*salaires de libre concurrence*).

2,821,000 de salaires d'ouvrières prolétaires imposables au taux de 2;355 p. 100...	66,434;55	
6,510,000 de salaires d'ouvriers prolétaires imposables au taux de 2;682 p. 100.....	174,598;20	
9,331,000 de salaires de libre concurr. donneront..	241,032	241,032

2^o REVENUS INDUSTRIELS (*salaires de monopole*).

4,650,000 de salaires de monopole (hommes) imposés à 2;469 p. 100.....	114,808;50	
2,325,000 de salaires de monopole (femmes) imposés à 2;197 p. 100.....	48,755	
6,975,000 de salaires de monopole donneront.....	163,563	163,563

3^o REVENUS INDUSTRIELS (*profits de commerce*).

19,160,000 profits de commerce imposables à 1;41 p. 100	270,156	270,156
104,666,000 de revenus donneront.....		1,957,023

A reporter le produit de l'impôt sur le capital, ci... 1,593,000

Total de la contribution..... 3,550,023

Donnant par habitant 17 fr. 75 c. d'impôt
sur un revenu viager moyen de 523 fr. 33 c.
+ un revenu perpétuel moyen de 238 »
= un revenu total de 761 fr. 33 c.

C'est donc un impôt sur le revenu au taux de 2,33 p. 100.

Nous avons une chose à faire observer au sujet du taux auquel sont imposés les salaires, c'est qu'il semble au premier abord que notre échelle soit progressive dans le sens de la misère, puisque les salaires de libre concurrence sont imposés à un taux plus élevé que les salaires de monopoles. Ainsi le rapport est de 2;469 p. 100 à 2;682 p. 100 pour les hommes au profit de ceux que nous avons nommés grands producteurs ; et de 2;097 p. 100 à 2;355 p. 100 pour les femmes au bénéfice, à ce qu'il semble d'abord, des femmes qui gagnent 930 francs contre celles qui ne gagnent que 403 francs. Mais le résultat provient de nos moyennes qui accordent aux grands producteurs, hommes et femmes, un capital mobilier et professionnel beaucoup plus considérable qui d'ailleurs paie l'impôt à part. Si donc on rapproche les cotes fixes sur le capital des cotes variables sur le revenu, l'injustice de la progression dans le sens de la misère s'efface peu à peu pour faire place à une progression dans le sens de la richesse.

Ainsi les 7,000 ouvrières paieraient pour leur revenu et pour leur capital 2;76 p. 100 de leur revenu. Les 7,000 ouvriers paieraient 2;85 p. 100 ; parce qu'avec le même capital mobilier et professionnel leur revenu est plus élevé.

Au contraire parmi les grands producteurs, les femmes, avec un revenu de 930 francs, comme les prolétaires, ne paieraient pour leur revenu et leur capital que 2;74 p. 100 de leur revenu ; et les hommes, avec un revenu de 1860 fr. et le même capital mobilier et professionnel, paieraient au taux de 2;79 p. 100.

Il est donc vrai que les prolétaires paraissent ici chargés de quelques centimes p. 100 de plus que les grands producteurs ; mais ce résultat provient de nos moyennes approximatives qui n'ont pas toute la justesse désirable, et

ce résultat, fâcheux au premier abord, disparaîtrait dans l'application de la théorie à des données positives. Aussitôt que l'on s'élèverait dans la série des gros revenus avec de petits mobiliers, comme ce serait le cas pour des employés et des fonctionnaires logeant en garni, la progression du taux monterait rapidement; elle descendrait au contraire à mesure que le prolétaire aurait plus de mobilier, et l'on peut dire par conséquence un ménage et une famille. Notre progression est donc juste en soi. Enfin si elle présentait réellement des iniquités à l'application, il suffirait de ne pas compter dans le capital industriel des salariés de n'importe quel degré leur capital mobilier, mais seulement leur capital professionnel et industriel : c'est-à-dire leurs outils, leurs instruments de travail que nous avons compris dans leur mobilier. Les taxes croîtraient alors plus régulièrement en raison du pouvoir producteur, c'est-à-dire du salaire sans capital.

DE L'IMPOT DANS LE CANTON DE VAUD

(SUITE)

CHAPITRE XLIX

Combinaison de la dime sociale et des impôts existants.

SOMMAIRE. — Revenus cantonaux. — Restitution des douanes fédérales. — Cette combinaison laisserait un excédant de recette. — Difficultés des premiers temps. — Adoucissements spéciaux. — Taux réduit de l'impôt sur le capital, — On peut l'abaisser à $1/20^e$ p. 100 en le combinant avec l'impôt de mutation à titre gratuit. — L'impôt sur les héritages est improportionnel. — On peut laisser subsister provisoirement quelque impôt de consommation — Et abaisser le chiffre de la contribution à deux décimes ($1/10^e \times 2/10^e$ p. 100). — Tolérance dans la perception nécessaire dans les premières années. — Eujambement de l'année fiscale. — Trois impôts de consommation à conserver provisoirement pour y pourvoir. — Mesures transitoires. — Réforme du cadastre et de l'enregistrement. — Questions internationales. — Les voyageurs sont-ils utiles à l'État? — De l'impôt sur les étrangers. — Réciprocité internationale. — Intervention des consuls à l'étranger dans l'enregistrement. — Entraves à l'émigration du capital. — Franchise de l'importation du capital étranger. — Frottement inévitable dans les premiers temps. — La Suisse peut prendre une initiative hardie. — Confédération économique des cantons de l'ouest. — La Belgique, l'Angleterre; l'Italie, la France. — L'impôt unique sur le capital au taux de $1/2 \times 6/10^e$ p. 100 suffirait au budget. — Des impôts existants. — Sur les vins étrangers. — L'impôt de mutation. — L'impôt du timbre. — L'impôt foncier. — Défalcation des hypothèques. — Taxes de police. — Impôt sur la vente en détail des boissons. — Mesure de police contre l'ivresse. — Permis de séjour et patentes d'étrangers. — L'impôt dans le canton de Vaud meilleur que dans les monarchies européennes. — Réformes radicales des cantons suisses. — L'impôt vaudois est modique mais inégal. — L'impôt militaire. — Mesures de prudence.

Passons à des considérations d'un autre ordre, sur la quantité totale de la contribution ainsi obtenue. Elle nous promet donc au total 3,550,023 fr.

L'État de Vaud possède d'autre part quelques revenus qui viendraient s'ajouter encore à cette somme. En voici la liste :

Revenus du canton de Vaud.

Domaines et bâtiments	20,000 fr.
Forêts cantonales.	210,000
Permis de chasse (nous avons dit autre part que cet impôt doit subsister).	16,000
Pêche (c'est encore un monopole nécessaire).	8,000
Postes et messageries (ce monopole étant fédéral ne peut être changé).	207,800
Puges ou douanes (même observation).	220,000
Indemnité à recevoir de la Confédération pour la surveillance des frontières.	25,000
(Ce chiffre étant porté au budget et compris dans les 2,704,000 de dépenses, nous le portons ici aux recettes).	
Au total	706,800 fr.

Nous avons supprimé le produit des salines = 4,000 fr. et celui du commerce du sel, monopole auquel l'État ferait bien de renoncer dans l'intérêt de l'agriculture, plus importante à protéger que les salines de Bex qui sont épuisées et devenues presque inexploitable.

D'autre part nous avons vu que les douanes fédérales font peser 2;50 d'impôt sur chaque citoyen Vaudois. Ces douanes, étant de celles qui frappent des objets de consommation générale de taxes assez faibles, ont l'effet d'une véritable capitation. Le fisc devrait tenir compte de cet impôt

sur chaque rôle à tant par tête dans chaque famille : ce serait donc $2;50 \times 200,000$ à déduire sur le produit de l'impôt, soit : 500,000 francs.

Comme le canton ne-reçoit que 245,000 francs de la Confédération pour sa quote-part dans le produit des douanes, il serait donc en perte de 255,000 francs qu'il devrait prendre sur sa propre contribution, non pas pour les fournir au gouvernement fédéral, mais pour les restituer à ceux qui les auraient payés à celui-ci sous forme de contribution indirecte. Il déchargerait ainsi les classes pauvres d'une taxe qui pèse surtout sur elles, et maintiendrait dans toute la population l'équité de la contribution.

D'après cette restitution la petite taxe d'une ouvrière qui a été évaluée 11;14, tant sur son capital que sur son revenu, se trouverait réduite à 8;64. Si c'était une veuve chargée de deux enfants, ou un travailleur chargé de deux incapables, la restitution se monterait à 7;50 et abaisserait d'autant la contribution de l'unique travailleur qui doit fournir à une triple dépense.

Enfin si tous les cantons suisses adoptaient le même système fiscal, chacun d'eux pourrait fournir sa quote-part à tant par tête directement au gouvernement central qui pourrait alors supprimer les douanes, de sorte qu'il n'y aurait plus lieu à restitution; mais nous avons vu que dans l'état politique actuel des sociétés les douanes ont leur utilité propre.

Par la restitution de la capitation douanière le produit total de l'impôt que nous avons évalué à. 3,550,023 fr.
serait réduit de 500,000

Il tomberait donc à. 3,050,023 fr.

A reporter. . . 3,050,023 fr.

Report. . . . 3,050,023 fr.

C'est, nous l'avons vu, la somme nécessaire au budget, qui s'augmenterait encore du produit des revenus cantonaux égal à

706,800 fr.

C'est donc au total d'une somme de . 3,756,823 fr.
dont le gouvernement pourrait disposer si nos calculs sont exacts.

Ce serait donc 750,000 francs environ de plus qu'il n'exige aujourd'hui des contribuables, encore faut-il tenir compte en déduction d'une somme de 450,000 francs de frais de perception que nous n'avons comptée qu'en partie dans notre budget de 3,000,000 et qui le porte au total aujourd'hui à 3,254,000 francs. Ce n'est donc que 500,000 francs de plus qui sortiraient de la poche des contribuables, et comme la contribution douanière s'élève juste à ce chiffre pour le canton, ils ne paieraient rien de plus en réalité, puisque d'autre part le produit des douanes leur serait remboursé. Ils ne paieraient donc rien ou presque rien de plus au fisc, et cependant le fisc serait plus riche de 750,000 francs environ. Il ne manque point d'emploi pour cette somme. Elle pourrait tenir lieu d'impôt militaire et servir à équiper d'ordonnance les recrues annuelles. Cependant il serait plus équitable que l'impôt militaire fût une taxe toute particulière, levée sous la forme de centimes additionnels à la taxe principale; parce que cela permettrait d'en répartir le poids plus rigoureusement en proportion du revenu personnel, et d'exempter de l'impôt les mères de familles et les citoyens qui ont fini leur service, ainsi que nous l'avons dit autre part.

Cette somme enfin pourrait chaque année être mise en réserve pour pourvoir aux éventualités de l'avenir, s'il continuait à devenir menaçant. Mais en aucun cas elle ne serait plus utile que dans la paix. Une pareille somme est réellement nécessaire au pays pour étendre certaines branches de son administration, pour accomplir quelques réformes et quelques progrès, pour élever le niveau de l'instruction publique à tous les degrés, pour donner quelques encouragements, quelques subventions aux beaux-arts trop négligés dans le canton, par exemple aux écoles de dessin ou de musique, aux musées, à la bibliothèque, pour attirer des professeurs de talent, et surtout pour rétribuer un peu plus largement les fonctionnaires et les principaux administrateurs et pour permettre au gouvernement d'attirer à soi des capacités dont les services lui échappent faute d'une rémunération convenable.

Il faut s'attendre aussi à ce que, dans les premiers temps de l'application d'un système tout nouveau, il y ait des déceptions, des mécomptes, des maladresses commises, des inexpériences dans la répartition et la perception. Ce n'est qu'après que le système aurait fonctionné une dizaine d'années qu'il s'assurerait de lui-même, les rôles des années précédentes complétant de mieux en mieux les données statistiques et fournissant des moyens de plus en plus exacts de vérification. Mais dans les premières années il faut compter sur des pertes, sur des résistances, sur des tentatives de fraude, de la part surtout des opposants politiques plus peut-être que des malhonnêtes gens : les partis trouvent toute arme bonne, pourvu qu'elle porte. Ces tentatives, il faudrait les traiter avec indulgence d'abord, puis avec une sévérité toujours croissante à mesure que croîtraient les moyens de les constater.

Enfin on pourrait, dans les commencements de la réforme, accorder momentanément quelques adoucissements spéciaux aux classes nouvellement imposées qui, jusqu'ici n'ayant rien payé, au moins directement, crieraient très-haut, il faudrait s'y attendre. Et ceux qui se trouveraient dégrevés ne s'en vanteraient pas, ou même n'en sauraient rien, si le dégrèvement était indirect. La restitution des douanes serait peut-être la mesure la plus efficace pour faire accepter la réforme par la grande majorité du peuple. On pourrait encore en outre supprimer la taxe du revenu sur les salaires des prolétaires, taxe qui s'élève à 240,598 fr., et ne laisser peser sur eux que la taxe professionnelle et la taxe sur le mobilier, que la restitution des douanes absorberait d'ailleurs en grande partie. De sorte que des familles nombreuses au lieu de rien payer recevraient du fisc. Ce serait peut-être la fortune du nouvel impôt. C'est si rare un gouvernement qui donne au lieu de prendre!

Malgré la suppression de cette partie de l'impôt, il resterait encore à l'État un boni d'environ 500,000 francs qui lui permettrait d'ériger quelque édifice public, tel qu'une caserne plus vaste dont le besoin se fait sentir si impérieusement à Lausanne lors des passages de troupes.

Quant à l'impôt sur le capital, le plus fixe et le plus ferme, on pourrait le percevoir sans aucun danger, les taxes fixes sur les capitaux réels n'atteignant que les gens qui ont le moyen de les payer. Cependant comme beaucoup d'entre eux n'ont supporté aucune charge jusqu'à présent, il est bien certain qu'ils se plaindront de toutes celles qu'on leur imposera, quel qu'en soit le poids.

La taxe du capital, réduite aux $\frac{3}{10}$ ^{es} de la contribution totale, ne les grèverait pourtant pas beaucoup, elle équivaldrait à :

$5 \times 3/10^{\text{es}} = 15/10^{\text{es}} = 1\ 1/2$ p. 1000 du capital ou
4 fr. 50 p. 1000 fr.

à $1/2 \times 3/10^{\text{es}} = 3/20^{\text{es}}$ p. 100 du capital ou 15 c. pour
100 fr.

à $1/10^{\text{e}} \times 3/10^{\text{es}} = 3/100^{\text{es}} = 3$ p. 100 de l'intérêt ou
3 fr. pour 100 fr. de rente fixe.

Certes qu'un pareil impôt n'est pas lourd et ne pourrait faire fuir le capital, surtout d'un pays situé, comme le pays de Vaud, entre des villes riches et commerçantes, telles que Genève, Neuchâtel, Berne, Bâle, où le capital afflue, s'accumule, regorge constamment, et se voit obligé de chercher un placement à l'étranger. Un tel impôt est sans danger, enfin, dans un pays déjà assez riche pour suffire à ses besoins agricoles et même pour placer ses fonds dans l'industrie ou sur les gouvernements des nations voisines.

Si pourtant on pouvait concevoir encore la moindre crainte de voir fuir le capital, en des circonstances qui paraissent si peu le faire supposer, on pourrait laisser subsister pendant quelque temps un impôt de mutation complémentaire, équivalant à $1/10^{\text{e}}$ d'impôt normal sur le capital ou $1/20^{\text{e}}$ p. 100 de ce capital, de manière à rapporter annuellement le tiers du produit total de cet impôt; soit 500,000 francs environ. Cet impôt complémentaire de mutation serait d'autant plus facile à fixer sur des données exactes, qu'il est établi déjà depuis longtemps et que par conséquent ces données existent. Seulement il faudrait changer le droit sur les mutations à titre onéreux en un impôt sur les héritages et donations en ligne directe, à un taux moins élevé que celui sur ces mêmes héritages et donations en ligne collatérale, et adopter un système d'absorption successive pour fondre peu à peu cet impôt dans l'impôt annuel sur le capital, ainsi que nous l'avons pro-

posé précédemment ⁽¹⁾. Car le mieux serait toujours de laisser les gens vivre et mourir à leur aise, vendre et donner, tester et hériter selon leur bon plaisir; et de ne pas venir, au nom de la société aggraver la peine des uns ou diminuer la joie des autres.

Un impôt sur les mutations, soit à titre onéreux, soit même à titre gratuit, aura toujours le défaut d'être disproportionnel, parce qu'on ne meurt pas régulièrement, périodiquement, qu'on ne laisse pas forcément des héritiers en nombre égal ou même selon un rapport constant, dans la ligne directe et dans la ligne collatérale; qu'enfin la fortune d'un homme ne s'accroît pas nécessairement en raison de la longueur de sa vie et du temps qui s'est écoulé entre le moment où il a hérité de son père et celui où ses héritiers hériteront de lui: or il faudrait cependant toutes ces circonstances réunies pour que ces sortes de contributions pussent satisfaire à la première condition de tout bon impôt, c'est-à-dire à l'équité de répartition.

Peut-être même vaudrait-il mieux laisser subsister quelque impôt de consommation sur le sel ou sur les vins, afin de pouvoir diminuer d'autant la quotité absolue de l'impôt direct sur la richesse, et ne lever d'abord que 2/10^{es} de la DÎME SOCIALE pour expérimenter le système avant de renoncer complètement à l'ancien. Le chiffre total que nous avons donné pour le produit de la contribution serait ainsi réduit aux 2/3: soit à 2,366,682 francs, somme qui ajoutée à 706,800 francs de revenus cantonaux produirait encore 3,073,482 francs, somme suffisante aux besoins du budget. Seulement la restitution de la capitation douanière ne serait plus possible.

(1) Voir page 322 et suiv., chap. XLVII: *De l'époque de transition.*

Toutes les taxes, tous les rapports que nous avons établis se trouveraient ainsi réduits aux $\frac{2}{3}$ des sommes inscrites dans notre analyse : ainsi la contribution personnelle d'une ouvrière ne serait plus que de 7 fr. 43 c. en moyenne et celle d'un ouvrier de 16 fr. 63 c. Il est vrai qu'ils paieraient chacun en plus la capitation douanière pour tous les membres de leur famille, ce qui pour quelques-uns doublerait la taxe ; et l'on se priverait de l'heureux effet moral que la restitution de cet impôt pourrait avoir sur la masse la plus nombreuse de la population.

De plus il ne faut pas compter trop juste avec un nouveau système fiscal. Nos moyennes établies *à priori* peuvent tromper de quelque chose à l'expérience, les unes en plus les autres en moins. Il faut donc mieux prévoir le moins et assurer à l'État des ressources plutôt trop grandes qu'insuffisantes. Surtout jusqu'à ce que la réforme de l'enregistrement fût accomplie et que le nouveau cadastre fonctionnât régulièrement, il y aurait d'assez grandes difficultés de répartition et de perception, et l'administration du fisc devrait se montrer tolérante et modeste dans ses évaluations qu'elle serait obligée de faire toujours au minimum pour ne pas soulever des réclamations et des plaintes. Il se pourrait donc que d'abord, en décrétant $\frac{3}{10}$ de la contribution, on n'obtînt en réalité que $\frac{2}{10}$; ce qui, du reste, nous l'avons vu, serait encore suffisant.

Enfin il faut tenir compte de l'enjambement de l'année fiscale sur l'année commerciale pour la première année de l'établissement de l'impôt, dans le cas où ce mode de perception soit adopté, et par conséquent pourvoir l'État de trois mois, ou de $\frac{1}{4}$ de la contribution annuelle en sus : soit 750,000 francs.

Ce serait juste la valeur des revenus cantonaux, c'est-à-

dire de cette somme que nous trouvions en plus et que nous proposons d'employer à une foule de choses toutes belles et utiles. Mais on se souvient que cette somme ne serait disponible qu'en levant $3/10^{\text{es}}$ de contribution. Si on se bornait à décréter $2/10^{\text{es}}$ on pourrait alors laisser subsister la première année :

Le monopole du sel qui produit.	264,000 fr.
Le droit de consommations sur les bois- sons étrangères.	50,000
L'impôt sur la vente en détail des bois- sons	160,000
	<hr/>
	474,000 fr.
	<hr/>

et le droit sur les mutations à titre gratuit en ligne collatérale compléterait la somme nécessaire pour fermer un exercice de 15 mois au lieu de 12.

Toutes ces mesures seraient donc essentiellement transitoires. Elles donneraient le temps nécessaire pour accomplir les réformes administratives préparatoires, et pour conclure les traités internationaux que ces réformes exigeraient; soit que ces réformes s'opèrent simultanément chez toutes les nations, ou du moins dans une grande partie des cantons suisses à la fois, comme une mesure économique de rigueur réclamée pour la sûreté des particuliers, autant que pour l'intérêt des gouvernements; soit qu'elles s'accomplissent isolément dans un seul pays.

Dans le cas donc où le canton de Vaud se trouverait seul à entrer dans cette voie, comment son gouvernement devrait-il agir? Qu'aurait-il à faire?

Cette réforme préparatoire nécessaire pour rendre la réforme fiscale possible, c'est, comme on l'a vu autre part, celle

du cadastre et de l'enregistrement en général. Or les rapports internationaux donnent lieu à certaines complications qu'il faut prévoir.

En principe général toute richesse réelle devrait être enregistrée et payer l'impôt dans l'État où elle est sise ; toute richesse personnelle dans l'État où elle agit.

Ainsi les coupons de la dette publique, les actions industrielles, les biens fonciers et créances hypothécaires sont en réalité des valeurs attachées à la terre bien plus qu'à leur propriétaire. Comme capital enfin elles sont directement et impersonnellement saisissables où elles se trouvent représentées par leur valeur réelle, quel que soit du reste le lieu où soient leurs titres fictifs, et à quelque nationalité qu'appartiennent leurs détenteurs.

Le citoyen doit donc l'impôt pour ses biens à la nation chez laquelle ses biens sont situés, et par là il en est citoyen, c'est-à-dire sociétaire ; il doit l'impôt sur son revenu, c'est-à-dire l'impôt personnel, à la nation chez laquelle il exerce sa profession, son industrie ou son commerce, c'est-à-dire ses facultés. C'est à l'exercice de ces facultés, au paiement de cet impôt, enfin au cens électoral personnel que devrait être attaché le droit politique et l'exercice des droits du citoyen ; de façon que tout homme soit homme complet, sinon partout où il habite, du moins partout où il agit, après un certain temps de domicile et d'action ; et que la résidence active d'un producteur étant prolongée dans un pays suffise à lui en communiquer la nationalité. Les gouvernements devraient comprendre qu'ils ne peuvent que gagner à voir leur population s'enrichir de forces productrices qui leur arrivent au moment de leur vigueur et de leur développement total, sans leur avoir rien coûté pour atteindre à cette vigueur et à ce développement. C'est

comme une récolte qui n'aurait coûté ni engrais, ni semence, ni travail.

Il n'y aurait d'exception à faire que pour les oisifs voyageurs qui, allant dépenser leurs revenus à l'étranger, privent par là leur propre pays de leur richesse et lui causent ce tort qui a si bien été nommé l'absentéisme. Du reste, à leur égard encore, faudrait-il des traités internationaux bien faits et prévoyant tous les cas. Les absents doivent continuer de payer dans leur pays l'impôt réel : cela est de toute évidence ; il ne peut y avoir doute qu'au sujet de l'impôt sur le revenu. Or, ils pourraient être obligés de payer cet impôt à la mère patrie, jusqu'à ce qu'étant devenus par le prolongement de leur séjour dans un pays étranger, citoyens politiques de ce pays, ils en deviennent aussi de droit contribuables. Mais durant le temps de ses voyages un homme ou une famille ne saurait être franche d'impôt. Si l'état de voyageur touriste est une profession, elle tourne au détriment de la patrie autant qu'à son service. Elle peut quelquefois lui être utile moralement, parce que le voyageur rapporte de ses voyages un certain capital de science qui se répand dans la nation par ses récits au moins, sinon par ses écrits, mais elle lui est nuisible économiquement. Un voyageur doit donc l'impôt à son pays et à double titre : d'abord comme tous les citoyens, ensuite comme dédommagement de la perte qu'il lui fait éprouver en lui enlevant pour un temps ses facultés de production et de consommation. Un coassocié résidant, c'est un revenu pour toute association humaine : et la richesse des anciens couvents, des communautés, des congrégations de toute sorte, ce pouvoir envahissant de la main-morte qui en résulte et contre lequel les États sont forcés de prendre tant de précautions, suffisent à le prouver. Dans une société politique, à plus forte raison

encore que dans une société de cénobites improductifs, même un oisif rapporte ; seulement il rapporte comme un et le consommateur reproducteur rapporte comme un multiple quelconque de l'unité individuelle.

Il serait donc très-maladroit pour une nation d'imposer les étrangers qui viennent au milieu d'elle dépenser leurs revenus, c'est-à-dire lui apporter le capital des autres nations. Cependant tout n'est pas avantage en cela ; car ils ne lui livrent leurs capitaux qu'en échange de valeurs consommables, en général, ou de valeurs dont ils emportent le produit réel ; et leur passage à travers la société a pour résultat une hausse des subsistances et des salaires, sans aucune reproduction compensatrice s'ils sont oisifs. Un oisif national peut rapporter à la nation, moralement sinon économiquement, en se chargeant de certains services gratuits, tels que l'exercice de la bienfaisance, etc. ; il lui rapporte en lui donnant des citoyens plus utiles parfois que lui-même ; un oisif étranger au contraire apporte sa personne, sa consommation, élève ses enfants chez vous, les instruit de votre science, s'en instruit lui-même et puis s'en retourne emportant tout ce produit autre part. Le profit laissé par ces oiseaux de passage n'est donc pas grand ; et si les immigrants sont une richesse réelle, évidente pour un pays, il est fort douteux que le séjour temporaire des étrangers voyageurs lui soit très-utile. Il est utile cependant lorsque le pays produit certaines valeurs qui sans eux ne trouveraient aucun emploi. Dans le canton de Vaud par exemple, où les subsistances sont abondantes et où l'agriculture est l'industrie principale, le séjour des étrangers est un bénéfice net pour les cultivateurs et les propriétaires fonciers. De plus il y a un grand commerce de science organisé dans le canton : c'est une grande pension où de tous les côtés l'on envoie

ses enfants passer quelques années pour achever leur éducation ; or cette multitude d'étudiants et de pensionnaires de tous étages profitent d'une part à l'agriculture et de l'autre donnent un profit net sur la science dont on les nourrit concurremment avec des denrées plus matérielles. Sans leur séjour dans le pays, ce capital de science serait sans emploi. Il se verrait forcé d'aller demander des profits à l'étranger, et de diminuer par là d'autant le revenu total de la nation, dans les limites de ses frontières. Dans ce cas ce serait maladroit de demander un impôt à de pareils visiteurs.

Cependant, en réalité les étrangers coûtent plutôt à un pays qu'ils ne lui rapportent, ou du moins s'ils augmentent d'un côté sa richesse agricole et tendent à faire monter le prix des terres, de l'autre ils élèvent le prix des subsistances et des salaires. Mais c'est du reste un échange entre toutes les nations, un droit international, un devoir d'hospitalité qu'elles remplissent entre elles ; et si quelque pays est plus visité qu'un autre, généralement les tarifs plus élevés de ses hôtels, et une foule d'industries qui s'établissent et ne vivent qu'aux dépens des voyageurs trouvent le moyen de leur prendre toujours plus d'argent qu'ils n'en emportent, de sorte qu'au résultat ils sont une richesse, un profit réel pour la nation.

Les étrangers voyageurs ne sont donc pas imposables par la nation qu'ils traversent. On ne peut leur demander d'impôt que lorsqu'ils y exercent une profession, parce qu'alors ils augmentent la concurrence du travail et font baisser les salaires ; même parfois ils obtiennent des salaires de monopole au détriment de l'industrie nationale. A ce titre ils doivent donc être traités sur le même pied que les nationaux exerçant la même profession ; mais alors le traité interna-

tional doit intervenir pour qu'au moment où ils paient l'impôt professionnel dans la nation où ils s'établissent, ils cessent de le payer dans celle qu'ils quittent. C'est pourquoi les patentes d'artisans ambulants sont parfaitement justes; mais pour être justes, elles doivent être au même tarif que celle des artisans à demeure fixe, sans aucun droit protecteur d'intention pour ceux-ci; car une telle protection n'est au fond qu'une inhospitalité de sauvages.

Pour que l'impôt, tel que nous le concevons, ne donne pas lieu à double emploi, il faudrait donc autant que possible que les mêmes bases d'imposition fussent partout adoptées, et que les mêmes principes fussent consacrés par les traités internationaux: or nous ne sommes pas près d'en arriver là. C'est encore, comme le désarmement général et l'abolition des frontières, un progrès reculé bien loin dans l'avenir.

En attendant, que peut faire isolément une nation? Obligerait-elle toutes les valeurs industrielles et titres de rente dont la valeur réelle est sise chez elle, sur son territoire, à remplir les formalités de l'enregistrement? C'est facile: cela se fait bien pour les propriétés foncières, et un coupon de rente, une action industrielle, une créance hypothécaire sont de vrais titres fonciers. Si cette formalité était peu coûteuse, si même elle pouvait être gratuite, nul détenteur de titre n'essaierait de s'y soustraire; ce serait même une garantie pour ceux qui veulent garder leurs valeurs et les ont achetées à titre de placement perpétuel; ce ne serait une gêne que pour ceux qui voudraient les négocier et les échanger fréquemment. Mais cette entrave serait désagréable pour les détenteurs étrangers de ces valeurs; et il faudrait prendre garde, non pas qu'elle fît fuir le capital du pays, mais qu'elle empêchât l'importation du capital des pays voisins qui, en se retirant de la concu-

rence, ferait baisser le cours de toutes les valeurs sur le marché national.

Il y aurait un moyen : c'est que tout consul à l'étranger eût l'autorisation de remplir les formalités de l'enregistrement et se chargeât ensuite, sans augmentation de frais, de transmettre la teneur du contrat à l'administration centrale, pour qu'elle fût immatriculée sur le registre cadastral. De cette façon un État saurait toujours où trouver ses actionnaires, ses créanciers et ses débiteurs ; et comme la richesse réelle représentée à l'étranger par un titre fictif, est chez lui, sur son territoire, sous sa main, il est cautionné pour la part d'impôt qu'il pourrait juger bon d'établir sur cette richesse, et il peut en exiger le paiement direct du propriétaire foncier, de l'administration ou de la compagnie anonyme qui doit l'intérêt ou les dividendes à recevoir par les détenteurs de ces créances, de ces titres ou de ces actions, en déduction de ces intérêts ou de ces dividendes.

Seulement il faudrait en tout cela qu'il y eût réciprocité. En effet, si une nation isolée forçait à l'enregistrement toutes les valeurs fictives dont la valeur réelle est représentée dans les limites de ses frontières, et que cet enregistrement donnât lieu à un impôt, elle ferait ainsi contribuer l'étranger à ses charges ; et ceux d'entre ses nationaux qui auraient des titres fictifs dont la valeur réelle serait à l'étranger ne paieraient rien pour ces valeurs, ni à leur pays, ni au pays voisin ; ce qui serait injuste. Cependant, il y aurait dans ce cas un avantage évident pour la nation qui prendrait l'initiative d'une telle mesure ; et si le taux de l'impôt n'était pas assez fort pour décourager le capital étranger, elle s'enrichirait aux dépens des nations voisines au point d'obliger bientôt celles-ci à suivre son exemple. Une fois la réciprocité établie, la fuite du capital deviendrait impossible, comme

l'enrichissement illégitime de la nation qui aurait commencé la réforme, et l'impôt sur le capital pourrait être élevé impunément à son taux normal.

On pourrait exiger seulement que la formalité de l'enregistrement fût remplie, gratuitement si possible, par tous les détenteurs étrangers de titres nationaux ; mais ces détenteurs étrangers, à titre de prêteurs créanciers de la nation, ne seraient pas soumis à l'impôt ou du moins ne seraient passibles que d'un droit très-réduit ; afin, si l'impôt faisait en quelque chose fuir le capital national, que du moins le capital étranger eût intérêt à affluer assez abondamment pour remplir les vides et maintenir les cours.

On pourrait encore mettre une entrave contraire à cette émigration du capital. Il faudrait obtenir, au moyen de chaque consul à l'étranger, la liste de tous les nationaux créanciers de l'État où réside ce consul, celle des créanciers hypothécaires sur les biens fonds du pays, et celle des actionnaires des grandes compagnies concessionnaires, ce qui forme à peu près la plus grande partie des débouchés ouverts au capital émigrant. Ces capitalistes une fois connus et leurs capitaux placés à l'étranger inscrits au cadastre, leur fortune émigrée deviendrait saisissable pour le fisc, en remplacement des valeurs nationales non imposables entre des mains étrangères. De cette façon les uns compenseraient les autres, sans perte ou sans profit pour l'État, avec profit même s'il s'agissait d'un pays à la richesse duquel le marché national ne suffit pas.

Il est aussi juste, après tout, que le contribuable paie toute sa contribution à son pays, pour ses biens réels, comme pour ses biens personnels, que de payer deux impôts, l'un chez l'étranger, l'autre chez lui. Les biens fonciers seulement pourraient être exceptés de cette règle, pour

prévenir l'accaparement du territoire national par des mains étrangères, peut-être ennemies en cas de guerre, et tenir tout propriétaire du sol dans la dépendance immédiate du gouvernement local qui conserve toujours sur lui son droit de préemption ou d'expropriation. De quelque façon enfin que la réciprocité internationale s'établisse, elle est bonne ; l'important c'est seulement qu'elle existe.

Toutes les plus grandes difficultés se peuvent cependant lever avec assez de facilité, même en dehors de toute réciprocité, et par une nation isolément, si les mesures sont générales et prises avec ensemble et vigueur. Il faut bien s'attendre à ce que dans les commencements il y ait quelques frottements, quelques défauts d'équilibre, des non-valeurs et des doubles emplois. Tout cela se corrigerait peu à peu. On peut compter sur les contribuables quant au soin d'avertir qu'ils sont imposés au double. Il ne reste de possible que le cas où ils ne seraient pas imposés du tout. Ce serait toujours une rare exception tout à fait négligeable. Le fisc y perdrait un peu d'abord, mais enfin quand il échapperait chaque année à l'impôt une petite portion de la matière fiscale, le mal serait bien moins grand encore qu'aujourd'hui, où c'est la plus forte partie de la valeur qui ne paie rien et la plus petite qui paie tout. Si on n'arrivait d'emblée à la perfection, on arriverait du moins au mieux ; et cela suffit. Si ce n'est pas le bien, c'en est la route.

C'est à la Suisse, entre toutes les nations, qu'il appartient de donner un pareil élan, de prendre une semblable initiative, comme elle a osé le faire en tant d'autres côtés de la justice sociale ; mais la Suisse tout entière le pourrait mieux qu'un seul canton. A défaut d'une mesure fédérale, la réforme pourrait être intercantonale, entre tous les can-

tons, en grande majorité déjà dans la Confédération, qui ont adopté chacun séparément, soit l'impôt sur le capital, soit l'impôt sur le revenu, soit tous les deux ensemble. Il se trouve justement que ce sont principalement les cantons de l'ouest, et les cantons limitrophes les uns des autres. Ainsi Genève, Vaud, Neuchâtel, Fribourg, Berne, Bâle, Argovie, Zurich et Saint-Gall pourraient entre eux former déjà une Confédération économique et fiscale, imposante plus encore par sa richesse que par sa population, et capable d'amener, par la force même des choses et l'entraînement des faits, le reste de la Suisse et peut-être l'Allemagne du Rhin à suivre son exemple. La Belgique, préoccupée en ce moment, comme la Suisse elle-même, de craintes pour son indépendance, ne tarderait pas à chercher aussi dans la réforme fiscale des ressources pour les cas de besoin. L'Angleterre elle-même, qui veut la paix, mais n'en prépare pas moins la guerre, y verrait de tels avantages que ses hommes d'État, les plus intelligents de toute l'Europe, en matière économique du moins, sinon toujours en matière politique, prendraient la même initiative. Enfin d'autre côté, l'Italie renaissante, qui a tout à refaire chez elle, ne resterait pas en arrière du progrès, et se mettrait au niveau le plus haut du mouvement social. Quant à la France, que ferait-elle ? Il est à craindre pour elle plutôt qu'à désirer, que sa nouvelle dynastie impériale ne s'empare de cette corde de sauvetage, non pour la sauver, mais pour en faire un fouet et pour l'en frapper.

Ne nous préoccupons pas de choses si lointaines. Notre système est applicable à la Suisse en général et au canton de Vaud en particulier ; il lui est applicable immédiatement ; et c'est là l'important. Il peut enfin, comme nous l'avons vu, lui être appliqué plus ou moins complètement,

en totalité ou en quelque une de ses parties. L'impôt sur le capital étant doublé, par exemple, c'est-à-dire établi à 6,10^{es} du montant total de la *dîme sociale*, suffirait à lui seul, sans impôt sur le revenu, pour remplir le budget vaudois, avec le produit des divers monopoles ou biens cantonaux existants. Comme en ce cas l'impôt pèserait peu sur les revenus professionnels, il n'y aurait pas nécessité de restituer les 500,000 francs de douanes.

Quant à l'impôt vaudois sur les vins étrangers, c'est un droit protecteur des vignobles nationaux, qui n'en ont pas besoin. Un pays aussi riche en vins ne peut redouter la concurrence étrangère. Il gagnerait plus à exporter davantage son produit national par les deux portes du Rhône et du Rhin, et vers la Suisse du nord par la route du lac de Neuchâtel, qu'à forcer les habitants des vallées du Jura, par exemple, à payer plus cher les vins français qui sont plus à leur portée que les vins du bord du Léman. Cependant cet impôt, inscrit au budget de 1861 pour 50,000 francs, pourrait provisoirement y rester; provisoirement, disons-nous, parce que cet impôt, inscrit pour 50,000 francs de revenu net, a produit 65,300 francs de revenu brut en 1859, et 61,500 francs en 1858. Admettant ce dernier chiffre pour 1861, ce serait donc 11,500 francs de frais de perception sur 50,000 francs de revenu net qu'il coûterait à percevoir, c'est-à-dire plus de 25 p. 100 : or, c'est trop faire payer au peuple et trop peu recevoir; un tel impôt est irrationnel et anti-économique. Cependant nous ne garantissons pas l'exactitude de ce rapport qui nous semble énorme.

Ce dont il importe surtout que le canton de Vaud se défasse, c'est de son impôt de mutation, si onéreux, si improportionnel, si vexatoire, si gênant dans un pays agricole où le sol est à un prix énorme et où la propriété foncière,

divisée à l'extrême en certains districts, a besoin de la franchise des ventes et surtout des échanges pour se raccorder en parcelles d'une étendue plus convenable pour la culture et plus favorable à ses progrès.

Quant à l'impôt du timbre, nous avons vu qu'il doit au contraire s'étendre et se généraliser, mais comme une formalité administrative plutôt que fiscale. C'est même la réforme la plus urgente qui seule peut rendre toutes les autres possibles. Seulement il faudrait rendre cette formalité aussi peu onéreuse et aussi proportionnelle que possible. Elle serait gratuite et rentrerait dans les frais généraux de l'administration des finances que cela vaudrait mieux encore.

Ce qu'il faut aussi que le canton de Vaud modifie, c'est son impôt foncier, légitimé par son origine ⁽¹⁾, léger en somme totale, mais pesant sur quelques-uns par les vices de sa répartition qui exige une révision totale du cadastre. L'institution du jury cadastral ⁽²⁾ telle que nous l'avons exposée, donnerait le seul moyen d'opérer cette révision rapidement et sans frais. Elle fonctionnerait un peu difficilement peut-être une première fois, et les résultats obtenus n'auraient pas tout d'abord la perfection désirable; mais son action s'égalerait, se compléterait, à l'opération quinquennale ou décennale suivante. La défalcation des créances hypothécaires, réclamée à grands cris, serait ainsi rendue possible, sans absorption presque totale du produit de l'impôt. Ces créances, saisies elles-mêmes par l'impôt sur le capital, aussi faible qu'on veuille l'établir, augmenteraient encore le revenu fiscal du sol, sans pressurer personne avec injustice et disproportionnalité. Mais il serait

(¹) Voir *Établissement de l'impôt foncier actuel*, ch. xxx, t. II, p. 56.

(²) Voir chap. xxxi, t. II, p. 69.

dangereux peut-être d'imposer les créances hypothécaires seulement, au taux du capital foncier, et de laisser libres les autres valeurs et titres industriels, parce que les capitaux sortiraient de cet emploi pour en chercher d'autres que l'impôt n'atteindrait pas. Les propriétaires fonciers, pour en obtenir au besoin, seraient alors forcés de supporter l'impôt, c'est-à-dire de payer un intérêt plus élevé : la défalcation des créances hypothécaires est donc de toute impossibilité sans un impôt général sur le capital.

Enfin toutes ces petites taxes mesquines, préventives et vexatoires, telles que l'impôt sur la vente en détail des boissons, les patentes d'auberge, l'impôt sur les billards, l'impôt sur les voitures, les chevaux et les chiens, doivent disparaître. Ce sont des impôts démagogiques, plutôt que démocratiques, c'est-à-dire contraires aux vrais principes de liberté et d'égalité. C'est l'effort d'un peuple qui veut se moraliser, se donner des leçons de tempérance à lui-même, s'imposer des amendes sur ses passions, et qui ne sait pas s'y prendre; qui légalise au contraire le délit, et semble l'accepter comme un fait fatal. Ce sont d'autres moyens qu'il faut employer pour atteindre le même but.

Toutes ces taxes sont inscrites au budget pour une somme de 234,000 francs dans lesquels l'impôt sur la vente en détail des boissons entre pour 160,000 francs; ce dernier impôt pèse donc pour 80 centimes par personne si on en divise le produit entre toute la population du canton; mais comme il ne pèse en réalité que sur les hommes, et en général sur les hommes du peuple seulement, et que le nombre de ces hommes consommateurs au détail n'excède pas 50,000 au plus; c'est donc 3 francs 20 centimes que cet impôt prend à chacun d'eux. Si l'on y ajoute les patentes d'auberge, ce sera 70 centimes de plus : soit 3 francs

90 centimes environ par tête. On dira que cet impôt ne pèse que sur les buveurs, c'est vrai. Mais il pèse plus encore sur les familles que les buveurs ruinent, parce qu'il ne les empêche pas de boire et aggrave le mal qu'ils font en buvant. Si donc il se trouve un buveur qui boive comme quatre, c'est 15 francs 60 centimes qu'il en coûte à sa femme et à ses enfants; s'il boit comme dix ce sera pour ceux-ci une privation de 39 francs qu'ils auront à endurer peut-être sur leurs besoins les plus urgents. Enfin cet impôt pèse proportionnellement sur ceux qui boivent raisonnablement, comme sur ceux qui boivent trop; et il est permis de boire pourvu qu'on ne s'enivre pas. Le mal est donc justement que les hommes tempérants paient pour les intempérants et autant qu'eux, relativement à la quantité de vin qu'il boivent. Le mal est surtout que si un père de famille veut que sa femme et ses enfants boivent du vin à leurs repas, mais n'a pas le moyen de l'acheter en pièce, il paie l'impôt sur ce vin, comme sur celui dont d'autres font excès dans les cafés et les cabarets, chacun selon son rang de buveur et son échelon social. De sorte que s'ils sont quatre, lui, sa femme et deux enfants, à faire une consommation moyenne, il devra payer 15 francs 60 centimes, sans compter encore une part de frais de perception qui ne sont pas compris ici et qui s'élèvent au moins à 20 p. 100, et de plus le bénéfice du détaillant sur l'avance de l'impôt. Il paiera donc près de 20 francs au fisc, ni plus ni moins que le buveur de tout à l'heure qui buvait comme quatre à lui seul ⁽¹⁾.

Il faut donc supprimer ces impôts et y substituer des

(1) D'après des renseignements ultérieurs, ce calcul serait faux, parce que dans le canton de Vaud la vente des vins à *pot renversé*, c'est-à-dire qui ne sont pas consommés dans l'établissement, est

mesures de police sévèrement répressives contre tous les abus, soit de la part des consommateurs, soit de la part des détaillants rendus responsables, à titre de complices, de tous les cas d'ivresse constatés chez eux ; il faut, au lieu d'accepter l'état d'ivresse comme une excuse, qu'il entraîne au contraire une aggravation de la peine pour tous les délits commis en pareil état.

Quant aux permis de domicile et patentes d'artisans ambulants, nous avons dit en principe ce qu'il nous en semblait. Ce serait un impôt légal et juste, dans le cas où l'impôt sur le revenu, sur les profits et sur les salaires existerait dans le pays ; sans cela, c'est une mesure de rigueur inhospitalière contre les étrangers ; et ce devrait être alors plutôt un impôt municipal et de simple police qu'autre chose. Du reste pour le canton de Vaud c'est un produit net de 24,000 francs qui n'a pas grande importance. Comme mesure de police il peut-être conservé en tous les cas ; il doit l'être au cas où l'impôt sur le revenu serait établi. Un État n'est pas obligé de garder les gens chez lui pour rien, de leur offrir des garanties, des sûretés pour leurs personnes et leurs biens sans leur rien demander en échange. Si l'impôt des permis de séjour n'était augmenté du prix de passeports onéreux et tous les ans renouvelables au profit des pays voisins, mais dont l'État Vaudois ne profite pas, ce droit serait fort léger. Il pourrait même être plus lourd ; mais il faudrait alors qu'il revêtît une proportionnalité quelconque avec la fortune ou la profession des résidants.

En somme, l'impôt tel qu'il est dans le canton de Vaud, est meilleur et moins vexatoire, moins onéreux, moins

entièrement libre, de sorte que les familles peuvent par ce moyen se procurer des vins du pays sans payer aucun impôt.

lourd que dans la majorité et presque la totalité des États Européens. Il n'est comparable qu'à l'impôt dans quelques autres cantons Suisses qui ont tous récemment opéré des réformes plus ou moins radicales dans leur système fiscal. Si donc le Vaudois peut se plaindre quand il ne regarde que son pays, il se trouve aussitôt fort heureux, fort content, aussitôt qu'il regarde au delà des frontières Suisses. L'impôt qu'il supporte est, quant à sa masse totale, modéré, trop modéré même, pour permettre au gouvernement de faire tout le bien que ses tendances et les institutions nationales lui permettraient de faire et que ses intérêts devraient l'engager à tenter; mais cet impôt est mal réparti. Il pèse sur les uns, parfois assez lourdement, par grandes masses on pourrait dire; car nous connaissons des contribuables qui ont payé jusqu'à 12,000 francs d'impôts de mutation, pour une fortune aisée plutôt que considérable. Il ne pèse pas du tout sur d'autres : le commerce, l'industrie, le capital mobilier sont complètement exonérés. Car il ne faut pas compter comme un impôt suffisant pour des fortunes moyennes la capitation douanière de 2;50, et quelques centimes par an pour le monopole du sel qui n'est onéreux en réalité qu'à l'agriculture. L'impôt sur les voitures et les chevaux ne tombe que sur ceux qui le veulent bien; et sur ceux-là c'est une moquerie d'impôt, quand ce sont par exemple de grands capitalistes entre les mains desquels la valeur se multiplie par son mouvement rapide, comme c'est le cas pour les banquiers et les négociants. L'impôt sur les chiens ne tombe aussi que sur ceux qui le veulent bien, mais non pas sur les plus riches. Nombre de femmes assez gênées aimeraient mieux se passer de dîner que de se séparer d'un vieux compagnon de leur solitude, fidèle et seul ami qui leur reste peut-être dans leur délaissement. Dans

le petit commerce un chien est utile pour la garde, quand on ne peut toujours être là, qu'il faut vaquer aux soins du ménage en même temps qu'aux soins du commerce. C'est alors une sonnette intelligente, bien qu'inoffensive, et qui sonne même quand les visiteurs ne le voudraient pas, qui sonne non pas seulement quand ils entrent, mais tant qu'ils restent, qui sonne enfin d'autant plus fort qu'on essaie de la faire taire; et c'est pour cela que nulle sonnette ne vaut celle-là.

Quant à l'impôt militaire il aurait besoin aussi d'être profondément modifié; et ces modifications devraient avoir lieu aussitôt que possible afin de parer à toutes les éventualités que peut réserver l'avenir. Il faut qu'à un moment donné tout le contingent Vaudois puisse tenir la campagne et même une longue campagne, sans que de trop lourdes charges soient imposées aux familles des soldats. Il faut qu'un service régulier de gratifications puisse être servi à leurs femmes et à leurs enfants. Enfin comme le corps des officiers se recrute en partie dans les rangs de l'administration, il faut qu'il soit organisé un service de suppléants. Pour certains emplois, tels que ceux de l'administration des postes, et des départements divers du ministère, des femmes pourraient être utilisées. Elles prendraient ainsi leur part de la défense nationale en assumant d'une manière au moins temporaire certaines fonctions ordinairement confiées à des hommes et que cependant elles peuvent aisément remplir; car dans la plupart des cas il ne s'agit après tout que d'écrire et de savoir compter. De cette façon un moins grand nombre d'exemptions militaires seraient nécessaires. Une femme remplaçant son mari dans son service, en toucherait les appointements et ferait ainsi vivre sa famille sans rien coûter de plus à l'État. Ce serait véritablement républicain

et digne des plus beaux jours de l'héroïsme antique. Le canton de Vaud, peut-être l'un des plus menacés des cantons Suisses, pourrait ainsi, sans désorganisation intérieure et sans trouble dans ses finances, fournir à la Confédération son contingent plus complet, et surtout un contingent plus complet en hommes intelligents, éclairés et attachés par leurs intérêts privés autant que par leur patriotisme à l'indépendance nationale. Nous terminerons par ces mots : Prudence est mère de sûreté.

A la fin de ce long travail, nous résumerons nos considérations particulières au sujet des impôts dans le canton de Vaud sous la forme d'un projet de loi, sans avoir en aucune façon la prétention de l'imposer aux conseils de la nation.

DE L'IMPOT DANS LE CANTON DE VAUD

(CONCLUSION)



CHAPITRE I.

Projet de loi sur l'impôt pour 1861-1862.

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD :

Considérant qu'il est urgent de pourvoir promptement à une réforme radicale du système fiscal, afin de donner à l'impôt une élasticité plus capable de se prêter aux exigences ordinaires ou extraordinaires, prévues ou imprévues des besoins de l'État.

DÉCRÈTE :

Que la DIME SOCIALE est établie en principe sur la totalité du revenu national;

Qu'elle sera levée pour l'exercice qui va s'ouvrir sur le

piéd de *trois décimes* de la contribution totale : c'est-à-dire de 3 p. 100 de ce même revenu national.

Considérant aussi que des adoucissements devront être apportés aux taxes qui frapperont les classes nouvellement imposées, le grand Conseil autorise le conseil d'État à supprimer les taxes sur les salaires du prolétariat et sur les profit agricoles ou du moins à les réduire à deux ou même à un décime : soit 2 ou 1 p. 100 du revenu ; selon les exigences et les possibilités du temps et d'après les résultats donnés par la confection des rôles de la première année.

Au cas où le conseil d'État jugerait possible et utile de lever sur toutes les classes, sans adoucissements, les *trois décimes* de la contribution totale, il devrait rembourser à chaque contribuable, à tant par tête, la capitation indirecte provenant de l'impôt fédéral des douanes.

Considérant que le nouvel impôt établi doit suffire aux besoins du budget.

LE GRAND CONSEIL DÉCRÈTE QUE :

1° L'ancien impôt foncier est aboli.

2° L'impôt de mutation à titre onéreux est aboli en principe.

Le droit sur les successions et donations en ligne collatérale devra continuer d'être perçu ; mais le taux en sera abaissé de 1 p. 100 par chaque année, de façon à se trouver totalement absorbé et aboli en fait en huit années successives.

3° L'impôt sur les chiens est aboli.

4° L'impôt sur les chevaux et voitures est aboli.

5° L'impôt sur les billards est aboli.

6° Le gouvernement devra renoncer à prélever le droit

de patente sur les auberges et l'impôt sur la vente en détail des boissons.

Il devra renoncer de même à percevoir un droit protecteur sur les boissons étrangères.

Cependant il pourra encore lever ces impôts pendant l'année courante, afin de pourvoir à l'enjambement de l'année fiscale sur l'année commerciale, résultant de l'établissement du nouvel impôt.

Le conseil d'État est invité en outre à présenter un projet de loi sur les délits d'ivresse, et à prendre des mesures répressives sévères contre tout abus de boissons spiritueuses pouvant occasionner du trouble dans les familles ou sur la voie publique.

7° Le monopole du sel est aboli en principe.

Il continuera de subsister seulement jusqu'au renouvellement de l'année fiscale.

8° L'impôt sur la chasse est conservé en principe.

Le gouvernement est invité à présenter un projet de réforme de cet impôt afin de le rendre plus efficacement protecteur du gibier, plus démocratique et plus proportionnel.

9° L'impôt du timbre est aboli en principe comme mesure fiscale.

Il sera procédé à la réforme administrative de l'enregistrement et du cadastre.

Tout titre de rente, toute valeur industrielle, tout contrat hypothécaire, toute obligation portant intérêt, seront soumis à l'enregistrement et au timbre fiscal annuel.

Un droit d'enregistrement sera perçu *ad valorem* sur tous les titres sus-mentionnés, à un taux suffisant pour rembourser les frais d'administration sans aucune exigence fiscale.

10° Un concours est ouvert pour la découverte d'un papier inaltérable et d'une encre indélébile dont l'État se réservera le monopole.

Une médaille d'honneur sera décernée à chacun des deux inventeurs.

11° Le jury cadastral est institué.

Il procédera tous les cinq ans à la révision du cadastre foncier, et à l'évaluation des biens-fonds et bâtiments, soit des campagnes, soit des villes.

Le conseil d'État est invité à présenter aussitôt que possible un projet de loi sur l'organisation de ce jury d'après des bases démocratiques, de sorte qu'il puisse fonctionner pendant l'année courante et fournir des bases certaines et équitables à la contribution levée à la fin de l'année sur les biens fonciers.

12° Le conseil d'État devra enfin préparer par voie diplomatiques des traités internationaux concernant les formalités légales à remplir et les charges fiscales à supporter, soit par les étrangers détenteurs de biens et titres nationaux, soit par les citoyens Vaudois détenteurs de biens et titres étrangers, afin d'établir autant que possible la réciprocité internationale, et d'éviter les doubles emplois comme les exemptions illégales.

Le conseil d'État est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi.

Donné, etc.

TABLE DES SOMMAIRES

CONTENUS DANS LE SECOND VOLUME

DEUXIÈME PARTIE

(SUITE)

EXAMEN DES DIVERS IMPOTS

TROISIÈME SECTION. — Des impôts réels directs.

- CHAP. XXVI. — *De l'impôt direct sur les biens dans l'histoire.* — SOMMAIRE. — C'est celui auquel les gouvernements ont toujours dû leurs plus abondantes ressources. — Chez les Romains. — La conquête barbare. — Sous les Carlovingiens. — Le fouage. — Le monnéage et la taille. — Le cens et le champart. — Sous la monarchie au moyen âge. — La taille perpétuelle. — L'époque moderne. — Sully. — Colbert. — Vauban. Page..... 3
- CHAP. XXVII. — *De la taille personnelle.* — SOMMAIRE. — Elle tombait sur les profits de l'agriculture et de l'industrie. — Mode de répartition et de perception. — Vauban s'élève contre les abus. — Misère du peuple sous Louis XIV. — Le contribuable a-t-il intérêt à gagner moins pour moins payer? — Quelle part l'agriculture peut-elle prendre aux charges de l'Etat? Page..... 19
- CHAP. XXVIII. — *De la taille réelle.* — SOMMAIRE. — Parallèle entre les

- deux tailles. — Etablissement de la taille réelle. — Elle était rachetable. — Sully voulait rendre la taille réelle partout le royaume. — Ces impôts n'étaient pas mauvais en principe. — Leur danger était dans l'abus facile qu'on en pouvait faire et qu'on en a fait. — Simultanéité des progrès sociaux. Page..... 31
- CHAP. XXIX. — *Légitimité de l'impôt foncier.* — SOMMAIRE. — Nulle terre n'est libre. — Du droit inné de l'homme à la propriété du sol. — Indemnité d'appropriation. — L'impôt foncier se compose de deux éléments. Page..... 43
- CHAP. XXX. — *Établissement foncier de l'impôt actuel.* — SOMMAIRE. — Transformation de l'impôt foncier. — La réforme anglaise et la *land-tax*. — La fixité de l'impôt. — Tout établissement d'un impôt foncier est une expropriation. — Moyens d'augmenter un pareil impôt sans exactions. — Un impôt égal sur tous les capitaux empêche qu'il y ait expropriation. — Etablissement de l'impôt en Angleterre. — Dans le canton de Vaud. — Tout impôt foncier ancien n'est plus un impôt. — Besoin d'une réforme de l'impôt sous Louis XIV en France. — Qu'aurait produit la *dixme royale*. — Le pouvoir d'un mot en France. — Turgot et ses réformes. — Etablissement de l'impôt foncier en France. Page..... 49
- CHAP. XXXI. — *Théorie de l'impôt foncier.* — SOMMAIRE. — De l'impôt foncier en France. — Il doit subsister. — La justice exige qu'on le réforme partout. — Nécessité d'un cadastre. — Jury cadastral. — Objections et réponses. — Difficultés de l'évaluation du produit net. — La préemption et ses défauts. — Antagonisme et conflit des intérêts privés dans les campagnes. — C'est un bien que la fortune réelle des particuliers soit connue. — Vices du cadastre français. — Le cadastre dans le canton de Vaud. — L'impôt établi en 1802 et 1803 par les municipalités vaudoises. Page..... 67
- CHAP. XXXII — *Légitimité de l'impôt sur le capital mobilier et foncier.* — SOMMAIRE. — Définition du capital. — Le capital foncier et le capital mobilier. — Services qu'ils exigent de la société. — Risques qu'ils courent. — L'agriculture intéressée aux progrès de l'industrie. — Risques des personnes en vue de leurs biens. — Susceptibilité du capital mobilier. — La propriété foncière doit seule l'indemnité de l'espace et de la force végétative. — Taux relatif de l'impôt sur les deux sortes de richesses. — L'impôt sur le capital est une réaction. — Où il a existé. — La France en 1789. — La richesse mobilière était épuisée. — Il est mauvais en fait d'impôt d'en être aux expédients. — Impôts-principes. — L'impôt sur le capital depuis 1789 en divers Etats. — A l'assemblée constituante française en 1848. — Il eût maintenu le gouvernement républicain. Page..... 85

- CHAP. XXXIII. — *De l'impôt sur le capital en général.* — SOMMAIRE. — Sa compréhension. — Il comprend l'impôt foncier. — Système de M. de Girardin. — Le revenu brut et le revenu net. — Quotité de l'impôt. — Objection contre l'impôt unique sur le capital. — En opposition avec l'impôt unique sur le revenu. — L'impôt sur le capital ferait baisser le prix vénal des terres. — Précipiterait l'industrie. — Etat violent de l'industrie anglaise. — La grande propriété et la vie à bon marché. — Avantages de l'impôt sur le capital. — Ses inconvénients. — Dans quel cas il est avantageux de l'établir. — Il devrait être établi simultanément par toutes les nations. — Quelles nations peuvent l'établir isolément. Page..... 103
- CHAP. XXXIV. — *De l'impôt sur les titres de rentes.* — *Perception de l'impôt.* — SOMMAIRE. — Peut-on évaluer la fortune mobilière ? — Cette évaluation, impossible autrefois, est possible aujourd'hui. — Moyens d'évaluation. — Les titres de rente forment une part considérable de la richesse moderne. — Assimilation de la rente foncière et mobilière — Deux méthodes de perception. — Facilités de versement. — L'impôt ne doit pas être acquitté d'avance. — Enjambement de l'année fiscale. — La Banque chargée d'intervenir dans la perception de l'impôt — Réforme unitaire de l'administration du fisc. — Les créances hypothécaires mobilisées. — L'impôt sur le capital unique en théorie, divers dans la pratique. Page..... 125
- CHAP. XXXV. — *De l'impôt sur les bâtiments.* — SOMMAIRE. — Cet impôt dépend de l'impôt sur le capital foncier et sur le capital mobilier. — Deux parties dans le loyer d'une maison. — Plus-value locale. — La préemption, ou la progression fiscale. — L'impôt de la superficie doit être proportionnel. — Le jury cadastral urbain. — L'impôt doit être perçu sans considération des non-valeurs. — Effet de l'impôt sur les loyers. — L'exemption de l'impôt en cas de non-valeurs le fait retomber sur les locataires. — L'impôt permanent tombe sur le propriétaire. — Considérations locales pour établir l'impôt. — L'impôt général sur le capital est un instrument régulateur. Page..... 143
- CHAP. XXXVI. — *De l'impôt sur les marchandises.* — SOMMAIRE — Risques de double emploi. — Les marchandises sont imposables chez le marchand. — L'impôt hâte la circulation. — Fait baisser les cours. — Les rend plus réguliers. — Rend l'accumulation impossible. — Rôle de l'Etat. — Deux sortes de patentes. — Evaluation de la fortune des marchands. — Moyen de vérifier leur bilan. Page.... 163
- CHAP. XXXVII. — *De l'impôt sur le mobilier.* — SOMMAIRE. — Le mobilier est un capital qui donne un revenu en jouissance. — Est-ce un impôt de luxe ? — L'accumulation du capital dormant nuit à la société. — Séquestration des chefs-d'œuvre de l'art. — Le capital artistique s'accumule-t-il dans l'œuvre d'art ? — L'impôt ferait redescendre les

objets d'art à leur valeur réelle. — Collections et bibliothèques. — Effets heureux de l'impôt. — Impôt proportionnel sur le mobilier, progressif sur la valeur vénale et non sur l'accumulation des objets d'art. — Accaparement par l'Etat des chefs-d'œuvre. — Garanties des déclarations. — La police d'assurance obligatoire. — Impôt sur l'argenterie, les bijoux et les diamants. Page 175

CHAP. XXXVIII. — *De l'impôt sur le capital professionnel.* — SOMMAIRE. — Tout homme est capitaliste. — Et obligé de participer aux charges de l'Etat. — Durée de l'apprentissage du prolétaire. — Sa patente professionnelle. — Patentes des diverses professions. — Décourager les nullités. — Tout homme doit avoir une profession. Page... 187

QUATRIÈME SECTION. — De l'impôt personnel réel ou de l'impôt sur le revenu.

CHAP. XXXIX. — *De l'impôt sur le revenu en général.* — SOMMAIRE. — L'impôt sur le capital est l'impôt fondamental. — L'impôt sur le revenu l'achève. — Le citoyen doit l'impôt pour sa chose et pour sa personne. — L'impôt du capital n'atteint pas tout le monde. — On peut posséder beaucoup sans être propriétaire de rien. — Entre le capital et le revenu il n'y a qu'une différence de temps. — Le revenu annuel total de tout capital peut être évalué à $1/10^e$ ou $1/12^e$. — Un Turc consomme son capital. — Un Anglais le fait valoir. — A-t-on le droit de prêter à intérêt? — C'est une erreur de dire que le revenu du capital baisse. — Le profit et l'intérêt. — Mouvement de la rente foncière. — Les besoins et les jouissances sont sans limites. — A toute époque une quantité multiple de capital circulera avec la même activité. — Tous les capitaux ayant une même nature, le mouvement de leur valeur vénale varie en raison de leur utilité réelle. — Le taux légal de l'intérêt baissant, le taux de l'impôt sur le capital doit descendre. — Et l'impôt sur le revenu monter quant à sa quotité absolue. — Il y a un minimum de revenu que tout individu peut obtenir. — Droit d'expropriation sur la richesse dormante. — L'impôt du revenu est variable parce que les profits sur lesquels il repose varient. — C'est pourquoi l'impôt sur le revenu est personnel et non réel. — Le revenu est la résultante des facultés économiques de l'individu. — L'impôt du génie. Page..... 199

CHAP. XL. — *D'une échelle fiscale des revenus perpétuels.* — SOMMAIRE. — Le service des idées et la guerre du travail. — La société a-t-elle le droit d'obliger tout citoyen à produire la moyenne du revenu? — Nul ne doit que le service de ses facultés. — L'on peut exiger le minimum légal. — Au-dessous du minimum et au-dessus de la moyenne du revenu il y a lieu à progression. — Echelle fiscale des revenus à progression descendante au-dessous du minimum de revenu. — Du

revenu à taux fixe entre le minimum et la moyenne. — Echelle fiscale des revenus à progression ascendante au-dessus de la moyenne jusqu'au maximum. — Elle met une borne aux profits usuraires. — Cette échelle est inapplicable aux salaires et petits profits. — Applicable à toute rente perpétuelle. — De deux manières. — Elle dépend d'un terme moyen mobile qui est l'intérêt légal. — Le taux légal baissant, la progression descendante tend à s'effacer. — Le taux de l'impôt fixe baisse avec le taux légal. — Cette échelle empêcherait-elle le prêt à bon marché ? — Comment traiter les rentes viagères. Page 215

CHAP. XLI. — *D'une échelle fiscale des revenus professionnels.* — SOMMAIRE.

— Outre l'intérêt, tout capital prêté rend un profit. — Qui est impossible. — Le revenu variable est le produit des facultés individuelles. — Bilan d'un marchand. — Les capacités naturelles sont imposables. — Evaluation du pouvoir producteur. — Echelle fiscale des pouvoirs producteurs à progression indéfinie et continue sur les revenus professionnels. — Trois classes d'industriels. — Les rentiers tombent sous la loi de l'échelle des revenus perpétuels. — Les commerçants. — La société gagne au grand commerce. — L'échelle à double progression appliquée au petit commerce le détruirait. — L'échelle à progression continue lui est très-favorable. — Elle doit être appliquée au petit commerce dont les profits comprennent des salaires. — L'échelle à double progression est applicable au grand commerce. — L'échelle à progression simple est essentiellement celle des salaires. — Elle tient compte des capacités naturelles sans jamais dépasser 10 p. 100 du revenu. Page..... 233

CHAP. XLII. — *De l'impôt sur les profits agricoles.* — SOMMAIRE. — La terre produit autant que les autres capitaux. — Plus-value perpétuelle du sol dans une société qui progresse. — Prime d'accumulation. — Le propriétaire foncier paie l'impôt sur tout son revenu. — Mais ne paie pas plus. — Le revenu du fermier n'est obtenu que par un travail. — Difficulté de l'évaluer. — Nécessité d'une assurance d'Etat sur les produits agricoles. — Le revenu du fermier peut être évalué d'après celui du propriétaire. — Le taux légal de l'intérêt et le cours de la rente foncière. — L'évaluation directe est impossible quant à présent. — L'agriculteur a-t-il un capital professionnel ? — Calcul sur une exploitation agricole de 100,000 fr. — Ces tarifs tendraient à faire descendre la terre à sa valeur réelle. Page 247

CHAP. XLIII. — *De l'impôt sur les profits et les salaires industriels.* — Le même système est applicable à toutes les professions salariées, libérales ou ouvrières. — La difficulté est d'évaluer le revenu. — Le bilan annuel. — Moyens de vérification. — Le bilan d'un commerçant. — Les fonctionnaires et employés. — Les gens d'affaires. — Les médecins et pharmaciens. — Les artistes et auteurs. — Les prolétaires.

- Cadastre général des pouvoirs producteurs des individus et des nations. Page. 261
- CHAP. XLIV. — *De l'impôt sur l'oisiveté.* — SOMMAIRE. — Les rentiers ne devraient-ils que l'impôt sur le capital? — Ils sont riches par la naissance et non par le travail. — Profession obligatoire. — Impôt progressif sur le revenu total des oisifs. — Professions nobles. — Obligation du travail pour les femmes. — Leur capital professionnel. — La maternité exempte d'impôt. — La femme économe. — Quand doit-elle la patente. — L'obligation de l'activité s'arrête devant la vieillesse. Page 279
- CHAP. XLV. — *De l'impôt unique sur le revenu.* — *Perception de l'impôt.* — SOMMAIRE. — L'impôt sur le revenu est applicable au moyen de la réforme de l'enregistrement. — Il rapporterait beaucoup. — Parallèle entre l'impôt sur le revenu et l'impôt sur le capital. — La société peut nous forcer au travail et limiter nos gains. — Ce qui augmente les frais de perception. — Vérification. — Le désagrément inévitable de tout impôt c'est de le payer. — Enjambement trimestriel de l'année fiscale sur l'année commerciale. — Le secret des fortunes. — L'impôt unique sur le revenu. — L'impôt volontaire. — Objections de M. de Girardin contre l'impôt sur le revenu et réponses à ces objections. — Reproches graves à faire à cet impôt comme impôt unique. — Il faut le combiner avec l'impôt sur le capital. — Combinaison simple et séduisante. — Elle exclut toute progression. — Elle manque de rigueur scientifique. — L'impôt unique, soit sur le capital, soit sur le revenu exclusivement, est injuste. — M. de Girardin et le génie. Page. 291

TROISIÈME PARTIE

APPLICATIONS

- CHAP. XLVI. — *De la quotité absolue de l'impôt : La dîme sociale.* — SOMMAIRE. — La combinaison de l'impôt sur le capital et sur le revenu forme un système complet et unitaire. — Les nombres que nous avons donnés n'ont rien d'absolu. — Mais le système de leurs relations réciproques. — L'impôt fixe sur le capital, droit de conservation. — L'impôt variable sur le revenu, droit d'accumulation. — L'impôt sur le capital doit diminuer par suite du progrès social. — L'impôt sur le

revenu doit augmenter. — Leur taux total doit demeurer invariable. — D'après les précédents historiques ce taux est de $1/10^e$. — L'impôt considéré comme la quote-part de la société dans toute propriété. — La DIME SOCIALE. — Ce rapport de $1/10^e$ est discutable. — Dans nos sociétés il est indiqué par le système de numération. — Le rapport $1/12^e$ et le système duodécimal seraient préférables. — L'histoire autorise le rapport $1/10^e$. — Cela ne suffit pas. — Sans le progrès social, l'homme est inexplicable. — Constatation de ce progrès au moyen de l'impôt. — L'État est autorisé par le passé à lever la DIME totale. — Perception et répartition complémentaires de la DIME. — Une chose nouvelle sous le soleil en matière de gouvernement. — Justification du mot : LA DIME SOCIALE. Page..... 309

CHAP. XLVII. — *De l'époque de transition.* — SOMMAIRE. — Que faire dans le cas où l'impôt sur le capital n'est pas immédiatement applicable? — Le système de la DIME SOCIALE peut-il se combiner avec d'autres impôts? — Combinaison de l'impôt sur le capital et de l'impôt de mutation. — Système d'absorption de ce dernier. — Y aurait-il double emploi? — Combinaison de l'impôt sur le revenu et des douanes ou autres impôts de consommation. — Restitution de la capitation indirecte qui en résulte. — Restitution égale. — Restitution proportionnelle. — Système d'absorption des impôts indirects dans l'impôt sur le revenu. — Absorption lente de l'impôt sur le capital dans l'impôt sur le revenu. — L'impôt idéal. Page..... 321

CHAP. XLVIII. — *De l'impôt dans le canton de Vaud.* — 1^o *Application de la dîme sociale au canton de Vaud.* — SOMMAIRE. — Situation politique du pays. — Sa situation économique. — Son budget. — Ressources nationales. — Comparaison de la quotité des impôts dans les différents États des deux mondes civilisés. — De l'impôt fédéral et de l'impôt cantonal. — Détails de statistique. — Données du problème de l'impôt. — Approximation du capital et du revenu national. — Du revenu de l'État. — Trois dixièmes de la contribution totale suffisent aux besoins du budget. — Approximation du produit de l'impôt sur le capital à $1/2 \times 3/10^e$ p. 100. — Approximation du produit de l'impôt sur le revenu d'après nos échelles fiscales. — Profits agricoles. — Profits industriels. — Revenus perpétuels. — Titres et valeurs industrielles. — Amende sur l'oisiveté. — Tableau de la contribution vau-doise. Page..... 333

CHAP. XLIX. — *De l'impôt dans le canton de Vaud (suite).* — 2^o *Combinaison de la dîme sociale et des impôts du canton.* — SOMMAIRE. — Revenus cantonaux. — Restitution des douanes fédérales. — Cette combinaison laisserait un excédant de recettes. — Difficultés des premiers temps. — Adoucissements spéciaux. — Taux réduit de l'impôt sur le capital. — On peut l'abaisser à $2/20^e$ p. 100 en le combinant avec

l'impôt de mutation à titre gratuit. — L'impôt sur les héritages est improportionnel. — On peut laisser subsister provisoirement quelque impôt de consommation. — Et abaisser le chiffre de la contribution à deux décimes ($4/10^e \times 2/10^e$ p. 100). — Tolérance dans la perception nécessaire pendant les premières années. — Enjambement de l'année fiscale. — Trois impôts actuels de consommation à conserver provisoirement pour y pourvoir. — Mesures transitoires. — Réforme du cadastre et de l'enregistrement. — Questions internationales. — Les voyageurs sont-ils utiles à un État? — De l'impôt sur les étrangers. — Réciprocité internationale. — Intervention des consuls à l'étranger dans l'enregistrement. — Entraves à l'émigration du capital national. — Franchise de l'importation du capital étranger. — Frottements inévitables dans les premiers temps. — La Suisse peut prendre une initiative hardie. — Confédération économique des cantons de l'ouest. — La Belgique, l'Angleterre, l'Italie, la France. — L'impôt unique sur le capital au taux de $1/2 \times 6/10^e$ p. 100 pourrait suffire au budget du canton. — Des impôts existants. — Sur les vins étrangers. — L'impôt de mutation. — L'impôt du timbre. — L'impôt foncier. — Défalcation des créances hypothécaires. — Taxes de police. — Amendes. — Impôt sur la vente en détail des boissons. — Mesures de police contre l'ivresse. — Permis de séjour et patentes d'étrangers. — L'impôt dans le canton de Vaud meilleur que dans les monarchies européennes. — Réformes radicales des cantons Suisses. — L'impôt Vaudois est modique mais inégal. — L'impôt militaire. — Mesures de prudence. Page..... 367

CHAP. L. — CONCLUSION : *Projet de loi.*

ERRATA

DEUXIÈME PARTIE.

Page 12, ligne 12, <i>lisez</i> : établies.	Page 243 ligne 22, <i>lisez</i> : restreignent.
— 27 — 9 — trois.	— 249 — 31 — et si sa rente.
— 36 — 19 — l'impôt direct.	— 249 — 32 — son capital, son
— 39 — 18 — très.	impôt.
— 59 — 16 à supprimer : pas.	— 255 — 24 — quinze.
— 75 — 12 <i>lisez</i> : connaisse.	— 255 — 25 — de 6 à 12,000 fr.
— 82 — 28 — le cadastre et de	— 256 — 14 — quinze personnes.
le.	— 256 — 17 — 500 fr. et moitié
— 103, sommaire, ligne 3, <i>lisez</i> : et la vie	moins pour cha-
à bon marché.	que femme.
— 114 — 13 — le moins.	— 257 — 32 — du calcul.
— 148 — 13 — préemption.	— 259 — 10 — 375.
— 154 — 7 — eutamer.	— 259 — 13 — quinze travailleurs.
— 155 — 23 — soient.	— 265 — 1 — débiteur pour le
— 156 — 6 — soient.	seul plaisir.
— 156 — 6 — renoncent.	— 269 — 6 — leurs commis.
— 156 — 16 — eût.	— 292 — 26 — le plus ou le
— 167 — 14 — de propriété.	moins.
— 168 — 32 — l'intérêt privé.	— 301 — 7 — suit.
— 183 — 12 — son possesseur.	— 312 — 21 — personnels.
— 224 — 32 — saurait.	— 328 — 9 — du revenu.
— 225 — 5 — adroit.	— 328 — 22 — tomberait.
— 226 — 9 — auraient.	— 333, sommaire, ligne 9, <i>lisez</i> : titres
— 233 — 3 — en forces.	et valeurs in-
— 234 — 4 — du capital profes-	dustrielles.
sionnel.	